Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

SAISINE DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE POUR EXAMEN AU CAS PAR CAS SUR LA NECESSITÉ D'UNE ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Projet de modification du plan de prévention du risque naturel mouvements de terrain (PPRmt) de Noailhac (19)

Rapport de présentation



Photographie du lieu-dit "Castel-Digo", commune de Noailhac - Source : mairie de Noailhac, 2016.

cité administrative Jean Montalat, place Martial Brigouleix – BP 314 – 19011 Tulle cedex

Table des matières

0. Préambule....3
1. Personne publique responsable....3
2. Caractéristiques de la modification du PPRmt....4
2.1. Périmètre de la modification du plan....4
2.2. Raison et caractérisation....4
2.2.1. Principes généraux d'un PPRmt....4
2.2.2. Caractérisation de la modification du PPRmt de Noailhac....4
3. Caractéristiques de la zone susceptible d'être touchée et des incidences potentielles du PPRmt....7
3.1. Informations disponibles sur le phénomène naturel et le niveau d'aléa....7
3.2. Enjeux environnementaux du périmètre concerné par le PPRmt....8
3.2.1. Périmètre concerné....8
3.2.2. Occupation et vocation actuelle des sols....8
3.2.3. La planification sur le secteur....8
3.2.3.1. Schéma de cohérence territoriale (SCoT)....8
3.2.4. Zonages environnementaux dans le périmètre....10
3.2.4.1. Nature, sites, paysages....10
3.2.4.2. Eau....11
3.2.4.3. Schéma régional de cohérence écologique (SRCE)....12
4. Principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan....13
4.1. La santé humaine....13
4.2. La population....13
4.3. La diversité biologique....13
4.4. La faune....13
4.5. La flore....13
4.6. Les sols....13
4.7. Les eaux....13
4.8. L'air....14
4.9. Le bruit....14
4.10. Le climat....14
4.11. Le patrimoine culturel architectural et archéologique....14
4.12. Les paysages....14
5. Conclusion....14
6. Annexes cartographiques....16

0. Préambule

Le présent rapport a pour objectif d'apporter à l'Autorité environnementale les éléments nécessaires à l'aide à la décision pour définir si la modification partielle du plan de prévention du risque naturel prévisible mouvements de terrain (PPRmt) de Noailhac doit faire l'objet ou non d'une évaluation environnementale.

En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016, relatif à l'évaluation de certains plans et programmes ayant une incidence sur l'environnement, les plans de préventions des risques naturels prévisibles (PPRn) sont soumis à un examen au cas par cas en vue de déterminer la pertinence d'une évaluation environnementale, en application des articles R.122-17.-II. 2° et R.122-18.-I. du code de l'environnement. Par ailleurs, les révisions et les modifications des PPRn, telles que définies par l'article L.562-4-1 et les articles R.562-10-1 et R.562-10-2 du code de l'environnement, sont également visées par l'obligation d'un examen au cas par cas. La nécessité de réaliser cette évaluation est décidée après cet examen par l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement.

Cet examen se fait en amont de la prescription, puisque l'arrêté préfectoral prescrivant l'élaboration, la révision ou la modification des PPRn, doit indiquer si une évaluation environnementale doit être réalisée ou non (article R.562-2 du code de l'environnement).

Pour tous les examens au cas par cas des PPRn prévus par l'article L.562-1 du code de l'environnement, le conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) est l'autorité environnementale.

1. Personne publique responsable

La personne publique responsable de la procédure de modification du PPRmt est le préfet du département de la Corrèze, avec l'appui de la direction départementale des territoires (DDT) de la Corrèze.

Coordonnées des personnes en charge de la modification du PPRmt :

Direction départementale des territoires de la Corrèze
Service environnement, police de l'eau et risques (SEPER)
Unité risques

Marie-Christine Martin Chef de l'unité risques marie-christine.martin@correze.gouv.fr 05 55 21 80 19	Delphine Fouillade Référente risques naturels et technologiques delphine.fouillade@correze.gouv.fr 05 55 21 81 34

2. Caractéristiques de la modification du PPRmt

2.1. Périmètre de la modification du plan

La commune de Noailhac est couverte actuellement par un plan de prévention du risque naturel mouvement de terrain (PPRmt) pour les risques de glissements de terrain sur son territoire.

La modification partielle du PPRmt portera sur le secteur du lieu-dit Castel Digo, espace naturel à vocation agricole, comprenant un ancien corps de ferme (une grange et une ancienne maison d'habitation), pour une superficie d'environ 8000 m² de terrain. (cf annexe 1 : plan de situation de la commune à l'échelle du département de la Corrèze, et extrait cartographique du zonage du PPRmt chapitre 2.2.2.)

2.2. Raison et caractérisation

2.2.1. Principes généraux d'un PPRmt

Le PPR a été institué par la loi du 2 février 1995, dite loi Barnier, et par son décret d'application du 5 octobre 1995. La procédure d'élaboration des PPR est définie par les articles L562-1 et suivants du code de l'environnement.

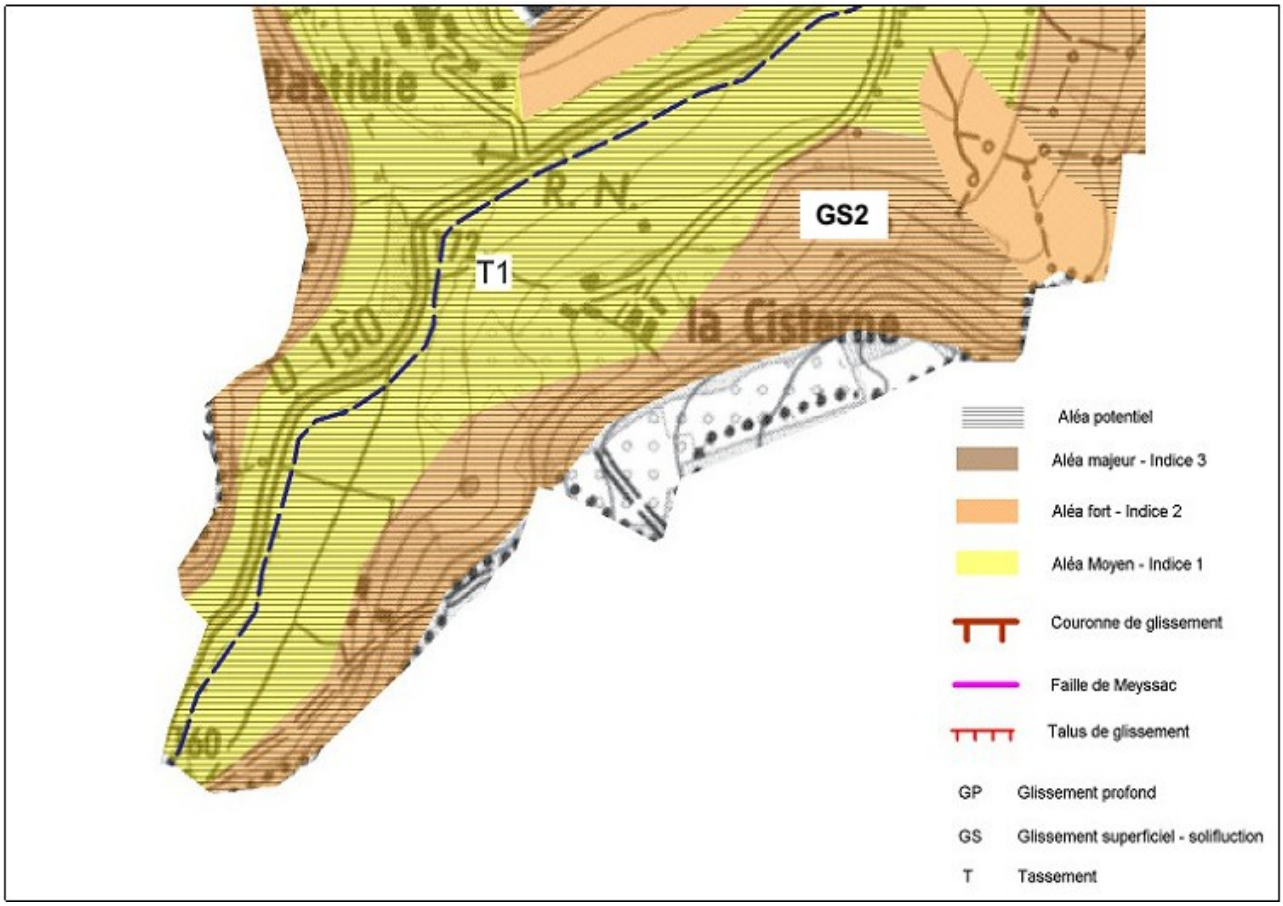
Le PPR est un document réglementaire réalisé par les services de l'État en concertation avec les collectivités concernées, et d'autres organismes spécialisés (SDIS, organismes consulaires...). Le PPR réglemente l'utilisation des sols dans les secteurs à risque mouvement de terrain en tenant compte des niveaux de risque identifiés et de la nécessité de ne pas aggraver l'exposition de la population et des biens aux aléas.

Cette réglementation va de la possibilité de construire sous certaines conditions, à l'interdiction de construire dans les cas où l'intensité prévisible des risques ou la non-aggravation des risques existants le justifie. Elle influe ainsi directement sur le développement des collectivités, les orientant vers les secteurs permettant une moindre exposition des personnes et des biens aux aléas connus.

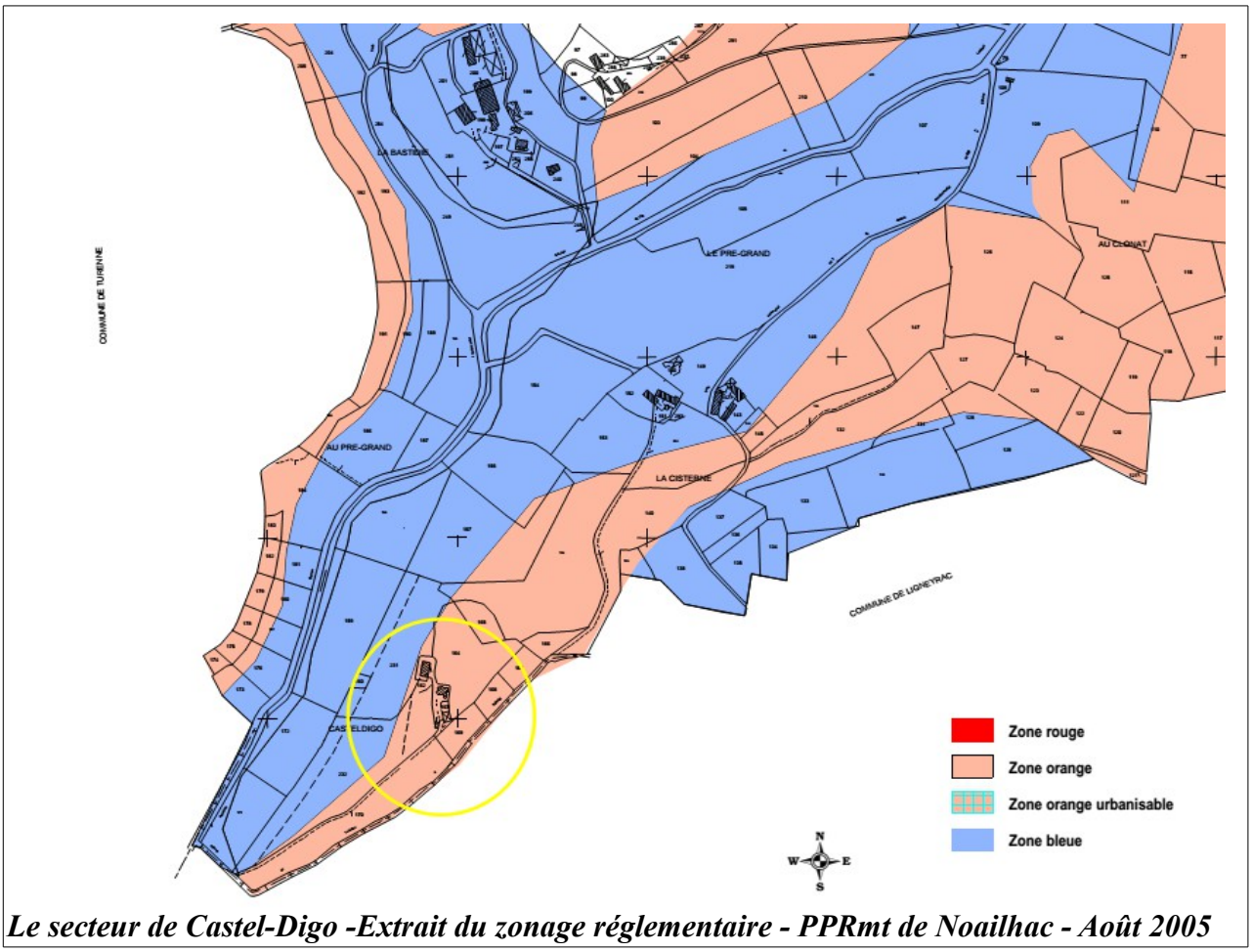
Le PPR définit aussi les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux particuliers ou aux collectivités.

2.2.2. Caractérisation de la modification du PPRmt de Noailhac

La commune de Noailhac est couverte par un PPRmt approuvé par arrêté préfectoral du 9 août 2005. Il s'agit du premier PPRmt établi en Corrèze à la suite d'une analyse préliminaire des mouvements de terrain réalisée en 2001 et 2002 sur le sud du département de la Corrèze. (cf. annexe 2a et 2b : zonage et règlement du PPRmt actuel)
Le territoire de Noailhac est traversé, d'est en ouest, par la faille de Meyssac qui sépare la bordure du Massif Central, constitué principalement de grès, des terrains jurassiques du Bassin Aquitain, constitués principalement de calcaires. Les versants nord de la commune sont marqués par un glissement de terrain historique très important s'étendant jusqu'au sud du bourg. En mars 1914, sa partie est, au lieu-dit Courlat, a connu une réactivation détruisant plusieurs habitations et bâtiments agricoles. Depuis, d'autres glissements de moindre importance ont eu lieu sur ces versants.



Le secteur de Castel-Digo - Extrait de la carte des aléas - PPRmt de Noailhac - Août 2005



Le secteur de Castel-Digo -Extrait du zonage réglementaire - PPRmt de Noailhac - Août 2005

Projet :

Des propriétaires d'une ancienne ferme, constituée d'une maison d'habitation existante et d'une grange, de Castel Digo souhaitent y développer une activité touristique en lien avec les sites emblématiques proches (château de Turenne, village de Collonges-la-Rouge) et le chemin de randonnée qui traverse l'unité foncière. Ils projettent ainsi de rénover en logement une partie de l'ancienne grange en pierre afin de louer en gîte leur actuelle habitation, de créer, dans cette ancienne grange un espace de vente pour des producteurs locaux et un espace de services (location de vélos, location de boxes à chevaux et de pacages...), pour les randonneurs et les locataires du gîte.

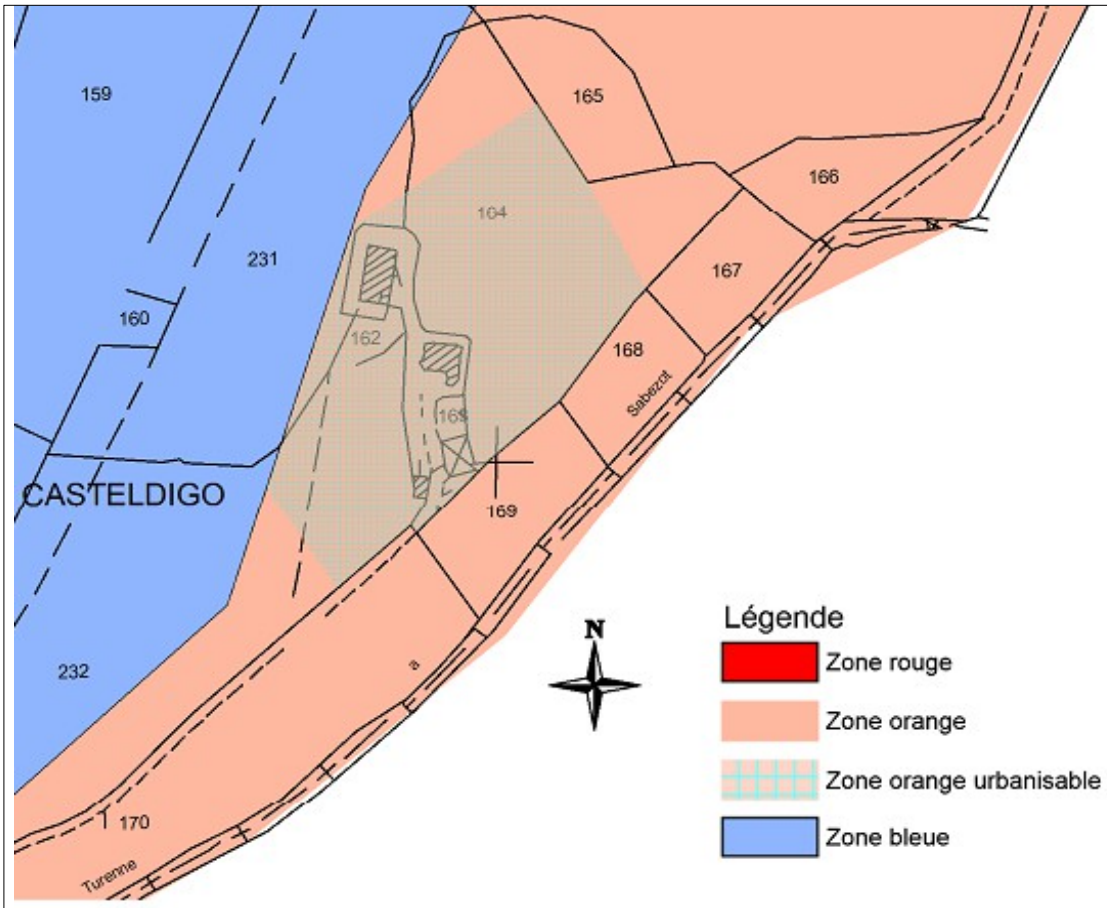
La commune de Noailhac, par délibération du conseil municipal du 08 mars 2016, sollicite aujourd'hui une modification du PPRmt pour le lieu-dit Castel Digo, afin de permettre ce projet économique à vocation touristique qui nécessite le changement de destination de l'ancienne grange.

Modification du zonage du PPRmt :

Le zonage réglementaire du PPRmt résulte du croisement entre l'aléa et les enjeux du territoire. Lors de l'élaboration du PPRmt, en dehors des secteurs d'aléa moyen classés en zone bleue (où le principe est la constructibilité sous conditions), seuls quatre hameaux ont été identifiés par les élus communaux comme présentant un enjeu de développement : bien que situés dans des zones d'aléa fort, ils sont classés en zone orange urbanisable (ZOU) pour tenir compte des besoins de développement de la commune. Des prescriptions constructives particulières sont prévues par le règlement.

S'agissant du secteur de Castel-Digo, aucun enjeu de développement particulier n'avait été identifié lors de l'élaboration du PPR en 2004 et 2005, compte tenu de la vocation agricole du secteur. Ainsi, ce secteur d'aléa fort de glissement superficiel potentiel (cf. carte des aléas p.5) est classé actuellement en zone orange, inconstructible, au sein de laquelle le changement de destination est interdit.

Aux termes de l'article R.562-10-1 du code de l'environnement, un PPR peut être modifié sous réserve que la modification ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan, et peut être utilisée notamment pour modifier un document graphique, afin de prendre en compte un changement dans les circonstances de fait. Ainsi, afin de respecter le cadre de la modification (changement dans les circonstances de fait), seul le plan de zonage sera modifié sur ce secteur. En tant que secteur à enjeu économique, la zone orange deviendra « zone orange urbanisable », et le projet soumis aux dispositions de celle-ci.



Zonage du PPRmt après modification - DDT19 - Juin 2016

3. Caractéristiques de la zone susceptible d'être touchée et des incidences potentielles du PPRmt

3.1. Informations disponibles sur le phénomène naturel et le niveau d'aléa

Le phénomène traité par le PPRmt de Noailhac est le mouvement de terrain : glissement et tassement.

Études Géodes des mouvements de terrains dans le sud de la Corrèze, juillet 2001 :

En 2001, la direction départementale de l'équipement (DDE) de la Corrèze a fait réaliser une étude de connaissance du risque mouvement de terrain dans le sud de la Corrèze, par le bureau d'études Géodes. Cette étude met en évidence sur la commune une zone de faille tectonique identifiée : le département de la Corrèze n'est pas situé en zone sismique sensible, aussi aucune mesure particulière n'est recommandée à proximité immédiate d'un accident tectonique.

La cartographie réalisée par le bureau d'études fait état d'un secteur de décompression, d'un glissement profond et de différents événements (cf. annexe 3 : cartographie de l'étude Géodes sur la commune de Noailhac, fiches événements et photos) :

- un territoire marqué par un glissement de très grande ampleur, dont la date reste indéterminée, dénommé « glissement de Noailhac », qui concerne les versants nord dominants le bourg de Noailhac, lui-même installé sur ce glissement : d'une surface de 180 ha (13 % du territoire), son volume est estimé à environ 50 millions de m³.

- un glissement spectaculaire en mars 1914 dans la partie est du grand glissement : plusieurs maisons d'habitation et des dépendances agricoles détruites.

- des mouvements superficiels dans les versants situés sous les corniches calcaires en terrain jurassique, au sud du bourg.

3.2. Enjeux environnementaux du périmètre concerné par le PPRmt

3.2.1. Périmètre concerné

Les extraits cartographiques du chapitre 2.2.2. précisent le secteur concerné par la modification du PPRmt, qui s'étend sur une superficie de 8000 m² environ.

3.2.2. Occupation et vocation actuelle des sols

La commune de Noailhac est située dans le sud du département de la Corrèze. Commune rurale, elle fait partie du canton de la communauté de communes des villages du midi corrézien. Le lieu-dit Castel-Digo est un espace naturel à vocation agricole, qui n'est à ce jour plus exploité depuis longtemps.

En termes de population, la commune de Noailhac compte 382 habitants (population légale en 2013, source INSEE).

3.2.3. La planification sur le secteur

3.2.3.1. Schéma de cohérence territoriale (SCoT)

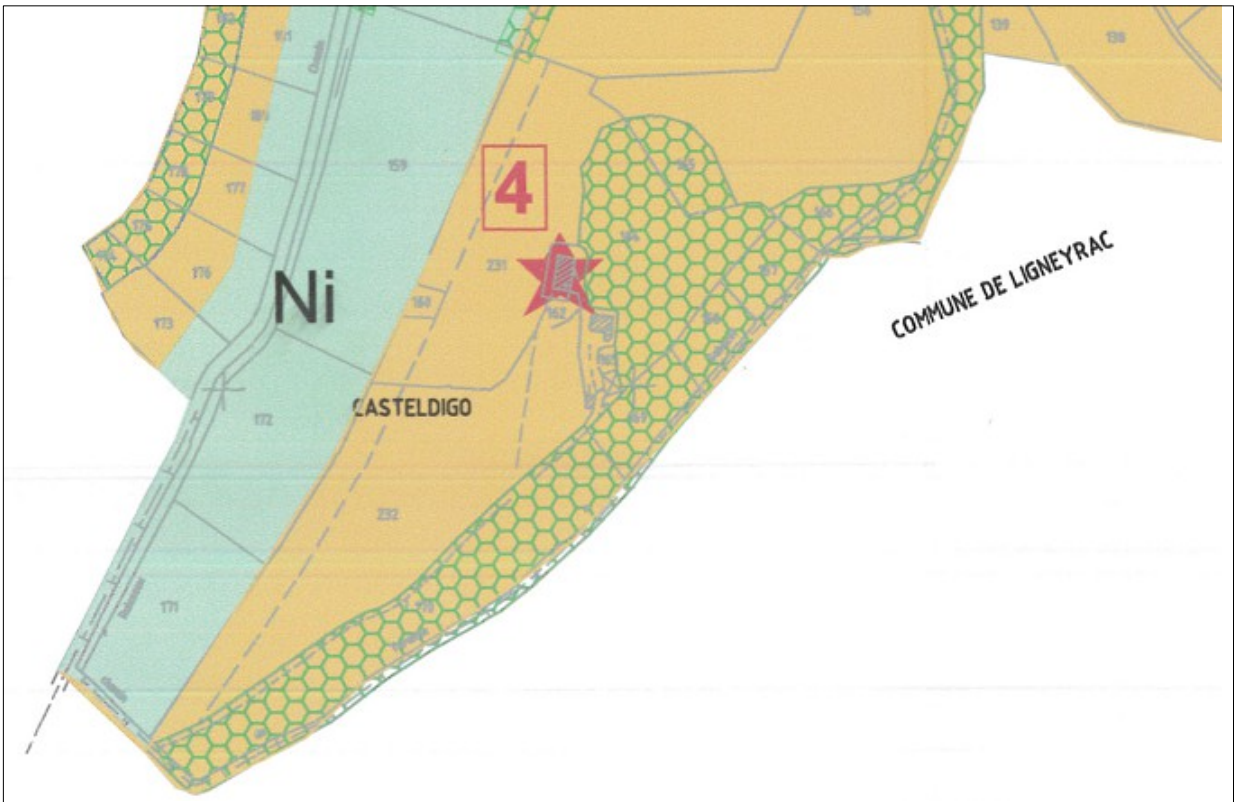
La commune est couverte par le SCoT sud Corrèze approuvé le 11 décembre 2012.

Ce schéma impose au travers de son projet d'aménagement et de développement durable (PADD) et du document d'orientation et d'objectif (DOO) l'amélioration de la connaissance et la prise en compte des risques. Le SCoT a établi un schéma des espaces naturels et des continuités écologiques à préserver (cf annexes 4a et 4b).

Le projet de modification du PPRmt de Noailhac respectera les objectifs fixés dans le DOO, d'une part de limiter l'exposition des personnes aux risques, et d'autre part une prise en compte des risques, dans le secteur concerné par la modification, tout en conciliant le besoin d'attractivité touristique de la commune.

3.2.3.2. Document d'urbanisme existant

La commune de Noailhac dispose d'un Plan local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 24 novembre 2011. Le plan local d'urbanisme en vigueur actuellement prend en compte le PPRmt actuel : celui-ci est reporté dans la carte des servitudes d'utilité publique, et son règlement mentionné dans chaque article du règlement du PLU.



Extrait du zonage réglementaire du PLU de Noailhac - Urbactis 2011.

Le secteur de Castel-Digo est classé en zone A du PLU : la zone A est une zone protégée à vocation agricole, en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres. Elle comprend un ancien bâtiment agricole présentant un intérêt architectural et patrimonial pouvant faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement n'entraîne pas d'incidence pour les activités agricoles environnantes (article L.123-3-1 du code de l'urbanisme). La grange objet du projet est un bâtiment identifié d'intérêt patrimonial (cf. annexe 4c et 4d règlement du PLU et extrait du PLU au sujet du bâtiment d'intérêt patrimonial).

Dans le cadre d'une réunion de concertation préalable, qui a réunit le maire de la commune de Noailhac, les acteurs institutionnels et services de l'État concernés (DDT de la Corrèze, chambre d'agriculture, sous-préfecture de l'arrondissement de Brive-la-Gaillarde, et service territorial de l'architecture et du patrimoine (STAP) de la Corrèze), il a été décidé que la vocation agricole du secteur ne serait pas remise en question : le projet de changement de destination est d'ampleur limité, et la modification envisagée mettra en cohérence le PPRmt avec le PLU, dans lequel ce bâtiment est déjà repéré en zone agricole comme présentant un intérêt architectural et patrimonial, et pouvant faire l'objet d'un changement de destination.

3.2.4. Zonages environnementaux dans le périmètre

3.2.4.1. Nature, sites, paysages

La liste ci-dessous correspond aux zonages environnementaux situés sur la commune de Noailhac, et plus précisément sur le secteur du projet de modification du PPRmt.

Inventaire	Nom	Zonage dans la commune	Zonage sur le secteur du projet
ZNIEFF (type II)	Vallée de la Loire (1180 ha) Au nord de la commune (cf. annexe 5a : fiche 527)	**OUI**	**NON**
Arrêté préfectoral biotope		néant	-
Zone d'importance communautaire pour la conservation des oiseaux		néant	-
Parc national/ réserve naturelle		néant	-
Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine		néant	-
Périmètre de protection rapprochée captage d'eau potable		néant	-
Site inscrit		néant	-
Site classé	**Ensemble formé par la butte de Turenne et ses environs : décret du 27 avril 2010. (cf. annexe 5b)**	**OUI**	**OUI**
Périmètre des Monuments historiques	Église Saint-Pierre-ès -Liens, monument historique classé (centre bourg)	**OUI**	NON
Site Natura 2000		néant	-
Périmètre « loi Montagne »		**OUI**	**OUI**

Opération Grand Site :

La commune de Noailhac, dans son ensemble, fait partie de l'***opération grand site (OGS) de Collonges-la-Rouge et Turenne***, en cours de réalisation. Une opération Grand Site est la démarche proposée par l'État aux collectivités territoriales pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation (article L. 341-15-1 du code de l'environnement). Elle permet de définir et de mettre en œuvre un projet concerté de restauration, de préservation et de mise en valeur du territoire. Il s'agit de retrouver les qualités qui ont fait la renommée du site, mais aussi d'élaborer un projet qui permette d'en assurer la pérennité et de mettre en valeur le site dans toute sa diversité (cf. annexe 5c, carte et extrait du code de l'environnement).

Le projet de modification du PPRmt, en permettant de façon limitée le développement des capacités d'accueil et de l'offre touristique, répond aux orientations exposées pour l'opération Grand Site, tout en préservant la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site.

Classement des cours d'eau :

Pour le bassin Adour-Garonne, le classement au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement a fait l'objet de deux arrêtés ministériels du 7 octobre 2013, l'un fixant la liste des cours d'eau (ou parties) mentionnés au 1° du I de l'article L.214-17, l'autre la liste des cours d'eau (ou parties) mentionnés au 2° du I du dit article (cf annexes 5d et 5e).
La commune de Noailhac comprend :

- – - un cours d'eau classé en liste 1 : les affluents de la Tourmente à l'amont du pont de SaintPalary (unité hydrographique de référence : Dordogne aval)

3.2.4.2. Eau

- Schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) du bassin Adour-Garonne

Le SDAGE 2016-2021 a été approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 1er décembre 2015, dans le cadre du 2ème cycle de la Directive Cadre sur l'Eau. Le SDAGE précise les orientations de la politique de l'eau dans le bassin, donne des échéances pour atteindre le bon état des cours d'eau et définit, dans son programme de mesures, les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du SDAGE. (cf annexe 6a : plaquette SDAGE 2016-2021).
La commune de Noailhac est concernée par un cours d'eau, la Loyre, dont l'état global est moyen, mais le secteur concerné par la modification du PPRmt ne se situe pas dans son bassin versant.

- Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Dordogne amont :

Issus de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, le SAGE sont un outil de planification réglementaire qui vise à fixer les objectifs d'utilisation, de valorisation et de protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Un SAGE permet d'appliquer localement le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du territoire.

La commune de Noailhac est incluse dans le futur périmètre du SAGE Vézère-Corrèze, pour 32,5 % de son territoire communal, et dans le SAGE Dordogne-amont, pour 67,5 %. Le secteur concerné par la modification du PPRmt est inclus dans le SAGE Dordogne-amont, qui est **en cours d'élaboration**

(cf annexes 6b : plaquette de présentation du SAGE Dordogne-amont, et carte SAGE et SDAGE du département de la Corrèze).



Carte de découpage du bassin versant de la Dordogne en 4 SAGE (source : EPIDOR, SAGE Vézère-Corrèze, Dossier de consultation sur le périmètre, mars 2014)

- Zones humides

On entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année. Il y a donc un intérêt de préserver les zones humides qui remplissent : des fonctions hydrologiques (au niveau du régime hydrologique, elles agissent comme une "éponge" en diminuant l'intensité des crues et en soutenant le débit d'étiage des cours d'eau), des fonctions au niveau de la biodiversité (grande diversité végétale, et aire d'alimentation, de reproduction ou de zones de refuge à de nombreuses espèces) ainsi que des fonctions socio-économiques (activités agricoles, de tourisme chasse ou pêche).

La commune dispose d'une cartographie réalisée par EPIDOR en 2011, recensant ces zones humides (cf annexe 6c : fiches des zones humides de la commune de Noailhac). Le secteur de Castel-Digo est concerné, pour la grange, par une zone humide constituée de prairie, compatible avec la fonction socio-économique du projet : activité agricole pour l'aire de pacage pour chevaux, et attractivité touristique liée au chemin de randonnée.

3.2.4.3. Schéma régional de cohérence écologique (SRCE)

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) a été approuvé par les élus du conseil régional Limousin réunis en session le 20 novembre 2015. Il a été adopté par arrêté préfectoral du préfet de Région le 2 décembre 2015.

4. Principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan

4.1. La santé humaine	La réglementation des projets et mesures sur l'existant entraîne un impact positif sur la santé humaine : l'objectif du PPRmt est la réduction de la vulnérabilité des personnes, objectif atteint par la limitation de l'implantation humaine dans les secteurs d'aléa fort.
4.2. La population	Le PPRmt vise à réduire la vulnérabilité de l'existant au travers de mesures obligatoires et de recommandations. En cas de réalisation de projets, **permis par le règlement**, le respect des différentes prescriptions et des règles de constructions sont de nature à limiter la vulnérabilité des personnes et des biens. En ce sens, la modification du PPRmt a un effet positif sur la population. En terme de sécurité de la population, un PPR impose à la commune de réaliser un plan communal de sauvegarde (PCS) qui prévoit notamment l'organisation communale de diffusion de l'alerte et d'assistance à la population (document de gestion de crise).
4.3. La diversité biologique	Le PPRmt peut avoir un impact positif direct puisqu'il limite la possibilité d'urbanisation du territoire : seul le changement de destination de la grange sera possible à terme. La zone couverte par la modification du PPRmt se situe en bordure d'une zone à dominante humide (prairie). La modification du PPRmt ne remet pas en cause le gel des possibilités d'extension du secteur, et permet le maintien d'une fonction de pacage liée à l'activité équestre.
4.4. La faune	Pas de ZNIEFF sur l'emprise du secteur concerné par la modification. La modification du PPRmt n'entraînera aucune augmentation de densité du bâti (changement de destination de la grange).
4.5. La flore	Pas de ZNIEFF sur l'emprise du secteur concerné par la modification. La modification du PPRmt n'entraînera aucune augmentation de densité du bâti (changement de destination de la grange).
4.6. Les sols	Le projet de modification du PPRmt n'entraînera pas de modification du règlement actuel, en termes de maîtrise des terrassements, et de gestion très rigoureuse de tous les types d'écoulements d'eau générés par l'homme. L'incidence sur les sols est donc positive.
4.7. Les eaux	La présence d'eau est l'un des facteurs les plus importants dans l'apparition et l'évolution des mouvements de terrain. Aussi, parmi les objectifs du PPRmt, une maîtrise et une gestion très rigoureuses des écoulements générés par l'activité humaine sont nécessaires afin d'éviter toute infiltration d'eau.

	Des prescriptions sont édictées dans ce sens dans le règlement du PPRmt. La modification de celui-ci ne remet pas en cause ce principe.
4.8. L'air	Aucun effet.
4.9. Le bruit	Aucun effet.
4.10. Le climat	Aucun effet.
4.11. Le patrimoine culturel architectural et archéologique	Situé en site classé, le bâtiment est déjà inventorié comme présentant un intérêt architectural et/ou patrimonial dans le PLU (article L 123-3-1 du code de l'urbanisme). Dans le cadre d'un changement de destination, le projet architectural sera établi en concertation avec l'Architecte des Bâtiments de France de la Corrèze, et soumis à l'avis de ce dernier et de la commission départementale de la nature des sites et des paysages (CDNPS). En permettant le projet, la modification du PPRmt peut entraîner une valorisation patrimoniale du secteur, tout en préservant ses caractéristiques architecturales.
4.12. Les paysages	Situé en site classé, le bâtiment est déjà inventorié comme présentant un intérêt architectural et/ou patrimonial dans le PLU (article L 123-3-1 du code de l'urbanisme). Dans le cadre d'un changement de destination, le projet architectural sera établi en concertation avec l'Architecte des Bâtiments de France de la Corrèze, et soumis à l'avis de ce dernier et de la commission départementale de la nature des sites et des paysages (CDNPS). Ainsi, la modification du PPRmt peut être considérée comme sans effet notable puisqu'elle ne remet pas en cause le paysage existant dans le site classé de l'ensemble formé par la Butte de Turenne et ses environs.

5. Conclusion

Globalement, la modification du PPRmt aura pour conséquence essentielle de maintenir en l'état le territoire réglementé, tout en tenant compte des nécessités de développement de la commune : elle permettra un développement très limité du secteur concerné. Il peut donc être conclu que les incidences de la modification du PPRmt sur les enjeux environnementaux du territoire ne seront pas notables.

Le plan de prévention du risque mouvements de terrains de Noailhac modifié respectera les principes généraux portés par la politique de prévention des risques, et plus précisément par le règlement actuel du PPRmt, notamment :

- ne pas aggraver le risque et ne pas augmenter la vulnérabilité. Dans les zones urbanisées, deux cas de figures se distinguent : interdire toute nouvelle construction dans les zones les plus dangereuses, afin de ne pas compromettre la sécurité des personnes ; autoriser les constructions possibles sous réserve de prescriptions ou de recommandations constructives destinées à limiter la vulnérabilité des personnes et des biens, quand l'intensité de l'aléa est moindre.
- maîtriser les surcharges nouvelles, les réalisations de terrassements et les infiltrations d'eau.

6. Annexes cartographiques

Annexe 1 :

1 – plan de situation de la commune de Noailhac en Corrèze

Annexe 2 : plan de prévention du risque mouvement de terrain de Noailhac

2a – zonage du PPRmt ;
2b – règlement du PPRmt ;

Annexe 3 : étude Géodes 2001 de connaissance du risque mouvement de terrain

3a – cartographie de la commune de Noailhac ;
3b – documents sur glissement de 1914 ;
3c – fiches événements, photographies et illustrations ;

Annexe 4 : documents de planification

4a – extrait du document d'orientation et d'objectif du schéma de cohérence territoriale sud Corrèze ;
4b – schéma des espaces naturels et des continuités écologiques à préserver du SCOT sud Corrèze ;
4c – règlement de la zone A du PLU de Noailhac ;
4d – extrait du PLU bâtiment d'intérêt patrimonial ;

Annexe 5 : enjeux environnementaux

5a – fiche ZNIEFF située sur la commune de Noailhac ;
5b – décret et carte du site classé de l'ensemble formé par la Butte de Turenne et ses environs ;
5c – opération Grand Site : carte et article L 341- 15-1 du code de l'environnement ;
5d – carte classement des cours d'eau en liste 1 au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement ;
5e – carte classement des cours d'eau en liste 2 au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement ;

Annexe 6 : volet eau

6a – plaquette SDAGE du bassin Adour-Garonne, et UHR Dordogne aval ;
6b – plaquette SAGE Dordogne Amont, en cours d'élaboration
6c – carte des SAGE et SDAGE sur le territoire de la Corrèze ;
6d – fiches zones humides sur la commune de Noailhac ;

ANNEXE 1

Plan de situation de la commune de Noailhac en Corrèze

ANNEXE 2

Le plan de prévention du risque mouvements de terrain (PPRmt) de Noailhac

2a – carte du zonage réglementaire.

2b – règlement du PPRmt.

ANNEXE 3

Étude Géodes (2001) de connaissance du risque mouvements de terrain dans le sud de la Corrèze

3a – cartographie sur la commune de Noailhac.

3b – documents sur le glissement de 1914.

3c – fiches événements, photographies et illustrations.

ANNEXE 4

Documents de planification

4a – extrait du document d'orientation et d'objectif du schéma de cohérence territoriale (SCOT) sud Corrèze.

4b – schéma des espaces naturels et des continuités écologiques à préserver du SCOT sud Corrèze.

4c – règlement de la zone A du PLU de Noailhac.

4d – extrait du PLU : grange répertoriée comme bâtiment d'intérêt patrimonial.

ANNEXE 5

Enjeux environnementaux

5a – fiche ZNIEFF vallée de la Loyre.

5b – décret du 27 avril 2010 portant classement du site de l'ensemble formé par la butte de Turenne et ses environs.

5c – opération « Grand site » de Collonges-la-Rouge et Turenne : carte des opérations en cours au niveau national, au titre de l'article L.341-15-1 du code de l'environnement.

5d – carte classements des cours d'eau en liste 1 au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement.

5e – carte classement des cours d'eau en liste 2 au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement.

ANNEXE 6

Volet eau

6a – plaquette SDAGE du bassin Adour-Garonne 2016-2021, et unité hydrographique de référence (UHR) Dordogne aval.

6b – plaquette SAGE Dordogne-amont, en cours d'élaboration.

6c – carte des SAGE et SDAGE sur le territoire de la Corrèze.

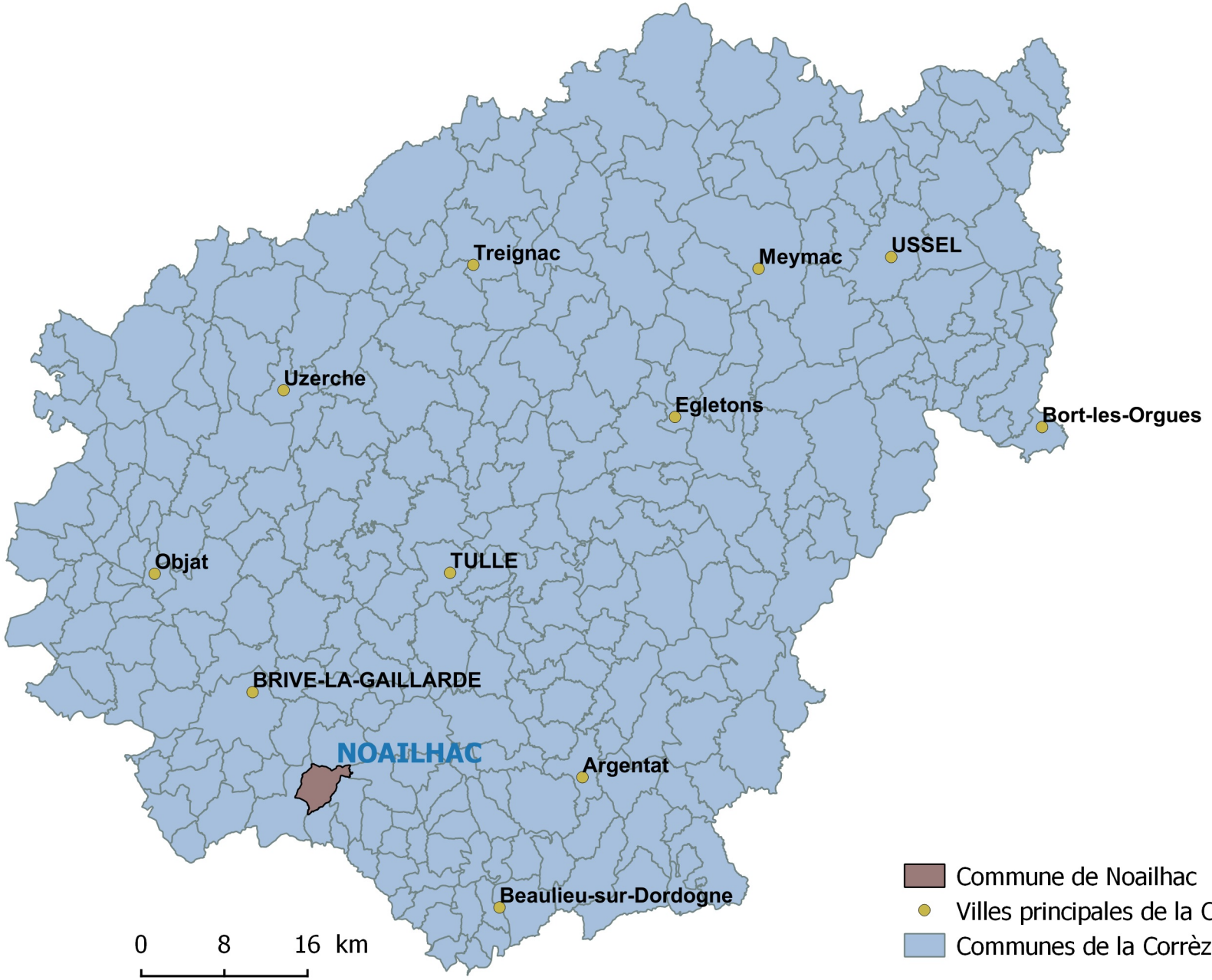
6d – fiche des zones humides sur la commune de Noailhac (source : Épidor, 2011).

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Plan de situation de la commune de Noailhac en Corrèze



Réalisé le : 08/08/2016
Par la DDT de la Corrèze
Unité risques
Sources : IGN, BD carto

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CORREZE

direction
départementale
de l'Équipement
Corrèze

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES DE MOUVEMENTS DE TERRAIN (P.P.R.M.)

Commune de NOAILHAC

Arrêté Préfectoral d'approbation

Le Préfet de la Corrèze,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 561-1 à L 563-2,

VU le code de l'expropriation,

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 126.1 et R 126.1,

VU la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles et notamment son article 5-1,

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40.1 à 40.7 issus de la loi n° 95-101 du 2 février 1995,

VU le décret n° 95.1089 du 5 octobre 1995 relatif à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2002 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques de mouvements de terrain (P.P.R.M.) sur la Commune de NOAILHAC,

VU l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2004 ordonnant la mise à l'enquête publique du projet de plan de prévention des risques de mouvements de terrain sur la commune de NOAILHAC,

VU le rapport du commissaire enquêteur et son avis favorable en date du 15 février 2005,

VU l'avis du conseil municipal de la commune de NOAILHAC,

VU les avis des services consultés,

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Equipement,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er.-

Le Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain sur la Commune de NOAILHAC, tel qu'annexé au présent arrêté, est APPROUVE.

Article 2.-

Ce Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain vaut servitude d'utilité publiq ue.

Article 3.-

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Mention en sera également faite dans les deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

En outre, une copie sera affichée à la mairie de NOAILHAC pendant un mois minimum.

Article 4.-

Les documents relatifs aux prescriptions rendues ainsi opposables sont tenus à la disposition du public à la mairie de NOAILHAC et dans les services de la préfecture et de la sous- préfecture de Brive.

Mention de cette mise à disposition en sera faite avec l'insertion au Recueil des Actes Administratifs, dans les journaux locaux et avec l'affichage prévu à l'article précédent.

Article 5.-

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme la Sous-Préfète de BRIVE-LA-GAILLARDE, M. le Maire de la commune de NOAILHAC, M. le Directeur Départemental de l'Equipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tulle, le - 9 AOUT 2005

Le Préfet,
Pour le Préfet
Et par délégation
Le Secrétaire Général

Denis OLAGNON

Pour copie conforme
Et par délégation
L'attaché de préfecture

Françoise GODE

sommaire

1. PORTEE DU PPR - DISPOSITIONS GENERALES....3

1.1 CHAMP D'APPLICATION....3

1.2 EFFETS DU PPR....3

1.2.1 Régime d'autorisation....3

1.2.2 Exécution des mesures de prévention....3

1.2.3 Zonage....4

1.2.4 Contenu du règlement....4

1.2.5 Infractions....4

2. REGLEMENTATION....6

2.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION....6

2.1.1 Principes applicables en toutes zones pour la gestion des eaux....6

2.1.2 Gestion forestière....6

2.2 DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE....8

2.2.1 Dispositions applicables aux biens et activités existants....8

2.2.1.1 En zone rouge, sont interdits....8

2.2.1.2 En zone rouge, sont autorisés....8

2.2.2 Dispositions applicables aux biens et activités futures....9

2.2.2.1 En zone rouge, sont interdits....9

2.2.2.2 En zone rouge, sont autorisés....9

2.2.3 Prescriptions particulières en zone rouge....10

2.2.3.1 Gestion des eaux à proximité des bâtiments existants en zone rouge....10

2.2.3.1.1 Nature des prescriptions....10

2.2.3.2 Gestion des coupes forestières....10

2.2.3.2.1 Les coupes (à blanc et défrichement)....10

2.2.3.2.2 Les voies d'exploitations forestières....11

2.2.3.3 Autres mesures de prévention en zone rouge....11

2.2.3.4 Prise en compte des phénomènes dans les règles de construction en zone rouge....11

2.3 DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ORANGE ET EN ZONE ORANGE URBANISABLE....12

2.3.1 Dispositions applicables aux biens et activités existants....12

2.3.1.1 En zone orange (ZO) et en zone orange urbanisable (ZOU) sont interdits....12

2.3.1.2 En zone orange et en zone orange urbanisable sont autorisés....12

2.3.2 Dispositions applicables aux biens et activités futures....13

2.3.2.1 En zone orange (ZO) et en zone orange urbanisable (ZOU) sont interdits....13

2.3.2.2 En zone orange et en zone orange urbanisable sont autorisés....13

2.3.2.2.1 Hôtellerie de plein-air....13

2.3.3 Dispositions particulières en Zone Orange Urbanisable....13

Afin de permettre le nécessaire développement de la commune, une zone constructible est crée en zone orange (Zone Orange Urbanisable). Elle est soumise aux dispositions suivantes :....13

2.3.3.1 Habitat individuel....13

2.3.3.2 Changement de destination....14

Le changement de destination de locaux existants à la date de prescription du PPR est autorisé....14
2.3.4 Responsabilité du Maître d'Ouvrage....14
2.3.4.1 Gestion des eaux ; nature des prescriptions....14
2.3.4.2 Gestion des coupes forestières....15
2.3.4.2.1 Les coupes à blanc et défrichement....15
2.3.4.2.2 Les voies d'exploitations forestières....15
2.3.4.3 Autres mesures de prévention en zone orange et en zone orange urbanisable....15
2.3.4.4 Prise en compte des phénomènes dans les règles de construction en zone orange et en zone orange urbanisable....16
2.4 DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE....17
2.4.1 Dispositions applicables aux biens et activités existants (zone bleue) 17
2.4.1.1 En zone bleue, sont interdits :....17
2.4.1.2 En zone bleue, sont autorisés....17
2.4.2 Dispositions applicables aux biens et activités futures (zone bleue)....19
2.4.2.1 En zone bleue, sont interdits :....19
2.4.2.2 En zone bleue, sont autorisés :....19
2.4.3 Prescriptions particulières en zone bleue....20
2.4.3.1 Gestion des eaux en zone bleue....20
2.4.3.1.1 Nature des prescriptions....20
2.4.3.2 Gestion des coupes forestières....20
2.4.3.2.1 Les coupes à blanc et défrichement....20
2.4.3.2.2 Les voies d'exploitations forestières....21
2.4.3.3 Autres mesures de prévention en zone bleue....21
2.4.3.4 Prise en compte du phénomène dans les règles de construction en zone bleue...21

1. PORTEE DU PPR - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 CHAMP D'APPLICATION

Conformément à la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, modifiée par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et aux conditions d'application qui ont été précisées par le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995, un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles (PPR) a été prescrit pour les risques "mouvements de terrain" sur le territoire de la commune de Noailhac. Les risques pris en compte concernent tant les phénomènes avérés que les phénomènes potentiels.

Le présent règlement s'applique à ce territoire et y délimite les mesures d'interdiction ou de prévention à mettre en œuvre pour répondre aux objectifs arrêtés par l'Etat en matière de gestion des zones soumises à un risque majeur naturel prévisible.

1.2 EFFETS DU PPR

1.2.1 Régime d'autorisation

En application de la loi n°87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40-1 à 40-7, le présent règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions ou installations nouvelles, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, sans préjudice de l'application des autres législations ou réglementations en vigueur (règlement d'urbanisme et règlement de constructions)

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à tous travaux, ouvrages, installations et occupation du sol entrant ou non dans le champ d'application des autorisations prévues par le Code de l'Urbanisme.

1.2.2 Exécution des mesures de prévention

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage ou du propriétaire du bien et du maître d'œuvre concerné par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au document d'urbanisme à venir, conformément aux articles L 126-1 et R 126-1 du Code de l'Urbanisme.

Le respect des dispositions du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles peut conditionner la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque l'état de la catastrophe naturelle sera constaté par arrêté ministériel, et si les biens endommagés étaient couverts par un contrat d'assurance dommages.

1.2.3 Zonage

La zone rouge concerne les terrains affectés par un aléa majeur. Elle comprend les zones où, dans les limites de la connaissance du risque, celui-ci est tel que la sécurité des biens et des personnes ne peut y être garantie. **Elle est réputée inconstructible** saufs exceptions.

La zone orange s'applique aux terrains affectés par un aléa fort. Elle constitue une alternative de la zone rouge permettant dans certaines conditions la constructibilité des terrains.

La zone orange urbanisable s'applique aux terrains affectés par un aléa fort. Cette zone spécifique est créée pour tenir compte des nécessités de développement de la commune. Des prescriptions constructives particulières sont prévues pour tenir compte de l'aléa fort.

La zone bleue s'applique aux terrains affectés par un aléa moyen à faible. Elle concerne des terrains où, dans les limites de la connaissance du risque, la sécurité des biens et des personnes peut être garantie, mais où la construction et l'aménagement doivent être maîtrisés afin de ne pas contribuer à augmenter le risque.

1.2.4 Contenu du règlement

Les mesures de prévention définies par le règlement sont destinées à limiter la vulnérabilité, c'est-à-dire les dommages aux biens et activités existants ou futurs, conformément à l'article 5 du décret 95-1089 du 5 octobre 1995. Elles consistent soit en des interdictions, soit en des prescriptions destinées à ne pas aggraver le risque ou à ne pas augmenter la vulnérabilité. Les facteurs pouvant aggraver le risque sont ici la surcharge excessive sur les versants exposés à un aléa de mouvement de terrain, la réalisation de terrassements (remblais, déblais, talus, ...) inconsidérés ; **enfin et principalement**, la non-maîtrise des écoulements en surface ou à l'intérieur des massifs. Aussi les principes du présent règlement visent à **maîtriser les surcharges nouvelles, les réalisations de terrassements et les infiltrations d'eau.**

Ces mesures sont de trois ordres :

- dispositions d'urbanismes, contrôlées lors de la délivrance des autorisations visées aux titres III et IV du Code de l'Urbanisme ;
- règles de construction appliquées sous la seule responsabilité du maître d'ouvrage ;
- mesures préventives de protection susceptibles d'être mises en œuvre par les maîtres d'ouvrage (collectivités locales, particuliers ou groupements de particuliers).

1.2.5 Infractions

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un plan de prévention de risques ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues à l'article L480-4 du Code de l'Urbanisme.

Les dispositions des articles L460-1, L480-1 à L480-3, L480-5 à L480-9 et L480-12 du Code de l'Urbanisme sont également applicables aux infractions visées au premier alinéa du présent article, sous la seule réserve des conditions suivantes :

- les infractions sont constatées par les fonctionnaires et agents commissionnés à cet effet par l'autorité administrative compétente et assermentée ;
- pour l'application de l'article L480-5, le tribunal statue au vu des observations écrites ou après audition du maire ou du fonctionnaire compétent, même en l'absence d'avis de ces derniers, soit sur la mise en conformité des lieux ou des ouvrages avec les dispositions du plan , soit sur leur rétablissement dans l'état antérieur ;

- le droit de visite prévu à l'article L460-1 du Code de l'Urbanisme est ouvert aux représentants de l'autorité administrative compétente.

2. REGLEMENTATION

Les dispositions contenues dans le présent titre ont valeur :

- soit de dispositions d'urbanisme opposables notamment aux autorisations d'occupation du sol visées par les titres III et IV du Code de l'Urbanisme. Elles peuvent justifier des refus d'autorisation ou de prescriptions subordonnant leur délivrance.
- soit de règles de construction au sens du Code de la Construction et de l'Habitation et figurent au nombre de celles que le maître d'ouvrage s'engage à respecter lors de la demande d'autorisation d'urbanisme. Leur non-respect, outre le fait qu'il constitue un délit, peut justifier une non-indemnisation des dommages causés en cas de sinistre lié au risque (article L125-6 du Code des Assurances).

Cette réglementation ne s'applique pas aux travaux agricoles courants (labour, fauche, etc.).

2.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

Un des objectifs des Plans de Prévention des Risques est de ne pas aggraver ou provoquer l'apparition de phénomènes naturels contre lesquels la collectivité cherche à se protéger.

Dans le domaine des mouvements de terrains, **l'eau** constitue un facteur déterminant dans leur préparation et leur déclenchement. Il est donc nécessaire, pour le moins, de ne pas aggraver l'importance du **facteur eau** voire si possible d'en atténuer les effets.

Par ailleurs, **la forêt** joue un rôle reconnu de stabilisation des versants en ce qu'elle régule justement l'écoulement des eaux météoriques en surface et sub-surface. La **gestion des eaux** et la **gestion des coupes forestières** constituent donc des points clefs de la prévention des phénomènes.

2.1.1 Principes applicables en toutes zones pour la gestion des eaux

La présence d'eau est l'un des facteurs les plus importants dans l'apparition et l'évolution des mouvements de terrains. Aussi une maîtrise et une gestion très rigoureuse **des écoulements générés par l'homme** sur et dans le massif est nécessaire. Il convient donc d'éviter les infiltrations d'eau et de contrôler fréquemment les fuites qui peuvent se faire au niveau des réseaux.
Sont concernées :

- Les eaux pluviales concentrées par l'imperméabilisation des sols ;
- Les eaux usées, notamment l'assainissement autonome ;
- Les autres réseaux divers (drainage, fossés vidange / trop-plein de retenue, de piscine, etc.).

2.1.2 Gestion forestière

La forêt assure plusieurs fonctions favorables à la stabilité des terrains :

- une fonction de stabilisation superficielle assurée par le système racinaire des arbres ;
- une fonction de protection contre les érosions superficielles par ruissellement lors de pluies de forte intensité/durée ;

- une fonction de rétention des eaux météoriques qui régule le ruissellement superficiel / hypodermique.

Il est donc indispensable de bien gérer les espaces forestiers afin de ne pas aggraver une situation instable préexistante ou de ne pas déclencher de mouvements de terrains sur des versants sensibles du fait de leurs caractéristiques géologiques et topographiques.

Deux types d'intervention sont précisément concernés :

- les coupes ;
- la création de voies desservant les chantiers d'exploitation.

Les propriétaires et exploitants, selon leurs obligations respectives, devront se référer aux procédures prévues par le Code Forestier, notamment pour les demandes d'autorisation de défrichements (coupes avec désouchage) telles que prévues aux articles L 311-1 et R 311-1 du Code Forestier.

2.2 DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE

Rappel : La zone rouge comprend les zones où, dans les limites de la connaissance du risque, celui-ci est tel que la sécurité des biens et des personnes ne peut y être garantie. Les terrains en zone rouge sont affectés par un aléa majeur (phénomènes avérés avec rejeu historique). Le principe général s'appliquant aux zones rouges est l'inconstructibilité.

2.2.1 Dispositions applicables aux biens et activités existants

2.2.1.1 En zone rouge, sont interdits

→ Tous types de constructions ou de travaux, de quelque nature qu'ils soient (habitat, annexes, ERP, activités, etc.), à l'exception de ceux visés aux articles 2.2.1.2 ci-après ;

→ Les aménagements entraînant une création de logement ou une augmentation de surface habitable ;

→ Les créations ou aménagements de sous-sol, le sous-sol étant défini comme une surface de plancher située au-dessous du niveau du terrain naturel ;

→ Les extensions en hauteur (surélévation, création de niveau, etc...) ;

→ Les changements de destination des locaux si ces changements sont de nature à accroître la vulnérabilité.

→ Toute extension de retenues d'eau ;

→ Toute extension d'un stockage liquide, de quelque nature ou de quelque finalité qu'il soit (piscine, bassin, , etc..) ;

→ Toute implantation d'épandage d'assainissement autonome sauf impossibilité d'un raccordement à un réseau d'assainissement collectif.;

2.2.1.2 En zone rouge, sont autorisés

→ Les travaux d'entretien et de gestion courante des biens et activités implantés antérieurement à la prescription du présent Plan de prévention des Risques, à condition de ne pas aggraver le risque ou la vulnérabilité ;

→ Les aménagements nécessaires au maintien et développement d'activités agricoles en particulier pour la mise aux normes réglementaires. La création de fosses à lisier est ainsi autorisée.

→ Les extensions d'aires ou de superstructures de stockage nécessaires au maintien d'activités agricoles ou artisanales.

→ L'implantation de citernes de combustibles posées au sol est autorisée. La pose enterrée est donc interdite.

→ Les travaux visant à la sécurité, notamment :

- confortement d'infra et superstructures,
- collecte et évacuation des eaux de surface ou d'infiltration (Cf. 2.2.3.1),
- implantation de clôtures de protection du public.

→ Les extensions en surface limitées à 20 % de l'emprise au sol, indispensables pour la mise aux normes de sécurité ou de salubrité, et justifiées par une impossibilité de les réaliser hors zone rouge. L'opération d'extension est limitée à une fois et devra faire l'objet d'une publicité foncière ;

→ Les aménagements paysagers, y compris les plantations d'essences si celles-ci ne contribuent pas à l'instabilité du massif (effet au vent,...) ;

→ Les clôtures ;

→ L'exploitation et les extensions de carrière, si une étude justifie l'absence d'implantation alternative, l'absence d'impact négatif mesurable et préconise des mesures de prévention, notamment en termes de stabilité de terrain et de maîtrise des eaux d'infiltration et de ruissellement ;

→ Les aménagements ou modifications d'infrastructures publiques s'ils diminuent le risque ou la vulnérabilité, ou si une étude justifie l'absence d'implantation alternative et préconise des mesures de prévention, notamment en termes de stabilité de terrain et de maîtrise des eaux d'infiltration et de ruissellement.

2.2.2 Dispositions applicables aux biens et activités futures

2.2.2.1 En zone rouge, sont interdits

→ Tous types de constructions ou de travaux, de quelque nature qu'ils soient (habitats, annexes, établissements recevant du public, activités, etc.), à l'exception de ceux visés aux articles 2.2.2.2 ci-après ;

→ Toute création d'aires ou de superstructures de stockage, y compris les silos permanents ;

→ Toute création de nouveaux terrains destinés à l'hôtellerie de plein-air (camping, caravaning, habitat léger de loisir, etc.) ;

→ Toute implantation de pylônes, poteaux ou antennes nécessitant la réalisation d'un massif de fondation ;

→ Toute implantation d'épandage d'assainissement autonome sauf impossibilité d'un raccordement à un réseau d'assainissement collectif ;

→ Toute création artificielle de retenue d'eau (lagunage, étang, retenue collinaire,...) ;

→ Toute construction entraînant un stockage liquide, de quelque nature ou de quelque finalité qu'il soit (piscine, bassin, etc.) ;

→ Les déblais et la création de carrière.

2.2.2.2 En zone rouge, sont autorisés

→ Les travaux visant à la sécurité, notamment :

- confortement (talus...)
- collecte et évacuation des eaux de surface ou d'infiltration (Cf. 2.2.3.1),
- Implantation de clôtures de protection du public.

→ Les aménagements paysagers, y compris les plantations d'essences si celles-ci ne contribuent pas à l'instabilité du massif (effet au vent,...) ;

→ Les imperméabilisations de surface, sous réserve de collecter et d'évacuer les eaux de ruissellement (Cf. § 2.2.3.1) ;

→ Les créations d'infrastructures publiques, si une étude justifie l'absence d'implantation alternative, l'absence d'impact négatif mesurable et préconise des mesures de prévention, notamment en termes de stabilité de terrain et de maîtrise des eaux d'infiltration et de ruissellement ;

→ Les clôtures.

2.2.3 Prescriptions particulières en zone rouge

2.2.3.1 Gestion des eaux à proximité des bâtiments existants en zone rouge

2.2.3.1.1 Nature des prescriptions

Une attention particulière devra être portée sur la réalisation de toutes tranchées. Celles-ci, même rebouchées, demeurent des circuits privilégiés d'infiltration et de circulation des eaux de ruissellement. Elles devront donc être réalisées avec un système de drainage efficace (tranchées drainantes, pose de drains,...) permettant une collecte des eaux et leur évacuation (vers un réseau collectif, en pied de versant). On veillera à ce que les rejets d'eau n'aient pas d'incidence sur les terrains en contrebas.

Les principales prescriptions à mettre en œuvre, qu'il s'agisse de l'existant (lors de travaux de réfection ou de réhabilitation, soit des bâtiments, soit des canalisations) ou de travaux liés à un projet futur, consisteront donc à réaliser des dispositifs étanches, notamment :

→ Imperméabilisation des réseaux de surface ;

→ Interdiction ou condamnation des systèmes entraînant une infiltration (puisards, épandage d'assainissement autonome,...) sauf impossibilité d'un raccordement à un réseau d'assainissement collectif.;

→ Raccordement de toutes les évacuations à un réseau étanche, acheminant les eaux selon les cas vers un réseau collectif (fossé, canalisation,...), vers un exutoire naturel ou à défaut en pied de versant ;

→ Utilisation pour les canalisations des matériaux présentant le maximum de garantie d'étanchéité ;

→ Surveillance (détection des fuites,...) et entretien régulier des réseaux ;

→ L'irrigation est autorisée. Cependant, une attention toute particulière devra être portée à son fonctionnement. Il conviendra à cet effet d'empêcher les accumulations d'eau en des points singuliers, notamment les fuites de toutes natures dans le réseau d'amenée de l'eau (de la ressource en eau aux asperseurs).

2.2.3.2 Gestion des coupes forestières

2.2.3.2.1 Les coupes (à blanc et défrichement)

La mise à nu d'un versant boisé modifie brutalement les conditions de réception (le couvert boisé a un rôle d'interception de l'énergie cinétique des gouttes de pluies) et d'absorption (coefficient de ruissellement) des eaux de pluie. Le contexte hydrologique en superficie du versant est donc directement affecté. Par ailleurs, le système racinaire d'un arbre adulte a un pouvoir de cohésion très important sur les terrains superficiels, qui décline fortement dans les jours qui suivent une coupe du fait du dépérissement quasi-instantané des radicelles. Le pouvoir cohésif initial du boisement ne sera reconstitué qu'au bout de plusieurs décennies.

Lors d'épisodes pluvieux intenses / durables (exemple des pluies de juillet 2001), un versant sensible pourra produire des phénomènes superficiels de type solifluxion – glissement – coulées boueuses du fait de son défrichement intégral. Dans la région de Noailhac, ces faits sont particulièrement observables sur les versants boisés convertis en prairies. Par ailleurs, le déclenchement ou la réactivation de mouvements profonds directement attribuables au défrichement de versants boisés sont théoriquement possibles.

En zone rouge, il est donc imposé aux propriétaires privés et aux gestionnaires publics de limiter la surface de coupe annuelle à 0,5 ha par propriétaire.

2.2.3.2.2 Les voies d'exploitations forestières

La création de voies d'exploitations forestières peut constituer un facteur aggravant pour la stabilité des terrains. En effet, lors d'épisodes pluvieux intenses / durables, des mouvements de terrains se produisent au niveau des pistes forestières, souvent en contrebas, du fait de la concentration d'eau de ruissellement. Les points de rejets par busage constituent objectivement les zones les plus sensibles.

La création d'une piste forestière desservant l'ensemble d'un massif sera soumise à l'avis d'un géologue qui évaluera l'impact local et global de l'aménagement. Les exploitants veilleront à organiser un réseau de drainage des pistes avec suffisamment de points de rejets en contrebas pour éviter une trop forte concentration du ruissellement.

L'ouverture d'un chemin desservant une coupe est autorisée sans étude géologique préalable. Le drainage du chemin devra limiter au mieux la concentration du ruissellement pluvial.

2.2.3.2.3

2.2.3.3 Autres mesures de prévention en zone rouge

Les maîtres d'ouvrages respectifs (collectivités locales, particuliers, groupements de particuliers) des terrains en zone rouge devront régulièrement surveiller l'évolution éventuelle du phénomène. Une attention particulière devra être portée aux indices d'instabilité suivants :

- Chutes de blocs inhabituelles ;
- Apparition ou évolution d'un écoulement sur le versant ;
- Apparition ou évolution d'une dépression en haut de versant ;
- Apparition ou évolution de déformations (boursouflures, ondulations, crevasses...) à la surface des terrains ;
- Fissuration du bâti.

2.2.3.4 Prise en compte des phénomènes dans les règles de construction en zone rouge

Les règles de construction sont appliquées sous la seule responsabilité du maître d'ouvrage. Elles doivent tenir compte du risque, en particulier dans la détection d'éventuelles cavités, dans la détermination et le dimensionnement des éventuelles fondations, dans la réalisation de terrassements, en veillant notamment à la stabilité des terrains voisins, et intégrer les contraintes liées à la gestion des eaux. L'impact du projet sur le risque devra toujours être analysé et déterminé.

2.3 DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ORANGE ET EN ZONE ORANGE URBANISABLE

Rappel : La zone orange et la zone orange urbanisable concernent les terrains affectés par un aléa fort (phénomènes avérés sans rejeu historique et phénomènes potentiels). Les terrains sont réputés inconstructibles sauf exceptions suivantes. Les dispositions réglementaires applicables sont celles de la zone rouge, sauf exceptions suivantes.

2.3.1 Dispositions applicables aux biens et activités existants

2.3.1.1 En zone orange (ZO) et en zone orange urbanisable (ZOU) sont interdits

→ Tous types de constructions ou de travaux, de quelque nature qu'ils soient (habitat, annexes, ERP, activités, etc.), à l'exception de ceux visés aux articles 2.3.1.2 et 2.3.2.2.2 ci-après ;

→ Toute extension de retenues d'eau ;

→ Toute création et extension de stockage liquide sauf exception précisée en 2.3.1.2 ;

→ Toute implantation d'épandage autonome sauf impossibilité d'un raccordement à un réseau d'assainissement collectif.

2.3.1.2 En zone orange et en zone orange urbanisable sont autorisés

→ **L'extension des locaux d'habitation limitée à 20 % de l'emprise au sol**. L'opération d'extension est limitée à une fois et devra faire l'objet d'une publicité foncière. Il s'agit de contrôler l'accroissement de la vulnérabilité ;

→ La construction d'annexe à l'habitation (garage, remise) non contiguë à celle-ci dans la mesure où elle ne dépasse pas 30 m² d'emprise au sol ;

→ **La rénovation et l'extension des locaux nécessaires pour le développement d'une activité existante à la date de prescription du présent Plan de Prévention des Risques**. Ces aménagements devront être dûment justifiées afin d'être en rapport avec l'activité existante, c'est à dire qu'ils ne doivent pas induire un changement notable de l'activité. Il s'agit ici de contrôler l'accroissement de la vulnérabilité. **Les extensions sont limitées à 20 % de l'emprise au sol**. L'opération d'extension est limitée à une fois et devra faire l'objet d'une publicité foncière ;

→ Les extensions en surface limitées à 20 % de l'emprise au sol du bâtiment, en rez-de-chaussée de plain-pied, pour la mise aux normes de sécurité ou de salubrité, et justifiées par une impossibilité de les réaliser hors zone orange. L'opération d'extension est limitée à une fois et devra faire l'objet d'une publicité foncière ;

→ L'implantation de citernes de combustibles posées au sol est autorisée. Les citernes enterrées sont donc interdites ;

→ La construction de piscine non enterrées d'un volume inférieur à 25 m^3 utilisant des équipements normalisés mis en œuvre selon les règles de l'art ;

→ Les aménagements nécessaires au maintien et développement d'activités agricoles en particulier pour la mise aux normes réglementaires. Dans ce cadre, la création de fosses à lisier est autorisée.

→ La création ou l'extension d'aires ou de superstructures de stockage, nécessaires au maintien des activités agricoles ou artisanales, sont autorisées ;

→ Les travaux d'entretien et de gestion courante des biens et activités implantés antérieurement à la prescription du présent Plan de Prévention des Risques, à condition de ne pas aggraver le risque ou la vulnérabilité ;

→ Les travaux visant à la sécurité, notamment :

- confortement d'infra et superstructures,
- collecte et évacuation des eaux de surface ou d'infiltration.

→ L'implantation de clôtures de protection du public.

2.3.2 Dispositions applicables aux biens et activités futures

2.3.2.1 En zone orange (ZO) et en zone orange urbanisable (ZOU) sont interdits

→ Tous types de constructions ou de travaux, de quelque nature qu'ils soient (habitat, annexes, ERP, activités, etc.), à l'exception de ceux visés aux articles 2.3.2.2 et 2.3.3 ci-après ;

→ Les changements de destination des locaux si ces changements sont de nature à accroître sensiblement la vulnérabilité (voir § 2.3.2.2 et 2.3.3) ;

→ Toute création de retenues d'eau ;

→ Toute création de stockage liquide sauf exception (voir § 2.3.2.2) ;

→ Toute implantation d'épandage autonome sauf impossibilité d'un raccordement à un réseau d'assainissement collectif.

2.3.2.2 En zone orange et en zone orange urbanisable sont autorisés

2.3.2.2.1 Hôtellerie de plein-air

La création de nouveaux terrains destinés à l'hôtellerie de plein-air (camping, caravaning, habitat léger de loisir) est autorisée.

Les équipements d'hébergement proposés à la clientèle seront **en tous cas mobiles et donc non fondés en sous-sol**.

Les équipements d'accueils (réception, sanitaires) fondés en sous-sol ne pourront en aucun cas être utilisés pour l'hébergement, même temporaire de la clientèle. Leur conception devra ainsi être directement en rapport avec leur fonction. Cette compatibilité sera examinée par les services compétents pour la délivrance du permis de construire. Les bâtiments d'accueils nouvellement construits seront en rez-de-chaussée et de plain-pied.

2.3.3 Dispositions particulières en Zone Orange Urbanisable

Afin de permettre le nécessaire développement de la commune, une zone constructible est crée en zone orange (Zone Orange Urbanisable). Elle est soumise aux dispositions suivantes :

2.3.3.1 Habitat individuel

L'objectif est ici de concilier les nécessités de développement communal et la maîtrise de la vulnérabilité du site. Ainsi, **seule la construction pour l'habitat individuel est autorisée**. Les constructions d'habitat collectif et les établissements recevant du public (ERP) sont donc interdits.

2.3.3.2 Changement de destination

Le changement de destination de locaux existants **à la date de prescription du PPR est autorisé.**

- **Prescriptions de construction**

Les sous-sols sont autorisés dans la mesure où leur création ne provoque pas d'instabilité dans les terrains situés en amont.

Le Maître d'Ouvrage devra prendre toutes les dispositions constructives pour prévenir les conséquences des mouvements du sol sur le bâti. L'attention des Maîtres d'Ouvrages devra porter sur :

- la qualité des fondations : ancrage sur le bon sol et à défaut mise en oeuvre de fondations spéciales ;
- la rigidité de la structure : radier ferraillé / longrines ; chaînage des angles, des murs de refend et des ouvertures.

- **Gestion des eaux usées**

Idéalement, les constructions nouvelles devront être reliées à un réseau d 'évacuation des eaux usées vers une station de traitement collectif. Cette disposition a pour objectif de limiter la multiplication des rejets locaux d'assainissement autonome (cf. § 2341). Cependant, si les contraintes techniques / financières ne permettent pas un raccordement à une station de traitement collectif, le recours à l'assainissement autonome est autorisé.

2.3.4 Responsabilité du Maître d'Ouvrage

Généralement, le Maître d'Ouvrage devra prendre toutes les dispositions constructives pour prévenir les conséquences des mouvements du sol sur le bâti. Pour les Etablissements Recevant du Public (E.R.P) existants, la rénovation d'un bâtiment devra prendre en compte le risque d'effondrement de la structure du fait d'un mouvement brutal et important du terrain sous-jacent. Le Maître d'Ouvrage devra donc s'assurer des collaborations techniques nécessaires.
Prescriptions particulières en zone orange et en zone orange urbanisable

2.3.4.1 Gestion des eaux ; nature des prescriptions

Une attention particulière devra être portée sur la réalisation de toutes tranchées. Celles-ci, même rebouchées, demeurent des circuits privilégiés d'infiltration et de circulation des eaux de ruissellement. Elles devront donc être réalisées avec un système de drainage efficace (tranchées drainantes, pose de drains,...) permettant une collecte des eaux et leur évacuation (vers un réseau collectif, en pied de versant). On veillera à ce que les rejets d'eau n'aient pas d'incidence sur les terrains en contrebas.

Les principales prescriptions à mettre en œuvre, qu'il s'agisse de l'existant (lors de travaux de réfection ou de réhabilitation, soit des bâtiments, soit des canalisations) ou de travaux liés à un projet futur, consisteront donc à réaliser des dispositifs étanches, notamment :

→ Imperméabilisation des réseaux de surface ;

→ Interdiction ou condamnation autant que possible des systèmes entraînant une infiltration (puisards, épandage d'assainissement autonome…) ;

→ Raccordement autant que possible des évacuations d'eaux pluviales à un réseau étanche, acheminant les eaux selon les cas vers un réseau collectif (fossé, canalisation,...), vers un exutoire naturel ou à défaut en pied de versant ;

→ Utilisation pour les canalisations des matériaux présentant le maximum de garantie d'étanchéité ;

→ Surveillance (détection des fuites,...) et entretien régulier des réseaux ;

→ L'irrigation est autorisée. Cependant, une attention toute particulière devra être portée à son fonctionnement. Il conviendra à cet effet d'empêcher les accumulations d'eau en des points singuliers, notamment les fuites de toutes natures dans le réseau d'amenée de l'eau (de la ressource en eau aux asperseurs).

2.3.4.2 Gestion des coupes forestières

2.3.4.2.1 Les coupes à blanc et défrichement

La mise à nu d'un versant boisé modifie brutalement les conditions de réception (le couvert boisé a un rôle d'interception de l'énergie cinétique des gouttes de pluies) et d'absorption (coefficient de ruissellement) des eaux de pluie. Le contexte hydrologique en superficie du versant est donc directement affecté. Par ailleurs, le système racinaire d'un arbre adulte a un pouvoir de cohésion très important sur les terrains superficiels, qui décline fortement dans les jours qui suivent une coupe du fait du dépérissement quasi-instantané des radicelles. Le pouvoir cohésif initial du boisement ne sera reconstitué qu'au bout de plusieurs décennies

Lors d'épisodes pluvieux intenses / durables (exemple des pluies de juillet 2001), un versant sensible pourra produire des phénomènes superficiels de type solifluxion – glissement – coulées boueuses du fait de son défrichement intégral. Dans la région de Noailhac, ces faits sont particulièrement observables sur les versants boisés convertis en prairies. Par ailleurs, le déclenchement ou la réactivation de mouvements profonds directement attribuables au défrichement de versants boisés sont théoriquement possibles.

En zone orange, il est donc imposé aux propriétaires privés et aux gestionnaires publics de limiter la surface de coupe annuelle à 2 ha par propriétaire.

2.3.4.2.2 Les voies d'exploitations forestières

La création de voies d'exploitations forestières peut constituer un facteur aggravant pour la stabilité des terrains. En effet, lors d'épisodes pluvieux intenses / durables, des mouvements de terrains se produisent au niveau des pistes forestières, souvent en contrebas, du fait de la concentration d'eau de ruissellement. Les points de rejets par busage constituent objectivement les zones les plus sensibles.

La création d'une piste forestière desservant l'ensemble d'un massif sera soumise à l'avis d'un géologue qui évaluera l'impact local et global de l'aménagement. Les exploitants veilleront à organiser un réseau de drainage des pistes avec suffisamment de points de rejets en contrebas pour éviter une trop forte concentration du ruissellement.

L'ouverture d'un chemin desservant une coupe est autorisée sans étude géologique préalable. Le drainage du chemin devra limiter au mieux la concentration du ruissellement pluvial.

2.3.4.3 Autres mesures de prévention en zone orange et en zone orange urbanisable

Les maîtres d'ouvrages respectifs (collectivités locales, particuliers, groupements de particuliers) des terrains en zone orange devront régulièrement surveiller l'évolution éventuelle du phénomène. Une attention particulière devra être portée aux indices d'instabilité suivants :

- Chutes de blocs inhabituelles ;

- Apparition ou évolution d'un écoulement sur le versant ;
- Apparition ou évolution d'une dépression en haut de versant ;
- Apparition ou évolution de déformations (boursouflures, ondulations, crevasses...) à la surface des terrains ;
- Fissuration du bâti.

2.3.4.4 Prise en compte des phénomènes dans les règles de construction en zone orange et en zone orange urbanisable

Les règles de construction sont appliquées sous la seule responsabilité du maître d'ouvrage. Elles doivent tenir compte du risque, en particulier dans la détection d'éventuelles cavités, dans la détermination et le dimensionnement des éventuelles fondations, dans la réalisation de terrassements, en veillant notamment à la stabilité des terrains voisins, et intégrer les contraintes liées à la gestion des eaux. L'impact du projet sur le risque devra toujours être analysé et déterminé.

2.4 DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE

<u>Rappel</u> : la zone bleue caractérise les secteurs concernés par un aléa moyen à faible de mouvements de terrains. C'est une zone où, dans les limites de la connaissance du risque, la sécurité des biens et des personnes peut être garantie, mais où la construction et l'aménagement doivent être maîtrisés afin de ne pas contribuer à augmenter le risque.

2.4.1 Dispositions applicables aux biens et activités existants (zone bleue)

2.4.1.1 En zone bleue, sont interdits :

→ Tous types de constructions ou de travaux, de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux visés au 2.4.1.2 ci-après.

2.4.1.2 En zone bleue, sont autorisés

→ Les travaux d'entretien et de gestion courante des biens et activités implantés antérieurement à la publication du présent plan, à condition de ne pas aggraver le risque ou la vulnérabilité ;

→ Les aménagements nécessaires au maintien et développement d'activités agricoles en particulier pour la mise aux normes réglementaires. La création de fosses à lisier est ainsi autorisée ;

→ Les extensions d'aires ou de superstructures de stockage nécessaires au maintien et développement d'activités agricoles ou artisanales ;

→ L'implantation de citernes de combustibles posées au sol ou enterrées est autorisée ;

→ Les extensions de stockages liquides utilisant des équipements normalisés mis en œuvre selon les règles de l'art., sous réserve de drainage latéral et d'évacuation des vidanges et fuites ;

→ Les travaux visant à la sécurité, notamment la collecte et l'évacuation des eaux de surface ou d'infiltration ;

→ <u>Pour les bâtiments à usage d'habitation</u> :

- **Les extensions sont autorisées.** Si nécessaire, le Maître d'Ouvrage devra prévoir le renforcement de la structure existante (fondations, soutènements) pour prévenir les conséquences d'éventuels mouvements du sol ;
- **Les changements de destination de locaux** pour un usage d'habitation sont autorisés. Si nécessaire, le Maître d'Ouvrage devra prévoir le renforcement de la structure existante (fondations, soutènements) pour prévenir les conséquences d'éventuels mouvements du sol ;

→ <u>Pour les bâtiments à usage professionnel</u> :

- **Les extensions sont autorisées.** Si nécessaire, le Maître d'Ouvrage devra prévoir le renforcement de la structure existante (fondations, soutènements) pour prévenir les conséquences d'éventuels mouvements du sol ;
- **Les changements de destination des locaux** si ces changements ne sont pas de nature à augmenter le risque et la vulnérabilité ; Le Maître d'Ouvrage devra prévoir, si nécessaire, le renforcement de la structure existante (fondations, soutènements) pour prévenir les conséquences d'éventuels mouvements du sol.

→ **l'extension d'E.R.P** est autorisée à la condition de prévoir, si nécessaire, le renforcement de la structure existante (fondations, soutènements) pour prévenir les conséquences d'éventuels mouvements du sol ;

→ Les aménagements paysagers, y compris les plantations d'essences si celles-ci ne contribuent pas à l'instabilité du massif (effet au vent,...) ;

→ Les clôtures ;

→ L'exploitation et les extensions de carrière, sous réserve de présenter une étude justifiant l'absence d'implantation alternative, l'absence d'impact négatif mesurable et préconise des mesures de prévention, notamment en termes de stabilité de terrain et de maîtrise des eaux d'infiltration et de ruissellement ;

→ Les aménagements ou modifications d'infrastructures publiques s'ils diminuent le risque ou la vulnérabilité, ou si une étude justifie l'absence d'implantation alternative et préconise des mesures de prévention, notamment en termes de stabilité de terrain et de maîtrise des eaux d'infiltration et de ruissellement.

2.4.2 Dispositions applicables aux biens et activités futures (zone bleue)

2.4.2.1 En zone bleue, sont interdits :

→ Tous types de constructions ou de travaux, de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux visés aux articles 2.4.2.2 ci-après ;

2.4.2.2 En zone bleue, sont autorisés :

→ Les travaux visant à la sécurité, notamment la collecte et l'évacuation des eaux de surface ou d'infiltration ;

→ La création d'aires ou de superstructures de stockage nécessaires aux activités agricoles ou artisanales ;

→ **La construction à usage d'habitation**. Le Maître d'Ouvrage devra veiller à la qualité des fondations : ancrage sur le bon sol et à défaut mise en oeuvre de fondations spéciales ;

→ **la création d'E.R.P.** Le Maître d'Ouvrage devra veiller à la qualité des fondations : ancrage sur le bon sol et à défaut mise en oeuvre de fondations spéciales ;

→ Les sous-sols sont autorisés dans la mesure où leur création ne provoque pas d'instabilité dans les terrains situés en amont ;

→ La construction d'annexes à l'habitat pour lesquels les techniques constructives sont analogues à celles sus-décrites ;

→ Les stockages liquides utilisant des équipements normalisés mis en œuvre selon les règles de l'art., sous réserve de drainage latéral et d'évacuation des vidanges et fuites ;

→ La construction de piscine de tout type (y compris enterrée) utilisant des équipements normalisés mis en œuvre selon les règles de l'art ;

→ L'implantation de citernes de combustibles posées au sol ou enterrées est autorisée. ;

→ Les aménagements paysagers ;

→ Les imperméabilisations de surface, sous réserve de collecter et d'évacuer les eaux de ruissellement (cf § 2431) ;

→ Les pylônes, poteaux ou antennes si l'impossibilité technique de les implanter hors zone bleue est justifiée ;

→ Les clôtures ;

→ Les déblais et la création de carrière, sous réserve de présenter une étude justifiant l'absence d'impact négatif mesurable et préconise des mesures de prévention, notamment en termes de stabilité de terrain et de maîtrise des eaux d'infiltration et de ruissellement ;

→ Les créations d'infrastructures publiques, si une étude justifie l'absence d'implantation alternative, l'absence d'impact négatif mesurable et préconise des mesures de prévention, notamment en termes de stabilité de terrain et de maîtrise des eaux d'infiltration et de ruissellement ;

2.4.3 Prescriptions particulières en zone bleue

2.4.3.1 Gestion des eaux en zone bleue

2.4.3.1.1 Nature des prescriptions

Les principales prescriptions à mettre en œuvre, pour les travaux futurs et, si possible, pour l'existant, consisteront donc à réaliser des dispositions étanches, notamment :

→ Imperméabilisation des réseaux de surface ;

→ Raccordement, autant que possible, des évacuations d'eaux pluviales à un réseau étanche, acheminant les eaux selon les cas vers un réseau collectif (fossé, canalisation,...), vers un exutoire naturel ou à défaut en pied de versant ;

→ Utilisation pour les canalisations des matériaux présentant le maximum de garantie d'étanchéité ;

→ Surveillance (détection des fuites,...) et entretien régulier des réseaux ;

→ L'irrigation est autorisée. Cependant, une attention toute particulière devra être portée à son fonctionnement. Il conviendra à cet effet d'empêcher les accumulations d'eau en des points singuliers, notamment les fuites de toutes natures dans le réseau d'amenée de l'eau (de la ressource en eau aux asperseurs).

2.4.3.2 Gestion des coupes forestières

2.4.3.2.1 Les coupes à blanc et défrichement

La mise à nu d'un versant boisé modifie brutalement les conditions de réception (le couvert boisé a un rôle d'interception de l'énergie cinétique des gouttes de pluies) et d'absorption (coefficient de ruissellement) des eaux de pluie. Le contexte hydrologique en superficie du versant est donc directement affecté. Par ailleurs, le système racinaire d'un arbre adulte a un pouvoir de cohésion très important sur les terrains superficiels, qui décline fortement dans les jours qui suivent une coupe du fait du dépérissement quasi-instantané des radicelles. Le pouvoir cohésif initial du boisement ne sera reconstitué qu'au bout de plusieurs décennies.

Lors d'épisodes pluvieux intenses / durables (exemple des pluies de juillet 2001), un versant sensible pourra produire des phénomènes superficiels de type solifluxion – glissement – coulées boueuses du fait de son défrichement intégral. Dans la région de Noailhac, ces faits sont particulièrement observables sur les versants boisés convertis en prairies. Par ailleurs, le déclenchement ou la réactivation de mouvements profonds directement attribuables au défrichement de versants boisés sont théoriquement possibles.

En zone bleue, il est donc imposé aux propriétaires privés et aux gestionnaires publics de limiter la surface de coupe annuelle à 4 ha par propriétaire.

2.4.3.2.2 Les voies d'exploitations forestières

La création de voies d'exploitations forestières peut constituer un facteur aggravant pour la stabilité des terrains. En effet, lors d'épisodes pluvieux intenses / durables, des mouvements de terrains se produisent au niveau des pistes forestières, souvent en contrebas, du fait de la concentration d'eau de ruissellement. Les points de rejets par busage constituent objectivement les zones les plus sensibles.

La création d'une piste forestière desservant l'ensemble d'un massif sera soumise à l'avis d'un géologue qui évaluera l'impact local et global de l'aménagement. Les exploitants veilleront à organiser un réseau de drainage des pistes avec suffisamment de points de rejets en contrebas pour éviter une trop forte concentration du ruissellement.

L'ouverture d'un chemin desservant une coupe est autorisée sans étude géologique préalable. Le drainage du chemin devra limiter au mieux la concentration du ruissellement pluvial.

2.4.3.2.3

2.4.3.3 Autres mesures de prévention en zone bleue

Les maîtres d'ouvrages respectifs (collectivités locales, particuliers, groupements de particuliers) des terrains en zone orange devront régulièrement surveiller l'évolution éventuelle du phénomène. Une attention particulière devra être portée aux indices d'instabilité suivants :

- Chutes de blocs inhabituelles ;
- Apparition ou évolution d'un écoulement sur le versant ;
- Apparition ou évolution d'une dépression en haut de versant ;
    - Apparition ou évolution de déformations (boursouflures, ondulations, crevasses...) à la surface des terrains.
- Fissuration du bâti.

2.4.3.4 Prise en compte du phénomène dans les règles de construction en zone bleue

Les règles de construction sont appliquées sous la seule responsabilité du maître d'ouvrage. Elles doivent tenir compte du risque, en particulier dans la détermination et le dimensionnement des fondations, des soutènements, des réalisations de terrassements, en veillant notamment à la stabilité des terrains voisins et intégrer les contraintes liées à la gestion des eaux. L'impact du projet sur le risque devra toujours être analysé et déterminé.

DDE 19

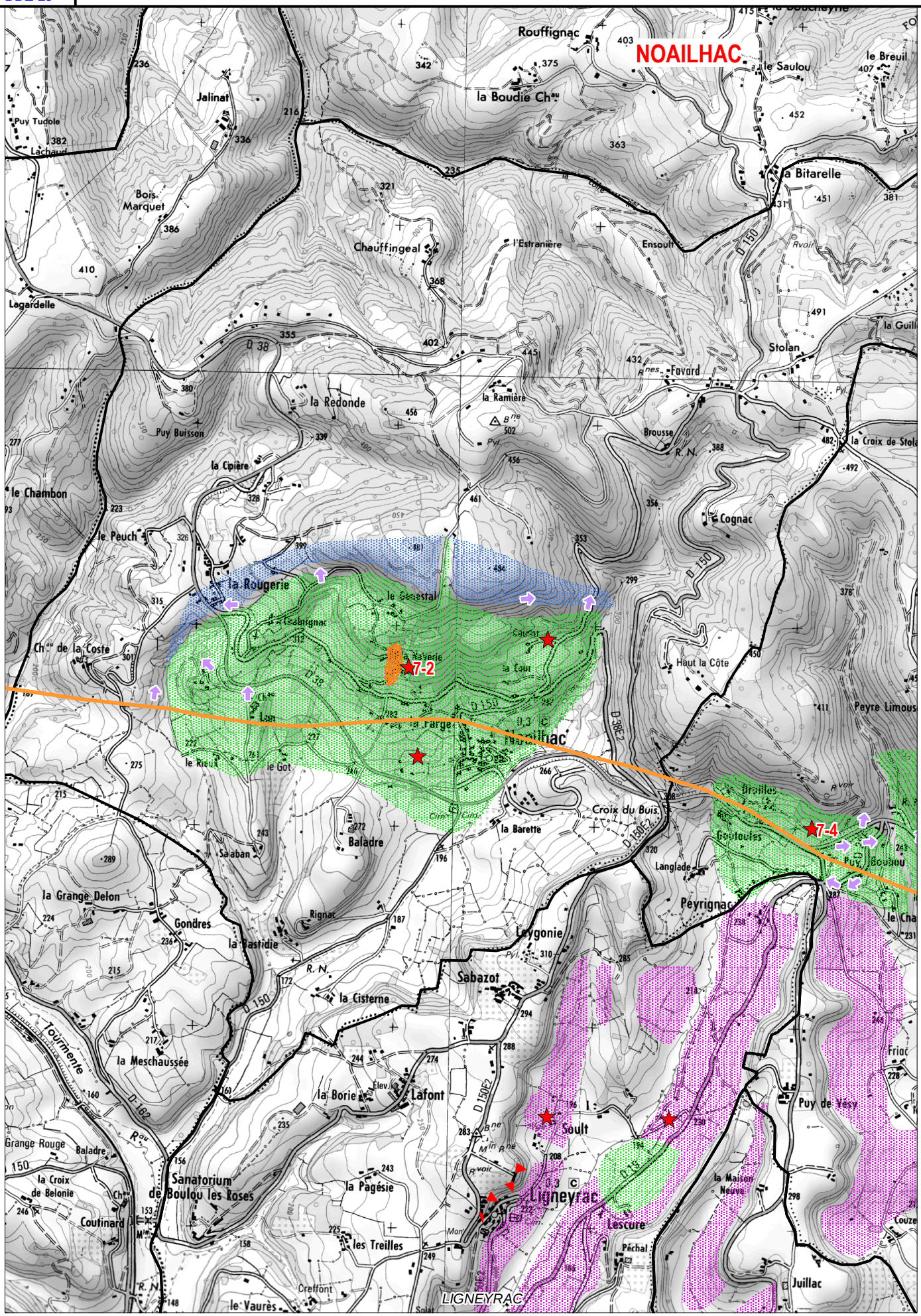
Prefecture de la CORREZE - Direction Départementale de l'Equipement

ETUDE DES MOUVEMENTS DE TERRAINS DANS LE SUD DE LA CORREZE

Juillet 2001

Echelle : 1 / 25 000

Géodes
Géologues-conseils



Fiche événement

Commune	Noailhac		**N° site**	6+1 / 7+1
Nom du lieu-dit	Versant nord			
Type de phénomène	**Gp**		**Date**	?
Topographie de la zone instabilisée	**Dénivellation**	**Pente moyenne**	**Longueur**	**Profondeur**
	250 m	15°	2 km	100 m ?
Lithologie	Série du grès rouge permien : grès de Grammont et de Meyssac incorporant des niveaux d'argilites			
Dommages	**0 / N / ?**	**Description - Evaluation**		
Dégâts matériels	**O**	Dommages sur habitats (destruction en 1914) ; dommages sur RD 38		
Perturbations d'activités	**N**			
Victimes	**N**			
Source	B.D. Mvt Terrains BRGM		**Date**	
	Géodes		**témoignage**	
	Autres documents sur l'événement			
Photos	P17 à 26 ; P39 à 45 ; Figures n° 8-9-10			
Etudes				

Analyse du phénomène

IL s'agit d'un glissement de très grande ampleur dont le volume est de l'ordre de 50-100 millions de m3. Le rejet vertical en tête de glissement est très variable : près d'une centaine de mètres à l'ouest du Génestal, il est d'ordre métrique à décamétrique par ailleurs. Les limites latérales du glissement sont nettes notamment à l'ouest dans le secteur de la Rougerie. Les limites basales ont été plus difficiles à déterminer. Il semble que le glissement soit fortement contrôlé par la faille de Meyssac. A l'ouest du Château de Lon, au droit de "Le Rieux", on observe des formes très nettes de compressions qui marque le pied du glissement. Au droit du Château, la limite basale dépasse probablement la faille de Meyssac. A l'est, la limite est plus incertaine mais il semble qu'elle atteigne le cimetière. Les terrains jurassiques seraient alors impliqués par le glissement.

Etabli par	Christian Lajournade (Géodes)			
Le	févr.-01			

Fiche événement

Commune	Noailhac		**N° site**	7+2
Nom du lieu-dit	La Naverie			
Type de phénomène	**Gs**		**Date**	1979 et 1988
Topographie de la zone instabilisée	**Dénivellation**	**Pente moyenne**	**Longueur**	**Profondeur**
	50 m	15 à 20°	60 m	~ 10 m
Lithologie	Série du grès rouge permien : grès de Grammont déplacé par le glissement principal de Noailhac : à ce titre il s'agit désormais de formations superficielles			
Dommages	**0 / N / ?**	**Description - Evaluation**		
Dégâts matériels	**O**	Dommages sur chemin communal et prairies		
Perturbations d'activités	**N**			
Victimes	**N**			
Source	Enquête communale ; B.D. Mvt Terrains		**Date témoignage**	
	Géodes			
	Autres documents sur l'événement			
Photos	3 à 16 ; Figure n°10A			
Etudes				
	Analyse du phénomène			

Il s'agit d'une réactivation locale et somme toute limitée, au sein du corps du grand glissement de Noailhac. Les glissements de 1979 et 1988 s'inscrivent eux-mêmes dans un glissement plus vaste qui englobe l'habitation de la Naverie. Les glissements récents correspondent à une évolution régressive vers la couronne du glissement principal. A ce titre, on peut craindre à terme que les bâtiments soient instabilisés. L'importance des venues d'eau et de l'imbibition des terrains expliquent la sensibilité de ce secteur.

Fiche événement

Etabli par	Christian Lajournade (Géodes)			
Le	févr.-01			

Fiche événement

Commune	Noailhac		**N° site**	7+3
Nom du lieu-dit	Courlat			
Type de phénomène	**Gs**		**Date**	1914
Topographie de la zone instabilisée	**Dénivellation**	**Pente moyenne**	**Longueur**	**Profondeur**
	?	?	?	?
Lithologie	Série du grès rouge permien : grès de Grammont déplacé par le glissement principal de Noailhac : à ce titre il s'agit désormais de formations superficielles			
Dommages	**0 / N / ?**	**Description - Evaluation**		
Dégâts matériels	**O**	Destruction des bâtiments de la ferme et du chemin.		
Perturbations d'activités	**N**			
Victimes	**N**			
Source	Enquête communale ; B.D. Mvt Terrains		**Date**	
	Géodes	BRGM	**témoignage**	
	Autres documents sur l'événement			
Photos	P21 ; 21' et 21" ; Figure 10B ; 1er couverture			
Etudes				
	Analyse du phénomène			
Il s'agit d'une réactivation au sein du corps du grand glissement de Noailhac. On ne connait pas son ampleur réelle mais les photos de l'époque témoigne d'un mouvement d'ampleur qui a pu affecter tout ou partie du versant est du grand glissement.				

Fiche événement

Etabli par	Christian Lajournade (Géodes)			
Le	févr.-01			

Fiche événement

Fiche événement

DDE 19

Prefecture de la CORREZE - Direction Départementale de l'Equipement

ETUDE DES MOUVEMENTS DE TERRAINS DANS LE SUD DE LA CORREZE

Juillet 2001

Géodes
Géologues-conseils

CARTOGRAPHIE INFORMATIVE DES PHENOMENES

- Eboulement
- Cicatrice de glissement
- Effondrement
- Décompression
- Glissement profond
- Glissement superficiel
- Solifluction
- Failles tectoniques
- Pendage
- Fiches analytiques
  - n°



Photographie du site





Lieu dit : Castel Digo

► Parcelle n°162, section AM

Plan de localisation (sans échelle)



Description : Grange de montagne, elle est implantée parallèlement aux courbes de niveau, à demi enterrée. Le toit a un faîtage droit, il est recouvert d'ardoises « carrée ».

urbactis
Pôle de compétences pour
l'aménagement du territoire

Sébastien Le Pape
Géomètre-Expert

Gildas Carré
Urbaniste

Jacobus Vos
Ingénieur

Département de Corrèze

Commune de Noailhac

Sous-Préfecture de BRIVE (Corrèze)
REÇU LE
10 JAN. 2012
CONTRÔLE
DE LÉGALITÉ

PLAN LOCAL d'URBANISME

5.1 - Document Graphique de zonage

Plan d'ensemble

Edité en Mai 2011
Version PLU approuvé

Echelle : 1/5000

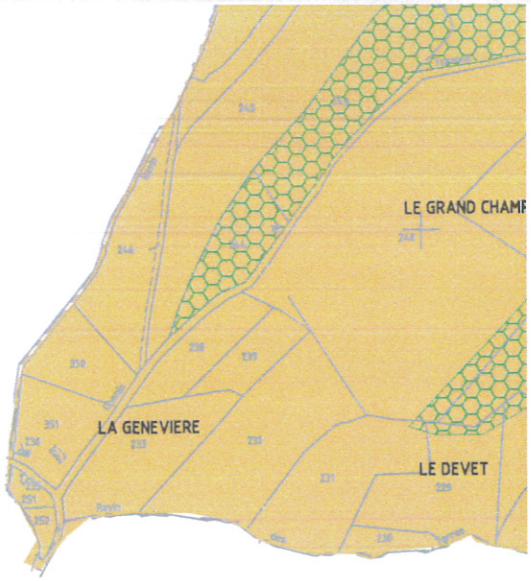
urbactis
60 Impasse de Berlin
Albasud - B.P. 391
82003 MONTAUBAN Cedex

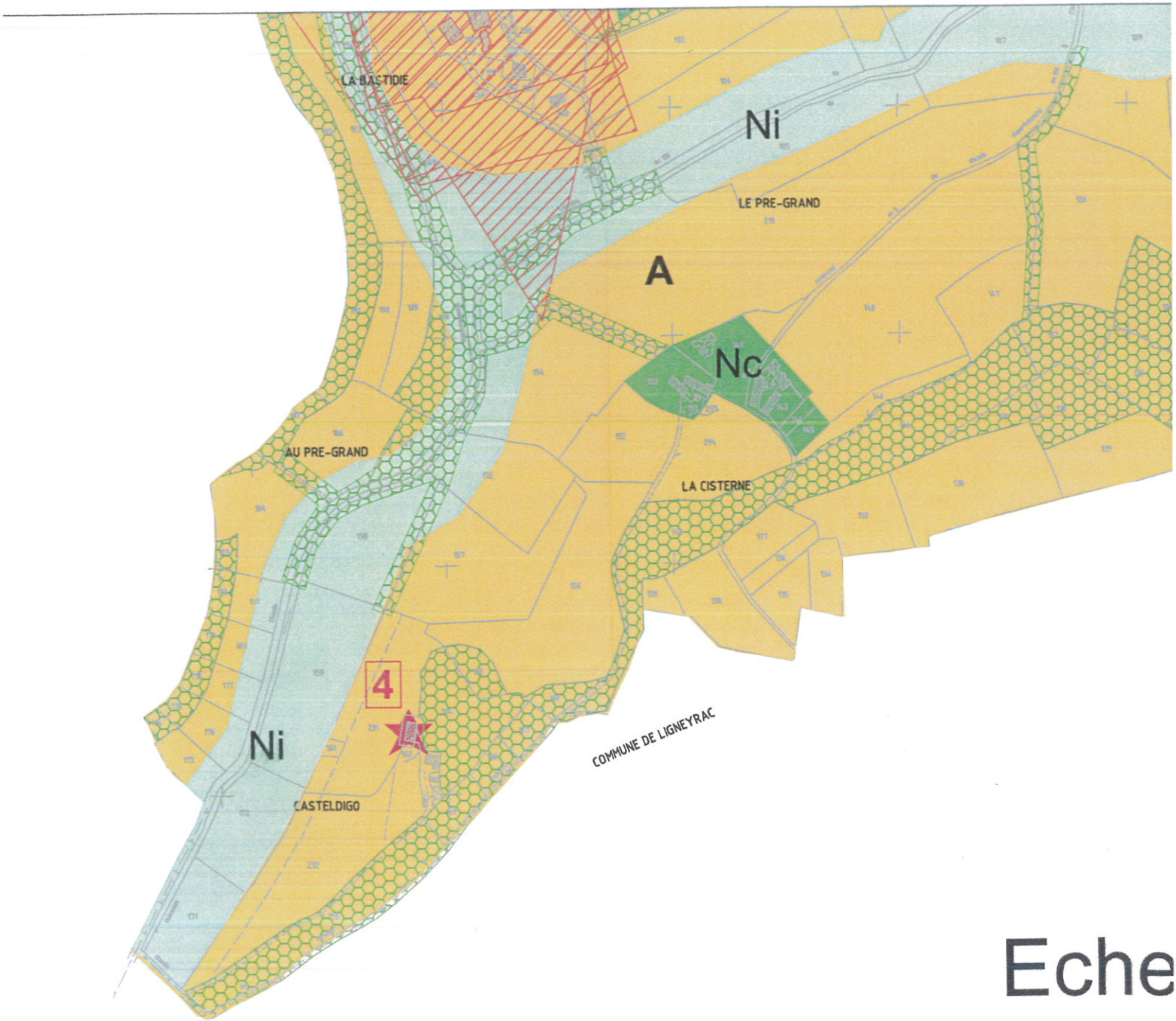
05 63 66 44 22 Tél
05 63 66 14 92 Fax

urbactis@urbactis.eu
www.urbactis.eu

Dossier n° 8336

Urbactis, SARL de Géomètres-Experts au capital de 10 000 euros, inscrite à l'ordre des Géomètres-Experts sous le n° 2008B200009.
RCS Montauban 508 710 043. APE : 7112 A Urbactis est détenteur des archives de Philippe FRANCOIS et de Sébastien LEPAPE, Géomètres-Experts


LE GRAND CHAMP
LA GENEVIERE
LE DEVET


LA BASTIDIE
Ni
LE PRE-GRAND
A
Nc
AU PRE-GRAND
LA CISTERNE
4
Ni
CASTELDIGO
COMMUNE DE LIGNEYRAC

Eche

2.4 ZONE A

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A

Zone protégée à vocation agricole où seules sont autorisées les installations liées à l'exploitation agricole et le des exploitants.

« Des bâtiments d'habitation ou d'exploitation agricole, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial peuvent faire l'objet d'un changement de destination dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole ».
Ces bâtiments sont repérés sur le document graphique du PLU. (article L 123-3-1 du Code de l'Urbanisme).

Les prescriptions du Plan de Prévention du Risque Naturel de mouvements de terrains s'applique dans cette zone. Aussi, il convient de se reporter au document dans le dossier des servitudes d'utilité publique.

ARTICLE A. 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Toutes les constructions et installations, autres que celles nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole, sont interdites.

ARTICLE A.2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- Les affouillements et exhaussements du sol lorsqu'ils sont nécessités par les constructions et ouvrages autorisés et sous réserve de ne pas excéder 500m².

- Les serres sont autorisées sous réserve de plus de 80m² sous réserve de faire l'objet d'un traitement paysager afin d'en atténuer l'impact visuel

- Les changements de destination et ou les extensions des bâtiments ou ensemble de bâtiments, désignés par le document graphique, sous réserve que la nouvelle destination soit de l'habitat, du bureau, de l'artisanat, hébergements hôteliers et activités touristiques.

ARTICLE A.3 - ACCES ET VOIRIE

1. Accès

Pour être constructible un terrain doit avoir un accès privatif à une voie publique soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisins.

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

2. Voirie

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir et permettre l'accès du matériel de secours et de lutte contre l'incendie

Les voies se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que tous les véhicules, notamment de secours et de lutte contre l'incendie, puissent faire demi-tour.

ARTICLE A.4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1. Eau potable :

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable ou à toute autre installation d'approvisionnement en eau potable dans les conditions de salubrité en vigueur.

2. Assainissement :

2.1. Eaux usées :

Toute construction ou installation nouvelle doit être obligatoirement raccordée au réseau public d'assainissement s'il existe.

Le rejet direct des eaux usées liées aux activités agricoles est interdit dans le réseau collectif. Cependant, un raccordement pourra être admis selon les capacités de traitement du réseau et en fonction de la réglementation en vigueur.

En l'absence de réseau public d'assainissement, un dispositif d'assainissement autonome pourra être admis dans l'attente des équipements publics. Ce dispositif doit être conforme à la législation en vigueur.

2.2. Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement direct des eaux pluviales. En l'absence de réseau d'eau pluviale, ou en cas de réseau insuffisant, il peut être demandé des dispositifs de rétention des eaux pluviales d'orage et de réinfiltration dans le sol naturel des eaux pluviales issues des espaces imperméabilisés. Les constructeurs ou aménageurs réaliseront les dispositifs appropriés pour une évacuation vers un exutoire.

ARTICLE A.5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

ARTICLE A.6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES[9]

Les constructions principales doivent être édifiées au minimum :

- à 10 mètres de l'axe des voies existantes ou à créer
- à 25 mètres de l'axe de la route départementale 38 pour les habitations et à 15m de l'axe pour toutes les autres constructions

[9] Voir en annexe des précisions sur les dispositions de cet article.

Dans le cas d'agrandissement d'une construction existante ou d'adjonction d'une construction annexe, la construction à édifier pourra s'implanter en contiguïté et à l'alignement de la façade existante.
Dans tous les cas, les constructions principales ne devront pas être édifiées à plus de 50m de l'alignement.
Toutes les autres constructions devront s'implanter en harmonie avec les espaces bâtis environnants.

ARTICLE A.7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES[10]

Les constructions peuvent s'implanter sur une limite séparative ou plusieurs. Dans tous les autres cas, elles doivent s'implanter à une distance au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment à édifier avec un minimum de 4 mètres.

ARTICLE A.8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE A.9 - EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE A.10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS[11]

La hauteur totale des constructions à usage d'habitation ne peut excéder 7 mètres mesurés à partir du point le plus bas du terrain naturel, avant terrassement, jusqu'à l'égout du toit.
Pour les bâtiments à usage agricole, la hauteur maximum est portée à 12 mètres.

La règle de hauteur ne s'applique pas aux bâtiments ou équipements public et d'intérêt collectif , lorsque les caractéristiques techniques l'imposent (château d'eau, pylône électrique, etc...).

ARTICLE A.11 - ASPECT EXTERIEUR

1 – Intégration :

Tous les éléments architecturaux de qualité doivent être préservés ou restaurés en respectant l'unité volumétrique et d'aspect des ensembles bâtis, des éléments traditionnels : toiture, charpentes, matériaux, couleurs, ouvertures, modénatures... Un soin particulier sera accordé aux architectures bois et à l'intégration des technologies bioclimatiques.

Les habitations nouvelles ou extensions admises doivent s'inspirer de l'architecture rurale traditionnelle. Cependant, des éléments de constructions contemporains (formes et matériaux de toiture, surface et forme des ouvertures en façade...) sont possibles si elles ne dénaturent pas le caractère des environnements bâtis traditionnels préexistants.

Sont interdits :

[10] Voir en annexe des précisions sur les dispositions de cet article.
[11] Voir en annexe des précisions sur les dispositions de cet article.

- L'emploi à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit tels que : carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés de ciment, ainsi que les imitations de matériaux tels que fausses briques, fausses pierres et faux pans de bois.

- Toute construction de caractère provisoire réalisée avec des matériaux de rebut.

- Les matériaux de toiture à effet réfléchissant à l'exclusion des installations à récupération de chaleur ou d'énergie

Pour les bâtiments d'activités agricoles, sont préférés les bardages de teinte mate ou la construction traditionnelle avec enduit pierre apparente ou façade en bois, à l'exclusion de matériaux tels que parpaings, briques, isolations laissées sans enduit ou parement.
Les bâtiments à usage agricole ne pourront être admis que sous réserve d'une recherche particulière d'intégration :

- de la construction elle-même, en particulier par le choix de matériaux et de teintes assurant la plus grande discrétion possible du bâtiment dans le paysage.
- de la localisation de la construction en vue de limiter le plus possible son impact dans le paysage
- de l'accompagnement de la construction par une végétation arbustive et des plantations destinées à en atténuer la perception volumétrique générale.

Les constructions dont le changement d'affectation est autorisé cf. articles A1 et A2 devront être maintenues dans leur aspect initial avec usage des matériaux traditionnels.

2 – Toitures :

L'ensemble des toitures d'un même bâtiment devra être traité de manière uniforme tant en ce qui concerne les matériaux, les couleurs, la mise en œuvre, ... L'emploi de l'ardoise, de la tuile plate (rouge vieilli) ou de teinte grise ardoise sont recommandés pour la couverture des toitures.
Dans tous les cas, les toitures ne doivent ni nuire à l'harmonie, ni à l'unité de la construction ou de l'ensemble des constructions du site. Ainsi, les toitures du bâtiment principal d'habitations doivent avoir au moins deux versants de pente compris entre 35 et 45°. Les toitures des annexes doivent comporter au moins un versant de pente minimale de 25 degrés. Néanmoins, les toitures terrasses sont autorisées lorsqu'elles concernent une annexe accolée à la construction principale.

Les toitures en bois, en tuiles canal, en plaques ondulées sont interdites.

3 - Clôtures :

Les clôtures doivent être implantées à l'alignement ou le long de la limite de recul imposée et le long des limites séparatives au-delà de la marge de recul éventuelle.
Elles seront constituées de haies vives, doublées ou non de grillage, avec ou sans mur bahut. La hauteur du mur bahut ne pourra pas excéder 0,50m sauf dans le cas de voisinage de clôtures existantes justifiant des dispositions différentes.
La hauteur maximale de clôture ne devra pas excéder 2 mètres (y compris après d'éventuels rehaussements).

4 – divers :

Les exhaussements et affouillements autorisés devront faire l'objet d'un traitement paysager afin d'en atténuer l'impact visuel.
Les murets existants en pierre ainsi que les édifices du petit patrimoine local doivent être conservés et pris en compte dans la définition du projet architectural de la construction ou du

projet d'aménagement ou encore pour tous les projets nécessitant une déclaration préalable en mairie.

ARTICLE A.12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions ou installations nouvelles doit être assuré en dehors de la voie publique.
La superficie à prendre en compte pour le stationnement d'un véhicule est de 25 m², y compris les accès.

ARTICLE A.13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Il pourra être imposé un traitement des espaces immédiats des constructions par une végétation arbustive et des plantations afin d'en atténuer la perception de la volumétrie générale. Les espaces délimités sur le plan au titre de l'article L.123-1-7ème du code de l'urbanisme sont des éléments du paysage à préserver en l'état.

ARTICLE A.14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

2.5 ZONE N

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

La zone N comprend les espaces naturels et paysages préservés de l'urbanisation ou de transformations altérant les caractères essentiels existants, l'urbanisation nouvelle ne peut être admise.
Elle comprend un **secteur Nc**, destiné à l'habitat, seules quelques habitations pourront être admises, sous certaines conditions, afin de combler les espaces résiduels au sein d'espaces déjà urbanisés.
Elle comprend aussi un **secteur Np**, lié à la protection d'un vaste ensemble boisé de part et d'autre du ruisseau du Bouysson.

Elle comprend un secteur **Ni**, lié aux risques d'inondation du bassin de la Tourmente.

Les prescriptions du Plan de Prévention du Risque Naturel de mouvements de terrains s'applique dans cette zone. Aussi, il convient de se reporter au document dans le dossier des servitudes d'utilité publique.

ARTICLE N.1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Dans les secteurs Np et Ni, toutes les occupations et utilisations nouvelles du sol sont interdites.

Les occupations et utilisations du sol non mentionnées en N.2 et notamment :

- Les constructions nouvelles d'habitat permanent ou saisonnier, sauf dans le secteur Nc.
- Les habitations légères de loisirs
- Les constructions à usage d'activités industrielles.
- Les constructions à usage agricole.
- Les dépôts de ferrailles, de matériaux, de combustibles solides ou liquides, les déchets
- Les dépôts de véhicules
- Les terrains de camping et de caravaning,
- Le stationnement permanent des caravanes et mobil-homes,
- Les parcs d'attractions et aires de sports motorisés

ARTICLE N.2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- Dans le secteur Nc, deux habitations sont autorisées par unité foncière.
- Les affouillements et exhaussements du sol lorsqu'ils sont nécessités par les constructions et ouvrages autorisés et sous réserve de ne pas excéder 500m².

- Les serres sont autorisées sous réserve de ne pas excéder 1,8m de hauteur et de ne pas excéder une superficie de plus de 80m².

- Les activités agricoles, forestières, ou d'entretien de l'état naturel de la zone, bâtiments annexes de faible dimension (moins de 20m²) dont la présence dans le site est justifiée par les dispositions mises en œuvre pour en assurer la protection ou l'entretien.

- La restauration, le changement de destination et l'extension des bâtiments existants, en préservant l'aspect extérieur, dans la limite de 250 m2 de SHON totale (existant + extension) pour toutes les constructions à usage d'habitation.

- Les constructions d'annexes directement liées aux habitations autorisées ou existantes tels que les garages, piscine et abri divers, ...

- Les équipements collectifs et d'intérêt général liés aux infrastructures, aux réseaux divers et équipements publics.

- Les aménagements légers nécessaires à l'accueil du public en vue de la découverte du milieu naturel et de son exploitation.

- Les aires naturelles de camping.

ARTICLE N.3 - ACCES ET VOIRIE

1. Accès

Pour être constructible un terrain doit avoir un accès privatif à une voie publique soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisins.

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présentait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

2. Voirie

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir et permettre l'accès du matériel de secours et de lutte contre l'incendie.

Les voies se terminant en impasse doivent être aménagées de telle sorte que tous les véhicules, notamment de secours et de lutte contre l'incendie, puissent faire demi-tour.

ARTICLE N.4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1. Eau potable :

Toute construction, extension ou installation nouvelle, doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable ou à tout autre dispositif d'alimentation en eau potable à condition de respecter les normes de salubrité en vigueur.

2. Assainissement :

2.1. Eaux usées :

Toute construction ou installation nouvelle doit être obligatoirement raccordée au réseau public d'assainissement s'il existe.

Le rejet direct des eaux usées liées aux activités agricoles est interdit dans le réseau collectif. Cependant, un raccordement pourra être admis selon les capacités de traitement du réseau et en fonction de la réglementation en vigueur.

En l'absence de réseau public d'assainissement, un dispositif d'assainissement autonome pourra être admis dans l'attente des équipements publics. Ce dispositif doit être conforme à la législation en vigueur.

2.2. Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement direct des eaux pluviales. En l'absence de réseau d'eaux pluviales, ou en cas de réseau insuffisant, il peut être demandé des dispositifs de rétention des eaux pluviales d'orage et de réinfiltration dans le sol naturel des eaux pluviales issues des espaces imperméabilisés. Les constructeurs ou aménageurs réaliseront les dispositifs appropriés pour une évacuation vers un exutoire.

ARTICLE N.5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

ARTICLE N.6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES[12]

Les constructions principales doivent être édifiées au minimum :

- à 10 mètres de l'axe des voies existantes ou à créer
- à 25 mètres de l'axe de la route départementale 38 pour les habitations et à 15m de l'axe pour toutes les autres constructions

Dans le cas d'agrandissement d'une construction existante ou d'adjonction d'une construction annexe, la construction à édifier devra s'implanter en contiguïté et à l'alignement de la façade existante.
Dans tous les cas, les constructions principales ne devront pas être édifiées à plus de 50m de l'alignement.
Toutes les autres constructions devront s'implanter en harmonie avec les espaces bâtis environnants.

ARTICLE N.7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES[13]

Les constructions peuvent s'implanter sur une limite séparative ou plusieurs. Dans tous les autres cas, elles doivent s'implanter à une distance au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment à édifier avec un minimum de 4 mètres.

[12] Voir en annexe des précisions sur les dispositions de cet article.
[13] Voir en annexe des précisions sur les dispositions de cet article.

ARTICLE N.8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé.

ARTICLE N.9 - EMPRISE AU SOL

Dans le secteur Nc, l'emprise au sol maximale des constructions est fixée à 50% de l'unité foncière et à 250m².

ARTICLE N.10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS[14]

Tout étage supplémentaire sur une construction existante ne devra pas remettre en cause le caractère naturel prédominant de la zone, il devra être accompagné d'un traitement paysager afin d'en atténuer l'impact sur la qualité des sites environnants.
Dans tous les cas, la hauteur totale des constructions à usage d'habitation ne peut excéder 7 mètres mesurés à partir du point le plus bas du terrain naturel, avant terrassement, jusqu'à l'égout du toit. Pour les tous les autres bâtiments, la hauteur maximum est portée à 12 mètres.

La règle de hauteur ne s'applique pas aux bâtiments ou équipements public et d'intérêt collectif , lorsque les caractéristiques techniques l'imposent (château d'eau, pylône électrique, etc...).

ARTICLE N.11 - ASPECT EXTERIEUR

1 – Intégration :

Tous les éléments architecturaux de qualité doivent être préservés ou restaurés en respectant l'unité volumétrique et d'aspect des ensembles bâtis, des éléments traditionnels : toiture, charpentes, matériaux, couleurs, ouvertures, modénatures... Un soin particulier sera accordé aux architectures bois et à l'intégration des technologies bioclimatiques.

Les constructions nouvelles et les extensions ne pourront être admises que sous réserve d'une recherche particulière d'intégration :

- de la construction elle-même, en particulier par le choix de matériaux et de teintes assurant la plus grande discrétion possible du bâtiment dans le paysage.
- de la localisation de la construction en vue de limiter le plus possible son impact dans le paysage

Ainsi, sont interdits :

- L'emploi à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit tels que : carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés de ciment, ainsi que les imitations de matériaux tels que fausses briques, fausses pierres et faux pans de bois.
- Toute construction de caractère provisoire réalisée avec des matériaux de rebut.
- Les matériaux de toiture à effet réfléchissant à l'exclusion des installations à récupération de chaleur ou d'énergie

Dans le secteur Nc, les constructions doivent s'intégrer par rapport aux immeubles voisins de manière à ne pas rompre l'harmonie de l'entourage immédiat que ce soit pour les façades, les toitures, les cheminées, ou le parement des façades, ainsi :

[14] Voir en annexe des précisions sur les dispositions de cet article.

-les annexes doivent présenter un ensemble cohérent et harmonieux avec le bâtiment principal. Elles devront le cas échéant être accompagnées d'un traitement paysager.
-l'usage à nu des matériaux destinés à être recouverts est interdit, excepté le bois et la pierre qui pourront être autorisés selon les caractéristiques du projet architectural de la construction.
-les constructions d'architecture contemporaine sont interdites

2 – Toitures :

L'ensemble des toitures d'un même bâtiment devra être traité de manière uniforme tant en ce qui concerne les matériaux, les couleurs, la mise en œuvre, ... L'emploi de l'ardoise, de la tuile plate (rouge vieilli) ou de teinte grise ardoise sont recommandés pour la couverture des toitures.
Dans tous les cas, les toitures ne doivent ni nuire à l'harmonie, ni à l'unité de la construction ou de l'ensemble des constructions du site. Ainsi, les toitures du bâtiment principal d'habitations doivent avoir au moins deux versants de pente compris entre 35 et 45°. Les toitures des annexes doivent comporter au moins un versant de pente minimale de 25 degrés. Néanmoins, les toitures terrasses sont autorisées lorsqu'elles concernent une annexe accolée à la construction principale.
Les toitures en bois, en tuiles canal, en plaques ondulées sont interdites.

3 - Clôtures :

Les clôtures doivent être implantées à l'alignement ou le long de la limite de recul imposée et le long des limites séparatives au-delà de la marge de recul éventuelle.
Elles seront constituées de haies vives, doublées ou non de grillage, avec ou sans mur bahut. La hauteur du mur bahut ne pourra pas excéder 0,50m sauf dans le cas de voisinage de clôtures existantes justifiant des dispositions différentes.
La hauteur maximale de clôture ne devra pas excéder 2 mètres (y compris après d'éventuels rehaussements).

4 – divers :

Les exhaussements et affouillements autorisés devront faire l'objet d'un traitement paysager afin d'en atténuer l'impact visuel.
Les murets existants en pierre ainsi que les édifices du petit patrimoine local doivent être conservés et pris en compte dans la définition du projet architectural de la construction ou du projet d'aménagement ou encore pour tous les projets nécessitant une déclaration préalable en mairie.

ARTICLE N.12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions ou installations nouvelles doit être assuré en dehors de la voie publique.
1.

ARTICLE N.13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Il pourra être imposé un traitement des espaces immédiats des constructions par une végétation arbustive et des plantations afin d'en atténuer la perception de la volumétrie générale.
Les espaces délimités sur le plan au titre de l'article L.123-1-7ème du code de l'urbanisme sont des éléments du paysage à préserver en l'état.

ARTICLE N.14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ANNEXE N°2 : NOTIONS GENERALES RELATIVES AU DROIT DES SOLS.

Rappel de notions préalables à une bonne compréhension des termes d'aménagement utilisés dans le règlement du PLU.

1. Les modes d'occupation ou d'utilisation du sol

Les principaux modes d'occupation ou d'utilisation du sol sont :

- les constructions, (habitations, équipements publics, locaux d'activité, locaux commerciaux, entrepôts, locaux annexes...)
- les lotissements et groupes d'habitations, les lotissements industriels, artisanaux ou commerciaux,
- les constructions nécessaires au fonctionnement technique des réseaux (transformateurs, stations de relevage...),
- les installations et travaux divers (éoliennes, aire de jeux et de sports, aire de stationnement dépôts et stockages divers en plein air, les remodelages de terrain avec affouillements ou exhaussements des sols...),
- les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les espaces aménagés de sports et de loisirs,
- les enseignes commerciales
- le camping et le caravanage,
- les parcs résidentiels de loisirs,
- les coupes et abattages d'arbres, les plantations.
- les clôtures,
- les démolitions de constructions.

2. Le terrain - l'ilôt de propriété ou unité foncière

Il faut entendre par îlot de propriété ou unité foncière toutes les parcelles cadastrales d'un seul tenant qui appartiennent au même propriétaire ou à la même indivision. Un îlot de propriété est donc limité par des emprises publiques ou des limites séparatives (lignes qui séparent l'îlot de propriété des îlots de propriété appartenant à d'autres propriétaires).

Les demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol doivent mentionner les terrains intéressés, c'est-à-dire les îlots de propriété concernés.

3. Les divisions foncières - les lotissements

Un îlot de propriété peut être divisé. Si cette division foncière constitue un lotissement, elle est subordonnée à une autorisation.

Constitue un lotissement au sens de l'article R 315.1 du Code de l'Urbanisme toute division d'un îlot de propriété en vue de l'implantation de bâtiments qui a pour objet ou qui, sur une période de moins de 10 ans, a eu pour effet de porter à plus de deux le nombre de terrains issus du dit îlot de propriété.

4. Les habitations

Les habitations sont dites individuelles ou collectives.

Une habitation est dite individuelle si le bâtiment comprend un logement.

L'habitation est dite collective si le bâtiment comprend plus d'un logement.

Une extension est une construction additive à un bâtiment existant.

Constitue un groupe d'habitations l'édification sur un même terrain par une seule personne physique ou morale, de plusieurs habitations dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division ou non en propriété ou en jouissance.

5. Emprise au sol

L'emprise au sol d'une construction est le rapport de la surface occupée par la projection verticale du volume hors œuvre du bâtiment à la surface de la parcelle.

6. Equipements

Il est convenu d'appeler :

- **extension** : la construction d'un nouveau réseau (électricité, eau, assainissement, téléphone),

- **renforcement** : une modification de la section et des supports d'une ligne électrique ou l'augmentation de diamètre d'une conduite souterraine.

- **branchement** : la construction d'un ouvrage électrique de première catégorie (inférieure à 1 000 V) destiné à alimenter un abonné et dont la longueur, mesurée du support du réseau le plus proche à la limite extérieure de la propriété, est inférieure à 30 m. En terme de réseau d'eau et d'assainissement le raccord du bâtiment créé à ces réseaux situés au droit de la parcelle à desservir.

7. Les limites de propriétés

a) alignement :

L'alignement est la limite qui sépare la propriété privée du domaine public ou à la limite qui s'y substitue (Emplacement réservé ou marge de recul). Elle est normalement précisée par le "plan d'alignement" lorsqu'il existe.

b) limites séparatives :

Les limites séparatives sont toutes les autres limites de l'unité foncière, qu'elles jouxtent en un point ou non un alignement.

8. Hauteur d'une construction

La hauteur d'une construction est la différence de niveau entre le point le plus haut et le plus bas d'une construction mesurée à partir du sol naturel, avant travaux (exécution de fouilles et remblais) jusqu'à l'égout du toit, ouvrages techniques et cheminées exclus.

9. La surface hors œuvre

Surface Hors Œuvre Brute : SHOB (article R 112-2 al. 1er du Code de l'Urbanisme)
La surface de plancher hors œuvre brute d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction, y compris l'épaisseur des murs et des cloisons.
Surface Hors Œuvre Nette : SHON (article R 112-2 al. 2 à 8 du Code de l'Urbanisme)
La surface de plancher hors œuvre nette d'une construction est égale à la surface hors œuvre brute de cette construction après déduction :
a) Des surfaces de plancher hors œuvre des combles et des sous-sols non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;
b) Des surfaces de plancher hors œuvre des toitures-terrasses, des balcons, des loggias, ainsi que des surfaces non closes situées au rez-de-chaussée ;
c) Des surfaces de plancher hors œuvre des bâtiments ou des parties de bâtiments aménagés en vue du stationnement des véhicules ;

d). Dans les exploitations agricoles, des surfaces de plancher des serres de production, des locaux destinés à abriter les récoltes, à héberger les animaux, à ranger et à entretenir le matériel agricole, des locaux de production et de stockage des produits à usage agricole, des locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation (D no 2000-1272, 26 déc. 2000, art. 1er) ;
e) D'une surface égale à 5 p. 100 des surfaces hors œuvres affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des a, b et c ci-dessus. (D. no 88-1151, 26 déc. 1988) ;
Sont également déduites de la surface hors œuvre dans le cas de la réfection d'un immeuble à usage d'habitation et dans la limite de cinq mètres carrés par logement les surfaces de planchers affectées à la réalisation de travaux tendant à l'amélioration de l'hygiène des locaux et celles résultant de la fermeture de balcons, loggias et surfaces non closes situées en rez-de-chaussée. (D. no 87-1016, 14 déc. 1987).

ANNEXE N°3 – PRECISIONS RELATIVES A L'IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS (CF ARTICLES 6 ET 7 DU REGLEMENT DE CHAQUE ZONE)

L'alignement est la limite qui sépare la propriété privée du domaine public.

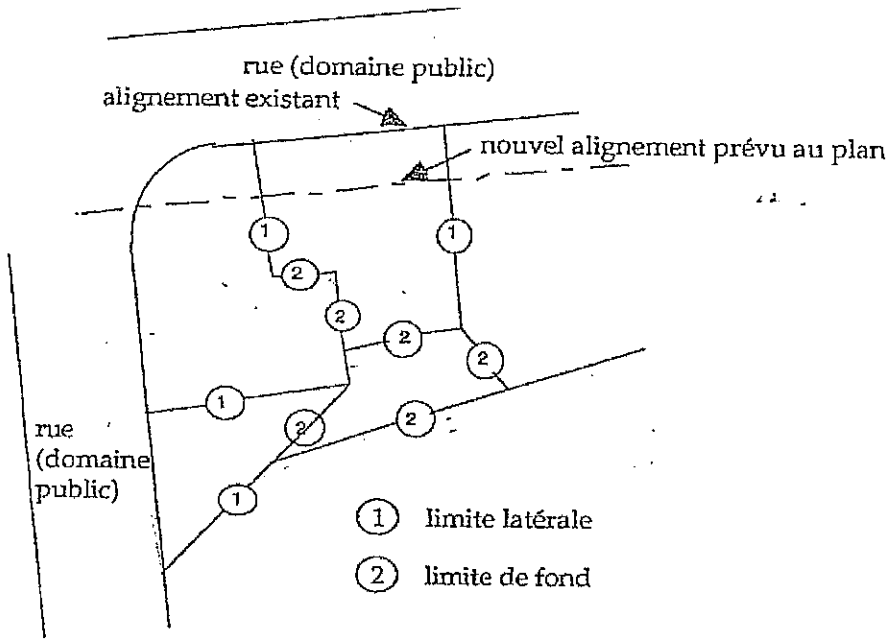
Elle est normalement fournie par le plan d'alignement.

Le PLU peut prévoir une modification de ces limites, dans le cadre d'un élargissement de voies existantes, ou de création de voies nouvelles, sous réserve de l'acquisition des terrains nécessaires par la collectivité publique.

Les limites séparatives sont toutes les autres limites, qu'elles jouxtent en un point ou non un alignement.

***Limite latérale** : partie rectiligne des limites qui sépare les propriétés privées et qui touche à l'alignement.*

***Limites de fond** : toutes les autres limites qui ne répondent pas aux définitions ci-dessus.*



Croquis de principe

ANNEXE N°3 – PRECISIONS RELATIVES A LA HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS (CF. ARTICLE 10 DU REGLEMENT DE CHAQUE ZONE)

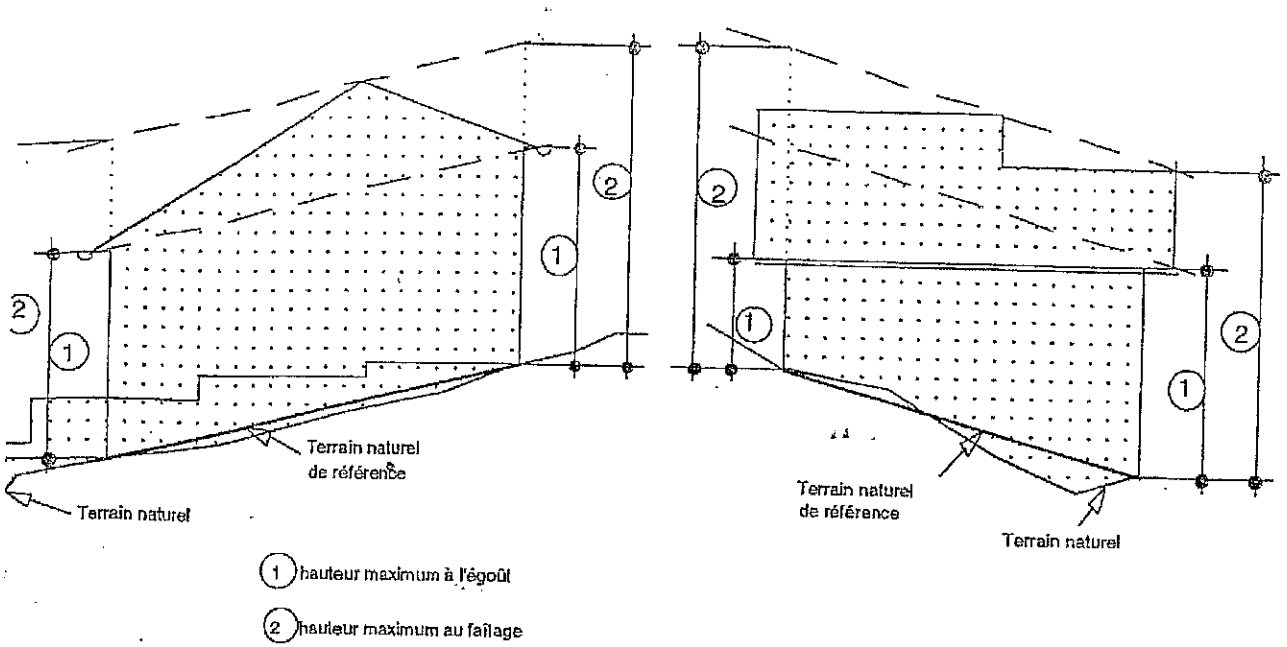
La hauteur en tout point d'une construction est la différence de niveau entre tout point de cette construction (hormis ouvrages techniques, cheminées, pylônes, supports de lignes électriques ou d'antennes) et son point de projection au sol (terrain naturel).

***Hauteur au faîtage** : c'est la différence de niveau, entre tout point du faîtage d'un bâtiment, et sa projection sur le sol naturel.*

***Hauteur à l'égout** : c'est la différence de niveau entre tout point de l'égout des toitures, mesuré au point bas du plan oblique de la toiture, et sa projection sur le sol naturel.*

Les hauteurs au faîtage et à l'égout devront être précisées pour tout projet.

En cas de terrain en pente, il sera pris comme profil du terrain naturel de référence, une droite fictive tracée entre les points de projection sur le terrain naturel de chacun des points extrêmes de tout élément de façade, par rapport auquel sont mesurées les hauteurs.





Cachets et visas

Elaboration du Schéma de Cohérence Territorial prescrite en Comité Syndical du 21 janvier 2008

Projet de SCoT arrêté en Comité Syndical du 13 décembre 2011

Projet de SCoT approuvé en Comité Syndical du 11 décembre 2012

3. Document d'Orientation et d'Objectifs

CITADIA

CITADIA CONSEIL SUD OUEST
1029 Bd Blaise Doumerc
82000 MONTAUBAN
Tél. 05 63 92 11 41
Fax 05 63 93 25 47
citadiasudouest@wanadoo.fr
Site : www.citadia.com

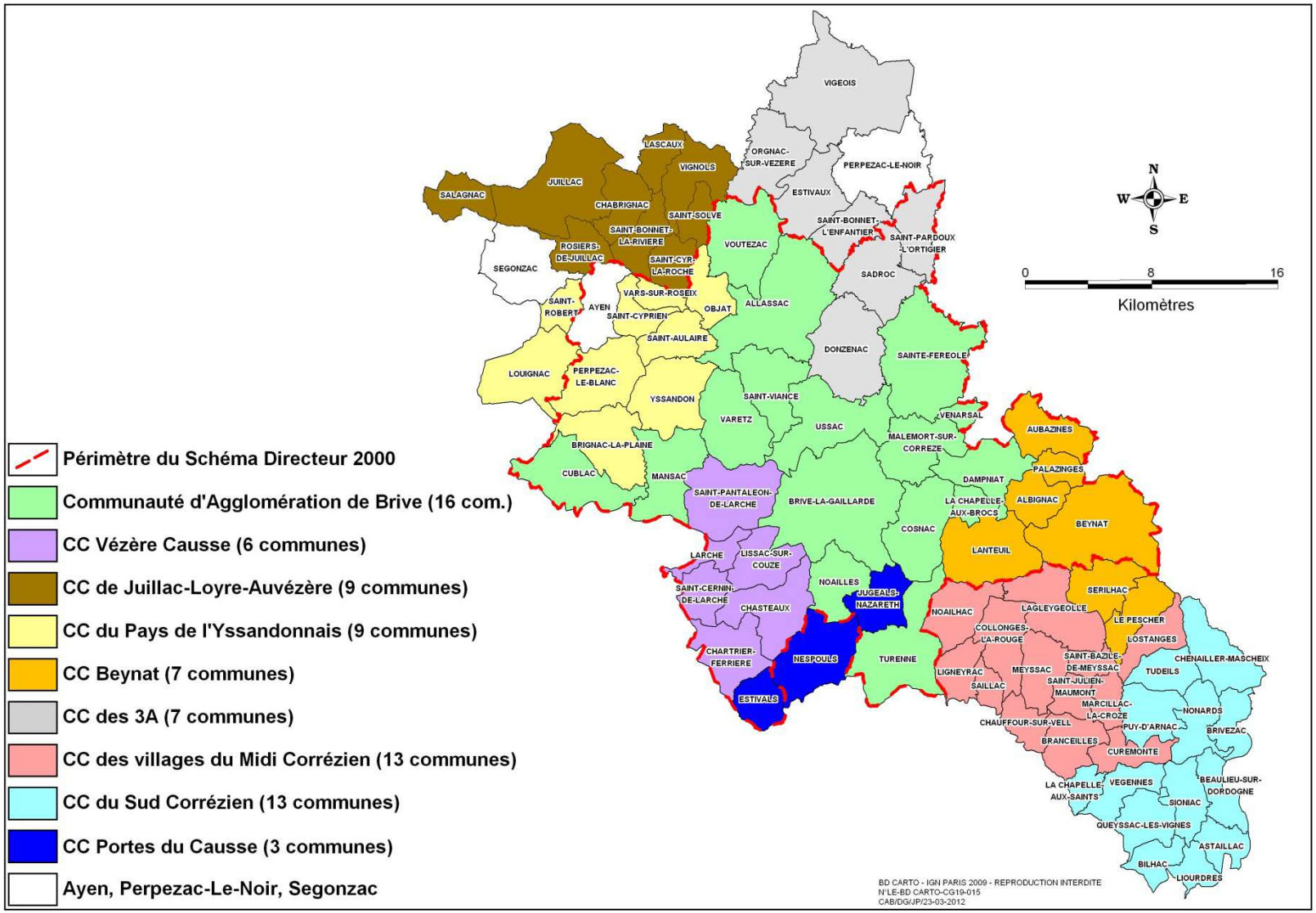
Département de la Corrèze

Syndicat d'Etudes du Bassin de Brive (SEBB)

Schéma de Cohérence Territoriale

SEBB
SCOT Sud Corrèze

Rappel du périmètre du SCoT Sud Corrèze



Préambule

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables a défini les grandes lignes du projet politique d'aménagement de l'espace pour les 15 prochaines années. Le Document d'Orientation et d'Objectifs doit fixer des prescriptions et recommandations qui vont permettre d'atteindre les objectifs fixés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Le Document d'Orientation et d'Objectifs définit les objectifs et les principes de la politique de l'urbanisme et de l'aménagement. Il détermine les conditions d'un développement équilibré dans l'espace rural entre l'habitat, l'activité économique et artisanale, et la préservation des sites naturels, agricoles et forestiers.

L'article L122-1-5 du Code de l'Urbanisme précise que le Document d'Orientation et d'Objectifs :

- définit les objectifs et les principes de la politique de l'urbanisme et de l'aménagement
- détermine les espaces et sites naturels, agricoles, forestiers ou urbains à protéger
- précise les conditions permettant de favoriser le développement de l'urbanisation prioritaire dans les secteurs desservis par les transports collectifs ainsi que celles permettant le désenclavement par transport collectif des secteurs urbanisés qui le nécessitent.
- peut, en fonction des circonstances locales, imposer préalablement à toute ouverture à l'urbanisation d'un secteur nouveau :
    1. L'utilisation de terrains situés en zone urbanisée et desservis par les équipements mentionnés à l'article L. 111-4 ;
    2. La réalisation d'une étude d'impact prévue par l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
    3. La réalisation d'une étude de densification des zones déjà urbanisées.
- peut définir des secteurs dans lesquels l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation est subordonnée à l'obligation pour les constructions, travaux, installations et aménagements de respecter :
    1. Soit des performances énergétiques et environnementales renforcées ;
    2. Soit des critères de qualité renforcés en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques.

- définit les grands projets d'équipements et de services
- peut également définir des objectifs à atteindre en matière de maintien ou de création d'espaces verts dans les zones faisant l'objet d'une ouverture à l'urbanisation.
- peut déterminer la valeur au-dessous de laquelle ne peut être fixée la densité maximale de construction résultant de l'application de l'ensemble des règles définies par le Plan Local d'Urbanisme, ou du document en tenant lieu, dans des secteurs qu'il délimite en prenant en compte leur desserte par les transports collectifs, l'existence d'équipements collectifs et des protections environnementales ou agricoles.
- peut, sous réserve d'une justification particulière, définir des secteurs, situés à proximité des transports collectifs existants ou programmés, dans lesquels les plans locaux d'urbanisme doivent imposer une densité minimale de construction.

Il s'agit d'un ***Document opposable*** qui a pour objectif de déterminer les éléments fondamentaux de l'aménagement du territoire dans tous les domaines. Le Document d'Orientation et d'Objectifs constitue le volet prescriptible du SCoT qui s'impose notamment aux documents d'urbanisme locaux, PLU et cartes communales. Ceux-ci devront donc être compatibles avec les orientations de ce document.

Devront également être compatibles avec les orientations du SCoT :

- Les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH).
- Les Plans de Déplacements Urbains (PDU).
- Les Plans de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV).
- Les opérations foncières et les opérations d'aménagement définies par décret en Conseil d'Etat.
- Les autorisations d'urbanisme commercial.

Sommaire

Le SCoT est un document qui peut être à la fois un simple document d'intention, un document pragmatique et pédagogique de coordination des actions ou un document de gestion de l'espace à caractère prescriptif. Compte tenu des échanges qui se sont tenus lors des travaux préparatoires en commissions SCoT, les orientations proposées sont plutôt une traduction croisée de la seconde et la troisième vision, recherchant une réelle portée des actions envisagées mais attachant une grande importance au didactique et pédagogique.

Afin de faciliter la lecture du DOO et bien appréhender le lien qui existe entre les enjeux identifiés en phase diagnostic, les réponses apportées par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables et les outils portés par le Document d'Orientation et d'Objectifs, le plan du Document d'Orientation et d'Objectifs est structuré sur la même base :

1. **Objectifs et principes pour un aménagement harmonieux associant les différents bassins de vie du territoire du SCoT Sud Corrèze**
2. **Objectifs et principes relatifs au développement des activités économiques et au positionnement régional du territoire du SCoT Sud Corrèze**
3. **Objectifs et principes pour la protection des espaces et sites naturels, agricoles, forestiers ou urbains**

Les orientations proposées sont soit des recommandations, soit des prescriptions. Tous les points évoqués étant importants, la différence entre recommandations et prescriptions est formulée dans la marge et un tableau de synthèse sera établi en fin de document. Ce tableau servira de base à l'analyse des projets qui se doivent d'être compatibles avec le SCoT. Ainsi, une prescription constitue une règle à respecter par les documents de rang inférieur alors qu'une orientation revêt un caractère pédagogique et incitatif (elle ne comporte pas d'obligation juridique).

Sommaire détaillé

Rappel du périmètre du SCoT Sud Corrèze……3

Préambule……4

Sommaire……6

Sommaire détaillé……7

Mode d'emploi du document……10

La multi-polarisation : une stratégie d'aménagement basée sur les bassins de vie……12

a. Pour mémoire : structuration des bassins de vie à l'échelle du SCoT Sud Corrèze……13

b. Pour mémoire : rappel des tendances à travers la projection au « fil de l'eau »……17

c. La multi-polarisation : qu'est-ce que cela signifie ?……20

1. Objectifs et principes pour un aménagement harmonieux associant les différents bassins de vie du SCoT Sud Corrèze……23

1.1. Les objectifs et principes de la politique de l'habitat……24

1.1.1. Les objectifs et principes permettant d'assurer une certaine équité à l'échelle du territoire……24

1.1.2. Les objectifs et principes permettant de définir une stratégie claire de l'habitat……27

1.1.3. Les objectifs et principes permettant de limiter l'étalement urbain, gérer le foncier……29

1.2. Les objectifs et principes de la politique des transports et des déplacements……..33

1.2.1. Les objectifs et principes permettant de développer l'urbanisation prioritairement dans les secteurs desservis par les transports en commun…….34

1.2.2. Les objectifs et principes permettant de compléter et optimiser le maillage routier……39

1.2.3. Les objectifs et principes permettant de développer les modes doux et les nouvelles pratiques liées aux mobilités……..40

1.3. Les grands projets d'équipements et de services……..46

1.3.1. Les objectifs et principes permettant de conforter et développer les équipements à l'échelle de chaque bassin de vie……46

1.3.2. Les objectifs et principes permettant d'améliorer l'accès aux équipements et services……48

1.3.3. Les objectifs et principes relatifs à l'équipement commercial……54

2. Objectifs et principes relatifs au développement économique et au positionnement régional du territoire du SCoT Sud Corrèze……68

2.1. Les objectifs et principes permettant d'optimiser les infrastructures existantes et faciliter les échanges avec l'extérieur en renforçant l'accessibilité de l'ensemble du territoire du SCoT Sud Corrèze……69

2.1.1. Les objectifs et principes permettant de conforter et valoriser la position du territoire du SCoT Sud Corrèze comme carrefour interrégional……69

2.1.2. Les objectifs et principes permettant de renforcer l'attractivité du SCoT Sud Corrèze au travers d'un soutien à l'aménagement numérique du territoire……..75

2.2. Les objectifs et principes relatifs au développement économique……77

2.2.1. Les objectifs et principes permettant d'assurer une certaine équité à l'échelle du territoire du SCoT Sud Corrèze……77

2.2.2. Les objectifs et principes permettant de structurer le développement économique au cœur de chaque bassin de vie……..81

2.2.3. Les objectifs et principes permettant de veiller à ne pas générer un développement économique linéaire……..85

2.2.4. Les objectifs et principes permettant de renforcer l'attractivité du territoire en s'appuyant sur la formation et l'innovation……87

2.2.5. Les objectifs et principes permettant de promouvoir l'image du territoire en améliorant la qualité des sites d'accueil……89

2.3. Les objectifs et principes relatifs à l'activité artisanale……...92

2.4. Les objectifs et principes relatifs à l'activité agricole……...94

2.5. Les objectifs et principes relatifs à l'activité touristique……...98

3. Objectifs et principes pour la protection des espaces et sites naturels, agricoles, forestiers ou urbains……...101

3.1. Les espaces et sites naturels à préserver……...102

3.1.1. Les objectifs et principes permettant de sauvegarder la biodiversité et la richesse écologique……102

3.1.2. Les objectifs et principes permettant de protéger et gérer la ressource en eau……106

3.1.3. Les objectifs et principes permettant de préserver la ressource « sol » et garantir une activité agricole durable……...110

3.2. Les objectifs relatifs à la protection des paysages, à la mise en valeur des entrées de ville……112

3.2.1. Les objectifs et principes permettant un développement urbain qui valorise le cadre de vie……...112

3.2.2. Les objectifs et principes permettant de valoriser le patrimoine bâti traditionnel……...114

3.2.3. Les objectifs et principes relatifs à la valorisation des entrées de ville……...115

3.3. Les objectifs et principes pour la prévention des risques……118

3.4. Les objectifs et principes permettant de mettre la proximité au cœur de la démarche pour concilier qualité environnementale et création d'emplois……...120

3.5. Les objectifs et principes permettant de réduire la dépendance énergétique du territoire du SCoT Sud Corrèze……122

Mode d'emploi du document

Chaque orientation du Document d'Orientation et d'Objectifs est déclinée de la manière suivante :

Une présentation générale de l'orientation et des objectifs :

Orientation du DOO

Présentation de l'orientation



Syndicat d'Etudes du Bassin de Brive SCoT Sud Corrèze

1.1.2. Les objectifs et principes permettant de définir une stratégie claire de l'habitat

L'ambition du SCoT Sud Corrèze est de contribuer à agir sur l'évolution des attentes, des désirs d'habiter et d'impulser une autre forme de développement urbain que celle observée ces dernières décennies.

Ainsi, l'offre de nouveaux logements sur l'ensemble des communes de l'aire du SCoT doit être diversifiée afin de :

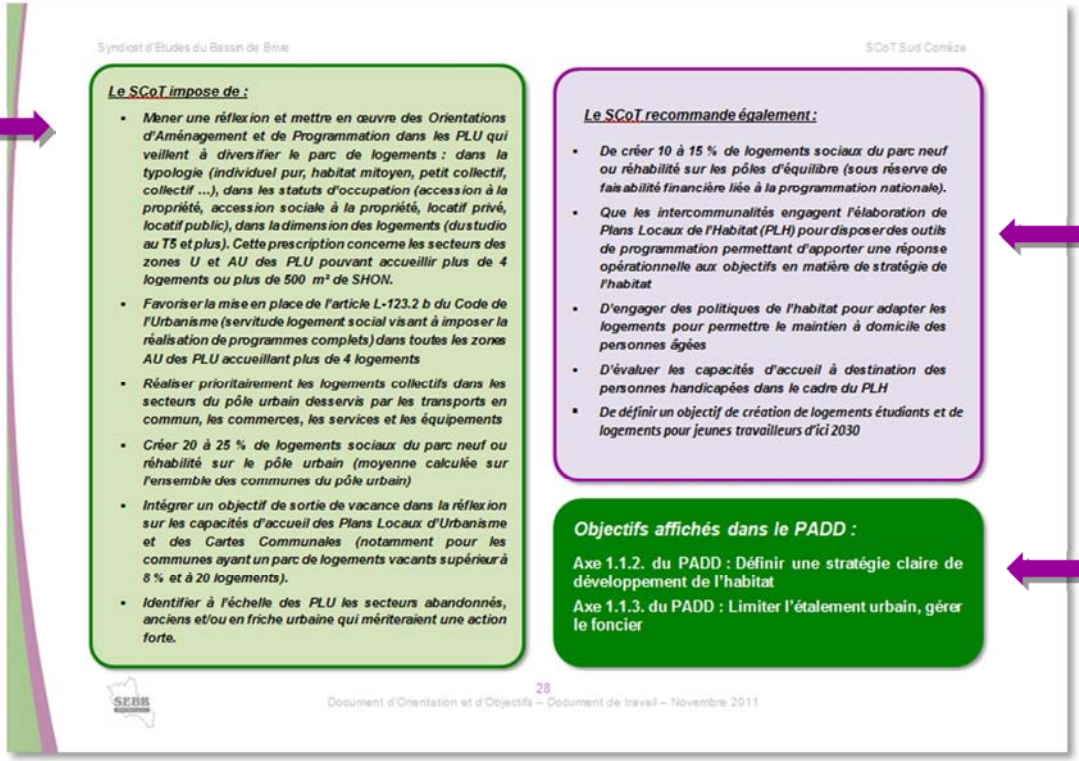
- Répondre aux besoins en matière d'habitat en organisant autrement l'accueil de population selon le modèle de multi-polarisation retenu ;
- Favoriser l'émergence d'une offre en logements capable de répondre aux besoins (en particulier sur une offre sociale adaptée aux besoins actuels et futurs) ;
- Améliorer la qualité résidentielle en privilégiant la construction de logements proches des services et bien desservis par les transports publics
- Développer une offre adaptée aux nouveaux désirs d'habiter, aux besoins émergents (personnes âgées, jeunes ménages, etc.)
- Prendre en compte la mobilité professionnelle (localisation du logement social)

27

Document d'Orientation et d'Objectifs – Document de travail – Novembre 2011

Une déclinaison des prescriptions et recommandations associées à l'orientation :

Prescriptions



Recommandations

Rappel de l'objectif du PADD concerné

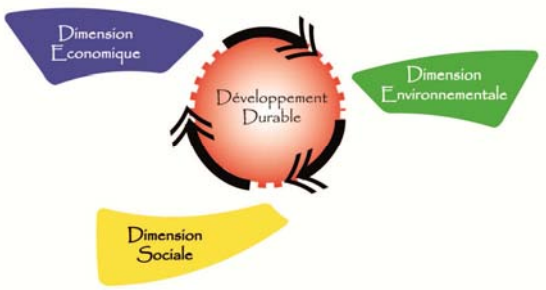
Prescription ou recommandation : quelles incidences ?

Prescription : disposition opposable du SCoT dans un rapport de compatibilité

Recommandation : disposition indicative (non opposable) destinée, soit à préciser « le mode d'emploi » d'une prescription, soit à inciter à la mise en œuvre des objectifs qu'elle comporte.

LA MULTI-POLARISATION :

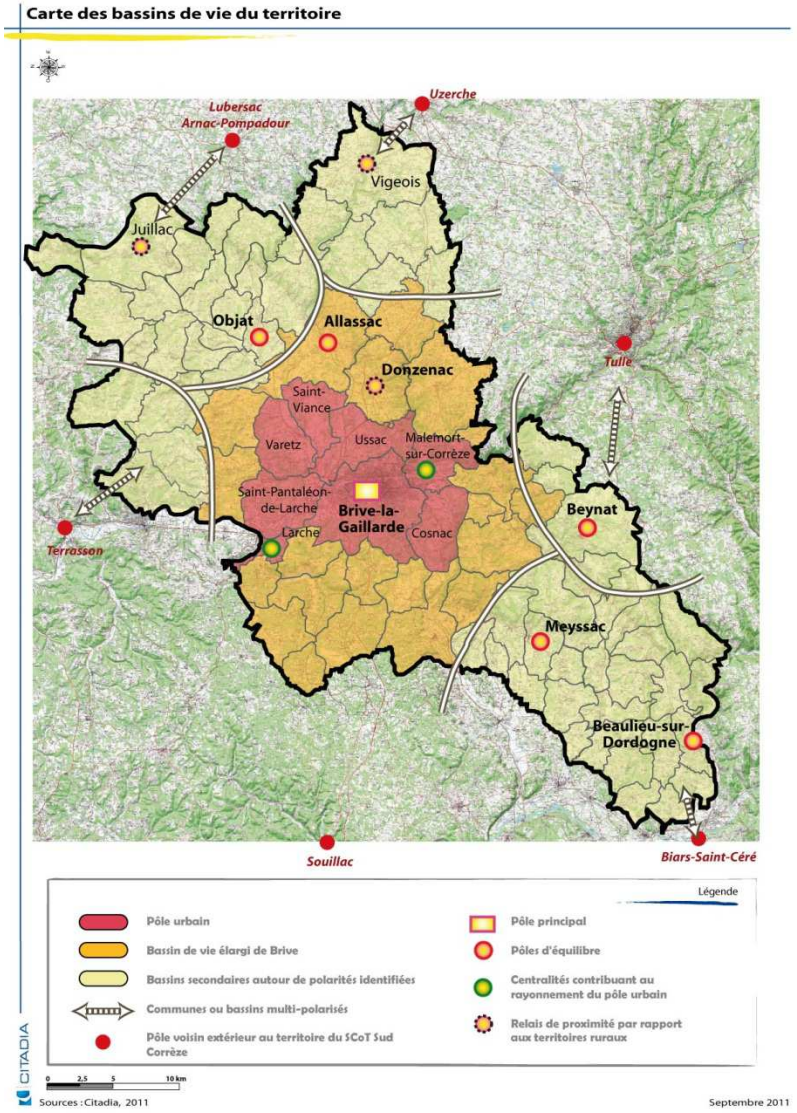
UNE STRATEGIE D'AMENAGEMENT BASEE SUR LES BASSINS DE VIE



a. Structuration des bassins de vie à l'échelle du SCoT Sud Corrèze

Afin de réaliser une analyse pertinente du territoire d'étude, ce dernier est découpé en plusieurs secteurs d'aménagement : des bassins de vie. Le découpage est le fruit d'une réflexion sur le fonctionnement du territoire et d'un traitement statistique prenant en compte le poids démographique des communes, la densité des populations ainsi que les migrations pendulaires et le niveau d'équipements et de services constaté.

- Le **pôle urbain** constitue le « moteur » du territoire et concentre une grande partie des emplois, des équipements majeurs et des services.
- Un **pôle d'équilibre** exerce un rayonnement sur les communes limitrophes. Il propose un niveau de services et équipements pour des besoins journaliers ou hebdomadaires relativement étoffé et offre une concentration d'activités économiques et d'emplois drainant de nombreux actifs du bassin de vie dans lequel il se situe.
- Un **relai de proximité** est une commune présentant un niveau d'équipement moindre que le pôle d'équilibre qui répond aux besoins de proximité pour la population communale et une partie des habitants des communes rurales limitrophes.



Le pôle urbain de Brive-la-Gaillarde :

Il s'agit de la commune de Brive-la-Gaillarde et des communes limitrophes, se trouvant dans une logique de continuité d'agglomération (moins de 200 mètres entre deux constructions) : Malemort-sur-Corrèze, Cosnac, Saint-Pantaléon-de-Larche, Ussac, Varetz, Saint-Viance, Larche.

De par leur proximité avec Brive-la-Gaillarde, les communes appartiennent à la sphère directe d'influence de la ville-centre mais participent également à son rayonnement et à son dynamisme.

Il existe plusieurs centralités au sein de ce pôle urbain :

- La ville centre, Brive, qui répond à la fois à une logique de proximité et de rayonnement d'échelle départementale et régionale, constitue le pôle principal du pôle urbain et du territoire du SCoT Sud Corrèze.
- Larche et Malemort-sur-Corrèze qui, répondent à une logique de proximité et contribuent à l'équilibre de l'ensemble du pôle, constituent deux centralités participant au rayonnement du pôle urbain.

Le bassin de vie élargi de Brive-la-Gaillarde :

Il comprend notamment le pôles d'équilibre d'Allassac et du relai de proximité de Donzenac, ainsi que les communes de Sadroc, Sainte-Féréole, Yssandon, Mansac, Saint-Cernin-de-Larche, Chasteaux, Lissac-sur-Couze, Noailles, Jugeals-Nazareth, Chartrier-Ferrière, Estivals, Nespouls, Turenne, Noailhac, Lanteuil, Albignac, Dampniat, Venarsal et La Chapelle-aux-Brocs.

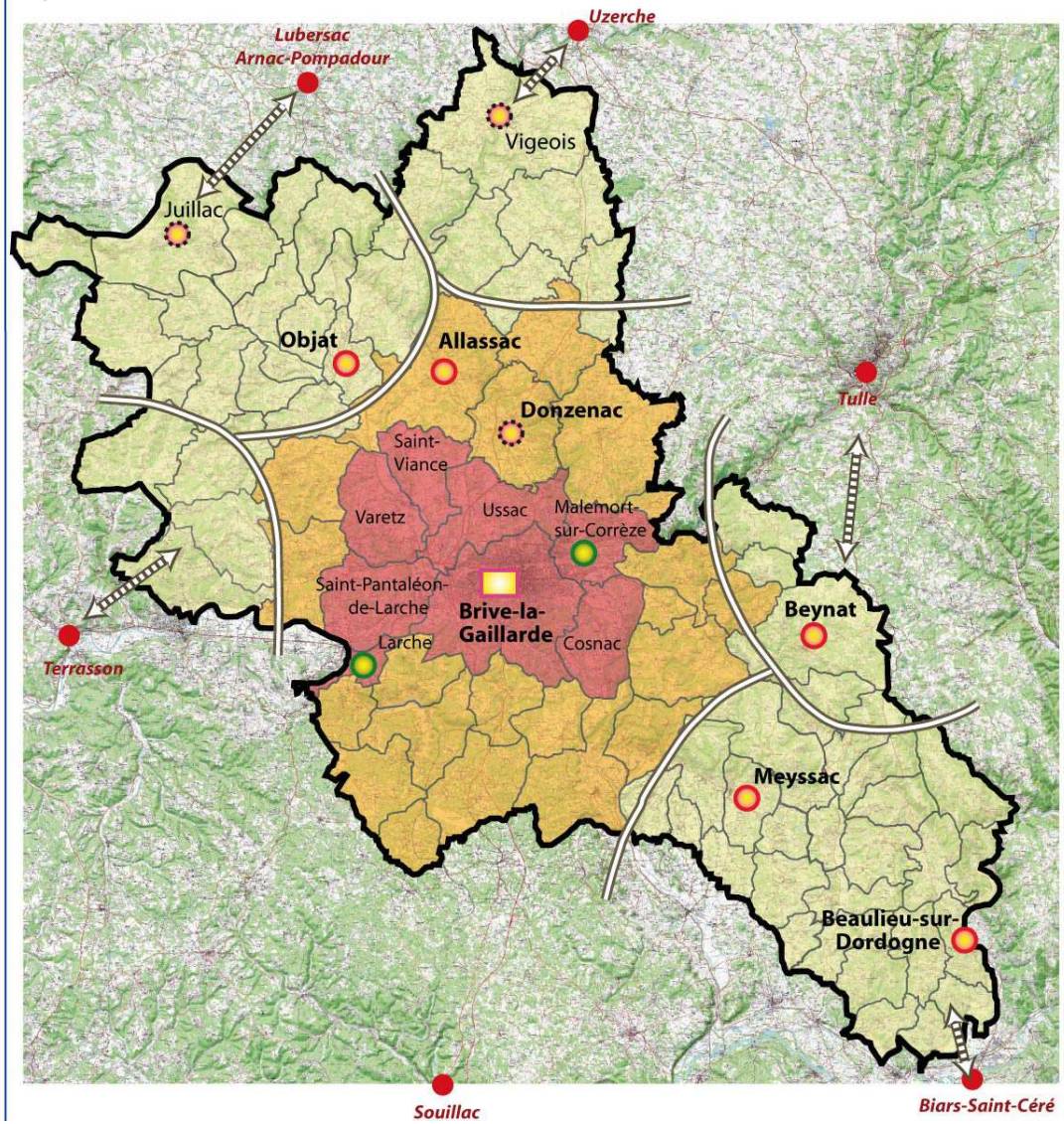
Bien que relativement éloignées de la ville-centre, les communes de ce territoire restent sous l'influence de celle-ci, notamment en termes d'emplois et de satisfaction des besoins en services et en équipements.

Les bassins de vie généralement structurées autour d'un ou de deux pôles d'équilibre :

Ceux-ci concentrent un nombre d'emplois, d'équipements et de services suffisamment conséquent pour que les habitants des communes rurales voisines s'y déplacent, afin de satisfaire leurs besoins journaliers ou hebdomadaires. Pour des besoins plus particuliers, les habitants se dirigent vers la ville-centre de Brive-la-Gaillarde. En termes d'emplois, les actifs se déplacent en majorité vers le pôle urbain principal ou vers un pôle d'équilibre.

- **Un secteur au Nord-Ouest du territoire d'étude (Objat – Juillac),** qui comprend des communes organisées autour du pôle d'équilibre d'Objat et du relai de proximité de Juillac.
- **Un secteur à l'Est (Beynat)**, composé de communes structurées autour du pôle d'équilibre de Beynat. Ce secteur est également sous influence du bassin de Tulle.
- **Un secteur situé sur la pointe Sud-Est du territoire (Meyssac et Beaulieu-sur-Dordogne).** Les communes constituant ce secteur ne subissent que très modérément l'attraction du pôle urbain. Deux communes (Meyssac et Beaulieu-sur-Dordogne) présentent une fonction de pôle d'équilibre structurant ce sous-secteur. Ce secteur est également lié au bassin de vie de Bretenoux et Biars-sur-Cère, pôle d'emploi extérieur au SCoT.
- **Un secteur situé au Nord-Est du territoire.** En raison du relatif éloignement de la ville-centre, les habitants des communes répondent à leurs besoins localement ou sur les pôles alentours. Les déplacements vers Brive-la-Gaillarde sont peu fréquents. Au niveau de l'emploi, seuls 10 % à 20 % des actifs de ce territoire travaillent sur le pôle urbain de Brive-la-Gaillarde. Ce secteur comprend notamment la commune de Vigeois (relai de proximité) et les communes du secteur sont assez proches des communes d'Objat et Brive-la-Gaillarde pour subir leurs influences. Le pôle d'Uzerche impacte également le fonctionnement de ce territoire.
- **Un secteur, situé à l'Ouest,** constitué de communes rurales partagées entre plusieurs pôles d'équilibre. Les communes de ce secteur sont également assez proches des communes de Terrasson-Lavilledieu et Brive-la-Gaillarde pour subir leurs influences. Le pôle d'équilibre d'Objat impacte également le fonctionnement d'une partie de ces communes.

Carte des bassins de vie du territoire



- Pôle urbain
- Bassin de vie élargi de Brive
- Bassins secondaires autour de polarités identifiées
- Communes ou bassins multi-polarisés
- Pôle voisin extérieur au territoire du SCoT Sud Corrèze
- Pôle principal
- Pôles d'équilibre
- Centralités contribuant au rayonnement du pôle urbain
- Relais de proximité par rapport aux territoires ruraux

0 2,5 5 10 km

Sources : Citadia, 2011

b. Rappel des tendances à travers la projection au « fil de l'eau »

La croissance annuelle de la population de 0,80 % entre 1999 et 2007 équivaut à une croissance soutenue.

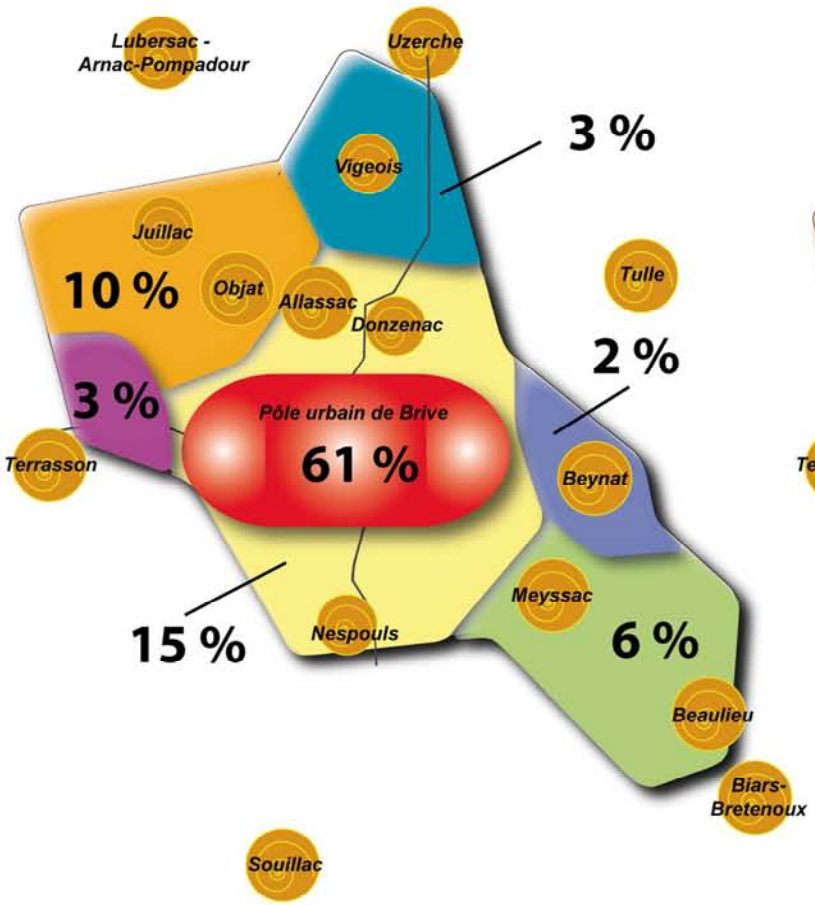
	Situation en 2007	Scénario " fil de l'eau " 1999 - 2007 : *croissance annuelle moyenne de 0,80 %*	
Population	**121 177 habitants**	**Horizon 2030 => *145 600 habitants***	
		+ 1 060 habitants *chaque année*	***+ 24 500 habitants*** *à horizon 2030*
Besoins en logements (résidences principales)	**54 406 ménages**	**Horizon 2030 => *71 800 ménages*** [1]	
		+ 760 logements *chaque année*	***+ 17 400 logements*** *à horizon 2030*
Emplois	**50 879 emplois**	**Horizon 2030 => *61 150 emplois*** [2]	
		+ 450 emplois *chaque année*	***+ 10 250 emplois*** *à horizon 2030*

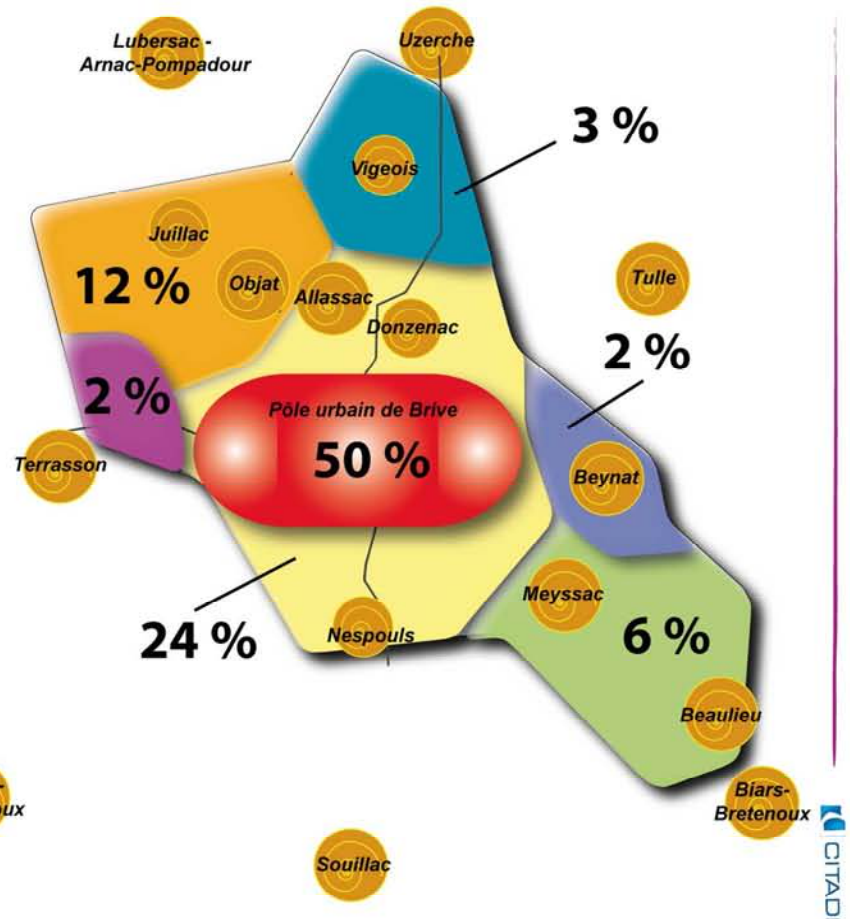
[1] *Calcul réalisé en anticipant sur une baisse de la taille des ménages de 0,2 points à horizon 2030. Passage de 2,2 personnes par ménage en 2007 à 2 personnes par ménage en 2030.*

[2] *Calcul réalisé à partir de l'objectif du maintien du ratio 2,38 habitants pour un emploi de 2007.*

"Fil de l'eau 1999 - 2007" - évolution démographique

Scénarios de développement





Sources : Citadia, Novembre 2010.

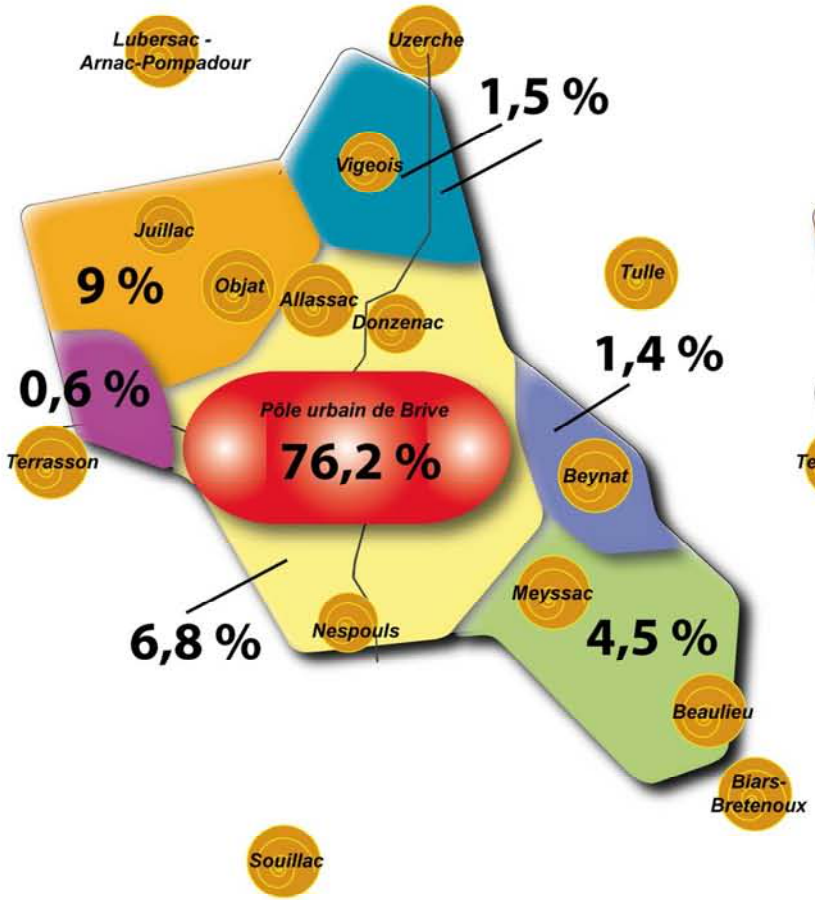
CITADIA

Lecture de la carte sur la partie droite : sur 100 habitants supplémentaires, 50 le seraient sur le pôle urbain de Brive.

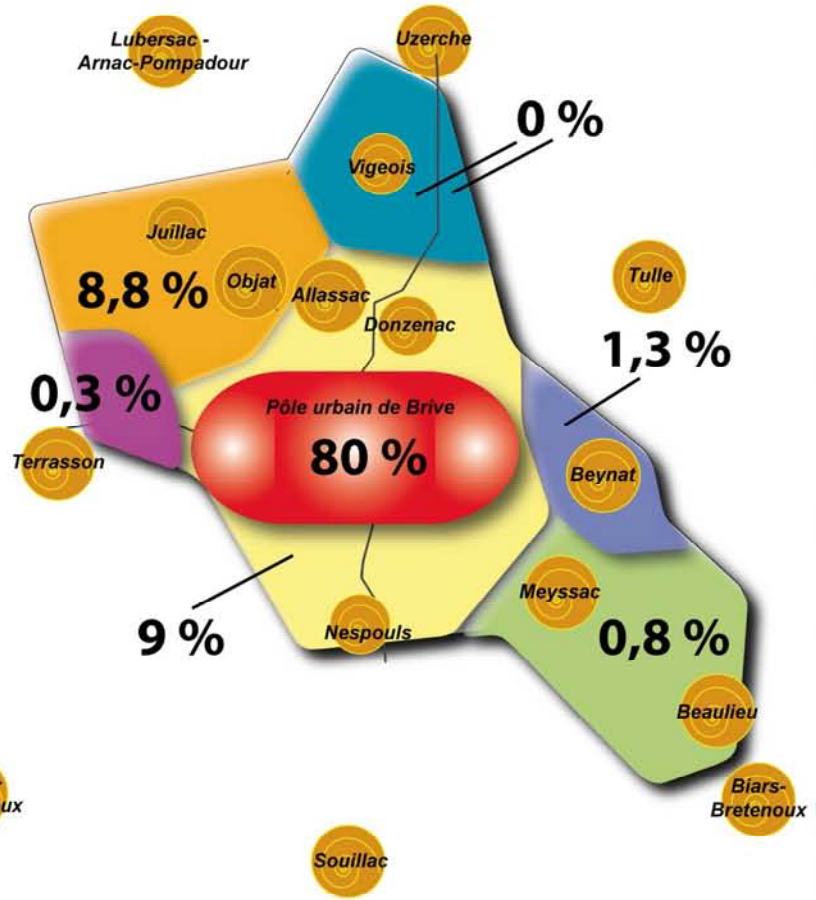
"Fil de l'eau 1999 - 2007" - évolution de l'emploi

Scénarios de développement

Répartition de l'emploi en 2007



Répartition de la croissance de l'emploi 2007 - 2030 scénario "fil de l'eau" 1999-2007



CITADIA

Sources : Citadia, Novembre 2010.

Lecture de la carte en partie droite : sur 100 emplois créés, 80 le seraient sur le pôle urbain de Brive.

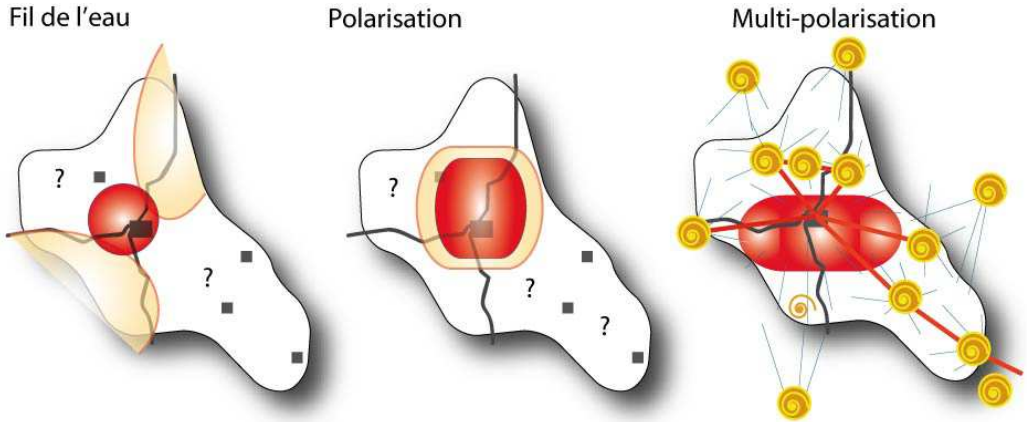
c. La multi-polarisation : qu'est-ce que cela signifie ?

La phase de diagnostic a permis de faire émerger les principaux enjeux du territoire à travers les 5 entrées thématiques traitées en commissions. Une première synthèse transversale a été réalisée en juin 2010 puis mise en forme pour une présentation au sein des Intercommunalités et communes isolées au cours du mois de juillet suivant. Ces réunions d'échanges, particulièrement riches, ont mis en exergue la volonté des élus de définir un projet qui diffère de la perspective « au fil de l'eau ». Le scénario de développement envisagé dans le cadre du SCoT Sud Corrèze doit donc être volontariste tout en restant réaliste. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables traduit cette volonté et cette ambition.

Les scénarios en réaction à cette perspective « au fil de l'eau » doivent veiller à (attentes exprimées par les élus au cours des réunions du mois de juillet 2010) :

- structurer le territoire pour accueillir, dans de bonnes conditions, 20 000 à 25 000 habitants supplémentaires sur 20 ans
- permettre à chaque partie du territoire de se développer en recherchant la complémentarité entre les différents bassins de vie (appui sur les spécificités de chaque secteur)
- tenir compte des pôles situés en dehors du périmètre du SCoT attractifs pour certaines communes du territoire (Biars-Bretenoux, Terrasson, Uzerche, Tulle, Souillac…).

Différentes orientations d'aménagement possibles … mais un seul choix qui réponde aux enjeux exprimés : **la multi-polarisation**.



Cette stratégie vise à concentrer une partie du développement (habitat, emplois, équipements) en priorité :

- sur la ville centre et le pôle urbain
- sur les pôles d'équilibre
- sur d'autres polarités.

A titre d'exemple, la poursuite du scénario « fil de l'eau » induirait une répartition de la croissance démographique et du parc de logements à hauteur de 64 % sur le pôle urbain et les différents pôles d'équilibre. La multi-polarisation vise à proposer une répartition de l'ordre de 75 % sur les différents pôles. Cela signifie que la croissance des communes rurales sera maîtrisée pour mieux organiser les déplacements et limiter les impacts en matière de consommation d'espace et de besoins en équipements.

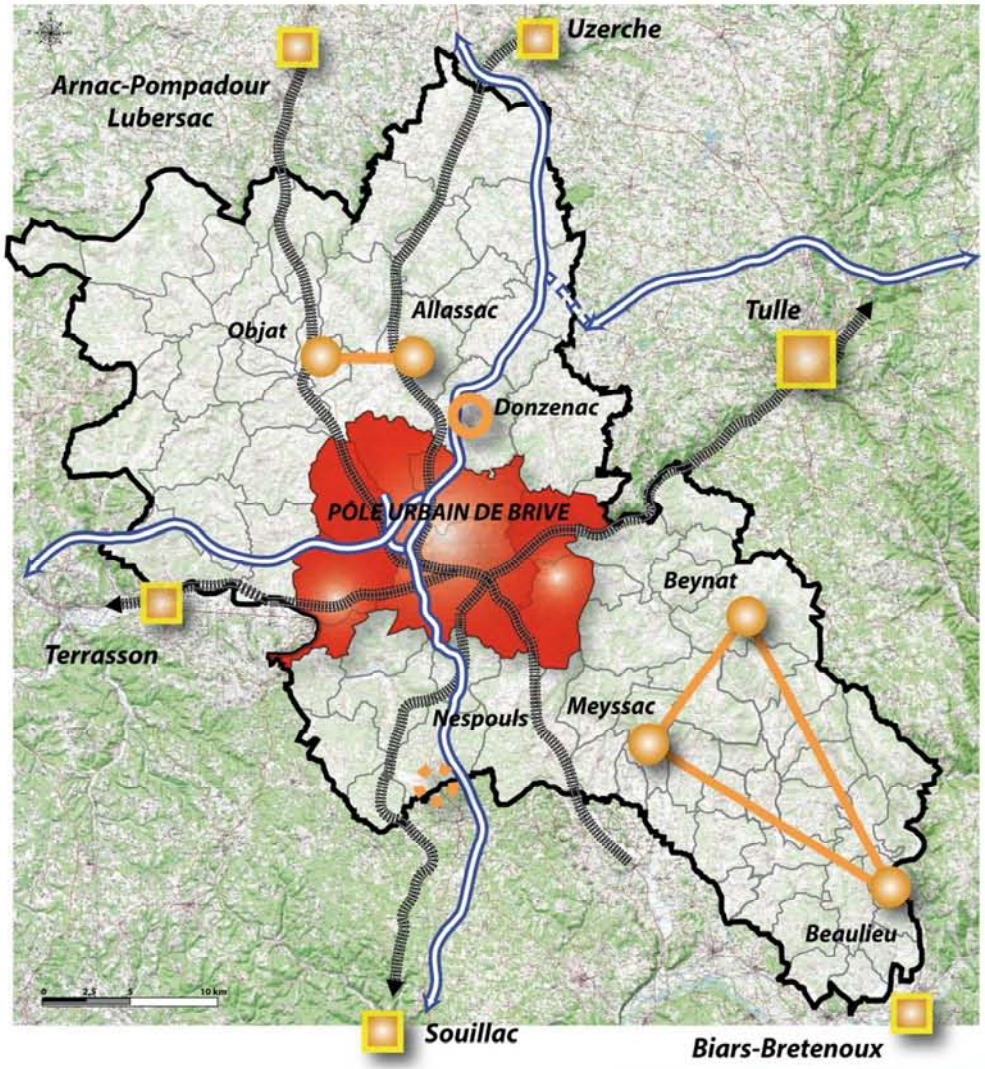
En résumé, ce scénario permet de :

- Conforter et de développer la ville centre et le pôle urbain (moteur du territoire – positionnement régional)
- Conforter les différents niveaux de polarités pour un aménagement équitable du territoire avec une offre de proximité en emplois, équipements, services. Il s'agit notamment de :
    - ⇨ Renforcer et conforter la démarche de partenariat entre les pôles d'équilibre d'Allassac et Objat
    - ⇨ Renforcer et conforter la démarche de partenariat entre les pôles d'équilibre de Beaulieu, Beynat et Meyssac
    - ⇨ Structurer le pôle économique de Donzenac en lien avec le pôle urbain et l'autoroute A20
    - ⇨ Structurer un pôle de développement économique lié à l'aéroport Brive-Vallée de la Dordogne et l'A20 et maîtriser le développement résidentiel (complémentarité avec le pôle urbain).
- Inscrire le territoire dans une logique de complémentarité avec les pôles voisins extérieurs au SCoT Sud Corrèze
- Maintenir néanmoins une « pression résidentielle » sur les territoires ruraux mais mieux maîtrisée
- Limiter les impacts sur l'environnement (déplacements maîtrisés et alternatives possibles, consommation d'espace limitée …).

En cela, il s'agit d'aménager ensemble et autrement le territoire pour une meilleure qualité de vie des ménages : limiter les impacts sur le budget des ménages, maintenir et développer une offre de proximité en services et équipements, un environnement préservé, la capacité de gestion des collectivités …

Scénario : une stratégie d'aménagement construite sur des bassins de vie : la multipolarisation

Scénarios de développement



Légende

- Conforter le pôle urbain central
- Renforcer et conforter la démarche de partenariat entre les pôles d'équilibre d'Allassac et Objat
- Renforcer et conforter la démarche de partenariat entre les pôles d'équilibre de Beynat, Beaulieu, Meyssac
- Structurer le pôle économique sur Donzenac en lien avec le pôle urbain et l'A20
- Structurer un pôle de développement économique lié à l'aéroport et l'A20 et maîtriser le développement de l'habitat (complémentarité avec le pôle urbain)
- Inscrire le territoire dans une logique de complémentarité avec les pôles voisins extérieurs au SCoT Sud Corrèze
- Organiser le développement des territoires ruraux en complémentarité avec les différents pôles

CITADIA

Sources : Citadia, Novembre 2011.

1. OBJECTIFS ET PRINCIPES POUR UN AMENAGEMENT HARMONIEUX ASSOCIANT LES DIFFERENTS BASSINS DE VIE DU SCOT SUD CORREZE

1.1. Les objectifs et principes de la politique de l'habitat

1.1.1. Les objectifs et principes permettant d'assurer une certaine équité à l'échelle du territoire

Ces dernières années, le territoire du SCoT Sud Corrèze a connu une croissance démographique et urbaine notable. Le Taux de Croissance Annuel Moyen du nombre d'habitants est de l'ordre de 0,8 % par an entre 1999 et 2007, alors que le Taux de Croissance Annuel Moyen du parc de logements s'élève à 1,4 % par an sur la même période *(source : INSEE).* Néanmoins, d'importantes disparités sont constatées quant à l'accueil de populations entre le pôle urbain et les communes rurales éloignées de plusieurs dizaines de kilomètres.

Alors que le territoire comptait environ 121 200 habitants en 2007, la projection basée sur les tendances de ces dix dernières années permet d'envisager une population supérieure à 145 600 habitants à horizon 2030. Néanmoins, ce scénario « fil de l'eau » ne peut être envisageable pour le futur en termes d'aménagement spatial ***(voir carte page 18).***

L'objectif recherché dans le cadre du SCoT est de tendre vers un meilleur équilibre à l'échelle du territoire. La répartition géographique de la croissance potentielle est primordiale et relève d'un réel choix de politique d'aménagement du territoire.

Le scénario de développement retenu repose sur une stratégie d'aménagement construite sur les bassins de vie du territoire : la multi-polarisation. Le projet de territoire envisagé vise donc à organiser le développement et à structurer les équipements autour du pôle urbain de Brive, ainsi que sur des polarités d'équilibre (Allassac, Beaulieu, Beynat, Meyssac, Objat) qui offrent des équipements et services de proximité multiples.

L'objectif est de renforcer ces pôles d'équilibre afin qu'ils puissent rayonner sur les communes environnantes. Il s'agit d'éviter de créer un « désert » autour de chacun des pôles. L'enjeu est de structurer chaque bassin de vie dans le cadre d'une démarche globale d'aménagement du territoire (démographie-habitat-emploi-déplacement).

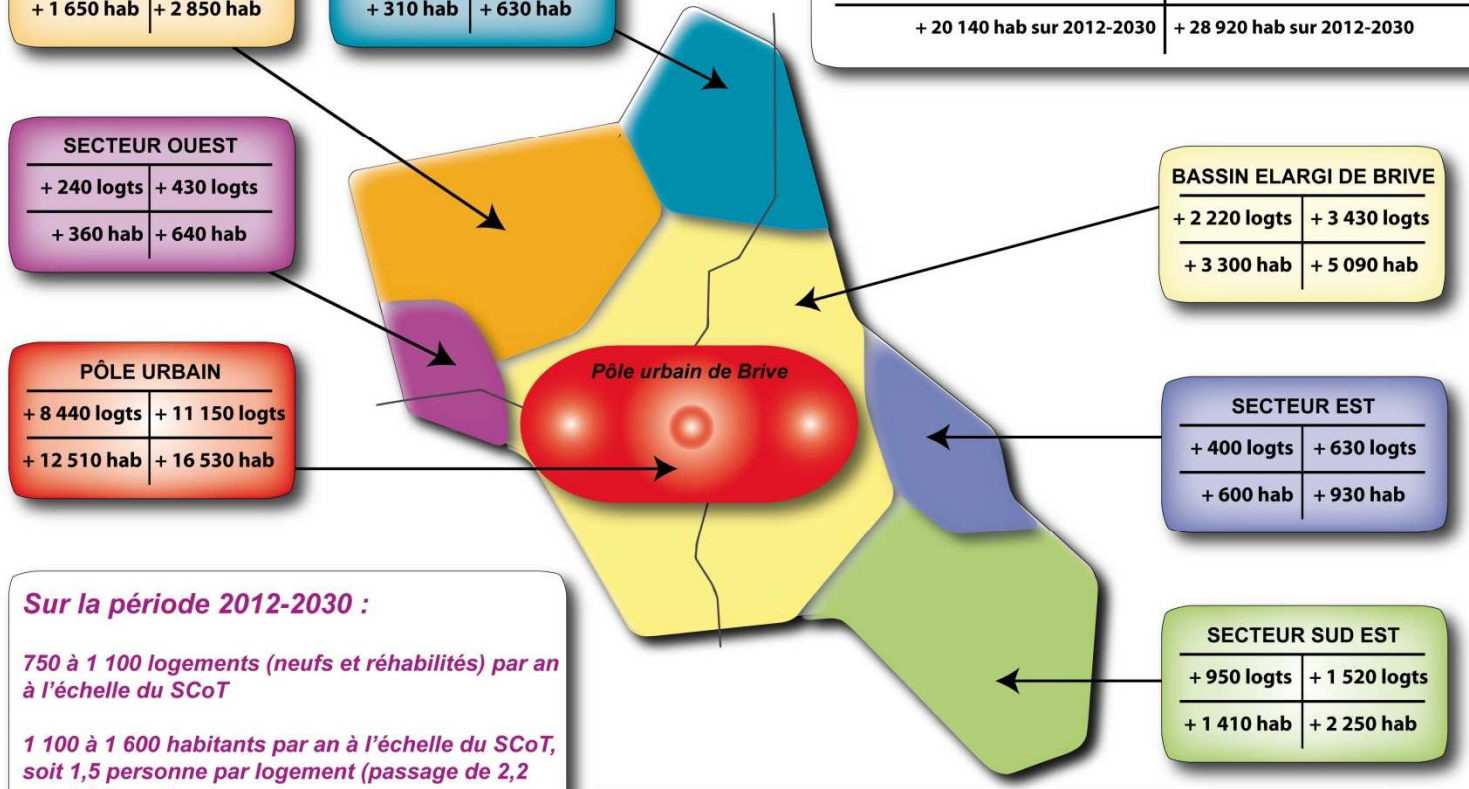
Le SCoT Sud Corrèze fixe ainsi des rythmes minimums et maximums de développement de l'habitat à l'échelle des bassins de vie du territoire (voir carte en page suivante). Un rythme inférieur à la fourchette basse affichée est possible. Néanmoins, les documents d'urbanisme[1] devront veiller à ce que le rythme maximum ne soit pas dépassé. Ces rythmes ont été fixés directement en lien avec le scénario de multi-polarisation retenu de manière à renforcer le pôle urbain, les pôles d'équilibre et structurer le développement de l'habitat au cœur de chaque bassin de vie.

[1] *Les documents d'Urbanisme concernés sont les Plans Locaux d'Urbanisme communaux et intercommunaux et les Cartes Communales.*

Le SCoT impose :

Scénario : un développement multipolarisé organisé par bassins de vie

Scénarios de développement



Sur la période 2012-2030 :

750 à 1 100 logements (neufs et réhabilités) par an à l'échelle du SCoT

1 100 à 1 600 habitants par an à l'échelle du SCoT, soit 1,5 personne par logement (passage de 2,2 ppm à 2 ppm)*

** PPM = Personnes Par Ménage*

Nb : les objectifs de production de logements affichés intègrent la production neuve et la réhabilitation du parc ancien et/ou vacant

CITADIA

Sources : Citadia, novembre 2011.

Le SCoT recommande également la programmation suivante pour les objectifs en matière d'habitat :

Données à caractère indicatif visant à aider à la prise de décision - non opposable

	2012-2018		2019-2024		2025-2030		TOTAL 2012-2030	
	Logements supplémentaires	Habitants supplémentaires	Logements supplémentaires	Habitants supplémentaires	Logements supplémentaires	Habitants supplémentaires	Logements supplémentaires	Habitants supplémentaires
Pôle Urbain	2 858	4 237	3 227	4 784	3 650	5 411	9 735	14 431
Bassin de vie élargi de Brive	910	1 349	937	1 389	978	1 450	2 825	4 188
Secteur Nord-Est	134	199	108	160	77	114	319	473
Secteur Sud-Est	398	590	411	609	428	634	1 237	1 833
Secteur Nord-Ouest	511	758	500	741	492	729	1 503	2 228
Secteur Est	156	232	169	251	185	275	510	758
Secteur Ouest	132	196	114	169	91	135	337	500
TOTAL SUD CORREZE	5 099	7 561	5 466	8 103	5 901	8 748	16 466	24 411

- ***un rythme de développement de l'habitat plus important sera recherché sur les pôles d'équilibre au sein de chacun des bassins de vie afin de renforcer chaque pôle dans le but qu'il exerce un rayonnement sur le bassin de vie concerné.***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 1.1.1. du PADD : Assurer une certaine équité à l'échelle du territoire

1.1.2. Les objectifs et principes permettant de définir une stratégie claire de l'habitat

L'ambition du SCoT Sud Corrèze est de contribuer à agir sur l'évolution des attentes, des désirs d'habiter et d'impulser une autre forme de développement urbain que celle observée ces dernières décennies.

Ainsi, l'offre de nouveaux logements sur l'ensemble des communes de l'aire du SCoT doit être diversifiée afin de :

- Répondre aux besoins en matière d'habitat en organisant autrement l'accueil de population selon le modèle de multi-polarisation retenu ;
- Favoriser l'émergence d'une offre en logements capable de répondre aux besoins (en particulier sur une offre sociale adaptée aux besoins actuels et futurs) ;
- Améliorer la qualité résidentielle en privilégiant la construction de logements proches des services et bien desservis par les transports publics
- Développer une offre adaptée aux nouveaux désirs d'habiter, aux besoins émergents (personnes âgées, jeunes ménages, etc.)
- Prendre en compte la mobilité professionnelle (localisation du logement social)







Le SCoT impose de :

- ***Mener une réflexion et mettre en œuvre des Orientations d'Aménagement et de Programmation dans les PLU qui veillent à diversifier le parc de logements : dans la typologie (individuel pur, habitat mitoyen, petit collectif, collectif …), dans les statuts d'occupation (accession à la propriété, accession sociale à la propriété, locatif privé, locatif public), dans la dimension des logements (du studio au T5 et plus). Cette prescription concerne les secteurs des zones U et AU des PLU pouvant accueillir plus de 4 logements ou plus de 500 m² de SHON.***
- ***Favoriser la mise en place de l'article L-123.2 b du Code de l'Urbanisme (servitude logement social visant à imposer la réalisation de programmes complets) dans toutes les zones AU des PLU accueillant plus de 4 logements***
- ***Réaliser prioritairement les logements collectifs dans les secteurs du pôle urbain desservis par les transports en commun, les commerces, les services et les équipements***
- ***Créer 20 à 25 % de logements sociaux du parc neuf ou réhabilité sur le pôle urbain (moyenne calculée sur l'ensemble des communes du pôle urbain)***
- ***Intégrer un objectif de sortie de vacance dans la réflexion sur les capacités d'accueil des Plans Locaux d'Urbanisme et des Cartes Communales (notamment pour les communes ayant un parc de logements vacants supérieur à 8 % et à 20 logements).***
- ***Identifier à l'échelle des PLU les secteurs abandonnés, anciens et/ou en friche urbaine qui mériteraient une action forte.***

Le SCoT recommande également :

- ***De créer 10 à 15 % de logements sociaux du parc neuf ou réhabilité sur les pôles d'équilibre (sous réserve de faisabilité financière liée à la programmation nationale).***
- ***Que les intercommunalités engagent l'élaboration de Plans Locaux de l'Habitat (PLH) pour disposer des outils de programmation permettant d'apporter une réponse opérationnelle aux objectifs en matière de stratégie de l'habitat***
- ***D'engager des politiques de l'habitat pour adapter les logements pour permettre le maintien à domicile des personnes âgées***
- ***D'évaluer les capacités d'accueil à destination des personnes handicapées dans le cadre du PLH***
- ***De définir un objectif de création de logements étudiants et de logements pour jeunes travailleurs d'ici 2030***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 1.1.2. du PADD : Définir une stratégie claire de développement de l'habitat

Axe 1.1.3. du PADD : Limiter l'étalement urbain, gérer le foncier

1.1.3. Les objectifs et principes permettant de limiter l'étalement urbain, gérer le foncier

Les besoins d'espaces pour l'habitat et le développement économique se traduisent essentiellement par une consommation de foncier non encore urbanisé. La reconstruction « de la ville sur la ville » se heurte en effet aux coûts élevés de réutilisation du foncier déjà artificialisé et à une demande en habitat située essentiellement en dehors des villes.

Cette consommation de foncier « neuf » s'exerce essentiellement sur les terres agricoles. Elle se fait à un rythme qui n'est pas durable et constitue un véritable gaspillage. Ce phénomène s'explique par le développement d'un habitat orienté de plus en plus vers du pavillonnaire diffus, très consommateur d'espace, et par la création de zones d'activités surdimensionnées.

La surface urbanisée en 2006 sur la région Limousin représente 1600 m² par habitant, soit deux fois plus qu'en France. Le Département de la Corrèze n'échappe pas à ces tendances et les travaux d'analyse de la consommation d'espace menés par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et la Direction Départementale des Territoires (DDT) montrent l'importance du territoire du SCOT, et principalement de l'agglomération, dans la consommation d'espace dédié aux activités. Ils font ressortir l'expansion linéaire en chapelet le long des axes routiers principaux.

Pour répondre à ce phénomène et traduire les nouveaux objectifs de la Loi d'Engagement National pour l'Environnement dont l'une des attentes est la diminution de la consommation d'espace, le SCoT doit établir :

- ⇨ un état des lieux par le biais d'une analyse de la consommation d'espaces agricoles et naturels pour les besoins de l'urbanisation sur la décennie passée
- ⇨ un système d'évaluation de la consommation d'espaces en définissant des indicateurs de suivi pour les années à venir

Sur le territoire du SCoT Sud Corrèze, 720 hectares ont été consommés à des fins d'habitat entre 2003 et 2009, soit en moyenne près de 1 100 m² par logement. Si demain cette tendance se poursuit à horizon 2030, près de 2 200 hectares seront urbanisés à des fins d'habitat, soit 120 hectares chaque année.

Cette évolution au « fil de l'eau » n'est pas envisageable. C'est pourquoi afin de raisonner la consommation d'espaces agricoles et naturels à des fins d'habitat, le SCoT se fixe pour objectif de diminuer de l'ordre de 30% le nombre d'hectares ouverts à l'urbanisation par an, passant ainsi de 120 ha actuellement à 85 ha.

Cet objectif de réduction de l'ordre de 30% de la consommation foncière à des fins d'habitat est décliné de manière progressive à horizon 2030 selon trois périodes de six années :

- **2012-2018 : réduction de la consommation foncière à hauteur de 10% ;**
- **2019-2024 : réduction de la consommation foncière à hauteur de 30 % ;**
- **2025-2030 : réduction de la consommation foncière à hauteur de 50 %.**

Ainsi, cette déclinaison permet d'arriver en moyenne à une réduction de la consommation foncière de l'ordre de 30 % sur l'ensemble de la période 2012-2030. Les objectifs plus élevés sur la période 2025-2030 permettent de rattraper l'objectif de réduction de 10% proposé sur la première période.

Après analyse des rythmes de constructions et de la consommation d'espaces agricoles et naturels, observés ces dernières années, sur l'ensemble du territoire, le SCoT affiche des objectifs de densité en logements par hectare, en lien avec le rythme de développement envisagé sur chaque commune. Une distinction est réalisée entre pôle urbain et reste du territoire du SCoT Sud Corrèze du fait des densités plus élevées observées sur le pôle urbain.

Par ailleurs, un calendrier progressif est établi quant aux objectifs de densité. Celui-ci est établi par tranche de six années en lien avec la programmation de l'habitat :

- **2012-2018 : densité en logements par hectare initiale + 10% ;**
- **2019-2024 : densité en logements par hectare initiale + 30% ;**
- **2025-2030 : densité en logements par hectare initiale + 50%.**

Pour mettre en œuvre ces densités moyennes, des opérations d'aménagement d'ensemble pourront être privilégiées dans les documents d'urbanisme, tout comme des réflexions sur la qualité des formes urbaines.

Afin de répondre à la réduction de l'artificialisation des sols, à la préservation des espaces agricoles naturels et forestiers, mais également à la maîtrise des coûts de raccordement aux réseaux, le SCoT impose :

- ***Le respect des objectifs de consommation d'espace par secteurs fixés ci-dessous :***

Pour réaliser les objectifs quantitatifs de logements fixés par le DOO (Cf partie 1.1.1), le SCoT affiche une densité moyenne minimale de logements à l'hectare pour les zones ouvertes à l'urbanisation (zones urbaines et à urbaniser) inscrites aux documents d'urbanisme ; les communes devront tendre vers ces densités, suivant la méthodologie suivante :

- ***La densité moyenne s'applique à l'échelle de la commune***
- ***Les orientations d'aménagement et de programmation inscrites au PLU préciseront les niveaux de densité (nombre de logements par hectare) par zone.***
- ***Il s'agit d'une moyenne minimale. Les communes peuvent fixer des objectifs de densité supérieurs.***
- ***Dans le cas où une commune aurait connu, lors des dix dernières années, une densité plus élevée liée à un rythme de développement envisagé ci-dessous, cette dernière devra à minima avoir pour objectif de maintenir cette densité (hors opérations spécifiques : résidences de tourisme, …).***

COMMUNES DU POLE URBAIN (Brive, Malemort, Larche, Saint-Pantaléon-de-Larche, Varetz, Saint-Viance, Ussac, Cosnac)	**Programmation annuelle de logements envisagée par la commune**	**Objectifs de densité 2012-2018**		**Objectifs de densité 2019-2024**		**Objectifs de densité 2025-2030**	
		+ 10 %		**+ 30 %**		**+ 50 %**	
		Nbre de lgts/ha	**SHON/ha en m²**	**Nbre de lgts/ha**	**SHON/ha en m²**	**Nbre de lgts/ha**	**SHON/ha en m²**
	Moins de 15 logements	**9**	**1150**	**10**	**1350**	**12**	**1550**
	de + de 15 à 40 logements	**10**	**1300**	**12**	**1500**	**14**	**1750**
	de + de 40 à 100 logements	**13**	**1700**	**16**	**2050**	**18**	**2350**
	plus de 100 logements	**24**	**2200**	**29**	**2550**	**33**	**2950**
COMMUNES DU RESTE DU TERRITOIRE DU SCoT SUD CORREZE	**Programmation annuelle de logements envisagée par la commune**	**Objectifs de densité 2012-2018**		**Objectifs de densité 2019-2024**		**Objectifs de densité 2025-2030**	
		+ 10 %		**+ 30 %**		**+ 50 %**	
		Nbre de lgts/ha	**SHON/ha en m²**	**Nbre de lgts/ha**	**SHON/ha en m²**	**Nbre de lgts/ha**	**SHON/ha en m²**
	de 3 à 5 logements	**5**	**650**	**6**	**750**	**7**	**900**
	de + de 5 à 10 logements	**7**	**850**	**8**	**1000**	**9**	**1150**
	de + de 10 à 20 logements	**9**	**1150**	**10**	**1350**	**12**	**1550**
	pôles d'équilibre et plus de 20 logements	**10**	**1300**	**12**	**1500**	**14**	**1750**

Note technique :

Les objectifs de densités affichés correspondent à une densité brute.

La densité brute prend en compte l'ensemble du territoire considéré sans exclusion : équipements collectifs (bâtis ou non), espaces verts, voirie principale et infrastructures.

Inversement, **la densité nette** ne prend en compte que les surfaces des parcelles réellement occupées par l'affectation donnée.

Nb : une SHON moyenne de 130 m² a été prise en compte pour évaluer les objectifs en terme de SHON/ha. Seule la classe « plus de 100 logements envisagés par an » prend en compte une SHON moyenne de 90 m².

La déclinaison en Surface Hors Œuvre Nette (SHON) est proposée afin de permettre la réalisation d'opérations mixtes. Exemple : Il serait possible d'envisager sur une parcelle libre de 500 m² en centre-bourg une opération mixte avec local commercial au rez-de-chaussée et un ou plusieurs logements à l'étage. Cela permettrait notamment de proposer des parcelles de taille plus importante sur d'autres secteurs de la commune, la densité moyenne s'appliquant à l'échelle de la commune.

- ***Dans le cadre des PLU intercommunaux, réaliser une analyse de la densité moyenne des secteurs urbanisés les dernières années et définir un objectif permettant d'augmenter la densité initiale : de 10 % sur 2012-2018, de 30 % sur 2019-2024 et de 50 % sur la période 2025-2030.***
- ***Pour les communes envisageant un rythme inférieur à 3 logements par an, participer à la démarche commune d'économie d'espaces (réflexion dans le cadre de documents d'urbanisme, …)***

Afin de répondre à la réduction de l'artificialisation des sols, à la préservation des espaces agricoles naturels et forestiers, mais également à la maîtrise des coûts de raccordement aux réseaux, le SCoT impose également :

- ***Les Plans Locaux d'Urbanisme ou cartes communales, analyser et justifier le potentiel et les capacités de densification et de réorganisation des secteurs urbanisés, avant toutes ouvertures de nouvelles zones à urbaniser (avec éventuellement des opérations de renouvellement urbain (réhabilitation, changement de vocation) et remplissage des cœurs d'îlots ou en continuité directe des espaces déjà urbanisés).***
- ***Les extensions urbaines (par exemple : les zones AU d'un PLU) seront accompagnées d'orientations d'aménagement et de programmation comportant des objectifs de densité (nombre de logements par hectare). Elles seront réfléchies dans le cadre d'un projet cohérent, global portant non seulement sur la zone à construire mais aussi sur la totalité de l'existant.***
- ***De définir les limites de l'urbanisation par une « transition verte » qui permette de réduire les risques de conflits avec l'espace agricole (cf. Axe 3 du DOO)***

Afin d'aller encore plus loin dans la démarche, le SCoT recommande également :

- ***De réaliser des opérations d'aménagement d'ensemble pour assurer la mise en œuvre des densités moyennes affichées plus haut.***
- ***D'élaborer des documents d'urbanisme sur l'ensemble des communes du territoire du SCoT, à l'horizon 2017.***
- ***De réaliser une étude de densification des espaces déjà urbanisés sur le pôle urbain et les pôles d'équilibre lors de l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)***
- ***Dans un objectif d'économie de foncier, de promouvoir à l'échelle du SCoT, une politique de reconquête des centres urbains, centres-bourgs et quartiers anciens.***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 1.1.3 du PADD : Limiter, l'étalement urbain, gérer le foncier

Axe 1.1.2. du PADD : Définir une stratégie claire de développement de l'habitat

1.2. Les objectifs et principes de la politique des transports et des déplacements

Dans le but d'assurer une meilleure maîtrise des déplacements, l'organisation globale des déplacements doit être intimement liée à la stratégie d'aménagement du territoire retenue. Un développement multi-polarisé par bassin de vie invite donc à favoriser trois échelles d'intervention :

- **L'accessibilité globale du territoire tous modes** (liens entre les pôles structurants des bassins de vie)
- **L'accessibilité entre les différentes communes et le pôle structurant le plus proche** (échelle des bassins de vie)
- **La desserte interne aux communes ou territoires urbains** (liaisons inter-quartiers).

De plus, le scénario envisagé demande une nécessaire articulation entre choix de développement urbain (habitat, activités économiques, équipements) et organisation des déplacements en :

- **Développant des alternatives à l'automobile :** optimiser et rendre attractif le réseau de transports en commun et les transports collectifs, développer les modes doux et les nouvelles pratiques de mobilité.
- **Complétant et optimisant le maillage routier**

1.2.1. Les objectifs et principes permettant de développer l'urbanisation prioritairement dans les secteurs desservis par les transports en commun



Un projet d'aménagement durable implique une urbanisation non éparpillée, réfléchie en lien avec les infrastructures de transports collectifs actuels ou projetés, en particulier les axes structurants du réseau de transports en commun.

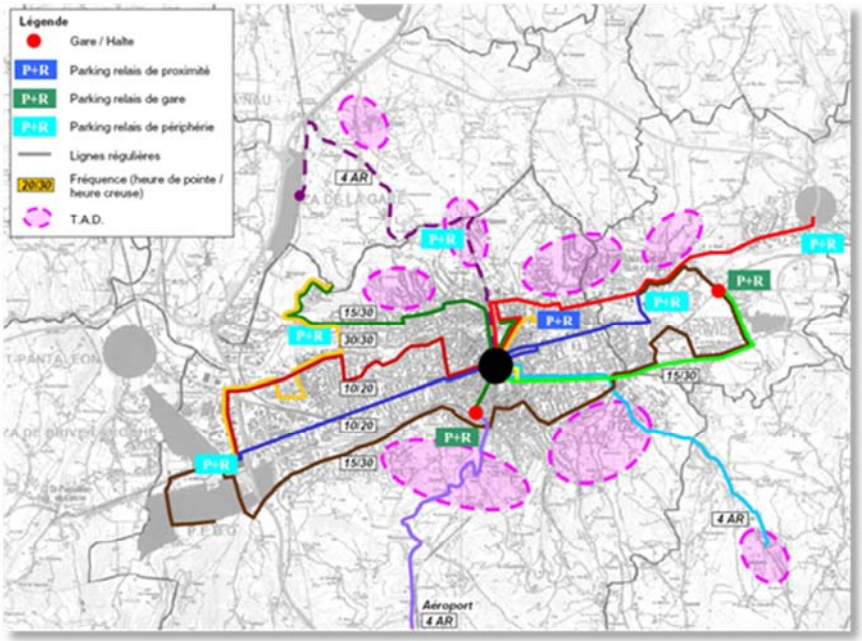
La structure d'un maillage de transports collectifs organisée principalement autour de Brive a vocation à être confortée car permettant de satisfaire la plupart de la demande. De surcroît, cette organisation doit apporter une véritable alternative à l'automobile en constituant une offre réellement fonctionnelle et attractive.

Le SCoT veille à ce que les réflexions sur l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation intègrent la desserte en transports collectifs. La majeure partie des secteurs d'habitat futurs devront être localisés à proximité des réseaux de transports en commun.

Actuellement, les lignes régulières des transports urbains Libéo desservent uniquement les communes de Brive et Malemort. Si un réseau de transports en commun performant couvrant l'intégralité du territoire du SCoT Sud Corrèze semble difficile à mettre en œuvre, il semblerait néanmoins pertinent qu'un réseau de transports en commun cadencé couvre un périmètre plus large. D'ores et déjà, le Plan de Déplacements Urbain (PDU) mis en place par l'Agglo de Brive prévoit d'ouvrir de nouvelles lignes régulières, notamment en direction d'Ussac, et Cosnac.

Toutefois, le périmètre actuel de l'Autorité Organisatrice de Transports limite les possibilités d'extension de ce réseau de transports urbains. A l'échelle du bassin de vie élargi de Brive, des solutions devront être trouvées pour offrir un maillage plus étoffé permettant ainsi de constituer une véritable alternative à l'automobile.

Réseau TC sur le pôle urbain – 2ème phase du PDU



Source : PDU de l'Agglo de Brive

Le réseau routier du Conseil Général de la Corrèze permet des liens inter-urbains à la fois à l'intérieur du SCoT mais également vers des pôles voisins extérieurs au territoire, notamment Arnac-Pompadour, Uzerche, ou encore Tulle. Un peu plus de 45 communes sont concernées par ce réseau **(voir carte en page 38).** Dans le but de créer les conditions d'un maintien, voire d'un renforcement de ce réseau, les secteurs localisés à proximité des points d'arrêt devront faire l'objet d'une réflexion particulière lors de l'élaboration de documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Carte Communale).

Le SCoT affirme également l'objectif majeur de renforcer le rôle du train, en optimisant l'étoile ferroviaire de Brive au profit des déplacements locaux. Renforcer le rôle du train implique de densifier les secteurs à proximité des gares de manière à créer les conditions de la pérennité, voire d'un développement du réseau. En vue de conforter l'étoile ferroviaire de Brive, le SCoT Sud Corrèze entend :

- Privilégier le développement de l'habitat à proximité des gares ;
- Permettre l'émergence d'un projet urbain structurant : le pôle intermodal de Brive – site stratégique à l'échelle du SCoT ;
- Permettre la création d'une halte ferroviaire à Malemort ;
- Développer les liaisons TER à l'Ouest du pôle urbain vers Terrasson et créer les conditions de la mise en œuvre d'une desserte Tram-Train à l'Ouest et sur l'ensemble de l'étoile ferroviaire ;
- Développer et augmenter le cadencement (heures de pointe) sur les lignes Arnac-Pompadour-Brive et Brive-Biars ;
- Renforçer le positionnement du bi-pôle Brive-Tulle en poursuivant les stratégies communes engagées.

Par ailleurs, de manière à rendre clairement efficace le réseau de transports en commun, le SCoT veille à affirmer une approche multimodale en améliorant les complémentarités entre les modes de transports. En cela, il s'agit de réfléchir à l'articulation :

- D'une part, entre les différents réseaux de transports en commun en recherchant à améliorer les complémentarités et les correspondances entre les réseaux : transports urbains Libéo, réseau TER, réseau routier du Conseil Général.
- D'autre part, entre transports en commun et transports individuels. Le PDU de l'Agglo de Brive prévoit notamment la création de plusieurs parcs relais ainsi que des stationnements de vélos à proximité d'accès au réseau de transports collectifs. Le SCoT entend favoriser ce type d'initiative.

Le SCoT impose de :

- ***Réaliser prioritairement les logements dans les secteurs desservis par les transports en commun ou collectifs (transports urbain Libéo, Transports interurbains, CG19), par une desserte ferroviaire, les commerces, les services et les équipements.***
    1. ***L'habitat devra être développé prioritairement dans les secteurs localisés à proximité des arrêts de transports et/ou des pôles d'équipements ou de services dans les communes desservies par le réseau de transports urbains Libéo (moins de 300 mètres). Une densification de l'urbanisation devra également être recherchée sur ces secteurs.***
    2. ***L'habitat devra être développé prioritairement à proximité des gares***
    3. ***L'habitat devra être réalisé prioritairement à proximité de pôles d'équipements et de services dans les communes desservies par le réseau routier du Conseil Général. Il s'agira de veiller à ce que le temps de trajet à pied ou à vélo ne dépasse pas une dizaine de minutes entre le lieu d'habitat et l'arrêt de bus.***
- ***A partir de 2019, sur les communes desservies par les transports en commun, la majorité des logements créés devra pouvoir être desservis par un réseau de transports en commun cadencé (rayon de 300 mètres autour d'un point d'arrêt desservi plusieurs fois par jour).***
- ***Imposer dans les documents d'urbanisme un Coefficient d'Occupation des Sols (COS) minimum dans les secteurs de développement urbain (existants et futurs) et desservis par les transports en commun (cf loi ENE – Grenelle 2)***
- ***Raccorder toute opération de plus de 20 logements aux transports en commun ou par un réseau piéton/cycle permettant un accès aux équipements et services de proximité pour les communes du pôle urbain et les pôles d'équilibre***
- ***Présenter différentes modalités de desserte, notamment en transports collectifs sur les secteurs concernés (réseau existant ou possibilité de raccordement), pour toutes zones d'activités économiques.***
- ***Permettre l'émergence d'un projet urbain structurant : le pôle intermodal de Brive – site stratégique à l'échelle du SCoT***
- ***Créer une halte ferroviaire à Malemort***
- ***Renforcer les liaisons Brive-Tulle vers Terrasson (en étudiant notamment la possibilité de créer une halte ferroviaire à l'Ouest de Brive) et créer les conditions de la mise en œuvre d'une desserte Tram-Train à l'Ouest et sur l'ensemble de l'étoile ferroviaire***

Le SCoT recommande :

- ***Sur 2012-2018, sur les communes desservies par les transports en commun, la création de logements sera privilégiée sur les secteurs desservis par un réseau de transports en commun cadencé (rayon de 300 mètres autour d'un point d'arrêt desservi plusieurs fois par jour).***
- ***Elargir la réflexion du Plan de Déplacements Urbains (PDU) de l'Agglo de Brive sur le bassin de vie élargi de Brive et envisager une évolution du périmètre de l'Autorité Organisatrice des transports***
- ***Intégrer dans les orientations d'aménagement et de programmation des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), la circulation des transports collectifs (gabarit de voirie, localisation des arrêts, accessibilité, …)***
- ***Optimiser l'étoile ferroviaire de Brive au profit des déplacements locaux en :***
  - ⇨ ***Développant et augmentant le cadencement (heures de pointe) sur les lignes Saint-Yriex-la Perche-Brive, Brive-Limoges (via Uzerche), Brive-Périgueux et Brive-Biars, en assurant les correspondances en gare de Brive.***
  - ⇨ ***Maintenir la desserte ferroviaire voyageur de la ligne Brive-Objat-Limoges***
  - ⇨ ***Renforçant le positionnement du bi-pôle Brive-Tulle en poursuivant les stratégies communes engagées,***
  - ⇨ ***Favorisant le développement du fret ferroviaire de proximité.***
- ***Mener une réflexion visant à mettre en œuvre des relations cohérentes entre les réseaux TER, le réseau routier du Conseil Général et le réseau de transports urbains (coordination des Autorités Organisatrices de Transport). Exemple : Sur la ligne Brive-Tulle, il s'agirait de coordonner les réseaux TER ferrés et TER routiers avec le réseau routier du Conseil Général.***
- ***Rendre accessibles les principaux équipements, services et commerces du pôle urbain par un réseau de transports en commun efficace :***
  - ⇨ ***Pour les centres-bourgs: aux heures de pointes du matin, de midi et du soir***
  - ⇨ ***Pour les « zones d'activités à caractère non commercial » : aux heures de pointes du matin et du soir***
  - ⇨ ***Pour les « zones commerciales grand public » et centre-ville: toute heure de la journée et le samedi toute la journée***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 1.1.3 du PADD : Limiter, l'étalement urbain, gérer le foncier

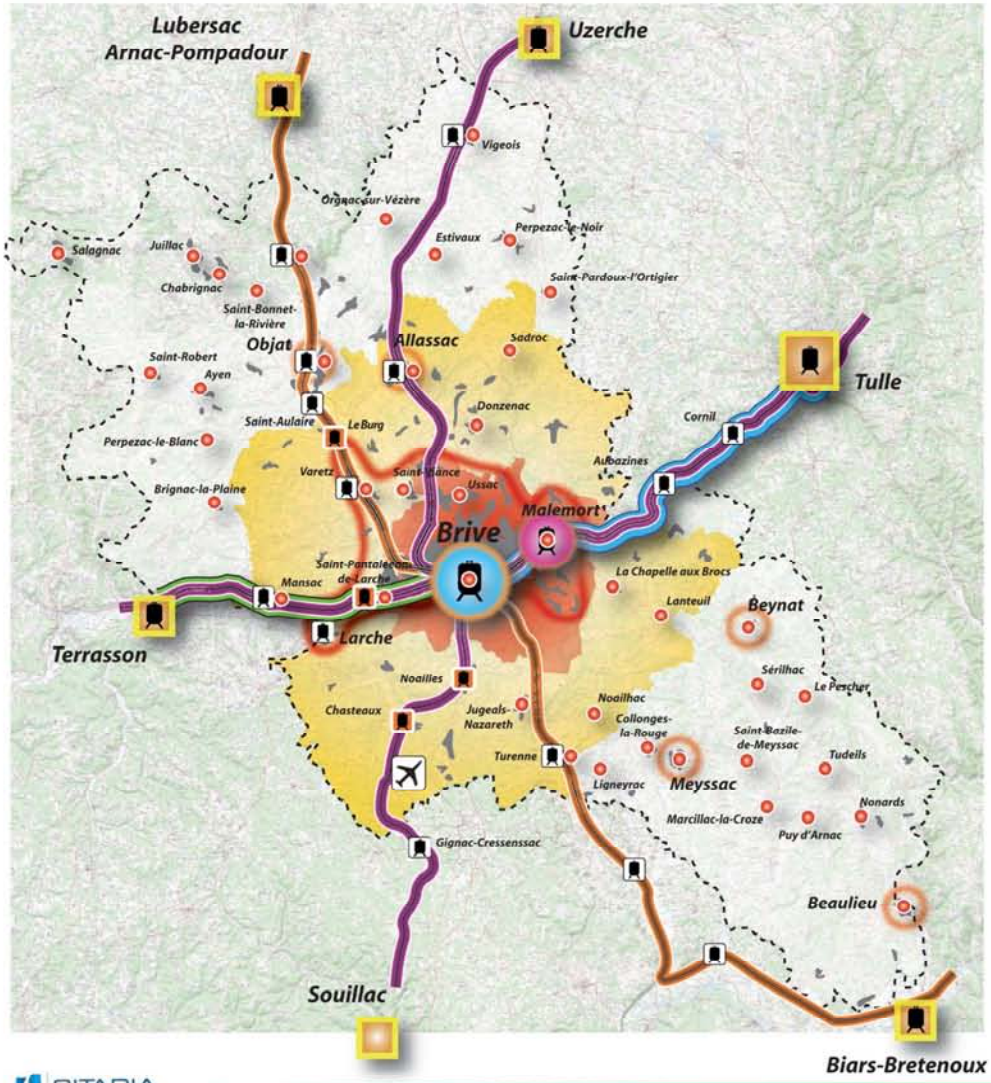
Axe 1.1.2. du PADD : Définir une stratégie claire de développement de l'habitat

Axe 1.3. du PADD : Organiser autrement la mobilité en veillant à limiter l'étalement urbain

Axe 3.4. du PADD : Mettre la proximité au cœur de la démarche pour concilier qualité environnementale et création d'emplois

Optimiser et rendre attractif les réseaux de transports en commun

Transports et Déplacements



Légende

- Pôle urbain central
- Pôles d'équilibre
- Pôles voisins extérieurs au SCoT Sud Corrèze
- Tâche urbaine principale
- Voies ferrées
- Périmètre du SCoT
- Aéroport Brive - Vallée de la Dordogne

Prescriptions

- Permettre l'émergence d'un projet urbain structurant : le pôle intermodal de Brive - site stratégique à l'échelle du SCoT
- Créer une halte ferroviaire à Malemort
- Renforcer les liaisons TER Brive-Tulle vers Terrasson et créer les conditions de la mise en oeuvre d'une desserte Tram-Train

Localiser prioritairement les logements dans les secteurs desservis par les transports en commun ou collectifs

- Transports urbains Libéo (existants ou projetés) - voir carte en page 36 du DOO
- Transports inter-urbains du CG19
- Gares SNCF (en blanc, les gares en service et en orange les gares actuellement fermées)

Recommandations

- Elargir la réflexion du Plan de Déplacements Urbains de l'Agglo de Brive sur le bassin de vie élargi de Brive et envisager une évolution du périmètre de l'Autorité Organisatrice de Transport
- Optimiser l'étoile ferroviaire de Brive : développer les liaisons ferroviaires et augmenter le cadencement (heures de pointe) sur les lignes Arnac-Pompadour/Brive et Brive/Biars-Bretenoux, développer les dispositifs d'accompagnement comme les parc-relais
- Renforcer le positionnement du bi-pôle Brive-Tulle en poursuivant les stratégies communes engagées

CITADIA

Sources : Citadia, Septembre 2011.

1.2.2. Les objectifs et principes permettant de compléter et optimiser le maillage routier

La mise en œuvre de nouveaux axes routiers peut être rendue nécessaire dans le but, d'une part, d'améliorer la sécurité, et d'autre part de renforcer l'accessibilité de certains secteurs du territoire du SCoT Sud Corrèze. L'objectif du SCoT est notamment d'améliorer les liaisons entre les territoires ruraux et l'agglomération de Brive, ainsi que les déplacements propres à la partie Sud Est du territoire.

Le SCoT impose de :

- ***Prendre en compte, dans le cadre des documents d'urbanisme locaux, les projets d'infrastructures de transports détaillés ci-dessous, quel que soit l'état d'avancement des études, de la maîtrise foncière et de la programmation des travaux :***
  - ⇨ ***si l'emprise est déterminée avec précision, les communes intègreront dans leur Plan Local d'Urbanisme (s'il existe) un emplacement réservé après accord du maître d'ouvrage.***
  - ⇨ ***si l'emprise n'est pas déterminée avec précision ou que le gestionnaire de l'infrastructure ne souhaite pas que soit porté un emplacement réservé sur le document d'urbanisme à son profit, les communes veilleront à limiter voire interdire les constructions dans un faisceau suffisamment large pour permettre à terme la réalisation de l'infrastructure.***
  - ⇨ ***enfin, lorsque les communes ne disposent d'aucun document d'urbanisme, il leur est demandé, lors de tout dépôt de demande de permis de construire, de permis d'aménager, de déclaration préalable ou de certificat d'urbanisme sur les secteurs susceptibles d'accueillir une déviation ou tout autre projet d'infrastructure (création ou aménagement de l'existant), d'indiquer l'état du projet au demandeur.***
- ***Préserver le foncier nécessaire pour permettre d'améliorer :***
  - ⇨ ***les liaisons routières entre Objat et Brive par la RD 901***
  - ⇨ ***les liaisons routières entre le pôle urbain, Meyssac et Beaulieu par la RD 38***
  - ⇨ ***les liaisons routières entre l'échangeur de la Rivière de Mansac et Juillac par la RD 39***
  - ⇨ ***l'accessibilité interne et externe du territoire en prolongeant le contournement Nord de Brive jusqu'à la RD 921 à Malemort***
  - ⇨ ***l'irrigation du territoire à partir de l'échangeur de Noailles***
- ***Faciliter les échanges Est-Ouest en partie Sud de l'agglomération de Brive et l'accès aux grands équipements structurants du cœur de l'agglomération***
- ***Déterminer la réserve foncière nécessaire à la réalisation du projet Lot-Corrèze-Voie d'Avenir lorsque le tracé définitif sera retenu.***

Il convient que les documents d'urbanisme interdisent toute nouvelle construction autour de ces axes en dehors des espaces urbanisés

Voir prescriptions 2.1.1.

Le SCoT recommande également :

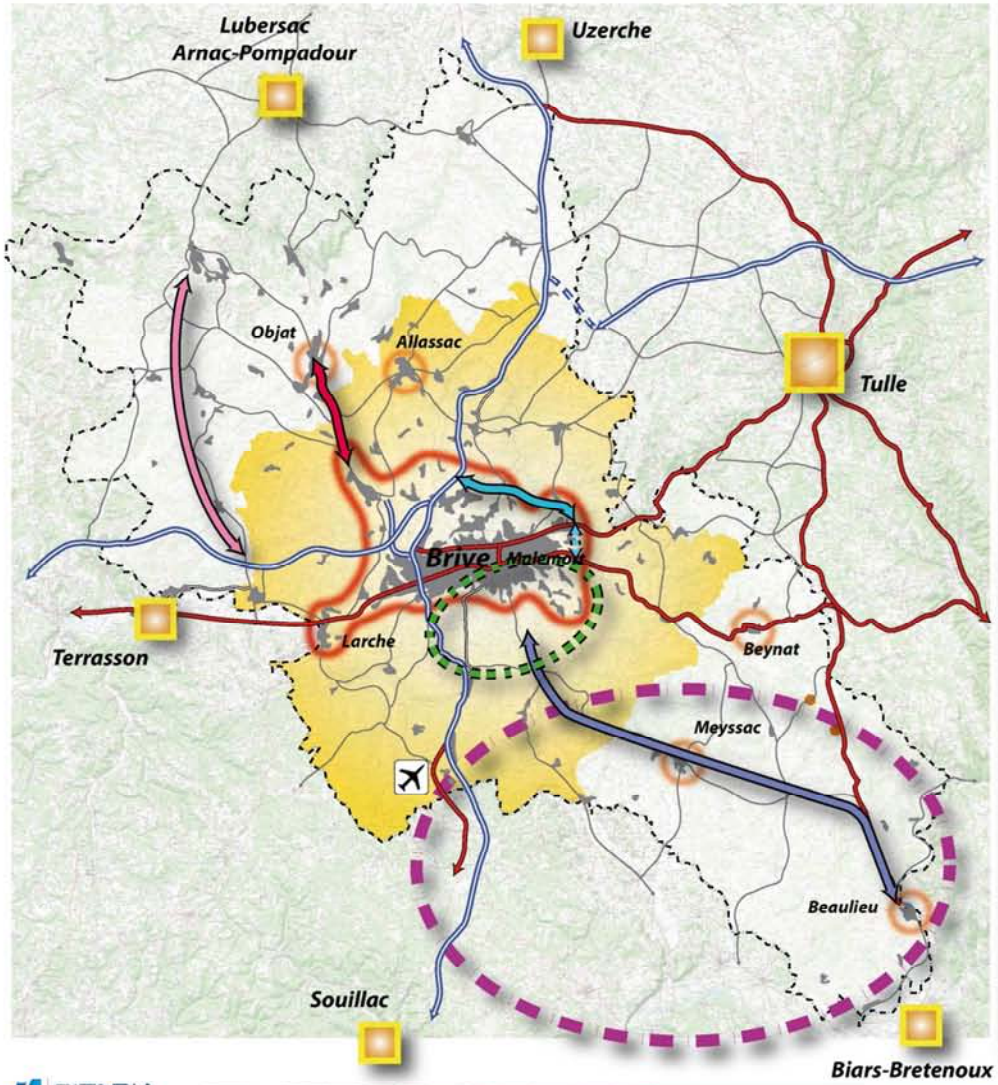
- ***Soutenir le projet Lot-Corrèze-Voie d'Avenir dans une perspective d'aménagement durable du territoire et répondant aux objectifs suivants :***
  - ⇨ ***Désenclaver le Sud en améliorant la liaison vers l'agglomération de Brive et en offrant un accès rapide à l'A20***
  - ⇨ ***Assurer une desserte aisée de l'aéroport Brive-Vallée de la Dordogne à partir du Sud***
- ***Elargir la réflexion du Plan de Déplacements Urbains de l'Agglo de Brive sur le bassin de vie élargi de Brive (envisager une évolution du périmètre de l'Autorité Organisatrice de Transport)***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 1.3. du PADD : Organiser autrement la mobilité en veillant à limiter l'étalement urbain

Comptéter et optimiser le maillage routier

Transports et Déplacements



Légende

- Périmètre du SCoT
- Pôle urbain central
- Réseau autoroutier
- Pôles d'équilibre
- Principaux axes routiers
- Pôles voisins extérieurs au SCoT Sud Corrèze
- Principales routes départementales
- Tâche urbaine principale
- Aéroport Brive - Vallée de la Dordogne

Prescriptions :

Préserver le foncier nécessaire pour permettre d'améliorer :

- les liaisons entre Objat et Brive par la RD 901
- les liaisons entre le pôle urbain; Meyssac et Beaulieu par la RD 38
- les liaisons entre l'échangeur de la Rivière de Mansac et Juillac par la RD 39
- l'accessibilité interne et externe du territoire en prolongeant le contournement Nord de Brive jusqu'à la RD 921 à Malemort
- Résoudre les dysfonctionnements sur les déplacements au sud de l'agglomération de Brive, étudier l'opportunité de faciliter les échanges Est-Ouest en partie Sud de l'agglomération et améliorer l'irrigation du territoire à partir de l'échangeur de Noailles
- Déterminer la réserve foncière nécessaire à la réalisation du projet Lot-Corrèze-Voie d'Avenir lorsque le tracé définitif sera retenu

Recommandations

- Elargir la réflexion du Plan de Déplacements Urbains de l'Agglo de Brive sur le bassin de vie élargi de Brive et envisager une évolution du périmètre de l'Autorité Organisatrice de Transport
- Soutenir le projet Lot-Corrèze-Voie d'Avenir dans une perspective d'aménagement durable du territoire et répondant aux objectifs de désenclaver le Sud en améliorant la liaison vers l'agglomération de Birve et en offrant un accès rapide à l'A20 et d'assurer une desserte aisée de l'aéroport Brive-Vallée de la Dordogne à partir du Sud

CITADIA

Sources : Citadia, Septembre 2011.

1.2.3. Les objectifs et principes permettant de développer les modes doux et les nouvelles pratiques liées aux mobilités

Le modèle de développement urbain que l'on connaît depuis quelques décennies (augmentation des distances domicile-travail, aménagements routiers, etc.) entraîne une utilisation quasi-exclusive de la voiture. Aucun autre mode de transport (vélo, bus, train, etc.) ne peut rivaliser avec la voiture (densités trop faibles, diffusion, configuration des lieux non adaptée). Les transports publics ou les « modes doux » sont donc le plus souvent concentrés sur les centres-urbains.

Dans l'objectif de mettre en œuvre un projet d'aménagement de territoire durable, le SCoT entend développer le lien entre densité, mixité des fonctions et performance des transports alternatifs à la voiture. Il apparaît primordial de favoriser un rééquilibrage des déplacements au profit des transports collectifs et des modes doux. Il s'agit de créer les conditions afin de favoriser l'usage de ces transports en offrant une véritable alternative au véhicule individuel motorisé, notamment en améliorant les complémentarités entre modes de transports.

Le SCoT impose :

- ***De favoriser les nouvelles pratiques liées aux mobilités (auto-partage, covoiturage, …) et l'intermodalité :***
  1. ***en permettant l'émergence d'un projet urbain structurant : le pôle intermodal de Brive – site stratégique à l'échelle du SCoT***
  2. ***en privilégiant, sur les secteurs desservis par les transports en commun ou collectifs, le développement de l'habitat à proximité des gares, parc-relais, pôles d'équipements et de services …***
- ***Que des aires de stationnement 2 roues soient imposées dans les programmes de logements collectifs et dans les zones d'activités économiques***
- ***Que toute opération de plus de 20 logements doit être raccordée aux transports en commun ou par un réseau piétons/cycles permettant un accès aux équipements et services de proximité pour les communes du pôle urbain et les pôles d'équilibre***
- ***Que les PLU et CC doivent prévoir un maillage de cheminements piétonniers et cyclables visant à relier les principaux équipements et les secteurs de développement de l'habitat***

Le SCoT recommande :

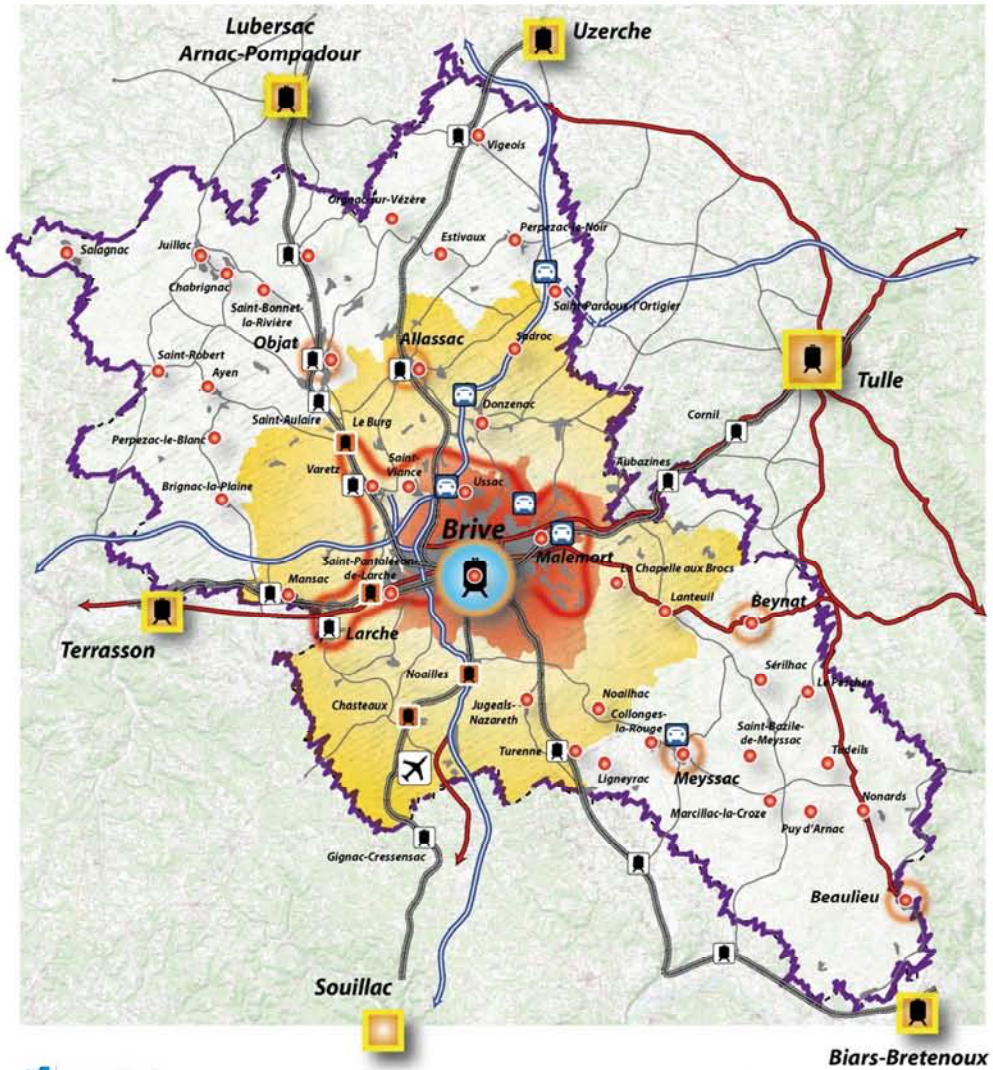
- ***D'élargir la réflexion du Plan de Déplacements Urbains de l'Agglo de Brive sur le bassin de vie élargi de Brive***
- ***De développer des aires de covoiturage à proximité des échangeurs autoroutiers et des principaux carrefours routiers du territoire***
- ***De développer la desserte numérique, notamment dans le secteur rural, comme alternative à certains déplacements liés aux services.***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 1.3. du PADD : Organiser autrement les mobilités en veillant à limiter l'étalement urbain

Développer les modes doux et les nouvelles pratiques liées aux mobilités

Transports et Déplacements



Légende

- Pôle urbain central
- Pôles d'équilibre
- Pôles voisins extérieurs au SCoT Sud Corrèze
- Tâche urbaine principale
- Voies ferrées
- Périmètre du SCoT
- Aéroport de Brive - Vallée de la Dordogne

Prescriptions

Permettre l'émergence d'un projet urbain structurant : le pôle intermodal de Brive - site stratégique à l'échelle du SCoT

Sur les secteurs desservis par les transports collectifs, privilégier le développement de l'habitat à proximité des pôles d'équipements et de services afin de créer les conditions pour rendre attractif les modes alternatifs au véhicule individuel :

- Transports urbains Libéo (existants ou projetés) - voir carte détaillée en page 36 du DOO
- Transports inter-urbains du CG19
- Gares SNCF (en blanc, les gares en service et en orange les gares actuellement fermées)

Recommandations

- Elargir la réflexion du Plan de Déplacements Urbains de l'Agglo de Brive sur le bassin de vie élargi de Brive (envisager une évolution du périmètre de l'AOT)
- Promouvoir la présence d'aires de covoiturage et favoriser leur développement sur le territoire
- Développer la desserte numérique, notamment dans les secteurs ruraux, comme alternative à certains déplacements liés aux services

CITADIA

Sources : Citadia, Avril 2011.

1.3. Les grands projets d'équipements et de services

1.3.1. Les objectifs et principes permettant de conforter et développer les équipements à l'échelle de chaque bassin de vie

L'offre en équipements d'infrastructures et de superstructures devra être adaptée à l'évolution de la population. Si le territoire du SCoT Sud Corrèze doit atteindre 140 000 à 150 000 habitants à horizon 2030 (et si plus globalement le département de la Corrèze connaît une croissance démographique), les besoins en équipements «de rang d'agglomération» grandiront (enseignement supérieur et recherche, loisirs, accès à la culture, surfaces commerciales, ...) en particulier sur un territoire dont l'aire de chalandise dépasse largement les limites du département corrézien.

Le SCoT souligne l'importance d'anticiper sur ces besoins en veillant à faciliter le développement de ces équipements, en particulier sur les communes du pôle urbain et les pôles d'équilibre. En ce sens, les documents d'urbanisme communaux ou intercommunaux permettront la création de réserves foncières visant à accueillir ces équipements. Une attention particulière devra être portée quant à l'accessibilité de ces secteurs, notamment par les modes doux et/ou les transports collectifs.



La logique d'un développement par bassin de vie mise en œuvre dans le cadre du SCoT, demande de maintenir et affirmer un niveau de services adapté sur le pôle urbain et les pôles d'équilibre ou un réseau d'équipements et services efficace sur chacun des secteurs. En cela, il s'agit de doter les pôles d'un niveau d'équipement et services capable de répondre aux besoins de la population de chaque bassin.



Le SCoT vise notamment à renforcer la solidarité et la mutualisation des équipements entre les communes notamment en limitant les possibilités de création d'équipements s'ils existent à proximité, afin d'éviter une trop grande concurrence entre collectivités et en programmant l'offre à créer pour répondre aux besoins futurs selon le modèle de multi-polarisation retenu.

Le SCoT recommande de :

- ***Anticiper sur les besoins en équipements au regard du scénario de croissance démographique envisagé par le SCoT à horizon 2030 (140 000 à 150 000 habitants).***
- ***Développer les équipements partagés entre les agglomérations de Brive et de Tulle (arrivée de la LGV, formation supérieure, …) et engager un réflexion inter-SCoT***
- ***Travailler sur la maîtrise foncière à vocation d'équipement dans chaque collectivité en tenant compte des besoins de chacune d'elle afin de planifier les besoins en équipements sur le long terme.***
- ***Identifier, conforter et dynamiser les pôles de loisirs à l'échelle communautaire***
- ***Identifier et trouver un maillage pertinent pour répondre aux besoins du territoire en matière d'activités culturelles***
- ***Adapter l'offre en équipements à une agglomération, dont l'aire de chalandise dépasse les limites du département corrézien (Lot et Dordogne)***
- ***Établir un schéma des services de santé à l'échelle du SCoT en concertation avec les partenaires concernés***
- ***Limiter les possibilités de création d'équipements s'ils en existent à proximité, afin d'éviter une trop grande concurrence (Renforcer la solidarité et la mutualisation des équipements entre les communes)***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 1.2. du PADD : Conforter et développer les équipements à l'échelle de chaque bassin de vie

1.3.2. Les objectifs et principes permettant d'améliorer l'accès aux équipements et services

Depuis plusieurs années, certains bourgs voient leurs équipements publics disparaître. Ce phénomène, au-delà des impacts sur la dévitalisation de certaines communes, rend l'accessibilité de la population aux équipements plus complexes. Pour pallier ce problème, le SCoT doit veiller à doter chaque bassin de vie d'équipements permettant de répondre aux principaux besoins de la population, en s'appuyant sur les polarités identifiées dans le cadre du scénario de multi-polarisation retenu. Il s'agit en cela d'éviter un regroupement d'équipements trop important sur le pôle urbain et un abandon des territoires ruraux. En effet, certains services n'ont de sens que dans la proximité. Le projet doit veiller à ce que tout habitant dispose d'un niveau de services satisfaisant. Il est donc proposé au regard du scénario de multi-polarisation retenu de décliner l'offre en équipements et services de proximité par polarité : niveau de services attendu à moins de 10 minutes (besoins quotidiens), de 10 à 15 minutes (besoins hebdomadaires), supérieurs à 15 minutes (besoins mensuels ou bi-mensuels).

Les temps d'accès sont calculés sur la base de déplacements individuels motorisés (infrastructures existantes). Il serait souhaitable dans les communes du pôle urbain, de rendre accessible l'ensemble de ces équipements dans des temps similaires par les transports en commun ou par les déplacements doux.

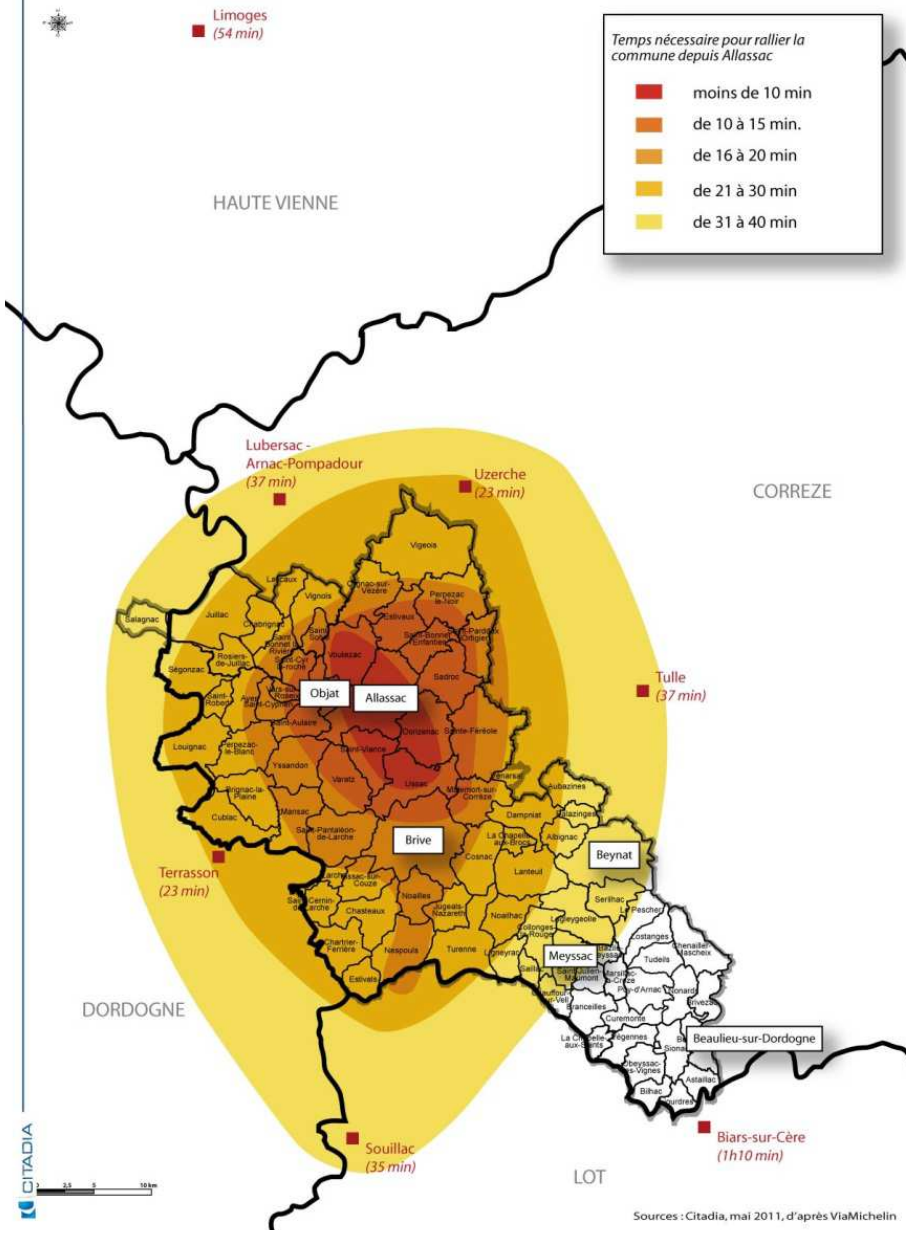
Le SCoT entend également rendre obligatoire la création de structures d'accueil pré-scolaire et d'accès au sport à moins de 10 minutes des secteurs où un développement urbain de plus de 5 logements par an est envisagé.

Le SCoT affirme l'objectif prioritaire de couvrir une majorité de ménages du territoire en haut débit, et de préparer l'arrivée du très haut débit.

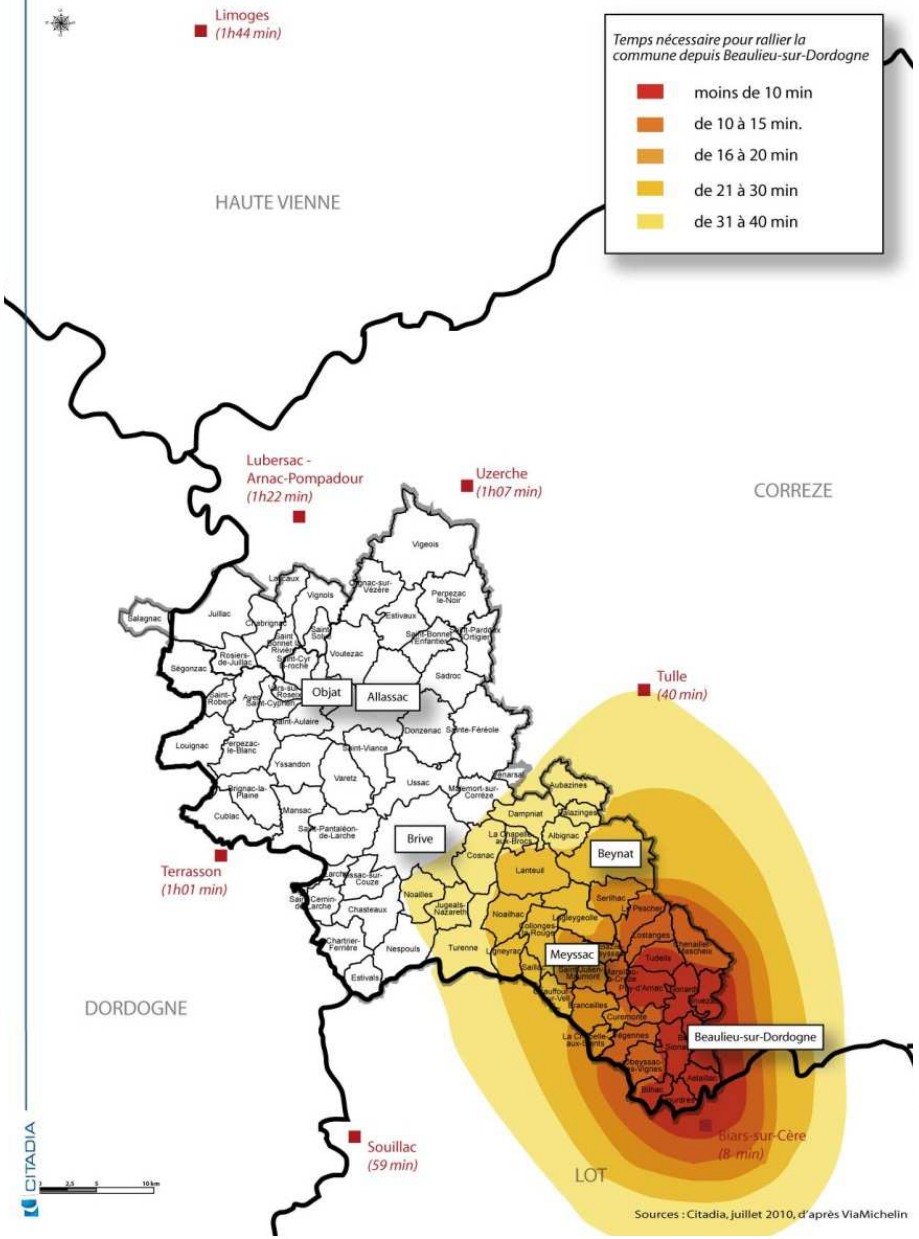
Le SCoT veille ainsi à favoriser à minima une desserte en haut débit de l'ensemble des centres-bourgs du territoire. Il s'agit d'anticiper une desserte maximale du territoire, afin que le haut débit devienne la norme sur le territoire d'ici 15 à 20 ans. En ce sens, le SCoT vise à réduire la fracture numérique en offrant une qualité de service satisfaisante à l'ensemble de la population. L'ensemble des centres-bourgs ont ainsi vocation à être desservis par une connexion haut débit (ADSL, WIMAX, NRA-zone d'ombre, ...).

Par ailleurs, l'arrivée du très haut débit doit également être préparée. La pose de fourreaux lors d'opérations d'aménagement ou de travaux de voiries pourrait ainsi permettre d'anticiper sur le long terme (voir axe 2). Le SCoT recommande également que le Syndicat Mixte DORSAL soit associé lors de l'élaboration de documents d'urbanisme, et ce dans un rôle de conseil aux collectivités.

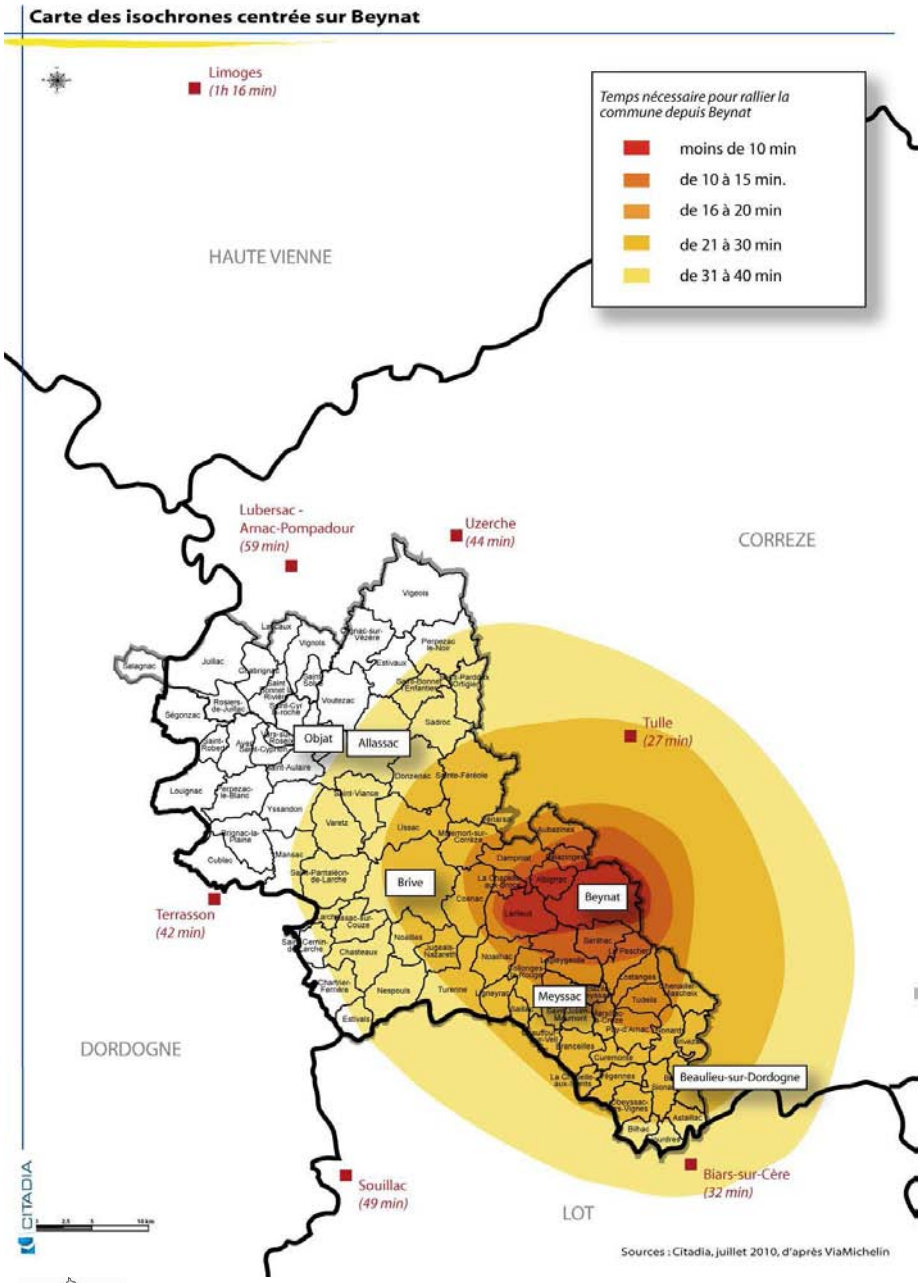
Carte des isochrones centrée sur Allassac



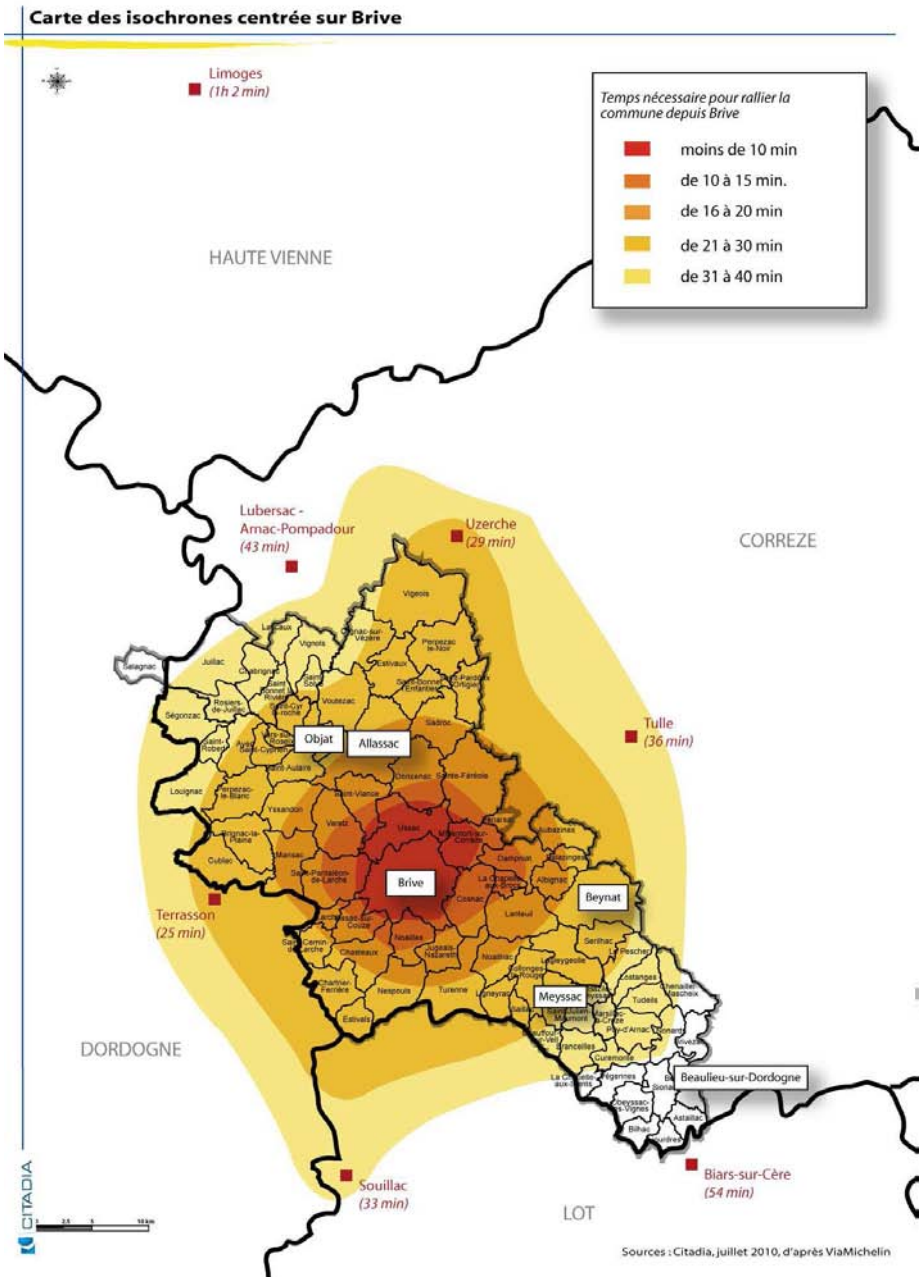
Carte des isochrones centrée sur Beaulieu-sur-Dordogne



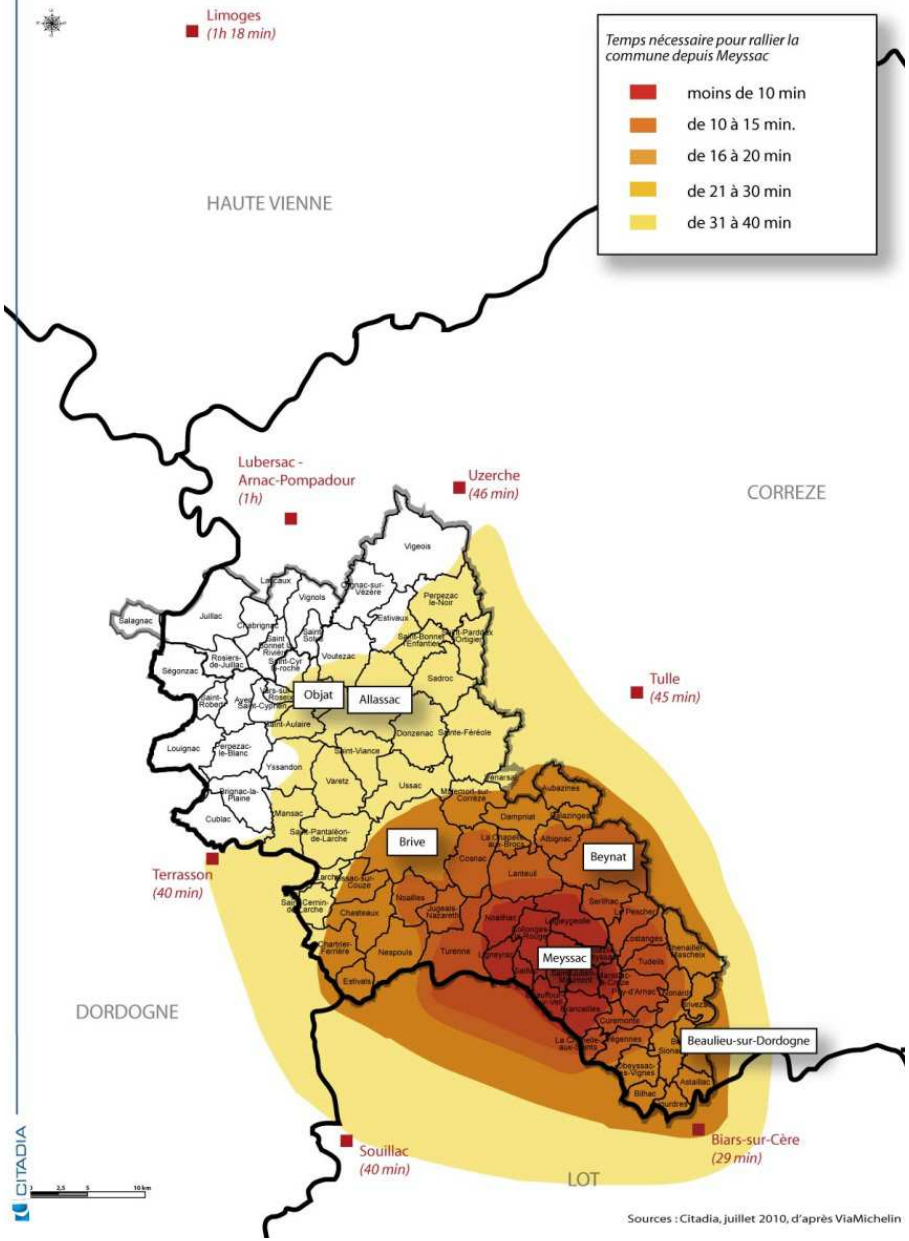
Carte des isochrones centrée sur Beynat



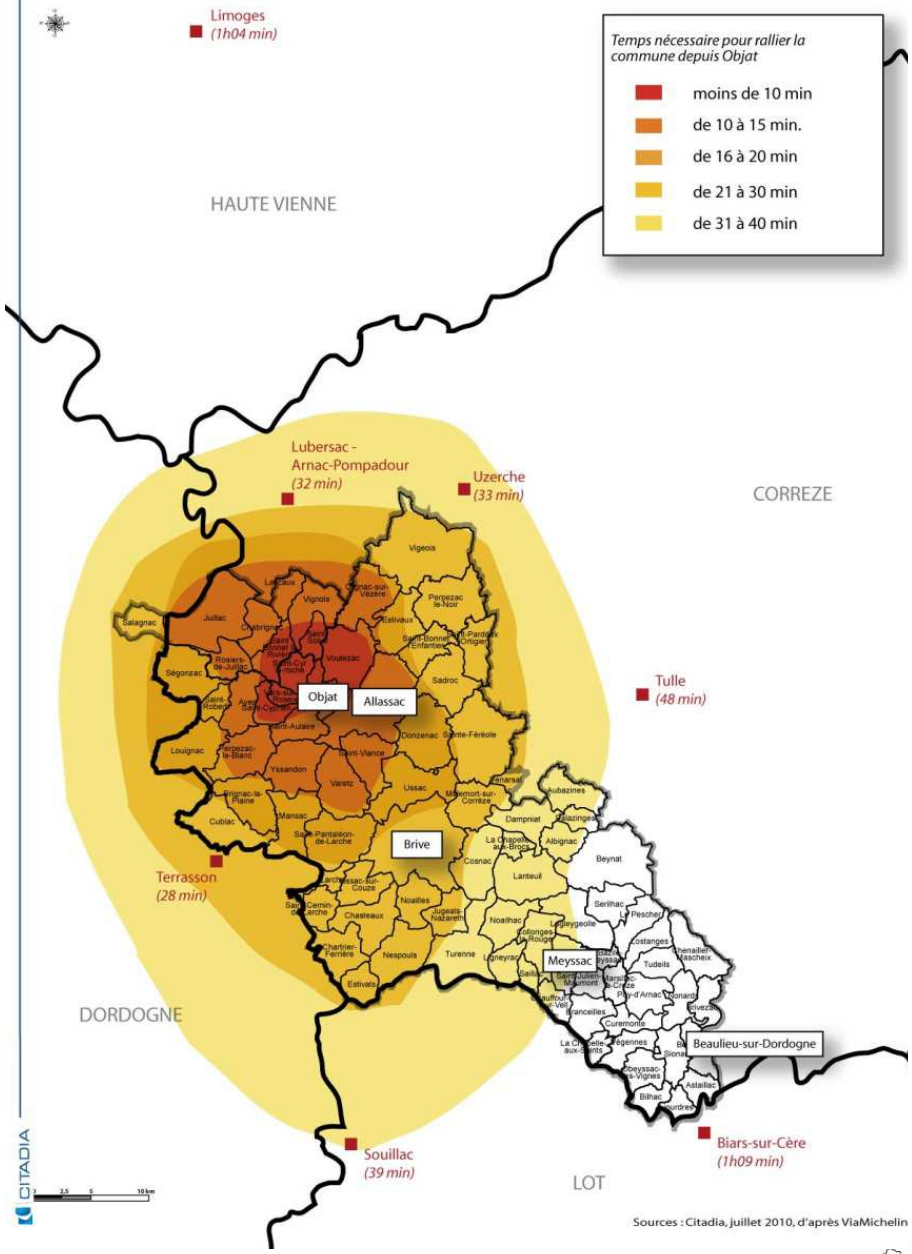
Carte des isochrones centrée sur Brive



Carte des isochrones centrée sur Meyssac



Carte des isochrones centrée sur Objat



Le SCoT impose de :

- ***Décliner l'offre en équipements et services de proximité par pôle : niveau de service attendu à moins de 10 minutes (besoins quotidiens), de 10 à 15 minutes (besoins hebdomadaires), supérieurs à 15 minutes (besoins mensuel ou bi-mensuel).***

Temps d'accès aux services	Supérieur à 15 minutes	De 10 à 15 minutes	Moins de 10 minutes
Niveau de service attendu	Mensuel ou bi-mensuel	Hebdomadaire	Quotidien
Exemple d'équipements, services, ou commerces présents	Commerces spécialisés, hypermarchés, équipements sportifs spécialisés, complexe cinématographique, pôle de santé complet, lycées et universités, etc.	Tissu complet de commerces alimentaires et d'épiceries ou supermarchés, médiathèque, équipements sportifs permettant la pratique de sports multiples, collèges, etc.	Commerces de premières nécessités, équipements sportifs de base, salle polyvalente, services de santé primaire, poste, services aux personnes âgées, accueil de la petite enfance, accueil scolaire et péri-scolaire, etc.
Localisation préférentielle	Pôle urbain	Pôles d'équilibre	Pôles d'équilibre et relais de proximité

*Lecture du tableau : **niveau d'équipement minimal** qu'il est nécessaire de retrouver sur chaque type de communes préalablement défini (Communes appartenant au pôle urbain, pôles d'équilibre et communes de l'espace rural) par rapport au niveau de service attendu (mensuel, hebdomadaire, quotidien).*

- ***Rendre obligatoire la création de structures d'accueil pré-scolaire (sous réserve de l'absence d'une autre « offre » d'accueil de type assistantes maternelles) et d'accès au sport à moins de 10 minutes des secteurs où un développement urbain de plus de 5 logements par an est envisagé.***

Le SCoT recommande de :

- ***Réduire la fracture numérique en offrant une qualité de service satisfaisante à l'ensemble de la population : desservir l'ensemble des centres-bourgs par une connexion haut-débit (ADSL, WIMAX, NRA – zone d'ombre …) et préparer l'arrivée du très haut-débit.***
- ***Développer la desserte numérique comme alternative à certains déplacements liés aux services : mise en place de points d'accès aux services publics par une desserte très haut débit, notamment sur les pôles d'équilibre.***
- ***Associer le syndicat mixte DORSAL lors de l'élaboration de documents d'urbanisme (dans un rôle de conseil).***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 1.2. du PADD : Améliorer l'accès aux équipements et aux services

1.3.3. Les objectifs et principes relatifs à l'équipement commercial

Conformément aux attentes de l'article L122-1-9 du Code de l'Urbanisme, le Document d'Orientation et d'Objectifs du SCoT Sud Corrèze intègre un Document d'Aménagement Commercial délimitant notamment des Zones d'Aménagement Commercial (ZaCo).

Le SCoT Sud Corrèze développe des objectifs et principes relatifs à l'équipement et à l'aménagement commerciaux en lien direct avec la stratégie de multi-polarisation retenue. En conséquence, plusieurs principes généraux ont été retenus pour élaborer le Document d'Aménagement Commercial :

- ⇨ Recentrer l'urbanisation commerciale sur le centre-ville de Brive, les sites commerciaux identifiés et les centres-bourgs
- ⇨ Maintenir un équilibre commercial entre Est et Ouest du pôle urbain
- ⇨ Proposer des zones préférentielles d'implantation en termes de typologie de commerces (en recommandation)
- ⇨ Interdire l'installation de commerces isolés, hors des centres-bourgs et secteurs urbanisés, orientée par une logique unique de captage des flux routiers
- ⇨ Rechercher une meilleure complémentarité centre-ville/sites commerciaux majeurs du pôle urbain à travers un aménagement et une organisation des déplacements qui facilite les échanges entre eux :
  - o Cadencement des transports en commun aux heures de pointe de fréquentation des établissements commerciaux
  - o Création d'un maillage modes doux de qualité.

A partir du diagnostic de l'offre et de la demande présente sur le territoire, trois niveaux de services ont été définis à l'échelle du SCoT Sud Corrèze :

- ***La fonction commerciale structurante (niveau départemental et d'agglomération) :***

Elle concerne l'offre commerciale du centre-ville de Brive et des secteurs Ouest et Est du pôle urbain. Ce sont des sites majeurs qui répondent à des achats ponctuels, à un rythme mensuel ou bi-mensuel

I

- ***La fonction commerciale dite « intermédiaire »***

Intermédiaire supérieure : Objat-Allassac et les sites commerciaux « Nord Ouest du pôle urbain – Turgot/Ribot » et « Sud Est du pôle urbain – Balzac/Palisse » qui proposent une offre de commerces étoffée, mais dans une moindre mesure que les sites commerciaux structurants

Intermédiaire : les pôles d'équilibre (Beynat, Meyssac et Beaulieu) exercent un niveau de services et commerces pour des besoins journaliers ou hebdomadaires relativement étoffé.

II

- ***La fonction commerciale de proximité (gouvernance locale)***

Ces relais de proximité et quelques autres communes répondent aux achats quotidiens et de grande proximité, qu'ils assurent à l'échelle d'une commune ou d'une partie des habitants des communes rurales limitrophes. Exemples : Vigeois, Juillac, Donzenac, Nespouls, Ayen, Sainte-Féréole …

III

Afin de mettre en place une stratégie commerciale basée sur la multi-polarisation, le SCoT impose plusieurs principes d'ordre général :

- ***Interdire en dehors des zones urbaines et des ZaCo identifiées l'implantation de commerces et ensembles commerciaux de plus de 1 000 m² de surface de vente.***
- ***Autoriser l'extension des commerces de plus de 800 m² et de plus de 1 000 m² situés en dehors des ZaCo, dans la limite de 25% de la surface de vente (référence prise à la date d'approbation du SCoT)***

En complément, le SCoT recommande de :

- ***Encourager l'implantation de commerces de plus de 300 m², au sein du centre-ville de Brive, sur les ZaCo identifiées et sur les pôles d'équilibre***
- ***Favoriser l'implantation des commerces de moins de 300 m² dans les centres-villes et centres-bourgs afin de structurer l'offre commerciale de proximité et limiter les besoins en déplacements***

Objectifs affichés dans le PADD :

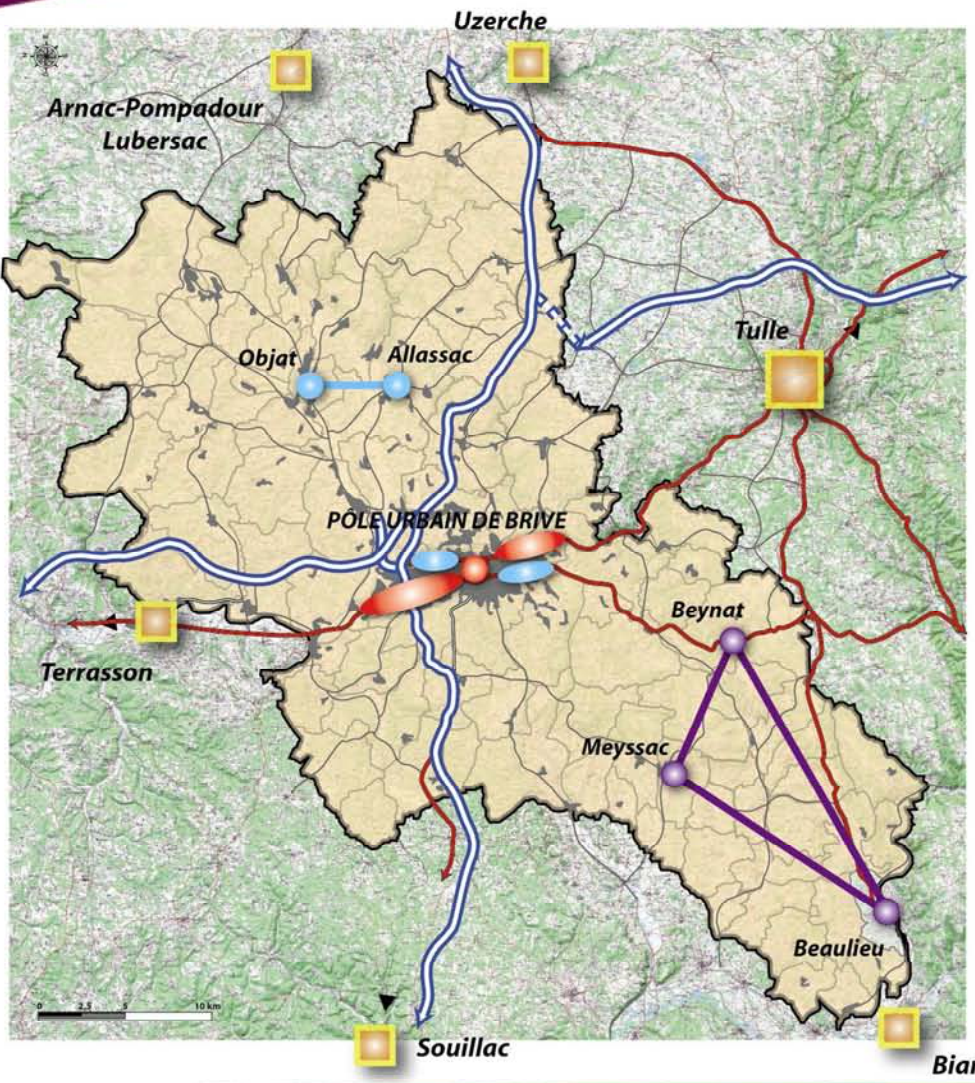
Axe 2.7. du PADD :

Analyser l'impact du développement économique sur les autres fonctions (habitat, transports, …)

Niveau d'offre et fonction commerciale	Secteurs géographiques	Aménagement commercial
Structurante	Centre-ville de Brive (toutes surfaces)	Au sein ou en continuité des espaces urbanisés, centre ville (toute surface)
	ZaCo "site Ouest du pôle urbain" ZaCo "site Est du pôle urbain"	o Surfaces de vente à privilégier : plus de 1 000 m² o Surfaces de vente de 300 à 1 000 m² autorisées dans le cadre d'une réflexion d'ensemble (plan d'aménagement cohérent) o Surfaces de vente inférieures à 300 m² à éviter sur les ZaCo Est et Ouest du pôle urbain (hors galeries marchandes)
Intermédiaire supérieur	Objat-Allassac "Nord Ouest du pôle urbain - Turgot/Ribot"	Au sein ou en continuité des espaces urbanisés, centre ville Surfaces de vente autorisées : inférieure à 1 000 m²
	ZaCo "Sud Est du pôle urbain - Balzac/Palisse"	o Surfaces de vente de plus de 1000 m² autorisées o Surfaces de vente de 300 à 1 000 m² à privilégier dans le cadre d'une réflexion d'ensemble (plan d'aménagement cohérent)
Intermédiaire	Les pôles d'équilibre Communes du pôle urbain	Au sein ou en continuité des espaces urbanisés Surfaces de vente par commerce autorisées : inférieures à 1 000 m²
De proximité	Relais de proximité Communes du reste du territoire	Centre-bourg (en priorité), au sein ou en continuité des espaces urbanisés Surfaces de vente par commerce à privilégier : moins de 300 m²

Organisation commerciale : une stratégie d'aménagement construite sur la multipolarisation

Document d'aménagement commercial



Légende

Offre commerciale structurante

- **Centre-ville de Brive :** privilégier une implantation commerciale au sein ou en continuité des espaces urbanisés, centre ville (toutes surfaces)
- **ZaCo "site Ouest du pôle urbain et "site Est du pôle urbain" :**
  Surfaces de vente par commerce à privilégier : plus de 1 000 m²
  Surfaces de vente de 300 à 1 000 m² autorisées dans le cadre d'une réflexion d'ensemble (plan d'aménagement cohérent)
  Surfaces de ventes inférieures à 300 m² à éviter sur les ZaCo Est et Ouest du pôle urbain (hors galeries marchandes)

Offre commerciale intermédiaire supérieure

- **Objat-Allassac et site commercial "Nord Ouest du pôle urbain - Turgot/Ribot" :** Privilégier une implantation commerciale au sein ou en continuité des espaces urbanisés, centre ville,
  Surfaces de vente par commerce à privilégier : inférieures à 1 000 m²
- **ZaCO "Sud Est du pôle urbain - Balzac/Palisse"**
  Surfaces de vente de plus de 1 000 m² autorisées
  Surfaces de vente de 300 à 1 000 m² à privilégier dans le cadre d'une réflexion d'ensemble (plan d'aménagement cohérent)

Offre commerciale de rang intermédiaire

- Privilégier une implantation commerciale au sein ou en continuité des espaces urbanisés
- Surfaces de vente à privilégier : moins de 1 000 m²

Offre commerciale de proximité

- Privilégier une implantation commerciale au sein des centres-bourgs (en priorité) ou en continuité des espaces urbanisés
- Surfaces de vente par commerce à privilégier : moins de 300 m²

Sources : Citadia, Novembre 2011.

⇨ ***Prescriptions et recommandations relatives à l'aménagement commercial du territoire du SCoT Sud Corrèze :***

<u>Le SCoT impose de :</u>

Accessibilité des zones commerciales :

- ***Imposer que toute ZaCo (existante ou nouvelle dans le pôle urbain) soit raccorder au réseau de transports collectifs urbains cadencés et à un maillage piétons/cycles à horizon 2019***

Entrées de ville :

- ***Réaliser sur toutes les entrées de villes ou d'agglomération des orientations d'aménagement et de programmation. Elles viseront à améliorer les perceptions et fonctionnements de ces secteurs stratégiques. Ces OAP devront à minima imposer la végétalisation des espaces visibles depuis les voies, organiser des espaces publics structurés (accès communs, stationnement partagé, accessibilité des personnes à mobilité réduite, continuité des cheminements doux,…), réglementer l'aspect extérieur des constructions pour assurer une bonne intégration paysagère.***

Aménagement urbain des ZaCo :

- ***Favoriser les programmes mixtes (habitat, commerces, services) notamment au sein des zones commerciales de cœur de ville***
- ***Prendre en compte les dimensions environnementale et paysagère au sein de tous les projets de zones d'activités :***
  - ✓ ***gérer les eaux pluviales et l'utilisation d'eaux brutes pour limiter le recours à l'eau potable***
  - ✓ ***imposer un traitement végétal des espaces privés et publics au sein des zones d'activités***
  - ✓ ***intégrer un pourcentage espaces libres / espaces occupés. Les espaces aménagés (construction, parkings, aires de manœuvre, …) devront occuper 70 % minimum de l'espace cédé et les secteurs restant seront aménagés en espaces verts et pourront également servir en vue de l'extension des entreprises***

<u>Le SCoT impose de :</u>

Consommation de foncier à des fins commerciales :

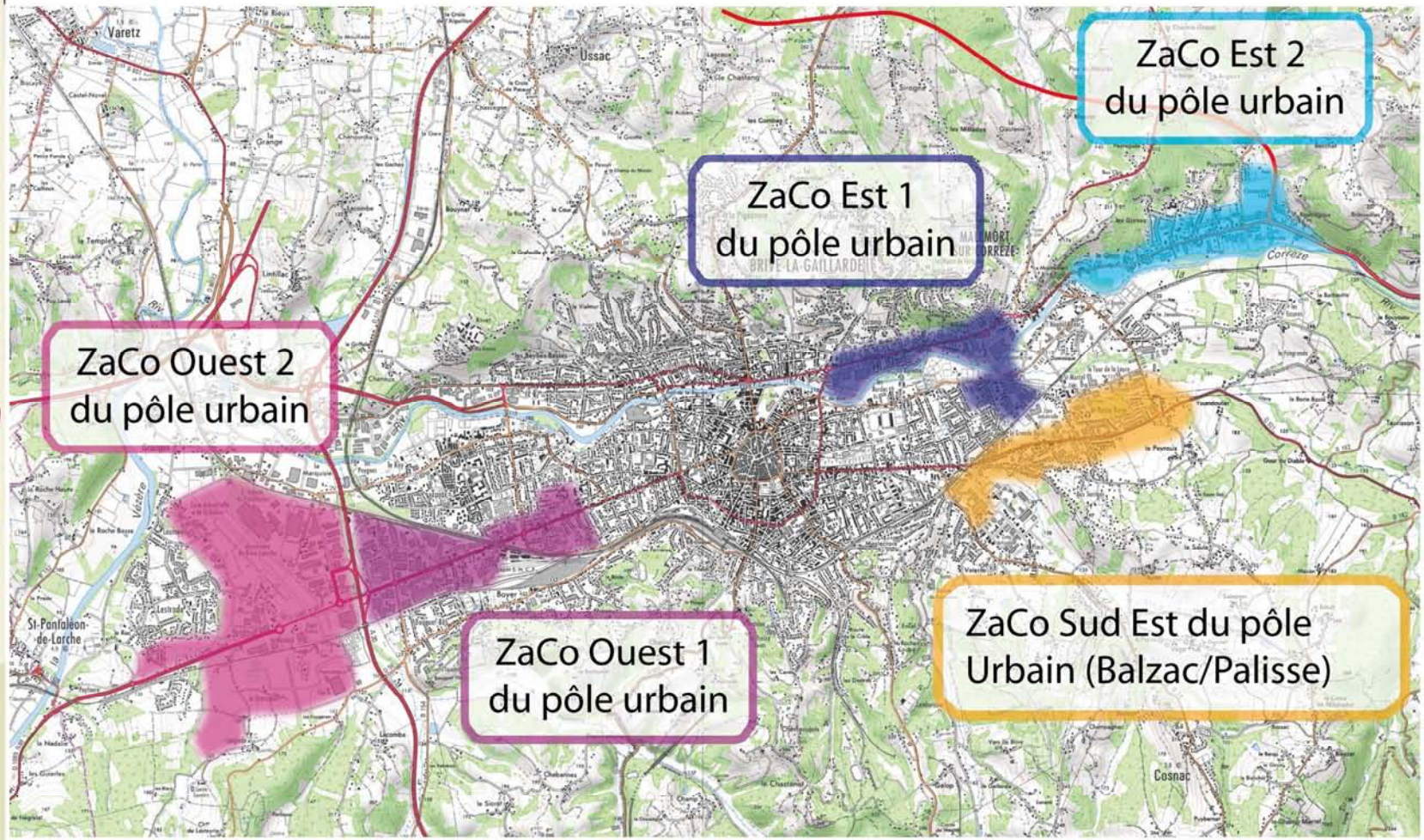
- ***Limiter la consommation foncière en :***
  - ✓ ***réalisant des zones commerciales compactes favorisées par des règlements (dans les Plans Locaux d'Urbanisme) qui permettent par exemple la réalisation de locaux sur plusieurs niveaux***
  - ✓ ***n'étendant pas les zones commerciales de manière linéaire le long des axes de communications, en leur donnant une épaisseur (perpendiculaire à ces voies).***
- ***Densifier et faciliter le réinvestissement des emprises non bâties par des entreprises dans des zones d'activités sous-densifiées, notamment par le biais de règlements d'urbanisme (Orientations d'Aménagement et de Programmation des Plans Locaux d'Urbanisme, …) et favoriser la requalification de sites commerciaux anciens ou dégradés.***

Afin de favoriser le développement d'aménagements urbains de qualité, le SCoT recommande de :

- ***Favoriser la requalification des friches commerciales et encourager la reprise des locaux commerciaux vacants (prescriptions PLU et PLUi) :***
  - ✓ ***Maintenir une destination commerciale des locaux commerciaux, à minima sur les sites d'offre structurante, intermédiaire supérieure et intermédiaire (bonne accessibilité, bonne visibilité, localisation au cœur d'un espace commercial dynamique) du centre-ville de Brive et des principaux sites commerciaux du pôle urbain***
  - ✓ ***Favoriser l'utilisation du droit de préemption urbain***
  - ✓ ***Favoriser l'utilisation du droit de préemption commercial***
  - ✓ ***Positionner des emplacements réservés au profit des collectivités pour achat et mise à disposition de locaux commerciaux sur les sites d'offre structurante, intermédiaire supérieure et intermédiaire***
- ***Rendre accessibles les commerces du pôle urbain à minima par un réseau de transports en commun efficace***
  - ✓ ***Pour les centres-bourgs : aux heures de pointes du matin, de midi et du soir***
  - ✓ ***Pour les « zones commerciales grand public et le centre-ville » : toute heure de la journée, y compris le samedi***
- ***Réaliser (dans la mesure du possible) des espaces de stationnement majoritairement à l'arrière des bâtiments d'activités et inciter la réalisation de stationnement en ouvrage et partagé***
- ***Porter une attention particulière sur le traitement de l'espace public (bâtiments en bordure de route, contrôle des publicités, enseignes et pré-enseignes, etc.) aux entrées d'agglomération en favorisant la mise en œuvre de règlements de publicité à une échelle intercommunale***
- ***Encourager dans les règlements d'urbanisme un réel traitement urbain des façades des constructions, de la volumétrie, de la colorimétrie, de l'éclairage, des enseignes, des clôtures, des espaces libres au sein de toutes les zones à vocation commerciale***
- ***Proposer un plan de paysage et d'aménagement des zones (à décliner dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation)***
- ***Favoriser la gestion durable des espaces commerciaux notamment sur la consommation et la production d'énergies (en incitant par exemple à la mise en place de capteurs solaires sur toitures et parkings), en portant une attention particulière à l'insertion paysagère de ces équipements***
- ***S'assurer de la capacité d'approvisionnement du site en eau (ressource et traitement)***

Les Zones d'Aménagement Commercial (ZaCo)

Document d'aménagement commercial



CITADIA

Sources : Citadia, Novembre 2011.

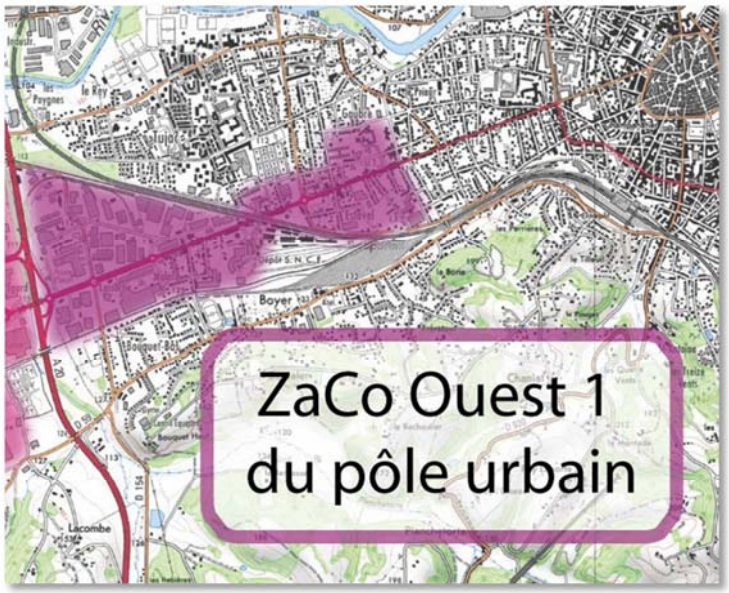
⇨ ***ZaCo « Ouest 1 du pôle urbain » :***

Le SCoT impose de :

- ***Réaliser un axe structurant piétons/cycles sur les avenues Jean Charles Rivet et Jean Alvitre. Connecter chaque espace d'activités à ce réseau et réfléchir les connexions en modes doux avec le centre ville de Brive, et Saint-Pantaléon de Larche***
- ***Permettre le développement commercial (création de nouvelles unités de plus de 1000 m² de surface de vente) uniquement si la desserte du secteur est suffisante pour assurer une circulation fluide***
- ***Intégrer dans les PLU une orientation d'aménagement et de programmation visant à organiser les espaces publics, améliorer les conditions de circulation, organiser le stationnement de façon qualitative, orienter les implantations et assurer un traitement qualitatif des façades commerciales.***

Le SCoT recommande de :

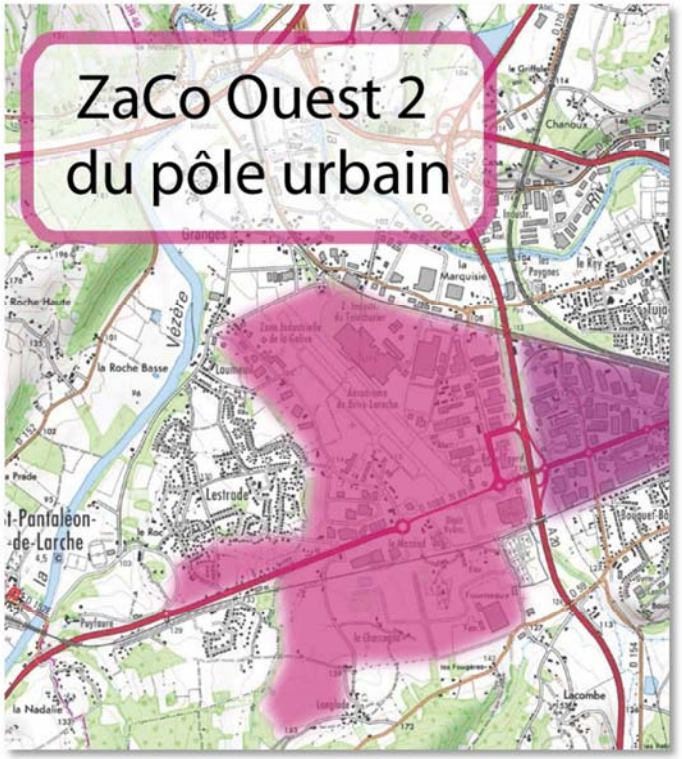
- ***Mobiliser en priorité le foncier libre ou les locaux commerciaux vacants en vue d'accueillir de nouveaux commerces***
- ***Privilégier la complémentarité des offres commerciales***
- ***Programmer la desserte du site par un réseau de transports en commun cadencés et prioritaire.***



⇨ ***ZaCo « Ouest 2 du pôle urbain » :***

Le SCoT impose de :

- ***Réaliser un axe structurant piétons/cycles sur la RD1089, connecter chaque espace d'activités à ce réseau et réfléchir les connexions en modes doux avec le centre ville de Brive et Saint-Pantaléon de Larche***
- ***Permettre le développement commercial des sites Brive-Laroche et Ex-Total (création de nouvelles unités de plus de 1000 m² de surface de vente) si l'aménagement est réfléchi de façon globale et qu'une desserte transport en commun prioritaire permette d'irriguer le site, et tendre vers un transport en commun en site propre à terme.***
- ***Intégrer dans les PLU une orientation d'aménagement et de programmation visant à organiser les espaces publics, améliorer les conditions de circulation, organiser le stationnement de façon qualitative, orienter les implantations et assurer un traitement qualitatif des façades commerciales.***



Le SCoT recommande de :

- ***Mobiliser en priorité le foncier libre ou les locaux commerciaux vacants en vue d'accueillir de nouveaux commerces***
- ***Privilégier la complémentarité des offres commerciales***

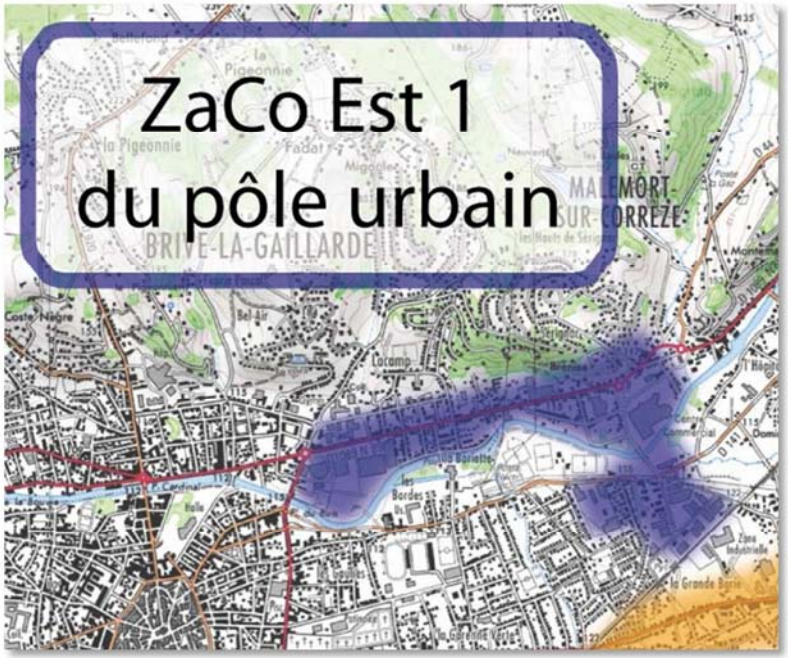
⇨ ***ZaCo « Est 1 du pôle urbain » :***

Le SCoT impose de :

- ***Réaliser un axe structurant piétons/cycles sur la RD1089 et connecter chaque espace d'activités à ce réseau et réfléchir les connexions en modes doux avec le centre-ville de Brive, la ZaCo Est 2 du pôle urbain***
- ***Permettre le développement commercial (création de nouvelles unités de plus de 1000 m² de surface de vente) uniquement si la desserte du secteur est suffisante pour assurer une circulation fluide***
- ***Intégrer dans les PLU une orientation d'aménagement et de programmation visant à organiser les espaces publics, améliorer les conditions de circulation, organiser le stationnement de façon qualitative, orienter les implantations et assurer un traitement qualitatif des façades commerciales.***

Le SCoT recommande de :

- ***Mobiliser en priorité le foncier libre ou les locaux commerciaux vacants en vue d'accueillir de nouveaux commerces en tenant compte des prescriptions du Plan de Prévention du risque d'inondation***
- ***Privilégier la complémentarité des offres commerciales***
- ***Programmer la desserte du site par un réseau de transports en commun cadencés et prioritaire.***



⇨ ***ZaCo « Est 2 du pôle urbain » :***

Le SCoT impose de :

- ***Réaliser un axe structurant piétons/cycles sur la RD1089 et connecter chaque espace d'activités à ce réseau et réfléchir les connexions en modes doux avec le centre-ville de Brive, la ZaCo Est 1 du pôle urbain***
- ***Permettre le développement commercial (création de nouvelles unités de plus de 1000 m² de surface de vente) uniquement si la desserte du secteur est suffisante pour assurer une circulation fluide***
- ***Intégrer dans les PLU une orientation d'aménagement et de programmation visant à organiser les espaces publics, améliorer les conditions de circulation, organiser le stationnement de façon qualitative, orienter les implantations et assurer un traitement qualitatif des façades commerciales.***

Le SCoT recommande de :

- ***Mobiliser en priorité le foncier libre ou les locaux commerciaux vacants en vue d'accueillir de nouveaux commerces en tenant compte des prescriptions du Plan de Prévention du risque d'inondation***
- ***Privilégier la complémentarité des offres commerciales***
- ***Programmer la desserte du site par un réseau de transports en commun cadencés et prioritaire.***



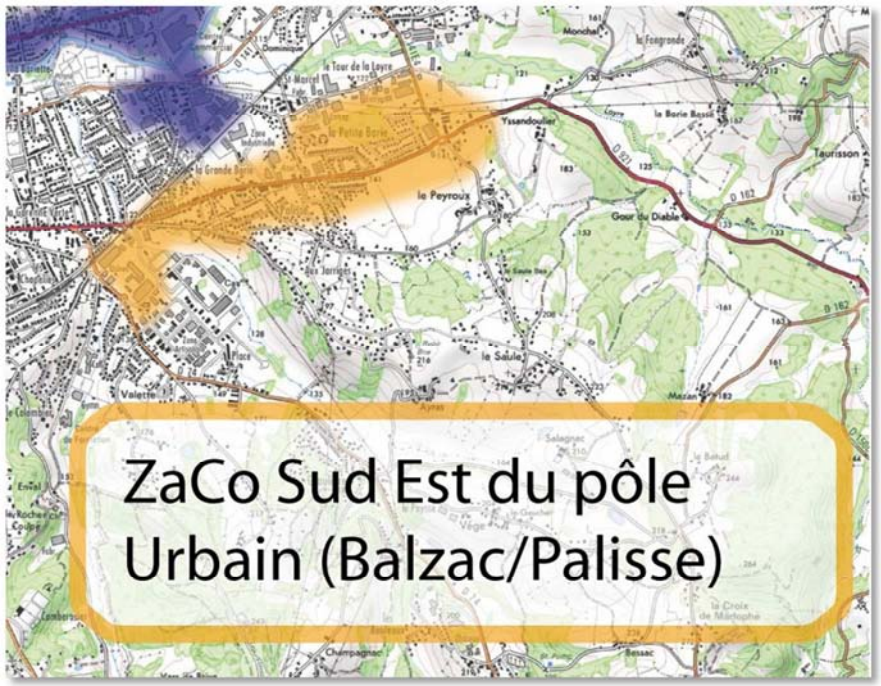
⇨ ***ZaCO « Sud Est du pôle Urbain – Balzac/Palisse » :***

Le SCoT impose de :

- ***Permettre le développement commercial (création de nouvelles unités de plus de 1000 m² de surface de vente) uniquement si la desserte du secteur est suffisante pour assurer une circulation fluide***
- ***Intégrer dans les PLU une orientation d'aménagement et de programmation visant à organiser les espaces publics, améliorer les conditions de circulation, organiser le stationnement de façon qualitative, orienter les implantations et assurer un traitement qualitatif des façades commerciales.***

Le SCoT recommande de :

- ***Favoriser le développement des connexions en modes doux avec le centre ville de Brive et les quartiers riverains***
- ***Mobiliser en priorité le foncier libre ou les locaux commerciaux vacants en vue d'accueillir de nouveaux commerces***
- ***Privilégier la complémentarité des offres commerciales et l'offre commerciale de proximité***
- ***Programmer la desserte du site par un réseau de transports en commun cadencés et prioritaire.***



2. OBJECTIFS ET PRINCIPES RELATIFS AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET AU POSITIONNEMENT REGIONAL DU TERRITOIRE DU SCOT SUD CORREZE

2.1 Les objectifs et principes permettant d'optimiser les infrastructures existantes et faciliter les échanges avec l'extérieur en renforçant l'accessibilité de l'ensemble du territoire du SCoT Sud Corrèze

Le PADD du SCoT Sud Corrèze souligne l'importance d'optimiser les infrastructures existantes et de faciliter les échanges avec l'extérieur en renforçant l'accessibilité de l'ensemble du territoire.

Au travers de cet enjeu, il s'agit de conforter et valoriser la position du territoire du SCoT Sud Corrèze comme carrefour inter-régional notamment en :

- ⇨ intégrant les projets et réflexions d'infrastructures de transports comme de réels outils au service de l'aménagement du territoire,
- ⇨ améliorant la desserte ferroviaire du territoire
- ⇨ renforçant l'inter-modalité
- ⇨ développant le très haut-débit.

2.1.1 Les objectifs et principes permettant de conforter et valoriser la position du territoire du SCoT Sud Corrèze comme carrefour interrégional

L'accessibilité globale du territoire constitue un élément essentiel quant à l'aménagement du territoire. Le SCoT précise donc l'importance d'assurer une parfaite connexion intermodale visant à renforcer la position de l'agglomération briviste comme carrefour interrégional.

Plusieurs axes majeurs peuvent ainsi être mis en avant afin d'atteindre cet objectif :

- ⇨ Optimiser et conforter la desserte autoroutière du territoire
- ⇨ Renforcer la desserte ferroviaire du territoire
- ⇨ Valoriser l'Aéroport Brive – Vallée de la Dordogne

Desserte autoroutière

En vue de conforter et valoriser la position du territoire du SCoT Sud Corrèze comme carrefour, notamment en lien avec le croisement des autoroutes A20 et A89, le SCoT avance plusieurs pistes de réflexions :

- intégrer le projet de doublement du barreau A20-A89 afin de boucler le nœud autoroutier
- améliorer l'accessibilité externe et interne du territoire en prolongeant le contournement Nord de Brive jusqu'à la Route Départementale 921 à Malemort.
- Faciliter les échanges Est-Ouest en partie Sud de l'agglomération de Brive et l'accès aux grands équipements du cœur de l'agglomération
- Améliorer l'irrigation du territoire à partir de l'échangeur de Noailles.

Les différents projets d'équipement seront pris en compte, en particulier en mettant en place les outils nécessaires pour anticiper sur les incidences de ces équipements (réserve foncière, opportunités à saisir).

Par ailleurs, le SCoT Sud Corrèze souligne l'importance d'une démarche globale d'aménagement durable du territoire Nord-Lot – Sud Corrèze. En cela, le projet de liaison Lot-Corrèze – Voie d'Avenir pourrait contribuer au développement démographique et économique du secteur Meyssac-Beaulieu et enrayer le déclin de certains secteurs.

Ces éléments, consacrés aux échanges avec l'extérieur en lien avec le positionnement régional de Sud Corrèze, rejoignent les objectifs présentés en page 34 et s'inscrivent en cohérence.

Desserte ferroviaire

Le territoire du SCOT, et le Limousin dans son ensemble, présentent actuellement une problématique interrégionale et de positionnement par rapport au réseau à grande vitesse national.

Le SCoT Sud Corrèze invite à rechercher une complémentarité entre les différentes dessertes ferroviaires en soutenant à la fois le projet de LGV Limoges-Poitiers et le POLT afin que ces projets permettent une irrigation optimale de l'ensemble du territoire du SCoT Sud Corrèze. Le projet de Ligne à Grande Vitesse Limoges-Poitiers constitue un palier important en vue de relier Brive à Paris en 3 heures (au lieu de 4 heures actuellement). Cette ligne porte des enjeux qui vont au-delà du seul SCOT Sud Corrèze. La LGV concerne le Limousin, mais également les départements limitrophes de la Dordogne, du Cantal, du Lot, de l'Aveyron et de la Vienne. Avec la desserte de Brive et les complémentarités avec le réseau TER, c'est l'ensemble de la région Limousin et les départements alentours qui auront un accès facilité au réseau LGV (Lignes à Grande Vitesse) national et européen. La ligne POLT (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse) représente également un enjeu important pour le territoire. Le POLT a vocation à jouer un rôle structurant, en lien avec une échelle inter-régionale et afin d'ouvrir le territoire du SCoT vers d'autres territoires, notamment le Sud. Le SCoT Sud Corrèze souligne ainsi la nécessité de s'intéresser simultanément à cette double desserte (LGV et POLT), y compris pour le transport de marchandises. En cela, le SCoT entend permettre l'émergence d'un projet urbain structurant : le pôle multimodal de Brive, site stratégique à l'échelle du SCoT Sud Corrèze.

Par ailleurs, il apparaît important de prendre en compte le projet de doublement de la ligne LGV Paris-Lyon et d'évaluer les incidences sur les connexions potentielles de la ligne Paris-Orléans-Clermont-Ferrand-Lyon (POCL) avec le POLT. Il s'agit également de réfléchir sur les connexions potentielles au projet de LGV Bordeaux-Toulouse, en particulier vers Montauban, afin de permettre une ouverture du territoire du SCoT Sud Corrèze vers le Sud et le Sud Est de la France, ainsi que vers la péninsule ibérique.

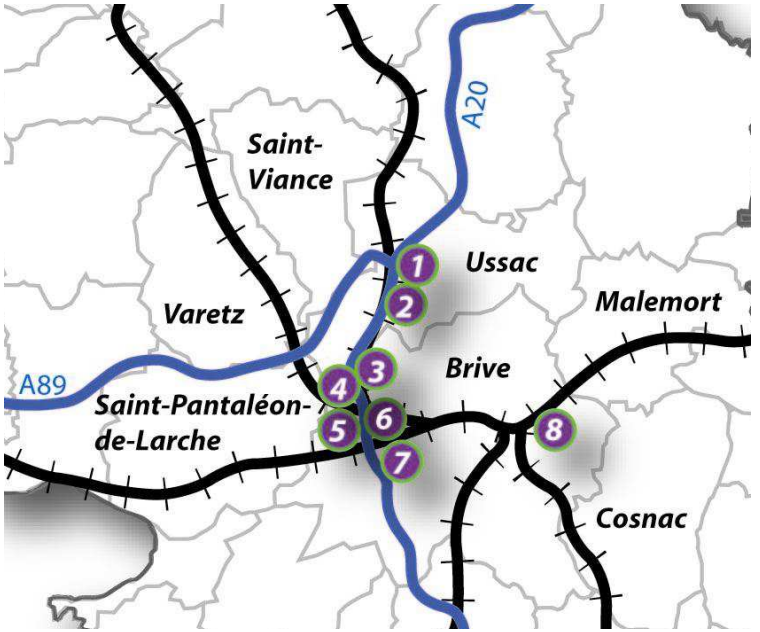
Au-delà de ces deux projets structurants, la complémentarité entre les différents modes de transports représente une priorité du SCoT. En ce sens, le site de la gare de Brive devra être adapté à ces enjeux dans une perspective d'amélioration de l'intermodalité. La gare de Brive représente en conséquence un site stratégique à l'échelle du territoire du SCoT Sud Corrèze. L'articulation entre les différents modes de transports (train, voiture, bus, vélo...) constitue un point essentiel tant pour le déplacement des personnes que des marchandises.

En effet, dans un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, le SCoT entend favoriser le développement des alternatives au transport de marchandises par poids lourds, notamment par le fer. En cela, le SCoT vise à créer les conditions afin de susciter l'installation

d'opérateurs de fret de proximité, afin d'identifier les sites d'articulation de desserte routière et de desserte ferroviaire, et analyser la convergence avec la localisation des marchandises produites, consommées … Les projets de zones d'activités doivent également rechercher à assurer des conditions de desserte ferroviaire de qualité.

Le renforcement des itinéraires de fret par voie ferrée sera notamment pris en compte dans les documents d'urbanisme locaux. Ils devront déterminer, en fonction de l'état d'avancement d'un projet, les dispositions nécessaires à l'aménagement des infrastructures ferroviaires (création d'embranchements, franchissements sécurisés …) par la limitation de l'urbanisation sur les abords des voies situées à proximité de sites d'activités économiques.

Les zones d'activités embranchées au réseau ferroviaire



1. ZI L'Aiguillon (Ussac)
2. SYMA A20 (Ussac)
3. ZI Cana Est & Ouest (Brive)
4. ZI Marquisie (Brive)
5. ZI Le Teinchurier (Brive)
6. ZI Beauregard (Brive)
7. ZI Sarretie (Brive)
8. ZI Brive Est (Brive)

Source : Citadia, d'après données Corrèze Expansion

Desserte aérienne

Le SCoT prévoit également de tirer profit de l'aéroport Brive-Vallée de la Dordogne en vue de renforcer l'attractivité du territoire. Il souligne ainsi l'intérêt de développer des connexions efficaces entre l'aéroport et Brive : à court terme, il s'agira d'établir une liaison routière, et à moyen ou long terme de mettre en œuvre les conditions permettant une liaison ferroviaire (en fonction des aménagements et du développement autour et à proximité de l'aéroport). Ces dispositions visent à tirer parti de cet équipement pour le développement économique touristique (y compris le tourisme d'affaires).

Le SCoT impose :

- ***Prendre en compte, dans le cadre des documents d'urbanisme locaux, les projets d'infrastructures de transports détaillés sur la carte en page suivante, quel que soit l'état d'avancement des études, de la maîtrise foncière et de la programmation des travaux :***
  - ⇨ ***si l'emprise est déterminée avec précision, les communes intègreront dans leur Plan Local d'Urbanisme (s'il existe) un emplacement réservé après accord du maître d'ouvrage.***
  - ⇨ ***si l'emprise n'est pas déterminée avec précision ou que le gestionnaire de l'infrastructure ne souhaite pas que soit porté un emplacement réservé sur le document d'urbanisme à son profit, les communes veilleront à limiter voire interdire les constructions dans un faisceau suffisamment large pour permettre à terme la réalisation de l'infrastructure.***
  - ⇨ ***enfin, lorsque les communes ne disposent d'aucun document d'urbanisme, il leur est demandé, lors de tout dépôt de demande de permis de construire, de permis d'aménager, de déclaration préalable ou de certificat d'urbanisme sur les secteurs susceptibles d'accueillir une déviation ou tout autre projet d'infrastructure (création ou aménagement de l'existant), d'indiquer l'état du projet au demandeur.***
- ***Intégrer dans les documents d'urbanisme locaux le renforcement des itinéraires de fret par voie ferrée et prévoir les dispositions nécessaires à l'aménagement des infrastructures ferroviaires (création d'embranchements, franchissements sécurisés…) par la limitation de l'urbanisation sur les abords des voies situées à proximité des sites d'activités économiques (hors centres-villes, centres-bourgs)***
- ***Maintenir les installations terminales embranchées (ITE).***
- ***Faciliter l'émergence d'un projet urbain structurant : le pôle multimodal de Brive, site stratégique à l'échelle du SCoT Sud Corrèze***
- ***Etablir une liaison régulière entre l'aéroport de Brive – Vallée de la Dordogne et Brive***

Le SCoT recommande de :

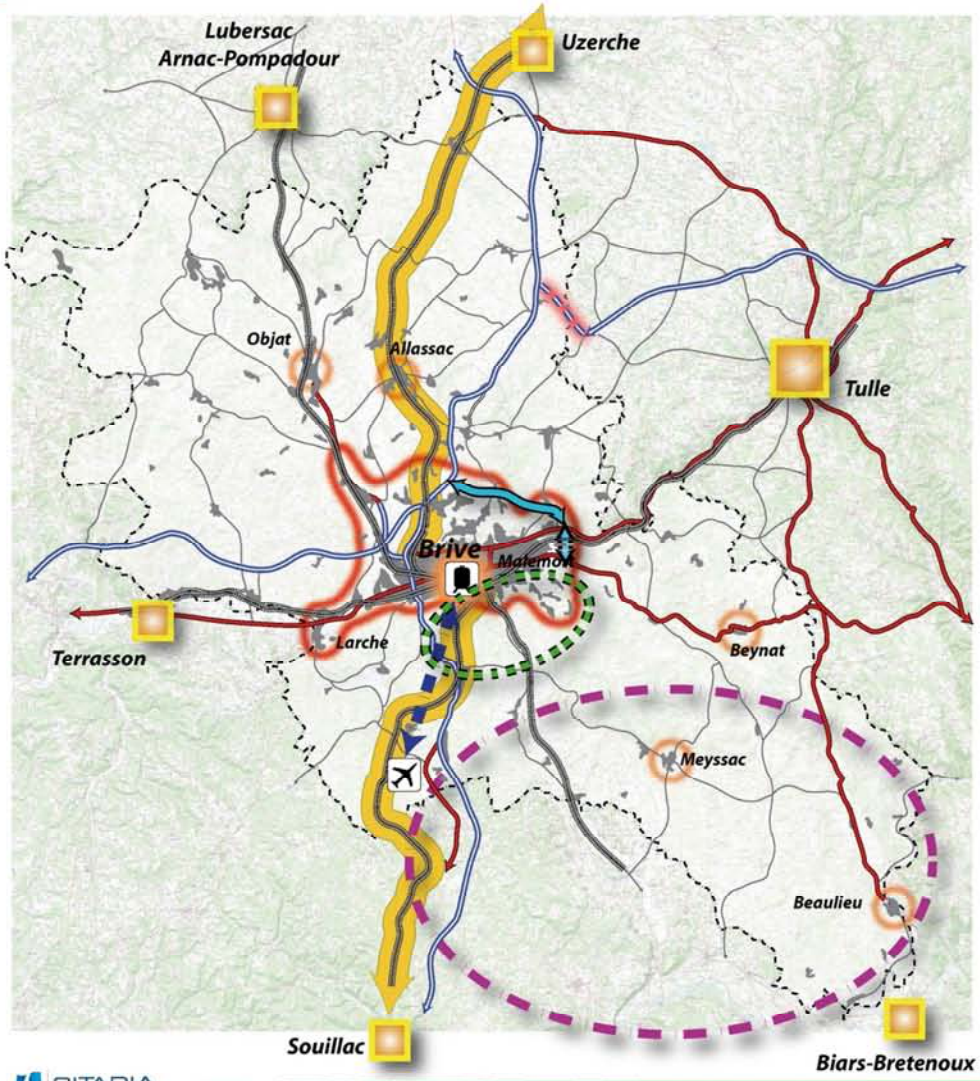
- ***Rechercher une complémentarité entre les différentes dessertes ferroviaires en soutenant à la fois le projet de LGV Limoges-Poitiers et le POLT afin que ces projets permettent une irrigation optimale de l'ensemble du territoire du SCoT Sud Corrèze.***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 2.1. du PADD : Optimiser les infrastructures existantes et faciliter les échanges avec l'extérieur en renforçant l'accessibilité de l'ensemble du territoire du SCoT Sud Corrèze

Optimiser les infrastructures existantes et faciliter les échanges avec l'extérieur en renforçant l'accessibilité de l'ensemble du territoire du SCoT Sud Corrèze

Transports et Déplacements



CITADIA

Légende

- Pôle urbain central
- Pôles d'équilibre
- Pôles voisins extérieurs au SCoT Sud Corrèze
- Tâche urbaine principale
- Périmètre du SCoT
- Réseau autoroutier
- Principaux axes routiers
- Principales routes départementales
- Voie ferrée
- Aéroport Brive - Vallée de la Dordogne

Projets d'infrastructures routières concernés par des prescriptions :

- Intégrer le projet de doublement du barreau A20-A89 afin de boucler le noeud autoroutier
- Améliorer l'accessibilité externe et interne du territoire en prolongeant le contournement Nord de Brive jusqu'à la RD 921 à Malemort
- Résoudre les dysfonctionnements sur les déplacements au sud de l'agglomération de Brive, étudier l'opportunité de faciliter les échanges Est-Ouest en partie Sud de l'agglomération et améliorer l'irrigation du territoire à partir de l'échangeur de Noailles
- Déterminer la réserve foncière nécessaire à la réalisation du projet Lot-Corrèze-Voie d'Avenir lorsque le tracé définitif sera retenu

Prescriptions

- Faciliter l'émergence d'un projet urbain structurant : le pôle multi-modal de Brive, site stratégique à l'échelle du SCoT
- Etablir une liaison régulière entre l'aéroport de Brive - Vallée de la Dordogne et Brive

Recommandations

- Rechercher une complémentarité entre les différentes dessertes ferroviaires en soutenant à la fois le projet de LGV Limoges Poitiers et la ligne POLT

Sources : Citadia, septembre 2011.

2.1.2. Les objectifs et principes permettant de renforcer l'attractivité du SCoT Sud Corrèze au travers d'un soutien à l'aménagement numérique du territoire

Aujourd'hui, de plus en plus de ménages français utilisent régulièrement Internet et l'ordinateur devient un instrument de travail pour plus de la moitié des personnes actives. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) constituent un enjeu important pour le développement d'un territoire :

- D'une part, pour gagner en attractivité et en compétitivité, des réseaux de communications électroniques performants représentent un appui de premier plan.
- D'autre part, les TIC sont facteurs de cohésion sociale et de désenclavement, à travers l'accès aux services et commerces en ligne, la possibilité de télé-travail, la recherche d'emploi, la télé-formation, et la e-administration …

Inscrit dans une échelle de temps compatible avec celle des SCoT, le déploiement d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques de qualité est un chantier majeur pour les 10 à 15 ans à venir. Néanmoins, le déploiement des infrastructures est subordonné à une logique de rentabilité pour les opérateurs. Ceci entraîne une nécessaire intervention des acteurs publics dans les zones moyennement denses et rurales. A l'échelle régionale, le syndicat mixte « DORSAL » est un projet collectif visant l'accès au haut débit des Limousins aux meilleures conditions sur l'ensemble du territoire du Limousin, en zone urbaine mais aussi en zone rurale. Les orientations du SCoT s'attachent à poursuivre ces efforts et à favoriser à terme la desserte de l'ensemble du territoire du SCoT en très haut débit.

Ainsi, le SCoT précise que les équipements de superstructures (santé, recherche, enseignement, ...) ainsi que les zones d'activités économiques devront être prioritairement raccordés en très haut débit. A titre d'exemple, il s'agira d'intégrer dans tous projets d'extension ou de création de zone d'activités économiques la pose de fourreaux vides permettant d'accueillir la fibre optique. En cela, il convient d'anticiper sur la desserte en très haut débit de ces zones. Plus généralement, il sera demandé de mettre en œuvre des fourreaux lors de tous travaux d'infrastructure. Plusieurs aménagements de voirie et de réseaux divers (enfouissements ou modernisation de réseaux, réfection de voiries ...) permettent en effet de poser des fourreaux visant à supporter à terme la fibre optique. Il serait ainsi souhaitable que le projet de Liaison Nord Lot - Sud Corrèze - Voie d'Avenir soit doublé par une liaison très haut débit. La possibilité d'un raccordement à la fibre optique parallèle à l'autoroute A20 devra alors être étudiée. L'aéroport Brive - Vallée de la Dordogne a également vocation à être desservi à terme par une desserte en très haut débit.

Le SCoT impose de :

- ***Permettre le développement de la desserte très haut débit par fibre optique des zones d'activités économiques (existantes à réaménager et futures) et des équipements de superstructures, en créant à minima les conditions pour que ces secteurs soient facilement raccordables à une desserte très haut débit.***
- ***Préalablement à la réalisation de tous travaux d'infrastructure, étudier la pertinence de mettre en place des fourreaux vides afin d'y installer à terme la fibre optique, après concertation avec le syndicat mixte DORSAL et cohérence avec le SDAN.***
- ***Desservir l'aéroport de Brive – Vallée de la Dordogne par une liaison très haut-débit***

Le SCoT recommande de :

- ***Associer le syndicat mixte DORSAL (Développement de l'Offre Régionale de Services et de l'Aménagement des télécommunications en Limousin) lors de l'élaboration de documents d'urbanisme et ce dans un rôle de conseil.***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 2.1. du PADD : Optimiser les infrastructures existantes et faciliter les échanges avec l'extérieur en renforçant l'accessibilité de l'ensemble du territoire du SCoT Sud Corrèze

2.2. Les objectifs et principes relatifs au développement économique

2.2.1. Les objectifs et principes permettant d'assurer une certaine équité à l'échelle du territoire du SCoT Sud Corrèze

Le territoire du SCoT Sud Corrèze présente une structure économique plurielle et variée : industrie pourvoyeuse d'emplois, agriculture diversifiée et de qualité (mais fragilisée), offre commerciale riche, tissu artisanal riche et en développement, potentiel touristique certain…

Néanmoins, certains élus et acteurs institutionnels ont exprimé clairement leurs inquiétudes quant au déséquilibre économique croissant entre les parties Est et Ouest de l'agglomération. Le SCoT envisage de définir des objectifs et outils qui permettent, à moyen et long terme, de conserver un équilibre économique et commercial entre l'Est et l'Ouest de l'agglomération de Brive.

Le SCoT entend ainsi construire l'offre économique de manière à répondre à un triple objectif :

- ⇨ Renforcer le tissu économique existant
- ⇨ Accueillir de nouvelles activités (accompagnement de la croissance démographique)
- ⇨ Mettre en œuvre un maillage équilibré du territoire, tendant vers une meilleure équité à l'échelle du SCoT Sud Corrèze.



La politique de développement économique se résume trop souvent au simple développement de zones d'activités. Dans le cadre de ce SCoT, l'objectif est de porter une réelle politique de développement économique qui favorise une organisation complémentaire entre les différentes parties du territoire et concilie développement périphérique et développement des centres-villes et centres-bourgs. L'organisation du tissu économique envisagée à moyen et long terme mérite d'être affichée clairement afin d'éviter les implantations non souhaitées ou inopportunes.

Le SCoT Sud Corrèze a pour ambition de maintenir le ratio de 2,38 habitants pour un emploi *(source : INSEE 2007)* dans l'optique de garder la dynamique économique engagée sur le territoire. Au regard des perspectives de développement de l'habitat établies au 1.1.1., entre 8 500 et 12 000 emplois seraient ainsi à créer entre 2012 et 2030.

Le SCoT propose deux modes de répartition de l'emploi :

- ⇨ Le premier, établi directement en lien avec le scénario de multi-polarisation retenu et la stratégie de l'habitat qui en découle ;
- ⇨ Le second, établi selon le poids économique de chaque bassin de vie en 2007.

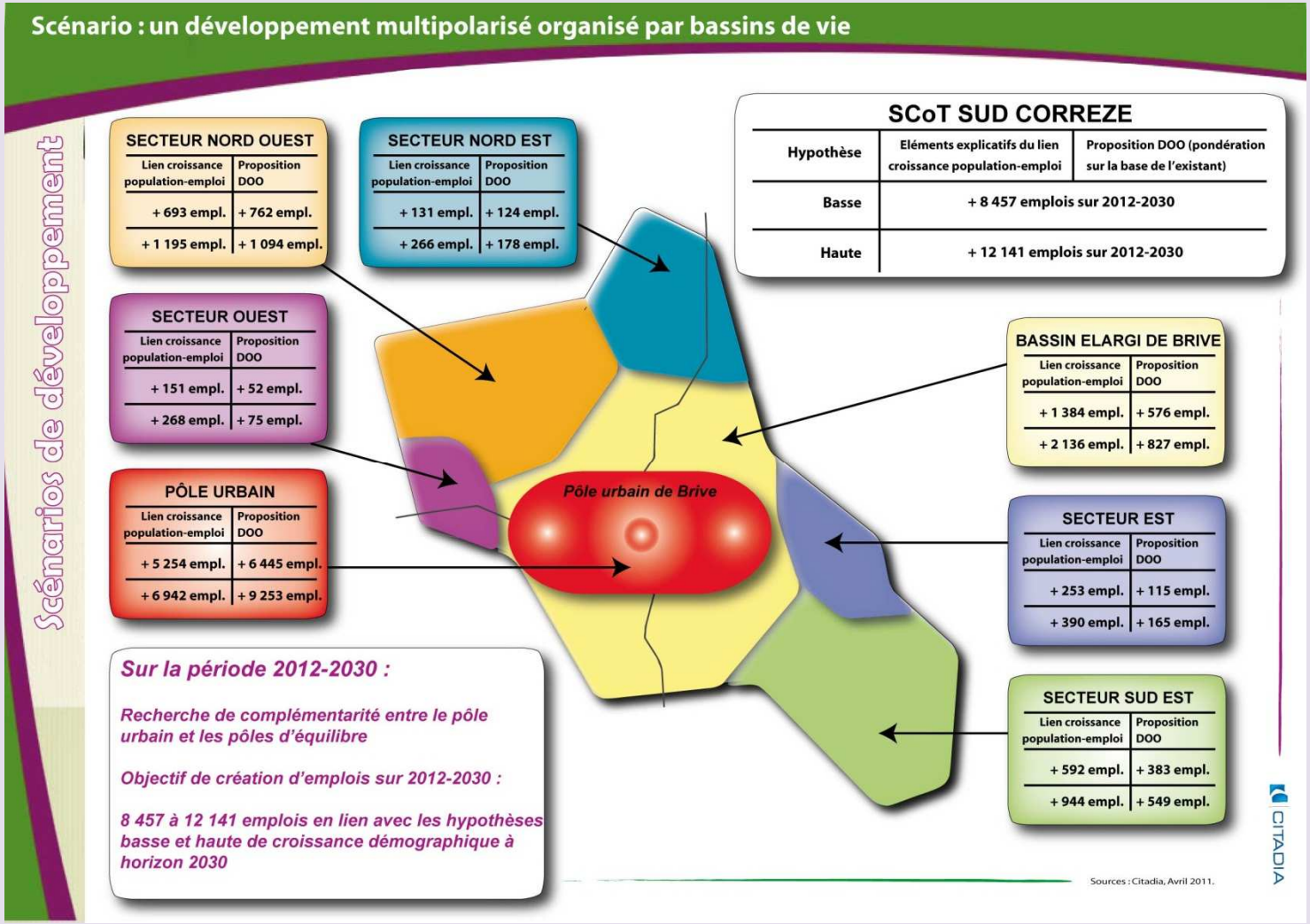
Le SCoT ne vise pas à répartir le développement économique de manière mathématique entre les différents bassins de vie mais à permettre aux bassins de vie dits « ruraux » d'assurer un développement économique de qualité qui favorise le maintien voire le développement de la démographie, du parc de logements, des équipements, …

Le SCoT impose de :

- ***Favoriser la création d'emplois sur le pôle urbain mais également sur chaque pôle d'équilibre en veillant à permettre le développement de nouvelles entreprises (ou l'extension des entreprises présentes)***
- ***Renforcer les fonctions économiques des pôles d'équilibre en veillant notamment, dans le cadre d'une concertation élargie, à :***
  - ***privilégier les implantations économiques de proximité (services, artisanat, …) sur les pôles d'équilibre***
  - ***privilégier l'implantation des entreprises ayant besoin d'une main d'œuvre importante (ou spécifique), ou de moyens de communication étendus (réseau routier et ferré notamment), sur le pôle urbain***
  - ***favoriser le développement des communications numériques sur l'ensemble du territoire***

Le SCoT recommande de :

- ***Assurer une équité et une complémentarité entre pôle urbain central et pôles d'équilibre***



Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 2.2. du PADD : Définir une réelle politique de développement économique à l'échelle du SCoT Sud Corrèze

Axe 2.7. du PADD :

Analyser l'impact du développement économique sur les autres fonctions (habitat, transports, …)

2.2.2. Les objectifs et principes permettant de structurer le développement économique au cœur de chaque bassin de vie

La stratégie en matière d'implantation d'activités économiques a vocation à s'intégrer dans une politique d'économie de l'espace et de baisse des déplacements et d'un basculement vers des modes de déplacements autres qu'individuels motorisés. En cela, le SCoT entend faciliter une organisation et une offre foncière économique qui favorisent la complémentarité. La réflexion sur la politique économique est donc à établir parallèlement aux stratégies de développement de l'habitat et au scénario de multi-polarisation retenu.

A l'heure actuelle, l'activité économique se trouve largement concentrée sur le pôle urbain et plus généralement sur l'Ouest du territoire et a tendance à s'éloigner des cœurs de bassins de vie. Or, ce développement tend à accroître les besoins en déplacements alors que le PADD affirme comme objectif de limiter les déplacements individuels et de travailler notamment sur la réduction des besoins de mobilité.

Le SCoT entend donc favoriser le développement de zones d'activités économiques qui tendent à :

- ⇨ limiter l'atteinte au fonctionnement d'un espace existant (et notamment les centres-villes et centres-bourgs). En cela, il s'agit de créer des espaces d'activités « connectés » aux espaces urbains ou villages (principaux pôles d'habitat et de vie).
- ⇨ être desservies par un réseau de transports en commun efficace (si la zone est destinée à accueillir plusieurs centaines d'emplois). Ce réseau de transports en commun, ou un système alternatif, devra relier l'espace d'activités aux zones d'habitat environnantes les plus denses.
- ⇨ être aménagées de façon compacte afin de limiter les coûts d'investissement et de fonctionnement et de limiter les besoins en déplacements à l'intérieur du quartier constitué.

Par ailleurs, le renforcement d'un pôle d'équilibre ne doit pas stopper le développement des communes riveraines. La stratégie engagée doit permettre de renforcer dans un premier temps le pôle d'équilibre afin qu'il assure dans un second temps un rayonnement et une attractivité sur l'ensemble du bassin de vie.

Parallèlement à ces éléments, le SCoT entend prévoir des réserves foncières cohérentes avec les logiques de l'habitat *(voir carte page 25).* Ainsi, en vue d'accueillir entre 8 500 et 12 000 emplois entre 2012 et 2030, 214 à 307 hectares d'espaces à vocation économique seraient nécessaires sur cette période.

Le SCoT vise également à mettre en place une stratégie économique s'appuyant sur les spécificités de chaque bassin, en valorisant leurs atouts respectifs. Ainsi, le SCoT précise la vocation économique par bassin de vie :

- ⇨ Pôle urbain de Brive : commerce, service, industrie, avec un ratio moyen de 60 emplois par hectare (hors renouvellement urbain) ;
- ⇨ Bassin de vie élargi de Brive : logistique, industrie de transformation, artisanat, commerce de gros spécialisé (et commerce de proximité), avec un ratio moyen de 20 emplois par ha ;
- ⇨ Secteur Nord-Ouest : commerce de proximité, artisanat, industrie, conditionnement et tourisme : avec un ratio moyen de 20 emplois par ha ;
- ⇨ Secteur Nord-Est : logistique, transport, travaux publics, avec un ratio plus faible de 10 emplois par ha ;
- ⇨ Secteur Est : commerce, service de proximité, artisanat et, entreprises de transformation et tourisme, avec un ratio moyen de 20 emplois par ha.
- ⇨ Secteur Sud Est : commerce, service de proximité, artisanat, industrie et tourisme, avec un ratio moyen de 20 emplois par ha ;
- ⇨ Secteur Ouest : commerce, service de proximité, artisanat, avec un ratio moyen de 20 emplois par ha. Compte tenu de la proximité du pôle terrassonnais, une partie du développement économique du bassin de vie élargi de Brive pourra se faire sur le secteur Ouest, en lien avec l'échangeur de la Rivière de Mansac.

De plus, le SCoT n'a pas vocation à être uniquement un outil réglementaire et se veut également être un support pédagogique. En ce sens, le SCoT sensibilise sur les coûts induits quant aux déplacements domicile-travail. Du fait de la montée du prix du carburant, le budget déplacement des ménages a augmenté pour devenir parfois le second poste de dépenses, après celui du logement. En effet, les coûts peuvent s'avérer très importants pour des personnes résidant à plusieurs dizaines de kilomètres de leur lieu de travail.

Certaines études et certains outils de calcul (ADEME, INSEE, …) précisent ces enjeux et permettent aux ménages d'avoir une idée de l'impact des déplacements sur leur budget annuel.

Le SCoT impose de :

- ***Ne pas interférer sur les projets portés par des collectivités voisines : lorsque deux implantations ou structurations économiques voisines risquent de se concurrencer mutuellement, priorité sera donnée au projet qui permet d'asseoir un pôle d'équilibre au cœur d'un bassin de vie***
- ***Imposer la création de zones d'activités à proximité des bourgs et reliées cheminements piétonniers et cyclables (sauf activités nuisantes)***
- ***Imposer à terme une desserte en transports en commun cadencée des zones susceptibles d'accueillir plus de 300 emplois***
- ***Favoriser la mixité de fonctions (commerces, services, habitat) et éviter un développement disparate***
- ***Etudier dans les PLU, notamment au travers des Orientations d'Aménagement et de Programmation, le potentiel de requalification et de densification des zones d'activités existantes, sites anciens ou friches urbaines.***
- ***Mettre en place des réserves foncières, avec l'ensemble des acteurs, à proximité de quelques échangeurs autoroutiers stratégiques et des secteurs desservis par le réseau ferré à destination des activités nécessitant une forte accessibilité pour les transports de marchandises.***

Le SCoT recommande de :

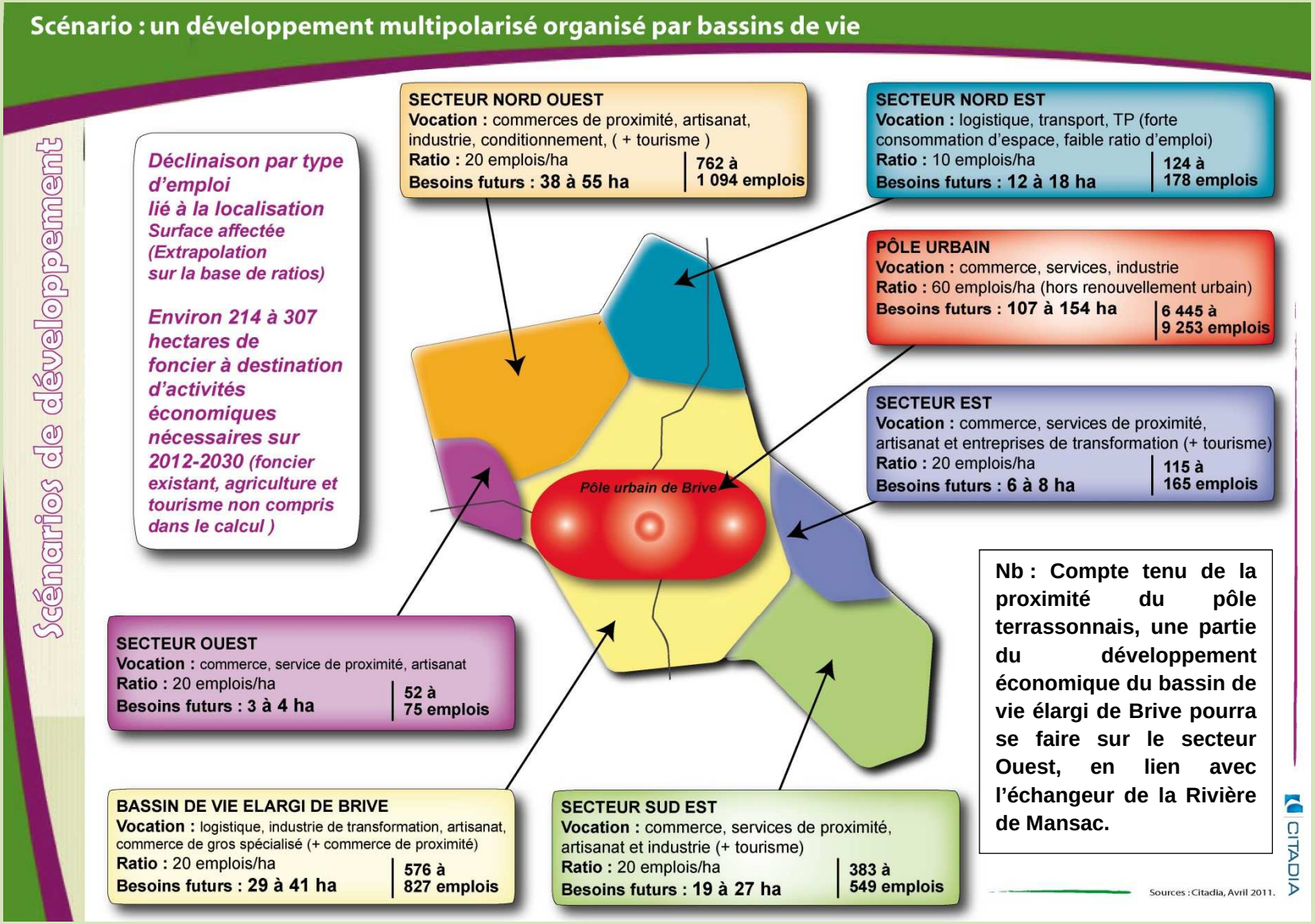
- ***Privilégier, lorsque le type de production le permet, une implantation économique sur les espaces d'activités aménagés ou sur les communes des territoires « ruraux ».***
- ***Favoriser l'implantation des commerces de moins de 300 m² dans les centres-bourgs***
- ***Faire œuvre de pédagogie sur les questions de coûts induits par les déplacements domicile-travail***
- ***Prendre en compte le Schéma des Carrières de la Corrèze et créer les conditions pour permettre le maintien et le renouvellement des carrières existantes (maintien de zones non constructibles autour des carrières existantes) en lien avec la recommandation sur l'extension des carrières en page 121.***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 2.2. du PADD : Définir une réelle politique de développement économique à l'échelle du SCoT Sud Corrèze

Axe 2.7. du PADD : Analyser l'impact du développement économique sur les autres fonctions

Le SCoT impose :



2.2.3. Les objectifs et principes permettant de veiller à ne pas générer un développement économique linéaire

Le territoire a vu naître ces dernières années d'importantes infrastructures de transport qui ont favorisé un développement économique sur l'Ouest de la partie agglomérée (abords de l'A20 et de l'A89). Outre les questions d'équilibre Est-Ouest que cela pose, ce développement s'est fait sans profondeur avec pour seule logique la recherche de l'effet vitrine depuis les voies à grande circulation. Le SCoT doit veiller à maîtriser le développement économique linéaire le long des axes de communication qui impacte fortement les paysages, l'activité agricole et coûte cher aux collectivités (réseaux).

Les espaces aménagés à vocation d'activités sont, comme le diagnostic a pu le démontrer, sous-exploités. De nombreux espaces d'activités présentent des espaces en friche non repris et des espaces laissés libres de toute occupation relativement importants. Les cessions de terrains et d'immobilier d'entreprise comptent souvent sur un développement potentiel des activités ce qui a pour effet de geler une grande partie des espaces équipés.

Afin de favoriser le renouvellement urbain, et surtout de limiter la sur-consommation de foncier à des fins économiques, le SCoT vise à :

- ⇨ Réglementer le développement de zones d'activités « sans profondeur »
- ⇨ Réduire la consommation de foncier à des fins économiques (optimisation du foncier) en développant des zones compactes en veillant à éditer des règlements (dans les PLU et zones) qui permettent, voire imposent la réalisation de locaux sur plusieurs niveaux.
- ⇨ Favoriser la reconquête des friches industrielles et le redéploiement de l'activité dans les centres.

Le SCoT impose de :

Consommation de foncier à des fins commerciales :

- ***Limiter la consommation foncière en :***
  - ✓ ***réalisant des zones d'activités compactes favorisées par des règlements (dans les Plans Locaux d'Urbanisme) qui permettent par exemple la réalisation de locaux sur plusieurs niveaux afin de limiter la consommation foncière.***
  - ✓ ***n'étendant pas les zones commerciales de manière linéaire le long des axes de communications, en leur donnant une épaisseur (perpendiculaire à ces voies).***
- ***Densifier et faciliter le réinvestissement des emprises non bâties par des entreprises dans des zones d'activités sous-densifiées, notamment par le biais de règlements d'urbanisme (Orientations d'Aménagement et de Programmation des Plans Locaux d'Urbanisme, …) et favoriser la requalification de sites commerciaux anciens ou dégradés.***

Le SCoT recommande de :

- ***Porter une attention particulière à la politique foncière à mener pour faciliter le développement ou la reconquête des sites d'activités (stratégie et politique foncière)***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 2.4. du PADD : Veiller à ne pas générer un développement économique linéaire

2.2.4. Les objectifs et principes permettant de renforcer l'attractivité du territoire en s'appuyant sur la formation et l'innovation

Le territoire du SCoT Sud Corrèze dispose d'un bon niveau d'offres de formation grâce notamment à un campus universitaire et un ensemble de formations de l'enseignement supérieur. Au total, ces équipements rassemblent près de 1500 étudiants sur Brive.

Afin d'assurer au territoire un développement économique innovant et compétitif, le SCoT Sud Corrèze tend à favoriser le développement d'activités de pointe et de filières d'innovation qui, tout en créant une nouvelle dynamique économique, contribueraient à affirmer l'image du territoire en tant que pôle économique majeur de la Région Limousin et une lisibilité plus importante à l'échelle inter-régionale. Les actions en faveur du développement de la recherche et de l'innovation peuvent notamment s'appuyer sur la présence du pôle de compétitivité Elopsys, lié à la fabrication de composants électroniques, mais également sur la métallurgie (Mécanic Vallée) ou encore l'agroalimentaire. Par ailleurs, la forte présence de boisements permet d'envisager sereinement le développement d'une filière Bois Energie sur le territoire.

Le SCoT veille ainsi à corréler la dynamique économique liée à la recherche et au développement de l'enseignement supérieur spécialisé présent sur le territoire. En effet, l'accompagnement de l'émergence de filières d'activités innovantes et porteuses de nouvelles valeurs ajoutées est une préoccupation centrale du SCoT Sud Corrèze.

Le SCoT impose de :

- ***Assurer une mixité des fonctions (économie, habitat) au sein des projets d'activités tertiaires, notamment au sein du pôle urbain. Cela pourra passer par la mise en place de procédures adaptées : Zone d'Aménagement Différée (ZAD), Zone d'Aménagement Concertée (ZAC), etc.***
- ***Permettre le développement de la desserte très haut débit par fibre optique dans l'ensemble des zones destinées à accueillir des activités économiques, en installant à minima des fourreaux vides et en assurant la possible connexion des constructions en très haut débit.***

Le SCoT recommande de :

- ***Mettre les filières d'enseignement professionnalisantes, en cohérence avec le tissu socio-économique existant (métallurgie, agroalimentaire, composants électroniques, bois énergie,…)***
- ***Développer des passerelles entre l'enseignement, la recherche et l'industrie (apprentissage, coopération, …)***
- ***Favoriser l'émergence de projets innovants et faciliter les liens entre recherche et application industrielle.***
- ***Faciliter le développement d'entreprises innovantes en mettant en œuvre des zones d'activités de Haute Qualité Environnementale notamment à proximité des pôles de formation et de recherche.***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 2.3. du PADD : Anticiper sur le tissu économique de demain

2.2.5. Les objectifs et principes permettant de promouvoir l'image du territoire en améliorant la qualité des sites d'accueil

L'implantation d'activités économiques est de plus en plus liée à la qualité des sites qui les accueillent. De nombreuses entreprises, et notamment les grandes enseignes nationales, développent des chartes et engagements pour la préservation de l'environnement et la qualité urbaine, architecturale, paysagère, etc. de leurs sites d'implantation.

Les espaces d'activités constituent des espaces de vie au même titre que tout quartier. A l'image des quartiers d'habitat, ils doivent faire l'objet de préoccupations d'ordre qualitatif afin de répondre aux enjeux du territoire et de qualité de vie que le SCOT défend. Ces quartiers d'activités doivent ainsi répondre aux enjeux de développement durable qui croisent des enjeux d'image du territoire, de conditions de vie des habitants travaillant dans ces quartiers, d'environnement ou de productivité des entreprises. Ces espaces sont constitués d'espaces publics ou privés, de services aux entreprises dont l'organisation nécessite une recherche d'harmonie. L'image du territoire et des entreprises en dépend.

Le SCoT Sud Corrèze entend ainsi favoriser le développement de sites d'accueil mieux intégrés et plus respectueux des sites naturels et paysages dans lesquels ils s'insèrent.

Le SCoT impose de :

- ***Limiter le développement d'enseignes visibles depuis les grands axes de communication***
- ***Favoriser les programmes mixtes (habitat, commerces, services) notamment au sein du centre ville***
- ***Favoriser la requalification de sites d'accueil anciens ou dégradés***
- ***Prendre en compte les dimensions environnementale et paysagère au sein de tous les projets de zones d'activités :***
  - ⇨ ***gérer les eaux pluviales et l'utilisation d'eaux brutes pour limiter le recours à l'eau potable***
  - ⇨ ***imposer un traitement végétal des espaces privés et publics au sein des zones d'activités***
  - ⇨ ***intégrer un pourcentage espaces libres / espaces occupés. Les espaces aménagés (construction, parkings, aires de manœuvre, …) devront occuper 70 % minimum de l'espace cédé et les secteurs restant seront aménagés en espaces verts et pourront également servir en vue de l'extension des entreprises***
  - ⇨ ***en parallèle des outils (règlement du site, charte, labellisation, …) visant à favoriser l'implantation et le développement des entreprises sur le territoire, des critères qualitatifs liés à la qualité architecturale, l'insertion paysagère des bâtiments, la mise en œuvre de normes de qualité environnementale devront être intégrés (notamment en ce qui concerne la maîtrise de l'énergie, la qualité des matériaux employés et la rétention et la réutilisation de l'eau). La conjugaison des critères économiques et de performance environnementale permettra de pérenniser les espaces d'activités économiques.***
  - ⇨ ***implanter les nouvelles zones d'activités dans des espaces proches des pôles d'habitat (en veillant à aménager des espaces d'activités autour de dessertes secondaires)***

Le SCoT recommande de :

- ***Mettre en place un règlement de publicité commun à toutes les communes situées à proximité des grands axes de communication***
- ***Encourager dans les règlements d'urbanisme un réel traitement urbain des façades des constructions, des clôtures, des espaces libres,***
- ***Proposer un plan de paysage et d'aménagement des zones (à décliner dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation)***
- ***Favoriser la gestion durable des espaces commerciaux notamment sur la consommation et la production d'énergies (en incitant par exemple à la mise en place de capteurs solaires sur toitures et parkings), en portant une attention particulière à l'insertion paysagère de ces équipements***
- ***Favoriser le développement de services connexes aux zones d'activités : services de type restauration, crèches d'entreprises, etc.***
- ***Réaliser (dans la mesure du possible) des espaces de stationnement majoritairement à l'arrière des bâtiments d'activités et inciter la réalisation de stationnement en ouvrage et partagé***
- ***Evaluer les éventuelles nuisances et impacts sonores dans le cadre de l'aménagement de toute zone d'activités économiques et envisager des aménagements permettant de limiter ou réduire les nuisances.***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 2.6. du PADD : Améliorer la qualité des sites d'accueil (et par là même l'image du territoire)

2.3. Les objectifs et principes relatifs à l'activité artisanale

Le diagnostic a mis en évidence que la part des établissements tous secteurs confondus employant moins de 10 salariés représente 90% des entreprises du territoire. Il s'agit des artisans et des PME. La structure économique du territoire est très largement composée d'entreprises locales qui, au fil du temps, se sont développées en gagnant de nouveaux marchés et/ou en développant de nouveaux produits. Le tissu économique est constitué d'un grand nombre de Très Petites et Moyennes Entreprises qui méritent la plus grande attention.

Le secteur artisanal représente en effet une part importante de la structure économique et se développe avec plus de 3 000 entreprises artisanales à l'échelle du SCoT et près de 7 000 salariés avec une progression régulière chaque année.

L'artisanat se positionne donc comme un acteur essentiel du développement économique du territoire. Les entreprises artisanales, par la variété de leur production et de leurs services touchent à tous les secteurs d'activités. Ces entreprises répondent aux besoins des consommateurs locaux et concourent à la qualité de vie et de l'environnement. Elles contribuent alors à fixer les populations sur le territoire. L'artisanat se révèle comme le moteur de l'économie locale. Il joue un rôle majeur dans l'aménagement du territoire et le maintien des activités économiques, notamment en zone rurale.

Le SCoT Sud Corrèze entend ainsi créer les conditions du maintien et du développement de l'activité artisanale sur le territoire.

Le SCoT impose au travers des documents d'urbanisme :

- ***de maintenir voire développer un maillage artisanal de proximité satisfaisant***
- ***de programmer des opérations mixtes en terme d'habitat et d'activités liées à l'économie résidentielle (sous réserve que ces activités n'engendrent pas de nuisances pour les habitations)***
- ***de favoriser la création de zones d'activités artisanales à l'échelle communale. La constitution de nouvelles zones devra toutefois être justifiée au regard des capacités résiduelles des autres zones et des capacités de reconquête d'anciens espaces d'activités inoccupés (évaluation à faire dans les documents d'urbanisme). Une attention particulière sera portée sur la densité des espaces d'activités afin de ne pas surconsommer les espaces agricoles.***
- ***de reprendre les règlements d'urbanisme dans les zones d'activités sous-densifiées et faciliter le réinvestissement des emprises non bâties par des entreprises locales***

Le SCoT recommande de :

- ***mettre en place un dispositif de veille foncière afin d'analyser les dynamiques économiques (état des lieux des espaces occupés, sous-occupés, espaces cessibles, friches économiques, vocation des zones, etc.) à l'échelle du SCoT (Etablissement Public Foncier Local - EPFL, Fonds d'intervention foncière, etc.)***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 2.3. du PADD : Anticiper sur le tissu économique de demain : favoriser la transmission et le développement des entreprises locales

2.4. Les objectifs et principes relatifs à l'activité agricole

L'activité agricole, ainsi que les filières agro-alimentaires qui y sont liées, représentent une part importante de l'économie locale. Dans le cadre du SCoT, il semble primordial d'accorder la plus grande attention a cet acteur qui, même s'il est avant tout un acteur économique, joue aussi un rôle important sur le plan du maintien des paysages et de la préservation de la biodiversité.

Le principal objectif poursuivi par le SCoT est donc d'assurer des conditions favorables au maintien, à la reprise, voire au développement des activités agricoles. Même si le SCoT ne sera pas en mesure d'apporter des réponses à toutes les difficultés que peuvent rencontrer les exploitants agricoles depuis plusieurs années (notamment sur le prix de vente des productions), il est en capacité d'intervenir sur certains domaines. Le SCoT, à travers les orientations qu'il propose, a pour principaux objectifs :

- d'assurer la préservation du principal outil de production agricole : la ressource sol
- de limiter les risques de conflits entre activités agricoles et fonction résidentielle
- de favoriser la reprise et le développement des exploitations agricoles
- de favoriser la diversification des activités et la recherche d'une plus grande valeur ajoutée des productions (transformations, circuits courts de proximité, …)

Le SCoT impose de :

- ***réaliser le volet agricole du diagnosticdu document d'urbanisme, en concertation avec les acteurs du monde agricole.***
- ***Favoriser par une traduction réglementaire appropriée dans les documents d'urbanisme, la diversification et la valorisation des productions locales (ateliers de transformation, magasins de vente directe, …) sur les sites de production (exploitations)***
- ***justifier des capacités et du potentiel de densification ou de renouvellement urbain avant toute ouverture de nouvelle zone à l'urbanisation consommant des espaces agricoles***
- ***interdire le développement de zones d'habitat en discontinuité des villages et hameaux (mitage)***
- ***Positionner les terres irriguées, drainées ou irrigables (raccordable à un réseau d'irrigation passant à proximité) en zone Agricole dans les documents d'urbanisme.***
- ***favoriser le changement d'affectation des anciens bâtiments agricoles dès lors qu'ils n'ont plus d'usage agricole et ne compromettent pas le fonctionnement actuel ou futur de l'exploitation et qu'ils ne nécessitent pas un renforcement des réseaux existants.***
- ***favoriser l'installation de jeunes agriculteurs par un règlement adapté des documents d'urbanisme.***

Le SCoT recommande de :

- ***Solliciter la Chambre d'Agriculture et la Direction Départementale des Territoires pour obtenir un porter à connaissance sur l'activité agricole et les enjeux communaux (ou intercommunaux) dans le cadre de l'élaboration de PLU, PLU intercommunaux ou cartes communales.***
- ***Intégrer dans le volet agricole du diagnostic des documents d'urbanisme les points suivants :***
  - ⇨ ***Qualification du potentiel agricole qui aboutit à une cartographie prenant en compte :***
    1. ***la qualité des sols,***
    2. ***les pentes,***
    3. ***les équipements (serres, irrigation, plans d'épandage …)***
  - ⇨ ***Qualification de l'activité économique qui aboutit à une cartographie prenant en compte :***
    1. ***L'identification (+ cartographie) des sièges d'exploitation***
    2. ***Avec la Surface Agricole Utile qui leur est associée***
    3. ***L'identification des bâtiments agricoles (élevage)***
    4. ***L'identification des types de culture (pérennes, signe qualité, …)***
    5. ***La pérennité de l'activité à l'échelle du PLU (jeunes agriculteurs, si fin d'exploitation y-a-t-i un repreneur ?)***
- ***favoriser une maîtrise foncière publique de certains secteurs sur lesquels des productions spécifiques peuvent être envisagées (maraîchage, arboriculture, …)***
- ***Les documents d'urbanisme intégreront une zone inconstructible de 100 m autour des bâtiments agricoles d'élevage et des bâtiments agricoles générateurs de nuisances afin de permettre l'évolution des pratiques d'élevage dans le temps, améliorer les conditions de travail autour des installations, atténuer les perceptions des riverains inhérents à la présence d'animaux.***
- ***Prendre connaissance et faire connaître la charte agricole de bonne pratique des arboriculteurs (cf annexes)***
- ***Définir des Zones Agricoles Protégées dans le cadre des PLU intercommunaux en tenant compte du potentiel agricole des terres***

Le SCoT recommande de :

- ***favoriser le logement des employés saisonniers, en utilisant au maximum les hébergements touristiques présents (saisons décalées)***
- ***favoriser le développement d'entreprises ou de productions innovantes***
- ***limiter le développement urbain sur les secteurs à forte valeur agricole en imposant une densité minimale de :***
    1. ***20 logements/ha ou 2 600 de m² de SHON / ha sur le pôle urbain***
    2. ***15 logements/ha ou 1 950 de m² de SHON / ha sur les pôles d'équilibre***
    3. ***10 logements/ha ou 1 300 de m² de SHON / ha sur les autres communes***

Un secteur à forte valeur agricole correspond à :

- Dans les secteurs de production végétale ou de polyculture/élevage : les terrains plats (mécanisables) de bonne qualité agronomique (sols profonds, alluvionnaires, …), ou ayant un accès à l'eau (irrigation, drainage, …), accessibles et de dimension intéressante (surfaces suffisamment importantes pour permettre le travail mécanique ou la culture sous d'autres formes, comme le maraîchage)

- Dans les secteurs d'élevage et de prairies :
- les terres mécanisables (importantes pour le fonctionnement des exploitations),
- les terres en continuité de l'exploitation (structuration du parcellaire cohérente)
- les terres qui font l'objet de plans d'épandage déposés en Préfecture

- Aux secteurs de production de qualités reconnues (AOC ou IGP, notamment sur la noix et la pomme),

- Aux terres irriguées, drainées ou irrigables (raccordable à un réseau d'irrigation passant à proximité)

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 2.3. du PADD : Anticiper sur le tissu économique de demain : favoriser le développement d'une agriculture variée, les productions locales et les nouvelles orientations agricoles

2.5. Les objectifs et principes relatifs à l'activité touristique

Le territoire dispose de réels atouts touristiques en lien avec la qualité de son cadre de vie, de ses paysages et de son patrimoine. Néanmoins, ce potentiel semble actuellement sous-exploité. Il ressort notamment un manque de lisibilité d'une offre touristique qui apparaît vieillissante.

Il semble aujourd'hui nécessaire de fédérer les acteurs du tourisme et de souligner l'importance du portage d'une politique touristique cohérente. En ce sens, les acteurs territoriaux intervenant dans le champ du tourisme ont vocation à bâtir une stratégie touristique cohérente à l'échelle du SCoT Sud Corrèze. Il paraît notamment primordial de structurer les offices de tourisme, d'accompagner les offrants (formation E-tourisme, spécialisation du personnel, etc.), ou encore de mutualiser les moyens. Les collectivités ont vocation à impulser un renforcement de leur collaboration. La mise en cohérence des actions doit permettre de faire du territoire du SCoT Sud Corrèze une destination touristique attractive et clairement identifiable.

C'est pourquoi, le SCoT veille notamment à favoriser le développement d'une offre touristique variée (tourisme vert, découverte de la nature, découverte du patrimoine, etc.) et à intervenir sur l'image du territoire et la qualité de vie (marketing territorial, dispositions sur les entrées de villes, sur les infrastructures de transports, etc.). Il apparaît par ailleurs important que les projets d'aménagement ne portent pas atteinte à la qualité environnementale et paysagère du territoire, qui contribue très fortement à son attractivité. A titre d'exemple, les améliorations des infrastructures de transport ne devront pas nuire aux paysages et sites naturels identitaires du territoire, notamment en vue de conforter l'attractivité touristique du territoire.



De surcroît, en matière de culture et de tourisme culturel, le SCoT Sud Corrèze entend soutenir le Pays d'Art et d'Histoire Pays Vézère-Ardoise regroupant actuellement 15 communes dont le dossier d'extension va passer devant la Commission des Villes et Pays d'Art et d'Histoire (Ministère de la Culture et de la Communication) courant novembre 2011. Si l'avis est positif se seront 34 des 86 communes du territoire du SCoT Sud Corrèze qui seront labellisées.

Un des principaux enjeux pour l'économie touristique du territoire est de conforter une capacité d'accueil diversifiée. Le SCoT affirme l'importance de conforter l'offre en hébergements touristiques marchands et de permettre les investissements nécessaires à leur modernisation. Il s'agit notamment de favoriser une montée en gamme de cette offre d'hébergement.

Au-delà de l'hébergement de groupe, le SCoT encourage le développement de structures d'hébergement locales (gîtes ruraux, …). L'activité touristique peut constituer un complément intéressant à l'activité agricole. Le SCoT entend ainsi favoriser le développement d'activités touristiques dans les secteurs ruraux dès lors qu'ils permettent de pérenniser certaines structures économiques et de réhabiliter du patrimoine (rénovation ou réhabilitation d'anciennes maisons ou bâtiments agricoles de caractère).

Notons par ailleurs que l'Aéroport Brive – Vallée de la Dordorgne constitue un atout et un enjeu majeurs en vue de favoriser le développement de l'activité touristique sur le territoire du SCoT Sud Corrèze. Néanmoins, durant l'été 2010, l'essentiel des flux de l'aéroport ont bénéficié au Lot et à la Dordogne (respectivement 40 % et 34 %). Il est donc nécessaire de développer des produits qui permettent de capter les touristes et hommes d'affaires arrivant sur l'aéroport de Brive – Vallée de la Dordogne.

Le SCoT impose de :

- ***veiller à ce que les projets d'aménagement ne portent pas atteinte à la qualité environnementale et paysagère du territoire, qui contribue très fortement à son attractivité.***
- ***préserver et valoriser les espaces singuliers, naturels ou paysagers, par le biais notamment des PLU. Les documents d'urbanisme devront notamment intégrer des prescriptions concernant la mise en valeur des paysages qui participent à l'attractivité touristique du territoire.***
- ***identifier des sites touristiques prioritaires autour desquels les efforts seront concentrés (diagnostic des PLU et PLUi)***
- ***valoriser les entrées de villes et villages du territoire (notamment au travers des Orientations d'Aménagement et de Programmation des PLU). Ces espaces étant des secteurs clés pour l'image touristique du territoire.***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 2.5. du PADD : Favoriser le développement de l'activité touristique

Le SCoT recommande de :

- ***renforcer la collaboration entre les acteurs locaux intervenant dans le champ du tourisme et d'élaborer une stratégie à l'échelle du SCoT Sud Corrèze, en concertation avec les professionnels et les associations. Il s'agit notamment de mener un travail important sur la politique d'animation, sur la valorisation des produits, ou encore la connaissance du patrimoine. Une rencontre annuelle entre les acteurs locaux du tourisme pourra notamment être organisée pour parvenir à cet objectif.***
- ***développer et moderniser l'offre en hébergements touristiques marchands (hôtels, résidences de tourismes, etc.).***
- ***permettre le développement d'activités touristiques dans les secteurs ruraux dès lors qu'ils favorisent le développement économique, pérennisent certaines structures économiques et permettent de réhabiliter du patrimoine.***
- ***promouvoir une orientation durable et écologique sur l'ensemble des hébergements et équipements touristiques.***
- ***développer une stratégie de marketing territorial (promotion du territoire) à l'échelle régionale et de la décliner au niveau de chaque secteur en s'appuyant sur les spécificités locales. Il s'agit par exemple de multiplier la publicité par le biais des nouveaux supports de communication (Internet, réseaux sociaux, etc.). Notons par ailleurs que l'image de marque liée au tourisme participe également à l'attractivité des entreprises, des retraités …***
- ***établir une liaison régulière entre l'aéroport Brive – Vallée de la Dordogne et la ville de Brive, ainsi que certains sites touristiques majeurs en saison (Turenne, Collonges la Rouge, Beaulieu-sur-Dordogne, ….)***

3. OBJECTIFS ET PRINCIPES POUR LA PROTECTION DES ESPACES ET SITES NATURELS, AGRICOLES, FORESTIERS OU URBAINS

3.1. Les espaces et sites naturels à préserver

3.1.1. Les objectifs et principes permettant de sauvegarder la biodiversité et la richesse écologique

« Longtemps, l'homme et les espèces sauvages ont partagé les axes privilégiés de déplacement que sont les grandes vallées, les cours d'eau et leurs abords… Depuis quelques décennies, l'intensité et l'étendue des activités humaines (urbanisation, construction d'infrastructures, intensification de l'agriculture…) ont modifié cet équilibre et contraint voire empêche de nos jours les possibilités de communication et d'échange pour la faune et flore sauvages (on parle alors de fragmentation du territoire). Sans pouvoir assurer ces échanges vitaux, les espèces sauvages sont alors menacées d'isolement voire de disparition.

En d'autres termes, il ne suffit plus aujourd'hui pour maintenir la biodiversité de créer des îlots de nature protégés en supposant que des échanges s'organiseront de manière naturelle entre ces aires protégées. Il est indispensable d'identifier et de rétablir une infrastructure naturelle fonctionnelle pour connecter ces cœurs de nature sur notre territoire. Cette infrastructure naturelle, c'est la trame verte et bleue. »

(Source : Diren Franche-Comté)

Le bassin de Brive est constitué d'un ensemble d'entités écosystémiques très variées, accueillant une faune et une flore riches et très diversifiées, qui constituent un échantillon représentatif de la richesse patrimoniale du Limousin. Bien que les outils de connaissance et de gestion de ce patrimoine soient nombreux sur le territoire du SCoT, les pressions anthropiques sont encore fortes et plusieurs milieux remarquables et emblématiques, en particulier les milieux agro-pastoraux et les zones humides, tendent à disparaître progressivement.

Au-delà de la protection stricte de ces milieux, le maintien de la biodiversité du bassin de Brive doit passer par l'interconnexion de ces espaces de nature. En effet, la libre circulation des espèces entre les différents habitats est essentielle à la survie des populations, qui effectuent des déplacements quotidiens vers les sites de reproduction et d'alimentation notamment, mais aussi pour faciliter le renouvellement génétique. Sur le territoire du Sud Corrèze, les espaces naturels sont encore peu morcelés et bien reliés entre eux, mais les pressions anthropiques qui s'y exercent au quotidien contribuent à la fragilité de ces milieux.

Afin d'assurer la préservation des continuités écologiques et des principaux réservoirs de biodiversité, le SCoT impose de :

- ***Traduire notamment dans le cadre des documents d'urbanisme* (prise en compte notamment dans le diagnostic agricole réalisé dans le cadre des documents d'urbanisme), le schéma des espaces naturels et continuités à préserver (cartographie au 1/15 000ème annexée au document). Les continuités écologiques à préserver sont de deux types :***

  - ⇨ ***Les continuités écologiques liées aux milieux boisés et aux milieux ouverts***
  - ⇨ ***Les continuités écologiques liées aux milieux aquatiques***

1. ***Les continuités écologiques liées aux milieux boisés et aux milieux ouverts : elles sont constituées par des éléments linéaires ou ponctuels qui permettent une connexion entre les réservoirs de biodiversité identifiés.***
   - **Les sites Natura 2000, les sites concernés par un arrêté de protection de biotope, les tourbières et ZNIEFF de type 1** constituent des réservoirs de biodiversité prioritaires. **Ils ont vocation à être protégés en tant qu'espaces naturels sensibles, et préservés de toute urbanisation**
   - **Les zones boisées, zones en mutations, landes xérophiles à mésophiles, landes acidiphiles** forment également des réservoirs de biodiversité plus ordinaires **à préserver ou des continuités écologiques** qui participent au maintien d'une certaine richesse écologique sur le Sud Corrèze. Des extensions urbaines limitées, des équipements publics peuvent cependant être admis sous réserve d'une évaluations des impacts et de l'établissement le cas échéant de mesures compensatoires.

   Leur localisation est indicative sur le schéma des espaces naturels, leur contour sera défini par les documents d'urbanisme à l'échelle locale ou par délibération de la collectivité (article L123-1-5 alinéa 7 du code de l'urbanisme).

En complément le SCoT impose de :

- ***Proscrire le mitage de l'habitat qui fragmente les milieux. Dans le cas ou certaines communes seraient soumises au Règlement National d'Urbanisme, le SCoT impose de refuser les extensions de parties actuellement urbanisées linéaires et sans lien avec le bâti existant.***
- ***Limiter strictement le développement des extensions urbaines linéaires. Les PLU devront pour cela matérialiser des coupures d'urbanisation afin de limiter le développement de l'habitat sous forme linéaire et la fragmentation des espaces.***

2. ***Les continuités écologiques liées aux milieux aquatiques : les cours d'eau, pièces d'eau et leur ripisylve sont également des milieux naturels importants. Il convient de préserver leurs abords de toute urbanisation.***

En complément le SCoT impose de :

- ***Garantir la continuité écologique liée à l'eau, en particulier sur les axes migrateurs importants***
- ***Préserver les zones humides et leurs abords de tout développement susceptible de porter atteinte à leurs fonctions, écologiques et hydrologiques notamment : les zones humides, qu'elles soient ou non utilisées à des fins agricoles, seront classées en zone Naturelle dans les PLU. Sauf nécessité liée à l'abreuvement du bétail, leur destruction par drainage est également interdite et un dossier de déclaration préalable doit être réalisé dès lors que la surface drainée est supérieure à 1 000 m² (cumul par maître d'ouvrage et localisation) en précisant les mesures compensatoires envisagées. (observation : la destruction des zones humides par drainage est soumise à l'application de la règle générale avec demande d'autorisation préalable auprès des services de l'Etat).***
- ***Déposer une déclaration préalable dans le cadre de la réalisation de puits et forages.***

**** Plan Locaux d'Urbanisme à l'échelle communale ou intercommunale, et Cartes Communales***

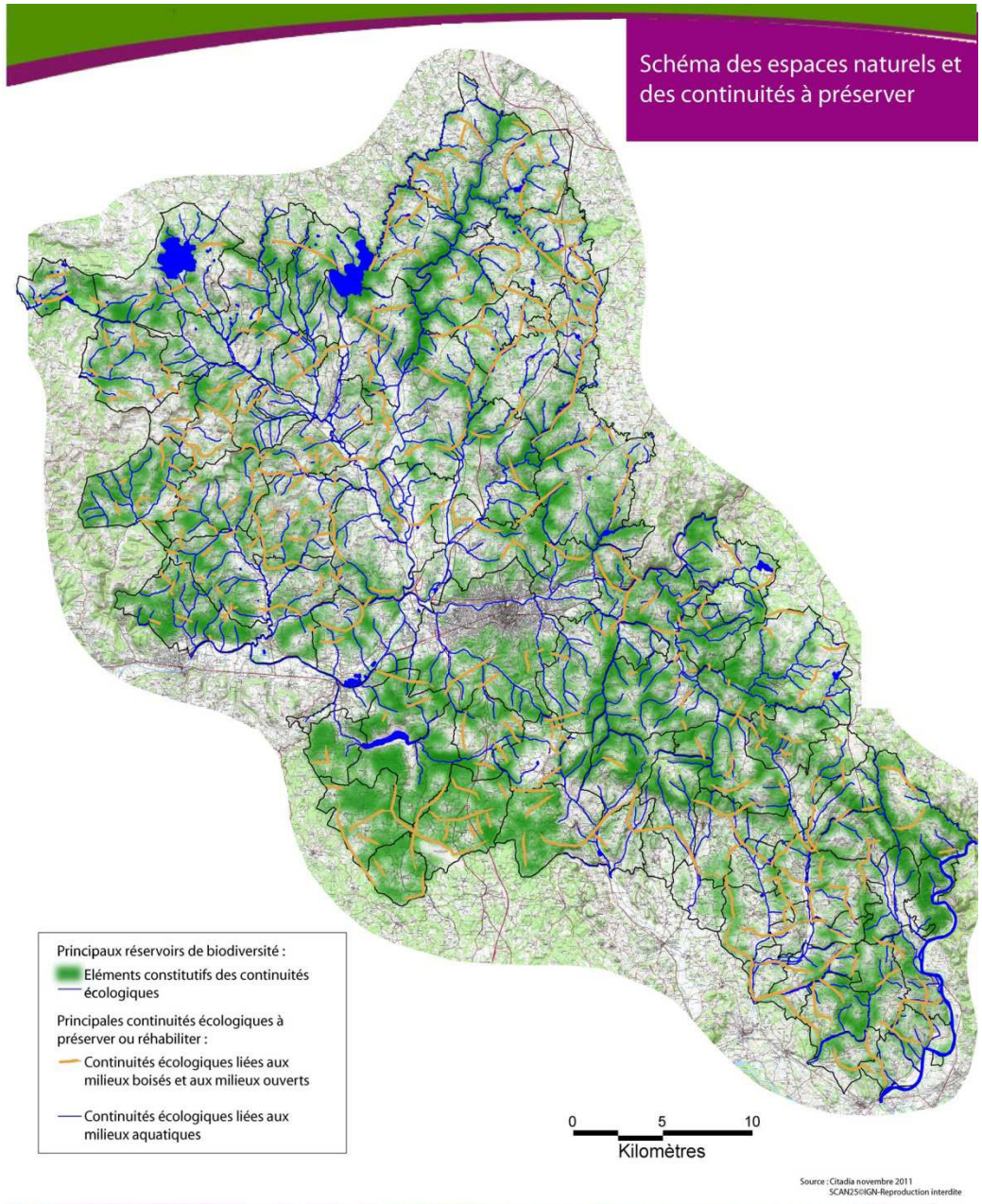
Par ailleurs, pour parfaire le dispositif, le SCoT recommande :

- ***Intégrer dans les PLU et cartes communales une justification des choix d'urbanisation par rapport à l'activité agricole, horticole ou maraîchère (en lien avec volet agricole du diagnostic des documents d'urbanisme – cf 2.4.) et aux besoins des exploitations.***
- ***Eviter les infrastructures qui fragmentent les espaces (création de routes par exemple) ou veiller à les compenser en créant des ouvrages de franchissement qui permettent une libre circulation de la faune***
- ***Participer à la réflexion sur le rétablissement des continuités écologiques.***
- ***Classer les alignements d'arbres, les haies, les fossés ruraux ou bosquets qui jouent un rôle de corridor écologique en Espaces Boisés Classés (Art. L130-1) ou en éléments de patrimoine (Art. L123.1.5.7) en :***
  - ⇨ ***prenant en compte notamment le diagnostic agricole (valeur paysagère, patrimoniale et collective de ces éléments).***
  - ⇨ ***conciliant la préservation des paysages et de la continuité écologique, d'une part, et l'obligation d'entretien des gestionnaires de voiries, pour des raisons de sécurité des usagers et de pérennité des chaussées, d'autre part.***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 3.1.2. du PADD : Sauvegarder la biodiversité et la richesse écologique

La carte est annexée au document en format A0



3.1.2. Les objectifs et principes permettant de protéger et gérer la ressource en eau

Le diagnostic a permis de mettre en évidence un réseau hydrographique dense présentant une bonne qualité globale. L'alimentation en eau potable est quant à elle assurée par près de 80 captages répartis sur l'ensemble du territoire.



Le territoire du SCoT est relativement bien équipé en assainissement collectif, de nombreuses stations d'épuration ont été créées ou modernisées ces dernières années. Par ailleurs, l'ensemble des communes du SCoT Sud Corrèze sont couvertes par un schéma d'assainissement. Enfin, une très large partie du territoire est couverte par des Services Publics d'Assainissement Non Collectif qui contrôlent la conformité et l'efficacité des systèmes d'assainissement autonome (même si les résultats révèlent un faible taux de conformité des installations existantes) conformément à la réglementation en vigueur.



Les communes sont garantes de la qualité de l'eau potable et doivent assurer durablement l'approvisionnement des habitants et des activités du territoire. Actuellement, la ressource est protégée par la mise en place de périmètres de protection sur la moitié des captages du territoire, des efforts restent donc à faire dans ce domaine.

Le SCoT Sud Corrèze veillera à ce que les communes et syndicats d'adduction d'eau potable s'assurent, dans le cadre du développement urbain de leur territoire, que les ressources en eau potable soient suffisantes pour répondre aux besoins des usagers actuels et futurs. La sécurité de l'alimentation en eau potable doit être garantie durablement, conformément aux dispositions législatives et au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne approuvé en 2010.

Le SCoT Sud Corrèze a par ailleurs conscience du changement climatique et est attentif à ces évolutions. En cela, le diagnostic a souligné qu'actuellement la ressource en eau apparaissait suffisante et mis en exergue les secteurs de tensions qui devront être étudiés plus précisément.

Afin d'assurer la préservation de la ressource en eau, le SCoT impose de :

1. Sécuriser qualitativement et quantitativement l'alimentation en eau potable

- ***Sécuriser l'alimentation en eau potable :***
  - ⇨ ***En protégeant la totalité des points de captage d'ici 2015, et en développant la restructuration des réseaux, l'interconnexion des réseaux sur le Nord du Territoire (en particulier sur les Syndicats Intercommunaux d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) Auvezère, Perpezac-le-Noir, Coiroux et Maumont). Les captages d'eaux souterraines sont notamment concernés.***
  - ⇨ ***En respectant les périmètres de protection de captage : les documents d'urbanisme devront restreindre les extensions nouvelles de l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée des captages d'eau aux opérations qui relèvent d'un intérêt économique majeur. Pour ces cas, une étude technico-économique devra être réalisée afin de justifier et proposer les mesures compensatoires nécessaires à la garantie du maintien de la qualité des prélèvements d'eau brute.***
  - ⇨ ***En mettant en place des documents cadres (schémas directeurs, schémas de desserte…) pour la distribution d'eau potable afin d'identifier les secteurs sur lesquels l'alimentation en eau potable est compliquée ou sensible, puis adapter le développement urbain en conséquence.***
- ***Diminuer la pression sur la ressource en eau :***
  - ⇨ ***En améliorant les rendements des réseaux de distribution.***
  - ⇨ ***En mettant en place une réflexion visant à conserver l'équilibre entre les différents usages de l'eau sur les bassins de la Dordogne et Nord Vézère***

Afin d'assurer la préservation de la ressource en eau le SCoT impose de :

2. Réduire les rejets et les pressions d'origine domestique

- ***Analyser les capacités épuratoires (assainissement collectif et autonome) avant toute extension de l'urbanisation.***
- ***Maintenir la compatibilité de l'ouverture à l'urbanisation avec les zonages d'assainissement des collectivités et maintenir dans les PLU un équilibre entre surfaces urbanisées et surfaces naturelles.***
- ***Anticiper les besoins en assainissement collectif pour les communes dynamiques sur le plan démographique et développer des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées efficaces (solutions d'assainissement collectif de petite taille ou individuelles regroupées).***
- ***Développer une politique de réhabilitation des assainissements individuels et des réseaux d'assainissement existants qui ne sont pas étanches.***

3. Privilégier une gestion des eaux pluviales au plus près de leur cycle naturel

- ***Respecter la mesure B4 du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) qui prévoit pour les communes (Brive) ou groupement de plus de 10 000 habitants d'être en conformité sur la gestion des eaux pluviales d'ici 2015 avec la mise en place de règles d'urbanisme spécifiques***
- ***La rétention et l'infiltration naturelles des eaux pluviales dans le sol doivent être recherchées prioritairement dans chaque opération nouvelle d'urbanisation. Le SCoT impose la mise en place systématique de techniques alternatives d'assainissement du pluvial, intégrées aux espaces publics et privés des opérations d'aménagement (et aménagements routiers) afin d'écrêter les sur-débits pluviaux (infiltration et rétention naturelle dans des noues et fossés, champs d'expansion…). Dans les zones les plus sensibles, en particulier les secteurs karstiques, les rejets d'eaux usées et pluviales non traités seront limités strictement.***
- ***Tous les rejets d'eaux pluviales provenant d'une partie artificialisée devront être régulés qualitativement et quantitativement conformément aux dispositions de la Loi sur l'Eau afin de respecter les objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE). Ainsi, le SCoT impose aux collectivités et aménageurs de réaliser des dispositifs permettant la collecte et le traitement des eaux pluviales pour toute nouvelle opération d'aménagement susceptible d'imperméabiliser plus de 1 000 m² de terrain.***

Par ailleurs, pour parfaire le dispositif, le SCoT recommande de :

- ***Engager une réflexion concertée sur la production et la distribution d'eau potable, traitant à la fois des aspects qualitatifs et quantitatifs, notamment dans le cadre de la révision du schéma directeur d'eau potable engagée par le Conseil Général de la Corrèze (interconnexion des réseaux, équilibre entre les différents usages de l'eau sur les bassins de la Dordogne et de la Vézère…)***
- ***Porter une attention particulière à la prise en compte de la sécurisation de l'alimentation en eau potable lors des renouvellements des concessions hydroélectriques de l'Etat. Une réserve en eau garantissant un débit affecté pourra, au caspar cas, être fixée à cet effet dans le cahier des charges de la concession.***
- ***Ne pas accroître la pression quantitative sur les bassins versants où la ressource en eau est fragilisée.***
- ***Réaliser un état des lieux de la gestion des eaux pluviales permettant de localiser les sources de pollution les plus marquées et d'envisager la mise à niveau du système d'assainissement pluvial. Il est recommandé à l'échelle intercommunale de lancer des schémas directeurs du pluvial pour anticiper les développements urbains.***
- ***Réduire l'utilisation des pesticides dans le cadre du plan écophyto 2018.***
- ***Encourager les collectivités à adhérer au Pacte d'Istanbul.***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 3.1.1. du PADD : Protéger et gérer la ressource en eau

3.1.3. Les objectifs et principes permettant de préserver la ressource « sol » et garantir une activité agricole durable

« Près de 10 % du territoire français est artificialisé. La surface agricole française diminue de 0,4 % par an depuis 50 ans. La moitié pour l'habitat et les zones commerciales, et l'autre moitié par déprise et développement de forêt. Le phénomène s'accélère, l'espace naturel et agricole français perd aujourd'hui l'équivalent d'un département tous les 4 ans, soit 86 000 ha chaque année (61 000 ha dans les années 90). […]

Un sol imperméabilisé l'est de façon quasi irréversible […] Et pourtant, le sol est nourricier pour l'Homme et la plupart des êtres vivants, fournisseur de nos ressources et support de nos habitats. »

Source : « SOL : Trésor négligé, Clé du futur », Camille Gillard, Eau & Rivières - n°154



La préservation du sol a été identifiée comme un enjeu important de l'aménagement du territoire du Sud Corrèze.

Bien que l'occupation urbaine et les nouvelles constructions se concentrent en majorité sur le pôle urbain, depuis les années 1960, l'urbanisation de plus en plus lâche consomme cette ressource de façon immodérée.

De nombreuses pressions s'exercent sur les secteurs de franges urbaines et aboutissent à des conflits d'usages entre zones agricoles et zones résidentielles.

Comment assurer la préservation du sol, en tant que ressource non renouvelable sans pour autant arrêter le développement ?

Afin d'assurer la préservation de la ressource « sol », le SCoT impose de :

- ***Classer les espaces agricoles « sensibles » d'un point de vue environnemental (zones humides, …) en zone « N » ou en zones agricoles protégées dans les documents d'urbanisme afin de préserver leur fonctionnalité. Ce classement sera effectué sur la base de critères qui permettront de cibler les espaces agricoles à enjeu***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 2.1. du PADD : Préserver la ressource « sol » et garantir une activité agricole durable

Par ailleurs, le SCoT recommande de :

- ***Réaliser un classement des terres agricoles au sein de chaque commune en fonction de leur valeur agricole sur la base d'une grille d'analyse unique à l'échelle du territoire du SCoT.***
- ***Pour toutes communes développant plus de 2 logements/an, n'autoriser dans les PLU l'ouverture à l'urbanisation d'un secteur à forte valeur agricole que sous condition de respecter une densité minimale fixée au chapitre 2.4 du présent DOO***
- ***Cf. mesures du 2.4 du présent DOO***
- ***Définir des Zones Agricoles Protégées dans le cadre des PLU intercommunaux***

3.2. Les objectifs relatifs à la protection des paysages, à la mise en valeur des entrées de ville

3.2.1. Les objectifs et principes permettant un développement urbain qui valorise le cadre de vie



La qualité des paysages et du cadre de vie est une composante essentielle du SCoT Sud Corrèze. La protection et/ou la préservation des paysages se pose donc avec acuité dans ce territoire soumis à une pression démographique et économique croissante.

Il s'agit notamment à travers le SCoT, de définir les modalités de la mise en œuvre d'une politique d'économie de l'espace par la définition des règles d'extension des agglomérations et villages en veillant à appliquer les textes en vigueur et en prenant en compte les formes urbaines traditionnelles.

La diversification de l'habitat doit favoriser des formes urbaines moins consommatrices d'espaces, en harmonie avec le patrimoine urbain existant :

- l'habitat intermédiaire et les maisons de ville,
- les maisons accolées ou l'habitat individuel groupé,
- les petits collectifs.

Le SCoT entend par exemple favoriser notamment la réhabilitation des logements anciens et la transformation de certains bâtiments (activité, grange,…) en plusieurs logements si les obligations de stationnement sont remplies.

Afin de préserver le cadre de vie et de développer des extensions urbaines de qualité, le SCoT impose de :

- ***Prendre en compte, dans tous programmes d'extension urbaine, les points forts du paysage à valoriser ou à recomposer. Cette prise en compte se fera notamment au travers des Orientations d'Aménagement et de Programmation réalisée sur les secteurs à urbaniser***
- ***Prendre en compte, dans les PLU et Cartes Communales, les sites naturels à valoriser et les coupures vertes à matérialiser (Identification au titre schéma des espaces naturels et continuités à préserver)***
- ***Etablir le choix des sites de développement de l'urbanisation de manière à limiter les atteintes au grand paysage et à la perception rapprochée des secteurs déjà construits qu'ils soient patrimoniaux, porteurs de l'identité du territoire ou qu'ils relèvent d'un paysage ordinaire.***
    - ⇨ ***Ainsi, les secteurs à urbaniser devront faire l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation – qu'elles soient obligatoires ou facultatives - décrivant les principales caractéristiques des voies, des espaces publics, du découpage parcellaire, d'implantation et d'épannelage* des constructions.***
    - ⇨ ***Ces secteurs de développement seront choisis au regard de leur pertinence en terme de fonctionnement urbain et - le cas échéant - de l'impact du projet sur le paysage.***
- ***Interdire le développement linéaire le long des voies à grande circulation, des routes nationales et départementales et des itinéraires de découverte du territoire***
- ***Limiter strictement le développement linéaire le long des autres axes routiers***
- ***Limiter l'impact paysager des infrastructures de transports existantes et futures***
- ***Pour les communes situées en zone de Montagne, en cas de souhait d'urbanisation à moins de 300 mètres des rives de plans d'eau soumis à l'article L145-5 du Code de l'Urbanisme), réaliser, lors de l'élaboration de PLU, une étude (au titre du L145-3 du Code de l'Urbanisme) qui permette, en fonctions des spécificités locales, de déroger à cette règle d'inconstructibilité en justifiant du respect des objectifs de :***
    - ⇨ ***Protection des terres agricoles, pastorales et forestières ;***
    - ⇨ ***Préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard ;***
    - ⇨ ***Protection contre les risques naturels***

****Forme simplifiée de l'enveloppe bâtie définie par les hauteurs de toitures constitutives d'un tissu urbain***

Pour parfaire le dispositif, le SCoT recommande de :

- ***Elaborer des documents d'urbanisme sur l'ensemble des communes du territoire du SCoT, à l'horizon 2017, en privilégiant les démarches intercommunales pouvant déboucher sur un PLU intercommunal.***
- ***Définir un projet préalablement à l'élaboration de cartes communales.***
- ***Mettre en place des PLU intercommunaux ou PLU plutôt que des cartes communales (notamment pour donner une dimension programmatique en intégrant des Orientations d'Aménagement et de Programmation)***
- ***Pour une bonne intégration paysagère, rechercher une « accroche » et une harmonie des constructions par rapport au site : ne pas imposer sa construction mais adapter la construction à la configuration du bâti existant et au contexte paysager.***
- ***Identifier dans les PLU et PLUi les paysages emblématiques au titre de l'article L123.1.16 alinéa 7 du Code de l'Urbanisme (Loi Paysages)***
- ***Préserver dans les PLU et PLUi des alignements d'arbres ou des spécimens remarquables (identification au titre de la Loi Paysages ou au titre des Espaces Boisés Classés)***
- ***Porter une attention particulière au traitement de l'espace public (bâtiments en bordure de route, contrôle des publicités, enseignes et pré-enseignes, aux entrées d'agglomération)***
- ***Pour faciliter la mise en œuvre de ces réflexions et la réalisation desplans de paysages et d'aménagement de zones, fréquemment recommandésdans le cadre du SCOT, un plan paysage et/ou une charte paysagèrepourraient être réalisés à l'échelle du territoire.***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 3.2.1. du PADD : Permettre un développement urbain qui valorise le cadre de vie

3.2.2. Les objectifs et principes permettant de valoriser le patrimoine bâti traditionnel

L'architecture traditionnelle locale marque l'identité du territoire. Celle-ci doit être protégée de la banalisation liée à l'édification de constructions neuves sans rapport avec l'architecture locale ou le site dans lequel elles s'inscrivent.

De plus, le SCOT a pour objectif d'agir en complément des protections existantes sur les bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural.



Afin de préserver et valoriser le patrimoine bâti traditionnel le SCoT impose :

- ***D'intégrer dans les règlements des documents d'urbanisme des prescriptions correspondant au caractère des différents secteurs bâtis : centres anciens, villages, lotissements, etc. en matière d'implantation des constructions, des hauteurs et de l'aspect extérieur (en traitant à minima les chapitres relatifs aux volumes, ouvertures, façades, toitures, clôtures, etc.). Ces prescriptions veilleront à favoriser l'emploi de matériaux traditionnels ou cohérents avec ceux-ci.***
- ***D'identifier et préserver les éléments du patrimoine vernaculaire* les plus emblématiques dans les Plans Locaux d'Urbanisme au titre de l'article L123.1.5 alinéa 7 du Code de l'Urbanisme***
- ***D'identifier dans le cadre des PLU les bâtiments agricoles pouvant faire l'objet d'un changement de destination***

Le SCoT recommande également :

- ***De réaliser une charte ou à minima un document de référence qui définisse les dispositions relatives à l'aspect extérieur des constructions à réglementer dans les Plans Locaux d'Urbanisme***

Objectifs affichés dans le PADD :

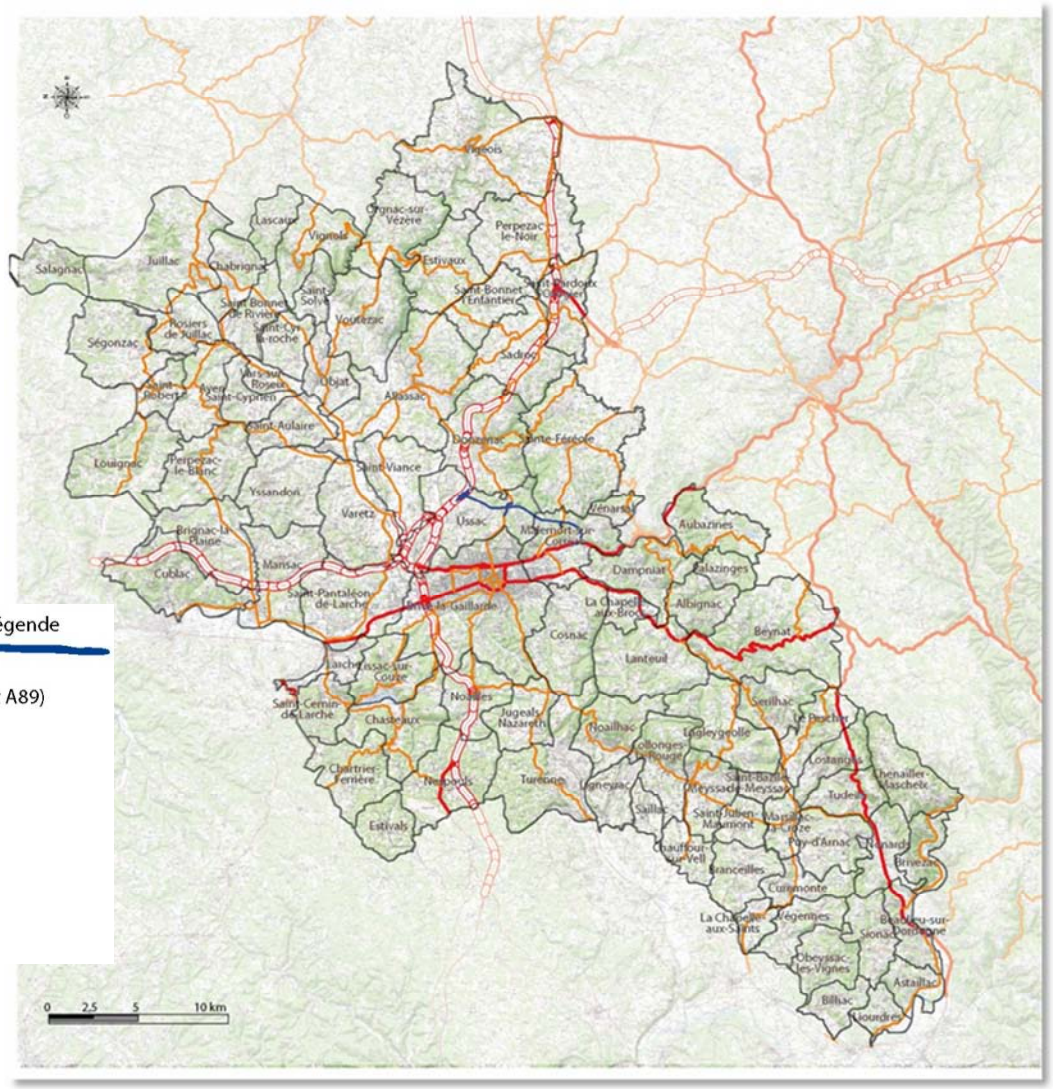
Axe 3.2.2. du PADD : Valoriser le patrimoine bâti traditionnel

**Le patrimoine vernaculaire, ou petit patrimoine peut être défini comme l'ensemble des constructions ayant eu, dans le passé, un usage dans la vie de tous les jours, tels que des lavoirs, moulins, fontaines, canaux d'irrigation, ponts ruraux, fours à pains, croix de chemin, croix rurales, chapelles, etc.*

3.2.3. Les objectifs et principes relatifs à la valorisation des entrées de ville

Les grands axes routiers jouent un rôle stratégique dans la perception du SCoT Sud Corrèze et en particulier les axes majeurs que sont les autoroutes A20 et A89, et les départementales D1089, D921, D940, D901, D920, D44, D39, D38, D8, D7 et D5.

La progression des zones d'habitat mais surtout des zones d'activités à proximité immédiate des grandes infrastructures de communication participe à la banalisation des entrées de ville lorsqu'aucune réflexion n'a été engagée quant à l'accompagnement paysager de ces « ambiances urbaines économiques ».



En vue de la valorisation des entrées de villes, le SCoT impose de :

- ***Limiter la consommation foncière en :***
  - ✓ ***réalisant des zones d'activités compactes favorisées par des règlements (dans les Plans Locaux d'Urbanisme) qui permettent par exemple la réalisation de locaux sur plusieurs niveaux afin de limiter la consommation foncière.***
  - ✓ ***n'étendant pas les zones commerciales de manière linéaire le long des axes de communications, en leur donnant une épaisseur (perpendiculaire à ces voies).***
- ***Réaliser sur toutes les entrées de villes ou d'agglomération des orientations d'aménagement et de programmation. Elles viseront à améliorer les perceptions et fonctionnements de ces secteurs stratégiques. Ces OAP devront à minima imposer la végétalisation des espaces visibles depuis les voies, organiser des espaces publics structurés (accès communs, stationnement partagé, accessibilité des personnes à mobilité réduite, continuité des cheminements doux,…), réglementer l'aspect extérieur des constructions pour assurer une bonne intégration paysagère.***
- ***Prévoir, lors de la création de nouvelles zones d'habitation à proximité de zones d'activités, et vice et versa, l'aménagement des zones tampons paysagères permettant de limiter les nuisances visuelles et sonores liées au fonctionnement des zones d'activités pour les riverains.***

Le SCoT recommande également :

- ***Mettre en place un règlement de publicité commun à toutes les communes situées à proximité des grands axes de communication***
- ***Encourager dans les règlements d'urbanisme un réel traitement urbain des façades des constructions, des clôtures, des espaces libres,***
- ***Proposer un plan de paysage et d'aménagement des zones (à décliner dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation)***
- ***Favoriser la gestion durable des espaces économiques notamment sur la consommation et la production d'énergies (en incitant par exemple à la mise en place de capteurs solaires sur toitures et parkings), en portant une attention particulière à l'insertion paysagère de ces équipements***
- ***Réaliser (dans la mesure du possible) des espaces de stationnement majoritairement à l'arrière des bâtiments d'activités et inciter la réalisation de stationnement en ouvrage et partagé***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 3.2.1. du PADD : Permettre un développement urbain qui valorise le cadre de vie

3.3. Les objectifs et principes pour la prévention des risques

Le territoire du SCoT Sud Corrèze est concerné par de nombreux risques naturels (inondation, mouvement de terrain, rupture de barrage) qui affectent l'ensemble du territoire.

Le développement est ainsi encadré par 4 Plans de Prévention des Risques d'Inondation :

- Le PPRI de la rivière Corrèze à Brive
- Le PPRI de la rivière Corrèze à Malemort
- Le PPRI de la Corrèze Amont
- Le PPRI de la Vézère et de ses affluents

Ces PPRI peuvent ainsi définir des possibilités de constructions en zones inondables selon le niveau du risque. Mais de nombreuses autres zones du territoire du SCoT sont inondables (par débordement ou ruissellement) sans être couvertes par un PPRI. Dans ce cas, le SCoT et les documents d'urbanisme devront veiller à mettre en place d'autres moyens pour prévenir des risques d'inondation et protéger les biens et les personnes.

Le risque de mouvement de terrain est quant à lui peu maîtrisé sur le territoire du SCoT, seules les communes de Saint-Viance et Noailhac est assujettie à un PPR approuvé. Sur les communes de Chasteaux, Lissac-sur-Couze, et Saint-Cernin-de-Larche, un PPR est en cours d'élaboration depuis 2001. En ce qui concerne ce risque de mouvement de terrain, les objectifs du SCOT sont de renforcer leur connaissance en incitant les communes dans le cadre des documents d'urbanisme à poursuivre l'inventaire des cavités souterraines notamment sur les terrains potentiellement urbanisables.

Avec actuellement deux entreprises classées SEVESO sur le territoire, les risques technologiques sont relativement limités.

Afin de limiter l'exposition des personnes aux risques et nuisances, le SCoT impose de :

- ***Limiter le développement des nouvelles constructions dans les zones inondables qui ne sont pas encore couvertes par des PPRI approuvés.***
- ***Préserver le lit majeur des cours d'eau et les champs d'expansion des crues, pour garantir le libre écoulement des eaux et la continuité du réseau hydrographique, par un classement en zone N dans les PLU et cartes communales.***
- ***Intégrer la gestion des eaux pluviales dans la conception des nouvelles opérations d'aménagement en limitant les surfaces imperméabilisées en promouvant les techniques alternatives au « busage ». (Cf. Partie 3.1.2).***
- ***Maintenir le couvert boisé et/ou les haies implantées perpendiculairement à la pente dans les zones de forte pente (supérieure à 10%) identifiées sur la cartographie des « Secteurs vulnérables au ruissellement » (analyse desrisques dans l'étude Eau), afin de réduire le phénomène de ruissellement et d'érosion des sols, et ainsi préserver les secteurs urbanisés ou à urbaniser situés au droit de ces pentes.***
- ***Contraindre, avant toute ouverture à l'urbanisation de secteurs identifiés comme potentiellement affectés par des mouvements de terrain, à la réalisation d'études géotechniques complémentaires préalables.***
- ***Prendre en compte les risques de conflits d'usage entre habitat et activités économiques lors de l'élaboration de documents d'urbanisme notamment les impacts sur la santé de certaines émissions de gaz ou de bruits (aux abords d'outils de productions industriels, artisanaux ou commerciaux …)***

Le SCoT recommande également :

- ***D'étudier lors de l'élaboration des PLU et Cartes communales les possibilités de valorisation des terrains rendus inconstructibles en raison des risques auxquels ils sont soumis pour permettre une traduction adaptée***
- ***D'intégrer, lors de l'élaboration des PLU et cartes communales, la gestion du risque incendie dans les projets de développement des collectivités.***
- ***Que les aménagements ruraux permettant de retenir l'eau, comme les talus et les haies soient maintenus ou (re-)créés.***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 3.3. du PADD : Améliorer la connaissance et la prise en compte des risques

3.4. Les objectifs et principes permettant de mettre la proximité au cœur de la démarche pour concilier qualité environnementale et création d'emplois

A travers cet objectif, le SCoT vise à permettre le développement local dans une démarche de développement durable.

Le développement de l'urbanisation, que ce soit pour l'habitat ou pour les activités, va générer des volumes de déchets supplémentaires. Ainsi, au travers de ses prescriptions, le SCoT veillera à corriger cette évolution quantitative.

Dans le respect des engagements de l'Etat, dans le cadre du protocole de Kyoto en matière de réduction des émissions de CO_2 et des mesures issues du Grenelle de l'Environnement, le SCoT souhaite promouvoir tous les dispositifs contribuant à la réduction des consommations énergétiques et ainsi des émissions de gaz à effet de serre, en intervenant notamment sur la réduction des déplacements automobiles et, pour cela, en privilégiant un développement de proximité.

Afin de concilier la qualité environnementale et la création d'emplois le SCoT impose :

- ***De limiter la consommation d'énergie fossile et des émissions de gaz à effet de serre :***
  - ⇨ ***Au sein des espaces urbains : privilégier un développement dans les secteurs desservis par les transports publics et qui rapproche les logements, emplois, services et commerces.***
  - ⇨ ***Territoires ruraux : privilégier la construction de logements à proximité des centres bourgs et des hameaux***
- ***De réaliser des équipements liés aux déplacements doux (piétons, deux roues, etc.) notamment au travers des PLU et des Cartes Communales pour toute opération susceptible d'accueillir plus de 20 logements.***
- ***D'engager une réflexion sur la mise en place de nouvelles filières de traitement des déchets afin d'augmenter la part de valorisation afin de palier la fermeture programmée de la décharge de Perbousie et tendre vers les objectifs du Grenelle (atteindre d'ici 2025 : - 7% d'enfouissement ou d'incinération et 60% maximum des tonnages collectés, 45% de recyclage des déchets collectés)***

Pour parfaire le dispositif, le SCoT recommande :

- ***De favoriser les nouvelles pratiques liées aux mobilités (auto-partage, covoiturage…) pour limiter les émissions de gaz à effets de serre***
- ***Le rapprochement des installations de tri et de traitement des déchets ménagers et spéciaux pour limiter les impacts environnementaux (Gaz à effets de Serre, énergie) générés par la filière de gestion des déchets, en lien avec la révision du Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA).***
- ***Veiller à limiter la production de déchets***
- ***L'extension des carrières existantes plutôt que l'ouverture de nouveaux sites, lorsque cela est compatible avec les sensibilités environnementales locales, et qu'aucune zone habitée n'est située à proximité immédiate des terrains concernés.***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 3.4. du PADD : Mettre la proximité au cœur de la démarche pour concilier qualité environnementale et création d'emplois

3.5. Les objectifs et principes permettant de réduire la dépendance énergétique du territoire du SCoT Sud Corrèze

Aujourd'hui, l'énergie « traditionnelle » devient de plus en plus chère, du fait de la raréfaction des énergies fossiles qui, de surcroît, émettent des gaz à effet de serre polluants et sont à l'origine de changements climatiques majeurs.

Aujourd'hui, une faible valorisation des énergies renouvelables est observée sur le territoire malgré la présence de ressources non négligeables. Une faiblesse est également constatée quant à la dépendance énergétique du territoire du SCoT Sud Corrèze.

Le bois apparaît comme la principale source d'énergie renouvelable mobilisable du Limousin, les espaces forestiers couvrant près d'un tiers du territoire. Ce gisement permet d'envisager le développement de nouvelles sources d'énergie en lien avec le développement urbain et économique envisagé, mais n'a pas vocation à fragiliser d'autres utilisations de cette ressource, notamment la production de bois d'œuvre qui est à conforter.

Dans le but de réduire la dépendance énergétique du territoire, le ScoT impose :

- ***D'améliorer l'offre en déplacement en transport collectif et la desserte numérique à l'échelle du territoire (Cf. Axe 1 du DOO).***
- ***De porter la part des énergies renouvelables locales à 20% de la consommation d'énergie finale sur le territoire d'ici 2025 : cela sous-entend de favoriser la structuration des filières de production locale, en particulier la filière bois en s'appuyant sur les structures porteuses dans le domaine***
- ***D'autoriser dans les PLU la réalisation de dispositifs d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (isolation par l'extérieur par exemple) ou de valorisation des énergies renouvelables à l'intérieur des marges de retrait et recul des bâtiments et des limites de hauteur maximales imposées.***
- ***Conformément au Grenelle 2, que tous les bâtiments publics neufs soient de type BEPOS (bâtiment à énergie positive) à partir de 2020 : ils devront consommer moins de 15kWh/m² d'énergie primaire par an et produire des énergies renouvelables (plus qu'il n'en consomme).***

Le SCoT recommande également :

- ***De favoriser le recours à la Qualité Environnementale et la prise en compte de la dimension "énergie" dans les opérations d'aménagement (lotissements, Zones d'Aménagement Concertées - ZAC, permis groupés, …) en veillant notamment à travailler sur l'éclairage public, la conception de quartiers plus compacts…***
- ***D'étudier lors de l'élaboration des documents d'urbanisme les possibilités de développement des énergies renouvelables sur le territoire, notamment de l'énergie bois, l'éolien, le solaire, la valorisation de produits provenant de l'agriculture…***
- ***De favoriser la mise en place des réseaux de chaleur et l'utilisation des ressources locales.***
- ***Que dans les documents d'urbanisme locaux (Plans Locaux d'Urbanisme ou Cartes Communales) ainsi que dans les opérations d'aménagement, soit favorisée la mise en place progressive d'équipements urbains autonomes ou peu consommateurs d'énergie électrique notamment l'éclairage public).***
- ***De veiller à mettre en œuvre une gestion durable des espaces boisés valorisés à des fins énergétiques (renouvellement de la ressource).***

Objectifs affichés dans le PADD :

Axe 3.5. du PADD : Réduire la dépendance énergétique du territoire



Cachets et visas

Elaboration du Schéma de Cohérence Territorial prescrite en Comité Syndical du 21 janvier 2008

Projet de SCoT arrêté en Comité Syndical du 13 décembre 2011

Projet de SCoT approuvé en Comité Syndical du 11 décembre 2012

3. Document d'Orientation et d'Objectifs

Atlas cartographique

CITADIA

CITADIA CONSEIL SUD OUEST
1029 Bd Blaise Doumerc
82000 MONTAUBAN
Tél. 05 63 92 11 41
Fax 05 63 93 25 47
citadiasudouest@wanadoo.fr
Site : www.citadia.com

Département de la Corrèze

Syndicat d'Etudes du Bassin de Brive (SEBB)

Schéma de Cohérence Territoriale

SEBB
SCOT Sud Corrèze

Sommaire

Rappel du périmètre du SCoT Sud Corrèze (page 3 du DOO) 3

Structuration des bassins de vie à l'échelle du SCoT Sud Corrèze (page 16 du DOO) 4

Rappel des tendances à travers la projection au « fil de l'eau » (pages 18 et 19 du DOO) 5

Une stratégie d'aménagement construite sur des bassins de vie : la multipolarisation (pages 21 et 22 du DOO) 7

Les objectifs et principes de la politique de l'habitat (page 25 du DOO) 9

Les objectifs et principes permettant de développer l'urbanisation prioritairement dans les secteurs desservis par les transports en commun (page 38 du DOO) 10

Les objectifs et principes permettant de compléter et optimiser le maillage routier (page 42 du DOO) 11

Les objectifs et principes permettant de développer les modes doux et les nouvelles pratiques liées aux mobilités (page 45 du DOO) 12

Les objectifs et principes permettant d'améliorer l'accès aux équipements et services (pages 49 à 51 du DOO) 13

Les objectifs et principes relatifs à l'équipement commercial (page 58 du DOO) 15

Les zones d'aménagement commercial (page 62 du DOO) 16

La ZaCo Ouest 1 du pôle urbain (page 63 du DOO) 17

La ZaCo Ouest 2 du pôle urbain (page 64 du DOO) 18

La ZaCo Est 1 du pôle urbain (page 65 du DOO) 19

La ZaCo Est 2 du pôle urbain (page 66 du DOO) 20

La ZaCo « Sud Est du pôle urbain – Balzac/Palisse » du pôle urbain (page 67 du DOO) 21

Les zones d'activités embranchées au réseau ferroviaire (page 72 du DOO) 22

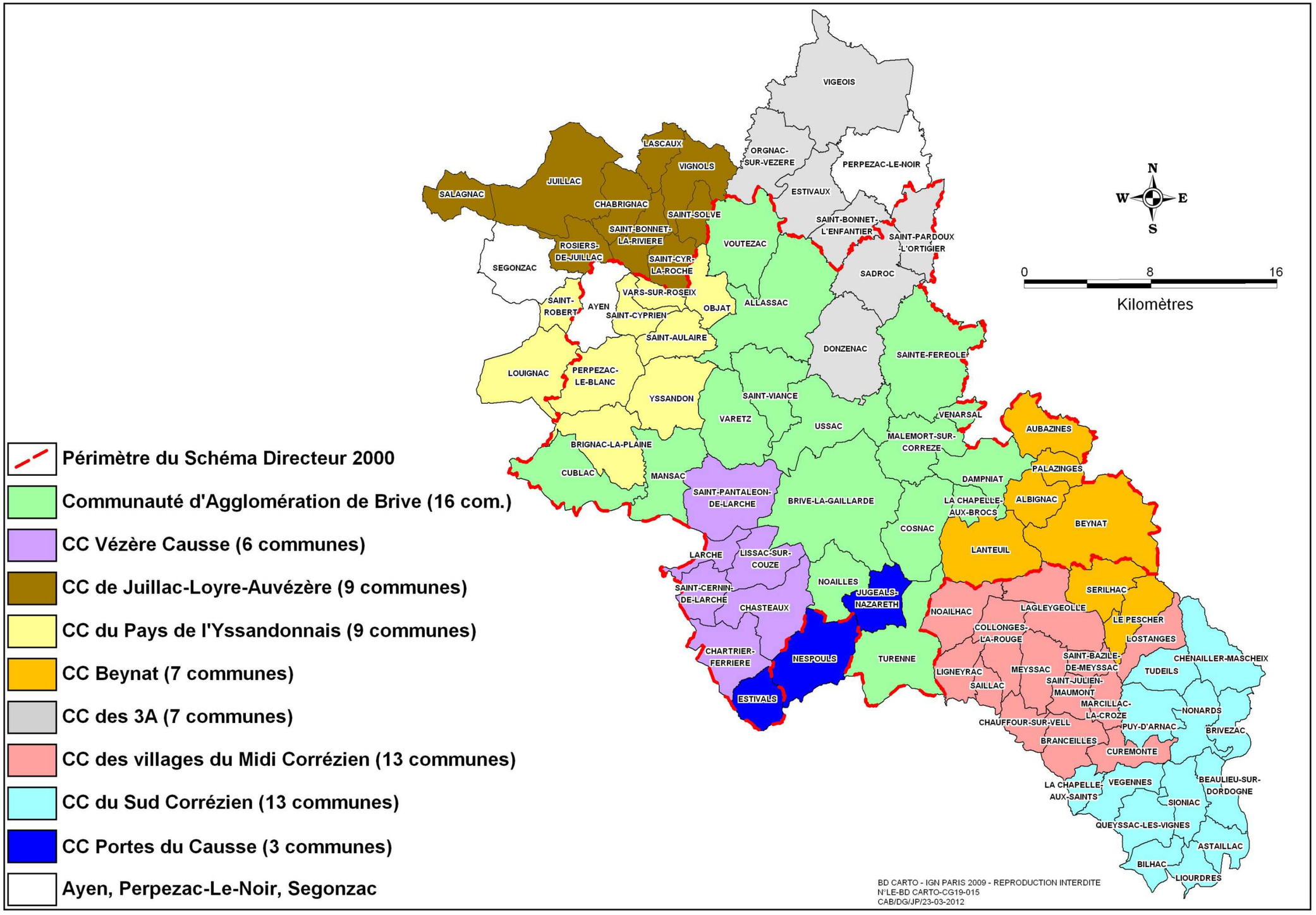
Les objectifs et principes permettant de conforter et valoriser la position du territoire du SCoT Sud Corrèze comme carrefour interrégional (page74 du DOO) 23

Les objectifs et principes relatifs au développement économique (pages 79 et 84 du DOO) 24

Les objectifs et principes permettant de sauvegarder la biodiversité et la richesse écologique (page 105 du DOO) 26

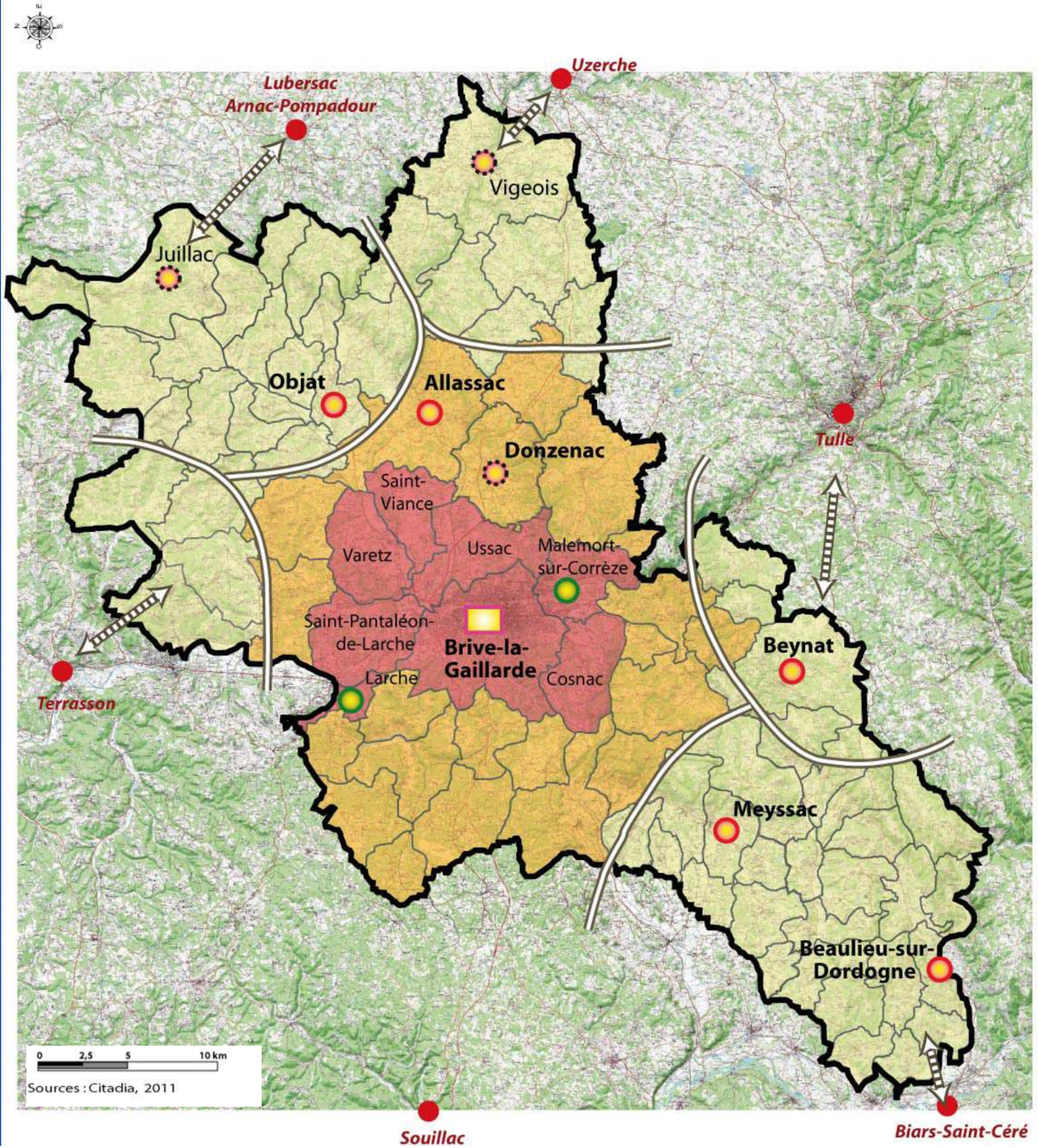
Les objectifs et principes relatifs à la valorisation des entrées de ville (page 116 du DOO) 27

Rappel du périmètre du SCoT Sud Corrèze (page 3 du DOO)



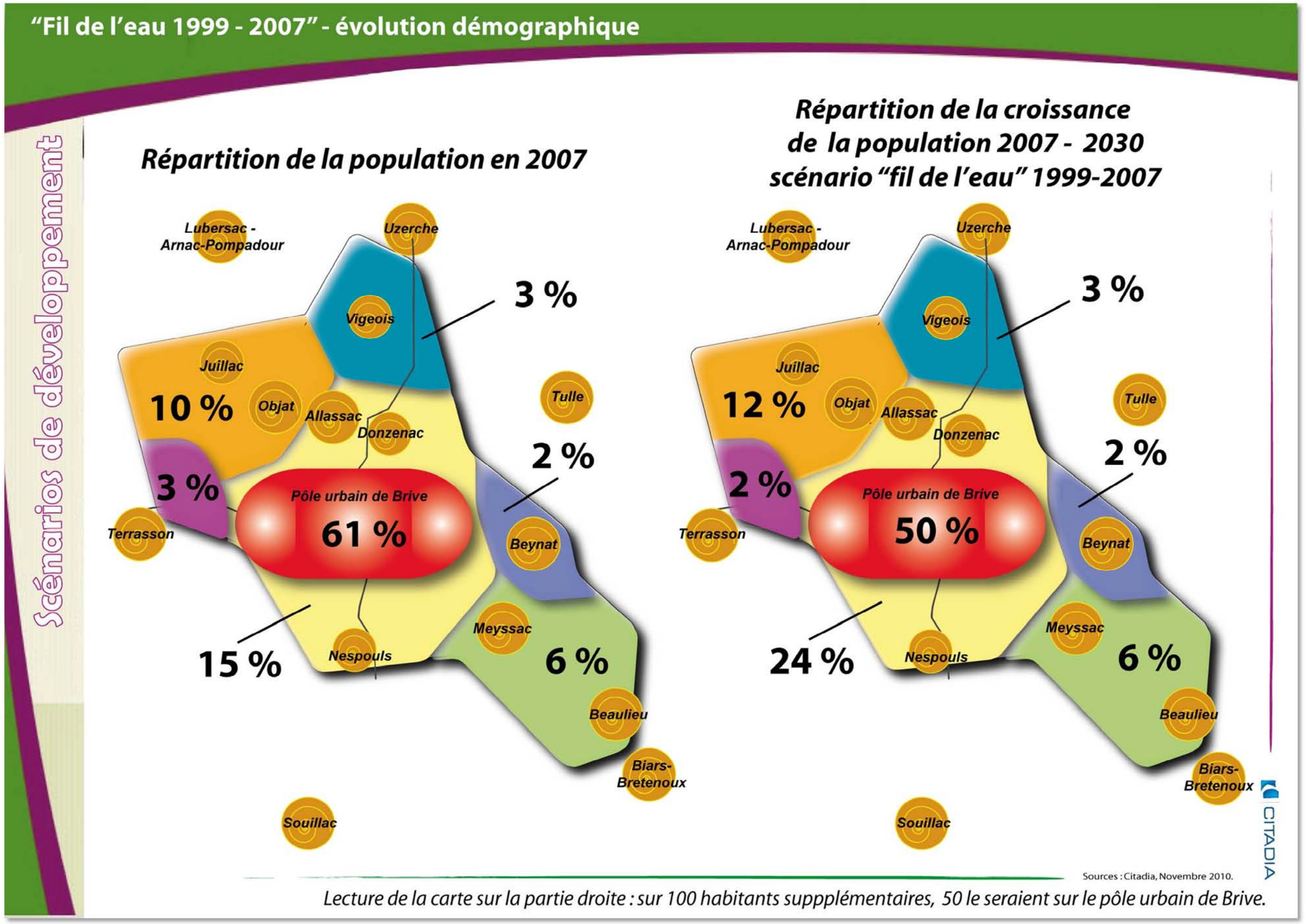
Structuration des bassins de vie à l'échelle du SCoT Sud Corrèze (page 16 du DOO)

Carte des bassins de vie du territoire



- Pôle urbain
- Bassin de vie élargi de Brive
- Bassins secondaires autour de polarités identifiées
- Communes ou bassins multi-polarisés
- Pôle voisin extérieur au territoire du SCoT Sud Corrèze
- Pôle principal
- Pôles d'équilibre
- Centralités contribuant au rayonnement du pôle urbain
- Relais de proximité par rapport aux territoires ruraux

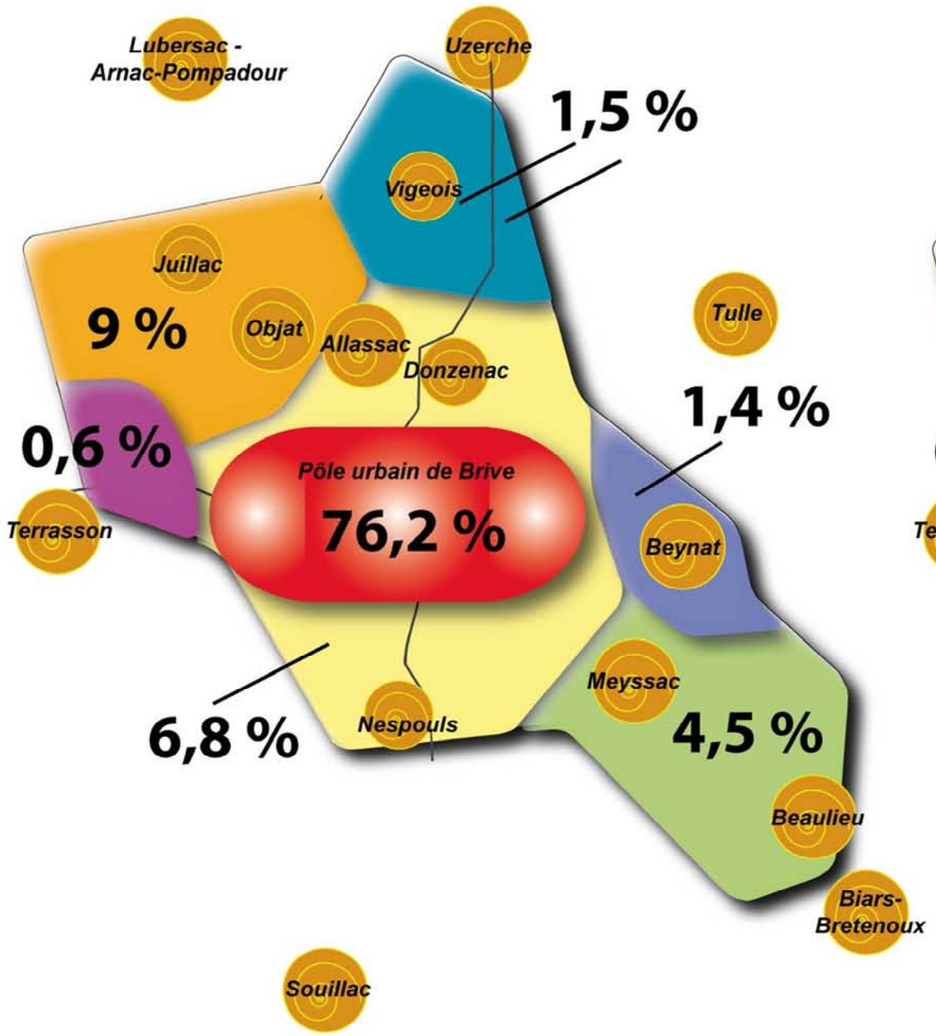
Rappel des tendances à travers la projection au « fil de l'eau » (pages 18 et 19 du DOO)



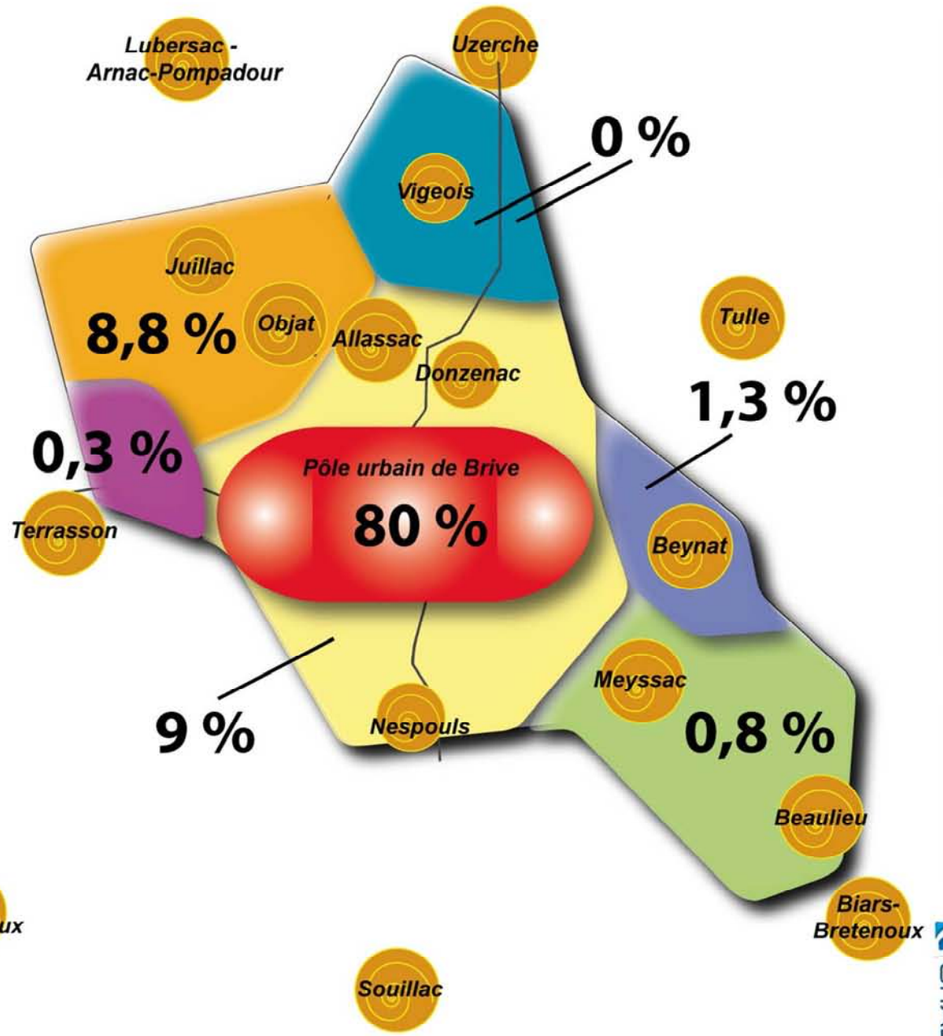
"Fil de l'eau 1999 - 2007" - évolution de l'emploi

Scénarios de développement

Répartition de l'emploi en 2007



Répartition de la croissance de l'emploi 2007 - 2030 scénario "fil de l'eau" 1999-2007

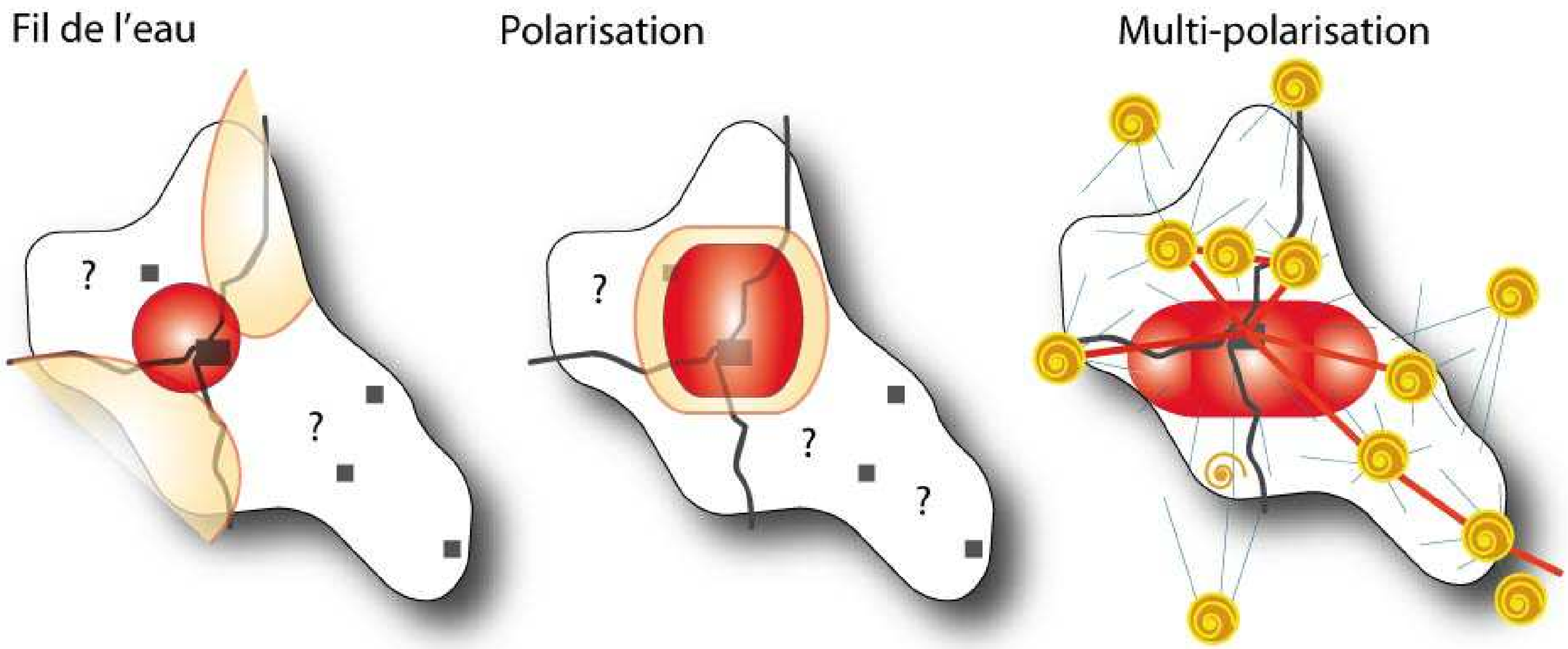


Sources : Citadia, Novembre 2010.

CITADIA

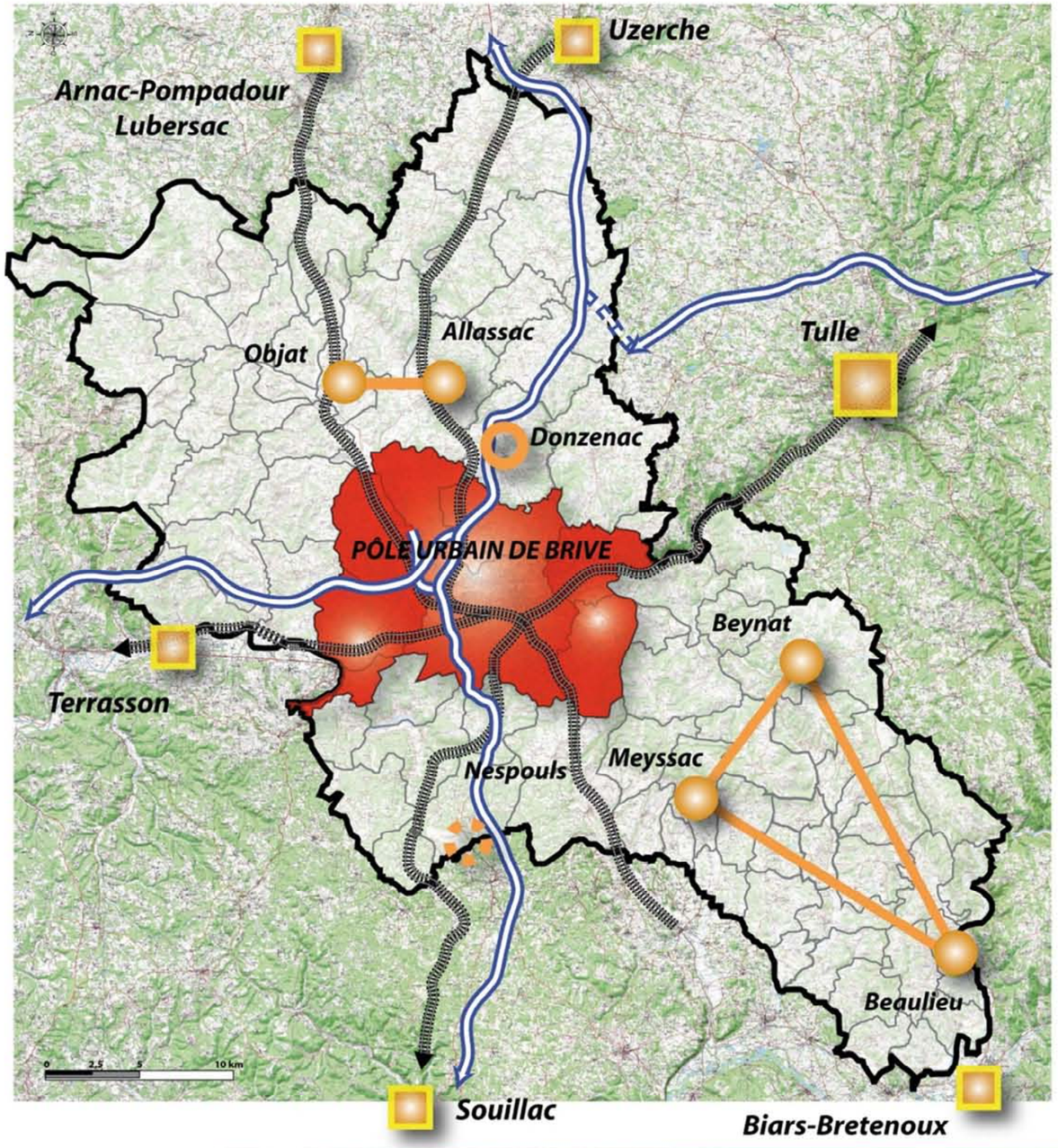
Lecture de la carte en partie droite : sur 100 emplois créés, 80 le seraient sur le pôle urbain de Brive.

Une stratégie d'aménagement construite sur des bassins de vie : la multipolarisation (pages 21 et 22 du DOO)



Scénario : une stratégie d'aménagement construite sur des bassins de vie : la multipolarisation

Scénarios de développement



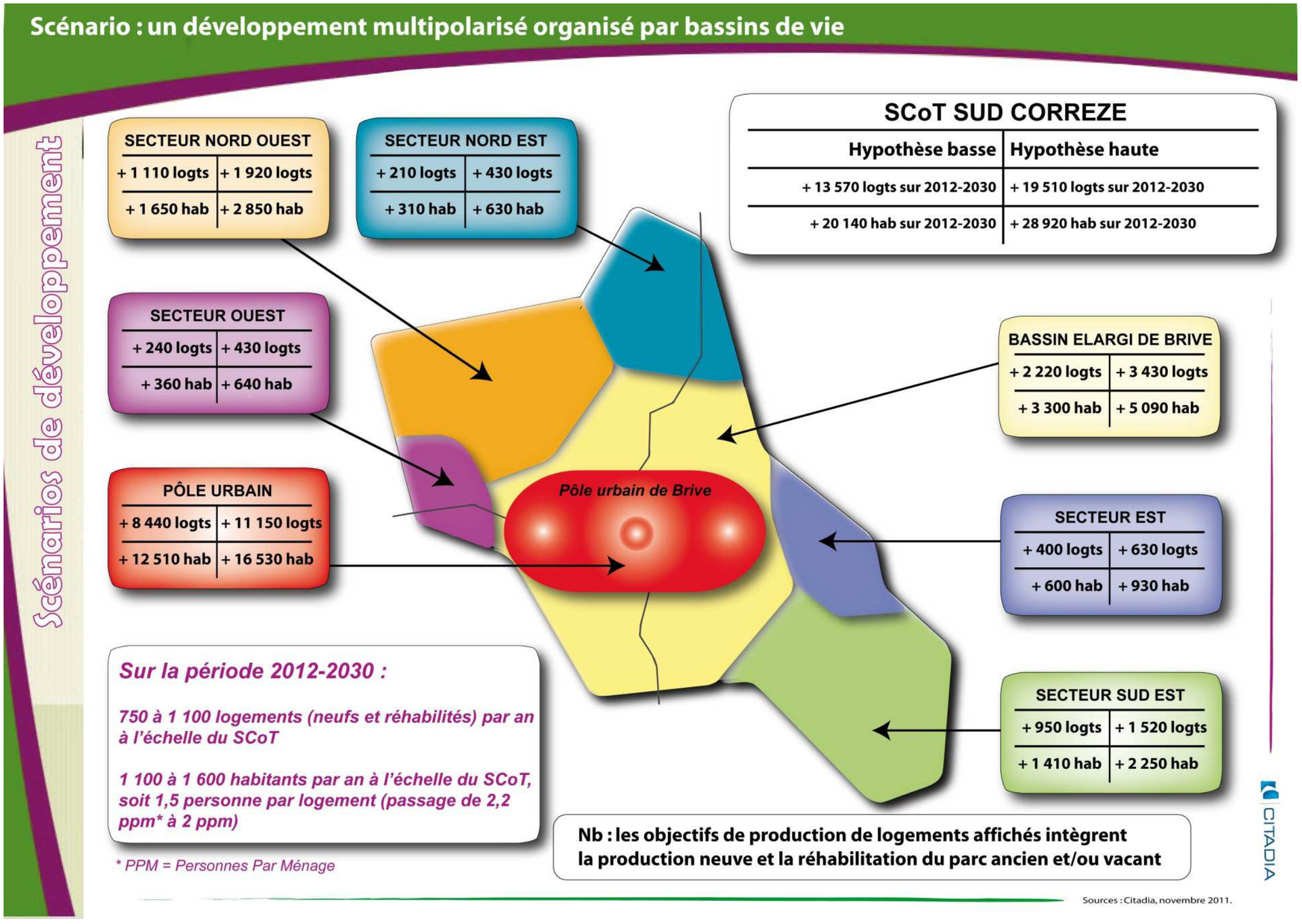
Légende

- Conforter le pôle urbain central
- Renforcer et conforter la démarche de partenariat entre les pôles d'équilibre d'Allassac et Objat
- Renforcer et conforter la démarche de partenariat entre les pôles d'équilibre de Beynat, Beaulieu, Meyssac
- Structurer le pôle économique sur Donzenac en lien avec le pôle urbain et l'A20
- Structurer un pôle de développement économique lié à l'aéroport et l'A20 et maîtriser le développement de l'habitat (complémentarité avec le pôle urbain)
- Inscrire le territoire dans une logique de complémentarité avec les pôles voisins extérieurs au SCoT Sud Corrèze
- Organiser le développement des territoires ruraux en complémentarité avec les différents pôles

CITADIA

Sources : Citadia, Novembre 2011.

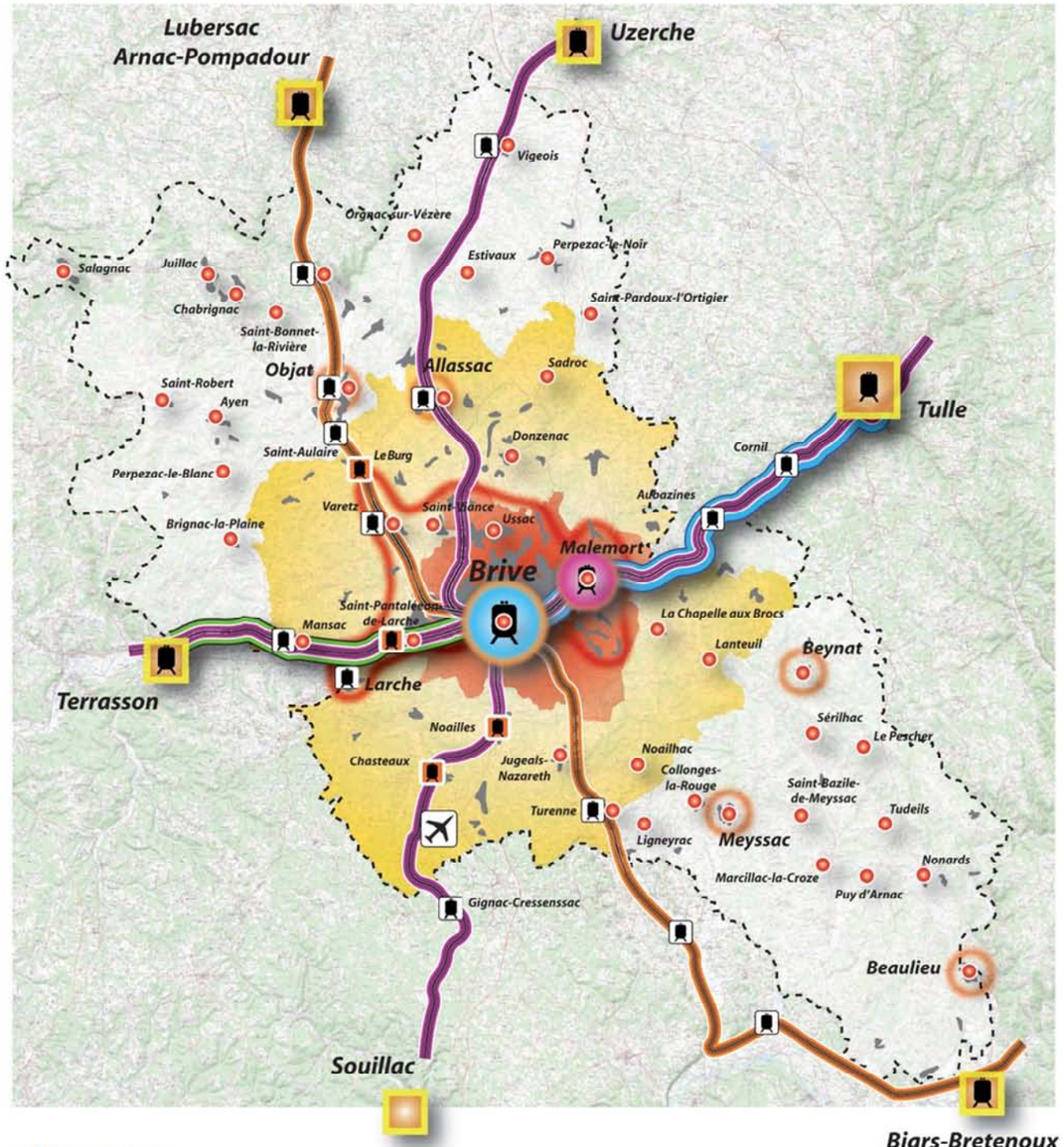
Les objectifs et principes de la politique de l'habitat (page 25 du DOO)



Les objectifs et principes permettant de développer l'urbanisation prioritairement dans les secteurs desservis par les transports en commun (page 38 du DOO)

Optimiser et rendre attractif les réseaux de transports en commun

Transports et Déplacements



Légende

- Tâche urbaine principale
- Pôle urbain central
- Voies ferrées
- Pôles d'équilibre
- Périmètre du SCoT
- Pôles voisins extérieurs au SCoT Sud Corrèze
- Aéroport Brive - Vallée de la Dordogne

Prescriptions

- Permettre l'émergence d'un projet urbain structurant : le pôle intermodal de Brive - site stratégique à l'échelle du SCoT
- Créer une halte ferroviaire à Malemort
- Renforcer les liaisons TER Brive-Tulle vers Terrasson et créer les conditions de la mise en oeuvre d'une desserte Tram-Train

Localiser prioritairement les logements dans les secteurs desservis par les transports en commun ou collectifs

- Transports urbains Libéo (existants ou projetés) - voir carte en page 36 du DOO
- Transports inter-urbains du CG19
- Gares SNCF (en blanc, les gares en service et en orange les gares actuellement fermées)

Recommandations

- Elargir la réflexion du Plan de Déplacements Urbains de l'Agglo de Brive sur le bassin de vie élargi de Brive et envisager une évolution du périmètre de l'Autorité Organisatrice de Transport
- Optimiser l'étoile ferroviaire de Brive : développer les liaisons ferroviaires et augmenter le cadencement (heures de pointe) sur les lignes Arnac-Pompadour/Brive et Brive/Biars-Bretenoux, développer les dispositifs d'accompagnement comme les parc-relais
- Renforcer le positionnement du bi-pôle Brive-Tulle en poursuivant les stratégies communes engagées

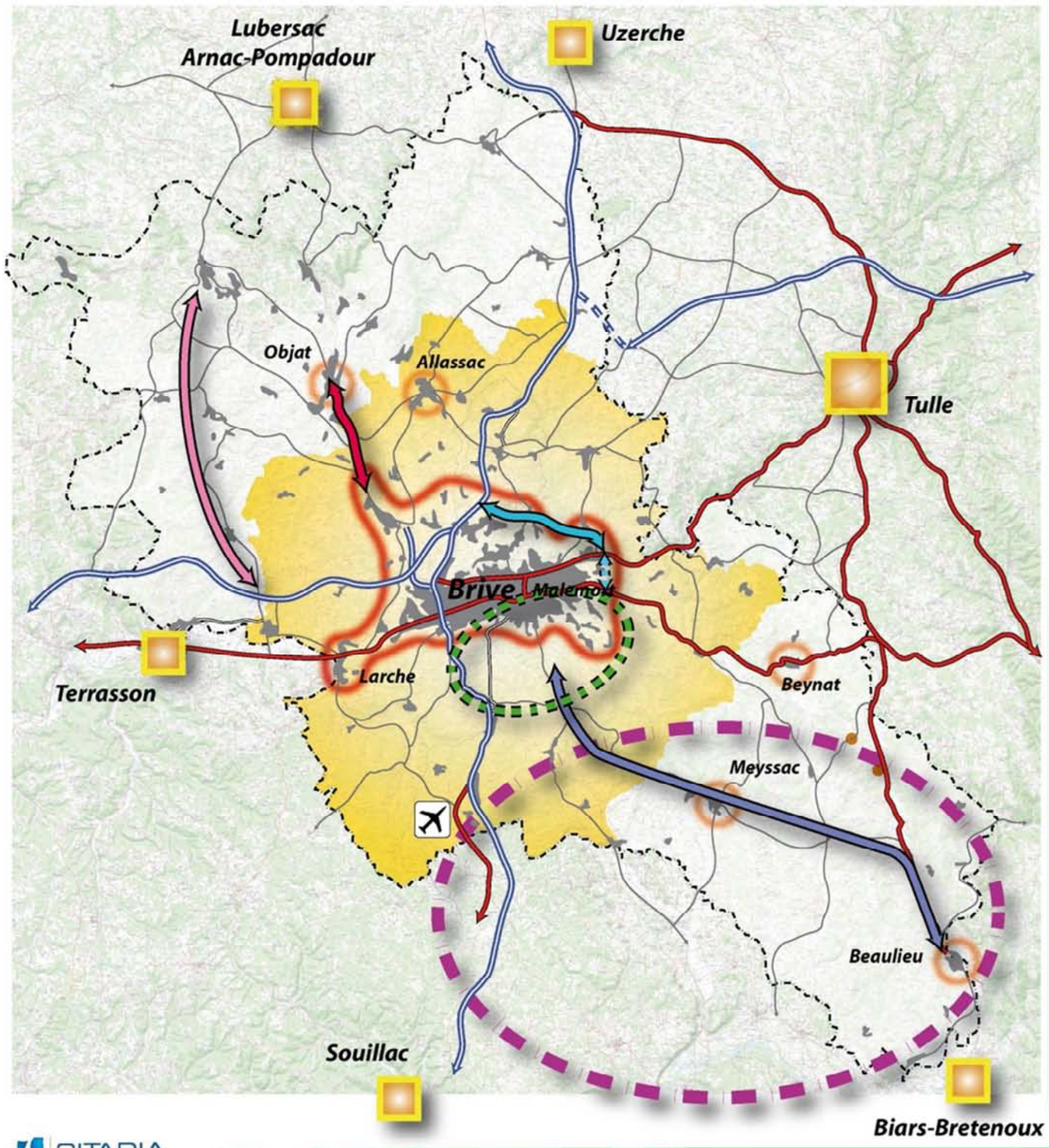
CITADIA

Sources : Citadia, Septembre 2011.

Les objectifs et principes permettant de compléter et optimiser le maillage routier (page 42 du DOO)

Comptéter et optimiser le maillage routier

Transports et Déplacements



Légende

- Périmètre du SCoT
- Pôle urbain central
- Réseau autoroutier
- Pôles d'équilibre
- Principaux axes routiers
- Pôles voisins extérieurs au SCoT Sud Corrèze
- Principales routes départementales
- Tâche urbaine principale
- Aéroport Brive - Vallée de la Dordogne

Prescriptions :

Préserver le foncier nécessaire pour permettre d'améliorer :

- les liaisons entre Objat et Brive par la RD 901
- les liaisons entre le pôle urbain; Meyssac et Beaulieu par la RD 38
- les liaisons entre l'échangeur de la Rivière de Mansac et Juillac par la RD 39
- l'accessibilité interne et externe du territoire en prolongeant le contournement Nord de Brive jusqu'à la RD 921 à Malemort
- Résoudre les dysfonctionnements sur les déplacements au sud de l'agglomération de Brive, étudier l'opportunité de faciliter les échanges Est-Ouest en partie Sud de l'agglomération et améliorer l'irrigation du territoire à partir de l'échangeur de Noailles
- Déterminer la réserve foncière nécessaire à la réalisation du projet Lot-Corrèze-Voie d'Avenir lorsque le tracé définitif sera retenu

Recommandations

- Elargir la réflexion du Plan de Déplacements Urbains de l'Agglo de Brive sur le bassin de vie élargi de Brive et envisager une évolution du périmètre de l'Autorité Organisatrice de Transport
- Soutenir le projet Lot-Corrèze-Voie d'Avenir dans une perspective d'aménagement durable du territoire et répondant aux objectifs de désenclaver le Sud en améliorant la liaison vers l'agglomération de Birve et en offrant un accès rapide à l'A20 et d'assurer une desserte aisée de l'aéroport Brive-Vallée de la Dordogne à partir du Sud

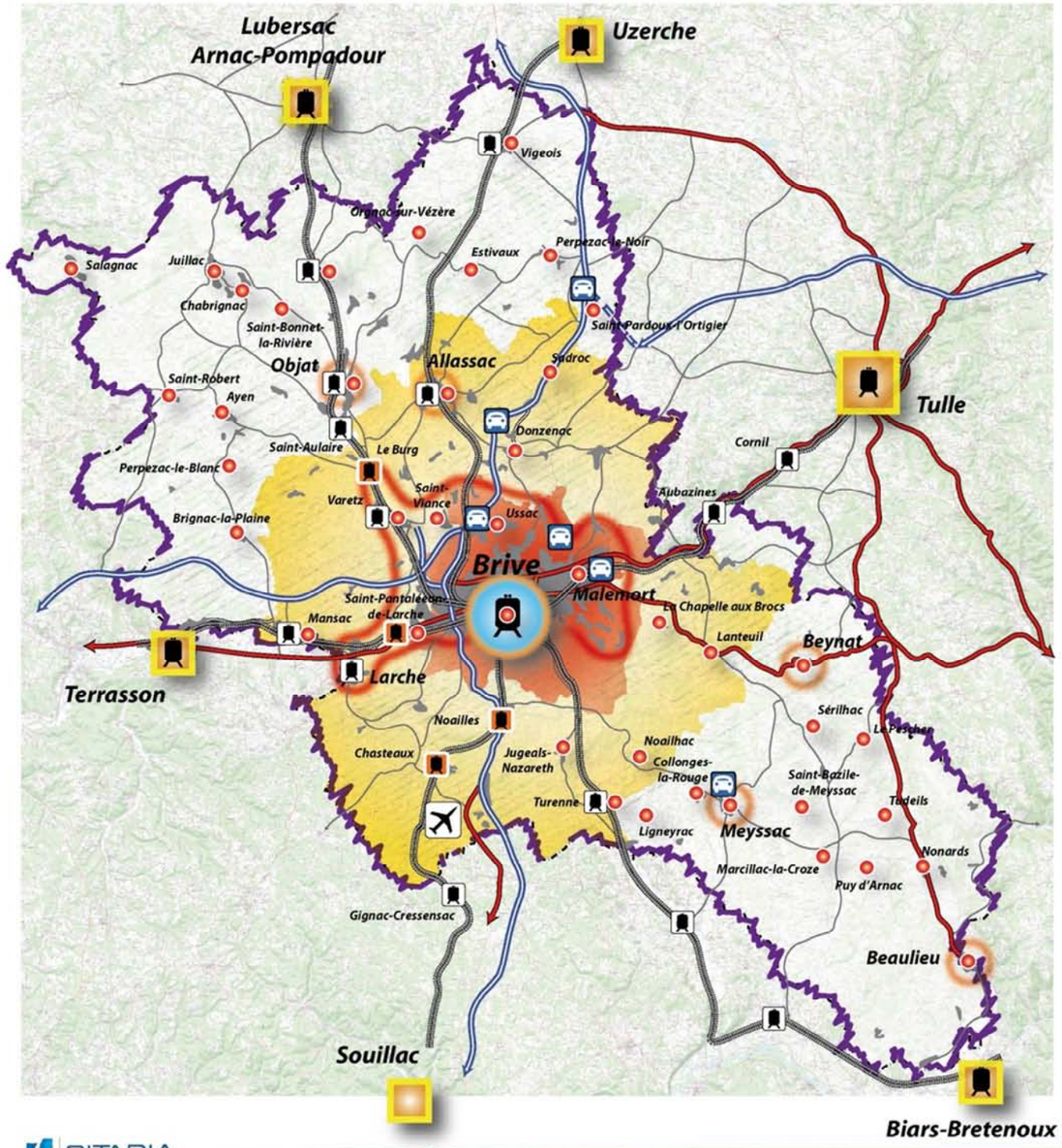
CITADIA

Sources : Citadia, Septembre 2011.

Les objectifs et principes permettant de développer les modes doux et les nouvelles pratiques liées aux mobilités (page 45 du DOO)

Développer les modes doux et les nouvelles pratiques liées aux mobilités

Transports et Déplacements



Légende

- Tâche urbaine principale
- Pôle urbain central
- Voies ferrées
- Pôles d'équilibre
- Périmètre du SCoT
- Pôles voisins extérieurs au SCoT Sud Corrèze
- Aéroport de Brive - Vallée de la Dordogne

Prescriptions

Permettre l'émergence d'un projet urbain structurant : le pôle intermodal de Brive - site stratégique à l'échelle du SCoT

Sur les secteurs desservis par les transports collectifs, privilégier le développement de l'habitat à proximité des pôles d'équipements et de services afin de créer les conditions pour rendre attractif les modes alternatifs au véhicule individuel :

- Transports urbains Libéo (existants ou projetés) - voir carte détaillée en page 36 du DOO
- Transports inter-urbains du CG19
- Gares SNCF (en blanc, les gares en service et en orange les gares actuellement fermées)

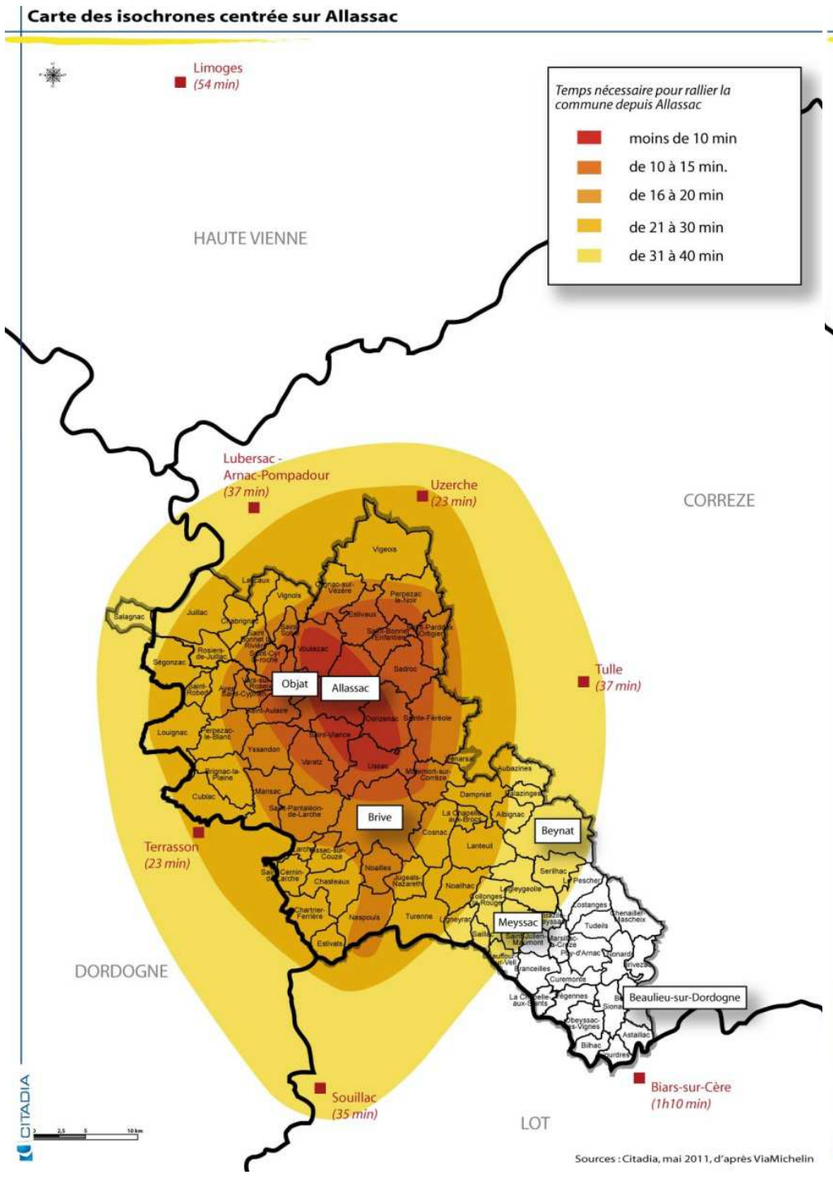
Recommandations

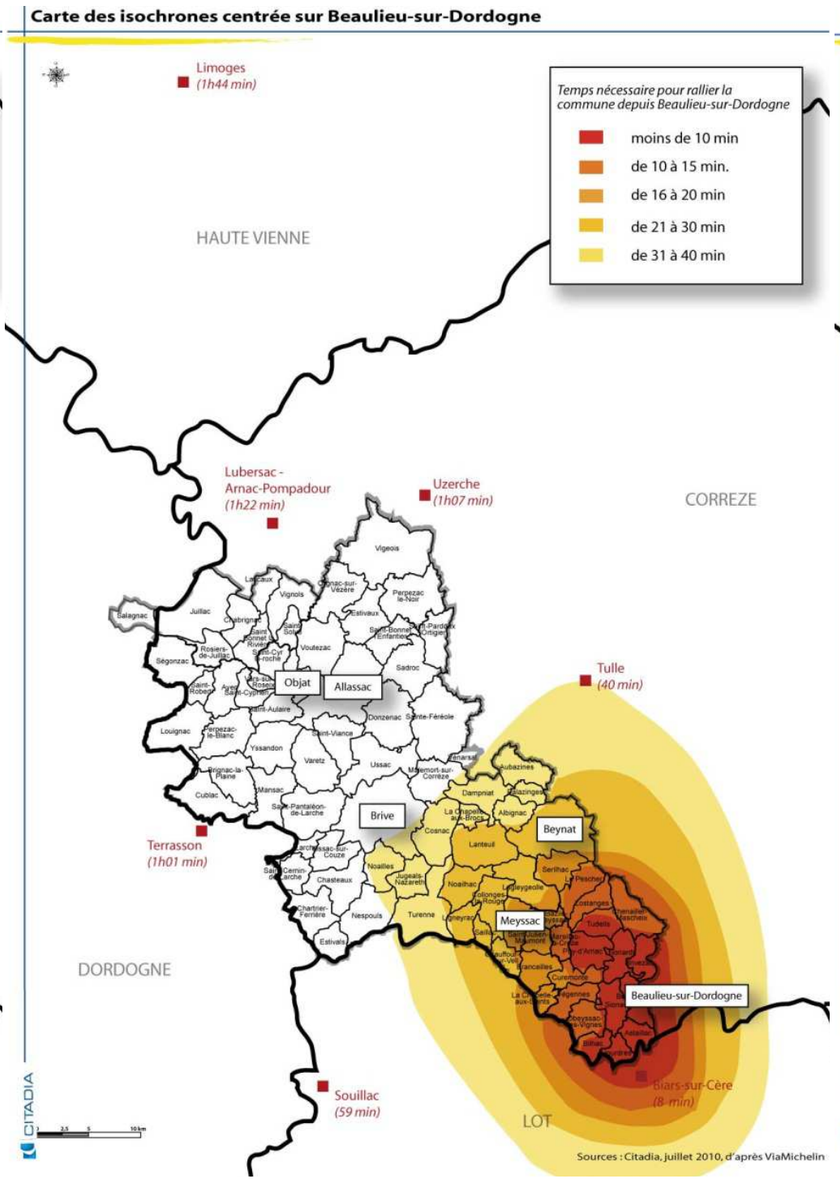
- Elargir la réflexion du Plan de Déplacements Urbains de l'Agglo de Brive sur le bassin de vie élargi de Brive (envisager une évolution du périmètre de l'AOT)
- Promouvoir la présence d'aires de covoiturage et favoriser leur développement sur le territoire
- Développer la desserte numérique, notamment dans les secteurs ruraux, comme alternative à certains déplacements liés aux services

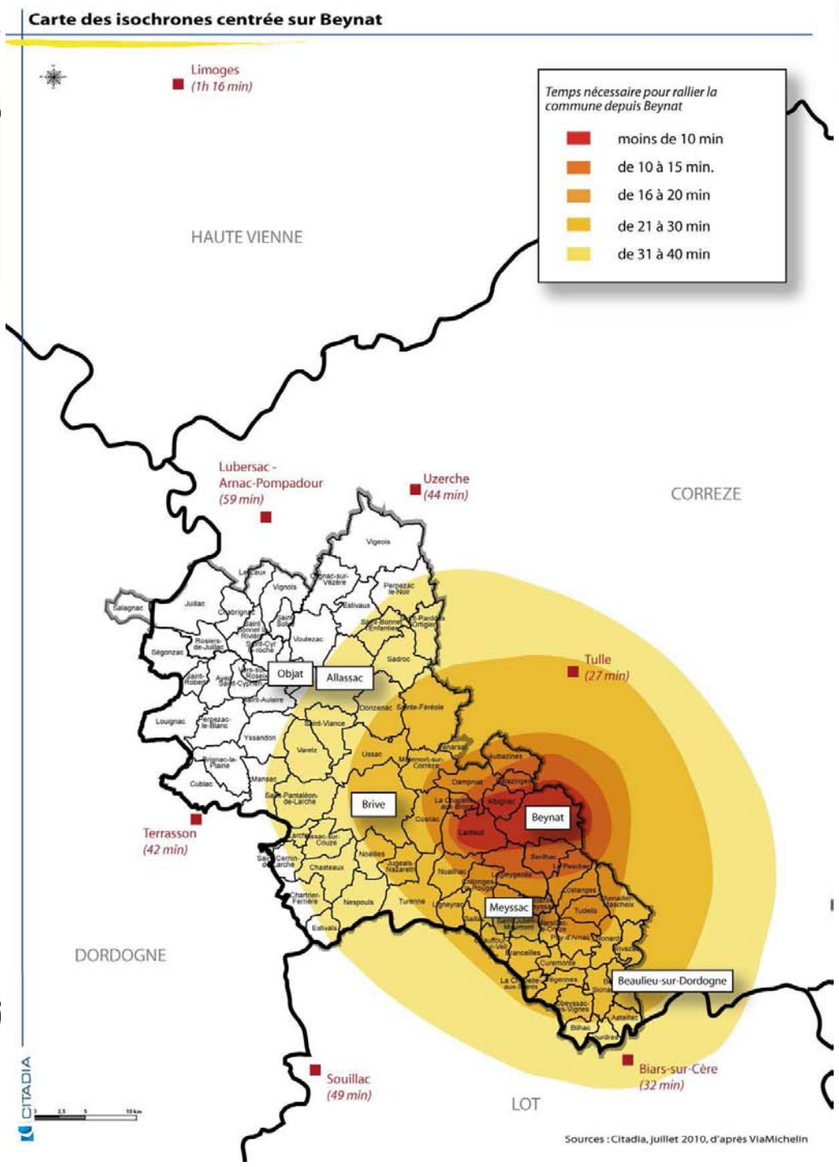
CITADIA

Sources : Citadia, Avril 2011.

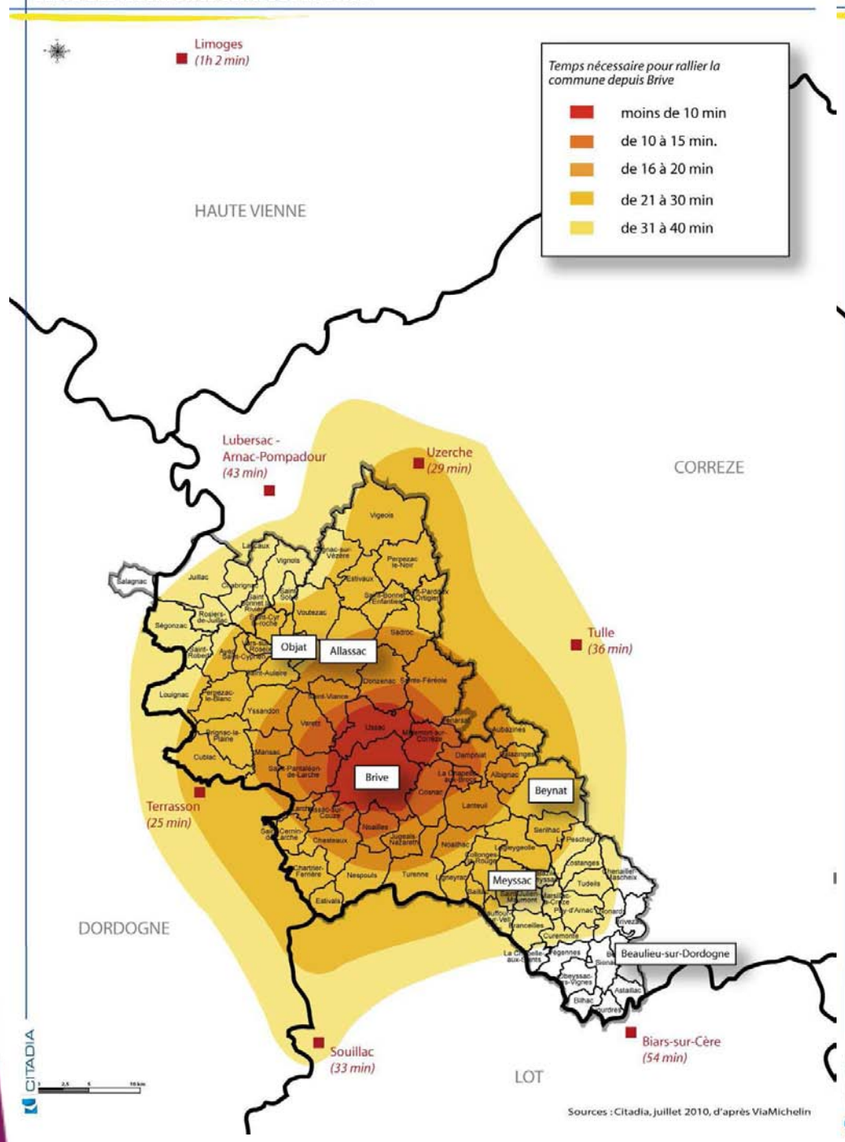
Les objectifs et principes permettant d'améliorer l'accès aux équipements et services (pages 49 à 51 du DOO)



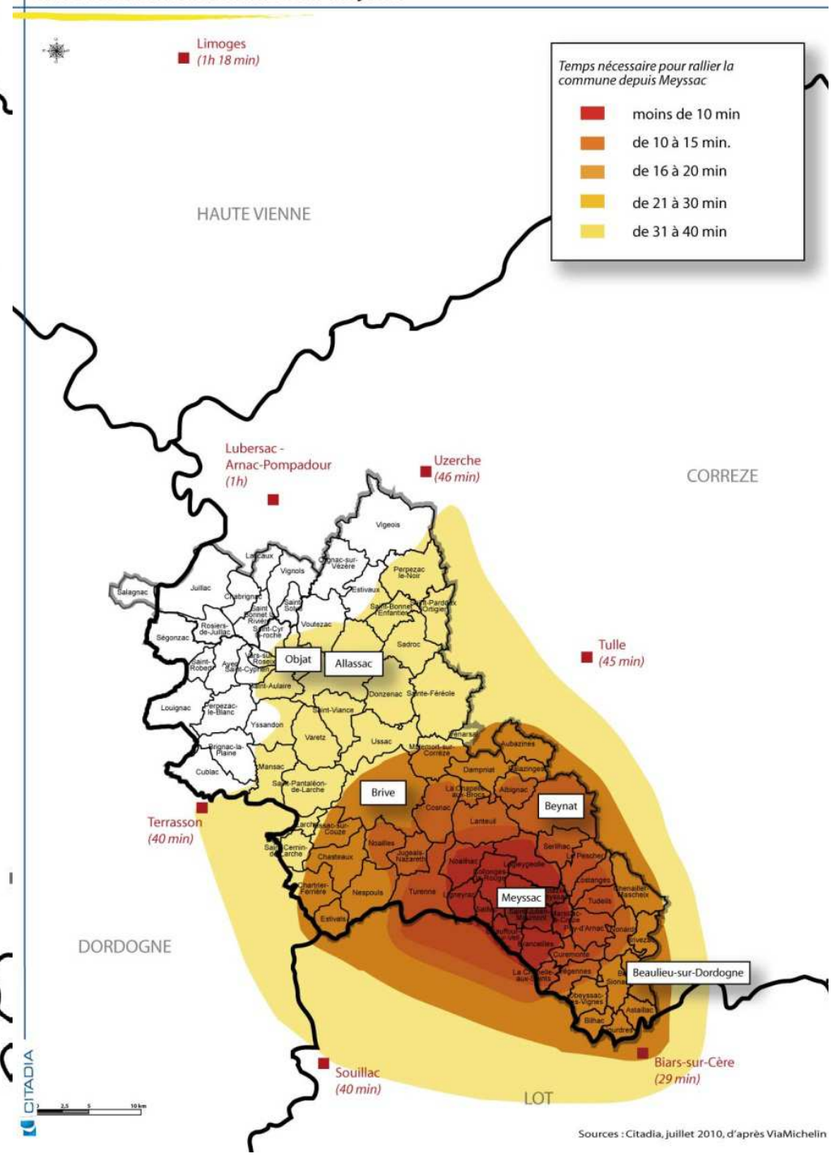




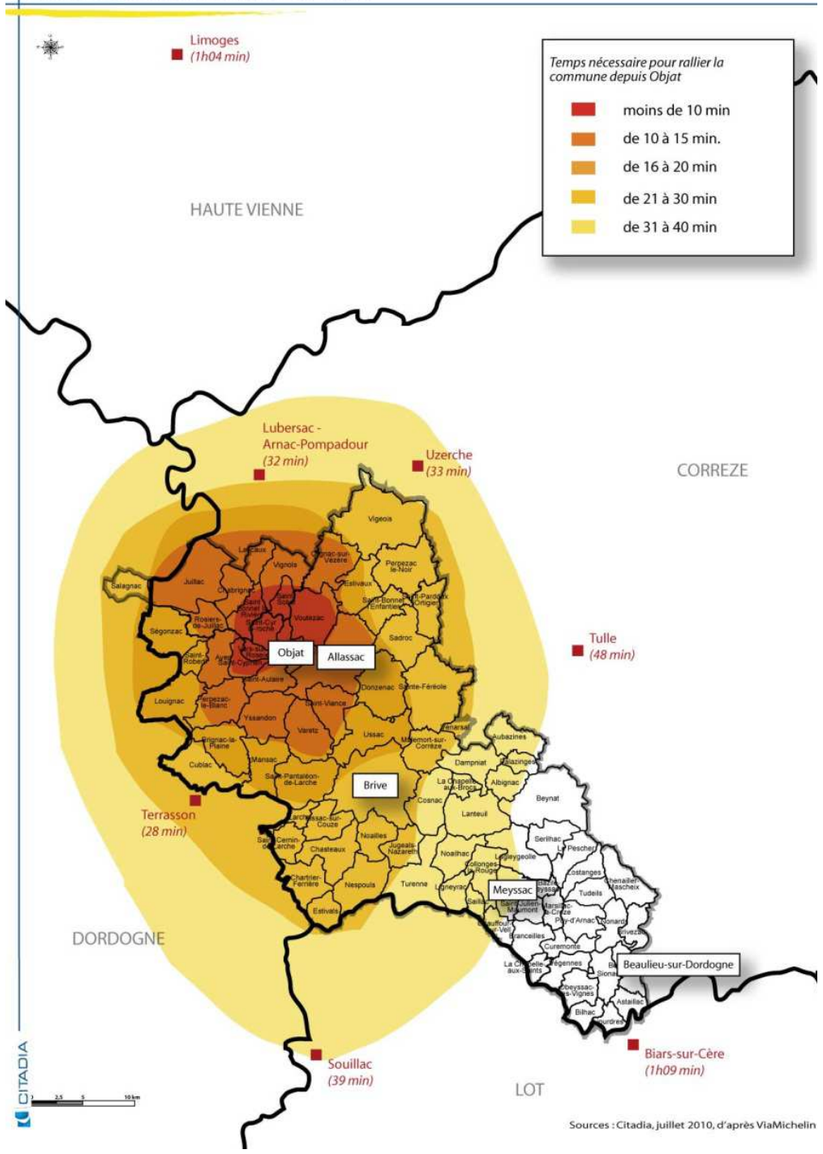
Carte des isochrones centrée sur Brive



Carte des isochrones centrée sur Meyssac



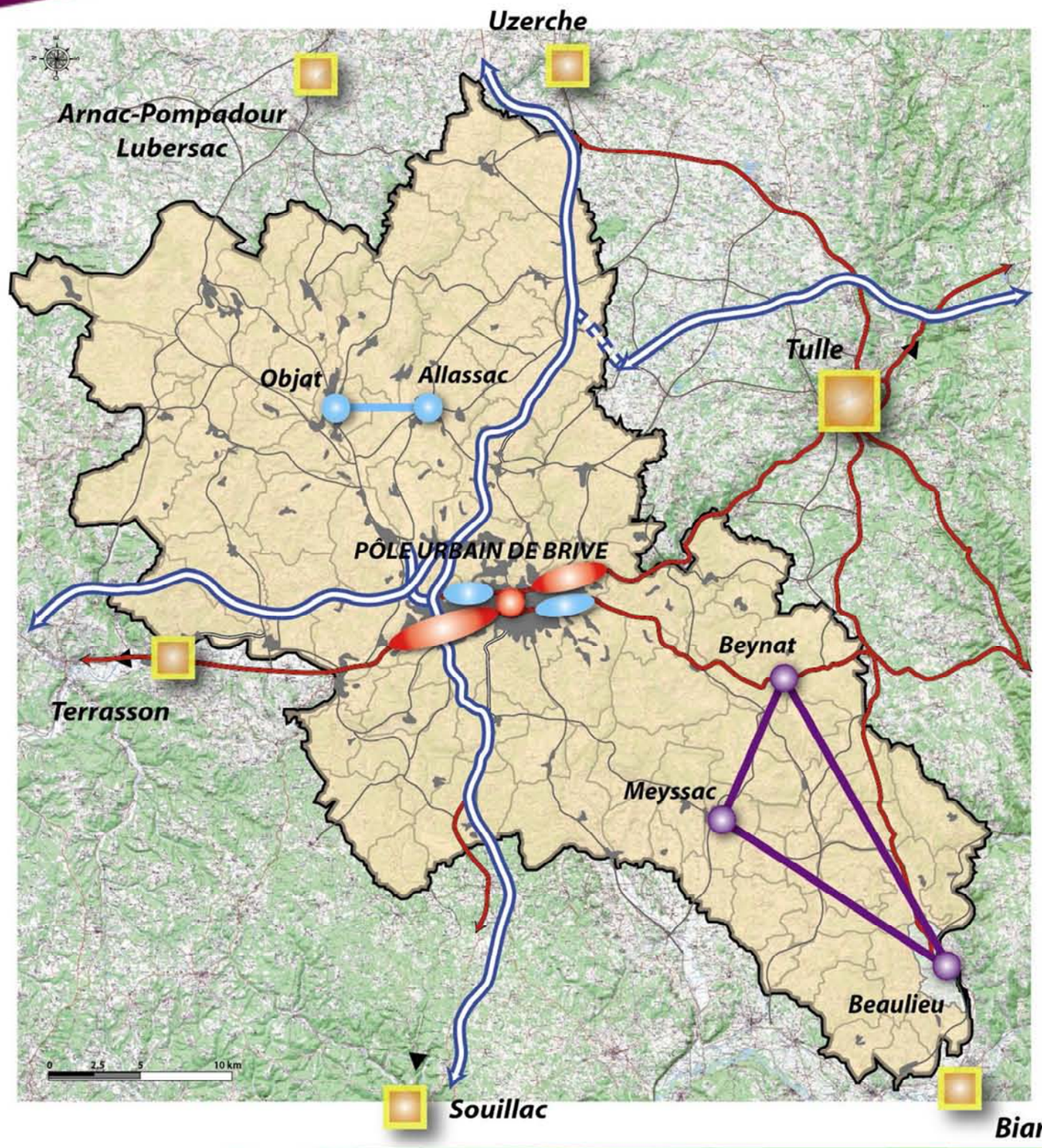
Carte des isochrones centrée sur Objat



Les objectifs et principes relatifs à l'équipement commercial (page 58 du DOO)

Organisation commerciale : une stratégie d'aménagement construite sur la multipolarisation

Document d'aménagement commercial



Légende

Offre commerciale structurante

- **Centre-ville de Brive :** privilégier une implantation commerciale au sein ou en continuité des espaces urbanisés, centre ville (toutes surfaces)
- **ZaCo "site Ouest du pôle urbain et "site Est du pôle urbain" :**
  Surfaces de vente par commerce à privilégier : plus de 1 000 m²
  Surfaces de vente de 300 à 1 000 m² autorisées dans le cadre d'une réflexion d'ensemble (plan d'aménagement cohérent)
  Surfaces de ventes inférieures à 300 m² à éviter sur les ZaCo Est et Ouest du pôle urbain (hors galeries marchandes)

Offre commerciale intermédiaire supérieure

- **Objat-Allassac et site commercial "Nord Ouest du pôle urbain - Turgot/Ribot" :** Privilégier une implantation commerciale au sein ou en continuité des espaces urbanisés, centre ville,
  Surfaces de vente par commerce à privilégier : inférieures à 1 000 m²
- **ZaCO "Sud Est du pôle urbain - Balzac/Palisse"**
  Surfaces de vente de plus de 1 000 m² autorisées
  Surfaces de vente de 300 à 1 000 m² à privilégier dans le cadre d'une réflexion d'ensemble (plan d'aménagement cohérent)

Offre commerciale de rang intermédiaire

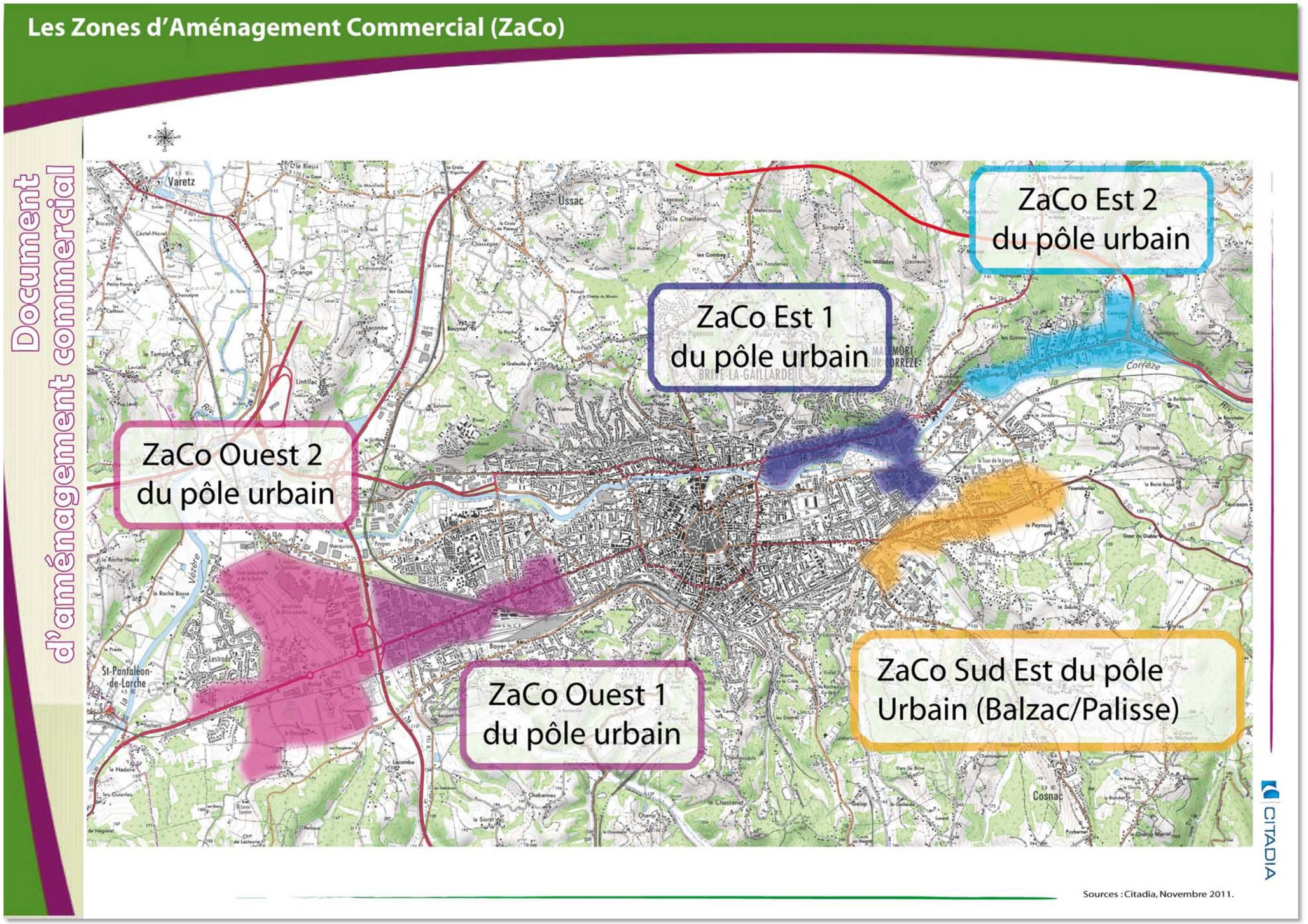
- Privilégier une implantation commerciale au sein ou en continuité des espaces urbanisés
- Surfaces de vente à privilégier : moins de 1 000 m²

Offre commerciale de proximité

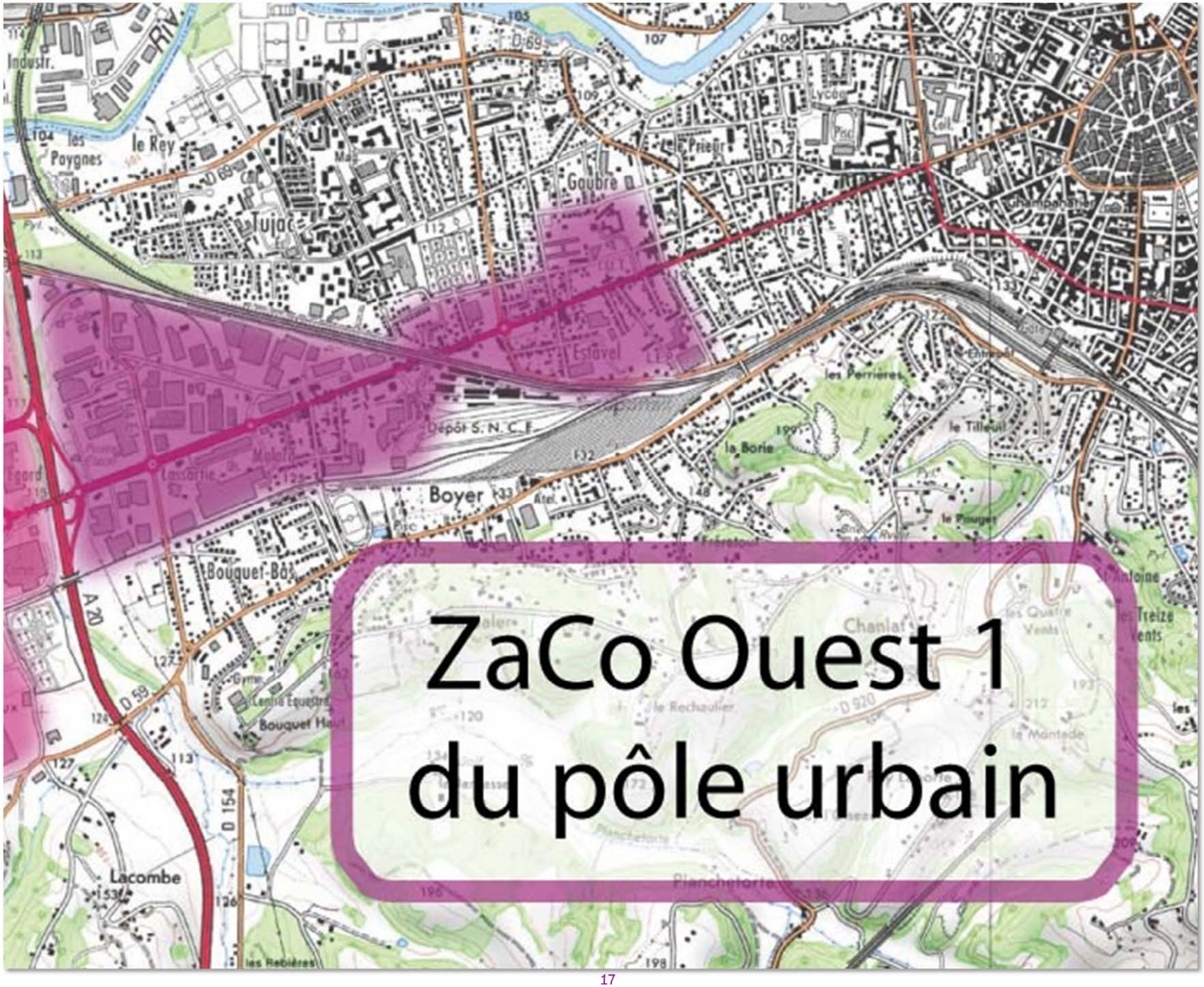
- Privilégier une implantation commerciale au sein des centres-bourgs (en priorité) ou en continuité des espaces urbanisés
- Surfaces de vente par commerce à privilégier : moins de 300 m²

Sources : Citadia, Novembre 2011.

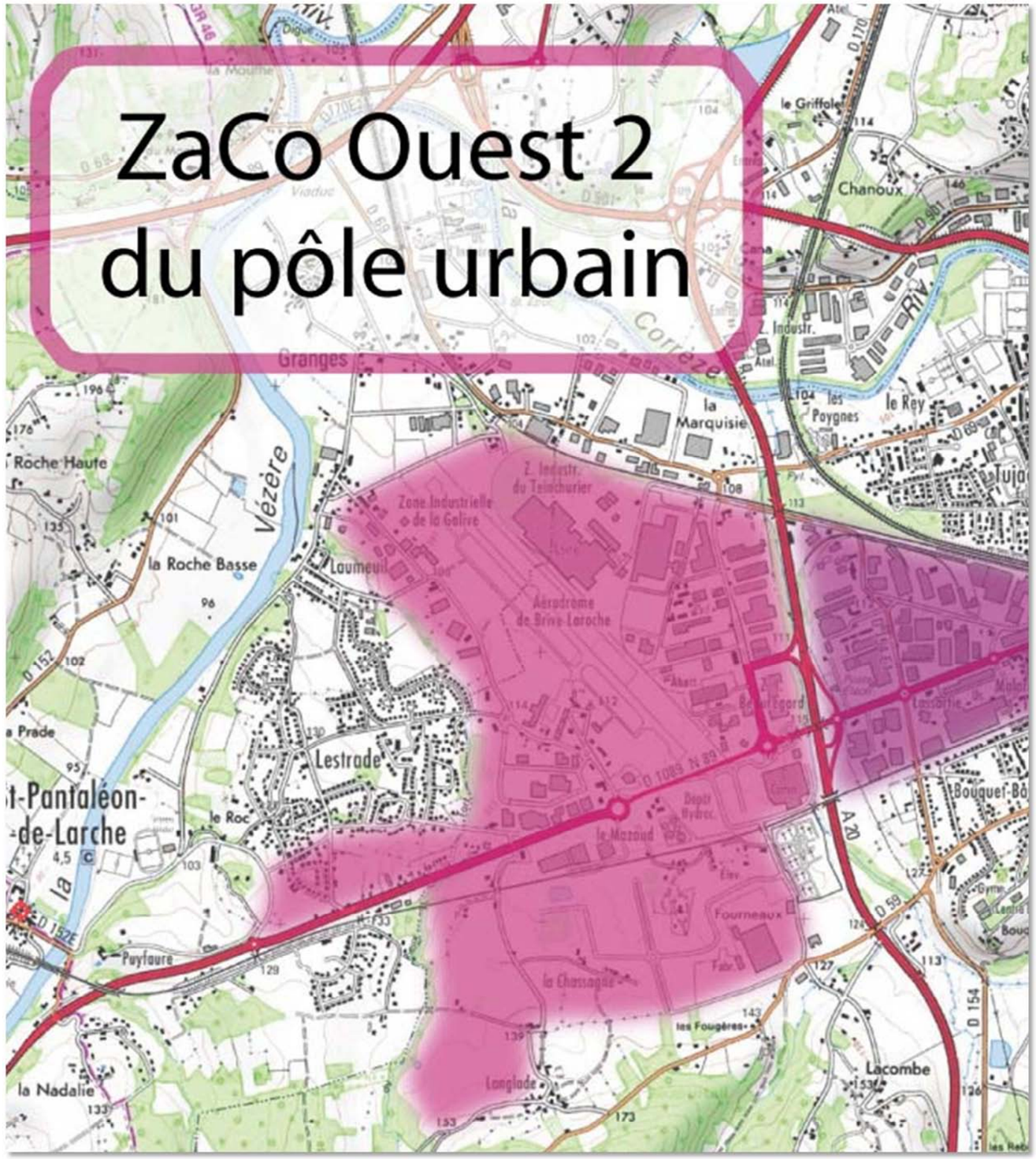
Les zones d'aménagement commercial (page 62 du DOO)



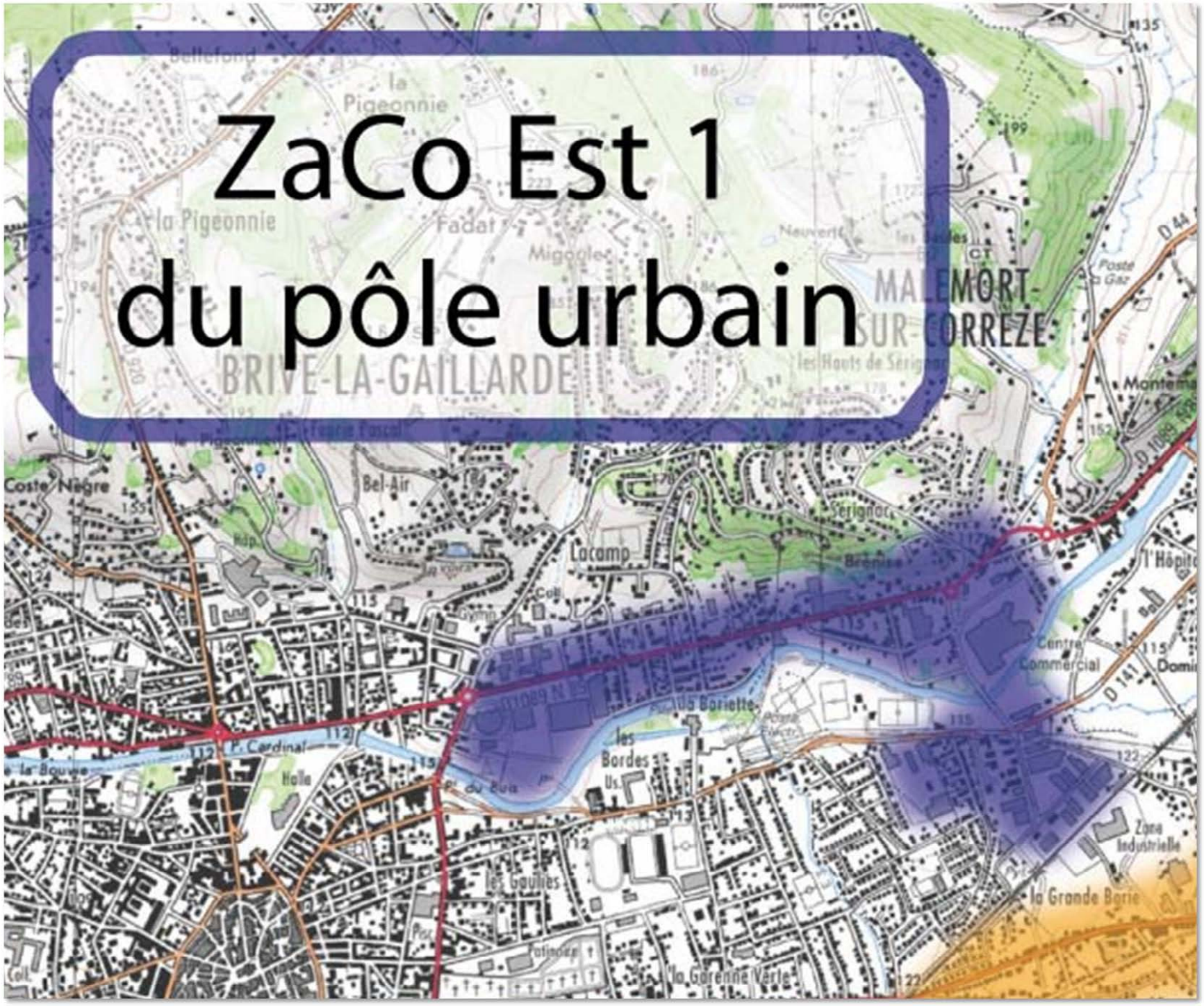
La ZaCo Ouest 1 du pôle urbain (page 63 du DOO)



La ZaCo Ouest 2 du pôle urbain (page 64 du DOO)



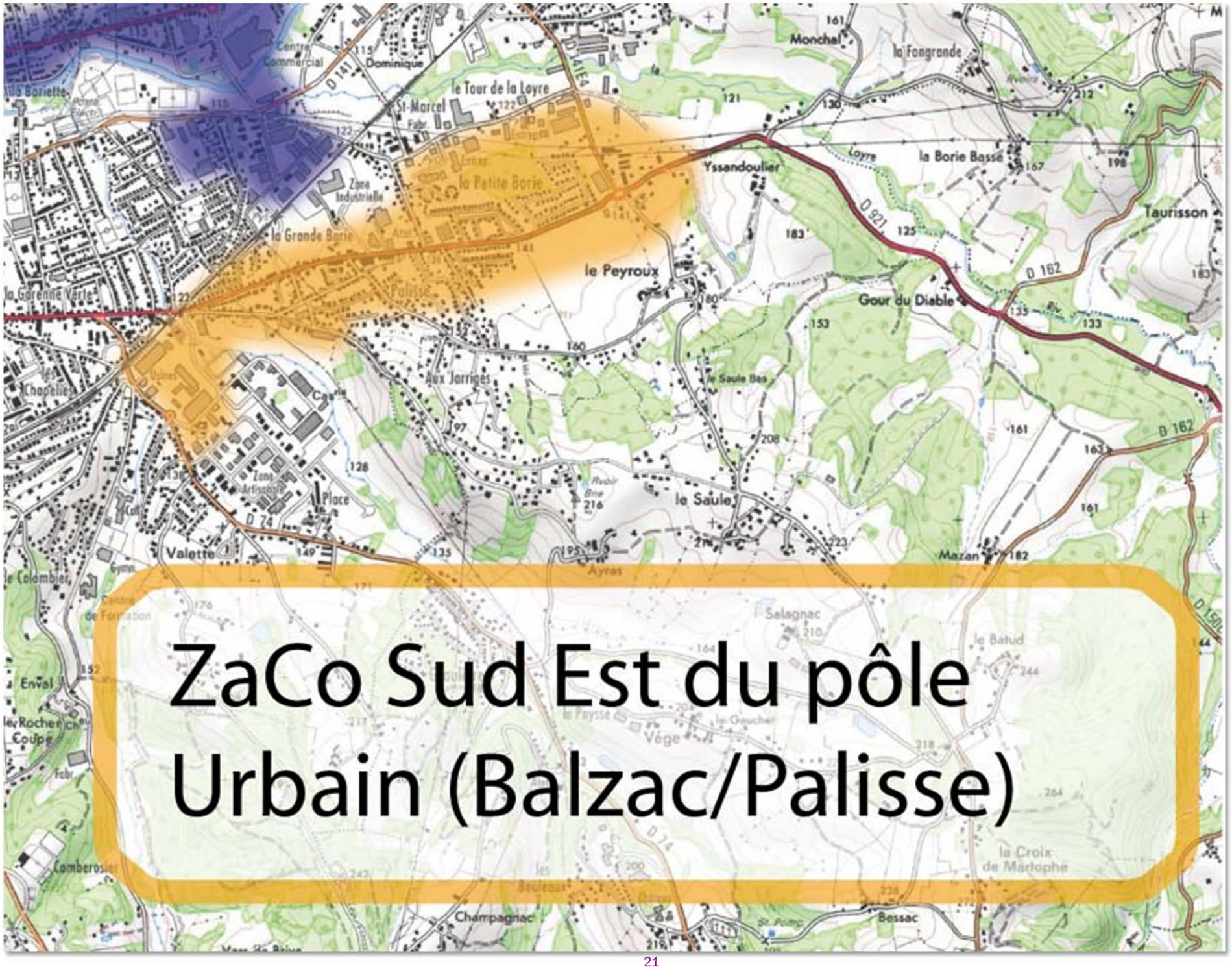
La ZaCo Est 1 du pôle urbain (page 65 du DOO)



La ZaCo Est 2 du pôle urbain (page 66 du DOO)



La ZaCo « Sud Est du pôle urbain – Balzac/Palisse » du pôle urbain (page 67 du DOO)



Les zones d'activités embranchées au réseau ferroviaire (page 72 du DOO)

1. ZI L'Aiguillon (Ussac)

2. SYMA A20 (Ussac)

3. ZI Cana Est & Ouest (Brive)

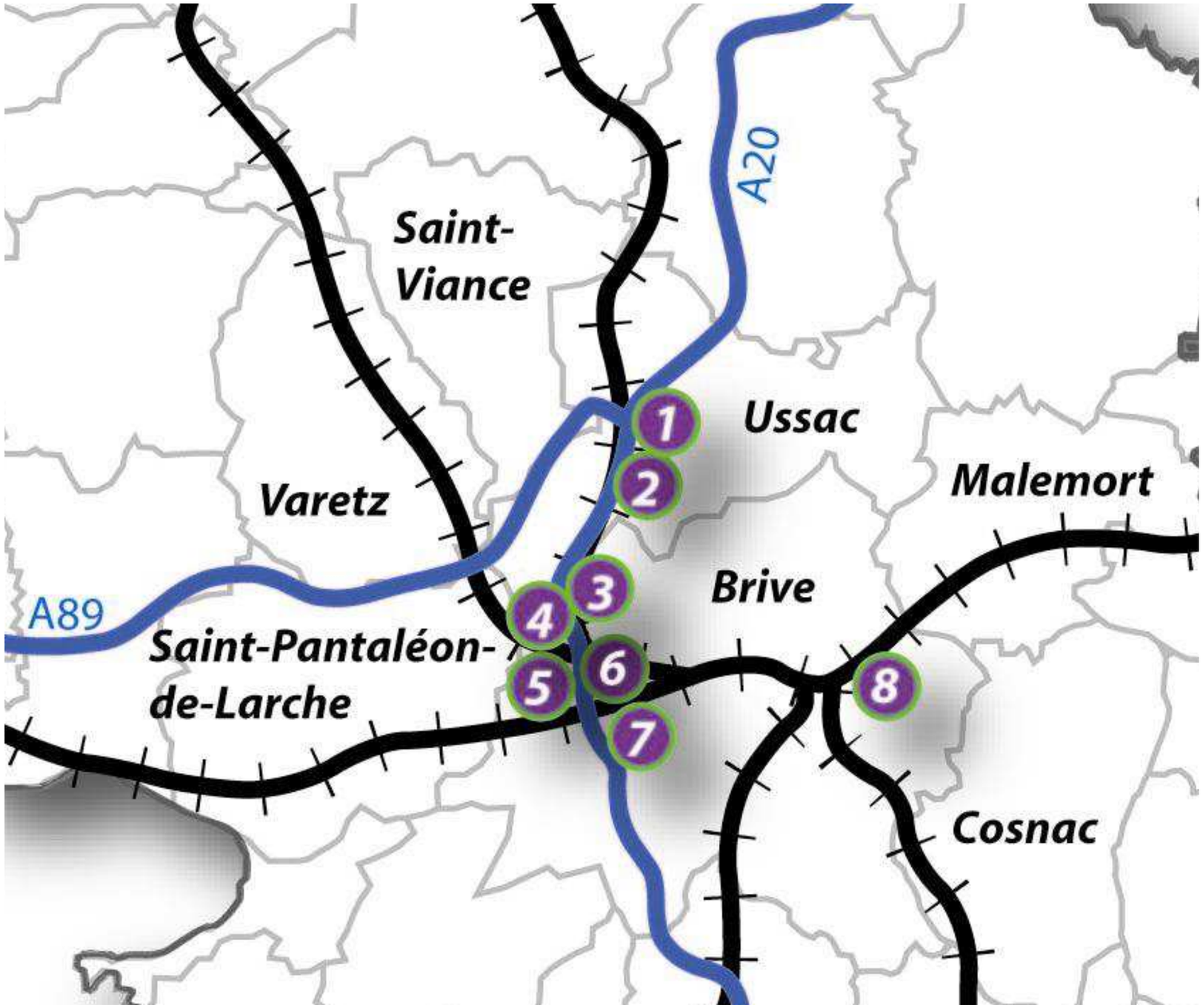
4. ZI Marquisie (Brive)

5. ZI Le Teinchurier (Brive)

6. ZI Beauregard (Brive)

7. ZI Sarretie (Brive)

8. ZI Brive Est (Brive)

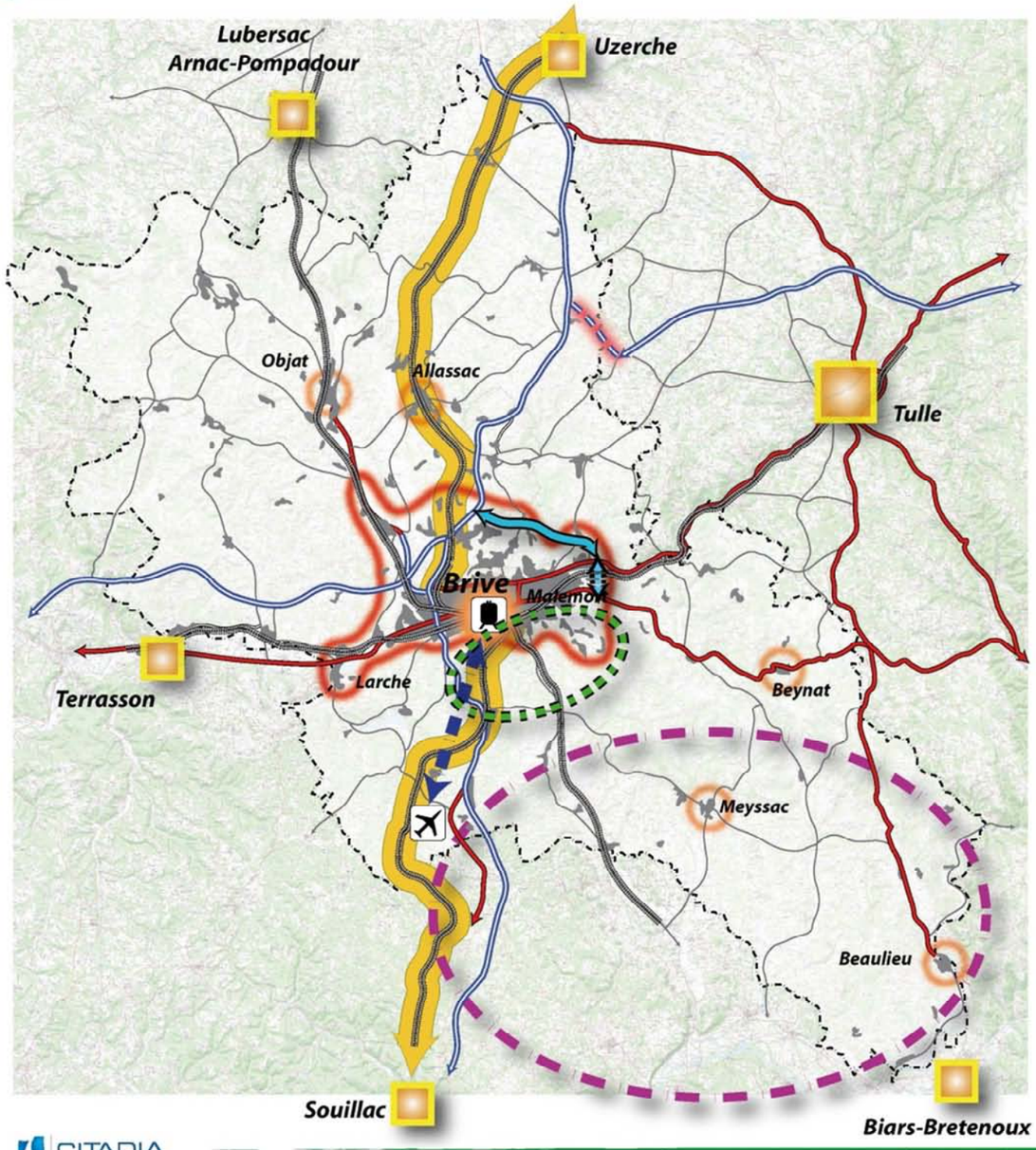


Source : Citadia, d'après données Corrèze Expansion

Les objectifs et principes permettant de conforter et valoriser la position du territoire du SCoT Sud Corrèze comme carrefour interrégional (page74 du DOO)

Optimiser les infrastructures existantes et faciliter les échanges avec l'extérieur en renforçant l'accessibilité de l'ensemble du territoire du SCoT Sud Corrèze

Transports et Déplacements



Légende

- Pôle urbain central
- Pôles d'équilibre
- Pôles voisins extérieurs au SCoT Sud Corrèze
- Tâche urbaine principale
- Périmètre du SCoT
- Réseau autoroutier
- Principaux axes routiers
- Principales routes départementales
- Voie ferrée
- Aéroport Brive - Vallée de la Dordogne

Projets d'infrastructures routières concernés par des prescriptions :

- Intégrer le projet de doublement du barreau A20-A89 afin de boucler le noeud autoroutier
- Améliorer l'accessibilité externe et interne du territoire en prolongeant le contournement Nord de Brive jusqu'à la RD 921 à Malemort
- Résoudre les dysfonctionnements sur les déplacements au sud de l'agglomération de Brive, étudier l'opportunité de faciliter les échanges Est-Ouest en partie Sud de l'agglomération et améliorer l'irrigation du territoire à partir de l'échangeur de Noailles
- Déterminer la réserve foncière nécessaire à la réalisation du projet Lot-Corrèze-Voie d'Avenir lorsque le tracé définitif sera retenu

Prescriptions

- Faciliter l'émergence d'un projet urbain structurant : le pôle multi-modal de Brive, site stratégique à l'échelle du SCoT
- Etablir une liaison régulière entre l'aéroport de Brive - Vallée de la Dordogne et Brive

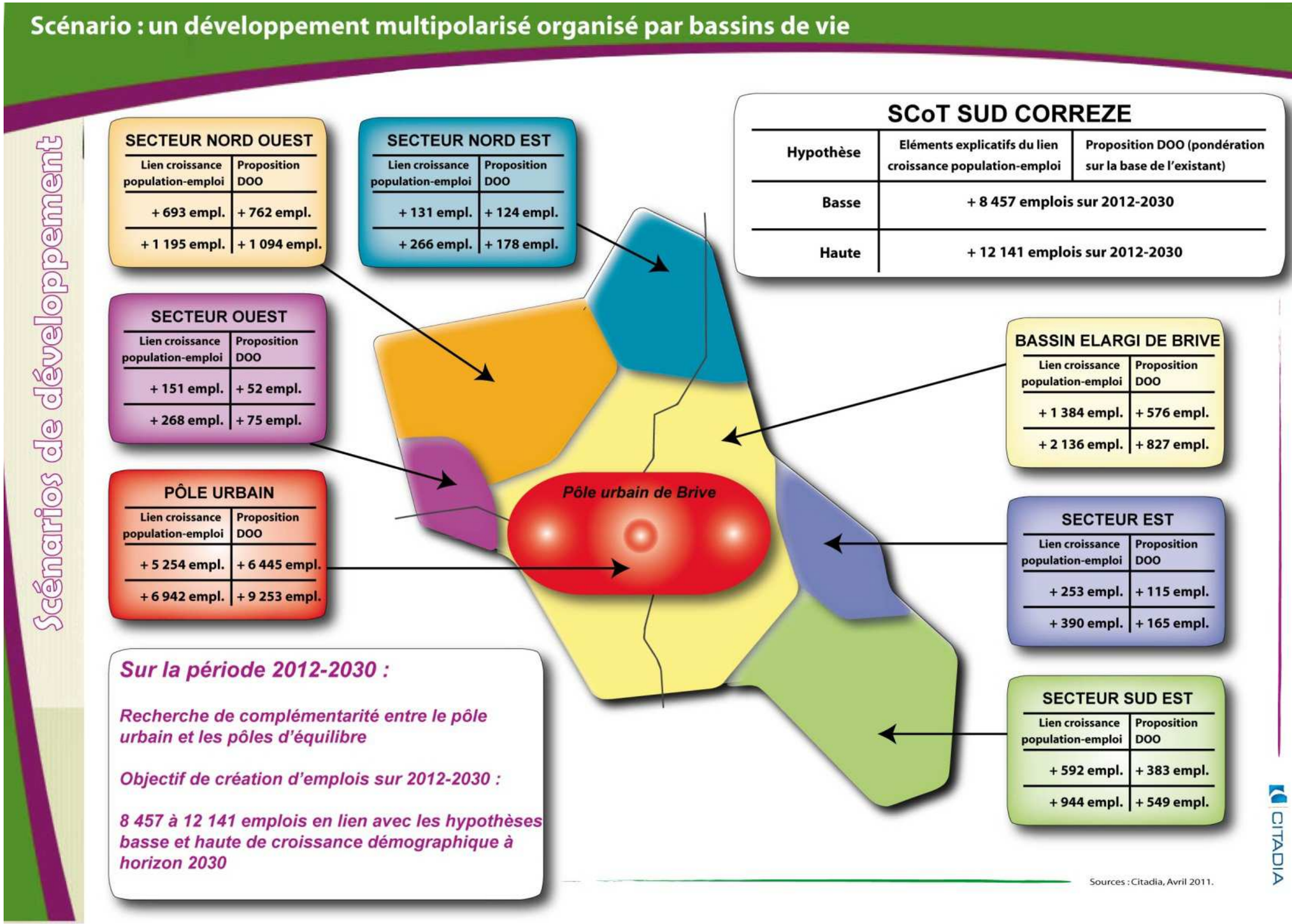
Recommandations

- Rechercher une complémentarité entre les différentes dessertes ferroviaires en soutenant à la fois le projet de LGV Limoges Poitiers et la ligne POLT

CITADIA

Sources : Citadia, septembre 2011.

Les objectifs et principes relatifs au développement économique (pages 79 et 84 du DOO)



Scénario : un développement multipolarisé organisé par bassins de vie

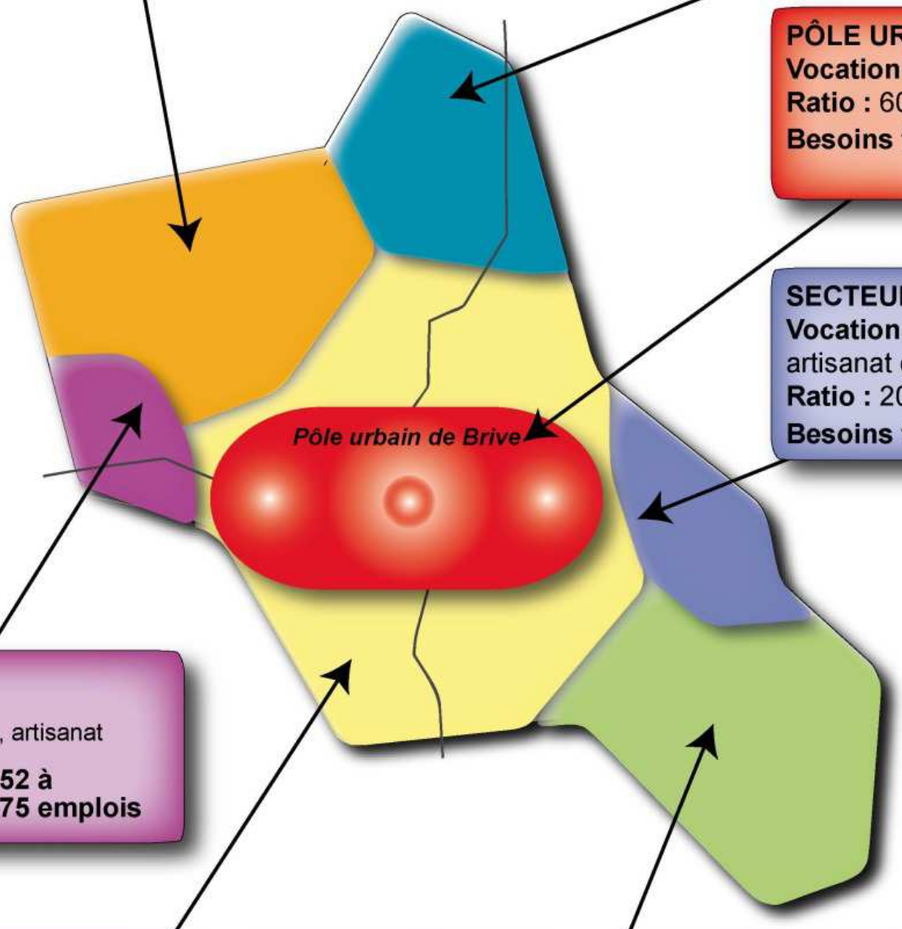
Scénarios de développement

Déclinaison par type d'emploi lié à la localisation
Surface affectée (Extrapolation sur la base de ratios)

Environ 214 à 307 hectares de foncier à destination d'activités économiques nécessaires sur 2012-2030 (foncier existant, agriculture et tourisme non compris dans le calcul)

SECTEUR NORD OUEST
Vocation : commerces de proximité, artisanat, industrie, conditionnement, (+ tourisme)
Ratio : 20 emplois/ha
Besoins futurs : 38 à 55 ha | **762 à 1 094 emplois**

SECTEUR NORD EST
Vocation : logistique, transport, TP (forte consommation d'espace, faible ratio d'emploi)
Ratio : 10 emplois/ha
Besoins futurs : 12 à 18 ha | **124 à 178 emplois**



PÔLE URBAIN
Vocation : commerce, services, industrie
Ratio : 60 emplois/ha (hors renouvellement urbain)
Besoins futurs : 107 à 154 ha | **6 445 à 9 253 emplois**

SECTEUR EST
Vocation : commerce, services de proximité, artisanat et entreprises de transformation (+ tourisme)
Ratio : 20 emplois/ha
Besoins futurs : 6 à 8 ha | **115 à 165 emplois**

SECTEUR OUEST
Vocation : commerce, service de proximité, artisanat
Ratio : 20 emplois/ha
Besoins futurs : 3 à 4 ha | **52 à 75 emplois**

BASSIN DE VIE ELARGI DE BRIVE
Vocation : logistique, industrie de transformation, artisanat, commerce de gros spécialisé (+ commerce de proximité)
Ratio : 20 emplois/ha
Besoins futurs : 29 à 41 ha | **576 à 827 emplois**

SECTEUR SUD EST
Vocation : commerce, services de proximité, artisanat et industrie (+ tourisme)
Ratio : 20 emplois/ha
Besoins futurs : 19 à 27 ha | **383 à 549 emplois**

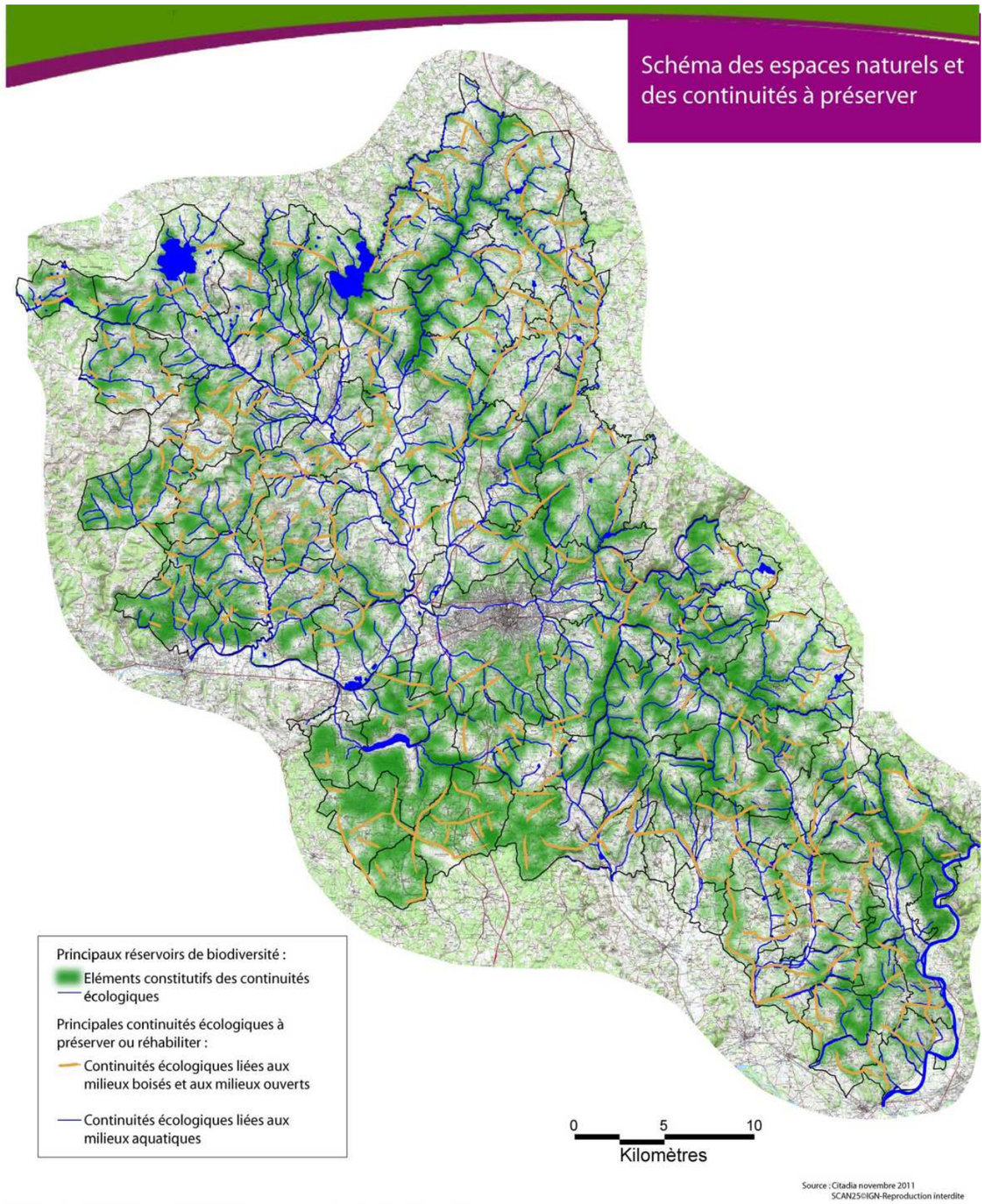
Nb : Compte tenu de la proximité du pôle terrassonnais, une partie du développement économique du bassin de vie élargi de Brive pourra se faire sur le secteur Ouest, en lien avec l'échangeur de la Rivière de Mansac.

CITADIA

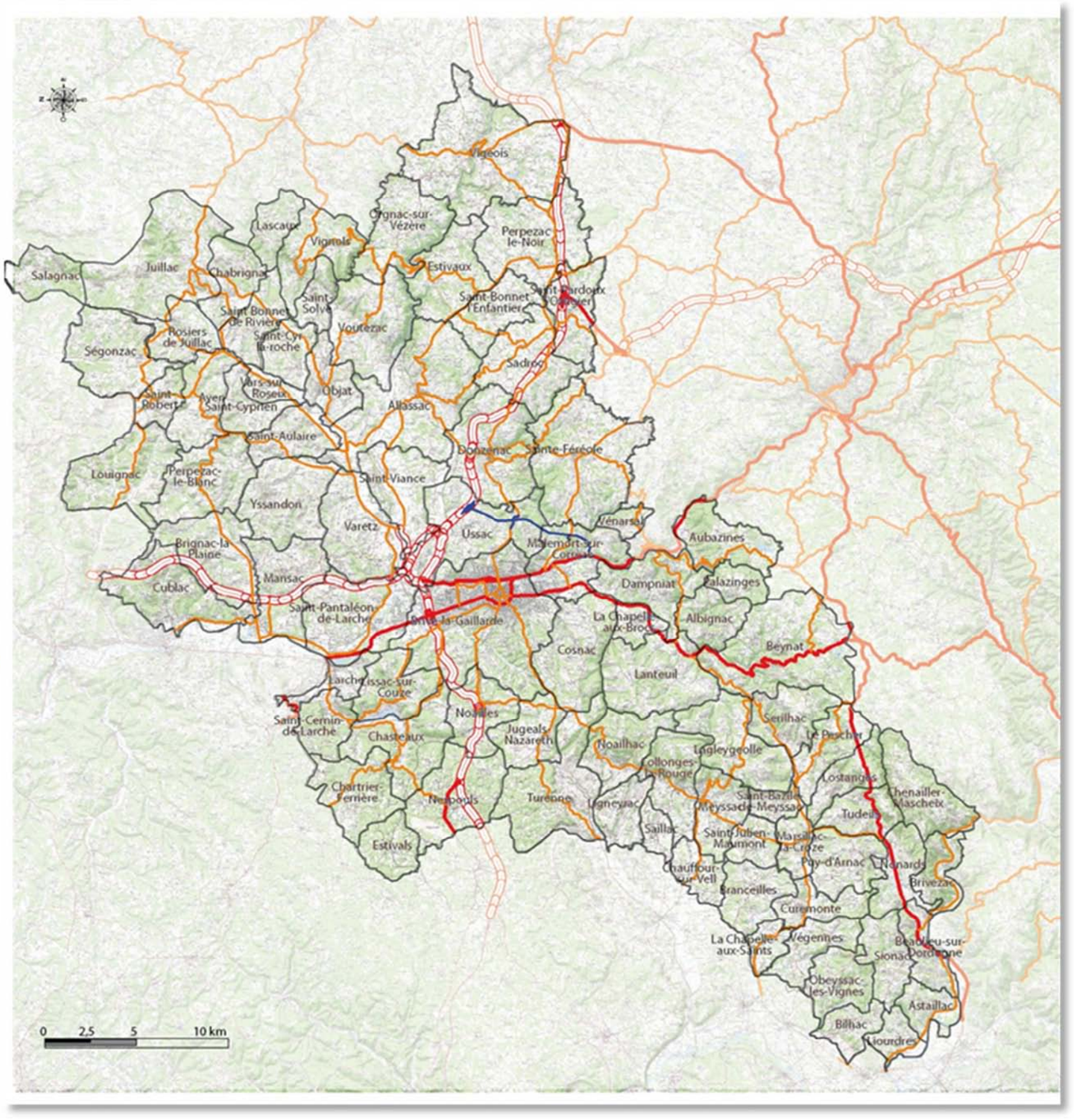
Sources : Citadia, Avril 2011.

Les objectifs et principes permettant de sauvegarder la biodiversité et la richesse écologique (page 105 du DOO)

La carte est annexée au document en format A0



Les objectifs et principes relatifs à la valorisation des entrées de ville (page 116 du DOO)



Légende

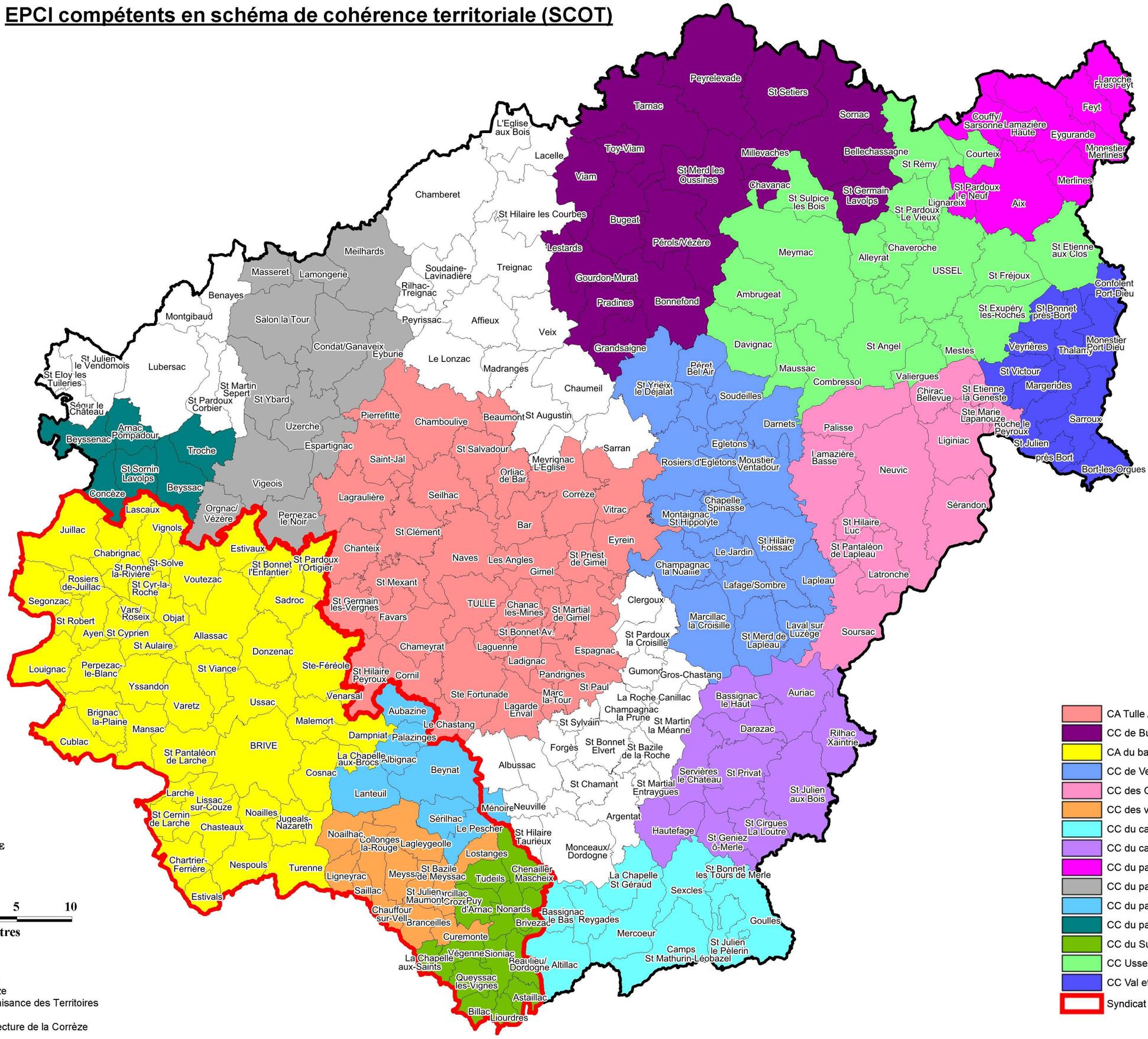
- Axes autoroutiers structurant le terrtoire Sud Corrèze (A20 et A89)
- Principaux axes routiers (D1089 et D921)
- Principales routes départementales
- Contournement Nord

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

EPCI compétents en schéma de cohérence territoriale (SCOT)



- CA Tulle Agglo
- CC de Bugeat-Sornac-Millevaches au coeur
- CA du bassin de Brive
- CC de Ventadour
- CC des Gorges de la Haute-Dordogne
- CC des villages du Midi corrézien
- CC du canton de Mercoeur
- CC du canton de Saint Privat
- CC du pays d'Eygurande
- CC du pays d'Uzerche
- CC du pays de Beynat
- CC du pays de Pompadour
- CC du Sud Corrézien (sud co)
- CC Ussel-Meymac, Haute-Corrèze
- CC Val et Plateaux Bortois
- Syndicat Mixte d'Etudes du Bassin de Brive

Réalisé le : 09/06/2015
par la DDT de la Corrèze
Unité Analyse et Connaisance des Territoires
Copyright IGN
Sources : ASPIC, Préfecture de la Corrèze

N:\03-Exploitations_thematiques\Collectivites_territoriales\Entite_territoriale\Regroupement_territorial\Intercom\SCOT\1409_epci_competent_SCOT

Classement des cours d'eau - Article L.214-17-I

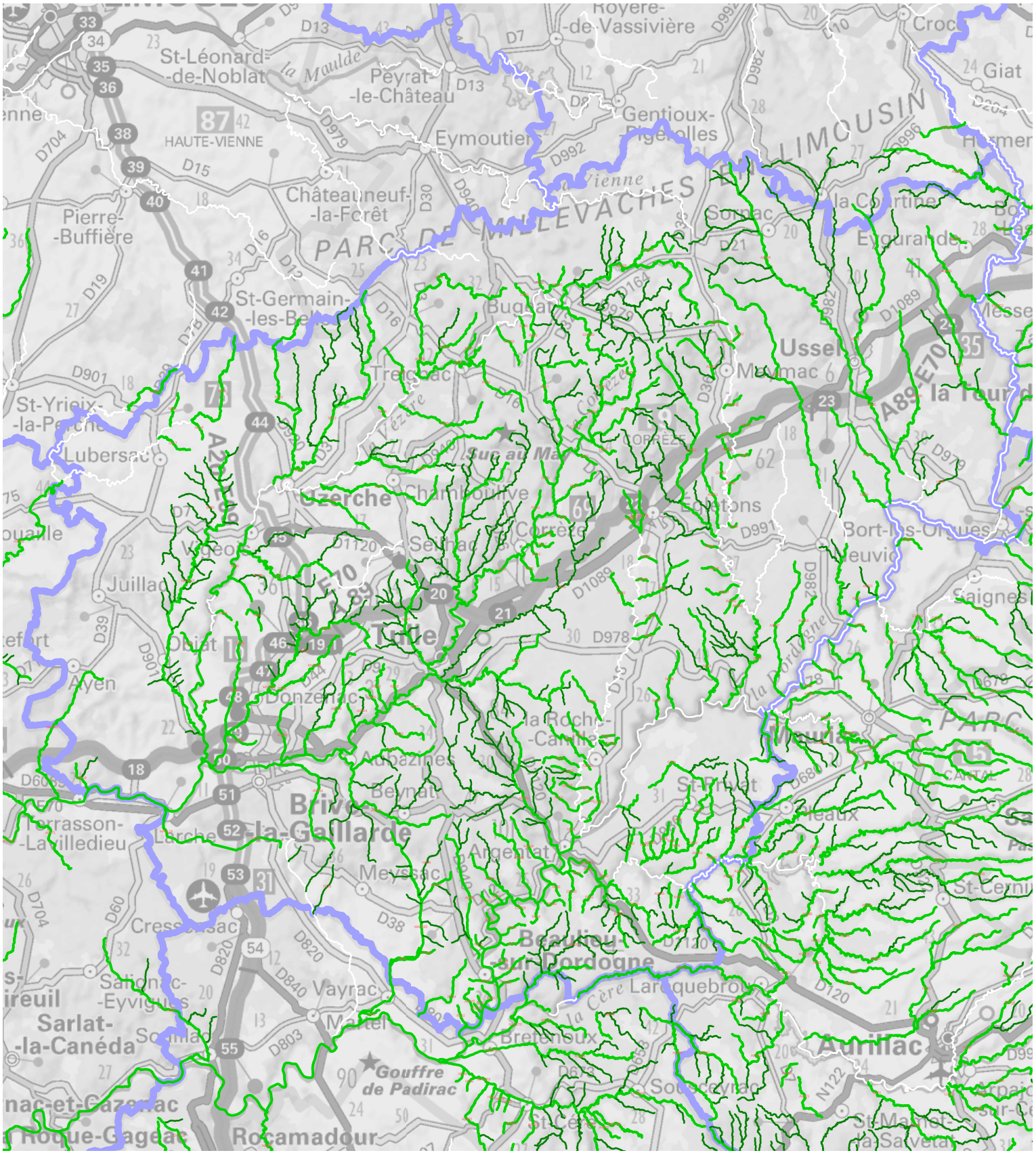
Liste 1

Carte par département: CORREZE (19)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET
DE LA REGION
MIDI-PYRENEES

Préfet coordonnateur
du bassin Adour-Garonne



Limites départementales

Cours d'eau principaux en liste 1

Affluents et sous affluents en liste 1 (carte indicative)

Géodiag - 4/11/2013

Classement des cours d'eau - Article L.214-17-I

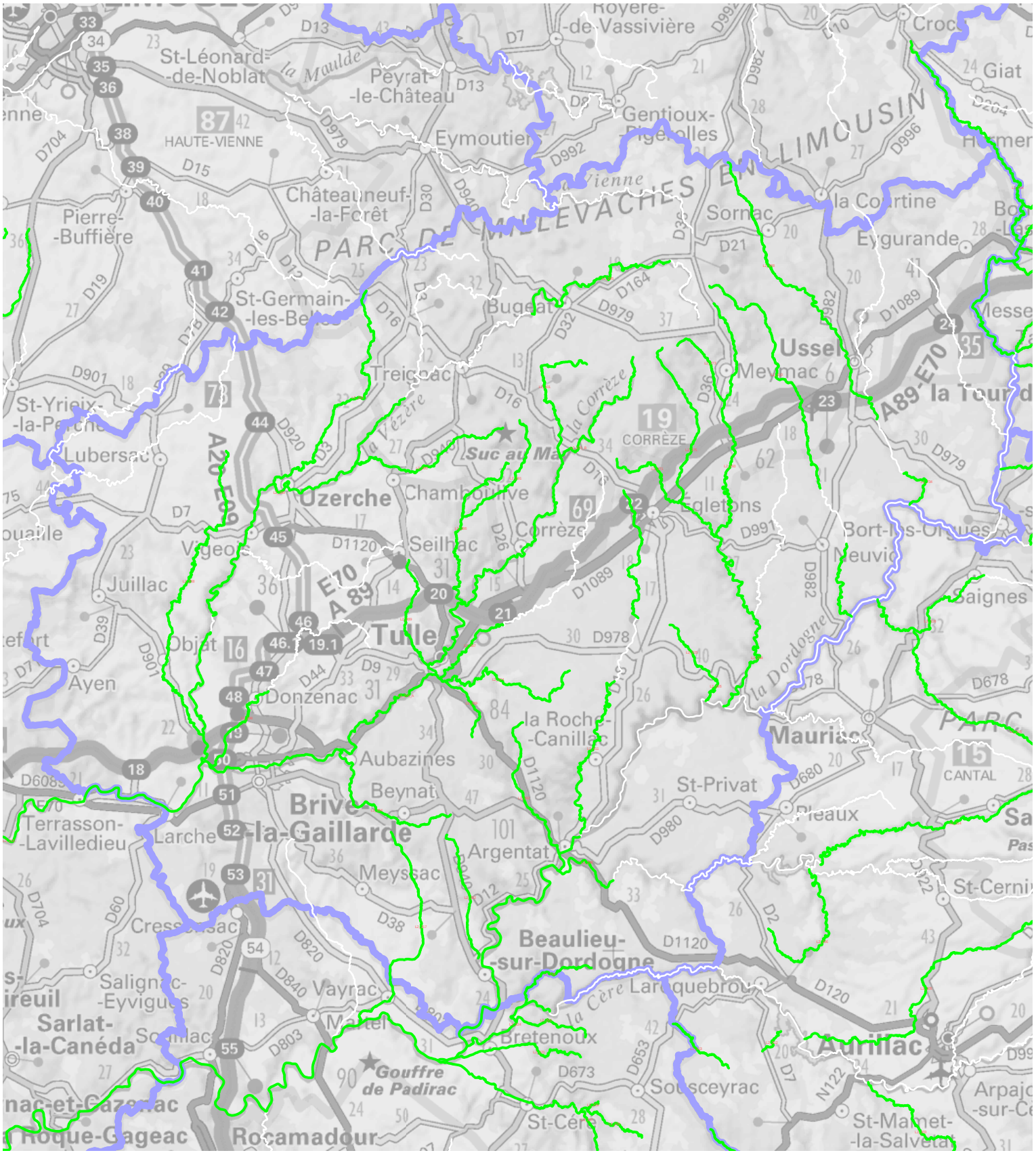
Liste 2

Carte par département: CORREZE (19)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET
DE LA REGION
MIDI-PYRENEES

Préfet coordonnateur
du bassin Adour-Garonne



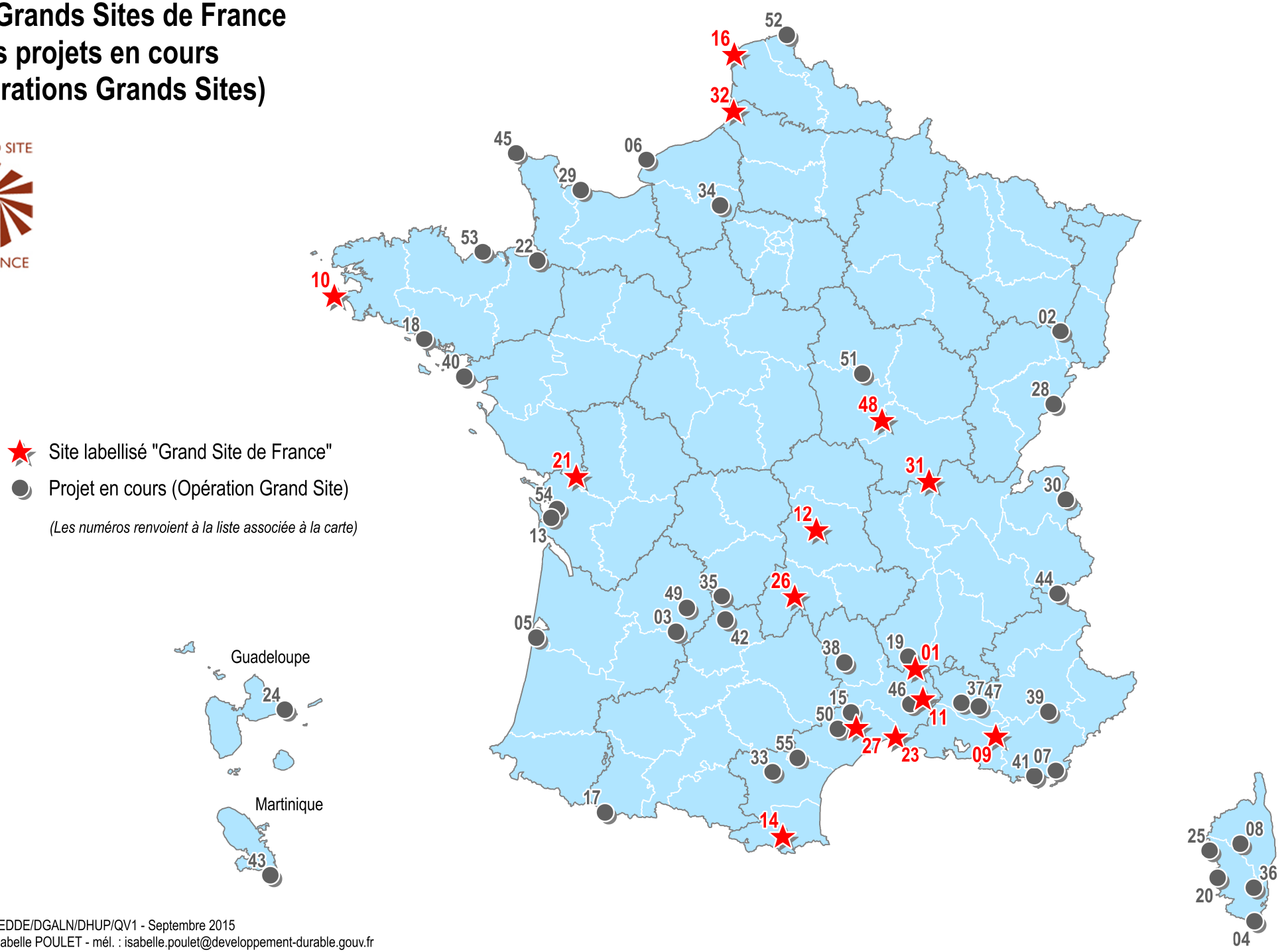
Limites départementales

Cours d'eau en liste 2

Géodiag - 4/11/2013

Les Grands Sites de France et les projets en cours (Opérations Grands Sites)

GRAND SITE DE FRANCE



Source : MEDDE/DGALN/DHUP/QV1 - Septembre 2015
Contact : Isabelle POULET - mél. : isabelle.poulet@developpement-durable.gouv.fr
Cartographie : DGALN/SAGP/SDP/BCSI (Fichier Operations_Grands_Sites_2015.wor | OM | Septembre 2015)

Liste des Grands Sites de France et des projets encours (Opérations Grands Sites)

Juin 2015

(Les numéros et les étoiles renvoient à la carte)

★ 14 sites labellisés Grand Site de France

1 - Aven d'Orgnac - 2004 – 2010
9 - Sainte-Victoire - 2004 - 2011
11 - Pont du Gard - 2004 – 2011
10 - Pointe du Raz en Cap Sizun – 2004 - 2012
48 - Bibracte Mont Beuvray – 2007 – 2014
12 - Puy de Dôme – 2008 – 2014-
21 - Marais Poitevin - 2010
27 - Saint-Guilhem-le-Désert Gorges de l'Hérault – 2010
16 – Deux Caps Gris-Nez Blanc-Nez – 2011
32 - Baie de Somme – 2011
14 - Massif du Canigó – 2012
26 - Puy Mary Volcan du Cantal – 2012
31 – Solutré Pouilly Vergisson – 2013
23 – Camargue gardoise - 2014

54 sites engagés dans une Opération Grand Site

Alsace
2 - Ballon d'Alsace – *Haut-Rhin*

Aquitaine
3 - Bastide de Monpazier – *Dordogne*
5 - Dune du Pilat – *Gironde*
49 - Vallée de la Vézère - *Dordogne*

Auvergne
12 - Puy de Dôme – *Puy-de-Dôme*
26 - Puy Mary Volcan du Cantal – *Cantal*

Basse-Normandie
22 - Baie du Mont Saint-Michel – *Manche*
29 - Normandie 44 – *Calvados et Manche*
45 - Cap de La Hague - *Manche*

Bourgogne
48 - Bibracte Mont Beuvray - *Nièvre et Saône-et-Loire*
51 – Colline de Vézelay -*Yonne*
31 – Solutré Pouilly Vergisson – *Saône-et-Loire*

Bretagne
22 - Baie du Mont Saint-Michel – *Ille-et-Vilaine*
53 - Cap d'Erquy Cap Frehel – *Côtes d'Armor*
18 - Massif dunaire de Gâvres-Quiberon – *Morbihan*
10 - Pointe du Raz en Cap Sizun – *Finistère*

Corse
4 - Bonifacio – *Corse-du-Sud*
20 - Iles Sanguinaires Pointe de La Parata – *Corse-du-Sud*
25 - Porto-Girolata – *Corse-du-Sud*
8 - Vallée de la Restonica – *Haute-Corse*
36 - Aiguilles de Bavella – *Corse-du-Sud*

Franche-Comté
28 - Saut du Doubs – *Doubs*
2 - Ballon d'Alsace – *Territoire-de-Belfort*

Guadeloupe
24 - Pointe des Châteaux

Haute-Normandie
34 - Château Gaillard – *Eure*
6 - Falaises d'Etretat Côte d'Albâtre – *Seine-Maritime*

Languedoc-Roussillon
23 - Camargue gardoise – *Gard*
33 - Cité de Carcassonne – *Aude*
55 - Cité de Minerve, Gorges de la Cesse et du Brian - *Hérault*
15 - Cirque de Navacelles – *Gard et Hérault*
46 - Gorges du Gardon – *Gard*
38 - Gorges du Tarn et de la Jonte – *Lozère*
14 - Massif du Canigó – *Pyrénées-Orientales*
11 - Pont du Gard – *Gard*
27 - Saint-Guilhem-Le-Désert Gorges de l'Hérault – *Hérault*
50 - Vallée du Salagou - *Hérault*

Limousin
35 - Collonges-la-Rouge Turenne – *Corrèze*

Lorraine
2 - Ballon d'Alsace – *Vosges*

Martinique
43 - Salines de Sainte-Anne

Midi-Pyrénées
17 - Cirque de Gavarnie – *Hautes-Pyrénées*
38 - Gorges du Tarn et de la Jonte – *Aveyron*
42 - Rocamadour - *Lot*

Nord-Pas-de-Calais
16 - Deux Caps Gris-Nez Blanc-Nez – *Pas-de-Calais*
52 - Dunes de Flandre - *Nord*

Provence-Alpes Côte d'Azur
7 - Domaine du Rayol Jardin des Méditerranées – *Var*
37 - Fontaine de Vaucluse – *Vaucluse*
39 - Gorges du Verdon – *Alpes-de-Haute-Provence et Var*
47 - Massif des Ocres – *Vaucluse*
41 - Presqu'île de Giens Rade de Hyères – *Var*
9 - Sainte-Victoire – *Bouches-du-Rhône*
44 - Vallée de la Clarée et Vallée Etroite – *Hautes-Alpes*

Pays de la Loire
21 - Marais Poitevin – *Vendée*
40 - Marais salants de Guérande – *Loire-Atlantique*

Picardie
32 - Baie de Somme – *Somme*

Poitou-Charentes
13 - Marais de Brouage – *Charente-Maritime*
21 - Marais Poitevin – *Deux-Sèvres et Charente-Maritime*
54 – Estuaire de la Charente-Arsenal de Rochefort - *Charente-Maritime*

Rhône- Alpes
1 - Aven d'Orgnac – *Ardèche*
30 - Cirque de Sixt-Fer-à-Cheval – *Haute-Savoie*
19 - Gorges de l'Ardèche – *Ardèche*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat

NOR : DEVN0921485D

Jean-Pierre ROBLIN

Décret du 27 AVR. 2010

portant classement d'un site

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.341-1 à L.341-6, R.341-4 et R.341-5 ;

Vu les résultats de l'enquête administrative, prescrite par arrêtés préfectoraux en date des 28 février 2008 et 15 avril 2008, qui s'est déroulée du 25 mars au 23 avril 2008 inclus, et notamment l'absence de consentement de certains propriétaires ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Ligneyrac, en date des 21 mars et 21 novembre 2008 ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Noailhac, en date des 13 mai et 21 novembre 2008 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Turenne, en date du 7 novembre 2008 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Corrèze, en date du 30 janvier 2009 ;

Vu l'avis émis par la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages, en date du 30 avril 2009 ;

Vu l'avis émis par le comité de massif « Massif Central » en date du 3 juin 2009 ;

J.O.N° 100 DU 29 AVR. 2010

Vu la lettre du ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, en date du 15 juin 2009, sollicitant l'avis du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique en application de l'article L. 341-4 du code de l'environnement ;

Vu la lettre du ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, en date du 15 juin 2009, sollicitant l'avis du ministre de la culture et de la communication en application de l'article L. 341-4 du code de l'environnement ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Considérant que la préservation de l'ensemble formé par la butte de Turenne et ses environs, sur le territoire des communes de Ligneyrac, Noailhac et Turenne, présente, en raison de son caractère pittoresque et historique, un intérêt général au sens de l'article L.341-1 du code de l'environnement,

Décrète :

Article 1er

Est classé parmi les sites du département de la Corrèze, l'ensemble formé par la butte de Turenne et ses environs, sur le territoire des communes de Ligneyrac, Noailhac et Turenne, d'une superficie de 1840 hectares environ, délimité comme suit, conformément à la carte au 1/25000 et aux plans cadastraux annexés au présent décret, en allant dans le sens des aiguilles d'une montre :

Commune de Ligneyrac

Section AD
Point de départ : l'angle nord-est de la parcelle 117.
- la voie communale n° 11 de la route départementale n° 150 à la route départementale n° 38 jusqu'à l'angle sud-ouest de la parcelle 106 ;
- la limite entre, d'une part, le lieu-dit « Leygonie » et, d'autre part, les lieux-dits « La combe », « Prades » et « La Chassagne » ;
- la limite entre, d'une part, le lieu-dit « Lestrade» et, d'autre part, les lieux-dits « La Chassagne » et « Soult » ;
- la limite entre le lieu-dit « Les Grands Champs » et le lieu-dit « Soult » ;
- la limite ouest des parcelles 244 et 239 ;

Section AB
- la limite entre le lieu-dit « Vignal du Château » et le lieu-dit « Côte Chaude » jusqu'à la voie communale n° 6 de Ligneyrac à Meyssac ;
- la traversée de la voie communale n° 6 de l'angle sud de la parcelle 40 à l'angle nord de la parcelle 48 ;
- la limite sud de la voie communale n° 6 ;
- la limite entre la parcelle 49 et la parcelle 50 ;

- la traversée du chemin rural du Bourg à Laubuge ;
- la limite nord-ouest des parcelles 82 (pour partie), 83, 84, 81, 86 et 79 ;
- la limite entre la voie communale n° 2 de Saillac à Ligneyrac et la parcelle 78 ;
- le franchissement de cette voie ;
- la limite entre le lieu-dit « Au Bourg » et le lieu-dit « Vigne Basse » ;
- la limite entre, d'une part, le lieu-dit « Champ du Roy » et, d'autre part, les lieux-dits « Vigne Basse » et « Sous les Plas » ;
- la limite entre le lieu-dit « Les Plas » et le lieu-dit « Sous les Plas » ;

Section AL
- la traversée du chemin non dénommé (parcelle 202 jusqu'à l'angle nord de la parcelle 201) ;
- la limite est de la parcelle 201 ;
- la limite entre, d'une part, la parcelle 99 et, d'autre part, les parcelles 201, 97 et 98 ;
- la limite entre, d'une part, la parcelle 93 et, d'autre part, les parcelles 95, 94 et 91 ;
- la limite entre la parcelle 91 et la parcelle 92 ;
- la limite est du lieu-dit « Derrière le Château » ;

Section AK
- les limites est et sud du chemin départemental n° 19 de Larche à Meyssac ;

Commune de Turenne

Section C2
- la limite sud du chemin départemental n° 19 ;

Section C1
- la limite sud du chemin départemental n° 19 ;
- la limite sud du chemin départemental n° 8 jusqu'à l'angle nord-est de la parcelle 83 ;
- la limite entre la parcelle 83 et la parcelle 82 ;
- la limite sud des parcelles 83 et 1717 ;

Section C2
- la limite sud de la voie communale n° 21 ;
- la limite entre la section C2 et le département du Lot ;
- la limite nord-ouest du chemin départemental n° 21E ;

Section C3
- la limite nord-ouest de la parcelle 2235 ;
- la limite ouest du chemin longeant les parcelles 2233, 2234, 891, 894, 895, 896 et 897 ;
- la limite ouest du chemin départemental n° 150 ;
- la limite entre le lieu-dit « La Gironie » et le lieu-dit « Roumézat » ;
- la limite entre le lieu-dit « Roumézat » et le lieu-dit « Linoire » ;
- le franchissement du chemin rural non dénommé ;
- les limites sud-ouest, sud-est et nord de la parcelle 2104 ;
- la limite est des parcelles 479, 480, 481, 2347, 2348, 2065, 467, 463 et 462 ;
- la limite sud-est du chemin départemental n° 150 de Lanteuil à L'Hôpital Saint Jean ;
- le franchissement du chemin départemental n° 150 ;
- la limite nord-est des parcelles 455, 452, 451 et 450 ;

Section E1
- la limite ouest du chemin faisant limite entre les sections C3 et E1, au droit des parcelles 658, 657, 184, 181, 180, 179, 178, 177, 167 et 166 ;
- la limite nord des parcelles 163, 677, 171, 146, 145, 144 et 141 ;
- la limite nord-est des parcelles 135, 134, 133 et 132 ;
- la limite est des parcelles 130, 129, 130 et 128 ;
- la limite nord-est des parcelles 127, 121, 122, 121 et 120 ;
- la limite ouest du chemin départemental n° 19 en limite des parcelles 654, 653, 113 et 620 ;
- la limite ouest du chemin départemental n° 8 de Brive à Veyrac ;

Section F2
- la limite ouest du chemin départemental n° 8 ;
- la traversée du chemin départemental n° 8 jusqu'à l'angle sud-ouest de la parcelle 928 ;
- la limite ouest des parcelles 928 et 544 ;
- la limite nord-ouest de la parcelle 544 ;
- la limite sud-ouest du chemin d'exploitation faisant limite avec la parcelle 1106 ;
- le droit de passage prolongeant le chemin d'exploitation matérialisé par un pointillé et traversant les parcelles 1107, 566 et 563 ;
- la limite sud-ouest du chemin d'exploitation en limite des parcelles 529, 528, 526, 522, 521, 519, 517, 510, 508, 506 et 505 ;
- la limite ouest des parcelles 579, 580 et 587 ;
- le franchissement du chemin d'exploitation à l'angle nord-ouest de la parcelle 587 ;
- les limites sud-est, est et nord-est de la parcelle 990 ;
- la limite est des parcelles 620 et 619 ;
- la limite nord de la parcelle 619 ;
- la limite entre le lieu-dit « Briat » et la commune de Jugeals-Nazareth jusqu'à l'angle est de la parcelle 655 ;

Section B2
- la limite entre, d'une part, les lieux-dits « La Coudonie » et « Le Moulin des Champs » et, d'autre part, la commune de Jugeals-Nazareth ;
- la limite entre la section A2 et la section B2 jusqu'au droit de la parcelle 1137 ;
- la limite nord-est des parcelles 1137 et 1138 ;
- la limite entre, d'une part, les parcelles 807, 791 et 916 et, d'autre part, les parcelles 808, 810, 811, 788 et 789 ;
- le chemin départemental n° 33 du Pont de Confolent à la station de Turenne ;
- la limite entre le lieu-dit « Le Chambon » et le lieu-dit « Le Concournet » jusqu'à l'angle sud de la parcelle 343 ;
- les limites ouest et nord de la parcelle 345 ;
- la limite entre la parcelle 345 et la commune de Noailhac jusqu'au confluent des 2 ruisseaux ;

Commune de Noailhac

Section AO
- le ruisseau du Ravin du Puy de Buyssou limitant les parcelles 193, 194, 195, 196, 219 et 220 ;

- la limite entre, d'une part, le lieu-dit « Le Peuch » et, d'autre part, les lieux dits « Combe Carrière », « La Sipière » et « Puy Lachèze » jusqu'à l'angle sud de la parcelle 182 ;
- la limite ouest du chemin départemental n° 38 longeant les parcelles 297, 353, 303, 305, 307, 132 et 133 ;
- la traversée de la voie communale n° 1 ;

Section AN
-la limite sud-ouest du chemin non dénommé longeant les parcelles 66, 65, 257, 260, 262, 263, 273, 159, 158, 348, 346, 347, 344, 349, 323, 312, 284, 285, 296, 113, 298, 305, 107, 338, 339 et 340 ;

Section AL
- la limite entre le chemin non dénommé et la section AM ;
- la limite entre, d'une part, le chemin non dénommé et, d'autre part, les parcelles 293, 296, 345, 346 et 353 ;
- la limite sud du chemin de Lanteuil à l'Hôpital (chemin de la Doradie) ;
- la limite sud-ouest des parcelles 162, 163 et 164 ;
- la limite entre les lieux dits « A Cognac » et « La Croix du Buys » ;
- la limite nord de la parcelle 308 ;
- la limite entre, d'une part, le lieu-dit « La Croix du Buys » et, d'autre part, la limite de la commune de Collonges-la-Rouge et celle de Ligneyrac jusqu'au point de départ.

Article 2

Est abrogé l'arrêté du secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts, en date du 21 janvier 1953, classant parmi les sites et monuments naturels de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque de la Corrèze l'ensemble constitué à Turenne par le sol de la place sur laquelle est située la vieille halle.

Article 3

Sont abrogés l'arrêté du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse, en date du 16 septembre 1942, portant inscription à l'inventaire des sites du château - façades, élévations et toitures - de Peuch et de ses abords sur la commune de Ligneyrac (Corrèze), l'arrêté du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, en date du 27 mai 1943, portant inscription à l'inventaire des sites de l'ensemble urbain de Turenne (Corrèze) et l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, en date du 4 janvier 1945, portant inscription à l'inventaire des sites du château de Linoires et de ses abords à Turenne (Corrèze).

Article 4

Le présent décret sera notifié au préfet de la Corrèze et aux maires de Ligneyrac, Noailhac et Turenne.

Article 5

Le présent décret, la carte au 1/25000 et le plan cadastral annexé pourront être consultés à la préfecture de la Corrèze et aux mairies de Ligneyrac, Noailhac et Turenne.

Article 6

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat et la secrétaire d'Etat chargée de l'écologie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 AVR 2010

François FILLON

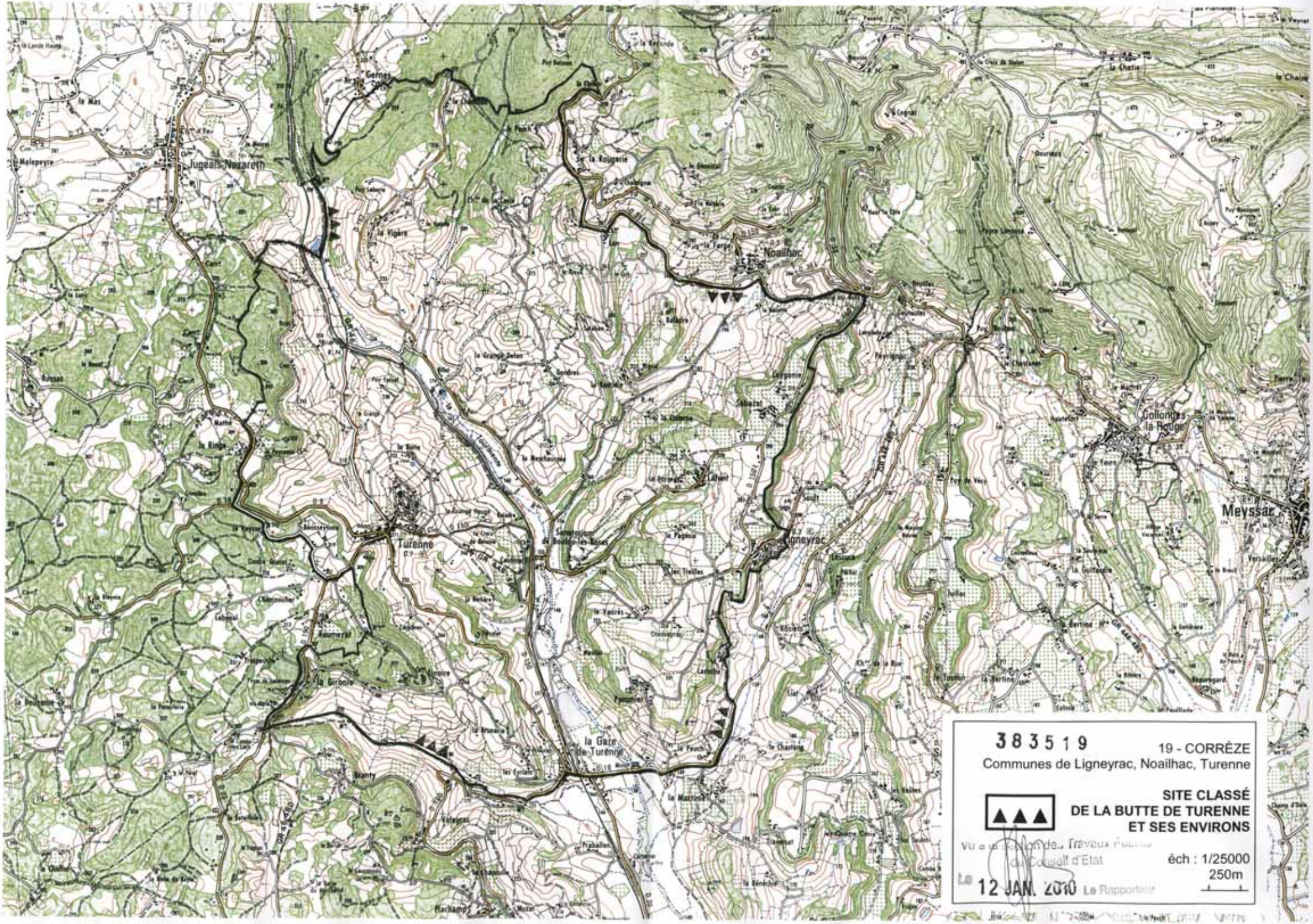
Par le Premier ministre :

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat

Jean-Louis BORLOO

La secrétaire d'Etat chargée de l'écologie

Chantal JOUANNO


Jugeals-Nazareth
Noailhac
Turenne
Ligneyrac
Meyssac
Collonges-la-Rouge
la Gare de Turenne
383519
19 - CORRÈZE
Communes de Ligneyrac, Noailhac, Turenne
SITE CLASSÉ
DE LA BUTTE DE TURENNE
ET SES ENVIRONS
Vu et transmis pour être soumis aux délibérations du Conseil d'Etat
Le 12 JAN. 2010 Le Rapporteur
éch : 1/25000
250m

Corrèze | Creuse | Haute-Vienne

Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

VALLEE DE LA LOYRE

ZNIEFF N° : 527

Numéro SPN : 740006194

Surface : 1 180 ha

Limousin



Communes

Cosnac (19), Lanteuil (19), Noailhac (19)
La Chapelle-aux-Brocs (19), Turenne (19)

Description et intérêt du site

Le site est limité à la vallée de la Loyre, profondément entaillée dans le grès, d'orientation sud-nord, presque entièrement boisée. L'accès y est limité à quelques sentiers. Dans la partie nord, la vallée est occupée par un champ de tir militaire et la partie sud est quasiment vierge de toute occupation humaine et relativement sauvage.

Les boisements, sur substrat gréseux, abritent quelques plantes des milieux neutrophiles comme l'aspérule odorante, le troëne, le sorbier torminal, ou la garance voyageuse. Dans le fond de la vallée à proximité du ruisseau, se trouvent des forêts plus hygrophiles où se développe l'androsème toute saine. Certaines espèces de lichens apportent des éléments d'informations sur la bonne qualité de l'air comme Lobaria pulmonaria qui recherche les sites où l'air est non pollué et relativement humide.

Quelques espèces animales remarquables, comme la lamproie de Planer (poisson), ou le carabe d'Espagne (coléoptère), espèce endémique du sud du Massif Central et qui atteint ici une des limites de son aire de répartition, fréquentent également la vallée.

Milieux déterminants

Cours des rivières

Groupements à reine des prés et communautés associées

Chênaies-charmaies

Chênaies acidiphiles (et chênaies-hêtraies acidiphiles)

Chênaies thermophiles et supra-méditerranéennes

Espèces déterminantes

Faune

Oiseaux

Cincle plongeur (Cinclus cinclus) (Protection nationale)

Poissons

Lamproie de planer (Lampetra planeri) (Protection nationale partielle, Directives Habitats)

Insectes

Carabe d'Espagne (coléoptère) (Carabus hispanus)

Flore

Androsème toute saine (Hypericum androsaemum)
Aspérule odorante (Galium odoratum)
Bruyère à balai (Erica scoparia)
Garance voyageuse (Rubia peregrina)
Impatience ne me touchez pas (Impatiens noli-tangere)
Sorbier torminal (Sorbus torminalis)

Type de Zone : 2

Inventaire national ZNIEFF conduit par le ministère chargé de l'environnement. Edition 2000.
Contact DIREN Limousin
8, cours Bugeaud 87000 Limoges - 05 55 11 53 70 - diren@limousin.environnement.gouv.fr
Crédit photographique : *Lamproie de planer*, S. DERNIER - CSP

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT LIMOUSIN

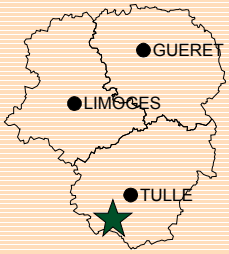
Limousin

Corrèze | Creuse | Haute-Vienne

Zieff

Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

VALLEE DE LA LOYRE

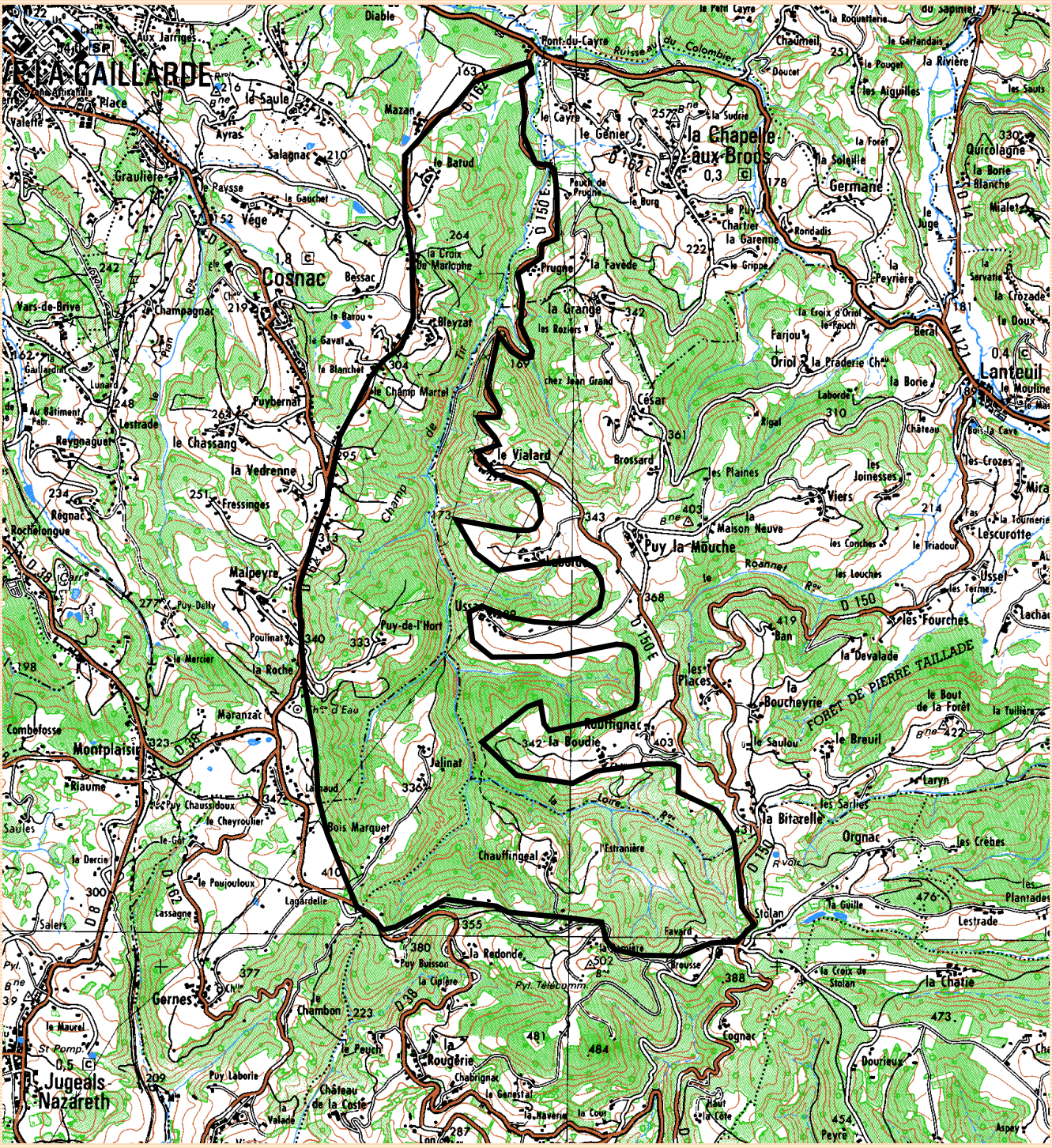


ZNIEFF N° : 527

Numéro SPN : 740006194

Surface : 1 180 ha

Echelle : 1/ 50 000 ème



Scan 50 ® © IGN1999
Autorisation n° 90-9068
Edition 2000

Contour de la ZNIEFF

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT LIMOUSIN

Type de Zone : 2

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU CANTAL

PRÉFET DE LA CORRÈZE

PRÉFET DE LA CREUSE

PRÉFET DE LA DORDOGNE

PRÉFET DU LOT

PRÉFET DU PUY DE DÔME

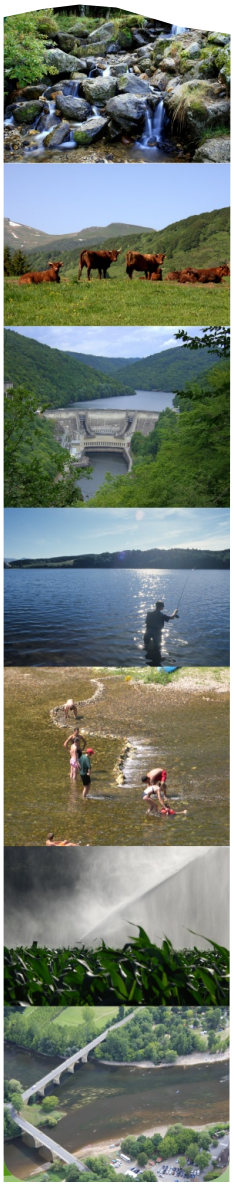
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

S.A.G.E

SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

Dordogne amont

des sources à Limeuil



Juin 2013

Qu'est-ce qu'un SAGE ?

Un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) est un outil de planification à l'échelle d'un ou plusieurs bassins versants visant à concilier tous les usages de l'eau en mettant en place une gestion patrimoniale de l'eau et des milieux, dans l'intérêt de tous.

C'est un outil de gestion concertée qui a **trois grands objectif**s :

- rechercher un équilibre durable entre la protection des milieux aquatiques et la satisfaction des usages,
- atteindre le bon état des eaux, une obligation introduite par la directive cadre européenne sur l'eau (DCE),
- fixer les grandes orientations politiques d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques, ainsi que de préservation des zones humides.

Il est un cadre de référence pour tous les projets à court et à long terme liés à l'eau, dans le périmètre du SAGE.

Il est composé de **trois documents** :

- un plan d'aménagement et de gestion des eaux (PAGD). Il identifie les problèmes, fixe des objectifs, définit des dispositions pour remédier aux dysfonctionnements constatés et évalue les moyens à mobiliser.
- un règlement. Il complète la réglementation nationale ou locale pour encadrer les usages et limiter les atteintes à la ressource et aux milieux aquatiques. Il est opposable aux tiers.
- un rapport environnemental. Il identifie, évalue et prévoit des mesures pour réduire et/ou compenser les incidences éventuelles, imputables à la mise en oeuvre du SAGE.

Il est conduit, élaboré et mis en oeuvre par **une commission locale de l'eau** (CLE). Véritable parlement de l'eau, elle réunit tous les acteurs de l'eau du territoire concerné (représentant des collectivités locales, des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles, des associations, de l'Etat et de ses établissements publics). Elle est présidée par l'élu d'une collectivité territoriale.

La CLE ne disposant pas de personnalité juridique propre, elle devra s'appuyer sur **une structure porteuse** pour mettre en œuvre le SAGE. Cette structure, qui dispose de moyens financiers et humains, assure le rôle de maîtrise d'ouvrage d'études, d'animation et éventuellement de travaux (si les travaux relèvent de ses attributions statutaires et selon le principe de subsidiarité).

Selon l'article L212-4 du Code de l'environnement, cette structure est un établissement public territorial de bassin dont le périmètre d'intervention inclus celui du SAGE.

AIX
ALBEPIERRE-BREDONS
ALBIAC
ALBUSSAC
ALLAS-LES-MINES
ALLES-SUR-DORDOGNE
ALLEYRAT
ALLY
ALTILLAC
ALVIGNAC
AMBRUGEAT
ANGLARDS-DE-SALERS
ANGLARS
ANGLARS-NOZAC
ANTIGNAC
ANZAT-LE-LUGUET
APCHON
ARCHES
ARCHIGNAC
ARGENTAT
ARNAC
ARPAJON-SUR-CERE
ASTAILLAC
AUDRIX
AURIAC
AURILLAC
AUTOIRE
AUZERS
AVEZE
AYNAC
AYRENS
BAGNOLS
BALADOU
BANNES
BARRIAC-LES-BOSQUETS
BASSIGNAC
BASSIGNAC-LE-BAS
BASSIGNAC-LE-HAUT
BASVILLE
BEAULIEU
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE
BEAUMAT
BEISSAT
BELLECHASSAGNE
BELMONT-BRETENOUX
BELVES
BERBIGUIERES
BESSE
BESSE-ET-SAINT-ANASTAISE
BETAILLE
BEYNAC-ET-CAZENAC
BEYNAT
BEZENAC
BIARS-SUR-CERE
BILHAC
BIO
BONNEFOND
BORREZE
BORT-LES-ORGUES
BOURG-LASTIC
BOUZIC
BRAGEAC
BRANCEILLES
BRETENOUX
BRIFFONS
BRIVEZAC
CAHUS
CALES
CALVIAC
CALVIAC-EN-PERIGORD
CAMPAGNAC-LES-QUERCY
CAMPAGNE
CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL
CANIAC-DU-CAUSSE
CAPDROT
CARENNAC
CARLAT
CARLUCET
CARLUX
CARSAC-AILLAC
CARVES
CASTELNAUD-LA-CHAPELLE
CASTELS
CATUS
CAVAGNAC
CAZALS
CAZILLAC
CAZOULES
CENAC-ET-SAINT-JULIEN
CHALVIGNAC
CHAMBON-SUR-LAC
CHAMPAGNAC
CHAMPAGNAC-LA-NOAILLE
CHAMPAGNAC-LA-PRUNE
CHAMPS-SUR-TARENTAINE-MARCHAL
CHANTERELLE
CHAPELLE-SPINASSE
CHASTEL-SUR-MURAT
CHASTREIX
CHAUFFOUR-SUR-VELL
CHAUSSENAC
CHAVAGNAC
CHAVANAC
CHAVEROCHE
CHENAILLER-MASCHEIX
CHEYLADE
CHIRAC-BELLEVUE
CLADECH
CLAIRAVAUX
CLERGOUX
COLLANDRES
COLLONGES-LA-ROUGE
COMBRESSOL
COMIAC
COMPAINS
CONCORES
CONDAT
CONDAT
CONFOLENT-PORT-DIEU
CORNAC
COSNAC
COUFFY-SUR-SARSONNE
COURTEIX
COUX-ET-BIGAROQUE
COUZOU
CRANDELLES
CRESSENSAC
CREYSSE
CROCQ
CROS
CROS-DE-MONTVERT
CUREMONTE
CUZANCE
DAGLAN
DARAZAC
DARNETS
DAVIGNAC
DEGAGNAC
DIENNE
DOISSAT
DOMME
DRUGEAC
DURBANS
EGLETONS
EGLISENEUVE-D'ENTRAIGUES
ESCORAILLES
ESPAGNAC
FAJOLES
FENIERS
FERNOEL
FEYT
FLAUJAC-GARE
FLAYAT
FLOIRAC
FLORIMONT-GAUMIER
FONTANES-DU-CAUSSE
FONTANGES
FORGES
FRAYSSINET
FRAYSSINHES
FREIX-ANGLARDS
GAGNAC-SUR-CERE
GIAT
GIGNAC
GINDOU
GINOUILLAC
GINTRAC
GIOU-DE-MAMOU
GIRAC
GIRGOLS
GLANES
GLENAT
GORSES
GOULLES
GOURDON
GRAMAT
GRIVES
GROLEJAC
GROS-CHASTANG
GUMOND
HAUTEFAGE
HEUME-L'EGLISE
ISSENDOLUS
ISSEPTS
JALEYRAC
JAYAC
JUGEALS-NAZARETH
JUSSAC
LA BOURBOULE
LA CHAPELLE-AUX-SAINTS
LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD
LA COURTINE
LA GODIVELLE
LA MONSELIE
LA ROCHE-CANILLAC
LA ROQUE-GAGEAC
LA SEGALASSIERE
LA TOUR-D'AUVERGNE
LABASTIDE-DU-HAUT-MONT
LABASTIDE-MURAT
LABATHUDE
LABESSETTE
LABROUSSE
LACAM-D'OURCET
LACAPELLE-DEL-FRAISSE
LACAPELLE-MARIVAL
LACAPELLE-VIESCAMP
LACAVE
LACHAPELLE-AUZAC
LADIRAT
LAFAGE-SUR-SOMBRE
LAFEUILLADE-EN-VEZIE
LAGARDE-ENVAL
LAGLEYGEOLLE
LAMATIVIE
LAMAZIERE-BASSE
LAMAZIERE-HAUTE
LAMOTHE-CASSEL
LAMOTHE-FENELON
LANDEYRAT
LANOBRE
LANZAC
LAPLEAU
LAQUEUILLE
LAROCHE-PRES-FEYT
LARODDE
LAROQUEBROU
LAROQUEVIEILLE
LARZAC
LASCELLE
LASTIC
LATOUILLE-LENTILLAC
LATRONCHE
LATRONQUIERE
LAURESSES
LAVAL-DE-CERE
LAVAL-SUR-LUZEGE
LAVEISSIERE
LAVERCANTIERE
LAVERGNE
LAVIGERIE
LE BASTIT
LE BOURG
LE BOUYSSOU
LE BUISSON-DE-CADOUIN
LE CLAUX
LE FALGOUX
LE FAU
LE JARDIN
LE MAS-D'ARTIGE
LE MONTEIL
LE PESCHER
LE ROC
LE ROUGET
LE VAULMIER
LE VIGAN
LE VIGEAN
LEOBARD
LES QUATRE-ROUTES
LEYME
LIGINIAC
LIGNAREIX
LIGNEYRAC
LIMEUIL
LIOURDRES
LOSTANGES
LOUBRESSAC
LOUPIAC
LUGARDE
LUNEGARDE
MADIC
MALLERET
MANDAILLES-SAINT-JULIEN
MARCENAT
MARCHASTEL
MARCILLAC-LA-CROISILLE
MARCILLAC-LA-CROZE
MARCILLAC-SAINT-QUENTIN
MARC-LA-TOUR
MARCOLES
MARGERIDES
MARMANHAC
MARMINIAC
MARNAC
MARTEL
MASCLAT
MAURIAC
MAUSSAC
MAYRAC
MAYRINHAC-LENTOUR
MAZEYROLLES
MEALLET
MENET
MENOIRE
MERCOEUR
MERLINES
MESSEIX

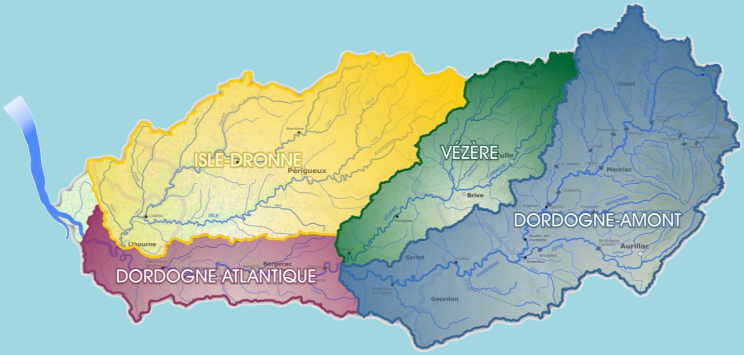
Pourquoi un SAGE sur l'amont du bassin versant de la Dordogne ?

Le projet de SAGE « Dordogne amont » s'inscrit dans la continuité des contrats de rivière « Haute Dordogne », « Cère » et « Céou ».

Ces contrats de rivière, en cours ou achevés, sont portés par les acteurs du territoire (collectivités, syndicats, associations, industriels…).

Le SAGE renforcera la dynamique et la concertation locales engagées sur ce territoire.

Des programmes d'actions opérationnelles déclineront ses orientations pour qu'au final soient assurés une eau potable en quantité suffisante et de qualité, des eaux de baignade conformes, une urbanisation et des activités (agriculture, hydroélectricité, tourisme...) respectueuses du milieu naturel et, par conséquent, un développement économique durable du territoire.



Par ailleurs, l'élaboration du SAGE « Dordogne amont » s'inscrit dans un projet global porté par l'établissement public territorial du bassin de la Dordogne, EPIDOR. Ce dernier devrait conduire à l'émergence de quatre SAGE couvrant l'ensemble du bassin versant de la Dordogne : le SAGE « Isle Dronne », déjà engagé, le SAGE « Dordogne amont » et, à terme, les SAGE « Vézère » et « Dordogne atlantique ».

Un SAGE qui a pour périmètre le bassin versant amont de la rivière Dordogne

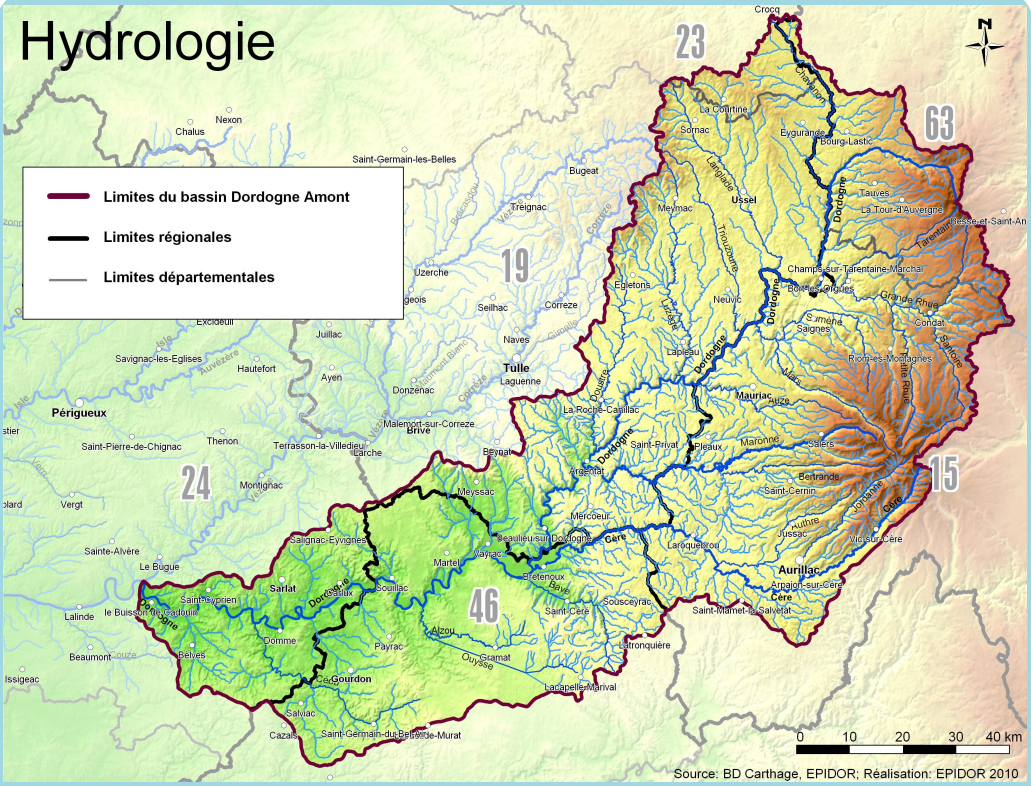
Un territoire au-delà des limites administratives

Le périmètre du SAGE « Dordogne amont » s'étend sur 9700 km^2. Il a été fixé par l'arrêté interpréfectoral du 15 avril 2013. Ce territoire accueille une population de 390 487 habitants.
Il se situe sur :

- 4 régions : Aquitaine, Auvergne, Limousin et Midi-Pyrénées ;
- 6 départements : Cantal, Corrèze, Creuse, Dordogne, Lot et Puy-de-Dôme ;
- 591 communes (celles-ci sont listées dans les marges du document) ;
- 66 communautés de communes et 3 parcs naturels régionaux : PNR des Volcans d'Auvergne, de Millevaches en Limousin et des Causses du Quercy

Un territoire présentant une unité hydrographique

Ce territoire s'étend des sources de la Dordogne jusqu'à sa confluence avec la Vézère à Limeuil. A partir de Limeuil, la Dordogne prend la forme d'un cours d'eau de plaine avec de larges méandres jusqu'au bec d'Ambès. Les courants sont plus lents, la forme change, ainsi que les activités s'y exerçant. A contrario, en amont de Limeuil, dans le périmètre du SAGE « Dordogne amont », la rivière est très dynamique. Elle alterne des zones lentes et rapides, plus ou moins encaissées, au travers de trois grandes unités paysagères : la montagne du Puy de Dôme et du Cantal, les gorges et plateaux Corréziens et la vallée lotoise et périgourdine.



Le périmètre du SAGE « Dordogne amont » est compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) du bassin Adour Garonne puisqu'il assemble des sous-bassins versants du bassin Adour Garonne hydrographiquement cohérents.

Un territoire pour traiter les problèmes de l'axe Dordogne

Sur ce bassin versant, il s'agit de prendre en compte l'ensemble des perturbations que subit la Dordogne du fait de l'implantation de multiples ouvrages hydroélectriques installés sur l'amont de la rivière et de ses affluents. Ces impacts se situent tant à l'amont qu'à l'aval de ces ouvrages : variations brusques de niveau d'eau (éclusées, marnages) ; modification de la biodiversité ; disparition des crues, petites et moyennes ; dégradation de la qualité des eaux, notamment dans les retenues hydroélectriques, par concentration des pollutions et relargage ; conflits d'usages autour de l'eau liés à ses multiples utilisations (eau potable, pêche, baignade, canoë kayak, irrigation...).

Résoudre ces problèmes nécessite d'établir une concertation amont/aval de part et d'autre de ces ouvrages.

Au-delà des problèmes liés directement aux ouvrages hydroélectriques, d'autres existent sur l'ensemble du territoire et requièrent aussi une gestion concertée : pollutions diffuses et ponctuelles, régression des zones humides, risques d'inondation, manque d'eau, eutrophisation des plans d'eau, ouvrages perturbant la continuité écologique, incidence des étangs, développement d'espèces animales et végétales invasives...

Ce territoire, en tête de bassin versant, constitue un réservoir hydrologique, hydrobiologique et écologique de première importance pour le bassin de la Dordogne. Sa préservation est impérative.

Un territoire avec des objectifs de qualité

Le bassin Dordogne amont est découpé en 232 masses d'eau «cours d'eau» et en 16 masses d'eau « plans d'eau».

Si la qualité des rivières du bassin Dordogne amont est encore assez préservée, il n'en n'est pas de même pour les plans d'eau, plutôt dégradés. Par ailleurs, la connaissance de l'état de la totalité des cours d'eau et plan d'eau est partielle (manque de données) et nécessite d'être améliorée.

La directive cadre européenne sur l'eau demande qu'à terme (d'ici 2015 à 2027) toutes ces masses d'eau atteignent le bon état des eaux (pour 79 % d'entre elles) ou le très bon état (pour 21% d'entre elles)

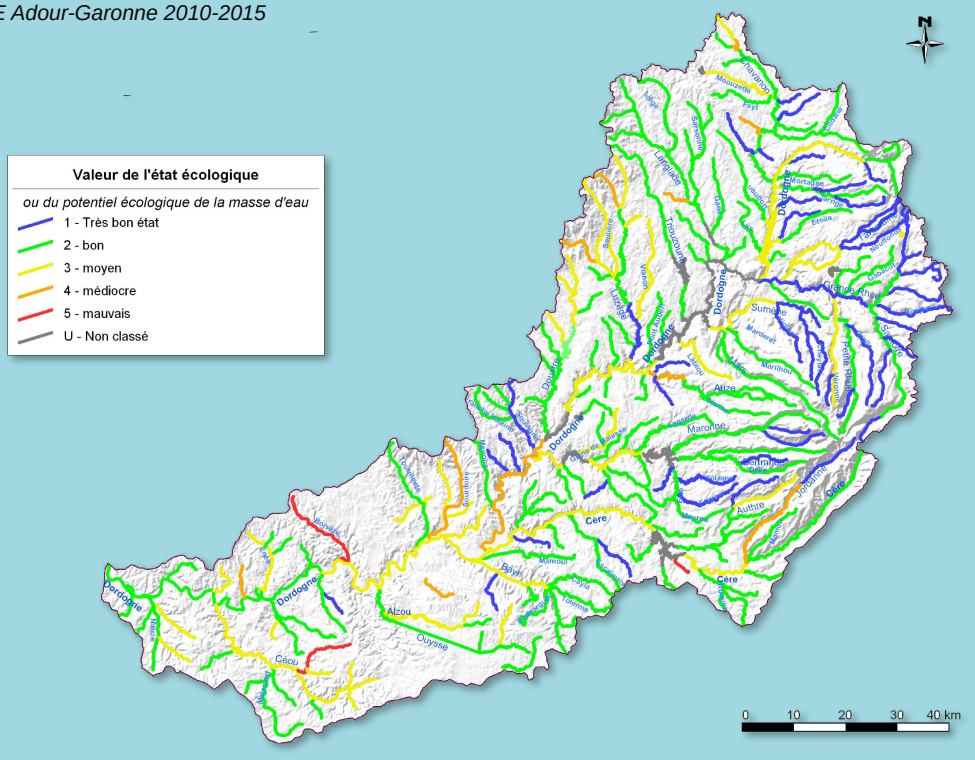
Selon l'état des lieux 2006-2007, il ressort que :

- 25% des masses d'eau ne sont pas classées en bon état. 3 sont même en très mauvais « état écologique » (la Borrèze, le Bléou et le ruisseau de Gavanel). Et pour 44% de celles en bon état tous les paramètres ne sont pas connus.
- 5 masses d'eau « cours d'eau » sont fortement modifiées par les activités humaines (hydroélectricité pour la Dordogne et la Maronne et urbanisation pour la Cuze),
- 3 masses d'eau « plan d'eau » sont classées en « état écologique » de moyen à médiocre (Bort les Orgues, Chauvet et Ramade).

MILLEVACHES
MOLIERES
MONCEAUX-SUR-DORDOGNE
MONESTIER-MERLINES
MONESTIER-PORT-DIEU
MONPLAISANT
MONTAIGNAC-SAINT-HIPPOLYTE
MONTAMEL
MONTBOUDIF
MONT-DORE
MONTET-ET-BOUXAL
MONTFAUCON
MONTGESTY
MONTGRELEIX
MONTVALENT
MONTVERT
MOUSSAGES
MOUSTIER-VENTADOUR
MOUZENS
MURAT-LE-QUAIRE
MUROL
NABIRAT
NADAILLAC
NADAILLAC-DE-ROUGE
NAUCELLES
NESPOULS
NEUVIC
NEUVILLE
NIEUDAN
NOAILHAC
NONARDS
OMPS
ORCIVAL
ORLIAC
ORLIAGUET
PADIRAC
PAILHEROLS
PALISSE
PANDRIGNES
PARLAN
PAULIN
PAYRAC
PAYRIGNAC
PERET-BEL-AIR
PEROLS-SUR-VEZERE
PERPEZAT
PERS
PEYRILLAC-ET-MILLAC
PEYRILLES
PICHERANDE
PINSAC
PLEAUX
POLMINHAC
PRADIERS
PRATS-DE-CARLUX
PRATS-DU-PERIGORD
PROISSANS
PRUDHOMAT
PRUNET
PUYBRUN
PUY-D'ARNAC
QUEYSSAC-LES-VIGNES
RAMPOUX
REILHAC
REILHAGUET
REYGADE
RIGNAC
RILHAC-XAINTRIE
RIOM-ES-MONTAGNES
ROANNES-SAINT-MARY
ROCAMADOUR
ROCHE-LE-PEYROUX
ROSIERS-D'EGLETONS
ROUFFIAC
ROUFFILHAC
ROUMEGOUX
RUDELLE
RUEYRES
SAGELAT
SAIGNES
SAILLAC
SAINT-AGNANT-PRES-CROCQ
SAINT-ALYRE-ES-MONTAGNE
SAINT-AMAND-DE-BELVES
SAINT-AMANDIN
SAINT-ANDRE-D'ALLAS
SAINT-ANGEL
SAINT-AUBIN-DE-NABIRAT
SAINT-BAZILE-DE-LA-ROCHE
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC
SAINT-BONNET-DE-CONDAT
SAINT-BONNET-DE-SALERS
SAINT-BONNET-ELVERT
SAINT-BONNET-LES-TOURS-DE-MERLE
SAINT-BONNET-PRES-BORT
SAINT-BRESSOU
SAINT-CERE
SAINT-CERNIN
SAINT-CHAMANT
SAINT-CHAMARAND
SAINT-CHAMASSY
SAINT-CIRGUES-DE-JORDANNE
SAINT-CIRGUES-DE-MALBERT
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE
SAINT-CIRQ-MADELON
SAINT-CIRQ-SOUILLAGUET
SAINT-CLAIR
SAINT-CLEMENT
SAINT-CREPIN-ET-CARLUCET
SAINT-CYBRANET
SAINT-CYPRIEN
SAINT-DENIS-LES-MARTEL
SAINT-DONAT
SAINTE-COLOMBE
SAINTE-EULALIE
SAINTE-FORTUNADE
SAINTE-FOY-DE-BELVES
SAINTE-MARIE-LAPANOUZE
SAINTE-MONDANE
SAINTE-NATHALENE
SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS
SAINT-ETIENNE-CANTALES
SAINT-ETIENNE-DE-CARLAT
SAINT-ETIENNE-DE-CHOMEIL
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE
SAINT-EXUPERY-LES-ROCHES
SAINT-FREJOUX
SAINT-GENES-CHAMPESPE
SAINT-GENIES
SAINT-GENIEZ-O-MERLE
SAINT-GERMAIN-DE-BELVES
SAINT-GERMAIN-DU-BEL-AIR
SAINT-GERMAIN-LAVOLPS
SAINT-GERMAIN-PRES-HERMENT
SAINT-GERONS
SAINT-HILAIRE
SAINT-HILAIRE-FOISSAC
SAINT-HILAIRE-LUC
SAINT-HILAIRE-TAURIEUX
SAINT-HIPPOLYTE
SAINT-ILLIDE
SAINT-JACQUES-DES-BLATS
SAINT-JEAN-LAGINESTE
SAINT-JEAN-LESPINASSE
SAINT-JULIEN-AUX-BOIS
SAINT-JULIEN-DE-LAMPON
SAINT-JULIEN-LE-PELERIN
SAINT-JULIEN-MAUMONT
SAINT-JULIEN-PRES-BORT
SAINT-JULIEN-PUY-LAVEZE
SAINT-LAURENT-LA-VALLEE
SAINT-LAURENT-LES-TOURS
SAINT-MAMET-LA-SALVETAT
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL
SAINT-MARTIAL-DE-NABIRAT
SAINT-MARTIAL-ENTRAYGUES
SAINT-MARTIAL-LE-VIEUX
SAINT-MARTIN-CANTALES
SAINT-MARTIN-LA-MEANNE
SAINT-MARTIN-VALMEROUX
SAINT-MAURICE-EN-QUERCY
SAINT-MEDARD-DE-PRESQUE
SAINT-MEDARD-NICOURBY
SAINT-MERD-DE-LAPLEAU
SAINT-MERD-LA-BREUILLE
SAINT-MICHEL-DE-BANNIERES
SAINT-MICHEL-LOUBEJOU
SAINT-ORADOUX-DE-CHIROUZE
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU
SAINT-PARDOUX-ET-VIELVIC
SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE
SAINT-PARDOUX-LE-NEUF
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX
SAINT-PAUL
SAINT-PAUL-DE-SALERS
SAINT-PAUL-DES-LANDES
SAINT-PAUL-DE-VERN
SAINT-PIERRE
SAINT-POMPONT
SAINT-PRIEST-DE-GIMEL
SAINT-PRIVAT
SAINT-PROJET
SAINT-PROJET-DE-SALERS
SAINT-REMY
SAINT-SANTIN-CANTALES
SAINT-SATURNIN
SAINT-SAURY
SAINT-SAUVES-D'AUVERGNE
SAINT-SETIERS
SAINT-SIMON
SAINT-SOZY
SAINT-SULPICE
SAINT-SULPICE-LES-BOIS
SAINT-SYLVAIN
SAINT-VICTOR
SAINT-VICTOUR
SAINT-VINCENT-DE-COSSE
SAINT-VINCENT-DE-SALERS
SAINT-VINCENT-DU-PENDIT
SAINT-VINCENT-LE-PALUEL
SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT
SALERS
SALIGNAC-EYVIGNES
SALINS
SALLES-DE-BELVES
SALVIAC
SANSAC-DE-MARMIESSE
SARLAT-LA-CANEDA
SARRAZAC
SARROUX
SAULZET-LE-FROID
SAUVAT
SAVENNES
SEGUR-LES-VILLAS
SENAILLAC-LATRONQUIERE
SENIERGUES
SERANDON
SERILHAC
SERVIERES-LE-CHATEAU
SEXCLES
SIMEYROLS
SINGLES
SIONIAC
SIORAC-EN-PERIGORD
SIRAN
SONAC
SORNAC
SOUCIRAC
SOUDEILLES
SOUILLAC
SOURNIAC
SOURSAC
SOUSCEYRAC
STRENQUELS
TAURIAC
TAUVES
TEISSIERES-DE-CORNET
TEISSIERES-LES-BOULIES
TERROU
TEYSSIEU
THALAMY
THEDIRAC
THEGRA
THEMINES
THEMINETTES
THIEZAC
TORTEBESSE
TOURNEMIRE
TREMOUILLE
TREMOUILLE-SAINT-LOUP
TRIZAC
TUDEILS
TURENNE
URVAL
USSEL
UZECH
VAILLAC
VALETTE
VALIERGUES
VAYRAC
VEBRET
VEGENNES
VELZIC
VERNEUGHEOL
VEYRIERES
VEYRIGNAC
VEYRINES-DE-DOMME
VEZAC
VEZAC
VIC-SUR-CERE
VITRAC
VITRAC-SUR-MONTANE
YDES
YOLET
YTRAC

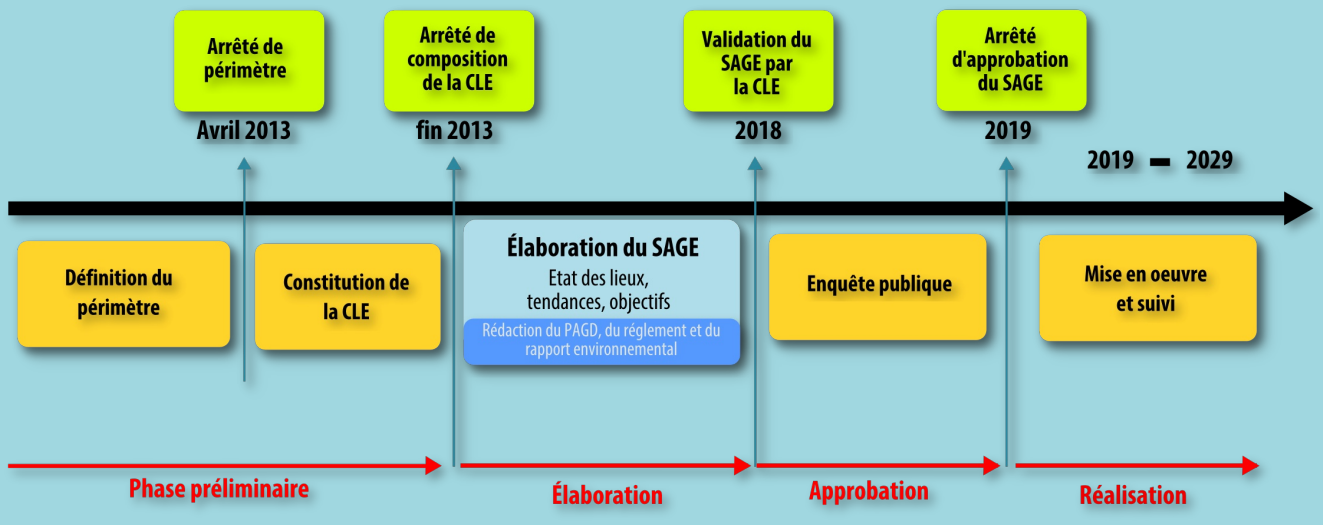
Qualité du milieu : État écologique 2006-2007

Données SDAGE Adour-Garonne 2010-2015



Source : BD Carthage, AEAG - Réalisation EPIDOR 2010

Les étapes d'élaboration du SAGE « Dordogne amont » et l'échéancier prévu



Un document pour aller plus loin

Le dossier de consultation sur le périmètre du SAGE Dordogne amont, document technique **élaboré par** l'établissement public territorial du bassin de la Dordogne, **EPIDOR**, présente le territoire, ses problématiques, ses enjeux et argumente la délimitation du périmètre.

Il est **consultable** sur le site internet d'EPIDOR :

http://www.eptb-dordogne.fr rubrique Actions/SAGE Dordogne amont

Délimitation territoriale des documents de planification traitant de la ressource en eau et des milieux aquatiques sur le département de la Corrèze

Peyrelevade
St-Setiers
Tarnac
L'Eglise-aux-Bois
Lacelle
Toy-Viam
Millevaches
St-Merd-les-Oussines
Chavanac
Viam
Chamberet
St-Hilaire-les-Courbes
Bugeat
Pérols-sur-Vézère
Meilhards
Treignac
Gourdon-Murat
Soudaine-Lavinadière
Masseret
Lamongerie
Bénayes
Rilhac-Treignac
Bonnefond
Lestards
Pradines
Montgibaud
Salon-la-Tour
Peyrissac
Affieux
Veix
Grandsaigne
Condat-sur-Ganaveix
Madranges
Le Lonzac
Eyburie
Chaumeil
St-Julien-le-Vendomois
St-Eloy-les-Tuileries
Lubersac
St-Martin-Sepert
St-Yrieix-le-Déjalat
Ségur-le-Château
St-Pardoux-Corbier
St-Ybard
Arnac-Pompadour
Pierrefitte
Chamboulive
St-Augustin
Beaumont
Uzerche
Beyssenac
Troche
Espartignac
St-Jal
St-Salvadour
Meyrignac-l'Eglise
Sarran
St-Sornin-Lavolps
Beyssac
Vigeois
Orliac-de-Bar
Corrèze
Vitrac-sur-Montane
Concèze
Seilhac
Lagraulière
Lascaux
Orgnac-sur-Vézère
Vignols
Perpezac-le-Noir
St-Clément
Bar
Juillac
Chabrignac
Estivaux
Chanteix
Neves
Les Angles-sur-Corrèze
Gimel-les-Cascades
St-Priest-de-Gimel
St-Solve
St-Bonnet-la-Rivière
St-Bonnet-l'Enfantier
St-Pardoux-l'Ortigier
St-Mexant
Roslers-de-Juillac
Voutezac
St-Cyr-la-Roche
Ségonzac
Sadroc
St-Germain-les-Vergnes
Tulle
Chanac-les-Mines
St-Martial-de-Gimel
Vars-sur-Roseix
St-Robert
St-Cyprien
Objat
Allassac
Favars
St-Bonnet-Avalouze
Ayen
St-Aulaire
Chameyrat
Laguenne
Espagnac
Donzenac
St-Féréole
Ladignac-sur-Rondelle
Loyac
Perpezac-le-Blanc
St-Viance
St-Hilaire-Peyroux
Cornil
Ste-Fortunade
Pandrignes
Yssandon
Vennarsal
Marc-la-Tour
St-Paul
Varetz
Ussac
Aubazines
Lagarde-Enval
La-Roche-Canillac
Brignac-la-Plaine
Malemort-sur-Corrèze
Le Chastang
St-Sylvain
Champagnac-la-Prune
St-Martin-la-Méanne
Mansac
Dampniat
Palazinges
Forges
St-Bonnet-Elvert
Darazac
Rilhac-Xaintrie
Cublac
St-Pantaléon-de-Larche
Albignac
St-Bazile-de-la-Roche
Brive-la-Gaillarde
La Chapelle-aux-Brocs
Albussac
Servières-le-Château
St-Privat
Beynat
St-Chamant
St-Martial-Entraygues
St-Julien-aux-Bois
Cosnac
Lanteuil
Larche
Lissac-sur-Couze
St-Cernin-de-Larche
Ménoire
Neuville
Argentat
Noailles
Sérilhac
Jugeals-Nazareth
Noailhac
Hautefage
St-Cirgues-la-Loutre
Chasteaux
Le Pescher
St-Hilaire-Taurieux
St-Geniez-ô-Merle
Collonges-la-Rouge
Laglevgeolle
Lostanges
Chenailler-Mascheix
Monceaux-sur-Dordogne
Chartrier-Ferrière
Nespouls
Turenne
St-Bazile-de-Meyssac
St-Bonnet-les-Tours-de-Merle
Ligneyrac
Meyssac
Tudeils
La Chapelle-Saint-Géraud
Sexcles
Saillac
St-Julien-Maumont
Marcillac-la-Croze
Estivals
Chauffour-sur-Vell
Puy-d'Arnac
Bassignac-le-Bas
Brivezac
Branceilles
Nonards
Reygade
Goulles
Curemonte
Beaulieu-sur-Dordogne
Mercoeur
Camps-Saint-Mathurin-Léobazel
St-Julien-le-Pélerin
La Chapelle-aux-Saints
Végennes
Sioniac
Altillac
Queyssac-les-Vignes
Astaillac
Billac
Liourdres

Eygurande
Laroche-près-Feyt
Sornac
Couffy-sur-Sarsonne
Lamazière-Haute
Feyt
Bellechassagne
St-Rémy
Courteix
Monestier-Merlines
Lignareix
Merlines
St-Germain-Lavolps
St-Pardoux-le-Neuf
Aix
St-Sulpice-les-Bois
St-Pardoux-le-Vieux
Chaveroche
St-Etienne-aux-Clos
Meymac
Alleyrat
Ussel
St-Fréjoux
Confolent-Port-Dieu
Ambrugeat
St-Exupery-les-Roches
Thalamy
St-Bonnet-près-Bort
St-Angel
Davignac
Mestes
Monestier-Port-Dieu
Veyrières
Peret-Bel-Air
Maussac
Valiergues
St-Victour
Combressol
St-Etienne-la-Geneste
Margerides
Soudeilles
Chirac-Bellevue
Egletons
Darnetz
Palisse
Ste-Marie-Lapanouze
Roche-le-Peyroux
Sarroux
Liginiac
St-Julien-près-Bort
Bort-les-Orgues
Rosiers-d'Egletons
Moustier-Ventadour
Lamazière-Basse
Neuvic
Chapelle-Spinasse
Montaignac-Saint-Hippolyte
St-Hilaire-Foissac
St-Hilaire-Luc
Sérandon
Eyrein
Le Jardin
St-Pantaléon-de-Lapleau
Champagnac-la-Noaille
Lafage-sur-Sombre
Lapleau
Latronche
Clergoux
Marcillac-la-Croizille
Laval-sur-Luzège
Soursac
St-Pardoux-la-Croisille
St-Merd-de-Lapleau
Gumond
Gros-Chastang
Bassignac-le-Haut
Auriac
Rilhac-Xaintrie
Darazac
St-Martial-Entraygues
St-Julien-aux-Bois
Hautefage
St-Cirgues-la-Loutre
St-Geniez-ô-Merle
St-Bonnet-les-Tours-de-Merle
Sexcles
Goulles
Camps-Saint-Mathurin-Léobazel
St-Julien-le-Pélerin

N
W
E
S

LEGENDE

SDAGE : schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux

- SDAGE du bassin hydrographique Adour-Garonne
- SDAGE du bassin hydrographique Loire-Bretagne

SAGE : schémas d'aménagement et de gestion des eaux

- SAGE du bassin versant Dordogne amont des Sources à Limeuil — En cours d'élaboration
- SAGE du bassin versant Isle-Dronne — En cours d'élaboration
- SAGE du bassin versant Vienne — Mis en oeuvre
- SAGE du bassin versant Vézère — En émergence

Echelle: 1 /340 000 sur feuille A3

Réalisé le : 08/01/2015
par la DDT de la Corrèze
Service environnement, police de l'eau et risques
Unité politiques de l'eau - MISEN
Copyright IGN
Sources : BD Carto - BD Carthage
Gesteau et DDT19

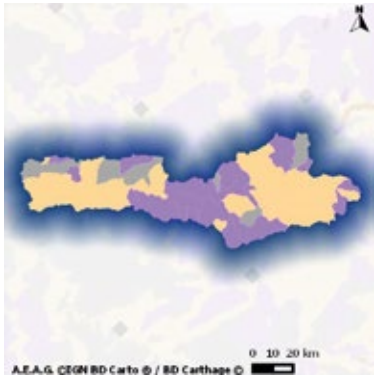
UHR Dordogne aval



Principaux enjeux

- Qualité bactériologique des eaux de baignade.
- Pollutions diffuses en lien avec les grandes cultures et les assainissements individuels.
- Fonctionnalité des milieux aquatiques (cours d'eau et zones humides adjacentes).
- Gestion des aménagements hydroélectriques (éclusées, transport solide, libre circulation des migrateurs,...).
- Gestion quantitative notamment à l'étiage.

Objectif bon état écologique



Masses d'eau superficielles

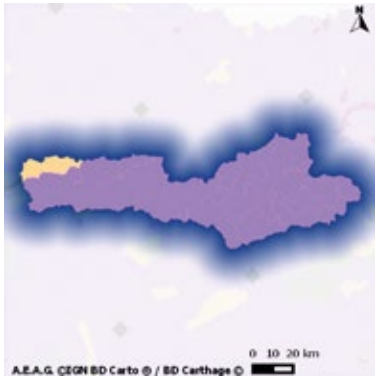
Cours d'eau

- Bon état ou bon potentiel 2015
- Bon état ou bon potentiel 2021
- Bon état ou bon potentiel 2027 ou moins strict

Lacs, côtiers et transition

- Bon état ou bon potentiel 2015
- Bon état ou bon potentiel 2021
- Bon état ou bon potentiel 2027 ou moins strict

Objectif bon état chimique



Mesures appliquées à l'UHR Dordogne aval

CODE DE LA MESURE	LIBELLÉ DE LA MESURE	DESCRIPTIF DE LA MESURE
Gouvernance Connaissance		
GOU01	Etude transversale	Réaliser une étude transversale (plusieurs domaines possibles)
GOU02	Gestion concertée	Mettre en place ou renforcer un outil de gestion concertée (hors SAGE)
		Mettre en place ou renforcer un SAGE
GOU03	Formation, conseil, sensibilisation ou animation	Mettre en place une opération de formation, conseil, sensibilisation ou animation
Assainissement		
ASS01	Etude globale et schéma directeur	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur portant sur la réduction des pollutions associées à l'assainissement
ASS02	Pluvial strictement	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement
ASS03	Réseau	Réhabiliter et/ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)
		Réhabiliter un réseau d'assainissement des eaux usées dans le cadre de la Directive ERU (agglomérations ≥ 2000 EH)
ASS13	STEP, point de rejet, boues et matières de vidange	Equiper une STEP d'un traitement suffisant dans le cadre de la Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)
		Reconstruire ou créer une nouvelle STEP dans le cadre de la Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)
		Reconstruire ou créer une nouvelle STEP hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)
Industrie - Artisanat		
IND01	Etude globale et schéma directeur	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur portant sur la réduction des pollutions associées à l'industrie et à l'artisanat
IND04	Dispositif de maintien des performances	Adapter un dispositif de collecte ou de traitement des rejets industriels visant à maintenir et à fiabiliser ses performances
IND06	Sites et sols pollués	Mettre en place des mesures visant à réduire les pollutions des « sites et sols pollués » (essentiellement liées aux sites industriels)
IND07	Prévention des pollutions accidentelles	Mettre en place un dispositif de prévention des pollutions accidentelles

COMMISSION TERRITORIALE **DORDOGNE**

CODE DE LA MESURE	LIBELLÉ DE LA MESURE	DESCRIPTIF DE LA MESURE
Industrie - Artisanat		
IND08	RSDE	Améliorer la connaissance de pressions polluantes de substances dangereuses pour la définition d'actions visant leur réduction (RSDE)
IND12	Ouvrage de dépollution et technologie propre - Principalement substances dangereuses	Créer et/ou aménager un dispositif de traitement des rejets industriels visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée)
IND13	Ouvrage de dépollution et technologie propre - Principalement hors substances dangereuses	Créer et/ou aménager un dispositif de traitement des rejets industriels visant à réduire principalement les pollutions hors substances dangereuses
		Mettre en place une technologie propre visant à réduire principalement les pollutions hors substances dangereuses
Pollutions diffuses agriculture		
AGR02	Limitation du transfert et de l'érosion	Limiter les transferts de fertilisants dans le cadre de la Directive nitrates
AGR03	Limitation des apports diffus	Limiter les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation, dans le cadre de la Directive nitrates
AGR04	Pratiques pérennes	Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)
AGR08	Limitation des pollutions ponctuelles	Réduire la pression azotée liée aux élevages dans le cadre de la Directive nitrates
Ressource		
RES02	Economie d'eau	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités
		Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture
		Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'industrie et de l'artisanat
RES03	Règles de partage de la ressource	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau
		Mettre en place un Organisme Unique de Gestion Collective en ZRE
RES04	Gestion de crise sécheresse	Etablir et mettre en place des modalités de gestion en situation de crise liée à la sécheresse
RES07	Ressource de substitution ou complémentaire	Mettre en place une ressource de substitution ou une ressource complémentaire
Milieux aquatiques		
MIA01	Etude globale et schéma directeur	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques
MIA02	Gestion des cours d'eau - hors continuité ouvrages	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau
		Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes
		Réaliser une opération d'entretien d'un cours d'eau
		Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau
MIA03	Gestion des cours d'eau - continuité	Aménager ou supprimer un ouvrage (à définir)
		Coordonner la gestion des ouvrages
MIA04	Gestion des plans d'eau	Mettre en œuvre des opérations d'entretien ou de restauration écologique d'un plan d'eau
		Réduire l'impact d'un plan d'eau ou d'une carrière sur les eaux superficielles ou souterraines
MIA07	Gestion de la biodiversité	Mener d'autres actions diverses pour la biodiversité
MIA09	Profil de vulnérabilité	Réaliser le profil de vulnérabilité d'une zone de baignade, d'une zone conchylicole ou de pêche à pied
MIA14	Gestion des zones humides, protection réglementaire et zonage	Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide
		Réaliser une opération de restauration d'une zone humide
		Réaliser une opération d'entretien ou de gestion régulière d'une zone humide

SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT & DE GESTION DES EAUX PROGRAMME DE MESURES DU BASSIN ADOUR-GARONNE



SDAGE-PDM 2016-2021
UN NOUVEL ÉLAN POUR L'EAU

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
MIDI-PYRÉNÉES

Préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne

COMITÉ DE BASSIN
ADOUR-GARONNE

L'eau et les milieux aquatiques doivent être protégés pour leurs atouts environnementaux et leurs multiples usages. L'enjeu est de concilier durablement la protection de l'environnement et le développement d'activités économiques face aux effets prévisibles des évolutions du climat, de la démographie ou encore de l'énergie.

- **Quels sont les objectifs et les orientations pour construire l'avenir de l'eau à l'horizon 2021 pour le bassin Adour-Garonne ?**
- **Quels sont les moyens pour agir ?**

LA PORTÉE JURIDIQUE DU SDAGE ET DU PDM

Le **SDAGE** et ses prescriptions s'imposent à l'ensemble des programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau et à certains dans le domaine de l'urbanisme.

Le **PDM** n'est pas opposable aux actes administratifs.



LA CONSULTATION DU PUBLIC ET DES PARTENAIRES

2 577 personnes

Profil type des répondants : hommes de plus de 50 ans, cadres ou retraités, et habitant une commune de moins de 20 000 habitants.

291 partenaires

Les plus mobilisés : Organismes consulaires, Conseils départementaux, Régions, Commissions locales de l'eau, structures porteuses de SCOT et collectivités dans le domaine de l'eau.

UN CADRE POUR TOUS LES ACTEURS DE L'EAU

Le SDAGE, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, définit pour 6 ans les priorités de la politique de l'eau dans le bassin Adour-Garonne.

- **Il précise les orientations de la politique de l'eau** dans le bassin pour une gestion équilibrée et durable de la ressource.
- **Il donne des échéances pour atteindre le bon état des cours d'eau,** lacs, nappes souterraines, estuaires et du littoral.
- Il détermine ce qu'il convient de faire pour **préserver ou améliorer l'état des eaux et des milieux aquatiques.**

Le PDM, Programme De Mesures, **regroupe les actions à mettre en œuvre** pour atteindre les objectifs du SDAGE. Ces actions peuvent être à la fois techniques, financières, réglementaires ou organisationnelles. Il évalue le coût de ces actions.

UN PROJET COLLECTIF, UN ENGAGEMENT COMMUN

Le SDAGE est élaboré par le Comité de bassin, « parlement de l'eau » qui regroupe des représentants des collectivités territoriales, des acteurs économiques, des associations et des services de l'État. Le PDM est établi par le Préfet coordonnateur de bassin avec l'appui des services déconcentrés de l'État et les établissements publics.

Ces deux documents ont été **soumis à l'avis du public et des partenaires institutionnels** dans le cadre d'une consultation puis formellement approuvés par le Préfet coordonnateur de bassin.

La réussite du SDAGE et du PDM repose sur l'engagement de nombreux acteurs : maîtres d'ouvrage publics ou privés (collectivités territoriales, industriels, agriculteurs, propriétaires…), partenaires financiers, acteurs de l'urbanisme, opérateurs fonciers, communauté scientifique, bureaux d'études, associations ou encore citoyens !

NIVEAU EUROPÉEN

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) engage les pays de l'Union Européenne dans un objectif de préservation et de reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques.
Elle fixe une obligation de résultats pour l'atteinte du « bon état des eaux » en 2015 et prévoit son report sur 2 cycles de gestion : 2016-2021 et 2022-2027.

NIVEAU NATIONAL

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) et les lois d'engagement national pour l'environnement fixent les objectifs nationaux de gestion de l'eau.



OBJECTIF 2021 : 69 % DES RIVIÈRES DU BASSIN EN BON ÉTAT

Dans la continuité des efforts entrepris au cours du SDAGE-PDM précédent, la programmation 2016-2021 renforce les actions pour atteindre cet objectif de bon état des eaux.

Des progrès encourageants

- la surveillance des cours d'eau, lacs, nappes souterraines, estuaires et du littoral - les masses d'eau - s'est intensifiée,
- la proportion des masses d'eau en bon état reste stable depuis 8 ans,
- la proportion de masses d'eau en mauvais état diminue,
- la lutte contre les pollutions ponctuelles, engagée depuis plus de 40 ans, démontre son efficacité.

Des objectifs réalistes

- au regard du contexte économique défavorable et de la réforme des collectivités territoriales en cours,
- en raison de la difficulté de réduire à la source les pollutions diffuses (produits fertilisants, phytosanitaires…) et les altérations des cours d'eau ou la combinaison des perturbations,
- en fonction des délais de réponse importants pour certains milieux.

UNE EAU EN BON ÉTAT

permet le maintien de la vie aquatique et la satisfaction des besoins humains. Elle ne contient pas de produits toxiques.
Elle est disponible en quantité suffisante pour tous.





LE BASSIN ADOUR-GARONNE

- 7 millions d'habitants
- 120 000 km de cours d'eau
- 640 km de littoral
- 2 métropoles, une faible densité de population
- 1 bassin rural et agricole
- 1 territoire particulièrement impacté par le changement climatique
- 1 patrimoine naturel très riche et varié

DANS LE BASSIN
Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et le Programme De Mesures précisent l'application locale du cadre législatif.

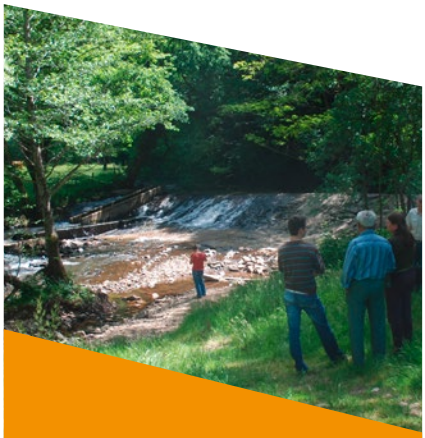
DANS LES TERRITOIRES
Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) déclinent localement les orientations définies au niveau du bassin. Les mesures du PDM sont précisées dans des Plans d'Actions Opérationnels Territorialisés (PAOT).

OBJECTIF BON ÉTAT DES EAUX

Pour préserver ou améliorer la qualité des eaux et des milieux aquatiques, et atteindre les objectifs fixés par le Comité de bassin, le SDAGE Adour-Garonne identifie 4 priorités d'actions, les « orientations ». Ces orientations répondent aux enjeux mis en avant dans le cadre de l'état des lieux du bassin réalisé en 2013. Elles sont déclinées en prescriptions (les dispositions) dans le SDAGE et traduites en actions concrètes dans le PDM.

+ DE 250

structures intercommunales conduisent des programmes pluriannuels de gestion de l'eau



LES + DU SDAGE-PDM 2016-2021

+ Recommandations inscrites dans le SDAGE pour la mise en œuvre de la nouvelle compétence sur la **Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des inondations** (GEMAPI)

+ Impact prévisible du **changement climatique intégré aux connaissances** et aux prospectives territoriales et définition d'un plan d'adaptation au changement climatique pour le bassin Adour-Garonne

ORIENTATION A

CRÉER LES CONDITIONS DE GOUVERNANCE FAVORABLES

Une politique de l'eau cohérente et menée à la bonne échelle. Cette orientation se traduit par 4 objectifs :

- **Mieux gérer l'eau** au niveau local et rationaliser les efforts,
- **Renforcer les connaissances et partager les savoirs** dans le contexte du changement climatique pour assurer les conditions d'une meilleure gestion des milieux aquatiques,
- **Mieux évaluer le coût des actions** et leurs bénéfices environnementaux,
- **Prendre en compte les enjeux de l'eau** dans l'aménagement du territoire.

Prescriptions clés - SDAGE

- Organiser des maîtres d'ouvrage à l'échelle de périmètres cohérents et de taille suffisante pour mutualiser moyens techniques et financiers et limiter le morcellement des actions,
- Développer une culture commune en informant et en sensibilisant pour s'adapter au changement climatique et l'anticiper,
- Optimiser la gestion globale de l'eau dans les documents d'urbanisme.

Exemples d'actions - PDM

- Mettre en place un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE),
- Organiser une journée de formation sur les enjeux de la qualité de l'eau,
- Réaliser une étude sur l'impact des rejets domestiques.

LE SDAGE-PDM 2016-2021, DES ENJEUX TRANSVERSAUX

La lutte contre les inondations

Le SDAGE propose des actions qui concilient la gestion du ruissellement et des crues, essentielles au bon fonctionnement des milieux aquatiques, et la prévention des risques d'inondation.

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du bassin Adour-Garonne fixe, pour 2016-2021, des objectifs stratégiques pour la gestion des inondations en visant la réduction des conséquences négatives pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique.
Le SDAGE-PDM s'articule étroitement avec le PGRI.

ORIENTATION B

RÉDUIRE LES POLLUTIONS

Les pollutions compromettent le bon état des milieux aquatiques mais aussi les différents usages tels que l'alimentation en eau potable, les loisirs nautiques, la pêche ou l'aquaculture. Afin de réduire ces pollutions, le SDAGE demande de :

- **Agir sur les rejets de polluants** issus de l'assainissement des activités industrielles,
- **Réduire les pollutions d'origine agricole et assimilée,**
- **Préserver et reconquérir la qualité de l'eau** pour l'eau potable et les activités de loisirs liées à l'eau,
- **Préserver et reconquérir la qualité des eaux** et des milieux sur le **littoral**

Prescriptions clés - SDAGE

- Limiter les pollutions ponctuelles issues des collectivités et des entreprises en tenant compte du temps de pluie,
- Améliorer la connaissance sur les substances médicamenteuses, les nouveaux polluants émergents…,
- Au-delà de la mise en œuvre de la réglementation, cibler les actions de lutte contre les pollutions diffuses,
- Protéger en priorité les ressources qui alimentent les captages en eau potable les plus menacés par les pollutions diffuses,
- Protéger les usages de l'eau des pollutions (eau potable, baignade, aquaculture, etc.),
- Assurer la compatibilité avec les objectifs du Plan d'Action pour le Milieu Marin (PAMM).

Exemples d'actions - PDM

- Améliorer la performance d'une station d'épuration pour mieux traiter un polluant qui dégrade la rivière,
- Mettre en place un plan de lutte contre les pollutions pour protéger un captage d'eau potable,
- Limiter les apports de produits phytosanitaires en utilisant des pratiques alternatives (matériel d'épandage performant, désherbage mécanique…),
- Limiter l'apport de polluants d'origine continentale pour diminuer l'impact sur les activités aquacoles du littoral.

80

captages prioritaires
à protéger dans le bassin pour l'alimentation en eau potable



LES + DU SDAGE-PDM 2016-2021

+ Préparation de la **mise en place des «flux admissibles»** par bassin versant
+ **Amélioration de la surveillance** des substances d'origine médicamenteuse et hormonale
+ **Mise en cohérence des actions** menées sur le bassin avec les objectifs définis pour le milieu marin
+ Inciter les agriculteurs à mettre en œuvre des **pratiques agro-écologiques** notamment dans les secteurs à enjeux pour l'eau potable

LE FLUX ADMISSIBLE

détermine la quantité maximale d'une substance que le cours d'eau peut accepter, tous rejets confondus à l'échelle d'un bassin versant, sans entraîner une baisse de sa qualité.

La stratégie pour le milieu marin

Les activités humaines ont des répercussions sur la qualité des eaux littorales et marines. Les gestionnaires des bassins versants amont doivent mieux prendre en compte les exigences du milieu marin, des zones littorales et estuariennes pour améliorer la qualité et la quantité des eaux.

Le Plan d'Action pour le Milieu Marin (PAMM) de la sous-région marine du golfe de Gascogne a été élaboré dès 2012 pour réduire les impacts des activités humaines sur le milieu marin. Ce plan d'action comprend un programme de mesures qui doit permettre de parvenir à un bon état écologique des eaux marines d'ici 2020. Le SDAGE-PDM tient compte des objectifs du PAMM.

65

points de référence pour contrôler la gestion quantitative



LES + DU SDAGE-PDM 2016-2021

+ Prise en compte des effets de la **réforme réglementaire des volumes prélevables par l'agriculture**
+ **Meilleure adaptation des prélèvements** aux disponibilités de la ressource
+ **Anticipation des effets du changement climatique** (augmentation des besoins en eau et diminution des quantités d'eau disponibles)

ORIENTATION C

AMÉLIORER LA GESTION QUANTITATIVE

Maintenir une quantité d'eau suffisante dans les rivières est primordial pour l'alimentation en eau potable, le développement des activités économiques ou de loisirs et le bon état des milieux aquatiques. Pour restaurer durablement l'équilibre quantitatif des besoins en eau, 3 axes sont identifiés :

- **Approfondir les connaissances** et valoriser les données,
- **Gérer durablement la ressource en eau** en intégrant les impacts du changement climatique,
- **Gérer les situations de crise** notamment lors des sécheresses.

Prescriptions clés - SDAGE

- Suivre les débits aux points de référence pour déterminer les disponibilités de la ressource en fonction des usages,
- Mettre en œuvre la gestion collective de l'eau grâce à des organismes uniques de gestion et faire un suivi sur l'évolution des prélèvements,
- Généraliser l'utilisation rationnelle et économe de l'eau,
- Combiner, dans les territoires, tous les leviers pour résorber les déséquilibres quantitatifs.

Exemples d'actions - PDM

- Réaliser des économies d'eau dans tous les usages en réduisant les fuites et en maîtrisant les consommations,
- Mieux utiliser les réserves d'eau existantes pour soutenir les débits des cours d'eau,
- Créer de nouvelles réserves pour stocker l'eau.

LE SDAGE-PDM 2016-2021, DES ENJEUX TRANSVERSAUX

L'adaptation au changement climatique

Des températures plus élevées, moins de neige, une eau moins abondante, des débits plus faibles, plus longtemps, dans les rivières : les risques et les effets du changement climatique obligent à repenser la gestion de l'eau pour les années à venir. Dans le SDAGE-PDM 2016-2021, chaque orientation intègre ces risques et anticipe ces impacts.

L'analyse économique

L'analyse économique mise en avant dans le SDAGE-PDM vise à assurer :
- L'efficacité des programmes d'action au moindre coût,
- L'acceptabilité sociale et économique,
- La transparence entre les usagers,
- Le renforcement des outils financiers,
- L'anticipation des besoins de financement.

ORIENTATION D

PRÉSERVER ET RESTAURER LES MILIEUX AQUATIQUES : ZONES HUMIDES, LACS, RIVIÈRES...

Le bassin Adour-Garonne abrite des milieux aquatiques et humides d'un grand intérêt écologique qui jouent un rôle majeur dans le maintien de la biodiversité, dans l'épuration et la régulation des eaux. Pour les préserver, le SDAGE propose 5 axes de travail pour :

- **Réduire l'impact** des aménagements et des activités,
- **Gérer, entretenir et restaurer** les cours d'eau et le littoral,
- **Préserver et permettre la libre circulation** des espèces piscicoles et le transport naturel des sédiments,
- **Préserver et restaurer les zones humides** et la biodiversité liée à l'eau,
- **Réduire la vulnérabilité** et les aléas d'inondation.

Prescriptions clés - SDAGE

- Améliorer la connaissance des cours d'eau ayant des problèmes de sédiments,
- Optimiser la gestion des sédiments et des déchets flottants,
- Limiter la prolifération des plans d'eau,
- Protéger les têtes de bassin versant,
- Éviter, réduire et à défaut compenser les impacts des activités humaines sur les zones humides,
- Réduire les aléas d'inondation sans compromettre l'atteinte du bon état des eaux notamment la reconquête des zones d'expansion de crues ou la préservation des zones humides.

Exemples d'actions - PDM

- Ajuster le débit restitué au cours d'eau à l'aval des barrages,
- Aménager les barrages pour permettre la circulation des poissons et des sédiments,
- Restaurer les populations piscicoles, en particulier pour les poissons migrateurs,
- Préserver et restaurer les fonctions et la biodiversité des zones humides.

1800

ouvrages à équiper pour assurer la libre circulation des poissons et des sédiments



LES + DU SDAGE-PDM 2016-2021

+ Conciliation de la **protection des milieux aquatiques** avec les objectifs nationaux de **production d'énergie renouvelable**
+ Prise en compte du **changement climatique** afin de favoriser les capacités adaptatives des espèces
+ Amélioration de l'articulation entre le SDAGE et le **Plan de Gestion des Risques Inondation** (PGRI), **les documents d'urbanisme et les Schémas Régionaux de Cohérence Écologique** (SRCE)
+ Accompagnement de la mise en œuvre réglementaire du **classement des cours d'eau**
+ **Meilleure préservation des zones humides** et réaffirmation de leurs rôles dans la gestion de l'eau

Quel coût, quels bénéfices pendant 6 ans ?

Pour atteindre ces objectifs, on estime à 3 milliards d'euros le coût des actions, ce qui reste comparable à l'effort consenti dans les années précédentes. En retour, ces actions vont permettre de sécuriser le bon fonctionnement des milieux aquatiques et la qualité de l'eau potable. Elles garantiront le développement durable des activités économiques, notamment celles liées directement à l'eau, vecteurs de croissance dans le bassin Adour-Garonne, et permettront de créer de nouveaux emplois.

LA MISE EN ŒUVRE DU SDAGE-PDM 2016-2021

Les Missions Interservices de l'Eau et de la Nature (MISEN) déclinent le PDM au travers des Plans d'Actions Opérationnels Territorialisés (PAOT) à l'échelle de chaque département. Au niveau des territoires, l'ensemble des acteurs met en œuvre les actions nécessaires pour atteindre les objectifs environnementaux du SDAGE.

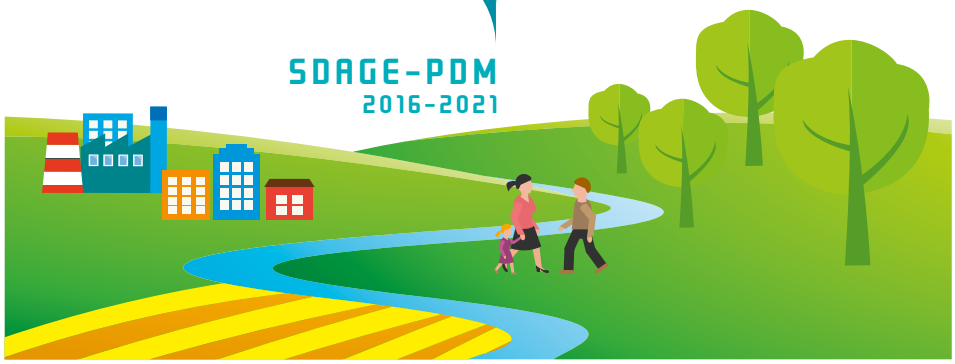
QUI MET EN ŒUVRE ?

COLLECTIVITÉS ET STRUCTURES DE BASSIN VERSANT
Pilotage et financement des démarches locales pour la réalisation des actions

ÉTAT
Intégration dans les décisions prises au titre de la police de l'eau et actes réglementaires

AUTRES MAÎTRES D'OUVRAGES
Mise en œuvre des actions et intégration des objectifs dans leur stratégie

PARTENAIRES FINANCIERS
Accompagnement des maîtres d'ouvrages



COMMENT EST ÉVALUÉE LA MISE EN ŒUVRE ?

3 dispositifs complémentaires :

PROGRAMME DE SURVEILLANCE
pour suivre l'état des différents milieux aquatiques (cours d'eau, lacs, littoral, eaux souterraines)

TABLEAU DE BORD DU SDAGE ET DU PDM
destiné à rendre compte de l'état d'avancement

BILAN À MI-PARCOURS DU PDM PRÉVU FIN 2018
pour mesurer l'efficacité des actions et identifier les difficultés

10e PROGRAMME 2013/2018

L'agence de l'eau Adour-Garonne accompagne techniquement et financièrement les actions au service des objectifs du SDAGE au travers de son 10e programme.

- **PRIORITÉS RENFORCÉES** atteinte du bon état des eaux et restauration des milieux aquatiques, reconquête de la qualité des eaux destinées à l'alimentation en eau potable et eau en quantité suffisante pour tous les usages et les milieux
- **PRISE EN COMPTE DES ÉVOLUTIONS DU CONTEXTE** réforme territoriale et conjoncture économique, nouvel encadrement européen des aides publiques et renforcement des prescriptions réglementaires (zones vulnérables, eaux pluviales, substances dangereuses...)
- **AIDES PLUS SIMPLES ET PLUS ATTRACTIVES**
- **APPELS À PROJETS LANCÉS TOUT AU LONG DU PROGRAMME**



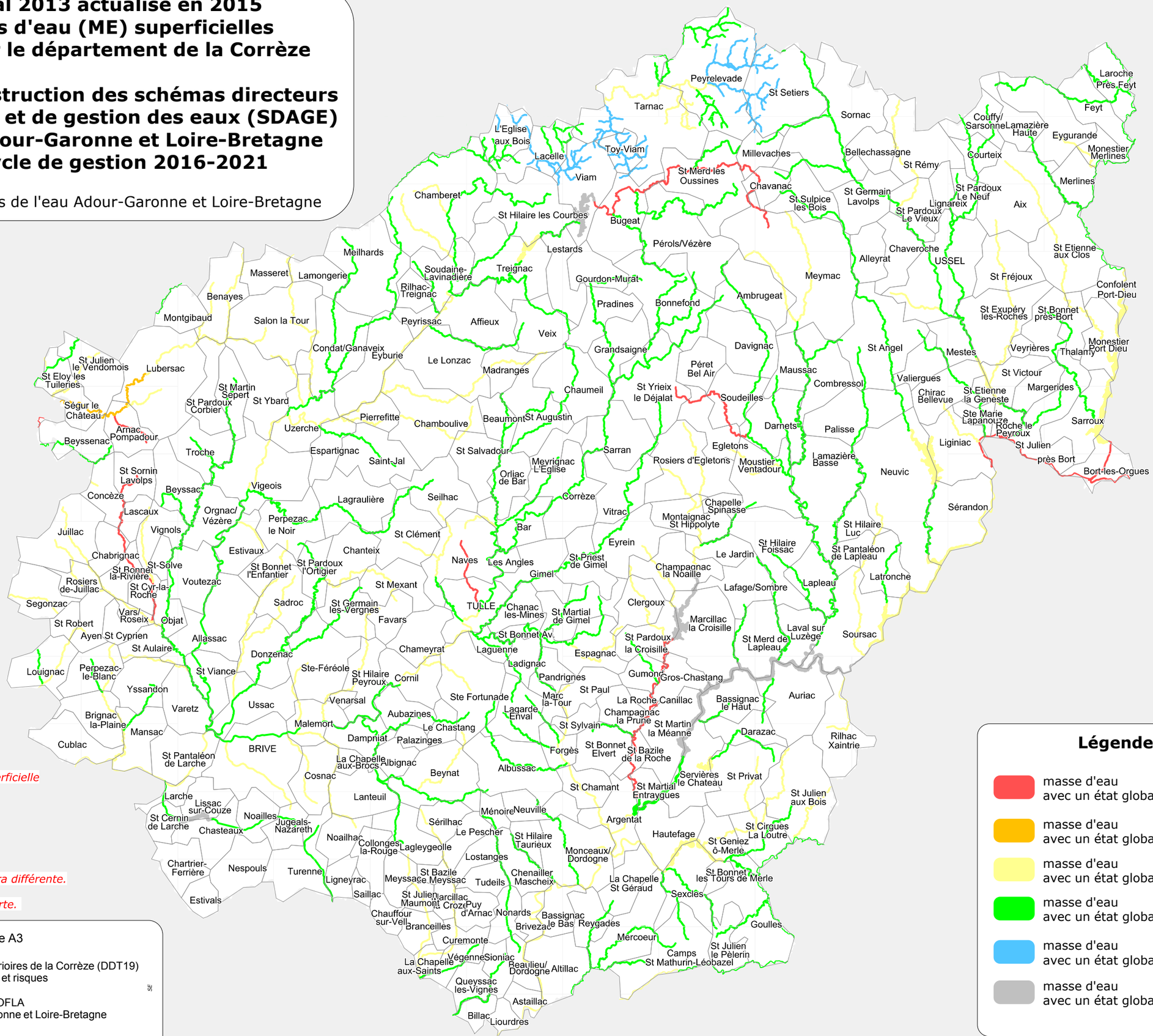
Pour en savoir +
www.eau-adour-garonne.fr
www.midi-pyrenees.developpement-durable.gouv.fr

Décembre 2015 gham 05 62 71 35 35 - Impression Delort Iso 14001 Iso 26000 IMPRIM'VERT
Crédits photos AEAG : Pierre Barthe ; François Dussenty ; Bernard Tauran ; Jean-Louis Aubert - Crédits illustration Ministère de l'Écologie du Développement durable et de l'Énergie

Etat global 2013 actualisé en 2015 des masses d'eau (ME) superficielles présentes sur le département de la Corrèze

support à la construction des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) des bassins Adour-Garonne et Loire-Bretagne pour le cycle de gestion 2016-2021

Données des agences de l'eau Adour-Garonne et Loire-Bretagne



L'état global d'une masse d'eau superficielle résulte de l'assemblage de son état écologique et de son état chimique. Selon la nature de la masse d'eau, le bassin auquel elle appartient et la nature de l'état évalué (écologique ou chimique) la chronique de données utilisées sera différente. Pour plus d'explications, se reporter au document joint en annexe à la carte.

Echelle: 1 /340 000 sur feuille A3

Réalisé le : 7/07/2016
par la direction départementale des terrioires de la Corrèze (DDT19)
Service environnement, police de l'eau et risques
Copyright IGN
Sources : BD Carthage, BD Carto, GEOFLA
Agences de l'eau Adour-Garonne et Loire-Bretagne
et DDT19

SE

Légende

- masse d'eau avec un état global mauvais
- masse d'eau avec un état global médiocre
- masse d'eau avec un état global moyen
- masse d'eau avec un état global bon
- masse d'eau avec un état global très bon
- masse d'eau avec un état global non classé

EPIDOR
la rivière solidaire

Région LIMOUSIN

CORRÈZE

LA CREUSE
CONSEIL GENERAL

CE PROJET EST COFINANCÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE
L'Europe s'engage en Aquitaine avec le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du logement

AGENCE DE L'EAU
ADOUR-GARONNE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Référence

Cartographie des zones à dominante humide du bassin de la Dordogne
EPIDOR – mars 2011

www.eptb-dordogne.fr

EPIDOR
Etablissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne

Tournepique, 24250 Castelnaud-la-Chapelle
Tél : 05.53.29.17.65
Fax : 05.53.28.29.60
Mél : epidor@eptb-dordogne.fr

Antenne Haute Dordogne
MAURIAC (Cantal)
04 71 68 01 94

Antenne Dordogne Atlantique
ST-DENIS-DE-PILE (Gironde)
05 57 25 10 98

ZONES HUMIDES
Source de vie

Si les forêts sont les poumons de la planète, les zones humides en sont les reins

filtres

réserves

tourisme

loisirs

pêche

patrimoine

biodiversité

chasse

paysages

COMMUNE DE NOAILHAC

La préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général. L'Etat et ses établissements publics, les régions, les départements, les communes et leurs groupements veillent, chacun dans leur domaine de compétence, à la cohérence des diverses politiques publiques sur ces territoires.

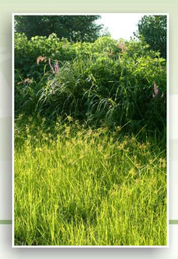
Loi sur le développement des territoires ruraux, 2005

"**Toutes les zones humides sont importantes**. Des opérations ont été jusqu'ici menées sur des zones humides exemplaires. Elles doivent être maintenant complétées par une action généralisée et diffuse sur tout le territoire au moyen des mesures de protection de restauration ou de mitigation les plus appropriées. **L'action communale est indispensable**".

Bernard Cazeau,

Sénateur de la Dordogne,
Président d'EPIDOR







EPIDOR – Etablissement public territorial du bassin de la Dordogne - Juin 2011

LES ZONES HUMIDES

de la commune de NOAILHAC

264.1 ha de zones humides sur la commune

19.5 % de la surface de la commune sont des zones humides

8.3 % des zones humides de la commune sont aujourd'hui altérées

Les zones humides de la commune

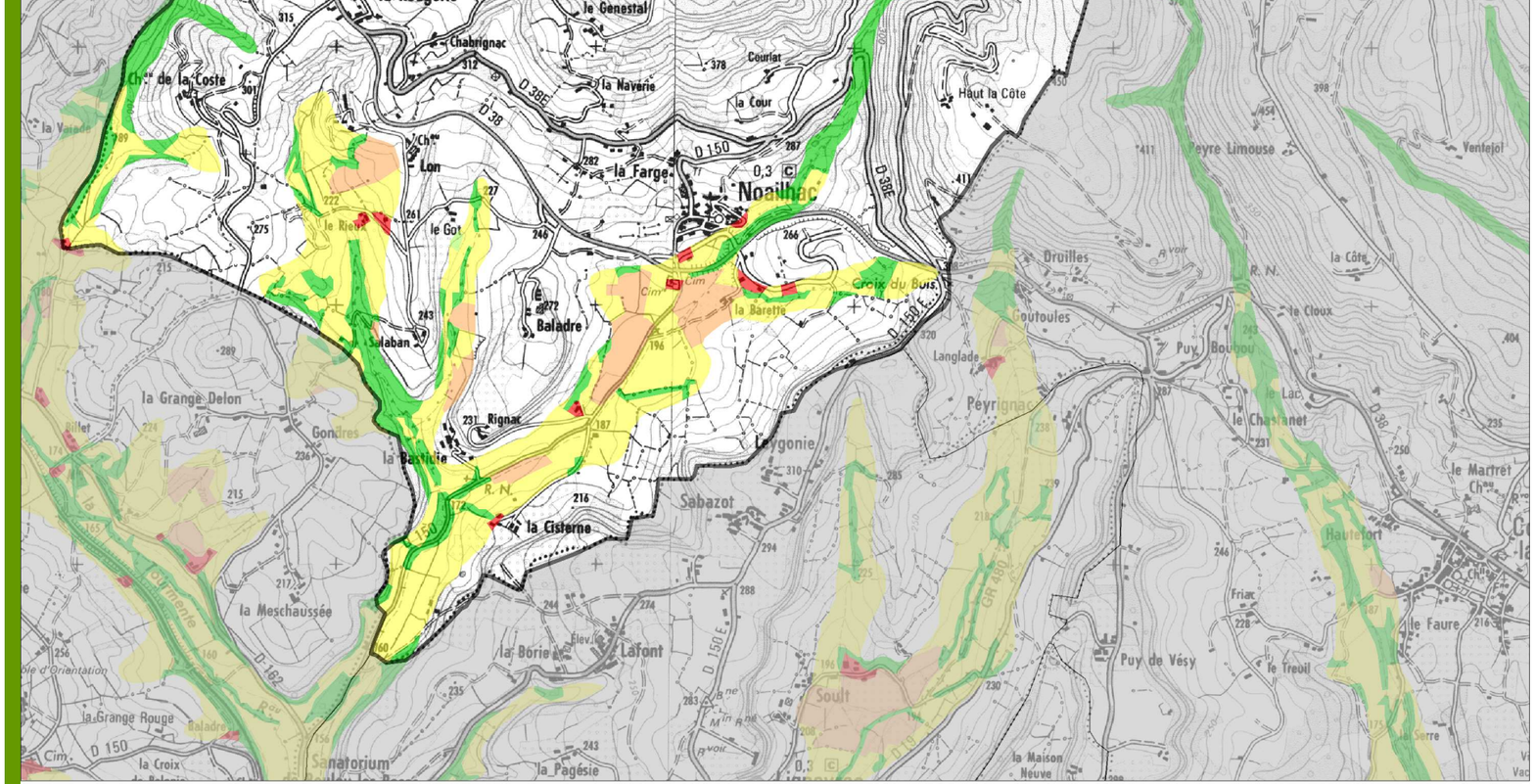
Nature des zones humides	Nombre de zones humides cartographiées	Superficie (hectares)
Plans d'eau (étangs, gravières…)	4	0.8
Marais, roselières, tourbières, mégaphorbiaies…	0	0.0
Prairies humides	36	105.8
Boisements humides	33	135.5
Mosaïque de petites zones humides de moins de 1ha	0	0.0
Plantations d'arbres en zone humide	3	0.9
Zones humides cultivées	8	18.0
Zones humides urbanisées	12	3.1

Zones humides altérées

Surface totale 264.1

La cartographie a été établie à l'échelle du 1/25 000. Elle délimite et caractérise les zones humides de superficie supérieure à 0,25 ha et de largeur supérieure à 10m.

La cartographie recense et localise les zones humides fonctionnelles qui sont aisément reconnaissables. Elle recense aussi les zones humides qui ont été transformées (drainage, aménagement), et dont les caractéristiques n'apparaissent plus de façon évidente, mais qui pourraient retrouver leurs fonctionnalités.



Cartographie des zones à dominante humide – EPIDOR - 2011

- Plans d'eau (étangs, gravières…)
- Marais, roselières, tourbières, mégaphorbiaies…
- Prairies humides
- Boisements humides
- Mosaïque de petites zones humides de moins de 1ha
- Plantations d'arbres en zone humide
- Zones humides cultivées
- Zones humides urbanisées
- Hors Bassin Versant

Scan25® © IGN – Paris – 2004. Copie et reproduction interdites. Licence N°2004/cubx/071

0 0.5 1 kilomètres



Le guide des zones humides du bassin de la Dordogne
vous aidera pour élaborer vos projets de gestion des zones humides. Il précise les enjeux, la réglementation, les outils de gestion, les appuis techniques et financiers.

Téléchargez le sur www.eptb-dordogne.fr

Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE)
du Limousin

Atlas cartographique de la Trame verte et bleue

Version approuvée par délibération du Conseil régional du Limousin, et adoptée par arrêté préfectoral

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET
DE LA RÉGION
LIMOUSIN

Région
LIMOUSIN

Ce projet est cofinancé par l'union européenne.
L'Europe s'engage en Limousin avec
le fonds Européen de Développement Régional

Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) du Limousin

Continuités écologiques de la trame verte et bleue limousine

Atlas

Carte d'assemblage

Informations générales

Principales villes :

- Préfecture régionale
- Autre préfecture
- Autre ville

- Département
- Région Limousin
- Cours d'eau

Corine land cover (2006) :

- Territoire artificialisé
- Territoire agricole
- Forêt et milieu semi-naturel
- Zone humide
- Surface en eau

Ouvrages de franchissement (fonctionnalité avérée*) :

- Passage à faune
- Viaduc et tunnel
- Autre ouvrage de franchissement

Obstacles à l'écoulement :

- Infranchissable ou difficilement franchissable
- En partie franchissable
- Franchissabilité indéterminée

Axes de communication :

- Liaison autoroutière ou assimilée
- Autre liaison routière d'importance régionale
- Voie ferrée principale

* les ouvrages de franchissement représentés se limitent à ceux dont la fonctionnalité écologique est avérée. Cette représentation est incomplète et a vocation à être augmentée à l'avenir en fonction d'analyses conduites localement et/ou par les gestionnaires de réseaux.

Continuités écologiques

Réservoirs de biodiversité :

Trame verte :

- Milieux boisés, Milieux bocagers, Milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux

Trame bleue :

- Milieux humides, Milieux aquatiques
- Milieux aquatiques à préserver
- Milieux aquatiques à remettre en bon état

- Zones de conflit potentiel
- Principaux obstacles à l'écoulement

Corridors écologiques :

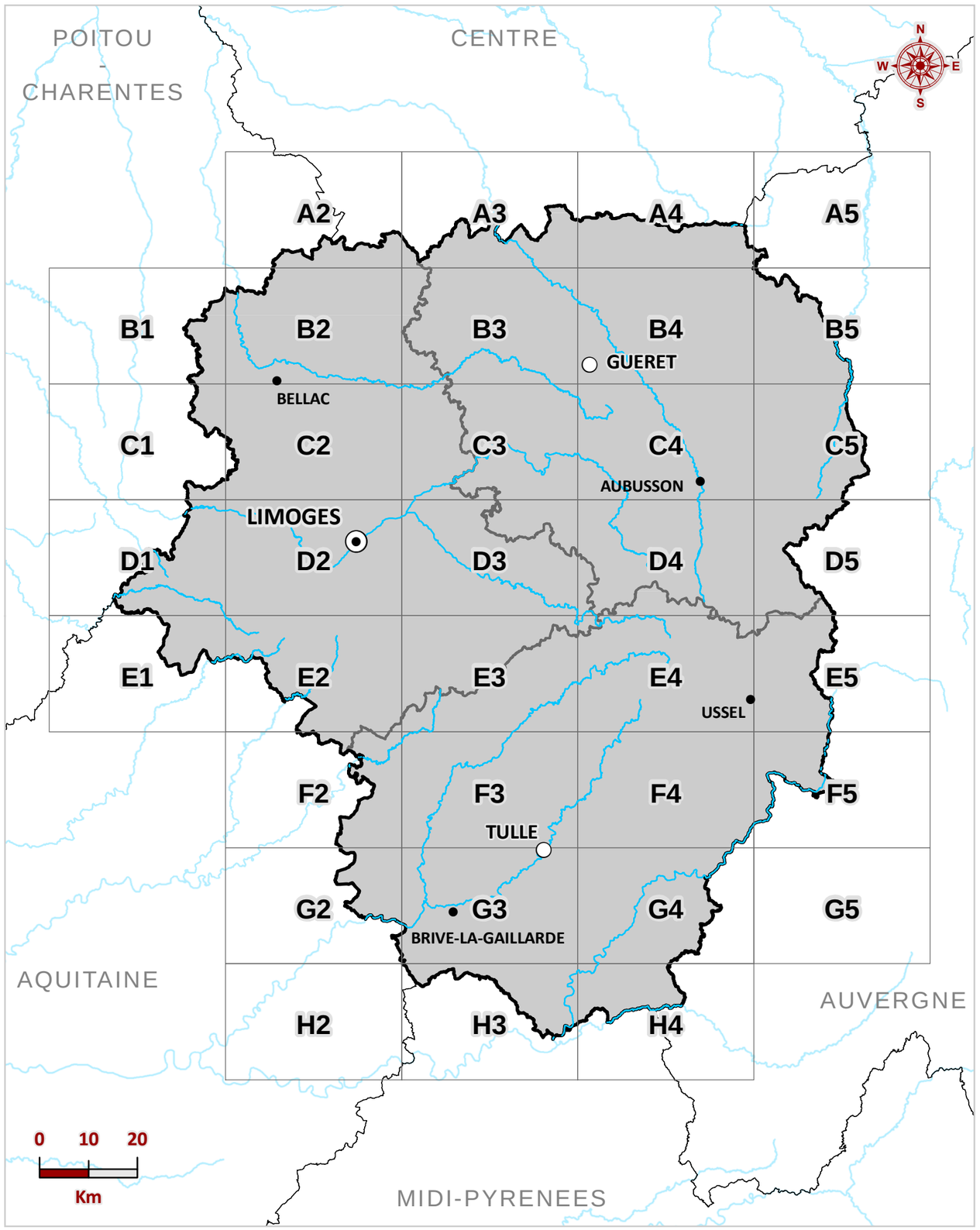
Trame verte :

- Milieux boisés à préserver
- Milieux boisés à remettre en bon état
- Milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux

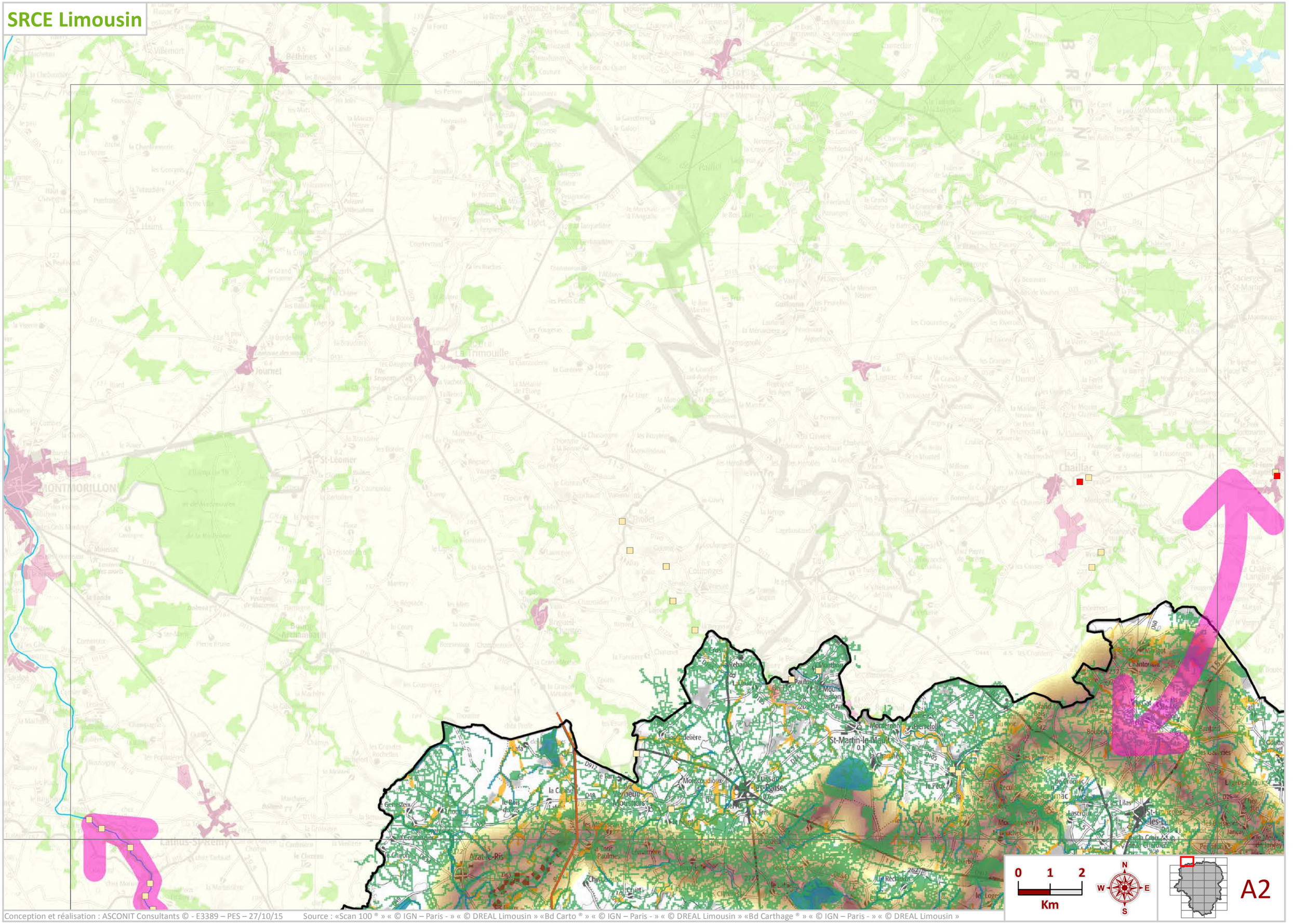
Trame bleue :

- Milieux humides, Milieux aquatiques
- Milieux aquatiques

- **Continuités interrégionales**

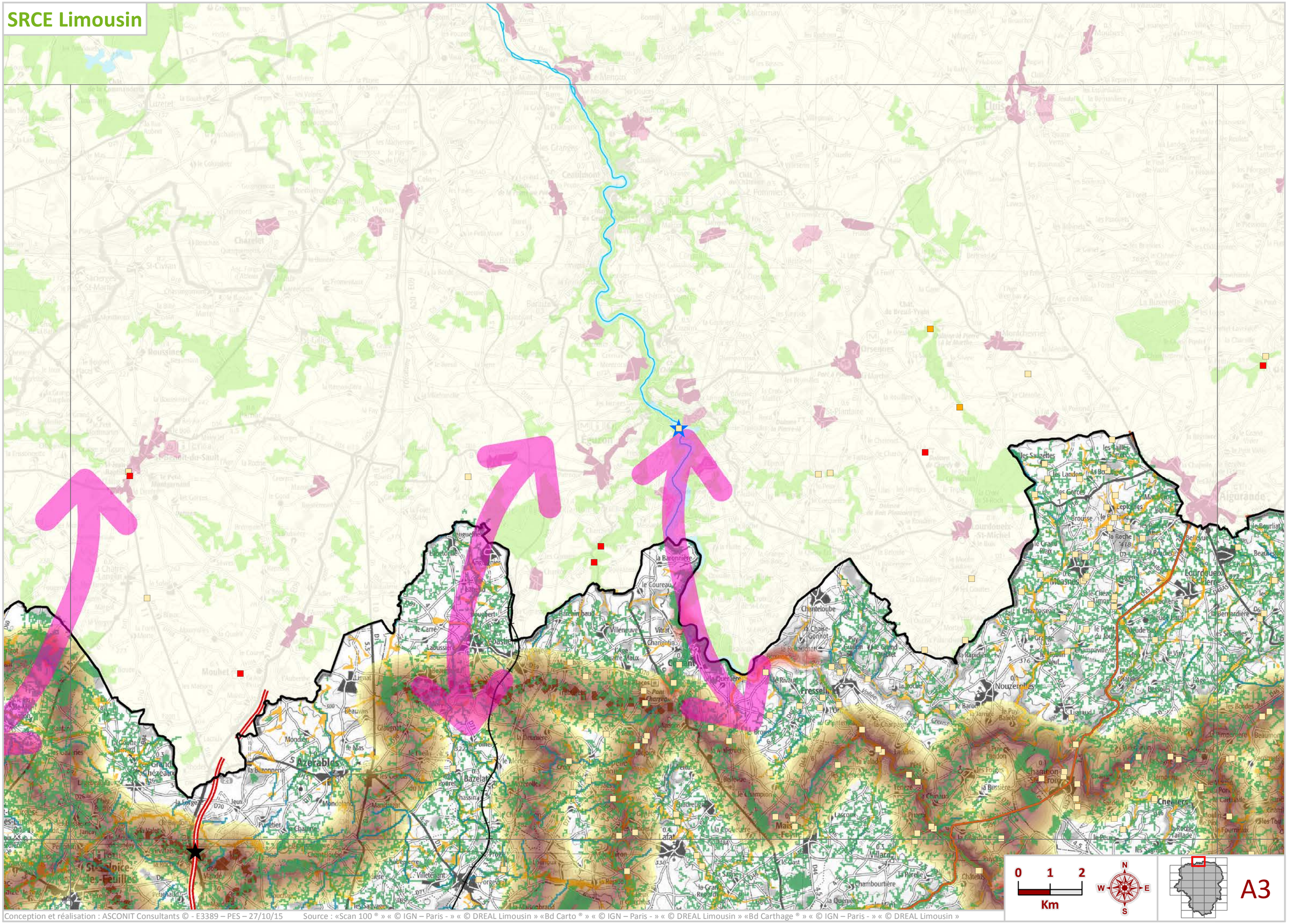


SRCE Limousin



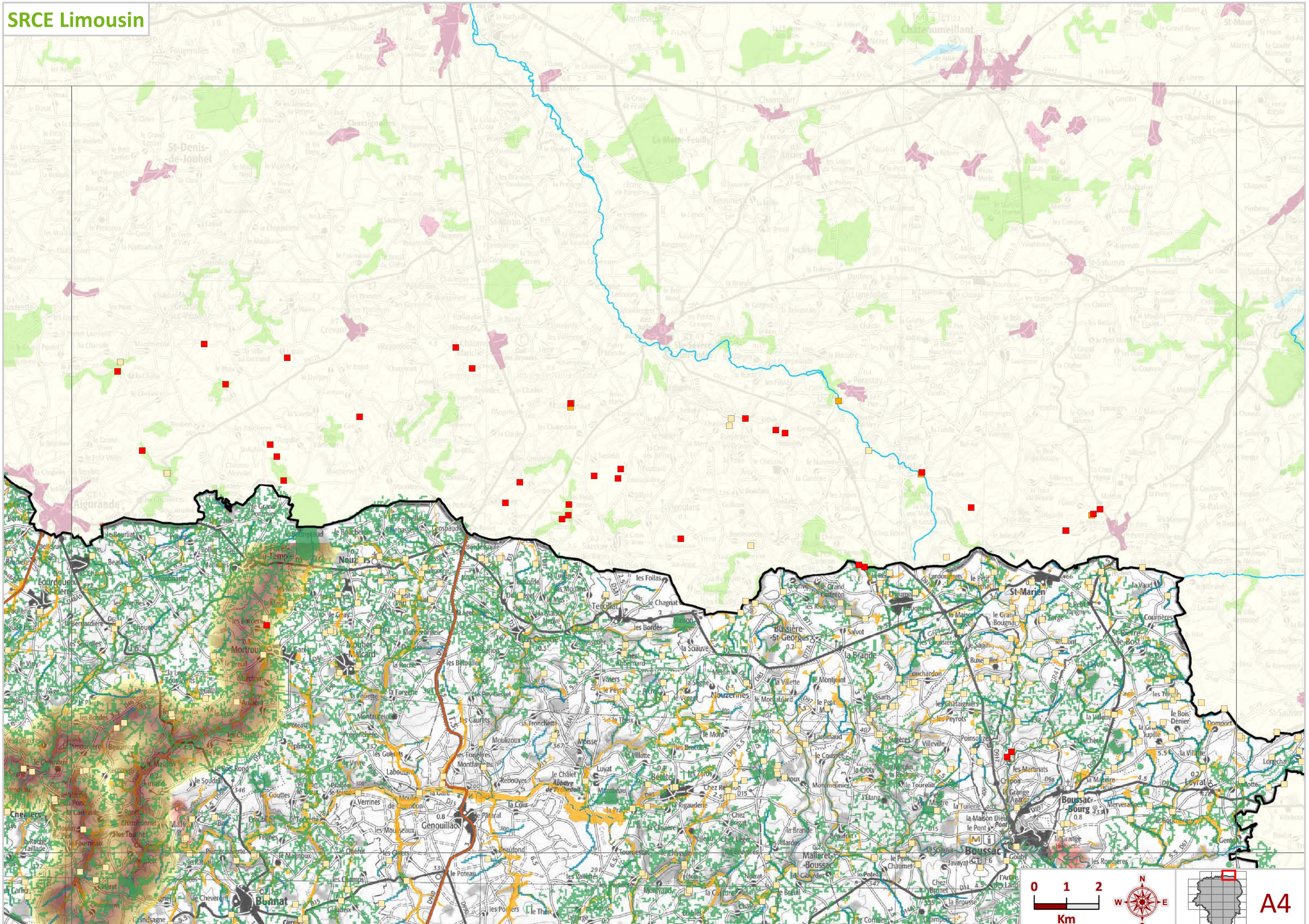
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15
Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



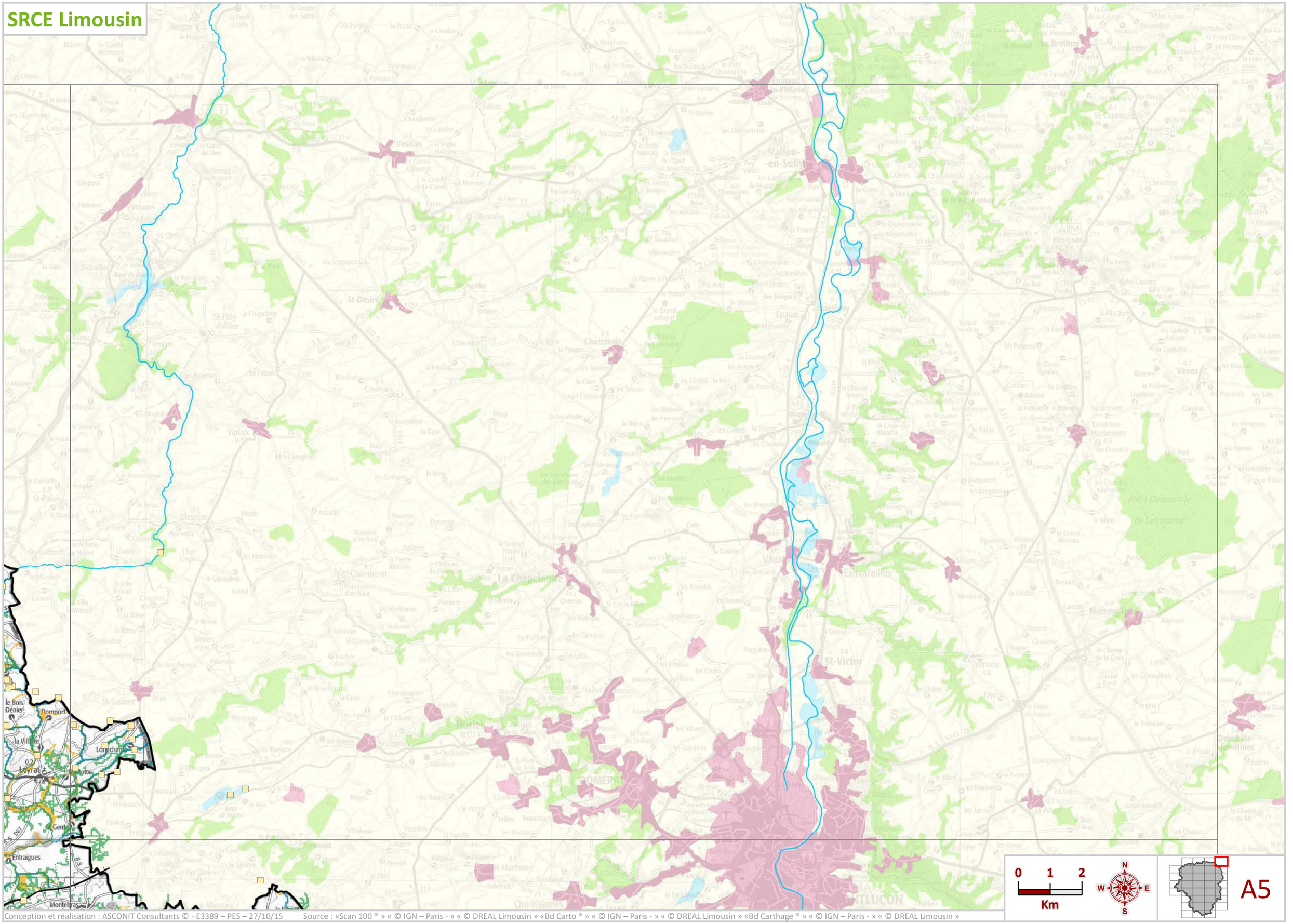
0 1 2 Km

N W E S

A4

Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

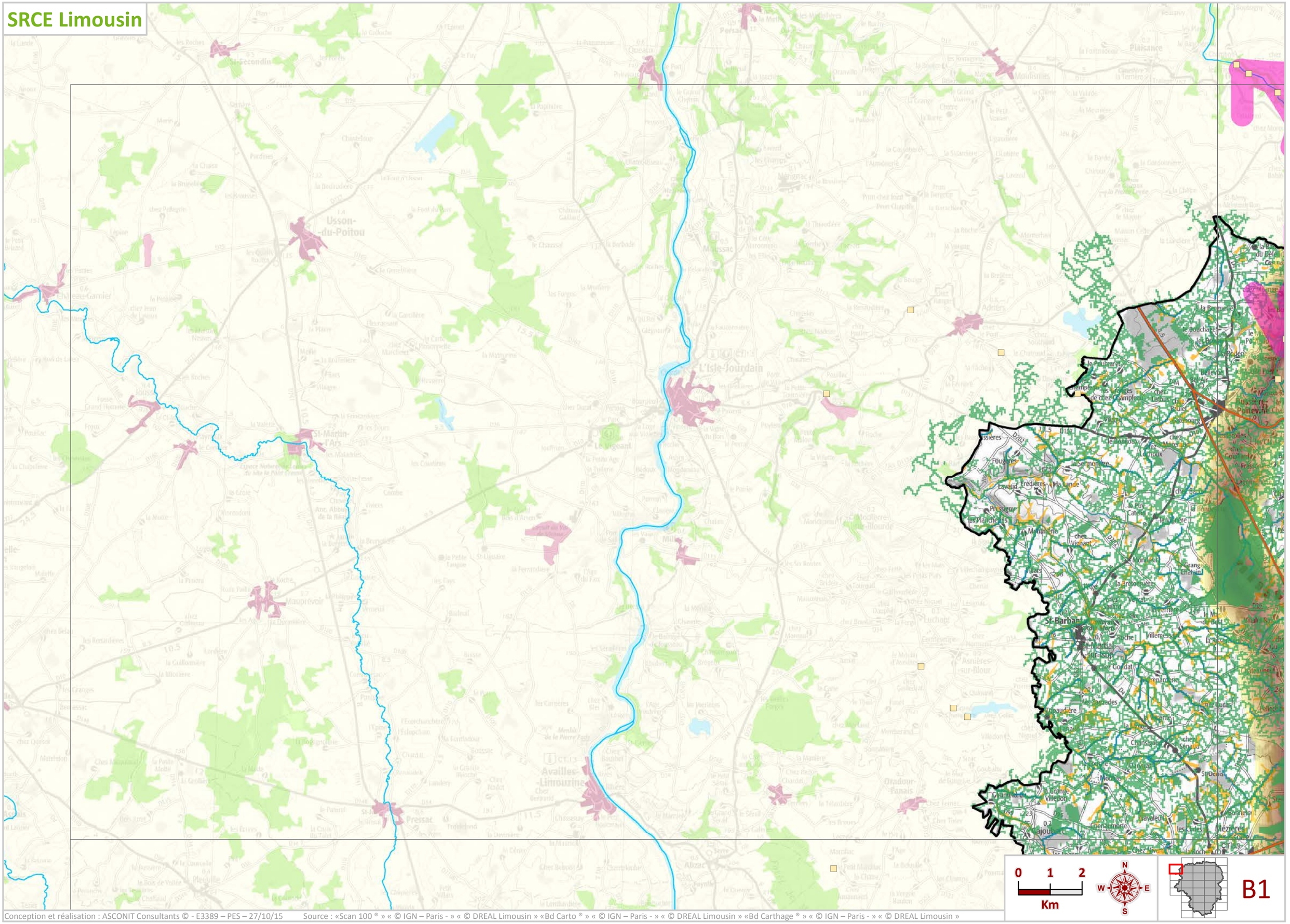
SRCE Limousin



A5

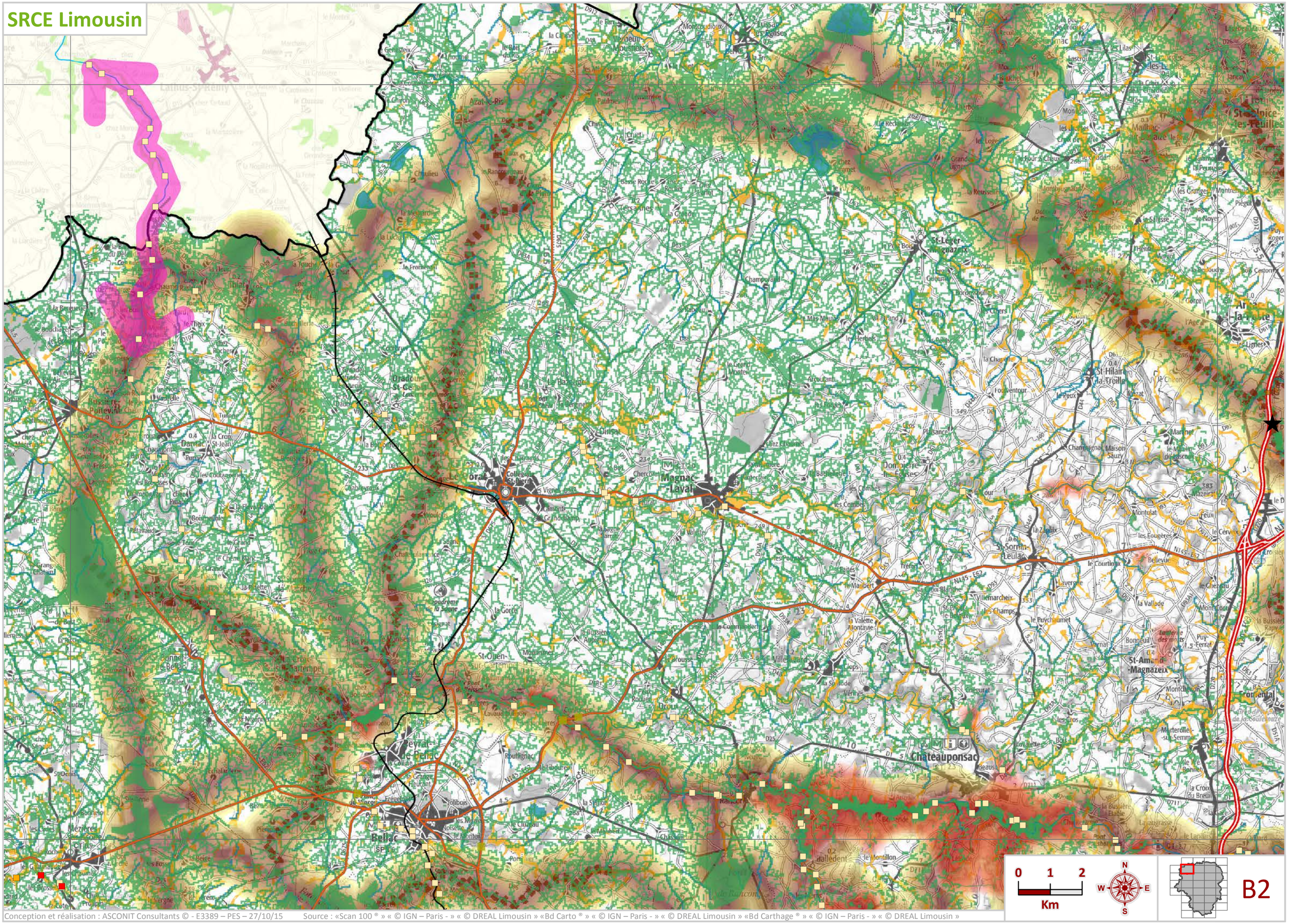
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



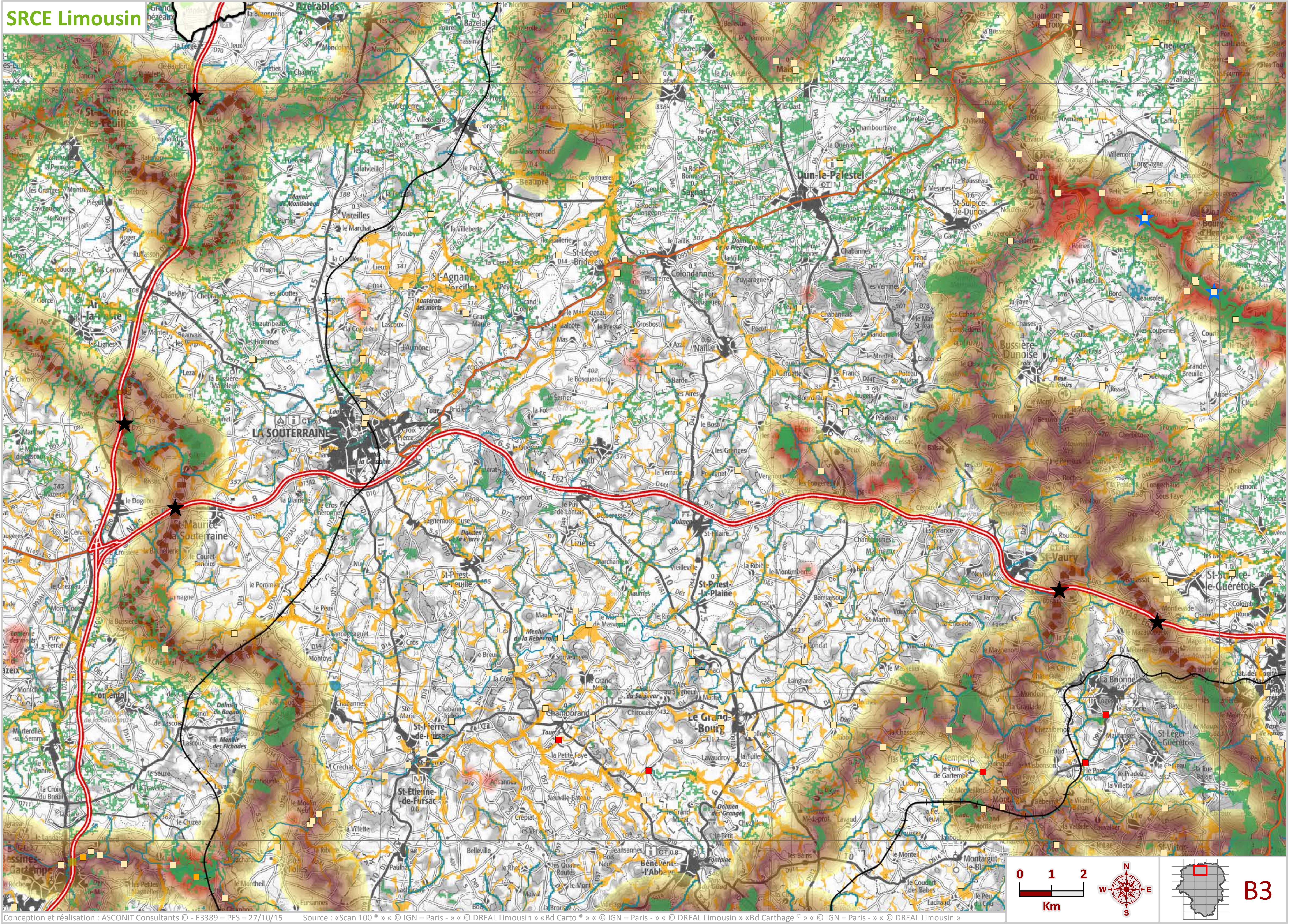
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin

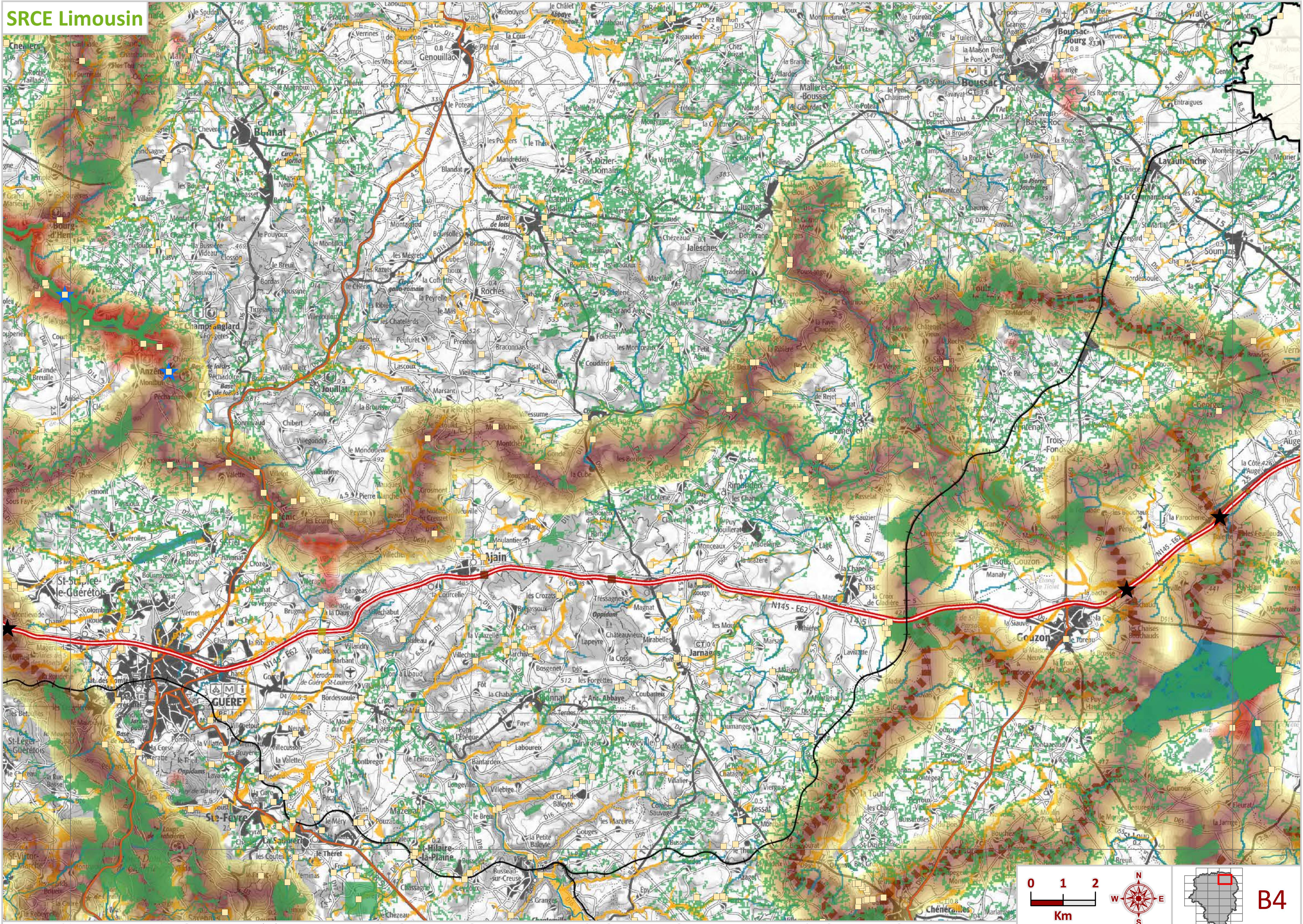


Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin

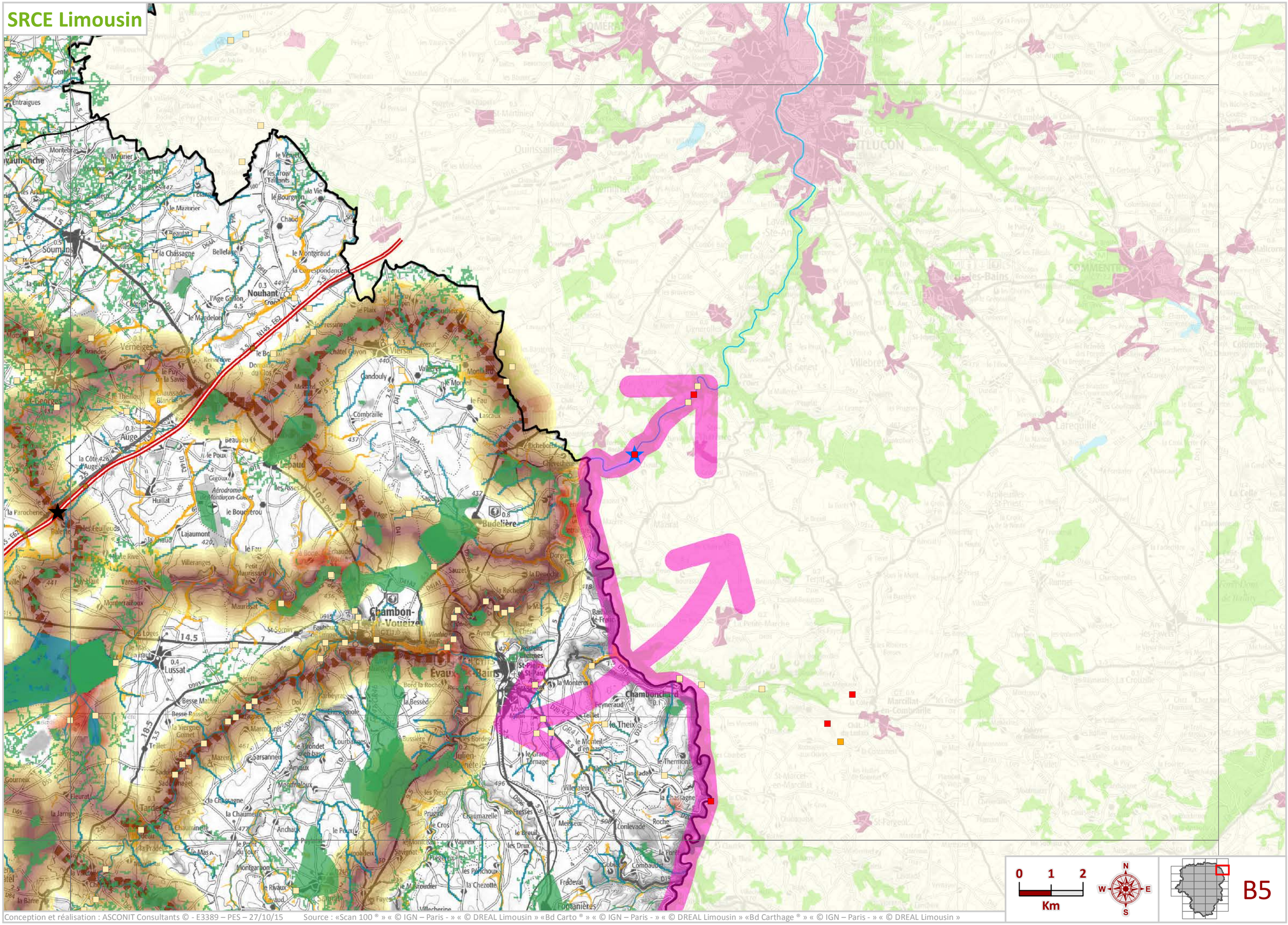


Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »



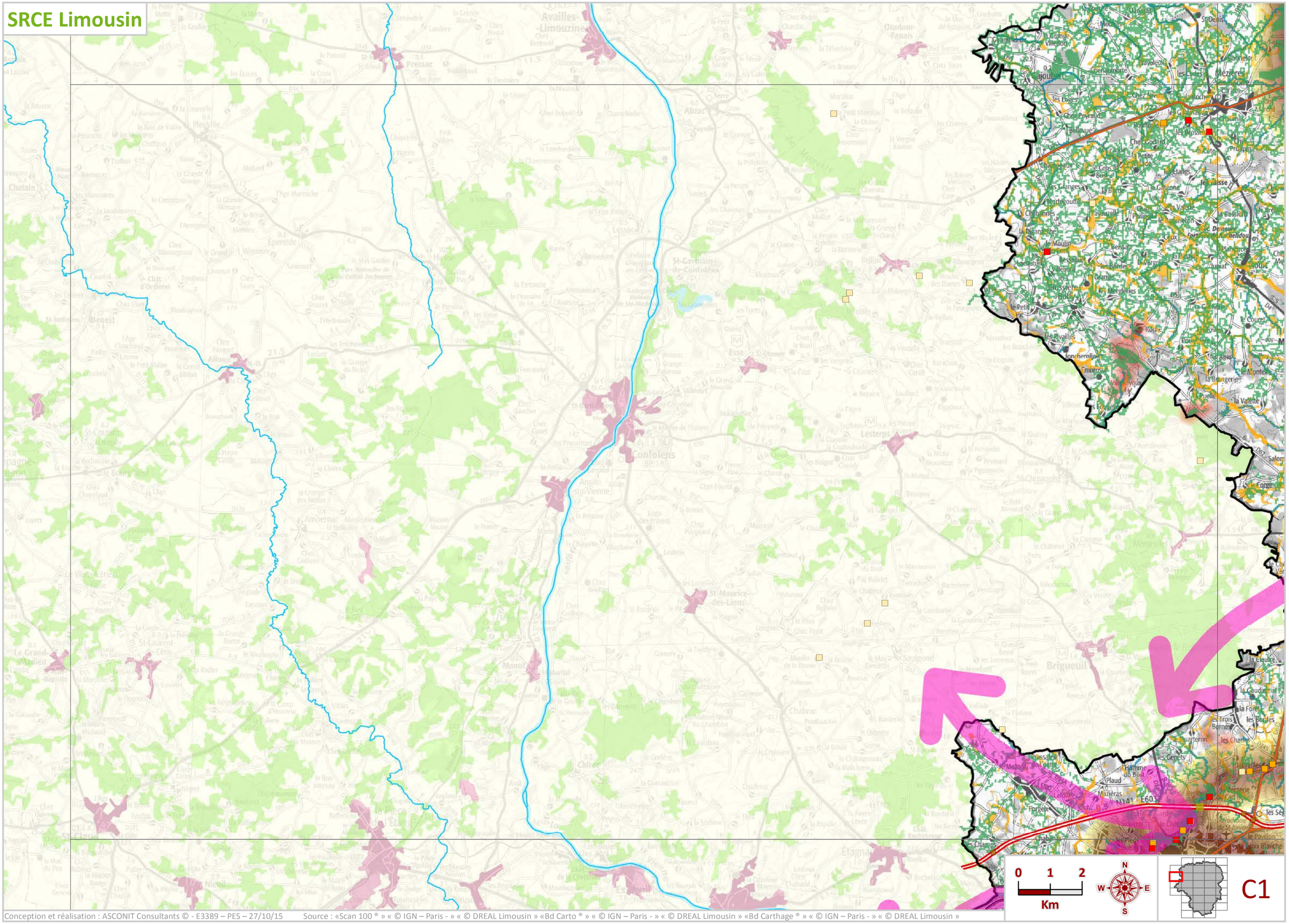
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



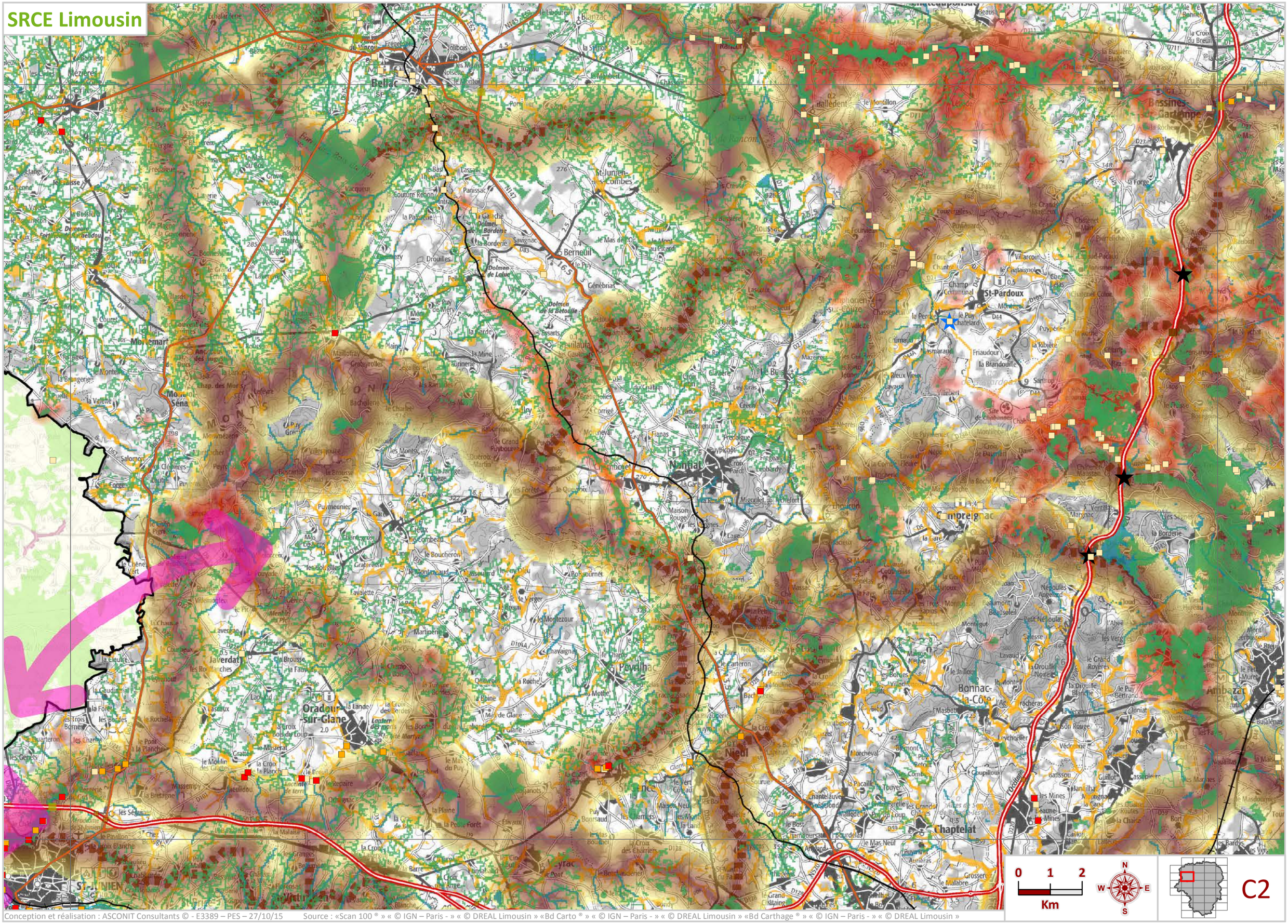
Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



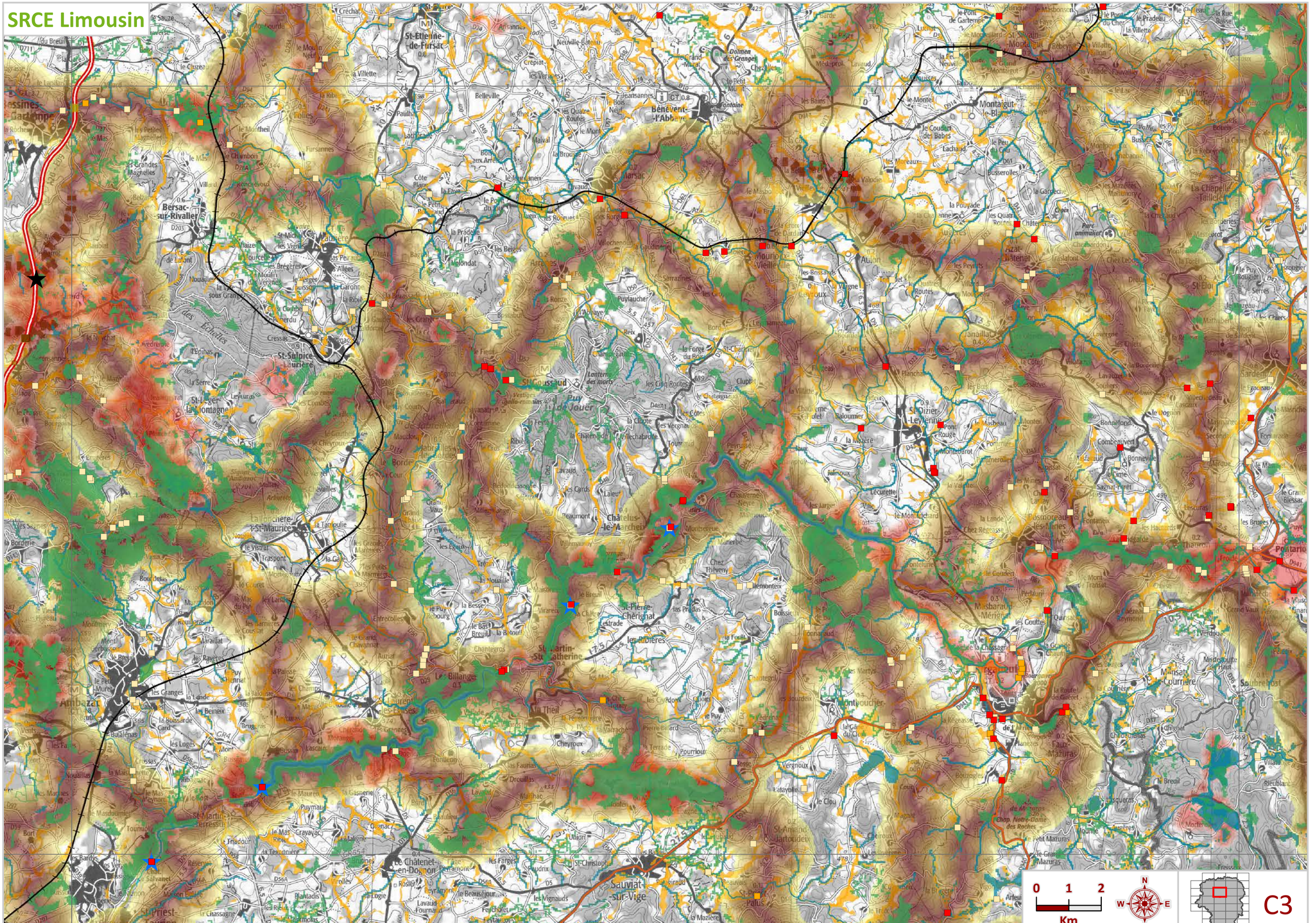
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin

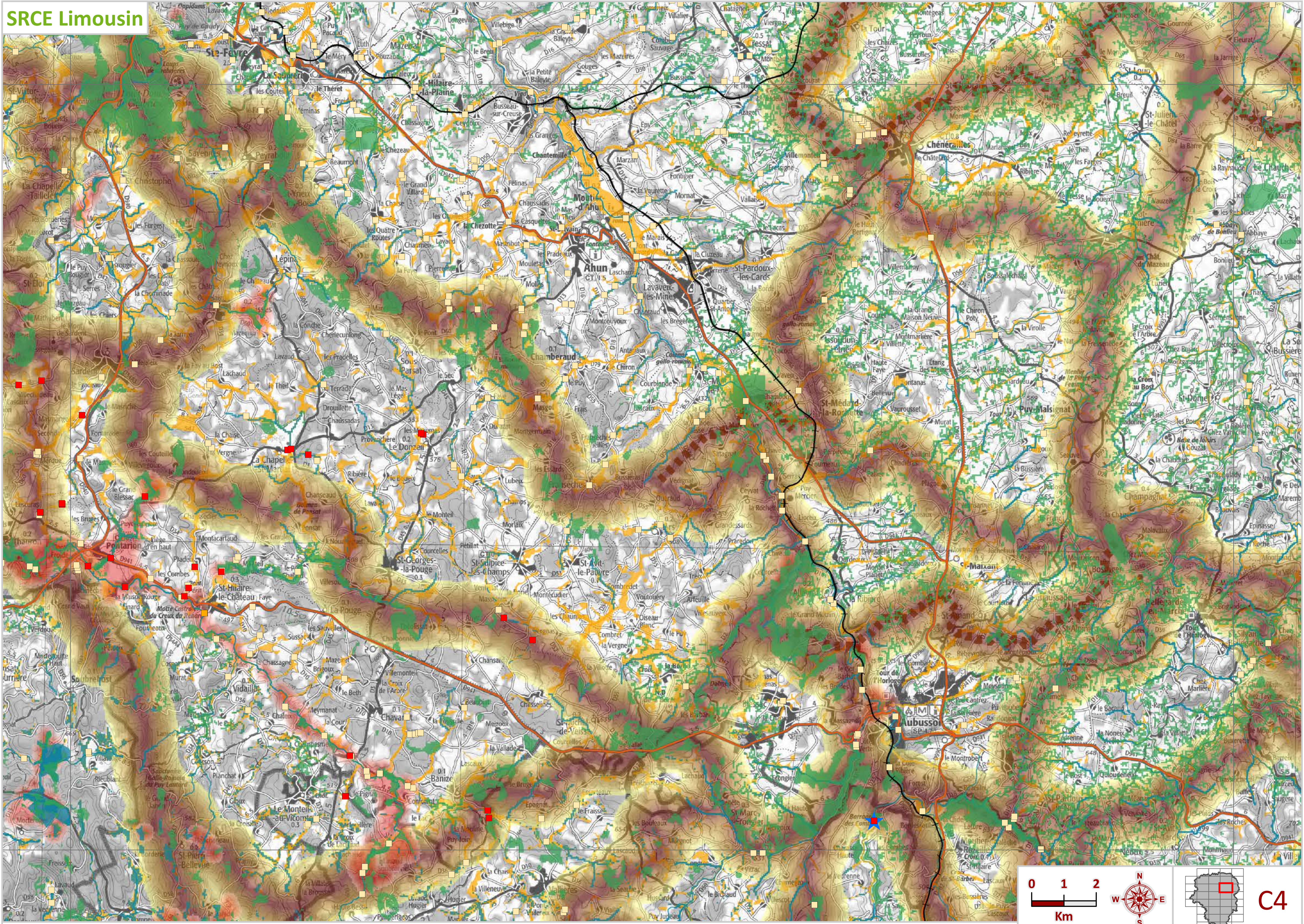


Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

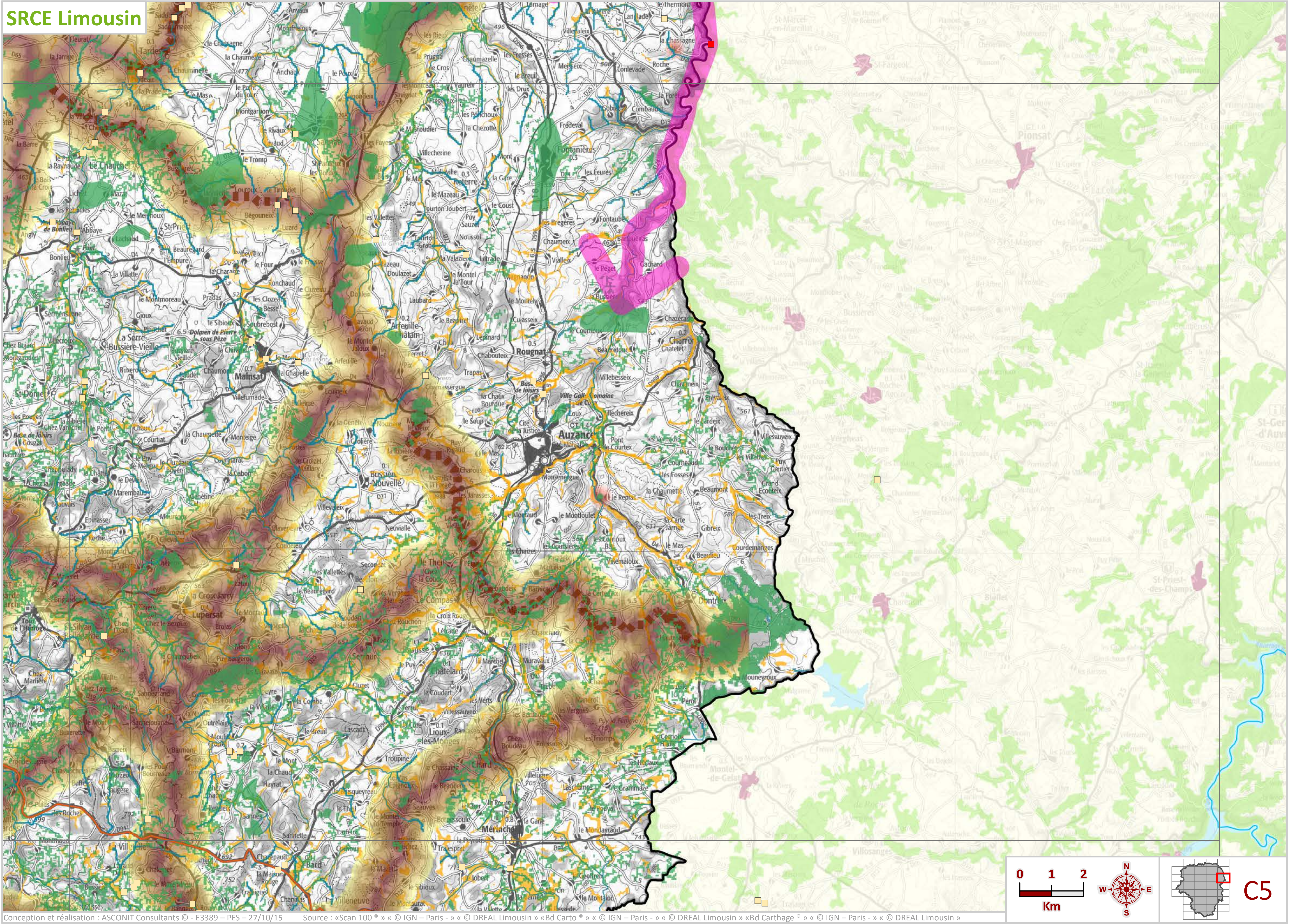
SRCE Limousin



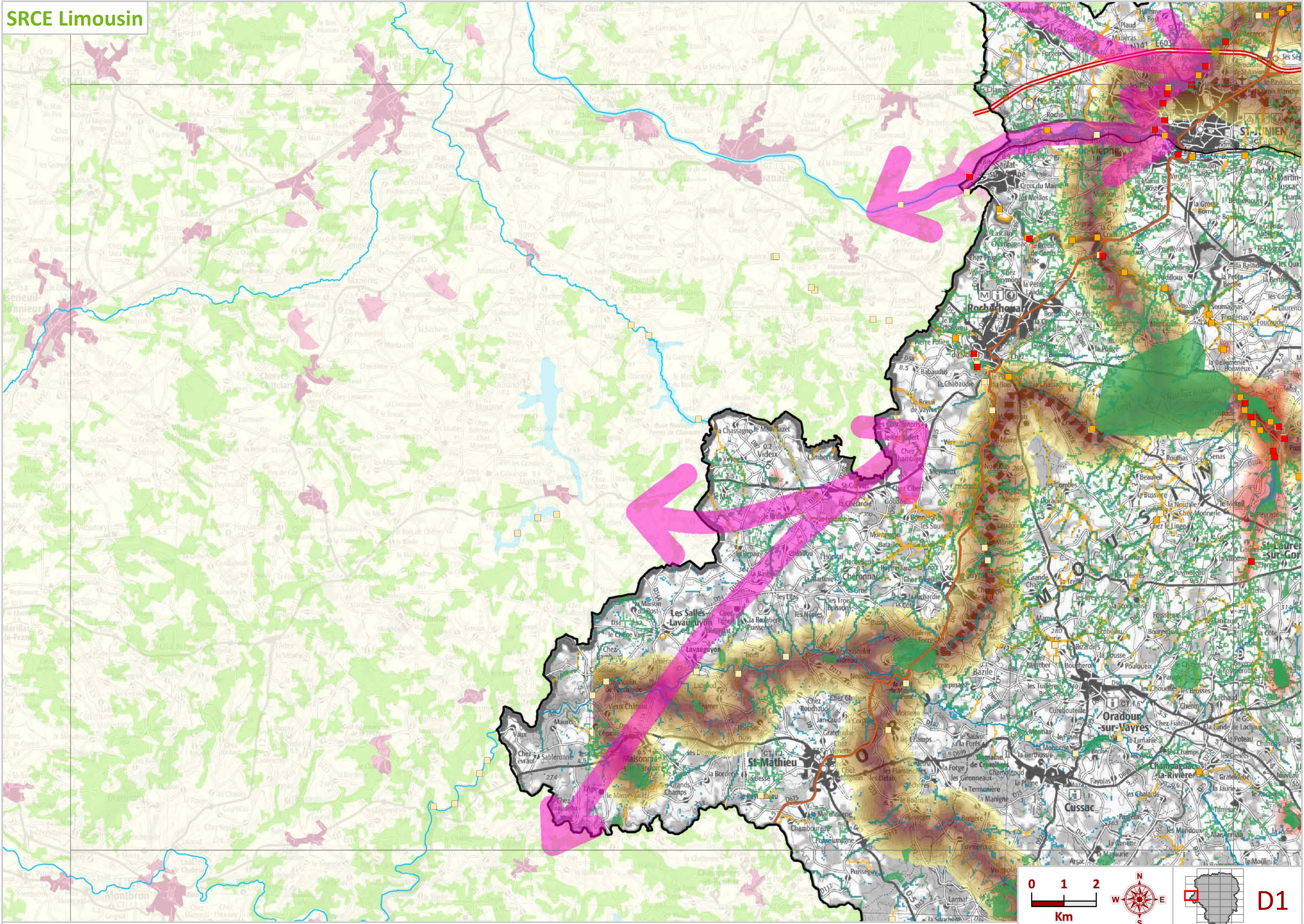
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »



Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

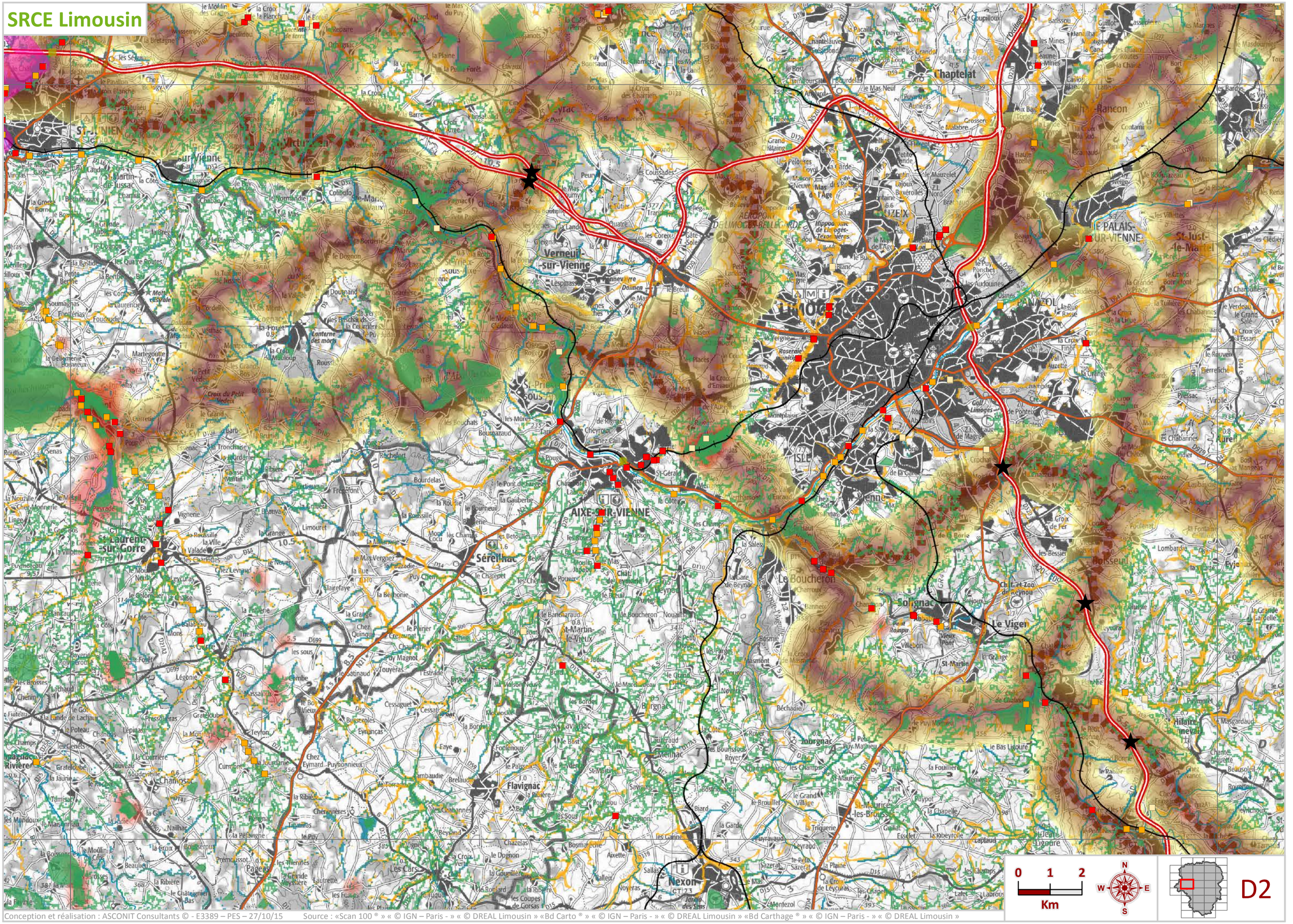


Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »



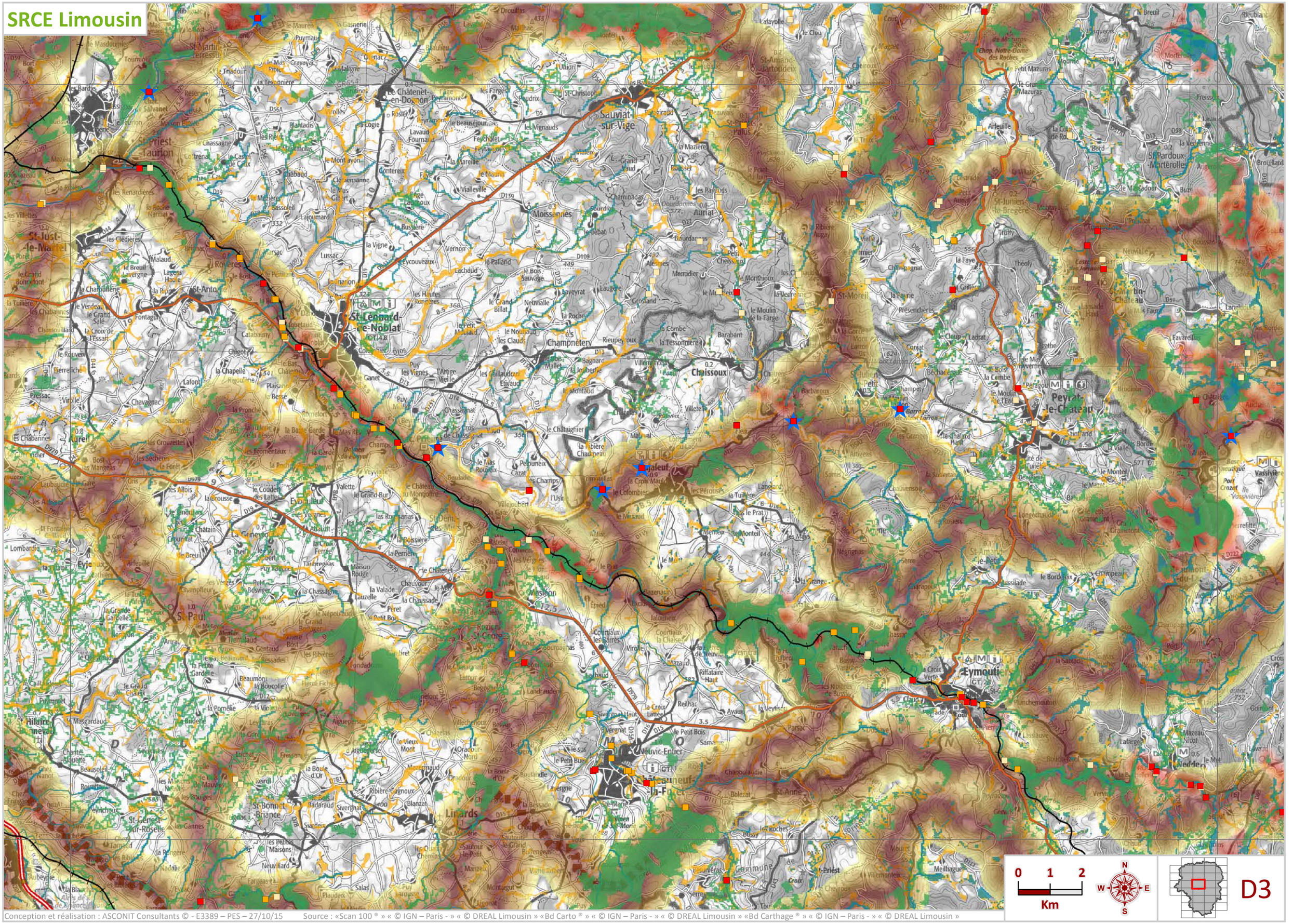
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin

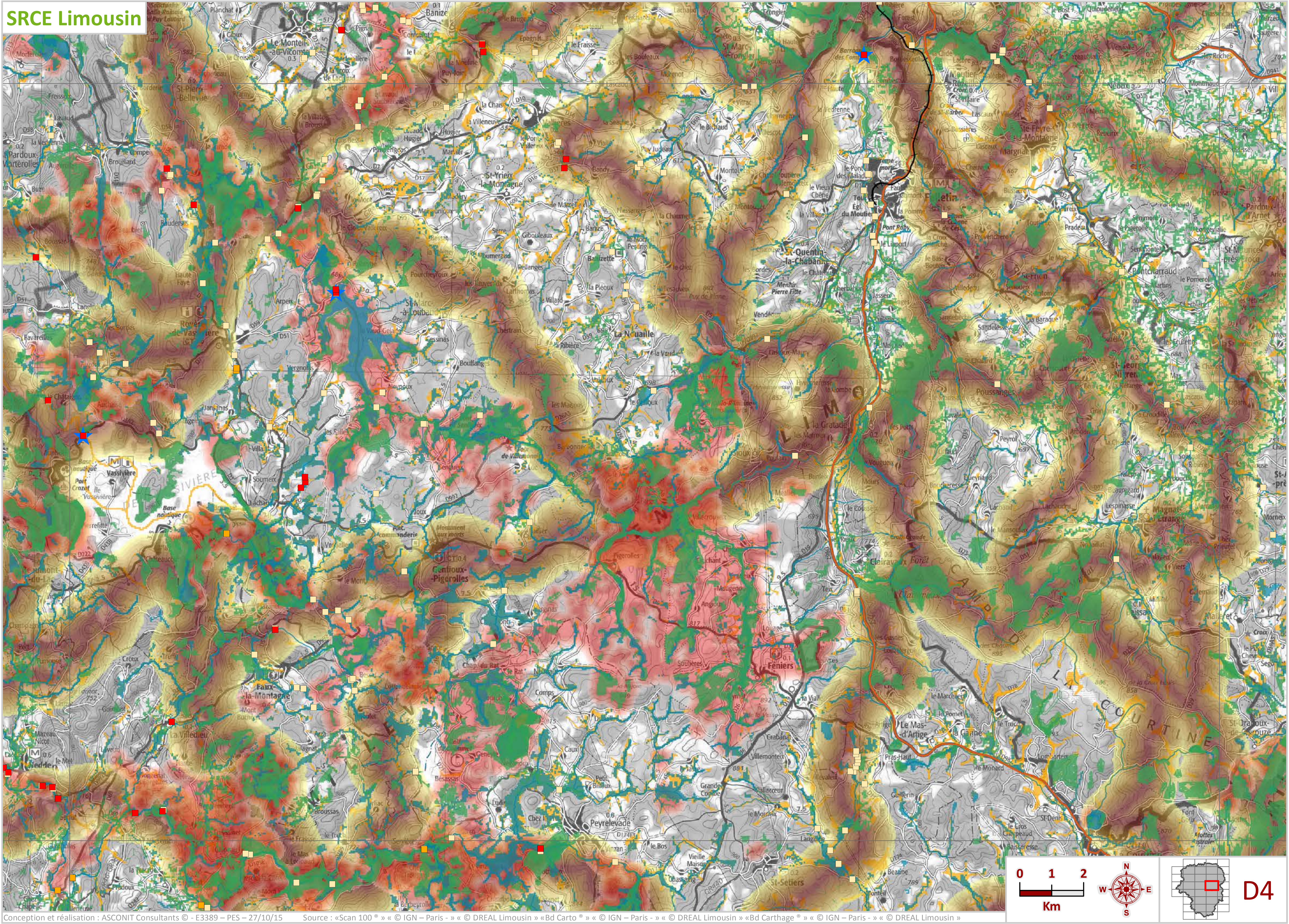


Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

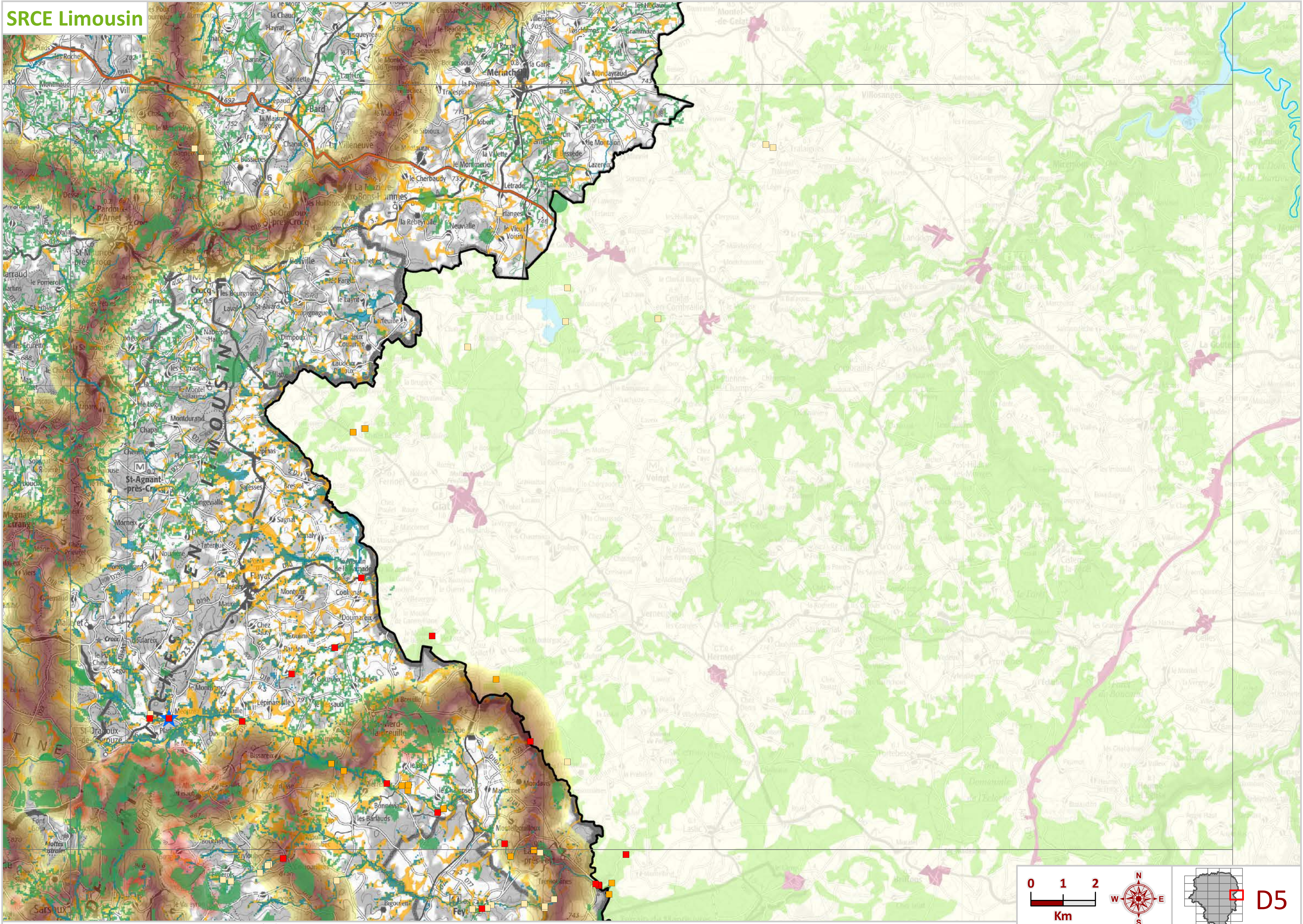
SRCE Limousin



Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

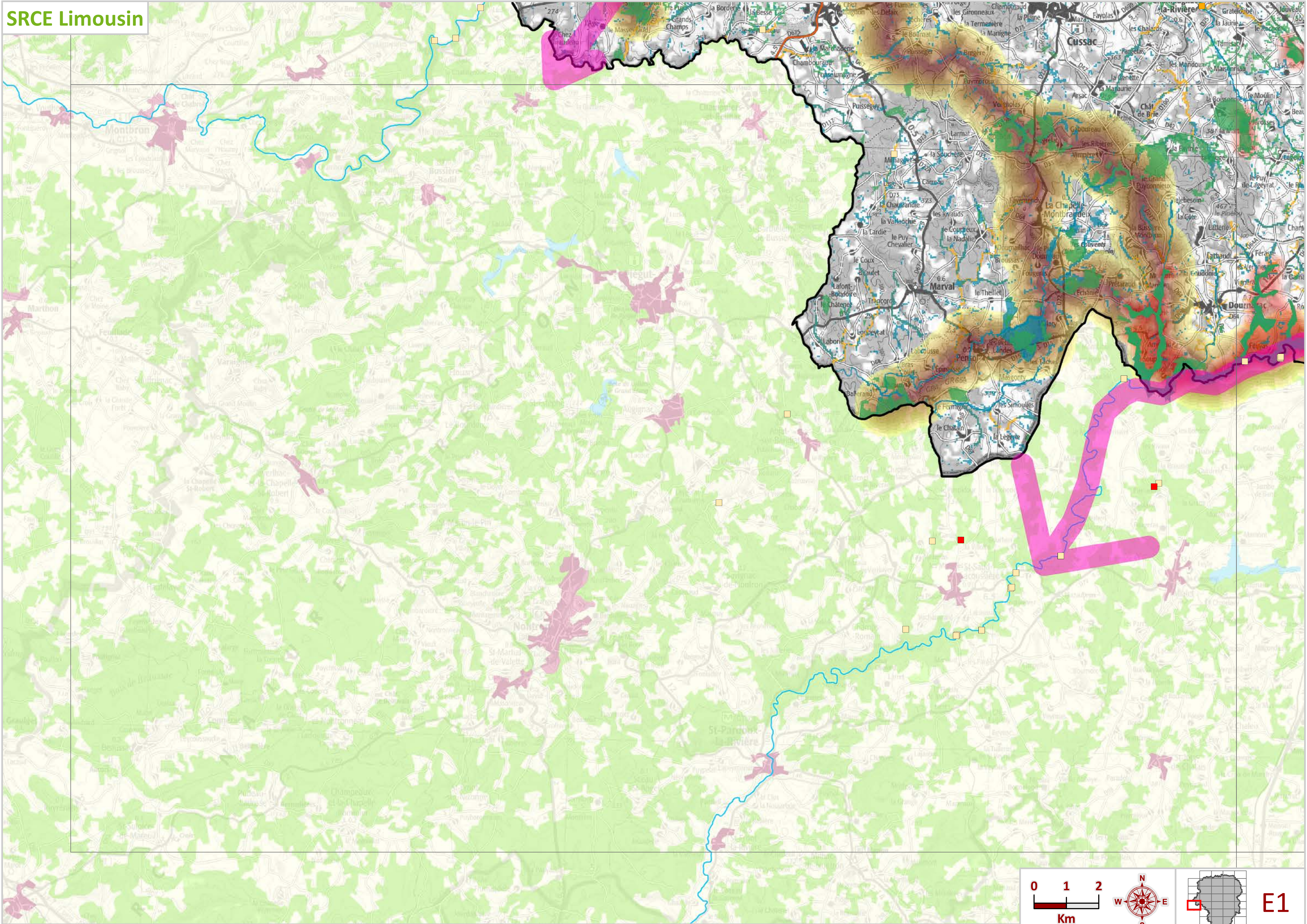


Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »



Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15   Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

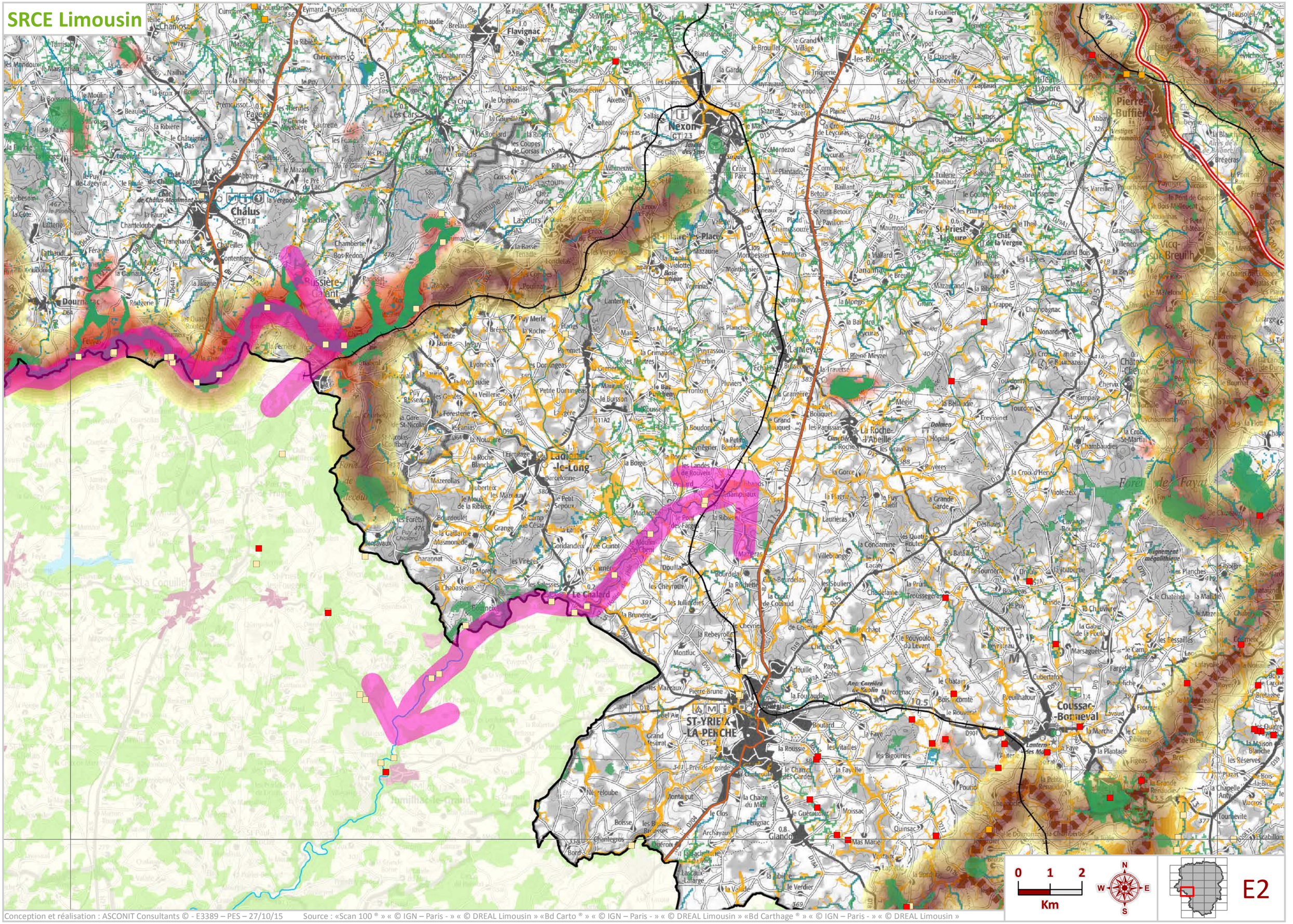
SRCE Limousin



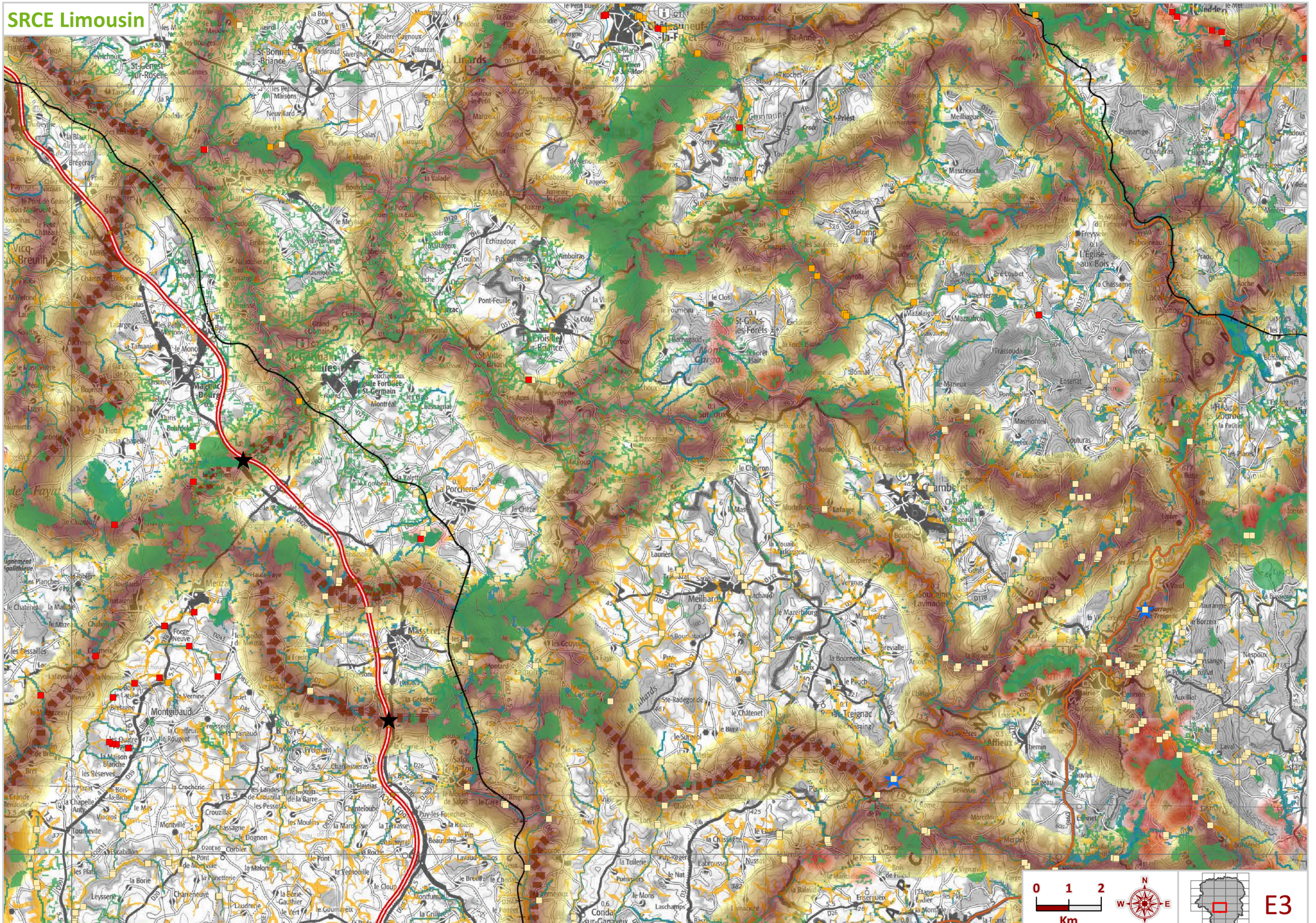
E1

Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin

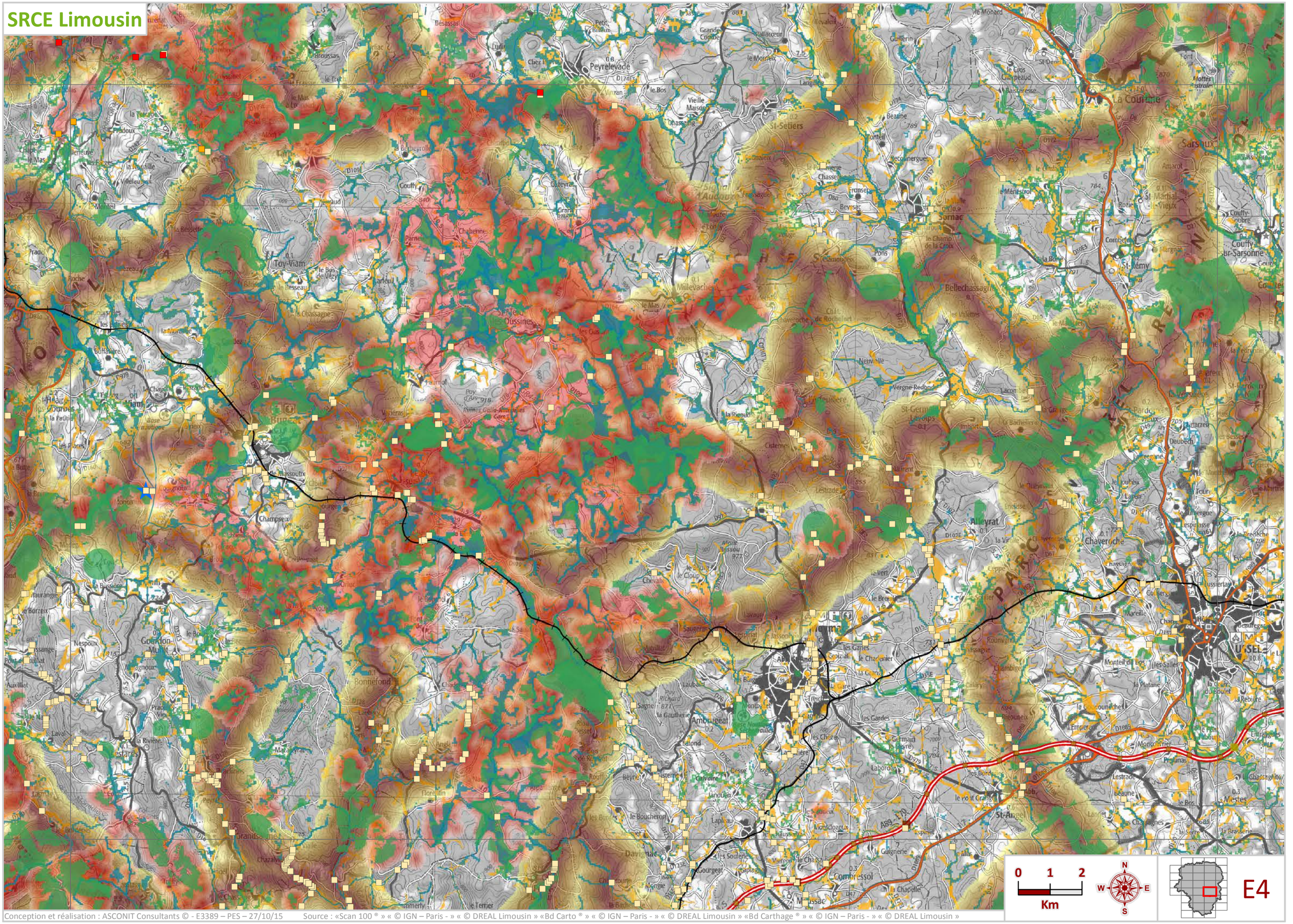


SRCE Limousin



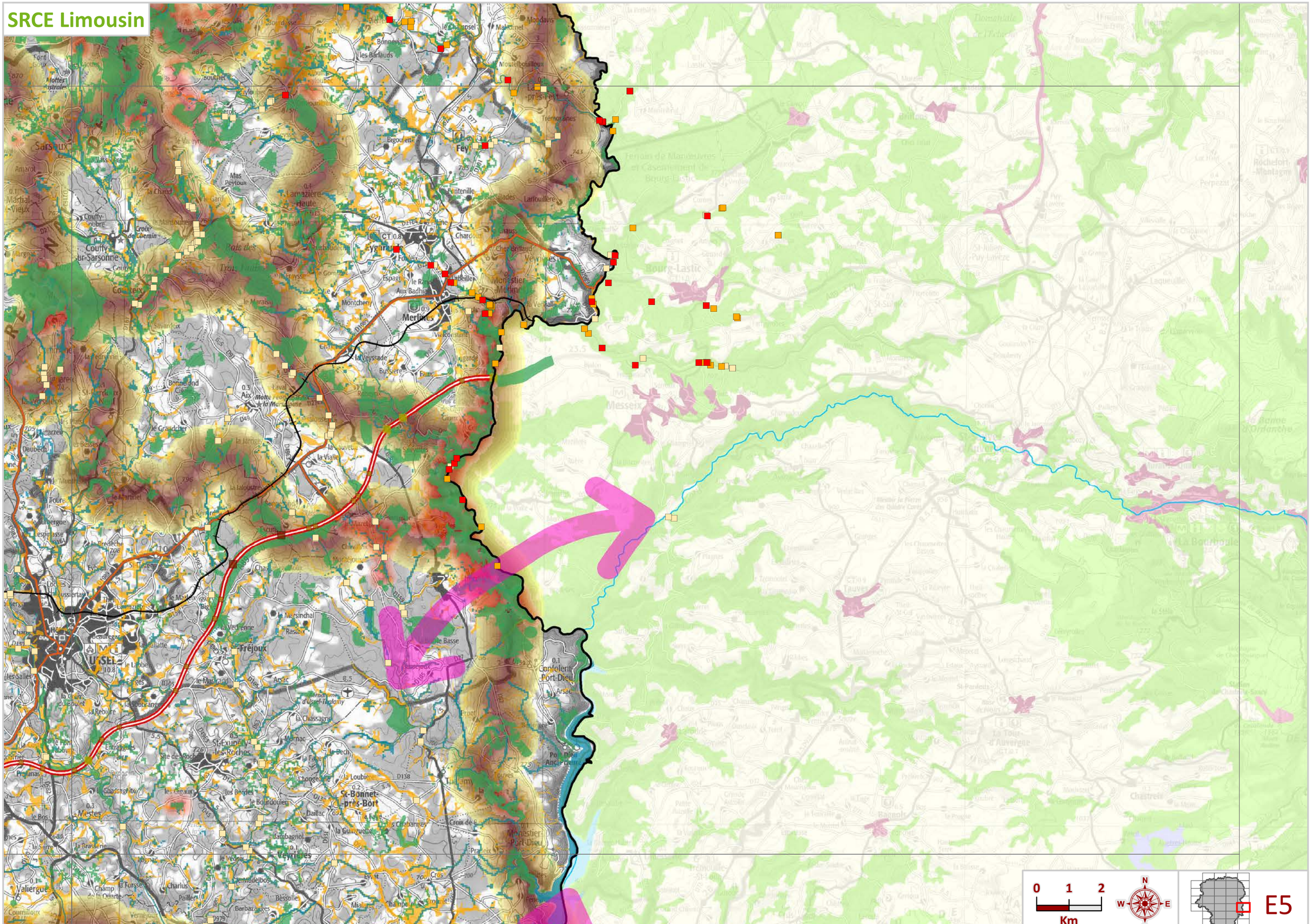
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



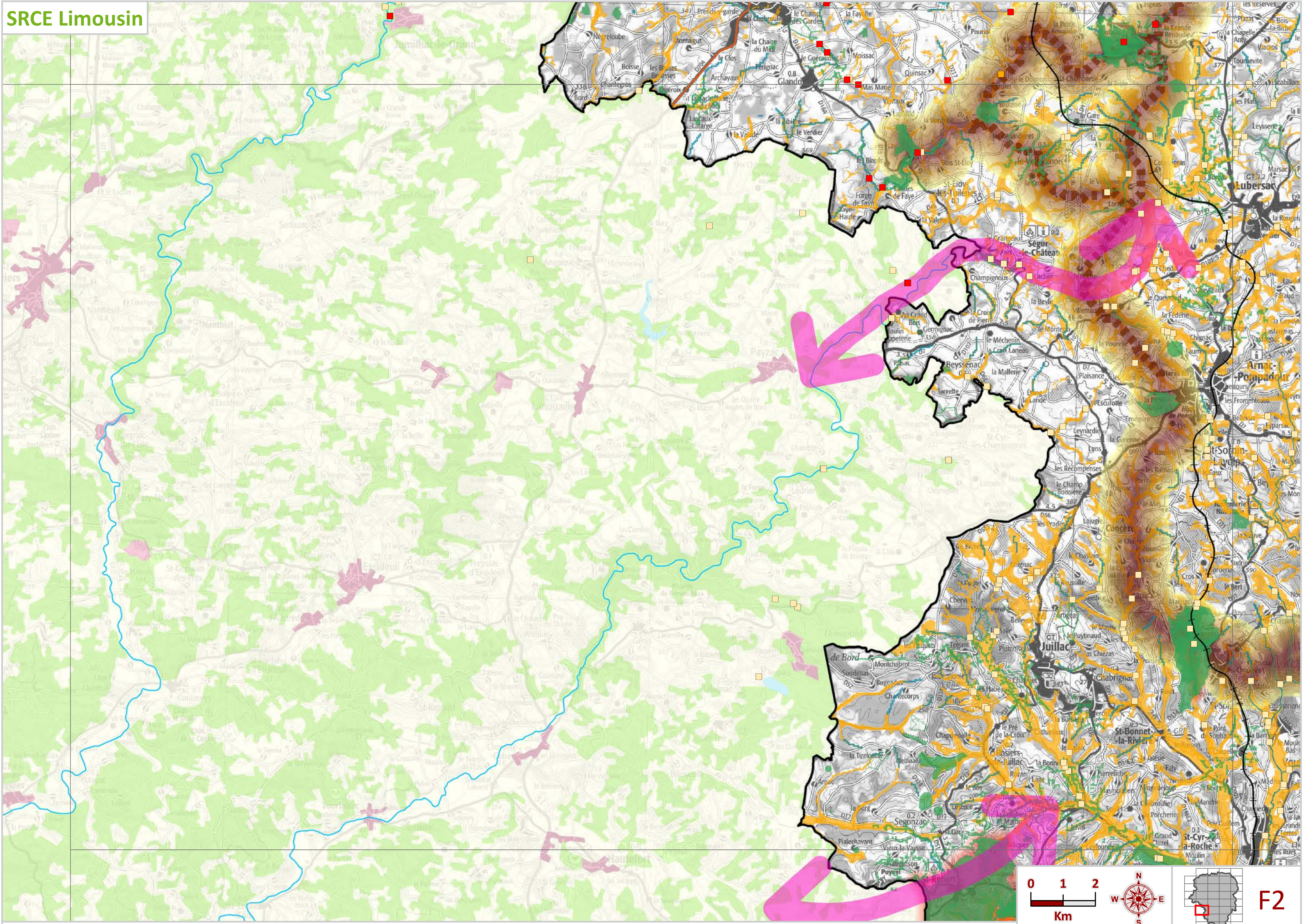
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin

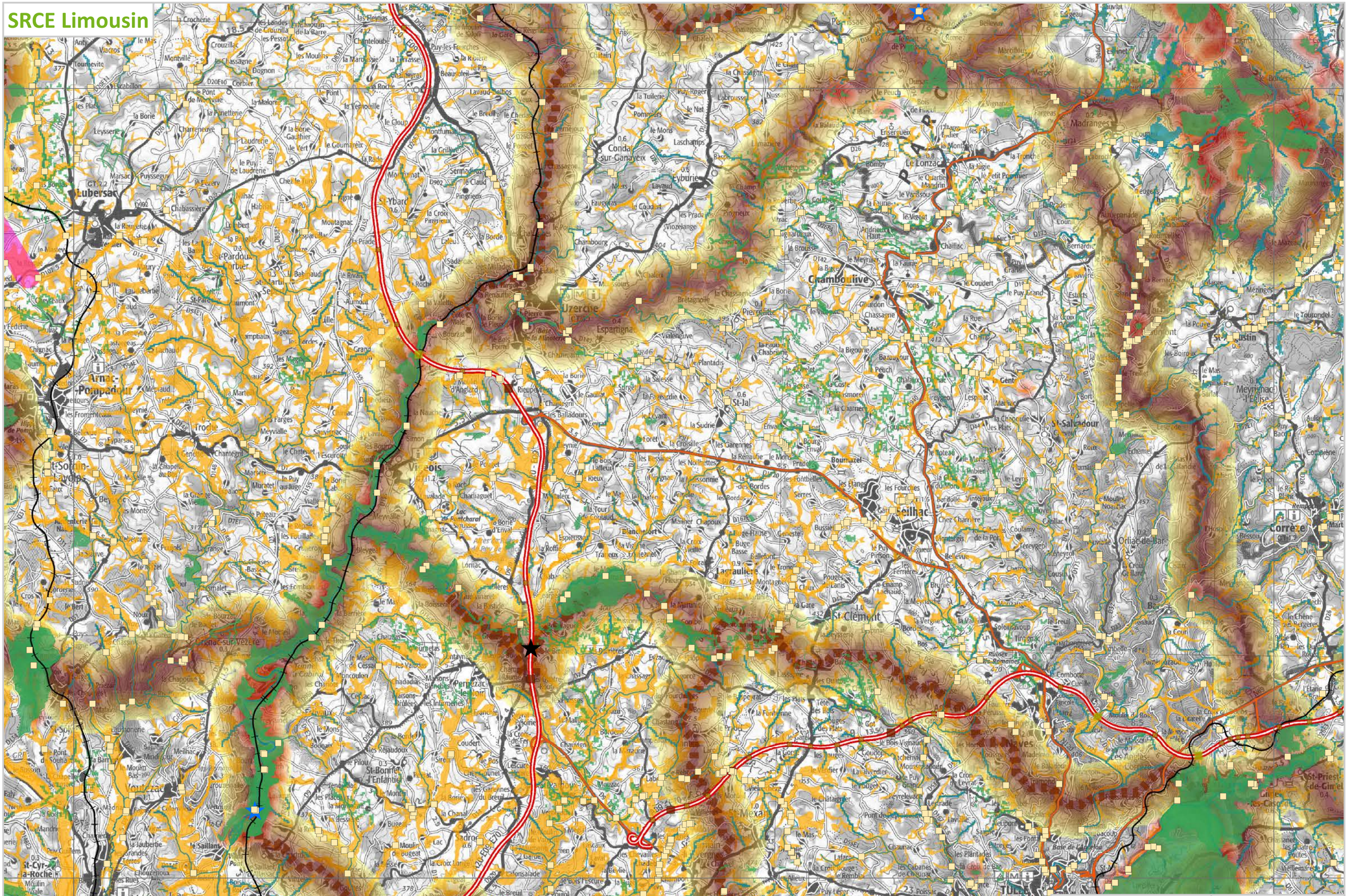


Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin

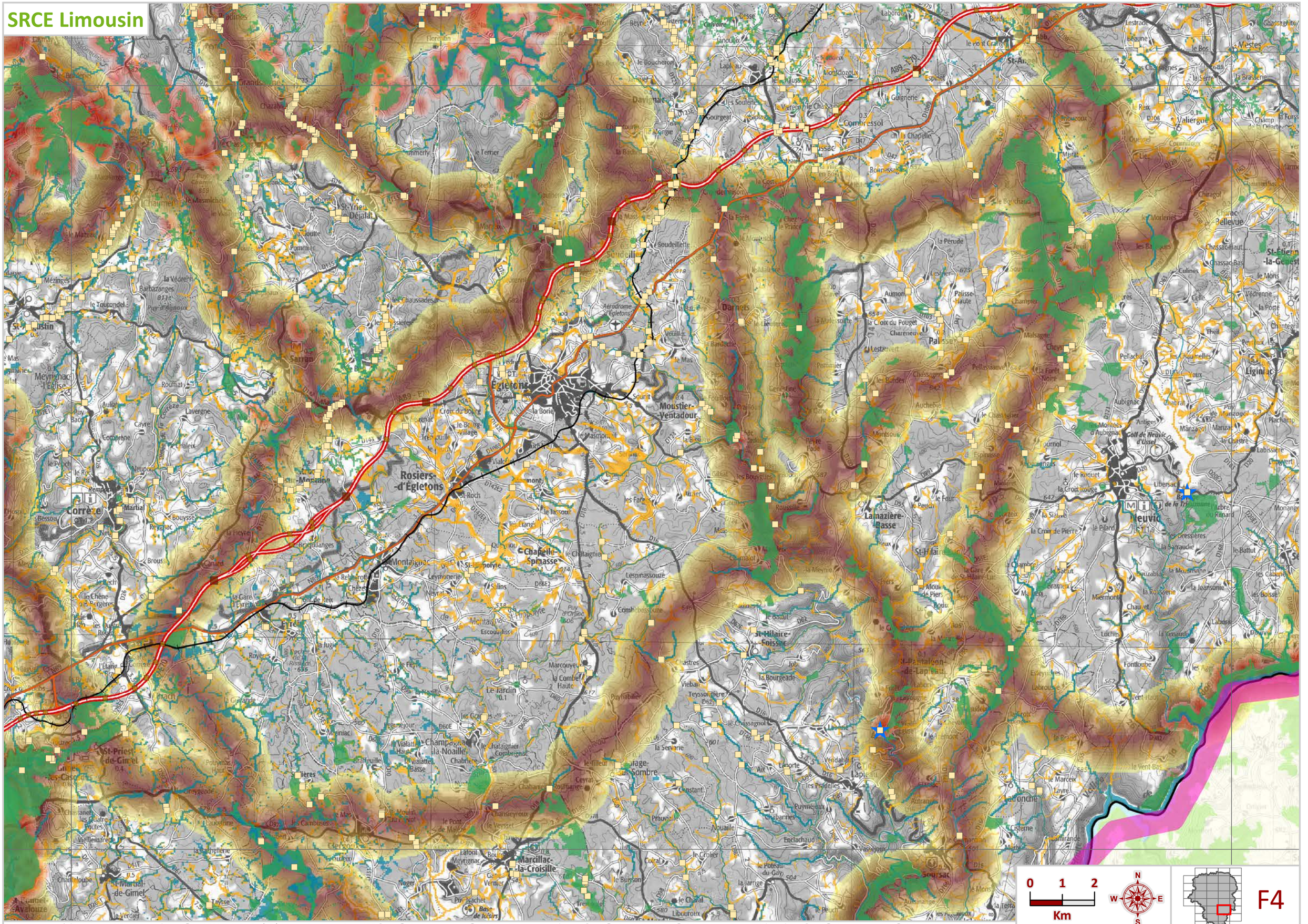


SRCE Limousin



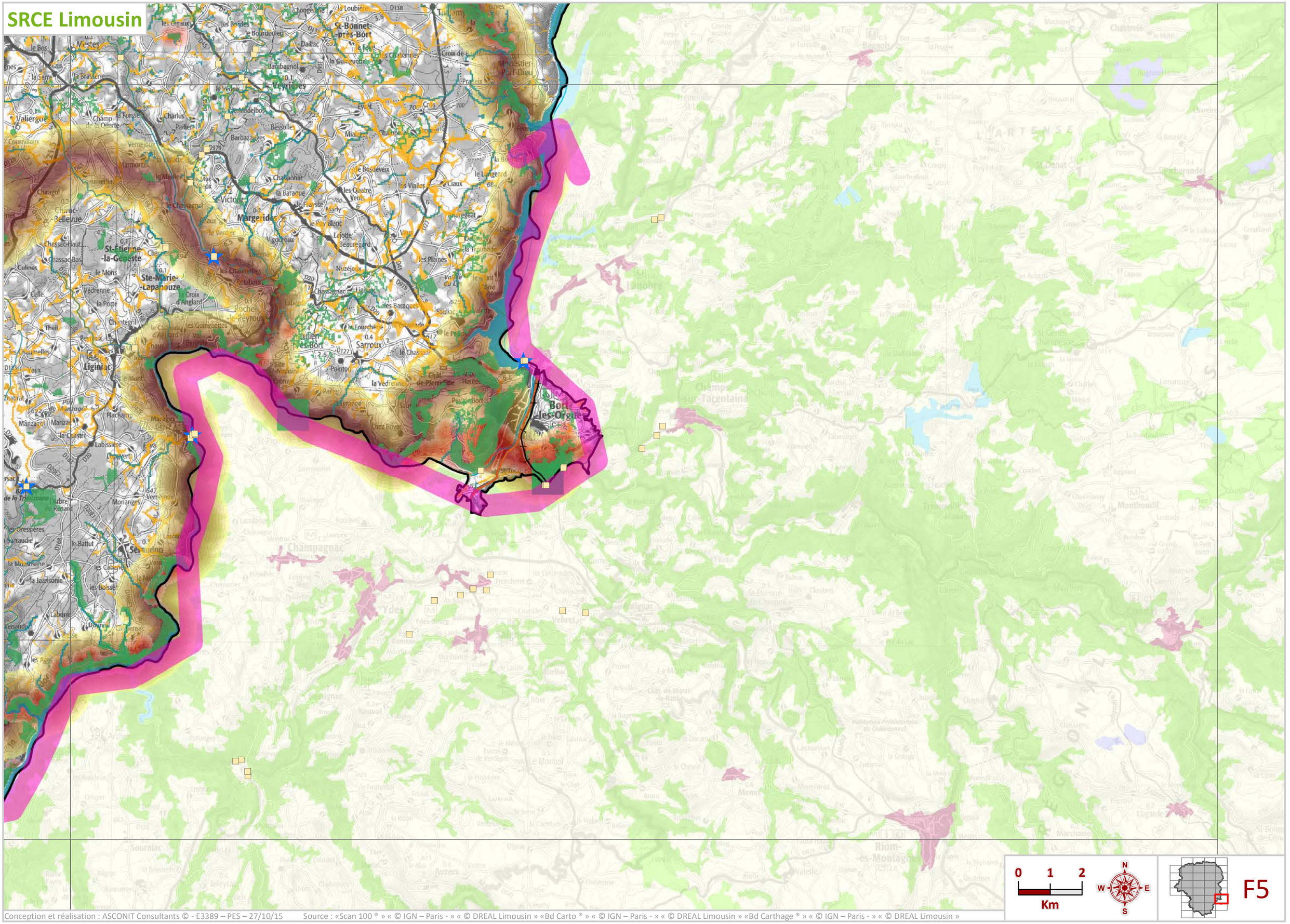
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



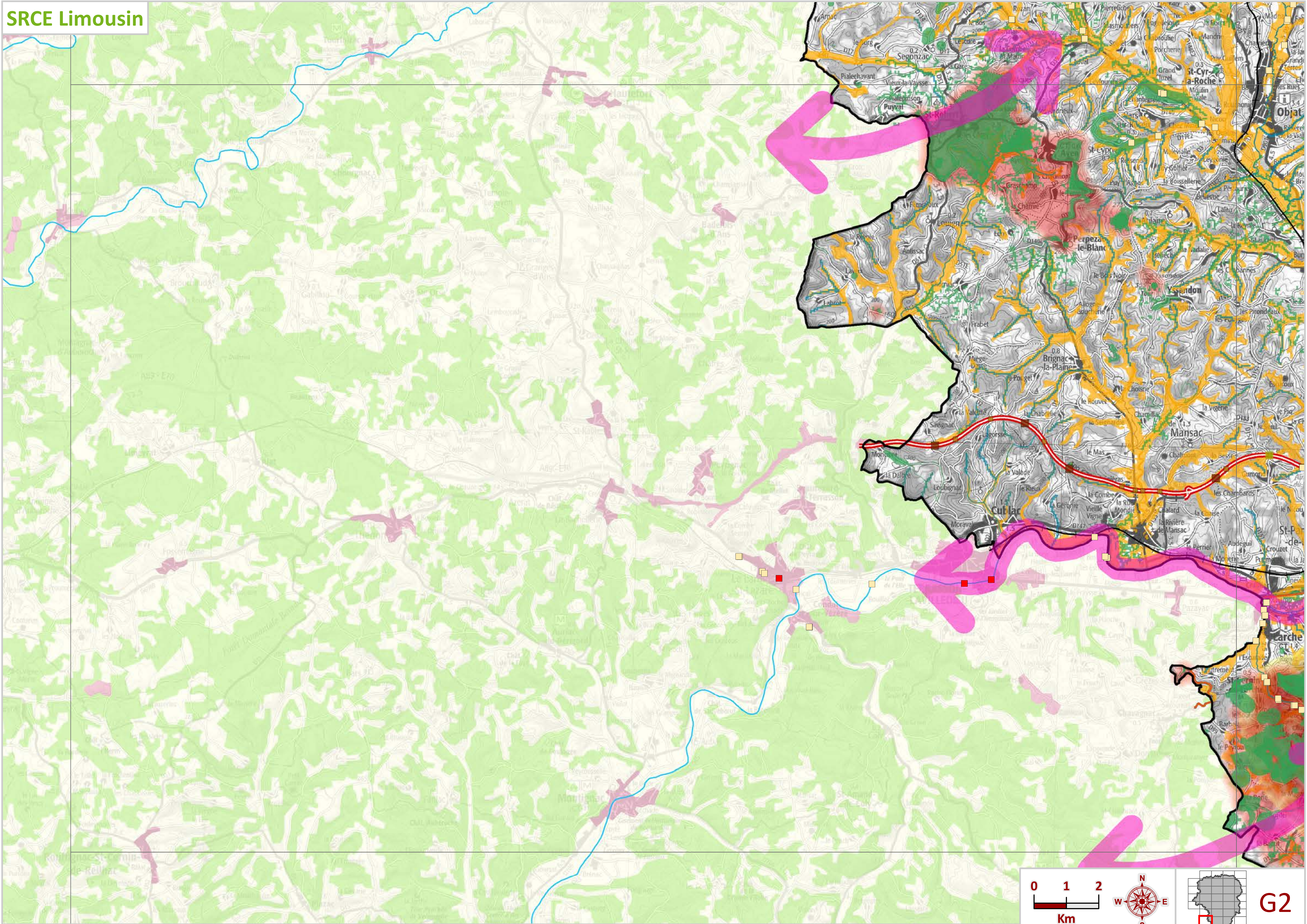
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



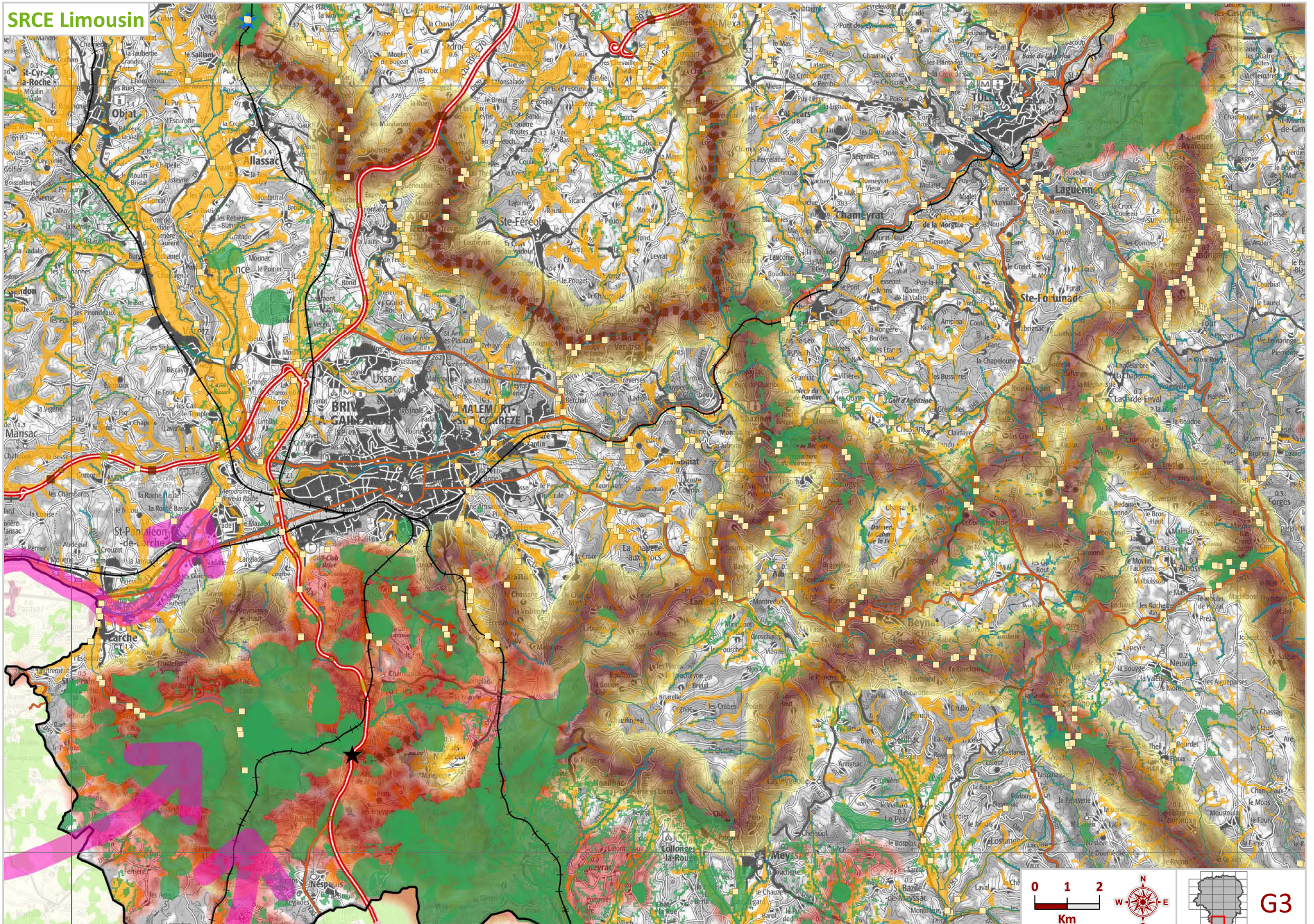
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15
Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



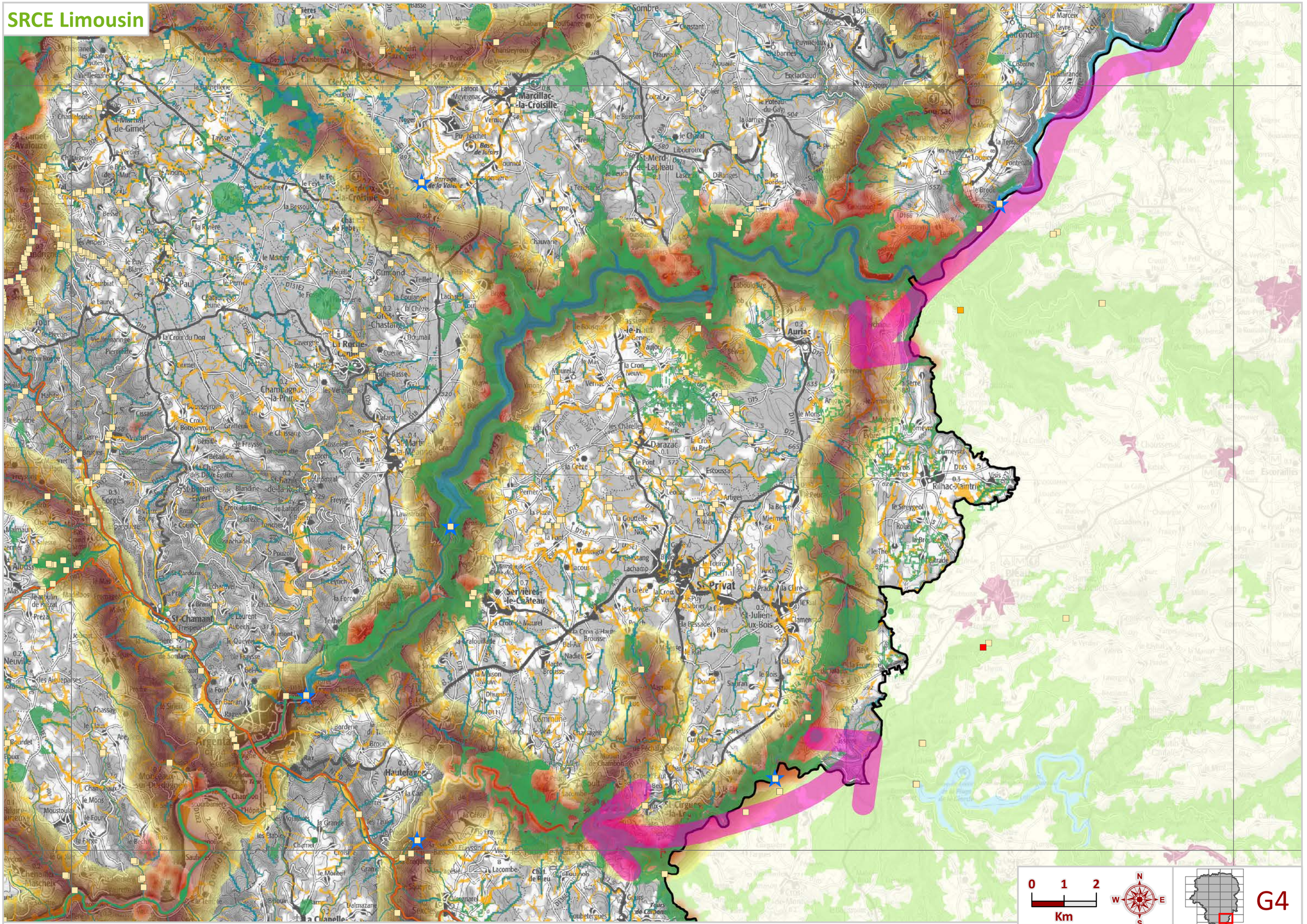
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



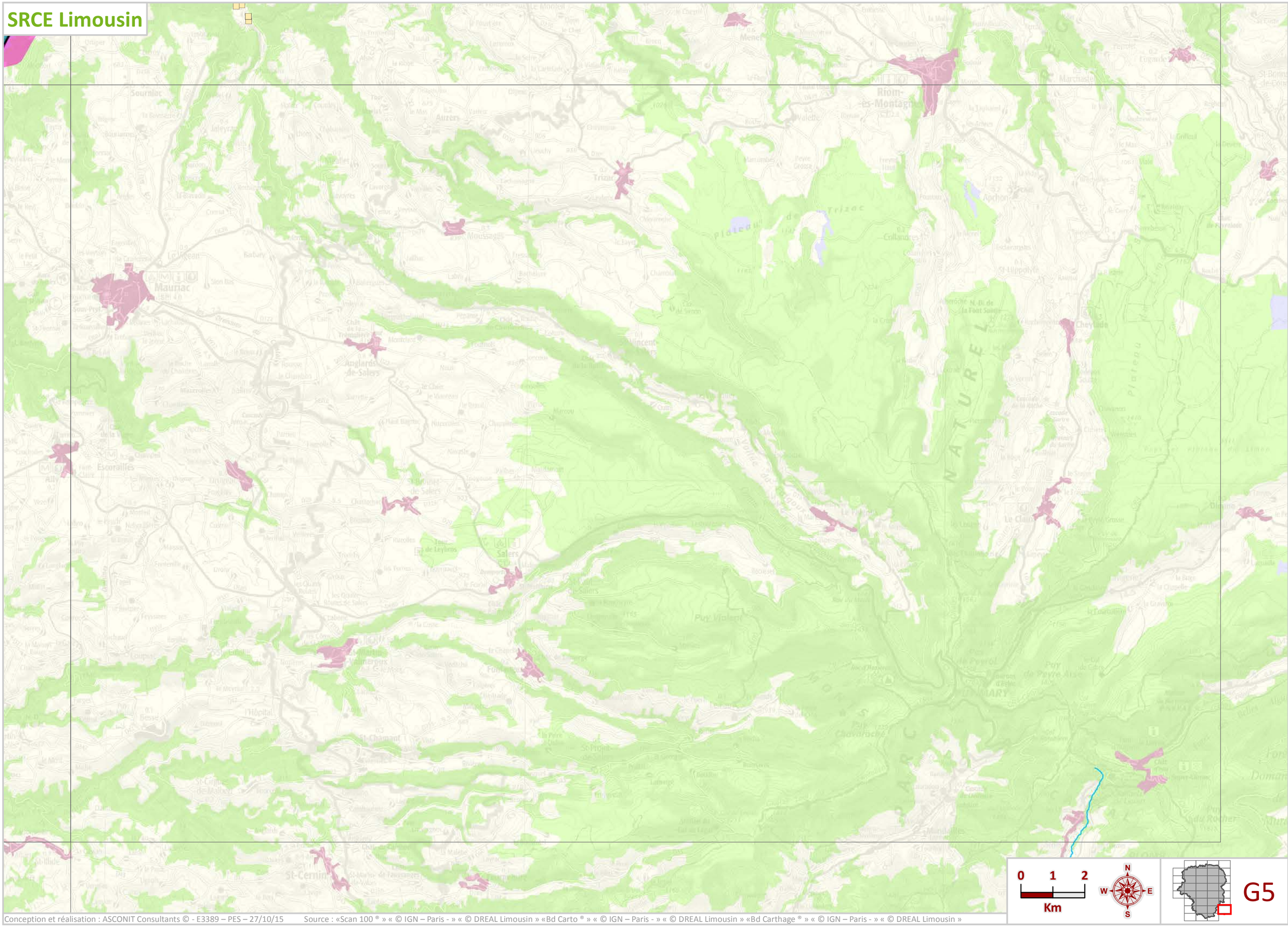
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



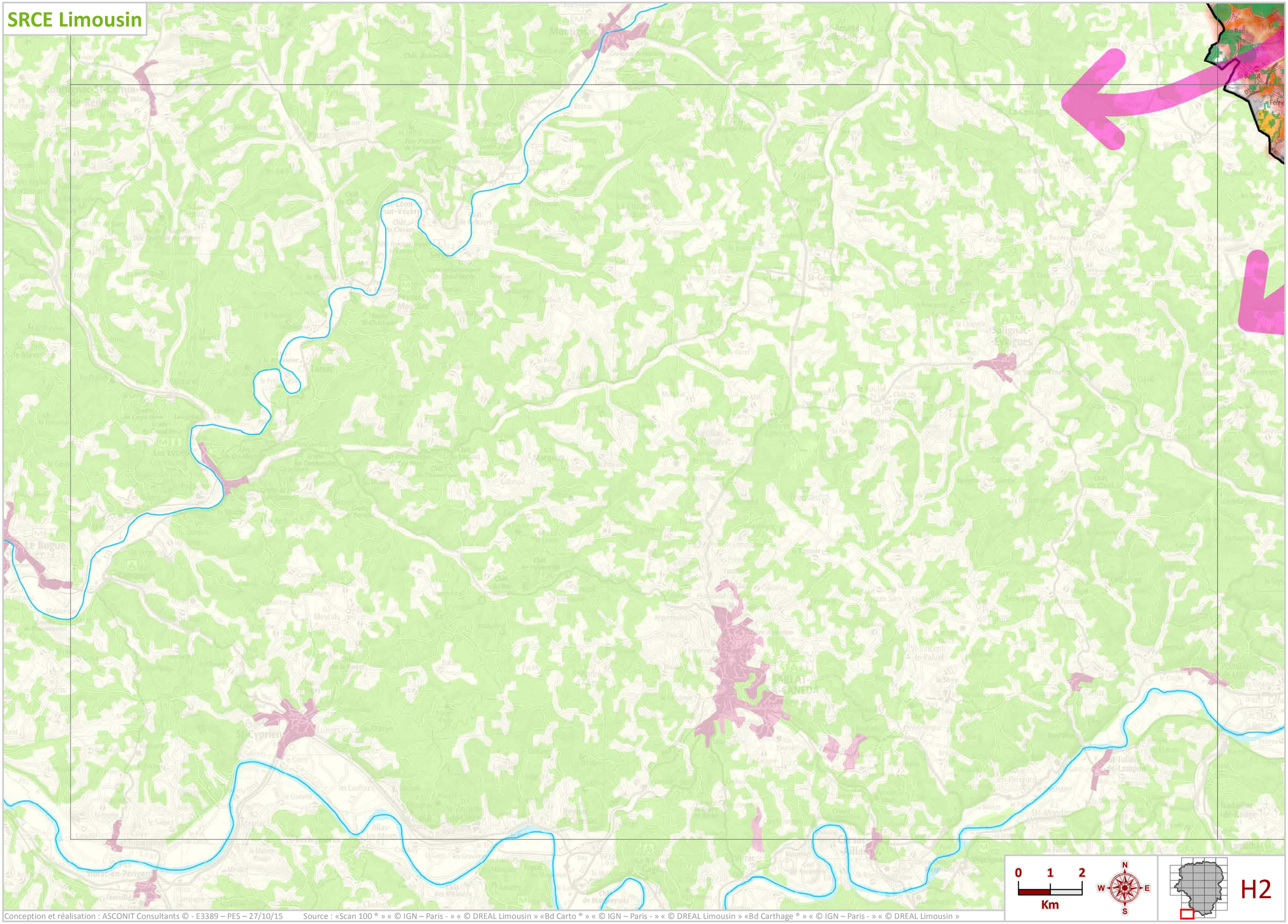
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



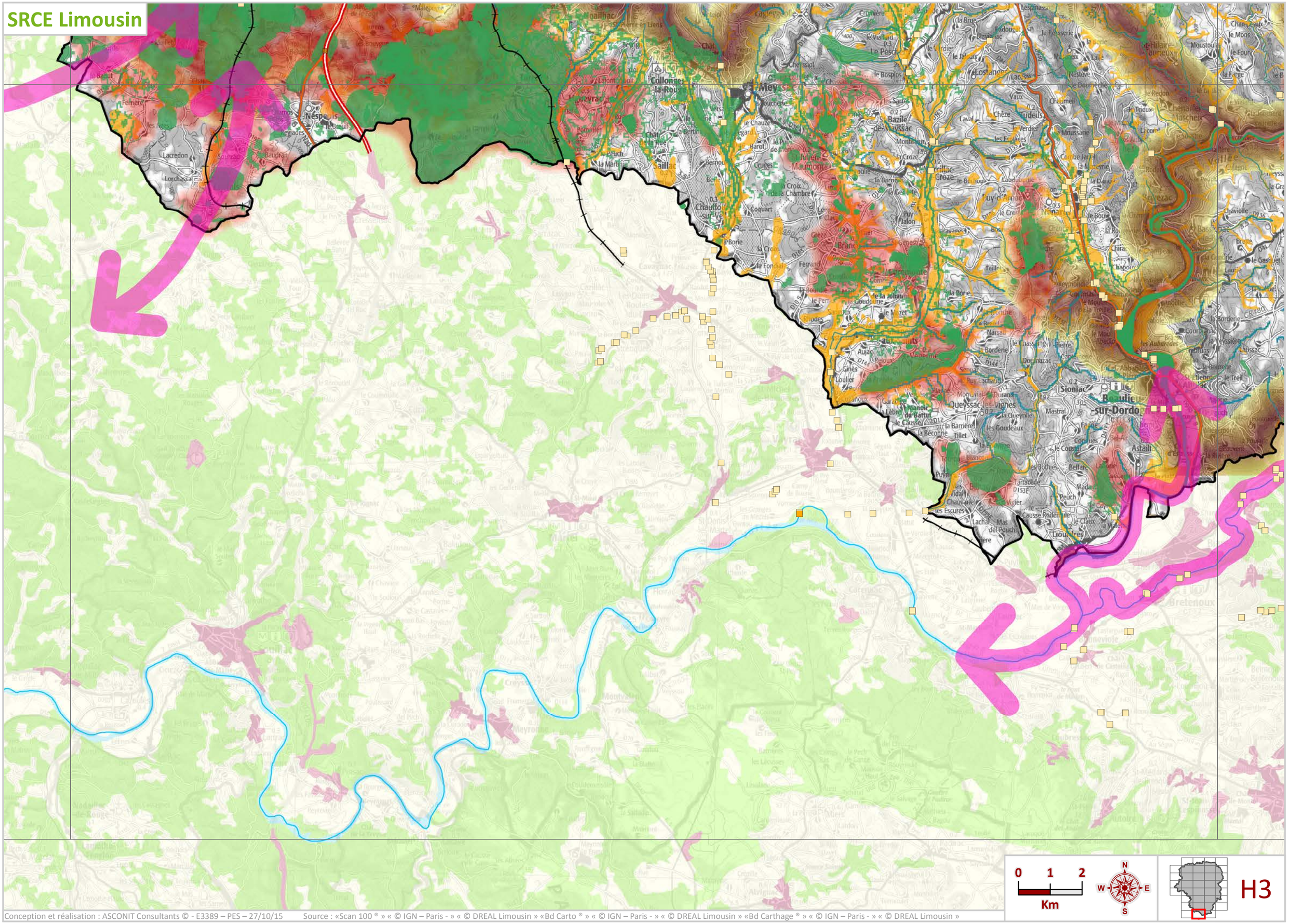
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



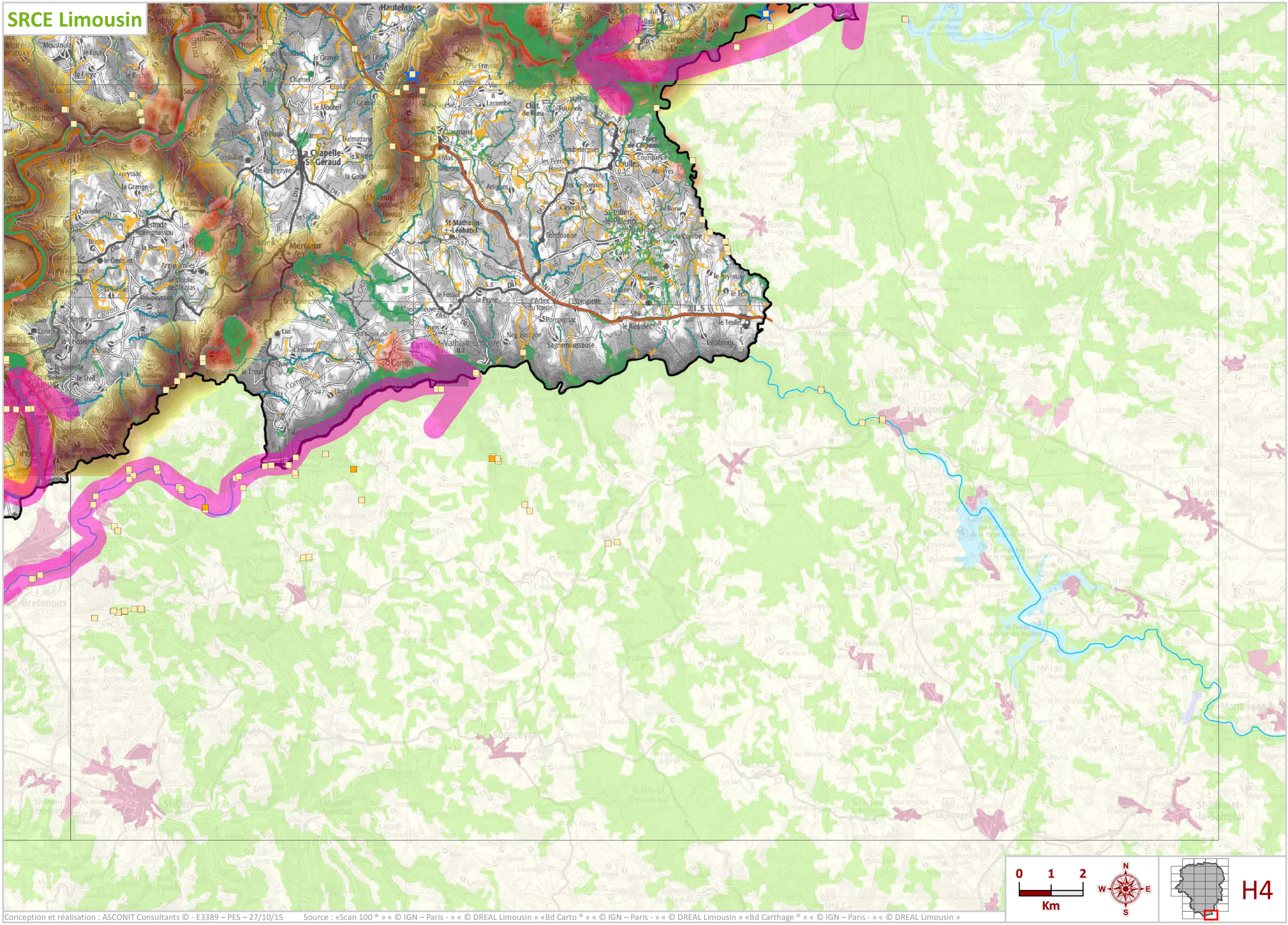
Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

SRCE Limousin



Conception et réalisation : ASCONIT Consultants © - E3389 – PES – 27/10/15 Source : «Scan 100 ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carto ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin » «Bd Carthage ® » « © IGN – Paris - » « © DREAL Limousin »

Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) du Limousin

Rapport 2 : Cartographie des continuités écologiques du Limousin

Version approuvée par délibération du Conseil régional du Limousin, et adoptée par arrêté préfectoral

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
LIMOUSIN

Région
LIMOUSIN

Ce projet est cofinancé par l'union européenne.
L'Europe s'engage en Limousin avec
le fonds Européen de Développement Régional

SOMMAIRE

1 Préalable 7

1.1 Définitions 7

1.2 Approche méthodologique 9

2 Références et données exogènes à prendre en compte 11

2.1 Les Orientations nationales et leur document cadre 11

2.2 Zonages à prendre en compte 11

2.2.1 Espaces intégrés automatiquement à la TVB 11

2.2.2 Espaces dont la contribution à la TVB doit être examinée 13

2.2.3 Autres espaces pouvant contribuer à la TVB 14

2.3 Espèces sensibles à la fragmentation 16

2.4 Habitats sensibles à la fragmentation 18

2.5 Cohérence nationale et interrégionale 18

2.5.1 Cohérence avec les continuités écologiques d'importance nationale 18

2.5.2 Cohérence interrégionale entre SRCE de régions voisines 23

3 Données propres au Limousin 27

3.1 Les enjeux du diagnostic 27

3.2 Les données disponibles 28

4 Genèse des continuités écologiques : méthodologie générale 29

4.1 Propositions de sous-trames pour la Trame verte et bleue limousine 29

4.1.1 Présentation des cinq sous-trames 29

4.1.2 Rattachement des sous-trames du Limousin aux sous-trames nationales 30

4.2 Construction d'une occupation du sol 30

4.3 Sélection des milieux supports par sous-trame 31

4.4 Méthodes d'analyse cartographique des corridors écologiques 31

4.4.1 L'algorithme « distance-cout » 32

4.4.2 La méthode de « dilatation-érosion » 33

4.5 La représentation et restitution des données selon le standard COVADIS 34

5 Présentation des différentes sous-trames et de leurs composantes 36

5.1 Introduction 36

5.2 Sous-trame des milieux boisés 41

5.3 Sous-trame des milieux bocagers 48

5.4 Sous-trame des milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux 54

5.5 Sous-trame des milieux humides 59

5.6 Sous-trame des milieux aquatiques 64

5.7 La Trame verte et bleue du Limousin 69

6 ANNEXES 72

6.1 Enjeux relatifs à certains espaces protégés ou inventoriés 72

6.2 Bilan des données mobilisées pour la cartographie de la Trame verte et bleue du Limousin 75

6.3 Première proposition de sous-trames (21/02/2014) 78

6.4 Construction d'une occupation du sol 80

6.4.1 Les milieux artificiels 80

6.4.2 Les milieux agricoles 82

6.4.3 Les milieux forestiers et naturels 84

6.4.4 Les milieux humides 85

6.4.5 Les milieux aquatiques 86

6.4.6 Traitement des données SIG et représentation de l'occupation du sol 87

6.5 Sélection des milieux supports des sous-trames au sein de l'occupation du sol 88

6.6 Présentation des « réservoirs de biodiversité » et « secteurs à examiner à fort potentiel écologique » et des traitements cartographiques réalisés 91

6.6.1 Réservoirs de biodiversité 91

Pour connaitre la liste des étangs classés en « réservoirs de biodiversité » ou en « secteurs à examiner à fort potentiel écologique » se référer à l'annexe 6.6.4 « Sélection à dires d'expert (CSRPN, DREAL Limousin, Région Limousin) de sites et zonages spécifiques à chaque sous-trame » 92

6.6.2 Habitats Corine Biotope des sites Natura 2000 non sélectionnés en tant que réservoirs de biodiversité 95

6.6.3 Secteurs à examiner, à fort potentiel écologique 96

6.6.4 Sélection à dires d'expert (CSRPN, DREAL Limousin, Région Limousin) de sites et zonages spécifiques à chaque sous-trame 98

6.7 Hiérarchisation des classes d'occupation du sol de la sous-trame des milieux boisés selon leur perméabilité 105

6.8 Méthodologie détaillée de la cartographie des corridors écologiques boisés 108

6.8.1 Zones de perméabilité 108

6.8.2 Corridors linéaires 109

6.8.3 Corridors potentiellement à restaurer et zones de conflit potentiel 110

6.8.4 Corridors supprimés à dire d'expert 112

6.9 Bibliographie 113

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Illustration des enjeux de continuités écologiques de cours d'eau au titre des poissons migrateurs amphihalins 17

Figure 2 - Mise en évidence de corridors potentiels à l'issue d'une opération de dilatations-érosion..... 33

Figure 3 - Analyse de l'occupation du sol dans les corridors écologiques potentiels 34

Figure 4 – Tableau d'assemblage des cartes des atlas au 1/100.000e 40

Figure 5 – Carte des continuités écologiques de la sous-trame des milieux boisés 47

Figure 6 – Carte des continuités écologiques de la sous-trame des milieux bocagers..... 53

Figure 7 - Carte des continuités écologiques de la sous-trame des milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux 58

Figure 8 - Cartes des continuités écologiques de la sous-trame des milieux humides..... 63

Figure 9 - Cartes des continuités écologiques de la sous-trame des milieux aquatiques..... 68

Figure 10 - Carte de synthèse des continuités écologiques de la Trame Verte 69

Figure 11 - Carte de synthèse des continuités écologiques de la Trame Bleue..... 70

Figure 12 - Classification de la densité de haie, selon la méthode de quartiles (effectifs égaux) . 84

Figure 13 - Carte des corridors linéaires boisés supprimés car trop couteux..... 110

Figure 14 - Carte des corridors linéaires boisés potentiels (simulation sans autoroute) 111

Figure 15 – Localisation du corridor boisé supprimé traversant le lac de Vassivière 112

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 - Tableau type de présentation des résultats par sous-trame 36

Tableau 2 - Regroupement des données issues de la tache urbaine résidentielle en Limousin ... 80

Tableau 3 - Regroupement des données issues de la BD Topo 80

Tableau 4 - Regroupement des données issues des inventaires des obstacles à l'écoulement.... 81

Tableau 5 - Regroupement des données concernant les ouvrages de franchissement 81

Tableau 6 - Synthèse des types de milieux artificiels et source des données utilisées 82

Tableau 7 -Synthèse des types de milieux agricoles et source des données utilisées..... 82

Tableau 8 - Regroupement des données issues du registre parcellaire graphique (RPG) 83

Tableau 9 - Regroupement des données de l'inventaire forestier national 84

Tableau 10 - Regroupement des données issues de l'inventaire des landes du CEN Limousin (2002) 85

Tableau 11 - Synthèse des types de milieux forestiers et naturels et source des données utilisées 85

Tableau 12 - Regroupements réalisés selon les différents inventaires des zones humides 86

Tableau 13 - Synthèse des types de milieux aquatiques et source des données utilisées 87

Tableau 14 - Milieux supports issus de l'occupation du sol (couleur foncé) de chaque sous-trame 88

Tableau 15 - Perméabilité associée aux types de milieux pour la sous-trame des milieux boisés 105

Tableau 16 – Coefficients de friction utilisés pour les zones de perméabilité 106

1 Préalable

1.1 Définitions

Les continuités écologiques constituant la trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, deux seules composantes réglementaires de la TVB (Art. R. 371-19 du code de l'environnement modifié par le décret n° 2012-1492 du 27 décembre 2012 relatif à la trame verte et bleue).

Leur identification et leur délimitation doivent notamment permettre aux espèces animales et végétales, dont la préservation ou la remise en bon état constitue un enjeu national ou régional, de se déplacer pour assurer leur cycle de vie et favoriser leur capacité d'adaptation.

Les réservoirs de biodiversité[1] *sont des espaces dans lesquels :*

- *la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée,*
- *où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie,*
- *et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement*
    - *en ayant notamment une taille suffisante,*
    - *qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent,*
    - *ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.*

Un réservoir de biodiversité peut être isolé des autres continuités de la trame verte et bleue lorsque les exigences particulières de la conservation de la biodiversité ou la nécessité d'éviter la propagation d'espèces envahissantes ou de maladies végétales ou animales le justifient. (Art. R. 371-19 du code de l'environnement modifié par le décret no 2012-1492 du 27 décembre 2012 relatif à la trame verte et bleue).

Les corridors écologiques *assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers. » (Art. R. 371-19 du code de l'environnement modifié par le décret no 2012-1492 du 27 décembre 2012 relatif à la trame verte et bleue)*.

Derrière le terme « corridor écologique » peuvent donc se trouver des réalités de terrain très différentes en termes :

- **d'étendue** : depuis le corridor biologique stricto sensu, lieu précis de passage de la faune marqué par des traces, coulées dans la végétation, ... jusqu'aux grands continuums de milieux naturels, sans délimitation bien marquée autre que paysagère ;
- de **continuité** : selon les espèces, un corridor peut nécessiter une contiguïté physique (cours d'eau pour les poissons, réseau de haies pour certaines espèces de chauve-souris, …) ou bien se traduire par un réseau de sites ponctuels à une distance maximale l'un de l'autre (bosquets d'arbres, mares, …)
- de **naturalité** : d'une part les milieux les plus naturels (les moins urbanisés) sont considérés comme les plus favorables au déplacement de la faune et de la flore, d'autre

[1] Les définitions en italique sont tirées des Orientations Nationales et du document-cadre annexé.

part, certains corridors, comme les passages à faune au-dessus ou au-dessous des autoroutes par exemple, sont créés de toute pièce et gardent une part d'artificialité.

Au-delà des réservoirs et des corridors, seules composantes réglementaires des continuités et de la TVB, **d'autres espaces peuvent être identifiés** au cours de leur cartographie, comme les **milieux supports d'une sous-trame** : principaux milieux naturels et semi-naturels utilisés par le cortège d'espèces spécifiques à la sous-trame pour vivre et se déplacer, ou les **secteurs à examiner, à fort potentiel écologique** : espaces pour lesquels il manque des connaissances, où l'intérêt écologique et/ou la délimitation, seraient à préciser localement.

Une sous-trame *correspond à l'ensemble des espaces constitués par un même type de milieu identifié au niveau régional à partir de l'analyse de l'occupation des sols ou à partir d'une cartographie de la végétation.* Elle s'appuiera donc sur des milieux supports et comprendra des réservoirs, des corridors et des secteurs à examiner.

De par l'importance des zones d'interface et des milieux mosaïque en Limousin, **un milieu peut participer à plusieurs sous-trames.** Ainsi, les bosquets d'arbres peuvent participer à la fois aux milieux forestiers et aux milieux bocagers, les chênaies aux milieux forestiers et secs, les ripisylves aux milieux forestiers et humides.

Enfin, au regard des enjeux et des acteurs locaux consultés en atelier, **certains milieux, marginaux en termes de surface régionale, ne sont compris / cartographiés dans aucune sous-trame** (milieux urbanisés, mais aussi grandes cultures, vergers de production…). **Le plan d'action peut cependant les évoquer.**

Au-delà de l'identification et de la spatialisation des espaces composant la Trame verte et bleue, la loi demande, dans le cadre des SRCE, d'**attribuer des objectifs de préservation ou de remise en bon état à chaque composante des continuités.** Ces notions font référence à la fonctionnalité écologique des réservoirs et des corridors, *la* ***fonctionnalité*** *des continuités écologiques s'appréciant notamment au regard :*

- *de la diversité et la structure des milieux qui leur sont nécessaires et de leur niveau de fragmentation ;*
- *des interactions entre milieux, entre espèces et entre espèces et milieux ;*
- *de la densité nécessaire à l'échelle du territoire concerné.*

La fonctionnalité de la Trame verte et bleue sur un territoire sera confortée par la qualité écologique des espaces situés en dehors des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques, et leur contribution au fonctionnement écologique global du territoire.

À partir de là, la loi nous dit :

La ***préservation*** *des continuités écologiques vise au moins le maintien de leur fonctionnalité.*

La ***remise en bon état*** *des continuités écologiques vise le rétablissement ou l'amélioration de leur fonctionnalité.*

Il est clair cependant qu'une approche régionale, sans données très précises (passage effectif de la faune, qualité des milieux…), sans validation de terrain, ne permet pas de juger de la fonctionnalité écologique des composantes des continuités. La définition du « bon état

écologique » reste par ailleurs trop floue pour identifier et évaluer des critères de jugement de l'atteinte de ce bon état.

Par défaut dans notre analyse, l'absence de données a conduit à attribuer un objectif de préservation, mais cela ne permet effectivement pas d'affirmer le bon état, ni la nécessité de restauration… L'amélioration progressive des connaissances promue par les démarches TVB permettra de remédier à cette situation et d'envisager une approche plus fine à l'occasion de la révision du SRCE.

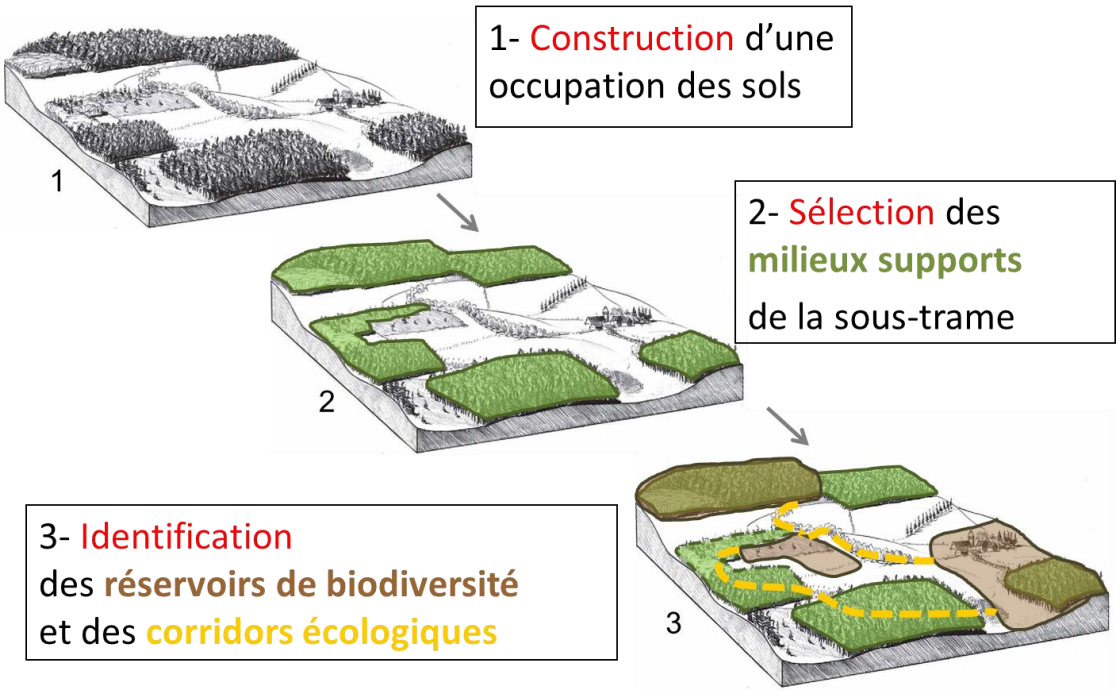
1.2 Approche méthodologique

L'identification des trames écologiques du SRCE Limousin et la détermination des composantes de ces trames dépendent de différents critères :

- **des données de cadrage exogènes :**
    - les orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques[2],
        - critères de cohérence,
        - zonages cadrant la définition des réservoirs de biodiversité,
        - continuités écologiques d'importance nationale
    - les trames écologiques des régions voisines, en réponse à la nécessité de cohérence interrégionale.
- **des données propres au Limousin :**
    - les enjeux de biodiversité et de continuité identifiés au cours du diagnostic (phase 1 de l'étude),
    - les données disponibles.
- **des données et outils techniques**
    - la cartographie d'occupation du sol, données qui sont la condition *sine qua non* de la représentation spatiale des sous-trames,
    - les méthodes et outils d'analyse cartographique mobilisables.

À partir de là, la cartographie des continuités écologiques a été rythmée par trois grandes étapes :

[2] Décret n°2014-45 du 22 janvier 2014 portant adoption des orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques (JO du 22 janvier 2014), et son annexe : Document-cadre : Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, 71p.



NB: **L'élaboration du SRCE n'a pas entrainé la production de nouvelles données.** Il s'agit d'un travail mené à l'échelle régionale capitalisant et s'appuyant sur les données existantes, réalisé en l'état des connaissances actuelles. La concertation et la mobilisation des acteurs limousins sur les continuités écologiques ont par ailleurs été privilégiées par rapport au recueil ou à l'élaboration de nouvelles données.

Le SRCE a utilisé des éléments régionaux (données, bibliographie), complétés par des données locales afin d'affiner le travail bibliographique et de synthèse (ex : inventaire des zones humides des PNR). Les données utilisées pour ce diagnostic ne se limitent donc pas aux données homogènes et disponibles à l'échelle de toute la région. Le choix a donc été fait d'utiliser le plus possible les données disponibles, même si elles ne couvrent pas l'intégralité de la région, plutôt que de se contenter du "plus petit dénominateur commun".

L'insuffisance de certaines données brutes et des limites liées à l'hétérogénéité et l'ancienneté de certaines données ont bien été soulevées et affichées, en particulier dans les paragraphes « limites » des tableaux des sous-trames en partie 5 du présent rapport et dans les notices cartographiques.

Les efforts d'acquisition de nouvelles connaissances, soutenus dans le plan d'actions, viendront par la suite enrichir cette première version du SRCE. De plus, l'identification de secteurs à examiner répond à la trop grande imprécision et au manque de certaines données et affirme la nécessité d'acquérir de nouvelles connaissances à l'échelle locale. La Trame verte et bleue est donc aussi une opportunité de développer et d'acquérir de nouvelles connaissances sur les milieux naturels, les espèces et leurs interactions.

2 Références et données exogènes à prendre en compte

2.1 Les Orientations nationales et leur document cadre

Les décrets n°2012-1492 du 27 décembre 2012 et n°2014-45 du 20 janvier 2014 cadrent désormais officiellement le contenu et l'élaboration des continuités écologiques. Ce dernier, portant adoption des Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, est accompagné d'un document cadre évoquant des critères à respecter pour assurer une cohérence écologique de la TVB à l'échelle nationale.

En effet, l'objectif de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques dépassant les échelons territoriaux et les découpages administratifs, quatre enjeux de cohérence ont été identifiés. Ils visent des enjeux relatifs à :

- certains **espaces protégés ou inventoriés**, débouchant sur une liste de zonages à intégrer automatiquement ou à étudier au cas par cas ;
- certaines **espèces** et certains **habitats sensibles à la fragmentation**, dont la préservation est un enjeu à l'échelle nationale et pour lesquels les régions ont une responsabilité ;
- des **continuités écologiques d'importance nationale**, qui participent à favoriser la cohérence interrégionale[3] et à articuler les trames écologiques des régions voisines.

2.2 Zonages à prendre en compte

Ces espaces sont listés dans la partie guide méthodologique du document cadre annexé aux Orientations nationales. Ils sont classés en deux catégories : les espaces intégrés automatiquement à la TVB et ceux dont la contribution à la TVB doit être examinée.

» **Pour connaitre l'ensemble des zonages listés dans les orientations nationales, *cf.* annexe 6.1 « enjeux relatifs à certains espaces protégés ou inventoriés »**

Les zonages retenus pour le Limousin sont présentés ci-après. Ils ont par la suite été attribués à une ou plusieurs sous-trames, en fonction de leurs caractéristiques, des espèces qu'ils ciblent, de leur occupation du sol.

2.2.1 Espaces intégrés automatiquement à la TVB

Certains espaces bénéficiant d'une protection législative et réglementaire sont intégrés automatiquement à la Trame verte et bleue, dans leur intégralité, en tant que réservoir de biodiversité ou corridor écologique.

NB : la **Stratégie de Création des Aires Protégées** terrestres (SCAP) demande de protéger de manière forte au moins 2% du territoire métropolitain, sur la base d'une liste d'espèces et d'habitats remarquables et insuffisamment représentés dans le réseau de sites protégées existants. Les futurs sites inclus dans la SCAP, de par leur protection forte, sont a priori (cas particulier des sites géologiques) des réservoirs de biodiversité à intégrer automatiquement à la TVB. En Limousin, la liste des Projets (de sites) Potentiellement Éligibles à la SCAP (PPE) est en cours de finalisation (*cf*. Diagnostic du SRCE § 2.2.2.1). Les sites choisis (dont projet de RNR, ZNIEFF…) rejoindront les zonages intégrés automatiquement à la TVB comme réservoirs de biodiversité.

Au final, trois types de zonages sont intégrés automatiquement à la Trame verte et bleue du Limousin en tant que réservoirs de biodiversité :

[3] Le Limousin n'est pas concerné par la cohérence transfrontalière.

Zonage	Réservoir de biodiversité		Corridor écologique	Disponibilité en Limousin
Réserves naturelles nationales et régionales	RB			3 RNN, 390 ha 3 RNR en projet
Arrêté préfectoral de protection de biotope	RB			14 sites, 1347 ha
Cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux classés en listes 1 et 2 (article L. 214-17 du code de l'environnement)	RB	ET	CE	Disponibles pour les 2 bassins Adour-Garonne et Loire-Bretagne

Légende :

Réservoir / corridor
Intégration obligatoire
Intégration « fortement recommandée »

D'autres zonages, à intégrer obligatoirement au regard des orientations nationales, n'ont pu être pris en compte pour diverses raisons.

Zonage	Réservoir de biodiversité		Corridor écologique	Raisons de leur non prise en compte
Cœur de Parc national	RB			Données qui n'existent pas en Limousin (*cf.* **NB1**)
Réserves biologiques (intégrées ou dirigées, art. L. 212-1 à L.212-4 du code forestier)	RB			
Espaces de mobilité des cours d'eau	RB	ET	CE	
Couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau (bandes enherbées)			CE	Données cartographiques inexistantes (*cf.* **NB2**)
Zones humides d'intérêt environnemental particulier (ZHIEP)	RB	OU	CE	Pré-identification sur le territoire de l'EPTB Vienne (*cf.* **NB3**)
Zones humides dont la préservation ou la remise en bon état est nécessaire pour atteindre les objectifs de la directive cadre sur l'eau (ZHGE)	RB	OU	CE	

NB1 : en l'absence de cartographie d'espaces de mobilité des cours d'eau, la pertinence des zonages de zones inondables, de PPR ou de plus hautes eaux connues, a été examinée. Au regard des données déjà intégrées, dont les zones à dominante humide, ces données n'ont pas été prises en compte dans la cartographie.

NB2 : Les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau (bandes enherbées), d'une largeur minimale de 5 mètres, sont obligatoires dans toutes les exploitations agricoles déclarant à la PAC. Mais il n'existe pas de données cartographiées de ces informations.
Cependant, d'une part, un objet de 5 m de large n'est pas représentable sur les cartes finales du SRCE au 1/100.000^{ème} (1 cm = 100 m), d'autre part, les traitements de la trame bleue et la largeur (technique minimale) donnée au cours d'eau vont intégrer de manière quasi systématique les éventuelles bandes enherbées riveraines. **Les bandes enherbées sont donc par défaut prises en compte.**

NB3 : Des enveloppes comprenant des zones humides d'intérêt particulier (ZHIEP) ont été identifiées à partir d'une analyse multicritère des zones à dominante humide localisées sur le territoire du bassin de la Vienne (analyse des enjeux et de la multifonctionnalité des espaces). **À ce jour, les ZHIEP sont au stade de projets, et ne sont donc pas encore arrêtées. C'est pourquoi**

ces éléments n'ont pas été pris en compte. Toutefois, dans la sous-trame des milieux humides, l'ensemble des zones à dominante humide font partie des réservoirs de biodiversité, par conséquent, les ZHIEP sont indirectement prises en compte.

2.2.2 Espaces dont la contribution à la TVB doit être examinée

Les **autres zones bénéficiant d'une protection ou identifiées au titre d'un inventaire doivent être évaluées** au regard de leur contribution possible, en tout ou partie, à la Trame verte et bleue en tant que réservoir de biodiversité ou corridor écologique.

Les zonages retenus pour la Trame verte et bleue du Limousin, parmi la liste des espaces à examiner au cas par cas, sont les suivants **:**

- sites Natura 2000
- ZNIEFF
- zones de reproduction (frayères), d'alimentation et de croissance des espèces
- réservoirs biologiques des SDAGE
- espaces gérés par les conservatoires régionaux d'espaces naturels
- espaces relevant du domaine du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres
- sites classés
- forêts domaniales et communales
- périmètres de protection de captage d'eau

NB : un site Ramsar est en projet sur le PNR de Millevaches en Limousin. En l'absence de périmètre validé, celui-ci n'a finalement pas été sélectionné. Cependant, les réservoirs de biodiversité humides qu'il couvre ont été identifiés à partir des inventaires terrain et des données des zones à dominantes humides. Par conséquent, ces éléments ont été pris en compte par ailleurs pour la sous-trame des milieux humides.

La prise en compte des sites Natura 2000 terrestres (ZSC : zones spéciales de conservation) a bénéficié de la cartographie des habitats naturels disponibles au sein de ces sites. Notre recherche de précision et de pertinence nous a conduits à utiliser ces données détaillées plutôt que le zonage entier des sites Natura 2000. En effet, la diversité de milieux pouvant exister dans un site Natura 2000 aurait fait qu'un site aurait été un réservoir pour plusieurs sous-trames. Les habitats naturels ont été répartis par sous-trame avant d'être intégrés aux réservoirs de biodiversité de chaque sous-trame. Cette méthode nous a cependant amené à ne pas prendre en compte les espaces au sein des sites Natura 2000 qui n'étaient pas couverts par une cartographie des habitats (cf. annexe 6.6.2 Habitats Corine Biotope des sites Natura 2000 non sélectionnés en tant que réservoirs de biodiversité).

Certains espaces n'ont pas été sélectionnés pour une question d'échelle (éléments trop précis donc non appropriés pour le SRCE ou emprise trop vaste à l'échelle du Limousin) **:**

- Parcs naturels régionaux (trop grandes surfaces à l'échelle du Limousin) ;
- réservoir de biosphère (espace très vaste et emprise régionale trop importante) ;
- espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard (classement le cas échéant fait à l'échelle communale) ;
- réserves de pêche si une gestion conservatoire est prévue ;
- zones agricoles protégées et formations linéaires boisées (articles L. 112-2 et L. 126-3 du code rural et de la pêche maritime) (classement le cas échéant fait à l'échelle communale) ;

- bois et forêts classés comme forêts de protection pour cause d'utilité publique (éléments disponibles à l'échelle communale, dans les PLU) ;
- carrières en activité ou réaménagées (d'autant plus que certaines sont prises en compte par les sites gérés par le CEN) (échelle locale) ;
- centres d'enfouissement techniques en activité ou réaménagés (échelle locale) ;
- friches ou sites industriels (échelle locale) ;
- certaines bordures d'ouvrages linéaires situés en zone urbaine (échelle locale)
- espaces au-dessus ou en-dessous de réseaux de transport (gaz ou électricité…) (échelle locale).

D'autres informations n'ont pas été retenues car ne disposant pas de zonage en Limousin et/ou non disponibles à ce jour et/ou inexistantes en Limousin :

- espaces acquis par les départements au titre de leur politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles ainsi que les terrains compris dans les zones de préemption créées au titre de cette politique ;
- réserves de chasse et de faune sauvage organisées en réseau national ou en réseaux départementaux si une gestion conservatoire est prévue ;
- zones humides acquises par les agences de l'eau ou avec son concours ;
- bande littorale des 100 mètres ;
- aires optimales d'adhésion des parcs nationaux ;
- orientations et dispositions contribuant aux objectifs de la directive cadre sur l'eau et à des objectifs de biodiversité, notamment sous forme cartographique (pas de données cartographiques) ;
- grandes orientations pour le classement des cours d'eau ;
- masses d'eau superficielles et leurs objectifs de bon état ;
- axes identifiés comme prioritaires ou importants pour le maintien et la restauration des habitats naturels et habitats d'espèces aquatiques (secteurs pertinents du registre des zones protégées,…) (données obsolètes, cf. listes 1 et 2) ;
- masses d'eau prioritaires pour les opérations sur l'hydromorphologie listées dans les programmes de mesures associés (SDAGE) ;
- enjeux de migration locale entre zones de reproduction, croissance et alimentation d'espèces non prises en compte dans les classements de cours d'eau (SDAGE).

2.2.3 Autres espaces pouvant contribuer à la TVB

Au-delà des zonages déjà connus, d'autres espaces, caractéristiques du Limousin, ont été pris en compte en tant que réservoirs de biodiversité potentiels. Ils ont été choisis sur la base de différents critères :

- La **fonctionnalité** de l'espace et/ou la **qualité** du milieu, comme par exemple :
    - Les sites d'intérêt écologique majeur (SIEM) du PNR de Millevaches en Limousin, dont l'identification cumule croisements cartographiques (cartographie forestière de l'IFN et carte de Cassini), vérification et expertises de terrain ;
    - Les sites patrimoniaux du PNR Périgord Limousin : massifs forestiers, zones humides et habitats agropastoraux ;
    - Les inventaires terrain des zones humides à l'échelle des PNR, de Limoges métropole ou encore de la Vienne moyenne ;
    - Les sites rupestres (données SEPOL) ;

- les étangs « d'intérêt écologique », identifiés à dire d'experts,
- les sites inscrits (loi du 2 mai 1930), qui comprennent des sites naturels remarquables à préserver.

- Le lien avec des **enjeux espèces** : sites de nidification, reproduction, repos, hibernation, nourrissage, etc., identifiés selon les données disponibles ou à dires d'expert. Comme par exemple :
  - les étangs où nichent le Foulque, le Grèbe huppé, le Héron pourpré, le Héron bihoreau ou la Sarcelle d'hiver ;
  - les secteurs renfermant des cortèges d'espèces de flore spécifiques aux chênaies pubescentes, aux milieux rocheux ou aux prairies maigres de fauche ;
  - les secteurs de nidification (probable, possible ou certaine) d'espèces d'oiseaux du bocage (Fauvette grisette, Chevêche d'Athéna, Huppe fasciée, Alouette lulu, Pipit des arbres, Tarier pâtre, …).

À retenir pour la cartographie des continuités

➔ Les espaces choisis pour participer aux continuités sont spécifiques à chaque sous-trame, comme cela est exposé dans les parties suivantes. En Limousin, ils sont classés en deux types d'espaces :

Les **réservoirs de biodiversité (composante réglementaire de la TVB)**, qui correspondent à des espaces dont l'intérêt écologique est démontré par des inventaires réalisé.

Les **secteurs à examiner, à fort potentiel écologique** : espaces pour lesquels il manque des connaissances, où l'intérêt écologique et/ou la délimitation seraient à préciser localement.

» **Pour connaitre l'ensemble des zonages de la Trame verte et bleue et savoir à quelle sous-trame ils appartiennent, cf. annexe 6.6 « présentation des réservoirs de biodiversité et secteurs à examiner à fort potentiel écologique et des traitements cartographiques réalisés »**

2.3 Espèces sensibles à la fragmentation

« La Trame verte et bleue doit permettre de préserver en priorité les espèces sensibles à la fragmentation dont la préservation est considérée comme un enjeu national et, par conséquent, pour lesquelles la préservation ou la remise en bon état de continuités écologiques est une solution adaptée. Ce faisant, la TVB doit contribuer au maintien et à l'amélioration de l'état de conservation de ces espèces ».

Pour répondre à cet enjeu, le MNHN a proposé une liste d'espèces sensibles à la fragmentation pour chaque région de France (*cf.* annexe 1 du document cadre des Orientations nationales).

Pour le Limousin, la liste des espèces sensibles à la fragmentation – et pour lesquelles le Limousin a donc une responsabilité - est donnée dans les annexes du document cadre. Elle comprend 41 espèces, dont **15 invertébrés** (7 odonates, 7 orthoptères, un rhopalocère) et **26 vertébrés** (3 amphibiens, 3 reptiles, 6 mammifères, 14 oiseaux).

La TVB limousine devra donc répondre aux besoins de ces espèces et rendre possible leur dispersion.

Pour les poissons, espèces également sensibles à la fragmentation, la cohérence nationale de la Trame verte et bleue repose sur l'intégration à la Trame verte et bleue des cours d'eau classés en listes 1 et 2, et sur les enjeux de continuités écologiques de cours d'eau au titre des poissons migrateurs amphihalins, enjeux illustrés par la carte ci-dessous, extraite des annexes du document cadre.

En Limousin, les cours de la **Gartempe, la Corrèze et de la Dordogne à l'aval d'Argentat** sont des grands axes présentant des enjeux de poissons migrateurs amphihalins. La Creuse et la Vienne le sont en dehors des limites administratives du Limousin. Il n'a y pas de cours d'eau présentant des enjeux prioritaires anguilles.

Enjeux de continuité écologique des cours d'eau au titre des poissons migrateurs amphihalins

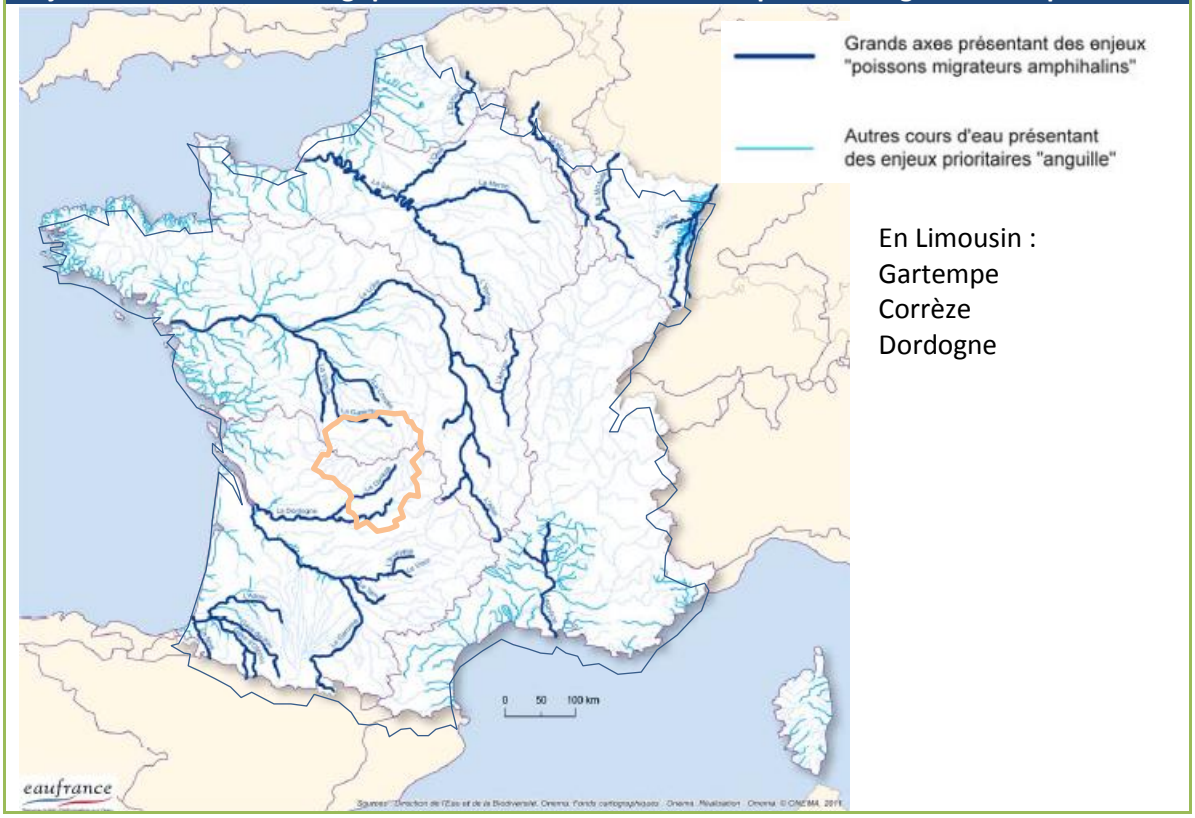


Figure 1 : Illustration des enjeux de continuités écologiques de cours d'eau au titre des poissons migrateurs amphihalins

La prise en compte des espèces de cohérence a commencé dès le diagnostic, où ces espèces ont été présentées en tant qu'illustration des enjeux de continuités des différents milieux. Cette liste a également fait l'objet de commentaires et de compléments de la part du groupe de travail du CSRPN ainsi que de la SEPOL.

Ces listes d'espèces par sous-trame sont également utilisées dans chacun des tableaux de synthèse des sous-trames, afin de les illustrer, de les justifier et de vérifier leur fonctionnalité.

» **Pour connaitre les listes espèces par sous-trame *cf.* tableaux du chapitre 5**

À retenir pour la cartographie des continuités

➔ Les données espèces ne sont globalement pas une clé d'entrée de l'analyse des continuités régionales, celles-ci étant préférentiellement basées sur une entrée milieux (données d'occupation du sol ou d'habitats). En ce sens, elles ne sont pas des espèces « déterminantes » de la TVB régionale. Les données espèces ont été utilisées pour compléter l'identification de certains réservoirs de biodiversité, pour l'argumentaire et la justification de certains choix cartographiques (corridors écologiques), ainsi que pour le suivi de certains milieux à préserver (cf. Dispositif de suivi du SRCE).

2.4 Habitats sensibles à la fragmentation

La Trame verte et bleue doit permettre de « *préserver en priorité les habitats naturels sensibles à la fragmentation dont la préservation est considérée comme un enjeu national et, par conséquent, pour lesquels la préservation ou la remise en bon état de continuités écologiques est une solution adaptée. Ce faisant, la Trame verte et bleue contribue au maintien et à l'amélioration de l'état de conservation de ces habitats naturels* ». Les habitats constituant un enjeu national pour la Trame verte et bleue qui doivent être pris en compte notamment par les SRCE sont les habitats naturels d'intérêt communautaire relevant de la directive n° 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 jugés sensibles à la fragmentation (*cf.* annexe 2 du document cadre). Contrairement aux espèces, cette liste n'est pas régionalisée.

À retenir pour la cartographie des continuités

➔ La prise en compte de ces habitats est assurée par la prise en compte des sites Natura 2000 (zones spéciales de conservation issues de la Directive Habitat faune flore).

En effet, ces dernières bénéficient à l'échelle du Limousin d'une base de données géolocalisées des inventaires de leurs habitats (selon les codifications Natura 2000 et Corine Biotope), données intégrées en tant que réservoirs de biodiversité dans les sous-trames correspondantes.

2.5 Cohérence nationale et interrégionale

2.5.1 Cohérence avec les continuités écologiques d'importance nationale

La cohérence nationale de la Trame verte et bleue repose aussi sur des enjeux de préservation ou de remise en bon état relatifs à des continuités écologiques d'importance nationale.
Ces continuités écologiques, communes à au moins deux régions administratives, ou ayant un sens écologique à l'échelle des grands bassins hydrographiques ou par rapport à un pays frontalier répondent à des enjeux d'intérêt national :

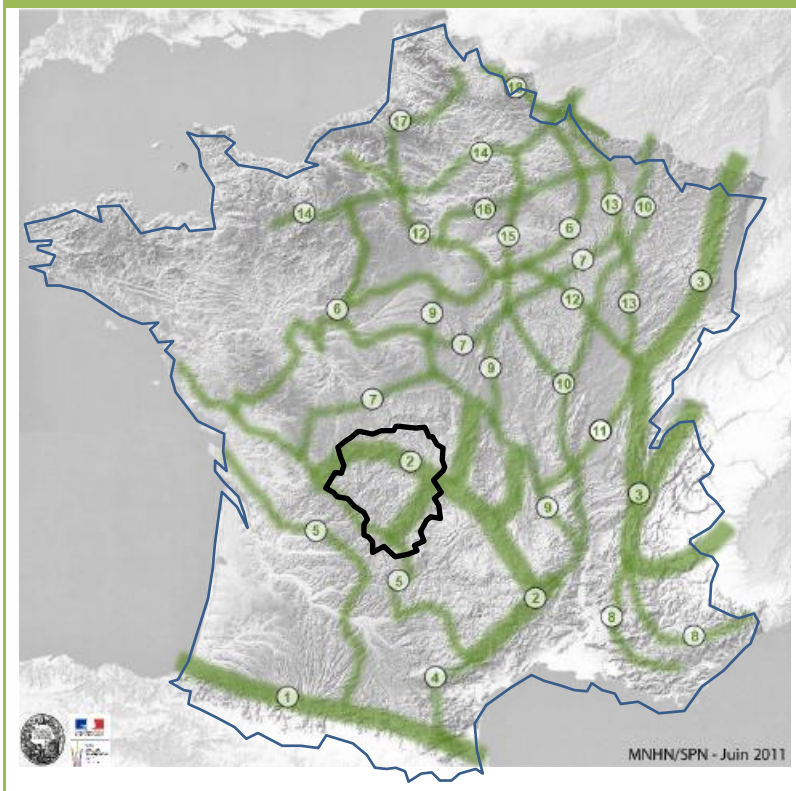
- déplacement de la faune et la flore inféodées à de grands types de milieux :
  - milieux boisés ;
  - milieux ouverts : milieux thermophiles et milieux frais à froids
  - milieux bocagers ;
- migration pour l'avifaune ;
- migration pour les poissons migrateurs amphihalins.

NB : il faut rappeler que les orientations nationales demandent le rattachement des composantes de la TVB à l'une des cinq sous-trames suivantes :

- Milieux boisés ;
- Milieux ouverts ;
- Milieux humides ;
- Cours d'eau ;
- Milieux littoraux pour les régions concernées.

» **Le rattachement et la cohérence entre les sous-trames proposées pour la TVB limousine et les sous-trames « nationales » sont analysés au paragraphe 4.1.2.**

Continuités écologiques d'importance nationale de milieux boisés

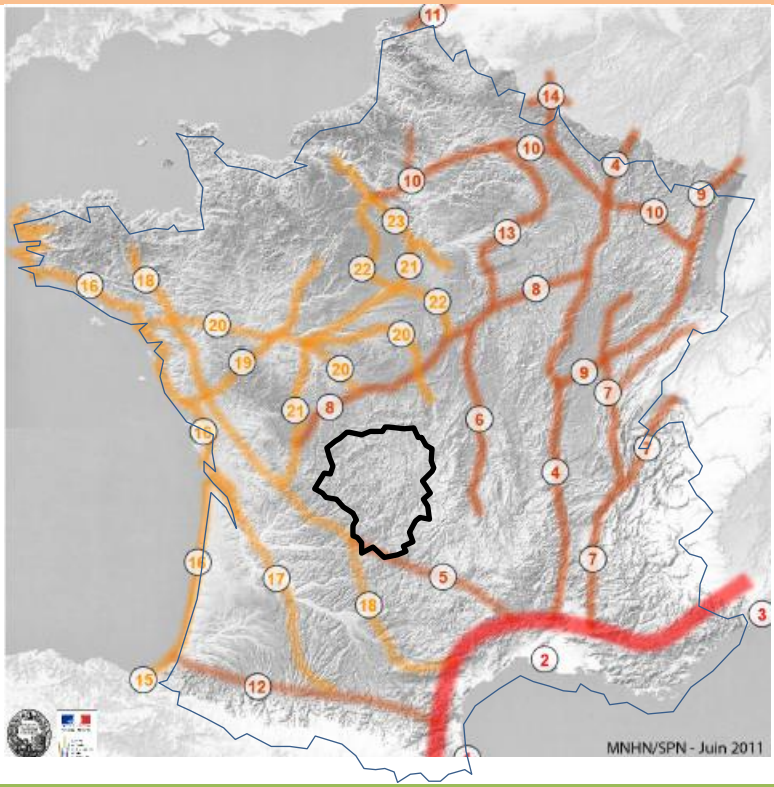


En Limousin :

Forêt de montagne (trait large)

2 – Massif central

Continuités écologiques d'importance nationale de milieux ouverts thermophiles



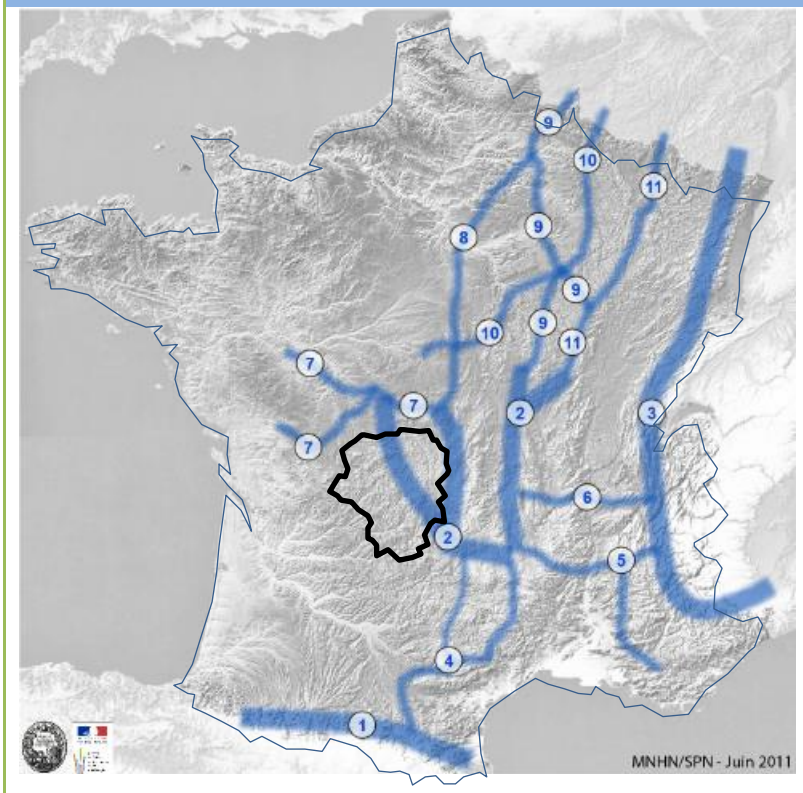
Légende :

Rouge : continuité du bassin méditerranéen

Orangé (ouest) : continuité dont la tendance calcicole/calcifuge n'est pas franche

Brun (est, Pyrénées…) : continuité dont la tendance calcicole est plutôt nette

Continuités écologiques d'importance nationale de milieux ouverts frais à froids



En Limousin :

Continuités de grands massifs montagneux (traits larges) :

2 – Massif central

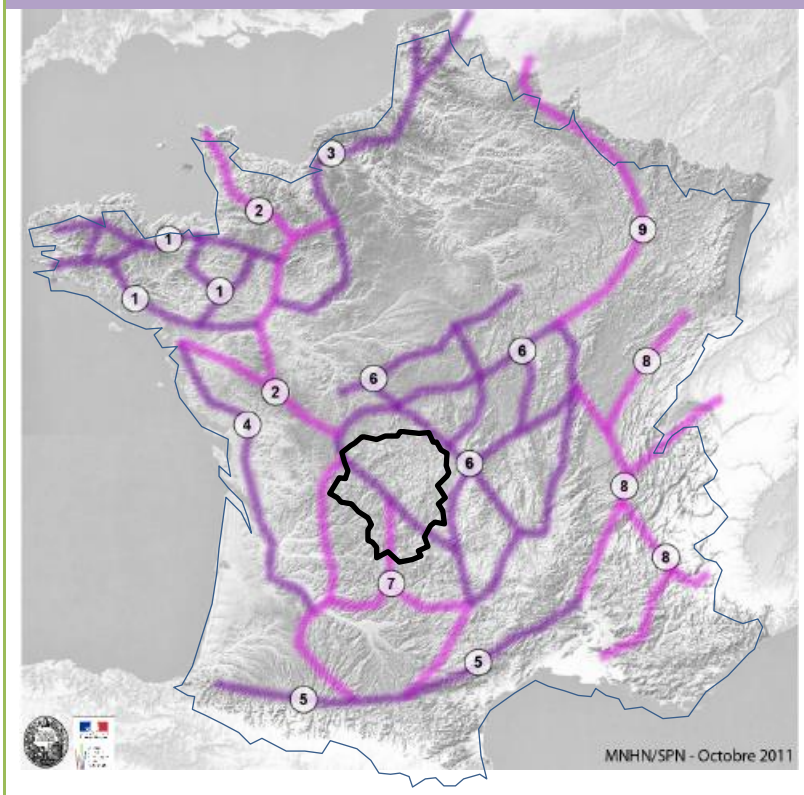
En limite :

Continuités hors grands massifs montagneux (traits fins) :

7 - Continuité longeant les contreforts du Massif Central dans sa partie Nord puis rejoignant la vallée de Germigny

Les milieux ouverts frais à froids recouvrent par exemple les mégaphorbiaies et les prairies mésophiles, aussi bien en montagne que dans les vallées ou les microsites en exposition nord par exemple. Ces milieux constitueront sans doute des zones refuges privilégiées pour de nombreuses espèces dans le cadre du changement climatique.

Continuités écologiques bocagères d'importance nationale



En Limousin :

6 (violet) - Complexe bocager du Massif Central et de sa périphérie.

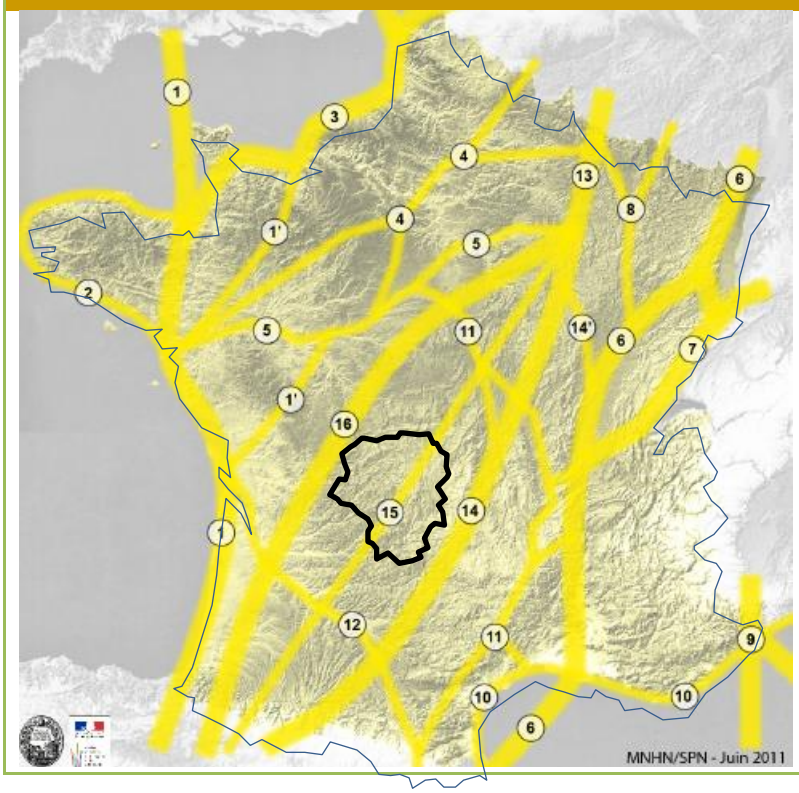
Le Massif central et sa périphérie constituent un complexe bocager important en France.

On peut distinguer tout d'abord un réseau « central » formé par un ensemble de secteurs bocagers en Auvergne et en Limousin. Enfin, dans le sud du Massif central, d'autres secteurs bocagers sont importants et débutent les axes bocagers du Sud-Ouest décrits en 7.

7 (rose) - Axes bocagers du Sud-Ouest entre Massif Central et Pyrénées.

2 (rose) - Axe bocager depuis le Cotentin jusqu'au Massif Central.

Voies d'importance nationale de migrations de l'avifaune



En Limousin :

15 (probabilité de passage moyenne) - Axe Nord-Est/Sud-Ouest passant par le centre du Massif-central.

En limite :

16 (probabilité de passage forte) - Axe Nord-Est/Sud-Ouest passant par le nord du Massif-central.

Au sujet de la voie d'importance nationale de migrations de l'avifaune 15, les annexes du document cadre précisent que « *même si les deux axes majeurs identifiés à ce jour sont plutôt le Nord et le Sud du Massif central (axes 14 et 16), un certain nombre d'oiseaux passe néanmoins par le centre du Massif central, matérialisé par cet axe 15 pour effectuer leur migration postnuptiale depuis le Nord-Est de la France jusqu'aux Pyrénées* ».

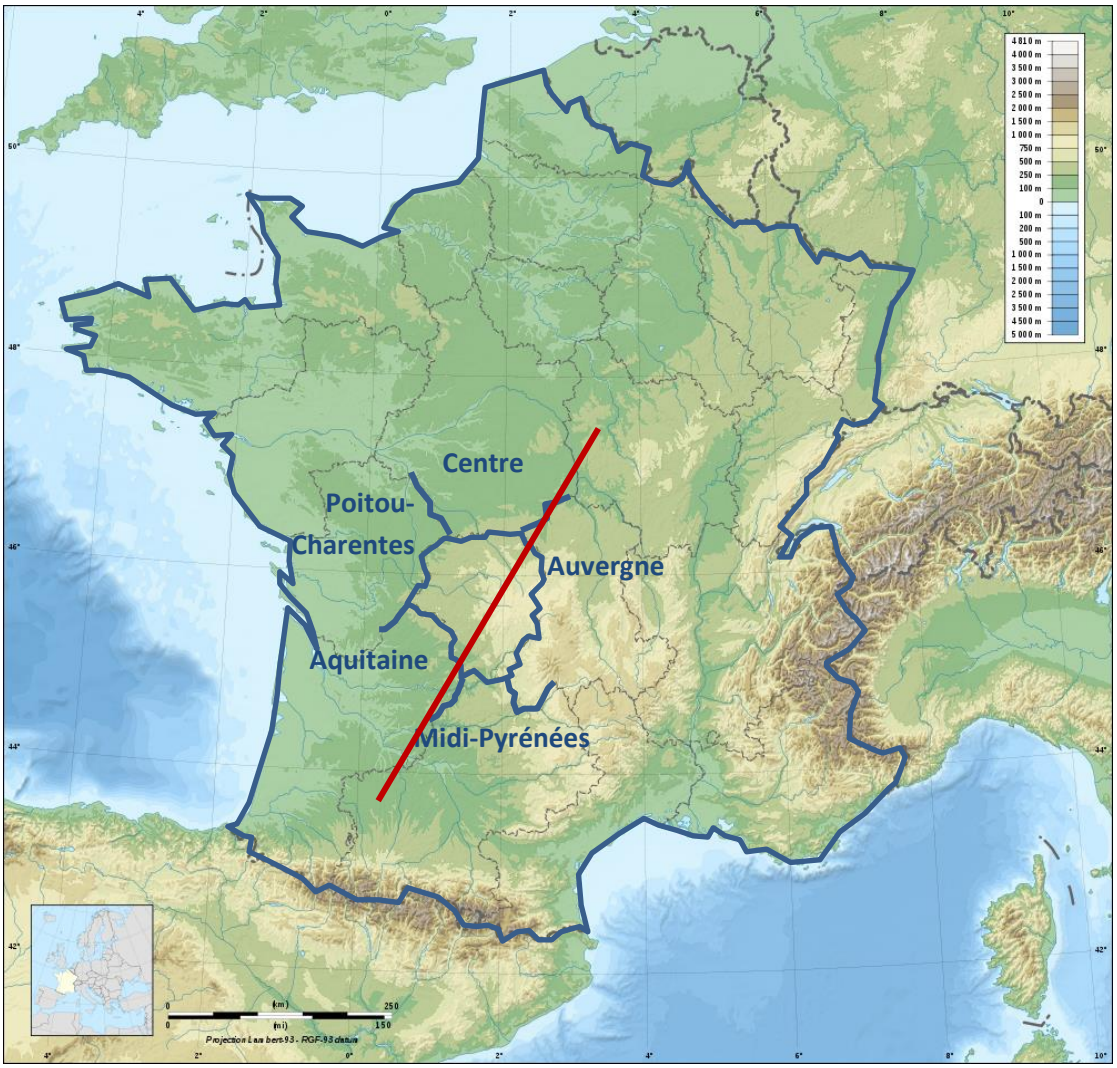
Sont mentionnés par ailleurs :

- deux sites de migration et d'hivernage importants en Limousin : l'Étang des landes et le Plateau des Millevaches ;
- et des exemples d'espèces, à titre indicatif et non exhaustif : cigogne noire et cigogne blanche, aigrette garzette et grande aigrette, bihoreau gris, pluvier doré, chevalier guignette, grue cendrée, merle à plastron, guêpier d'Europe, pie-grièche à tête rousse, torcol fourmilier, rapaces (faucon hobereau, faucon émerillon, …).

À retenir pour la cartographie des continuités		
➔ **Le Limousin est donc concerné par les continuités écologiques d'importance nationale suivantes :**		
Continuités	**Axes**	**Connexions avec les régions voisines**
Milieux boisés	Grande traversée est-ouest Axe NE-SO en marge sud-est de la région	Poitou-Charentes, Auvergne, Midi-Pyrénées
Milieux ouverts thermophiles	Pas de continuités d'importance nationale en Limousin - On peut donc en déduire – car ces milieux existent en Limousin (pelouses sèches…) – que l'enjeu porté par ces milieux est d'ordre régional ou local, et ne nécessite pas de connexion d'ordre national.	
Avis du CSRPN :	Les milieux thermophiles présents en Limousin ne nécessitent pas forcément de mise en réseau.	
Milieux ouverts frais à froids (prairies, zones humides)	Grande traversée nord – sud-est	Centre, Auvergne
Milieux bocagers	Limousin au cœur du maillage enserrant le Massif Central	Poitou-Charentes, Centre, Auvergne, Midi-Pyrénées
Avis du CSRPN :	L'axe 7 nord-sud au sud de la région n'est pas jugé pertinent. L'axe est-ouest au nord de la région mériterait d'être beaucoup plus large et de couvrir le nord du Limousin.	
Voies de migration pour l'avifaune	Grande traversée nord-est – sud-ouest	Auvergne – Centre Aquitaine – Midi-Pyrénées
Avis du CSRPN :	L'axe 16 à l'ouest de la région semble plus pertinent que l'axe 15, il faudrait l'élargir pour mieux couvrir le Limousin.	
Cours d'eau à enjeu pour les poissons migrateurs amphihalins	Gartempe, Corrèze, Dordogne	Poitou-Charentes – Centre Aquitaine – Midi-Pyrénées

2.5.2 Cohérence interrégionale entre SRCE de régions voisines

Les SRCE des cinq régions voisines au Limousin ont été examinés. Au-delà de la liste des sous-trames, sont capitalisées les méthodes de détermination des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.



La **cohérence interrégionale est examinée à partir des réservoirs de biodiversité de sous-trames équivalentes** et présentes sur le Limousin et les régions voisines, analyse se faisant par sous-trame et si besoin deux à deux (Limousin et une région voisine). Les connexions interrégionales, axes de principe de connexion, seront donc établies entre réservoirs de sous-trames similaires.

Les sous-trames de milieux boisées, présentes mais différentes dans toutes les régions, reflètent les caractéristiques locales.

Contrairement à la trame terrestre, le traitement de la Trame bleue ne dépend pas apparemment de contraintes géographiques.

Enfin, en vue de la cohérence interrégionale, les participants aux instances de gouvernance du SRCE nous alertent sur les points de vigilance suivants :

1. Dans le SRCE Aquitaine : le massif landais est intégralement en réservoir de biodiversité

2. Dans le SRCE Aquitaine : l'ensemble du PNR Périgord Limousin est identifié en réservoir aquatique / pour la trame bleue.

À retenir pour la cartographie des continuités

➔ **Le TABLEAU 1** ci-dessous montre les similitudes des sous-trames des régions de la partie nord et ouest (Aquitaine, Poitou-Charentes et Centre) d'une part, de la partie sud et est d'autre part (Auvergne et Midi-Pyrénées). A cheval sur cet axe nord-est / sud-ouest (en rouge), les sous-trames du Limousin seront influencées par les deux côtés (bocage, milieux secs, peu de milieux cultivés, présence de milieux d'altitude…)

➔ Afin d'analyser les possibles continuités interrégionales, les copilotes du SRCE Limousin ont sollicité les correspondants SRCE de chaque région (constitués des binômes État/Région) au travers de réunions de travail en bilatéral en juin et juillet 2014. Les conclusions issues de chacune de ces réunions sont présentées dans le **TABLEAU 2** ci-après.
Ces éléments ont servis à la cartographie des continuités interrégionales de chaque sous-trame.

TABLEAU 1	Aquitaine	Poitou-Charentes	Centre	Auvergne	Midi-Pyrénées
Milieux forestiers	Boisements de feuillus et forêts mixtes Boisements de conifères et milieux associés,	Forêts et landes	Boisements humides Boisements sur sols acides Boisements sur sols calcaires	Forestière (IFN + landes + fruticées + lisière, ...)	Milieux boisés de plaine Milieux boisés d'altitude
Milieux bocagers	Systèmes bocagers	Systèmes bocagers	Milieux bocagers		
Milieux ouverts	Milieux ouverts et semi-ouverts	Plaines ouvertes	Pelouses et landes sèches à humides sur sols acides Milieux prairiaux	Agropastorale (prairies permanentes, pelouses sèche, landes)	Milieux ouverts et semi-ouverts de plaine Milieux ouverts et semi-ouverts d'altitude
Milieux cultivés			Espaces cultivés	Milieux cultivés (cultures intensives, vignes et vergers, prairies temporaires)	Milieux cultivés
Milieux secs		Pelouses sèches calcicoles	Pelouses et lisières sèches sur sols calcaires		
Milieux humides	Zones humides	Zones humides, cours d'eau et milieux littoraux	Boisements humides Zones humides	Trame bleue regroupant à la fois le réseau hydrographique, les plans d'eau et les zones humides	Zones humides
Milieux aquatiques	Milieux aquatiques		Cours d'eau		Cours d'eau
Milieux d'altitude	Milieux rocheux d'altitude			Subalpine (landes pelouses et pâturages naturels étage subalpin + données PNRVA)	Milieux boisés d'altitude Milieux ouverts et semi-ouverts d'altitude
Autres milieux	Milieux côtiers : dunaires et rocheux				Milieux rocheux
Nombre de sous-trames	**8**	**5**	**10**	**5**	**8**

TABLEAU 2	Aquitaine	Poitou-Charentes	Centre	Auvergne	Midi-Pyrénées
Milieux forestiers	Pas de véritable continuité marquée, hormis le sud de Brive et par le PNR, vers St Junien	Les différences constatées entre les sous trames ne sont pas porteuses d'incohérence interrégionale, mais plutôt le reflet des caractéristiques environnementales propres aux territoires.	Trois continuités identifiées : vallée de la Creuse, vers St Benoit du Sault, vers St Sévère	Continuité interrégionale assurée par les vallées escarpées (Dordogne) et les sites Natura 2000 et ZNIEFF limitrophes	
Milieux bocagers	***Point de cohérence à vérifier*** *: que les milieux supports limousins intègrent bien les réservoirs de biodiversité aquitains (basés sur haies de BD Topo)*		Continuités identifiées : au sud-est et sud-ouest de St Benoit du Sault **Nécessité d'assurer une continuité diffuse entre régions**	Continuité nationale nord-ouest / sud-est à assurer : Vallée de la Dordogne et ses affluents peuvent y participer, dont Vallée de la Ru	
Milieux secs	Continuité à assurer vers le bassin de Brive		Continuité probable : vallée de la Creuse, vers St Benoit du Sault	Continuité identifiée : Lien avec la vallée de la Dordogne vers la plaine de la Limagne. Principe de pas japonais pour l'essentiel (vers Montluçon notamment)	
Milieux humides	**Choix aquitain : identification des réservoirs de biodiversité par des enveloppes de secteurs denses (ex : PNR)** En Limousin, principe retenu d'une approche plus fine		Continuités possibles : axe nord-sud qui passe par la Creuse ainsi qu'au sud de St-Benoit du Sault ***Bien vérifier*** *en Limousin l'existence de milieux humides face à la vallée de la Creuse côté limousin*	**Porter attention à la frontière avec Plateau de Millevaches (tourbières)**	
Milieux aquatiques	Zonages retenus en Aquitaine en tant que RB : - cours d'eau liste 1 et 2, - cours d'eau en très bon état, - axes migrateurs, - réservoirs biologiques		Zonages retenus en région Centre en tant que RB : - cours d'eau liste 1 et 2, - secteurs à écrevisses à pied blanc (zones frayères de l'ONEMA)	**Importance et responsabilité partagée des têtes de bassins** <u>Zonages retenus en Auvergne en tant que RB :</u> - cours d'eau liste 1 et 2, - cours d'eau de rang de Strahler 1et 2 (complétés des cours d'eau reliant le réseau) - cours d'eau en bon état, <u>Prise en compte dans la trame des :</u> - espaces de mobilité des cours d'eau (SAGE Allier), - lacs naturels (cratères de volcans).	

3 Données propres au Limousin

3.1 Les enjeux du diagnostic

Les enjeux recouvrent ce qui est « en jeu », c'est-à-dire ce que les activités / les acteurs socioéconomiques d'une part, la TVB et la biodiversité d'autre part, risquent de perdre ou de gagner dans le cadre de leurs interactions. Huit enjeux sont regroupés sous 3 enjeux clés (enjeux phares pour les continuités écologiques du Limousin), accompagnés de cinq enjeux transversaux.

En rouge enjeux clés ou prioritaires

Enjeu clé A	**Le maintien et la restauration de la mosaïque de milieux, élément paysager identitaire du Limousin**
Enjeu A.1	Le maintien de milieux forestiers diversifiés
Enjeu A.2	Le maintien et la restauration d'un réseau de haies fonctionnelles
Enjeu A.3	La conservation et la mise en réseau des milieux secs
Enjeu A.4	Le maintien des prairies naturelles

Enjeu clé B	**Le maintien ou l'amélioration de la qualité et de la fonctionnalité des milieux aquatiques et de la ressource en eau du Limousin, région située en têtes de bassins versants**
Enjeu B.1	L'importance de milieux humides en tant qu'interface entre les milieux aquatiques et terrestres
Enjeu B.2	Le maintien et la restauration des continuités hydrographiques des cours d'eau
Enjeu B.3	La gestion et l'aménagement des étangs dans le respect de la continuité écologique et de la qualité des milieux aquatiques

Enjeu clé C	**L'intégration de la biodiversité et la fonctionnalité des écosystèmes de la région dans le développement territorial**
Enjeu C.1	La promotion d'une sylviculture limousine économiquement viable prenant en compte la diversité des milieux, les corridors écologiques et la multifonctionnalité de la forêt
Enjeu C.2	La promotion des activités agricoles bénéfiques au maintien des milieux bocagers et des milieux agropastoraux
Enjeu C.3	La nécessaire intégration de la biodiversité et des continuités écologiques dans le développement urbain et le réseau de transports

Enjeux transversaux (T)	
Enjeu T.1	L'amélioration et le partage des connaissances liées aux continuités écologiques
Enjeu T.2	La consolidation et la création d'outils au service des continuités écologiques
Enjeu T.3	La sensibilisation et la valorisation des services rendus par la trame verte et bleue
Enjeu T.4	L'articulation du SRCE avec les différentes politiques publiques

À retenir pour la cartographie des continuités

➔ La synthèse des enjeux que le SRCE doit prendre en compte permet de tirer certains enseignements pour l'identification des sous-trames du Limousin :

- plus que des continuums de milieux homogènes et similaires, **c'est la mosaïque de milieux qui fait la diversité et les continuités limousines.** Cet enjeu dépasse les sous-trames et devra être traduit dans le plan d'action, tout comme la connexion milieux forestiers - maillage bocager.
- les **enjeux des milieux aquatiques et humides subdivisent a priori la Trame bleue** en milieux aquatiques (cours d'eau), étangs (eaux stagnantes) et zones humides. Cependant, les étangs, dans leur très grande majorité récents et peu intéressants d'un point de vue écologique, sont plus des obstacles aux continuités des cours d'eau et des zones humides qu'un élément de continuité. Les sites qui font exception : étangs d'intérêt écologique, seront pris en compte dans la sous-trame des milieux aquatiques.
- les milieux ouverts (autres qu'humides) apparaissent au travers des milieux bocagers, des milieux secs et des prairies naturelles. **La caractéristique sèche / humide semble plus importante que le critère ouvert / fermé** et est à l'origine des sous-trames de milieux humides et de milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux.
- À part le bocage, **les milieux agricoles ne sont pas évoqués tels quels** dans les enjeux biodiversité, continuités écologiques et paysages ; les activités agricoles sont mentionnées en lien avec le bocage et les milieux agropastoraux.

3.2 Les données disponibles

L'identification des composantes et la cartographie des sous-trames dépendent enfin des données disponibles.

» **L'ensemble des données mobilisées dans le cadre de la construction de la cartographie de la trame verte et bleue est répertorié en annexe 6.2**

Il faut cependant rappeler que des enjeux de continuité non cartographiables peuvent être traités au travers du Plan d'actions stratégique.

4 Genèse des continuités écologiques : méthodologie générale

4.1 Propositions de sous-trames pour la Trame verte et bleue limousine

4.1.1 Présentation des cinq sous-trames

Une première liste de **sept sous-trames** a été proposée aux membres de l'équipe opérationnelle lors de la réunion du 21 février 2014.

» ***cf.* annexe 6.3 pour connaître la liste et les choix qui ont participés à la constitution de la liste finale des sous-trames**

À la suite de cette rencontre, cinq sous-trames ont été retenues. Ces dernières ont été soumises au Comité technique et au Groupe de Travail du CSRPN le 20 mars 2014, puis au CSRPN réuni le 3 avril 2014**. Les apports de ces instances aboutissent à la proposition de sous-trames suivantes.**

À retenir pour la cartographie des continuités
Cinq sous-trames sont retenues et confirmées à la suite du Comité technique et des échanges avec le CSRPN : - Sous-trame des milieux boisés, - Sous-trame des milieux bocagers, - sous-trame des milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux, - Sous-trame des milieux humides, - Sous-trame des milieux aquatiques.

Les participants aux instances de concertation du SRCE ont par ailleurs apporté des précisions sur les sous-trames retenues, informations répercutées dans les tableaux de la partie 5 de ce rapport.

NB : Prise en compte de l'avifaune dans le SRCE Limousin

Les enjeux écologiques liés à l'avifaune sont importants en Limousin, territoire traversé par d'importances voies de migrations d'importance nationale (cf. paragraphe 2.5.1). Le choix été fait dans le cadre du SRCE de ne pas faire de sous-trame « aérienne », mais d'**inclure les enjeux, réservoirs et continuités utilisés par les oiseaux dans chaque des sous-trame** selon l'écologie et les traits de vie des oiseaux.

Ainsi, pour chaque sous-trame et chaque type de milieux : boisés, bocagers, secs et/ou thermophiles et/ou rocheux, humides et aquatiques, **des oiseaux ont été identifiés comme espèces cibles,** espèces à enjeux de continuité et sensibles à la fragmentation des milieux (cf. tableaux de la partie 5).

D'autre part, **des espaces utilisés par les oiseaux ont directement participé à la définition des composantes de la TVB limousine** :

- Dans la sous-trame des milieux bocagers : les sites de nidification des oiseaux du bocage (données SEPOL) sont des réservoirs de biodiversité. Les espèces référentes utilisées pour les secteurs de bocage sont : Alouette lulu, Chevêche d'Athéna, Fauvette grisette, Huppe fasciée, Hypolaïs polyglotte, Pie-grièche à tête rousse, Pie-grièche écorcheur, Pipit des arbres, Tarier pâtre et Torcol fourmilier.

- Dans la sous-trame des milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux, les sites rupestres (données SEPOL) sont des réservoirs de biodiversité car abritant la nidification ou la fréquentation de certaines espèces spécifiques ;

- Dans la sous-trame des milieux aquatiques, des étangs utilisés comme sites de reproduction par certains oiseaux (Bihoreau gris, Foulque macroule, Grèbe huppé, Héron pourpré, Sarcelle d'hiver) ou come sites d'hivernage (Foulque macroule) (données SEPOL) sont considérés comme des étangs d'intérêt écologique et sont classés en réservoirs ou en secteurs à examiner, avec fort potentiel écologique.

Les données disponibles n'ont cependant pas permis de préciser le tracé des corridors aériens traversant le Limousin, et la déclinaison de la TVB à l'échelle locale pourra traiter de cet enjeu.

4.1.2 Rattachement des sous-trames du Limousin aux sous-trames nationales

Les orientations nationales demandent le rattachement des composantes de la TVB à l'une des cinq sous-trames suivantes :

1. Milieux boisés ;
2. Milieux ouverts ;
3. Milieux humides ;
4. Cours d'eau ;
5. Milieux littoraux pour les régions concernées, ce qui ne sera pas le cas en Limousin.

Sous-trames limousines	Sous-trames nationales de « rattachement »
Sous-trame des milieux boisés et ses composantes	Sous-trame nationale des milieux boisés
Sous-trame des milieux bocagers et ses composantes	Sous-trame nationale des milieux ouverts, sur conseil du ministère (réunion des chargés de mission TVB du 27 mars 2014)
Sous-trame des milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux et ses composantes	Sous-trame nationale des milieux ouverts. Les milieux secs et thermophiles sont en effet en grande majorité des milieux avec une végétation basse (pelouses), maintenus ouverts par l'agropastoralisme, ou créant une ouverture dans leur environnement proche (milieux rocheux).
Sous-trame des milieux humides et ses composantes	Sous-trame nationale des milieux humides
Sous-trame des milieux aquatiques et ses composantes	Sous-trame nationale des cours d'eau

4.2 Construction d'une occupation du sol

L'occupation du sol est le principal point de départ des approches d'analyse et de représentation de construction des continuités écologiques à l'échelle régionale.

La création de l'occupation du sol propre au SRCE est réalisée à partir de couches SIG thématiques de différentes sources, combinées en fonction de leur date d'actualisation, de leur précision, des milieux qu'on souhaite mettre en avant dans la sous-trame.

» **Les données utilisées pour l'occupation des sols sont listée en annexe 6.2.**

» **La méthode de création de l'occupation des sols est développée en annexe : elle précise notamment les différentes données mobilisées (cf. annexe 6.4 « création d'une occupation des sols »).**

Par ailleurs, il est nécessaire, pour la cartographie des corridors de certaines sous-trames, de hiérarchiser les différents milieux composant l'occupation du sol selon leur perméabilité, leur facilité à laisser passer les espèces caractéristiques de la sous-trame.

» **Ce traitement est détaillé en annexe 6.7 « Hiérarchisation des classes d'occupation du sol de la sous-trame des milieux boisés selon leur perméabilité ».**

4.3 Sélection des milieux supports par sous-trame

Des milieux supports sont identifiés pour chaque sous-trame. Ils correspondent aux milieux naturels ou semi-naturels peu perturbés par les activités humaines au sein desquels les espèces peuvent se déplacer sans contrainte. Ce sont les principaux milieux utilisés par le cortège d'espèces spécifiques à une sous-trame pour vivre et se déplacer.

La principale source d'identification et de cartographie des milieux supports sont les données d'occupation du sol. Elles ont pu être complétées selon les sous-trames par des données complémentaires, espaces identifiés à partir de cortèges floristiques pour les milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux, cours d'eau temporaires pour les milieux aquatiques par exemple.

» **Les milieux supports issus de l'occupation du sol sont présentés dans le tableau en annexe 6.5 « Sélection des milieux supports ».**

» **Les milieux supports exhaustifs sont évoqués dans les parties 5.2 à 5.6, dans le tableau de présentation de chaque des sous-trame.**

4.4 Méthodes d'analyse cartographique des corridors écologiques

L'approche choisie pour la construction des corridors écologiques de certaines sous-trames du Limousin est **l'approche structurelle (« patterns »),** qui s'intéresse à l'organisation spatiale des divers éléments paysagers, qu'elle peut modéliser à partir de l'occupation du sol. C'est une approche concrète, facile à cartographier et mettre en œuvre à distance (sans faire de terrain) au travers de données d'occupation du sol. Elle s'affranchit en partie de la connaissance du comportement des espèces qui vivent dans les milieux cartographiés. La clé d'entrée de cette approche est donc l'occupation du sol, les habitats des espèces ; les continuités identifiées au sein de ces milieux supports d'habitats étant supposées permettre le déplacement des espèces.

Intérêt : facilité de mise en œuvre, données de base facilement disponibles, traitement de grandes surfaces, cartographie « directe » des résultats…

Inconvénient : ne va pas caractériser la fonctionnalité réelle de la connectivité, de la trame esquissée, on reste sur du « potentiel », à valider par du terrain ou avec des experts qui connaissent le terrain.

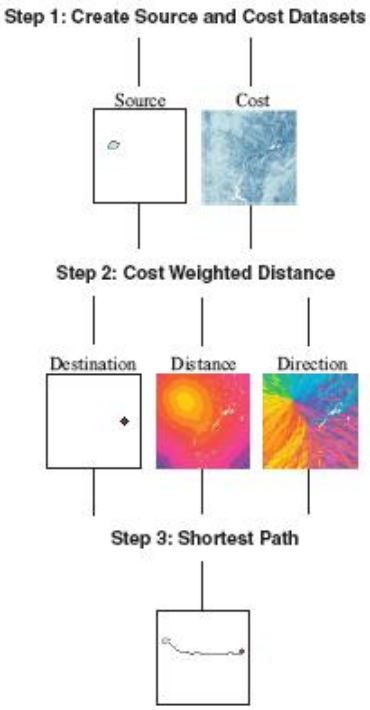
Données d'entrée : couche d'occupation du sol répartie en classes, chaque classe étant affectée d'un coefficient de perméabilité.

Les deux méthodes les plus courantes sont l'application d'un algorithme distance-cout (ou chemin de moindre cout) et la dilatation – érosion.

Ces méthodes sont adaptées et personnalisées à chaque sous-trame. Elles sont bien sûr liées aux enjeux et type de continuité de chaque sous-trame, à ses espèces caractéristiques, à la définition des réservoirs de biodiversité, etc.

4.4.1 L'algorithme « distance-cout »

Sur la base d'une approche éco-paysagère (entrée occupation du sol), l'utilisation d'un **algorithme « distance-cout »** permet de dessiner, à partir des réservoirs de biodiversité, des aires ou enveloppes de dispersion permettant d'atteindre d'autres réservoirs. Ces aires ou enveloppes se développant autour de chemins de moindre cout (cout conditionné, pondéré par la nature de l'espace traversé et la facilité d'une espèce à franchir ces milieux). La diffusion de l'algorithme dans toutes les directions à partir d'un réservoir fait que l'on obtient des aires ou enveloppes de dispersion potentielles d'un cortège d'espèces inféodées à chaque sous-trame.



D'un point de vue technique, cette méthodologie peut utiliser le logiciel Arcgis 9.3 de la société ESRI qui offre l'avantage de posséder des modules d'analyse spatiale en mode raster très performants (c'est le cas notamment du module Spatial Analyst) et évolutifs, ainsi que des passerelles vecteur / raster aisées et efficaces. Cette méthode repose sur des traitements en mode raster, convaincu que ce mode de représentation des données est le plus adapté pour la cartographie des corridors biologiques. En effet, le mode vectoriel présente rapidement des limites en termes de traitement d'objet et d'analyse spatiale - critère important à prendre en compte au vu de l'importance de l'aire d'étude. Le mode raster s'affranchit de plus de la question des limites des composantes de la TVB, qu'il est parfois difficile de tracer précisément.

La cartographie est réalisée en plusieurs étapes :

- **Les zones sources** – point de départ de l'algorithme – sont les milieux supports au sein des réservoirs de biodiversité.

- **La matrice** à travers laquelle va se propager l'algorithme distance coût est l'occupation du sol. En fonction des données disponibles, un coefficient de friction sera attribué à chaque pixel selon sa capacité à laisser passer l'espèce : les différents milieux de l'occupation du sol sont classés selon leur perméabilité, leur capacité à laisser passer l'espèce.

- **L'algorithme «** distance-coût » peut être arrêté au bout d'une certaine distance ou lancé « à l'infini » selon une méthode développée par le laboratoire ISTHME (ex CRENAM) de Saint-Étienne, partenaire régulier. Cette méthode permet de s'affranchir ainsi des distances théoriques (sujettes à discussion) que les espèces sont susceptibles de parcourir.
Une mise en classe cartographique (méthode des seuils naturels par exemple) fera ressortir l'éloignement des réservoirs de biodiversité. La propagation et l'aire de dispersion ainsi esquissée sont en échange bloquées par des obstacles infranchissables cités précédemment.

La cartographie obtenue représente donc des corridors ou continuités permettant le passage et les échanges entre des réservoirs de biodiversité de même nature.

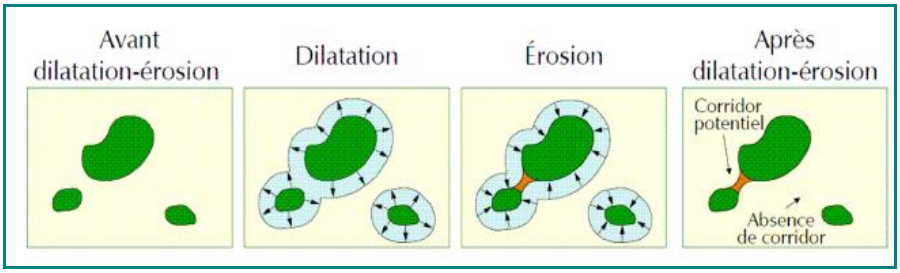
NB : L'application d'un algorithme distance-cout peut aboutir à différents types de représentations :

- Des aires de dispersion, reflétant la perméabilité des milieux et l'éloignement à un réservoir de biodiversité (ex. de la **cartographie des zones de perméabilité de la sous-trame des milieux boisés**)
- Des liaisons, chemins de moindre cout qui relient deux réservoirs, comme les corridors écologiques linéaires de la sous-trame des milieux boisés.

A noter que pour la **cartographie des corridors écologiques boisés**, nous avons utilisé le logiciel **Graphab**. Graphab est un outil développé par l'Université de Franche-Comté dans le cadre d'un appel à projet national (ITTECOP) ; c'est un logiciel libre de droits. Il s'appuie sur la théorie des graphes et sur des logiciels plus anciens comme Conefor Sensinode. De nombreuses publications et validations terrain ont montré l'intérêt et l'efficacité de cet outil. Il a été choisi ici pour sa facilité de calcul des distances et distances pondérées de chaque corridor.

4.4.2 La méthode de « dilatation-érosion »

Certains milieux fonctionnant plutôt comme un réseau de sites, sans contiguïté spatiale, peuvent être traités par une approche « **dilatation-érosion »**, qui, par le seul biais de la distance (métrique, non pondérée), permet de mettre potentiellement en relation des milieux ou réservoirs dans un certain rayon.



Source : Cemagref

Figure 2 - Mise en évidence de corridors potentiels à l'issue d'une opération de dilatations-érosion

La méthode de « dilatation-érosion » permet de mettre en évidence des continuités potentielles, correspondant à des corridors entre deux sites considérés comme des réservoirs de biodiversité.

Cette technique comporte deux phases :

- **dans la première phase chaque élément (ou tache ou patch = réservoir de biodiversité) de la sous-trame est « dilaté »,** ce qui entraîne la création d'une auréole. Cette dilatation permet de regrouper certains éléments initialement séparés qui entrent en contact et forment des « agrégats ». Ces agrégats correspondent alors à des zones potentiellement connectées. La dilatation permet ainsi de distinguer les zones potentiellement bien connectées des zones potentiellement peu ou pas connectées. Cette distinction reste « théorique » car elle ne repose que sur le seul critère de distance et ne prend pas en compte la nature des milieux présents dans le corridor potentiel identifié et l'éventuelle fragmentation due aux infrastructures présentes sur la zone ;
- **cette dilatation est complétée par une étape d'érosion (ou de contraction)** d'une épaisseur identique à la dilatation, ce qui va permettre de mettre en évidence les zones de connections potentielles entre les taches (ou patchs). Ainsi toutes les zones de l'auréole de dilatation qui ne permettaient pas de fusionner deux taches (ou patch) sont « supprimées ». Seules les zones ayant permis de fusionner deux taches sont conservées, correspondant alors aux zones de connexions potentielles les plus « directes » de la sous-trame étudiée. Ces corridors

permettent de commencer à visualiser les continuités écologiques, sachant qu'à cette étape, ils sont tracés selon le chemin le plus direct reliant les espaces de la sous-trame.

De ce fait, une fois que les continuités potentielles sont identifiées, il convient de coupler l'analyse avec les données d'occupation du sol et d'obstacles pour affiner l'analyse de la fonctionnalité écologique des corridors.

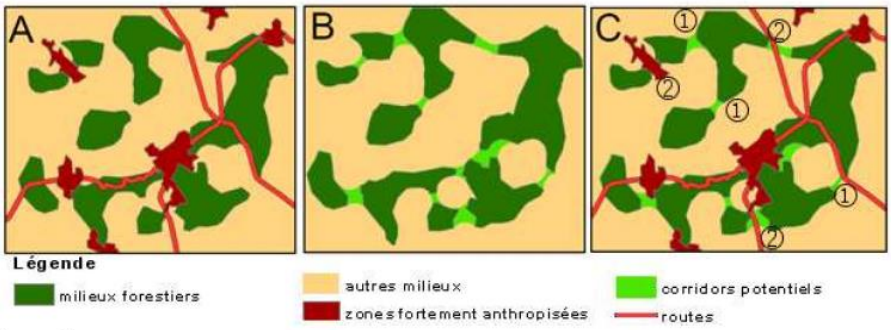


Figure 11. Analyse de l'occupation du sol dans les corridors écologiques potentiels (source : Cemagref)
A. Territoire et réservoirs de biodiversité (milieux forestiers) ;
B. Corridors potentiels générés par opération SIG de dilatation-érosion ;
C. Analyse de l'occupation du sol dans les corridors écologiques potentiels :
① corridors sans conflit dû à la présence de zones fortement anthropisées ;
② corridors avec conflit dû à la présence de zones fortement anthropisées

Source : Cemagref

Figure 3 - Analyse de l'occupation du sol dans les corridors écologiques potentiels

Cette méthode de « dilatation – érosion » a été utilisée pour la cartographie des corridors écologiques de la sous-trame des milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux.

4.5 La représentation et restitution des données selon le standard COVADIS

La Commission de validation des données pour l'information spatialisée a créé un Standard de données COVADIS pour les schémas régionaux de cohérence écologique. Le standard a pour objet de décrire les données géographiques permettant de localiser les éléments composant la trame verte et bleue régionale identifiée dans l'atlas cartographique des schémas régionaux de cohérence écologique et de décrire les objectifs de préservation ou de remise en bon état associées à ces éléments. Cela doit permettre une mise en cohérence facilitée des travaux régionaux entre eux, dans l'optique de la constitution d'une TVB nationale, mettant en commun tous les travaux réalisés en Région.

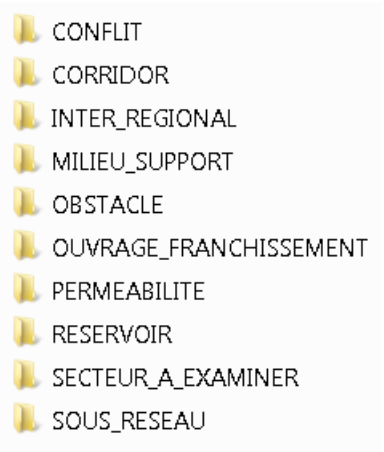
Les éléments cartographiques numériques du SRCE Limousin ont été finalisés selon les standards de la Covadis. Ce standard cadre en particulier le choix et le nom des couches numériques et leur contenu.

Pour le SRCE Limousin, les catégories de couches ci-contre ont été établies.

Le nom des couches est composé de plusieurs éléments. Par exemple « N_SRCE_RESERVOIR_S_R74_BOC » :

N_SRCE indique que cette donnée vient d'un SRCE en vue d'une fusion nationale

RESERVOIR : est le nom de la composante cartographiée



S : indique la nature de l'objet cartographié : S = surfacique. On peut également trouver du L = linéaire et du P = ponctuel

R74 : est le code de la région Limousin

BOC : est l'indicatif de la sous-trame des milieux bocagers. On peut trouver aussi BOI (boisés), SEC (secs et/ou thermophiles et/ou rocheux), HUM (humides) et AQU (aquatiques).

A l'intérieur de chaque couche, les différents champs permettent d'identifier et de caractériser les données sources de l'objet, la manière dont il a été délimité etc.

Plus d'information sur le standard COVADIS pour les SRCE sur
http://www.geoinformations.developpement-durable.gouv.fr/standard-de-donnees-covadis-schema-regional-de-a2775.html

5 Présentation des différentes sous-trames et de leurs composantes

5.1 Introduction

Les résultats présentés ci-dessous récapitulent les éléments mobilisés ainsi que les choix opérés pour la cartographie des sous-trames. Ils émanent des réflexions et travaux des différentes instances de concertation tenues pour la réalisation de la Trame verte et bleue du Limousin :

1. Une première version (v0) a été présentée le 03 juin 2014 en équipe opérationnelle et le 04 juin 2014 en GT CSRPN n°3 ;
2. ce qui a abouti à une deuxième version (v1) discutée, amendée et enrichie en groupe de travail lors des ateliers des 02 et 03 juillet 2014 ;
3. la troisième version (v2) est présentée en équipe opérationnelle du 02 septembre 2014 ; elle a été suivie d'un v2 bis présentée en Comité technique le 02 octobre 2014 ;
4. la version (v3) a été présentée en CRTVB le 10 décembre 2014.
5. La présente version (v4) est soumise à consultation à la suite du CRTVB du 8 avril 2015.

Ces résultats sont présentés, pour chaque sous-trame, sous forme de tableau de synthèse.

Tableau 1 - Tableau type de présentation des résultats par sous-trame

	SOUS-TRAME DES MILIEUX XXX
Milieux supports	Sont listés les milieux supports spécifiques de chaque sous-trame, principaux milieux constitutifs des sous-trames. Les **milieux supports** correspondent aux milieux naturels ou semi-naturels peu perturbés par les activités humaines au sein desquels les espèces peuvent se déplacer sans contrainte. Ce sont les principaux milieux utilisés par des cortèges d'espèces spécifiques à la sous-trame pour vivre et se déplacer. Dans la plupart des cas, les milieux supports sont issus des données d'occupation du sol. Pour certaines sous-trames, des informations complémentaires peuvent être mobilisées. Pour certaines sous-trames, les milieux répulsifs pour les espèces et les espaces fragmentants (c'est-à-dire source d'obstacle aux déplacements) peuvent être signalés ici.
Espèces à enjeux de continuité / sensibles à la fragmentation	Sont citées ici les espèces caractéristiques de la sous-trame en question. Les listes sont issues de : • la liste des espèces sensibles proposées dans le document cadre des Orientations nationales, • la liste complétée par le CSRPN lors de la réunion groupe de travail du 9 janvier 2014 (éléments précisés par un « * »), • des éléments supplémentaires ajoutés par la SEPOL le 9 avril 2014 (éléments précisés par « ¤ »), • enfin, des informations ou précisions spécifiées par un « $ » : propositions émises par le CSRPN lors de la constitution de la liste nationale des espèces sensibles à la fragmentation.
Réservoirs de biodiversité (RB) Composante réglementaire de la TVB	**Les réservoirs de biodiversité sont des** espaces dont **l'intérêt écologique est démontré** par des inventaires réalisés. Ils sont la synthèse de différents origines et étapes de détermination des réservoirs : • Réservoirs obligatoires au niveau national : espaces à portée règlementaire forte (de type APPB, RNR, …) • Réservoirs incontournables régionaux : espaces à enjeux et/ou stratégiques pour la région (Natura 2000, ZNIEFF de type 1, sites du CEN, sites du conservatoire du littoral, …) • Réservoirs complémentaires : espaces bénéficiant d'une gestion favorable à la préservation ou la restauration de la biodiversité ; secteurs identifiés par des

inventaires locaux sans pour autant bénéficier d'un zonage spécifique ; espaces à enjeu pour un territoire (sites classés, sites d'intérêt écologique majeur du PNRMV, sites du PNRPL, secteurs de nidification d'oiseaux, étangs d'intérêt écologique validés par le CSRPN….)

Cette ligne spécifie donc les origines des différents réservoirs de biodiversité sélectionnés pour la sous-trame, leur nature, la manière dont ils ont été sélectionnés ainsi que la surface qu'ils représentent. Pour cela, les résultats sont présentés sous forme de tableau synthétique.

Origine des réservoirs de biodiversité	Types de zonage	Qu'est ce qui est considéré en RB ?
Obligatoires nationaux	*Liste des zonages classés par catégorie.*	*Indique quelle partie ou élément du zonage est classé « réservoir de biodiversité ».*
Incontournables régionaux		
Complémentaires		
SUPERFICIE TOTALE : *indique la surface totale (en km²) classée en réservoir de biodiversité sans double compte.* **PART REGIONALE :** *signale la part (en %) que représente la surface classée en réservoir de biodiversité par rapport à surface régionale.*		

Les différentes origines des réservoirs de biodiversité n'entrainent **pas de hiérarchie entre les réservoirs, tous sont des réservoirs de biodiversité du SRCE**. Cependant, leur différence de nature (précision de la donnée) et les différentes sous-trames auxquelles ils appartiennent pourront générer des propositions d'actions et de prise en compte différentes selon les zonages dans le cadre du plan d'actions stratégique.

» **Pour connaître l'ensemble des réservoirs de biodiversité et secteurs à examiner, à fort potentiel écologique sélectionnés ainsi que les traitements cartographiques réalisés pour chacun, se référer à l'annexe 6.6.**

Secteurs à examiner (SE), avec fort potentiel écologique

Les secteurs à examiner, à fort potentiel écologique : Espaces pour lesquels il **manque des connaissances,** où **l'intérêt écologique** et/ou la **délimitation**, seraient **à préciser localement** (ZNIEFF de type 2, extensions des sites Natura 2000, zones à dominante humide, réservoirs biologiques du SDAGE, étangs potentiellement d'intérêt écologique, sites inscrits…).

Comme pour les réservoirs de biodiversité, les résultats sont présentés sous forme de tableau synthétique.

Types de zonage	Qu'est ce qui est considéré en SE ?
Liste des zonages classés par catégorie.	*Indique quelle partie ou élément du zonage est classé « SE».*
SUPERFICIE TOTALE : *indique la surface totale (en km²) classée en SE sans double compte.* **PART REGIONALE :** *signale la part (en %) que représente la surface classée en SE par rapport à surface régionale.*	

Corridors écologiques

Composante réglementaire de la TVB

Pour chaque sous-trame, il est précisé comment ont été identifiés les corridors écologiques et ce qui les caractérise.

Selon les sous-trames, il est apporté une indication sur la surface ou le linéaire que représentent les corridors identifiés.

SOUS-TRAME DES MILIEUX XXX	
Zones de conflit au sein des continuités	Selon les sous-trames, un travail supplémentaire a été effectué pour identifier les principaux points ou zones pouvant créer une rupture dans les continuités. Sont explicitées les méthodes employées pour les identifier.
Objectifs de préservation / remise en bon état des continuités	Selon les sous-trames, il est précisé les objectifs : préservation ou remise en bon état attribués aux réservoirs de biodiversité ainsi qu'aux corridors écologiques. Cette demande réglementaire est basée sur le bon état et bonne fonctionnalité supposés de la composante : à un milieu en bon état est associé un objectif de préservation ; à un milieu dont la fonctionnalité écologique est dégradée est associé un objectif de remise en bon état.
Continuités interrégionales	Par région, présentation des continuités interrégionales identifiées grâce au travail collaboratif avec les régions voisines et à l'analyse des SRCE déjà réalisés. Les lettres (A, etc.) font référence à la continuité cartographiée sur la carte régionale de la sous-trame.
Limites	Présentation des limites de l'analyse et de la cartographie des continuités, en lien avec les traitements SIG ou les données utilisées, afin de relativiser et contextualiser les résultats obtenus.

En complément de ce rapport cartographique, les documents cartographiques du SRCE sont présentés sous deux formes :

- **Huit cartes de synthèse** au format A3 en PDF (échelle comprise entre le 1/570.000^{e} et le 1/625.000^{e} selon les impressions en A3, 1cm = entre 5.7 km et 6.25 cm) :
  - 5 cartes pour les 5 sous-trames
  - 3 cartes de synthèse : Trame verte, Trame bleue et Trame verte et bleue.

- **Six atlas cartographiques** au 1/100.000^{e} (1cm = 1km), échelle de restitution officielle du SRCE :
  - Un atlas pour la Trame verte et bleue
  - 5 atlas pour les 5 sous-trames.

Ces documents cartographiques sont accompagnés de **5 notices (une par sous-trame)** reprenant les tableaux présentés dans le présent rapport en partie 5.

 Les représentations graphiques et les légendes d'un même objet peuvent différer entre les cartes de synthèse et les atlas au 1/100.000^{e}.

Sur l'atlas, la transparence appliquée aux différentes composantes peut modifier la couleur des objets lorsque ceux-ci se superposent.

Les cartes de synthèse en pdf sont, dans leur version numérique et quand elles sont ouvertes avec la dernière version du logiciel Acrobat Reader, en version « cliquables » (cf. mode d'emploi page suivante).

Les « cartes de synthèse cliquables » présentent l'avantage de pouvoir sélectionner/visualiser chaque élément composant la carte indépendamment des autres informations (*cf*. mode d'emploi dans l'encart suivant). **La version Adobe Reader X est nécessaire pour garantir une visualisation optimale des documents en version numérique.**

Mode d'emploi des cartes de synthèse :
comment visualiser les différentes couches sur les pdf cliquables en version numérique ?

1. Se reporter au pdf cliquable (fichier numérique) de la sous-trame souhaitée, l'ouvrir avec une version d'Acrobat Reader récente (a minima version X) ;
2. A gauche du document, cliquer sur l'icône « calques »  ;
3. Développer le dossier « couches », en appuyant sur le « + » situé à côté 

;
4. Par défaut tout est sélectionné. Pour masquer certains éléments, cliquer sur l'icône « œil »  ;

Il est possible de visualiser plusieurs éléments.
Tout d'abord, les informations générales :

- Les principales villes de la région : visualisables par les couches « Communes_centroides Anno » et « Principales villes » ;
- Le dossier « axes de communication » : qui permet de visualiser les principales voies de communication (voies ferrées et routières)
- Le dossier « ouvrages de franchissement » : qui localise les ouvrages permettant de la traversée des axes de communication (les passages à faune *stricto sensu* ainsi que des ouvrages de franchissement)
- Les cours d'eau principaux
- Pour la sous-trame des milieux aquatiques, il est possible de visualiser les « obstacles à l'écoulement » : qui localisent les ouvrages fragmentant la continuité écologique aquatique. Ces éléments sont classés selon leur difficulté de franchissabilité.

Ensuite, il est intéressant de visualiser les différents éléments constitutifs des continuités écologiques (composante réglementaire ou pas) **dans l'ordre suivant :**

1. La couche « **Milieux supports** » : représente les pixels de milieux supports qui participent à la sous-trame ;
2. **Les réservoirs de biodiversité** (composante réglementaire de la TVB) : chaque type de zonage correspond à une couche visualisable
3. La couche des « **Secteurs à examiner, avec fort potentiel écologique »**
4. La couche « **Corridors écologiques** » (composante réglementaire de la TVB) : selon les sous-trames cette couche est visualisable ou pas.

» **Pour cela il est nécessaire de se reporter au tableau de présentation des résultats de chaque sous-trame pour en comprendre les raisons.**

Les atlas au 1/100.000[e] sont découpés en planche A3 (légende et découpage de la région au début des atlas. Sur chaque planche, un fond de plan topographique permet un repérage aisé.

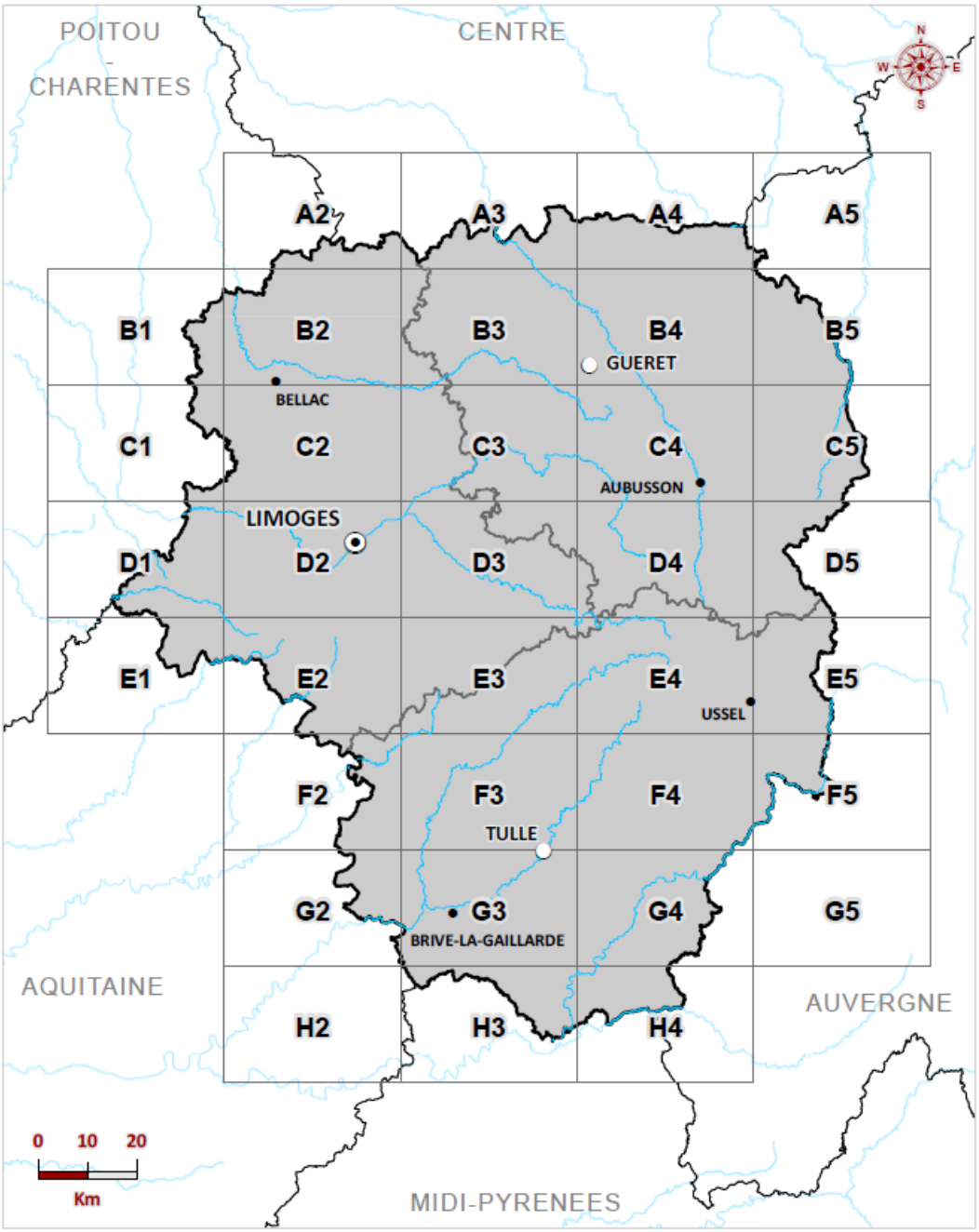
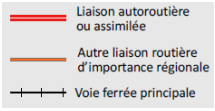
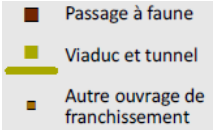


Figure 4 – Tableau d'assemblage des cartes des atlas au 1/100.000e

5.2 Sous-trame des milieux boisés

SOUS-TRAME DES MILIEUX BOISÉS	
Milieux supports	Les milieux supports constitutifs de cette sous-trame sont composés des espaces boisés suivants (issus de la base de données IFN de l'IGN) : ⇨ Les futaies : Futaie de feuillus indifférenciés, Futaie de pins indifférenciés, Futaie mixte à conifères indifférenciés prépondérants, Futaie mixte à feuillus prépondérants, Futaie mixte à pins prépondérants, Autre forêt fermée ⇨ Les mélanges de futaies et taillis : Mélange de futaie de conifères et taillis, Mélange de futaie de pins et taillis, Mélange enrichi de futaie feuillue et taillis, Mélange normal de futaie feuillue et taillis, Mélange pauvre de futaie feuillue et taillis ⇨ Les taillis indifférenciés ⇨ Les forêts ouvertes : Forêt ouverte de conifères, Forêt ouverte de feuillus, Autre forêt ouverte, Les massifs de résineux peuvent héberger des espèces patrimoniales (coléoptères, chouette de Tengmalm par exemple), c'est pourquoi, la distinction résineux/feuillues n'a pas été réalisée. **Les milieux supports boisés couvrent 4 226 km², soit 25% de la région Limousin.** Toutefois, les plantations qui se composent d'espèces exogènes monospécifiques, ou encore celles dont l'exploitation est à rotation courte (comme les plantations de Douglas ou les taillis de châtaigniers) sont considérées comme nettement moins intéressantes d'un point de vue écologique. Les modes de gestion à rotation courte peuvent entrainer une dégradation de la qualité et de la fonctionnalité des milieux boisés. Afin de mettre en valeur cet aspect, les taillis de châtaigniers et les futaies de conifères indifférenciés (pins non purs) ne sont pas considérés comme des milieux supports de la sous-trame des milieux boisés, mais comme milieux attractifs (cf. annexe 6.7).   Les espaces urbanisés et les axes de communication (routes et voies ferrées) constituent des obstacles aux déplacements des espèces. Cela est pris en compte dans la cartographie des zones de perméabilité et des corridors écologiques, tout comme les ouvrages de franchissement qui permettent la traversée des infrastructures de transport (passage spécifique pour la faune, autre ouvrage (hydraulique, agricole…) laissant aussi passer la faune, viaduc, tunnel…). NB : les ouvrages de franchissement des infrastructures de transport affichés sur les cartes sont ceux dont la fonctionnalité est avérée, cette représentation est donc incomplète (*cf.* ligne « Limites ») **» voir aussi le traitement des principaux risques de rupture des continuités dans la ligne « Zones de conflit »**
Espèces à enjeux de continuité / sensibles à la fragmentation Espèces issues de la liste des espèces sensibles proposées dans le document cadre des Orientations nationales.	**Insectes, Coléoptères** *Sinodendron cylindricum** *Dictyoptera aurora** *Bolitophagus reticulatus** *Ampedus erythrogonus** *Ostoma ferruginea** *Xylophilus corticalis** **Amphibiens** Sonneur à ventre jaune (*bombina variegata*)[$] : mares temporaires, espèce qui a un fort attachement au milieu boisé. Espèce indicatrice de la connectivité des milieux[$] Triton marbré (*Triturus marmoratus*)[$] : forestier en période hivernale[$]

SOUS-TRAME DES MILIEUX BOISÉS

* Liste complétée par le CSRPN (réunion groupe de travail 9 janvier 2014)

¤ Liste complétée par la SEPOL (9 avril 2014)

$ Liste ou commentaire complémentaires à la liste proposée dans le diagnostic. Propositions émises par le CSRPN lors de la constitution de la liste nationale

Mammifères :
Barbastelle d'Europe (*Barbastella barbastellus*)
Grand murin (*Myotis myotis*)*
Genette commune (*Genetta genetta*) [$]: espèce méridionale liée au milieu forestier feuillu. Besoin d'une mosaïque paysagère (corridors forestiers et hydrauliques) Sensible aux axes routiers, évite les zones urbanisées[$].
Ecureuil roux (*Sciurus vulgaris*)[$]: sensible à la destruction et fragmentation de son habitat et la gestion intensive des forêts (forêt feuillue ou résineux âgés, parcs et jardins). Espèce de nature ordinaire[$].
NB : le cerf élaphe, proposé par certains acteurs locaux, ne peut faire partie de la présente liste. En effet, espèce utilisant un grand territoire, il n'est pas assez spécifique des milieux boisés pour être retenu.

Oiseaux :
Bouvreuil pivoine (*Pyrrhula pyrrhula*) : plutôt en marge forestière[$]
Gobemouche gris (*Muscicapa striata*)
Grimpereau des bois (*Certhia familiaris*)
Pouillot siffleur (*Phylloscopus sibilatrix*)
Rougequeue à front blanc (*Phoenicurus phoenicurus*)
Chouette de Tengmalm (*Aegolius funereus)**
Pic noir (*Dryocopus martius)**
Gros-bec casse noyaux (*Coccothraustes coccothraustes*)[¤]
Circaète-Jean-le-Blanc (*Circaetus gallicus*)[¤]
Aigle botté (*Hieraaetus pennatus*)[¤]
Autour des palombes (*Accipiter gentilis*)[¤]
Cigogne noire (*Ciconia nigra*)[¤]
Mésange nonette (*Poecile palustris*)[¤]
Pic mar (*Dendrocopos medius*)[¤]
Roitelet huppé (*Regulus regulus*)[¤]

Espèces végétales :
Différentes espèces caractéristiques des ripisylves, des forêts de l'étage montagnard et des boisements de pente*.

Réservoirs de biodiversité (RB)

Composante réglementaire de la TVB

Les réservoirs de biodiversité sélectionnés pour la sous-trame des milieux boisés sont les suivants. L'origine des réservoirs traduit les étapes de sélection des espaces supports de réservoirs (cf. partie 2.2).

Origine des réservoirs	Types de zonage	Qu'est ce qui est considéré en RB ?
Obligatoires nationaux	RNR, RNN, APPB	Zonages entiers (sélection de sites)
Incontournables régionaux	Habitats des sites Natura 2000	Habitats code Corine Biotope correspondants à la sous-trame
	ZNIEFF de type 1, espaces gérés par le CEN Limousin (cat.1), espaces du conservatoire du littoral	Pixels de milieux supports de la sous-trame compris dans les zonages
Complémentaires	Sites classés, forêts domaniales et communales, territoires à vocation forestière ancienne	Pixels de milieux supports de la sous-trame compris dans les zonages
	SIEM du PNRMV	Habitats code Corine Biotope correspondants aux milieux boisés
	Massifs forestiers du PNRPL	Zonages entiers
SURFACE TOTALE : 669.9 km²		PART REGIONALE : 3.9 %

SOUS-TRAME DES MILIEUX BOISÉS

» **Pour connaître l'argumentaire ayant conduit à la sélection de ces zonages pour la sous-trame, se reporter à la partie 2.2 du rapport « Zonages à prendre en compte » ainsi qu'à l'annexe 6.6 « présentation des réservoirs de biodiversité et secteurs à examiner à fort potentiel écologique et des traitements cartographiques réalisés ».**

Secteurs à examiner (SE), à fort potentiel écologique

Carte de synthèse :



Les espaces considérés « Secteurs à examiner, à fort potentiel écologique » sont les suivants :

Types de zonage	Qu'est ce qui est considéré en SE ?
ZNIEFF de type 2	Pixels des milieux supports de la sous-trame compris dans les zonages
Extensions des sites Natura 2000 (5 sites)	Zonages entiers
Sites inscrits (165 sites)	Zonages entiers
SURFACE TOTALE : 1040.3 km²	PART REGIONALE : 6.1 %

Corridors écologiques

Composante réglementaire de la TVB

L'identification et la cartographie des corridors écologiques boisés ont été réalisées en deux temps :

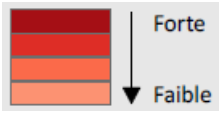
1. **Cartographie des zones de perméabilité**
2. **Cartographie de corridors écologiques linéaires d'importance régionale**

Dans les deux cas, le préalable est :

- La combinaison des couches de l'occupation des sols ;
- La construction d'une couche de friction par l'estimation de la perméabilité de chaque classe d'occupation des sols et l'attribution d'un coefficient de friction.

» **Cf. annexe 6.4 pour l'occupation du sol et annexe 6.7 pour l'estimation de la perméabilité.**

Zones de perméabilité



1. **Cartographie des zones de perméabilité**

L'objectif ici est d'identifier les espaces de déplacement et dispersion d'un massif à l'autre, d'un réservoir à l'autre, d'identifier les grands espaces non morcelés à ne pas fragmenter, en prenant en compte les grands obstacles fragmentants et difficilement franchissables (infrastructures linéaires comme les autoroutes en particulier).

Pour cela, l'analyse distance-cout est privilégiée pour l'identification **d'aires de dispersion autour des réservoirs de biodiversité, zones de déplacement** favorisées par la perméabilité des milieux à traverser autres que forestiers et contraintes par les obstacles.

- Les points de départ de l'algorithme sont les milieux supports boisés inclus dans des réservoirs de biodiversité.
- Les **espaces ayant la plus forte perméabilité** (faible coefficient de friction) correspondent aux milieux supports de la sous-trame. Les **milieux à forte perméabilité** comprennent notamment les secteurs à très forte densité de haies et les autres espaces boisés (futaies de conifères indifférenciés et taillis de châtaigniers).
- L'outil utilisé est l'application distance cout de Spatial Analyst (ArcGis), l'algorithme est lancé sur une grande distance (100 km), mais on ne lui demande pas obligatoirement de relier tous les réservoirs de biodiversité entre eux.
- Les données résultantes sont mises en classe pour correspondre à des réalités terrain (fonction de l'occupation du sol en général). Les classes de couleur ont été choisies afin de faire ressortir au mieux l'effet d'éloignement des réservoirs, les limites de classes ne correspondent pas à une distance métrique mais à une distance pondérée par la perméabilité.

» **Cf. annexe 6.8 pour la méthodologie détaillée et opérations techniques**

<table>
<tr><th colspan="2">SOUS-TRAME DES MILIEUX BOISÉS</th></tr>
<tr><td>Cartes de synthèse :

Cartes des atlas :
  </td><td>ayant conduit à la cartographie des zones de perméabilité et des corridors écologiques linéaires boisés.
Les zones de perméabilité cartographiées traduisent donc la facilité de dispersion et de déplacement au-delà des réservoirs de biodiversité, elles sont représentées sous forme « d'auréole » de diffusion à partir de chaque réservoir. L'idée étant que les espèces n'empruntent pas un chemin unique, mais vont potentiellement divaguer dans différentes directions pour aller d'un point A à un point B.

2. Cartographie de corridors écologiques linéaires d'importance régionale

Des corridors écologiques linéaires = axes de déplacement préférentiels (d'après la nature de l'occupation du sol) pour les espèces de la sous-trame des milieux boisés ont par la suite été identifiés sur le même principe de chemin de moindre cout.

• Au regard de la multitude de réservoirs de biodiversité boisés à l'échelle régionale (plus de 22 000) et de leur possible petite taille, il a été décidé de sélectionner les principaux réservoirs de biodiversité boisés de la région comme point de départ (219 sites).
• La grille de friction est modifiée pour favoriser le passage des corridors (chemin de moindre cout linéaire) par les réservoirs de biodiversité boisés, même s'ils ne sont pas point de départ de l'algorithme.
• Les points de départ de l'algorithme sont les centres des principaux réservoirs de biodiversité boisés ; les corridors traversent ainsi les réservoirs, ils ne s'arrêtent ou ne commencent pas du bord du site.
• L'outil utilisé est le calcul de chemin de moindre cout de Graphab (logiciel libre développé par le laboratoire Théma de l'université de Franche-Comté). Cet outil permet entre autres de calculer plus facilement la longueur et la longueur pondérée de chaque corridor.
• Parmi les corridors écologiques tracés reliant les principaux réservoirs de biodiversité, certains semblent trop « couteux », soit par qu'ils sont très long, soit parce qu'ils traversent des zones de faible perméabilité (zone urbaine par exemple). Il a donc été décidé de ne pas afficher les corridors les plus couteux (cout supérieur à 15.000).
Les corridors restants ont été retravaillés et simplifiés, en particulier pour supprimer les corridors en doublon sur un trajet, ou le corridor traversant le lac de Vassivière (l'eau n'étant pas considérée initialement comme un obstacle infranchissable, cf. annexe 6.8.4).
Les corridors boisés représentent un linéaire de 4 966 km

» Cf. annexe 6.8 pour la méthodologie détaillée et opérations techniques ayant conduit à la cartographie des zones de perméabilité et des corridors écologiques linéaires boisés.</td></tr>
<tr><td>Zones de conflit au sein des continuités

Cartes de synthèse TV et TVB et atlas</td><td>Des études[4] ont montré la permanence dans le temps des lieux de passage de certaines espèces, génération après génération. La construction d'infrastructures de transport de plus en plus difficilement franchissables, en raison de l'augmentation du trafic ou des aménagements en bordure de voirie, n'a pas forcément modifié ces trajets.
Nous avons donc considéré comme zone de conflit potentiel pour les continuités boisées, l'intersection entre les autoroutes et voies assimilées (A20, A89, RCEA, RN141…) et les</td></tr>
</table>

[4] Par exemple : O.G.E. 2013. Les continuités écologiques à l'échelle de la grande faune en forêt de Fontainebleau. Analyse à partir des pratiques cynégétiques, notamment les trajets de chasse à courre du cerf.

SOUS-TRAME DES MILIEUX BOISÉS	
★	corridors linéaires boisés simulés en l'absence d'autoroute (autoroutes considérées comme des routes ordinaires). Par ailleurs, ces zones de conflit pourront être alimentées par des dires d'expert (dysfonctionnement du passage à faune sur l'A20 dans les Monts d'Ambazac par exemple).
Objectifs de préservation / remise en bon état des continuités Cartes de synthèse TV et TVB Milieux boisés à préserver Milieux boisés à remettre en bon état	**Les réservoirs de biodiversité** comprennent tout ou partie des zonages naturels (Réserves naturelles, APPB, ZNIEFF, Natura 2000, ZNIEFF, sites classés …), espaces dans lesquels « la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée ». **Ils sont donc considérés comme « à préserver ».** **Les corridors écologiques sont considérés à remettre en bon état à partir du moment où** ils traversent des zones de faible et très faible perméabilité, d'autant plus s'ils traversent une route d'importance régionale ou s'il y a une zone de conflit potentiel sur leur trajet. Cela correspond aux corridors les plus couteux. **Les corridors écologiques boisés à remettre en bon état représentent un linéaire de 609 km, soit 12% du linéaire total des corridors boisés.** Les **autres corridors** sont considérés comme **à préserver**.

SOUS-TRAME DES MILIEUX BOISÉS		
Continuités inter-régionales ⟷	Aquitaine	Pour cette sous-trame entre les deux régions les continuités sont peu marquées, hormis au sud de Brive (G) et par le PNR, vers St Junien (H).
	Poitou-Charentes	**Analyse faite avec ST « Forêts et landes » :** Coté Poitou-Charentes, une continuité (I) est visible entre Brigueuil et Montrol-Sénard (87) qui prend en compte les réservoirs de biodiversité identifiés dans le Limousin, à savoir la Lande de Cinturat (APPB, ZNIEFF type 1), l'étang de Fromental et le Chaos rocheux de la Roche aux Fées (ZNIEFF type 1).
	Centre	Deux continuités sont identifiées. Une première par la vallée de la Creuse (A), la seconde sous forme de pas japonais entre St Benoit-du-Sault (36) St Sulpice les feuilles (B).
	Auvergne	Quatre continuités sont visibles, assurées par les vallées escarpées : - Vallée du Cher (C), - Vallées de la Dordogne (D), - Vallée de la Maronne (E), - Vallée de la Cère (F).
	Midi-Pyrénées	**Analyse faite avec ST « forêt de plaine » et « forêt d'altitude » :** La vallée de la Cère, là aussi permet une continuité avec la région Limousin (F).

SOUS-TRAME DES MILIEUX BOISÉS	
Limites	Les **milieux supports** de cette sous-trame sont basés sur la BD forêt version 1 de 2006 (données issues de l'inventaire forestier national). Or, ces dernières sont basées sur des interprétations de photos de 1999 (pour la Corrèze), 2001 et 2003 (pour les 2 autres départements). Ce qui a pour conséquence de ne pas prendre en compte un certain nombre d'évènements significatifs, tels que la tempête de 1999, des coupes rases, …. Il est donc important, dans le cadre du plan d'action stratégique du SRCE et des déclinaisons locales, de considérer les évolutions de la couverture boisée. **Les corridors linéaires sont issus de modélisation** ; ils sont le résultat d'une série de choix (coefficient de perméabilité des milieux, choix des principaux réservoirs de biodiversité, choix du seuillage des corridors les plus couteux, etc.). Ils dépendent également de la précision et de la date des données d'occupation du sol utilisées. **Il faut donc les considérer comme des principes de connexion entre réservoirs ; la vérification sur le terrain de leur existence et de leur fonctionnalité est donc indispensable lors des déclinaisons locales.**

SOUS-TRAME DES MILIEUX BOISÉS	
	NB : la vérification de la cohérence entre la TVB régionale et le projet de ligne à grande vitesse entre Limoges et Poitiers nous a permis de faire une comparaison entre les corridors issus de notre modélisation et les lieux de passage à faune, issus de prospections de terrain, proposés le long du tracé de la LGV. Une bonne voire très bonne corrélation a pu être notée. **Concernant les zones de conflit potentiel**, le travail cartographique permet d'identifier des coupures notables sur certaines parties du territoire, comme par exemple, celle générée par la Route Centre-Europe Atlantique (RCEA/ N145). L'échelle de travail, ainsi que le manque de données (manque de connaissance et de capitalisation des données d'écrasements de faune) ne permettent cependant pas de localiser plus précisément les zones de conflit potentiel et les risques de ruptures de continuités. **Les ouvrages de franchissement des infrastructures** de transport affichés sur les cartes sont ceux dont la fonctionnalité est avérée, en raison de leur fonction spécifique (passage à faune), de leurs caractéristiques (tunnel, viaduc) ou de vérification de terrain validant leur fonctionnalité pour la faune (Etude CERA Environnement pour ASF sur l'A89 en 2013). Cette représentation des ouvrages de franchissement est donc incomplète (en particulier sur l'A20 et la RCEA/N145) et a vocation à être augmentée à l'avenir en fonction d'analyses conduites localement et/ou par les gestionnaires de réseaux.

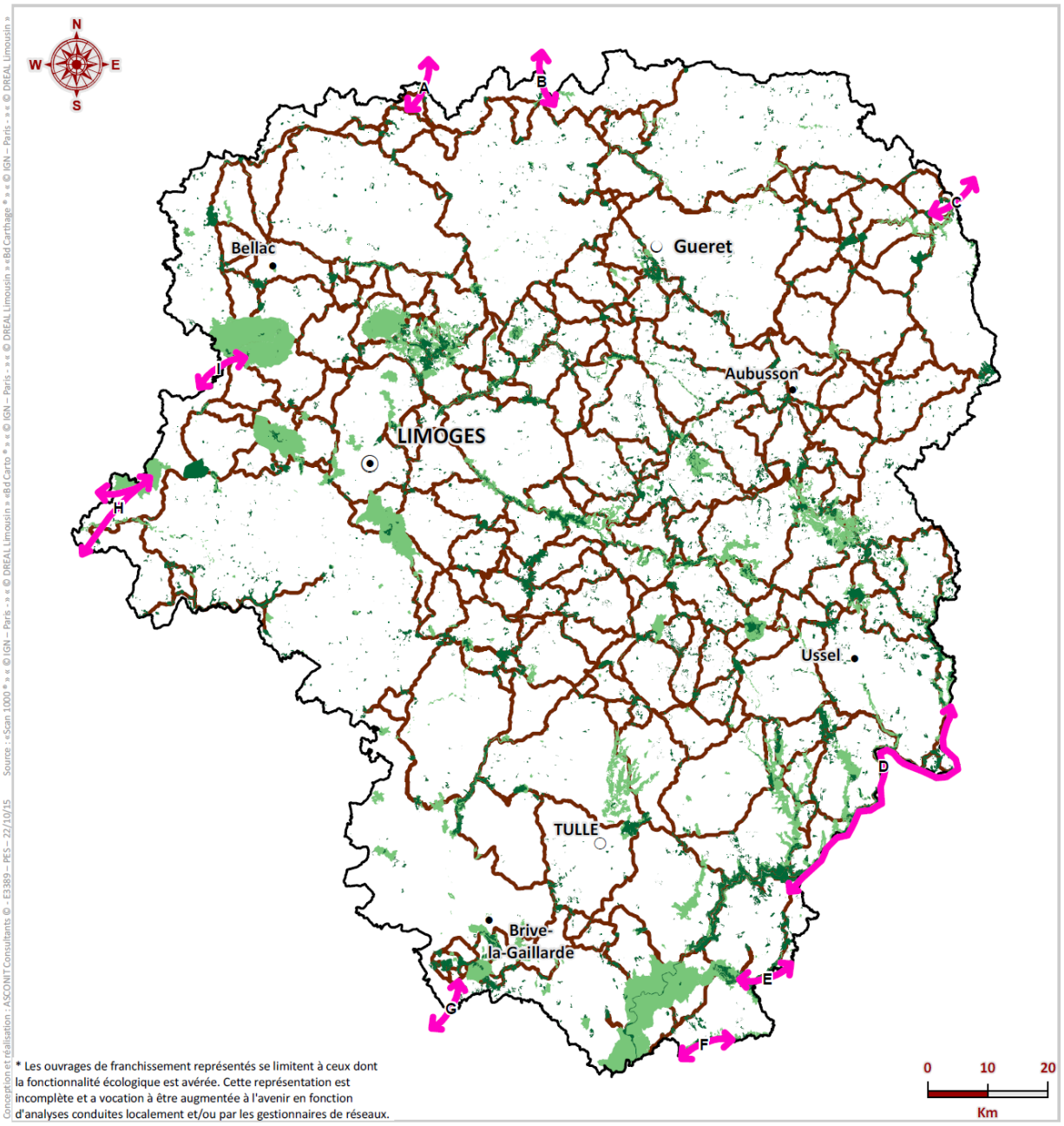


Figure 5 – Carte des continuités écologiques de la sous-trame des milieux boisés

Légende :

Réservoirs de biodiversité :

RNR, RNN, APPB, ZNIEFF T1, Habitats N2000, CEN (Cat.1), Conserv. Lit., Site classé, Forêt domaniale et communale, Territoire à vocation forestière ancienne, SIEM (PNR MV), Massif forestier (PNR PL)

Secteurs à examiner (à fort potentiel écologique) :

ZNIEFF T2, Extension N2000 (5), Site inscrit

Corridors écologiques

Continuités interrégionales

5.3 Sous-trame des milieux bocagers

SOUS-TRAME DES MILIEUX BOCAGERS	
Milieux supports	Le bocage est constitué d'une mosaïque paysagère formée de parcelles agricoles (prairies, cultures, vergers...) accompagnées d'un réseau de structures végétales arbustives, arborées ou buissonnantes plus ou moins dense (haie, bosquet et boqueteau, alignement d'arbres, anciens vergers, ...). Afin d'obtenir une sous-trame proche de la réalité terrain, les **milieux supports** constitutifs de la sous-trame des milieux bocagers sont composés exclusivement des **secteurs à « très forte » et « forte » densité de haies. En partant du principe qu'il s'agit de densité, par conséquent ces secteurs prennent également en compte les espaces compris entre les haies (prairies, boqueteaux, voire autres cultures…).** **Les milieux supports bocagers couvrent 1 757 km², soit 10% de la région Limousin.** **NB :** lors des ateliers de concertation de juillet 2014, il a été signalé que certains secteurs de haies ont subi un remembrement. C'est pourquoi, les haies appartenant aux classes "très forte " et "forte densité » comprises dans des secteurs remembrés, ont été déclassées en « faible densité bocagère » » ***cf.* annexe 6.4 « Construction d'une occupation des sols ».** Les espaces urbanisés et les axes de communication (routes et voies ferrées) constituent potentiellement des obstacles aux déplacements des espèces de cette sous-trame, dont l'importance de l'effet barrière pourra être analysée à l'échelle locale.
Espèces à enjeux de continuité / sensibles à la fragmentation Espèces issues de la liste des espèces sensibles proposées dans le document cadre des Orientations nationales. * Liste complétée par le CSRPN (réunion groupe de travail 9 janvier 2014) ¤ Liste complétée par la SEPOL (9 avril 2014) $ Liste ou commentaire complémentaires à la liste proposée dans le diagnostic. Propositions émises par le CSRPN lors de la constitution de la	**Insectes, Orthoptères :** Barbistide ventru (*Polysarcus denticauda*) **Insectes, Coléoptères:** Pique prune (*Osmoderma eremita*)* Dermestoïde à thorax rouge *(Dermestoides sanguinicollis)** Lacon des Chênes *(Lacon querceus)** *Allecula morio** *Calambus bipustulatus** *Pycnomerus terebrans** **Insectes, Rhopalocères** : Gazé (*Aporia crataegi*)* **Reptiles - amphibiens** Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*) Triton marbré (*Triturus marmoratus)* Rainette verte ou arboricole (*Hyla arborea*)* Lézard vert occidental (*Lacerta bilineata*)$: colonise les milieux secs et les écotones. Sensible à la destruction du linéaire de haie et des friches au profit des cultures[$] **Mammifères** Barbastelle d'Europe (*Barbastella barbastellus*) Grand rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*) Petit rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*) **Oiseaux** Alouette lulu (*Lullula arobrea*) Chevêche d'Athéna (*Athene noctua*) Gobemouche gris (*Muscicapa striata*)

<table>
<tr><th colspan="2">SOUS-TRAME DES MILIEUX BOCAGERS</th></tr>
<tr><td>liste nationale</td><td>Pie-grièche écorcheur (Lanius collurio)
Pie-grièche grise (Lanius excubitor)
Pie-grièche à tête rousse (Lanius senator)
Pipit farlouse (Anthus pratensis)

Flore
Sison amome (Sison amomum)* indice de qualité bocagère[$]</td></tr>
<tr><td>Réservoirs de biodiversité (RB)

Composante réglementaire de la TVB</td><td>Les réservoirs de biodiversité sélectionnés pour la sous-trame des milieux bocagers sont les suivants. L'origine des réservoirs traduit les étapes de sélection des espaces supports de réservoirs (cf. partie 2.2).

<table>
<tr><th>Origine des réservoirs de biodiversité</th><th>Types de zonage</th><th>Qu'est ce qui est considéré en RB ?</th></tr>
<tr><td>Obligatoires nationaux</td><td>RNR, RNN, APPB</td><td>Zonages entiers (après croisement avec MS)</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Incontournables régionaux</td><td>Habitats des sites Natura 2000</td><td>Habitats code Corine Biotope correspondants à la sous-trame</td></tr>
<tr><td>ZNIEFF de type 1, espaces gérés par le CEN Limousin (cat.1), espaces du conservatoire du littoral</td><td>Pixels de milieux supports de la sous-trame compris dans les zonages</td></tr>
<tr><td rowspan="4">Complémentaires</td><td>Secteurs à très forte densité de haie (milieux supports)</td><td>Pixels des milieux supports</td></tr>
<tr><td>Sites classés</td><td>Pixels de milieux supports de la sous-trame compris dans les zonages</td></tr>
<tr><td>Espaces renfermant des espèces de flore de prairies maigres (CBNMC)</td><td>Zonages entiers (sites de petite taille)</td></tr>
<tr><td>Sites de nidification d'oiseaux du bocage (SEPOL)</td><td>Pixels de point de présence</td></tr>
<tr><td colspan="3">SURFACE TOTALE : 1 283 km² PART REGIONALE : 7.5%</td></tr>
</table>

NB : dans l'optique d'une recherche de continuité, et de réservoirs de biodiversité présentant une certaine naturalité, les pixels de réservoirs isolés (surface inférieure à 2501 m²) et les pixels de réservoirs situés en milieu urbain ont été supprimés.

» Pour connaître l'argumentaire ayant conduit à la sélection de ces zonages pour la sous-trame, se reporter à la partie 2.2 du rapport « Zonages à prendre en compte » ainsi qu'à l'annexe 6.6 « Présentation des réservoirs de biodiversité et secteurs à examiner à fort potentiel écologique et des traitements cartographiques réalisés ».</td></tr>
<tr><td>Secteurs à examiner (SE), avec fort potentiel écologique</td><td>Les espaces considérés « Secteurs à examiner, à fort potentiel écologique » sont les suivants :

<table>
<tr><th>Types de zonage</th><th>Qu'est ce qui est considéré en SE ?</th></tr>
<tr><td>ZNIEFF de type 2</td><td>Pixels des milieux supports de la sous-trame compris dans les zonages</td></tr>
<tr><td>Extensions des sites Natura 2000 (5 sites)</td><td>Zonages entiers</td></tr>
</table>
</td></tr>
</table>

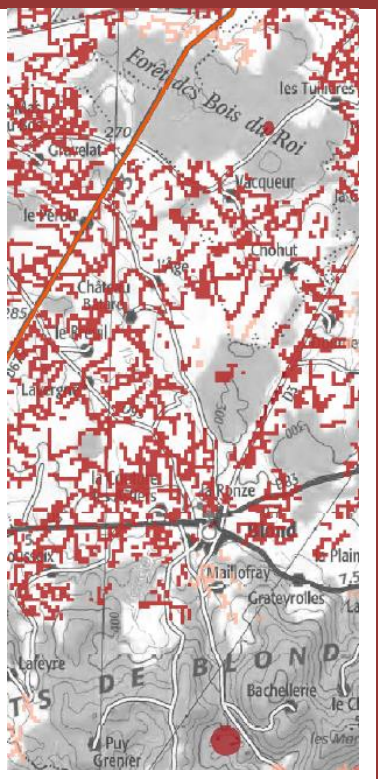
SOUS-TRAME DES MILIEUX BOCAGERS		
	Périmètres de protection de captage des eaux	Pixels de milieux supports de la sous-trame compris dans les zonages (périmètres de protection immédiats et rapprochés)
	Sites inscrits (165 sites)	Zonages entiers
	SURFACE TOTALE : 631.2 km²	PART REGIONALE : 3.7 %
Corridors écologiques Composante réglementaire de la TVB	**Le bocage étant déjà un réseau**, il est difficile de définir en son sein des espèces réservoirs et des espaces corridors, chaque espace (haie, prairie, bosquets…) pouvant jouer les deux rôles. Une méthode de type distance-cout ou dilatation-érosion ne semble alors pas pertinente au regard de la densité des éléments composant la sous-trame (l'ensemble de la région serait en sous-trame). **En raison de cela aucun traitement particulier n'a été réalisé pour les corridors cette sous-trame**, à l'exception de la suppression des pixels isolés de moins de 2501 m² et des pixels en milieu urbain**.** **Cependant, à l'échelle régionale, on peut identifier 3 grands pôles bocagers** : 1. Le premier au nord de la région en forme d'arc de Bellac à Aubusson : la Basse-Marche, les gorges de la Creuse et les collines du Guéretois, le bas-Berry et la vallée de la Petite Creuse, le bassin de Gouzon, la basse Combraille, les collines d'Aubusson/Bellegarde, et le massif de Toulx-Sainte-Croix ; 2. Un deuxième comprenant les alentours de Limoges : Limoges et sa campagne résidentielle, les collines limousines de Briance-Vienne et le plateau de Rochechouart ; 3. Enfin, un troisième au sud couvrant le bassin de Brive et Tulle : le sud du plateau d'Uzerche, la campagne résidentielle de Tulle, Brive et ses environs, le pays des buttes calcaires et des terres lie-de-vin, le causse corrézien et le bassin de Meyssac. La question peut alors se poser des connexions entre ces pôles régionaux.	
Objectifs de préservation / remise en bon état des continuités	Les réservoirs de biodiversité de milieux bocagers définis à partir des espaces renfermant des espèces de flore de prairies maigres ou des sites de nidification d'oiseaux du bocage peuvent être considérés comme à préserver. Pour le reste des réservoirs, au regard de la nature des données mobilisées pour les milieux supports (bd TOPO HAIE), la densité seule ne permet pas d'attribuer des objectifs de préservation ou de remise en bon état. Il est donc proposé, **via un travail à l'échelle locale,** d'identifier la fonctionnalité et la qualité des haies, dans le but de **définir précisément les secteurs de haies à préserver ou à remettre en bon état.**	

SOUS-TRAME DES MILIEUX BOCAGERS		
Continuités interrégionales	Aquitaine	***Point de cohérence à vérifier*** *: que les milieux supports limousins intègrent bien les réservoirs de biodiversité aquitains (basés sur haies de BD Topo)* Une continuité est localisée dans le Pays des buttes calcaires et des terres lie-de-vin : entre Saint Bonne la rivière et Hautefort (C)
	Poitou-Charentes	**Analyse faite avec ST « systèmes bocagers » :** Le SRCE de Poitou-Charentes cartographie des systèmes bocagers très denses tout le long de la frontière avec le Limousin. En effet,, la sous-trame des milieux bocagers limousins est importante à ce niveau, de nombreux de réservoirs de biodiversité ont été localisés (D et E).

SOUS-TRAME DES MILIEUX BOCAGERS		
	Centre	Deux continuités diffuses sont identifiées par le SRCE Centre (continuités de milieux prairiaux) : au sud-ouest (A) et sud-est (B) de St Benoit-du-Sault. Côté Limousin, ces continuités relient effectivement de secteur à forte densité de réservoirs de biodiversité.
	Auvergne	**Continuité nationale nord-ouest / sud-est à assurer** : la vallée de la Dordogne et ses affluents peuvent y participer, dont la Vallée de la Ru. Cependant, les espaces bocagers à l'est d'Aubusson n'ont pas de continuité vers l'Auvergne. Et en Auvergne les espaces bocagers (sous-trame agropastorale) se trouvent plus au sud vers Ussel et vallée de la Dordogne, sans équivalent en Limousin. Ce décalage peut sans doute s'expliquer par la différence de définition entre la sous-trame des milieux bocagers limousins (strictement basée sur le maillage de haies) et la sous-trame agropastorale auvergnate, comprenant entre autres les prairies permanentes, espaces supprimés de la sous-trame limousine.
	Midi-Pyrénées	**Analyse faite avec ST « Milieux ouverts et semi-ouverts » de plaine et d'altitude :** **Continuité nationale nord / sud à assurer**. Les espace bocagers identifiés en Limousin au sud-est de Brive ne retrouvent cependant pas leur pendant coté Midi-Pyrénées. Comme en Auvergne, cela est sans doute dû au manque de prise en compte du maillage bocager stricto sensu dans la sous-trame des milieux ouverts et semi-ouverts de Midi-Pyrénées.

SOUS-TRAME DES MILIEUX BOCAGERS	
Limites	**La principale donnée à l'origine de la cartographie de la sous-trame des milieux bocagers est la couche végétation de la BD TOPO**. Celle-ci a été traitée afin d'en faire ressortir les éléments linéaires (traitements antérieurs à la récupération de la couche régionale). Les limites évoquées pour cette donnée source sont les suivantes : « *La pertinence des couches produites est directement liée à la qualité de la donnée source (BD Topo®). On remarque par exemple que certaines jeunes plantations ne sont pas bien détectées. Idem pour les haies basses (surtout présente en Creuse) qui sont plutôt mal reconnues. Enfin, il n'est pas possible de dater précisément la donnée (lié au mode de production et de mise à jour du produit IGN BD Topo®)* ». Puis dans le cadre de la cartographie régionale, ces données ont encore été manipulées (rasterisation, calcul de densité par maille de 1 km², rerasterisation des données vecteur à une maille de 50 m dans les secteurs de plus forte densité bocagère, etc.). La donnée cartographique des réservoirs de biodiversité des milieux bocagers peut donc apparaitre de manière relativement précise sur les cartes régionales ; cela ne correspond pas pour autant à une réalité terrain, sans compter les modifications intervenues depuis la cartographie de la végétation. Enfin, l'analyse de la qualité et la fonctionnalité des milieux bocagers ne sont pas possibles en l'état des connaissances et d'après les données disponibles. Pour cela, **la déclinaison locale des réservoirs de biodiversité des milieux bocagers et l'identification de corridors écologiques** (réseau de haies structurants permettant de faire des connexions entre réservoirs bocagers, mais également boisés) implique une participation étroite de la profession agricole à l'élaboration des documents d'urbanisme, et notamment au titre des personnes publiques associées (art L121-4 du code de l'urbanisme). Le réseau formé par les réservoirs de biodiversité bocagers identifiés à l'échelle régionale ne peut en effet être repris tel quel dans les TVB locales. Ce réseau est davantage à considérer comme un « indicateur » d'espaces au sein desquels il est important de préserver un maillage bocager fonctionnel, c'est-à-dire nécessaire et suffisant pour assurer la présence et le maintien d'espèces des milieux bocagers et les déplacements d'espèces de milieux forestiers. L'extrait ci-joint

(planche C2) montre par exemple que le maillage bocager est le support de corridors entre la Forêt des Bois du Roi au nord et les Monts de Blond au sud.



Certains réservoirs de biodiversité bocagers sont par ailleurs représentés sous forme de tache ou de rond. Ils ont été déterminés à partir de données du CBNMC (flore de prairie maigre) ou de la SEPOL (sites de nidification d'oiseaux du bocage). Il faut les considérer comme des points de vigilance et le cas échéant préciser localement leurs limites avec l'appui d'experts naturalistes.

Certains pixels initialement identifiés en réservoirs de biodiversité bocagers ont finalement été supprimés.

1. Il s'agit d'une part des réservoirs situés en milieux urbains (couche SIG L_TACHE_URBAINE_R74) : en effet, la couche de densité de bocage étant réalisée à partir de la couche végétation de la BD TOPO, des éléments végétalisés (parcs, aliments d'arbres, pelouses de stade, jardins particuliers…) ressortaient comme réservoir de biodiversité, alors qu'il s'agit plus là d'espaces de nature en ville.
2. Il s'agit d'autre part des pixels isolés, non connectés à d'autres, représentés donc sous forme d'un carré de 500 m de côté. Ces pixels de moins de 2501 m², ne participant pas d'une logique de réseau ou de continuité, ont été supprimés.

Ces suppressions couvrent 10,5 km² de réservoirs de biodiversité initialement identifiés, soit 0,8% des réservoirs initiaux.

Les ouvrages de franchissement des infrastructures de transport affichés sur les cartes sont ceux dont la fonctionnalité est avérée, en raison de leur fonction spécifique (passage à faune), de leurs caractéristiques (tunnel, viaduc) ou de vérification de terrain validant leur fonctionnalité pour la faune (Etude CERA Environnement pour ASF sur l'A89 en 2013). Cette représentation des ouvrages de franchissement est donc incomplète (en particulier sur l'A20 et la RCEA/N145) et a vocation à être augmentée à l'avenir en fonction d'analyses conduites localement et/ou par les gestionnaires de réseaux.

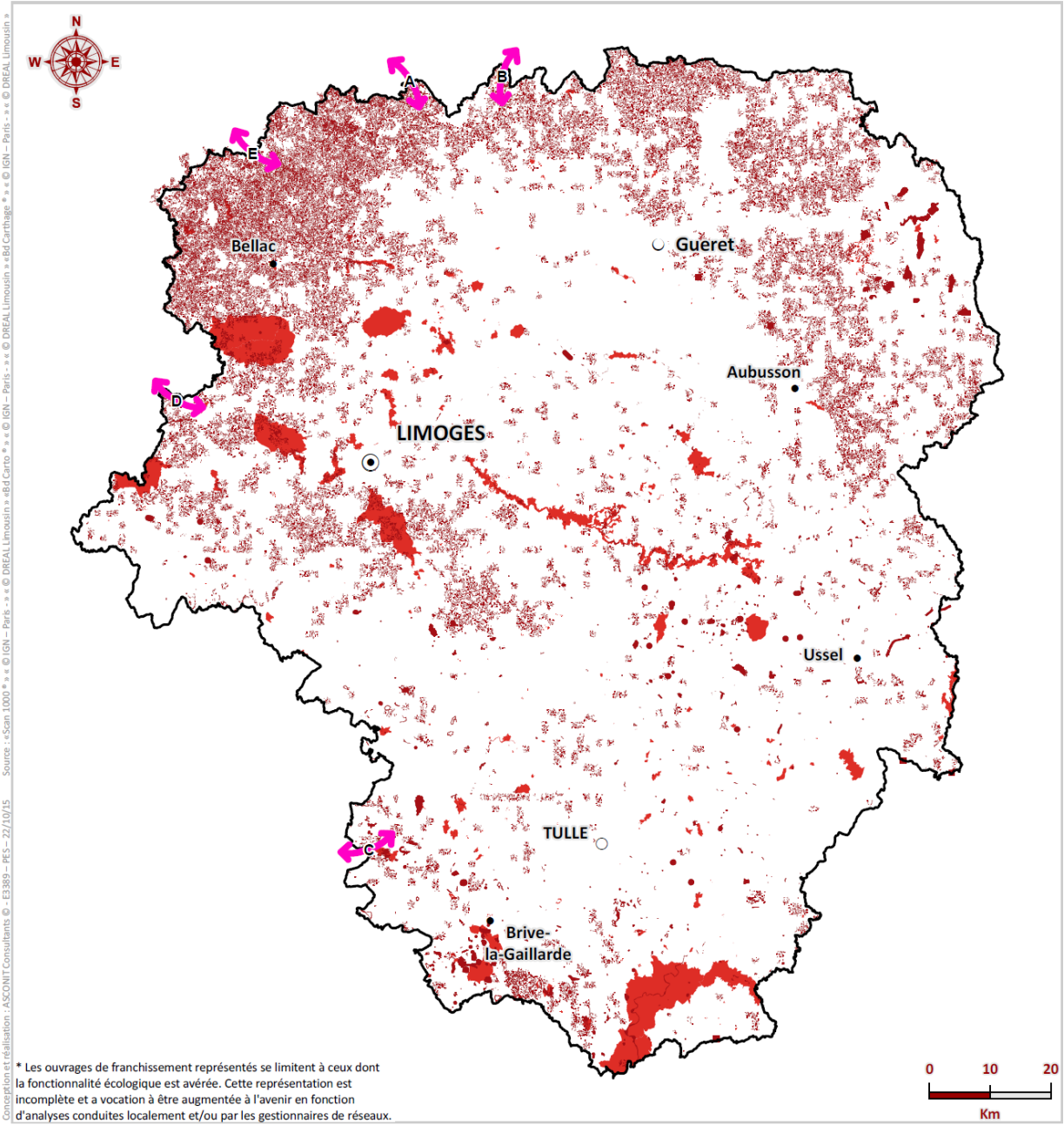


Figure 6 – Carte des continuités écologiques de la sous-trame des milieux bocagers

Légende :

Réservoirs de biodiversité :

RNR, RNN, APPB, ZNIEFF T1, Habitats N2000, CEN (Cat.1), Conserv. Lit., Site classé, Très forte densité de haie, Site oiseaux (SEPOL), Flore de prairie maigre (CBNMC)*

Secteurs à examiner (à fort potentiel écologique) :

Captage, ZNIEFF T2, Extension N2000 (5), Site inscrit

Continuités interrégionales

5.4 Sous-trame des milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux

SOUS-TRAME DES MILIEUX SECS ET/OU THERMOPHILES ET/OU ROCHEUX	
Milieux supports	Il existe plusieurs types de milieux secs selon les secteurs géographiques, sans forcément qu'il y ait une nécessité de connexion entre ces secteurs : • Les pelouses acidiclines (en zones d'altitude) ; • Le pôle sub-montagnard (à l'est : plateau de la Courtine, plateau de Millevaches) ; • Le pôle thermophile (au sud : bassin de Brive en particulier, sur calcaires et grès) ; • Le pôle atlantique (au centre, à l'ouest et au nord de la région). Les **milieux supports** de cette sous-trame sont constitués de deux sources de données : - Les **milieux identifiés à partir des données d'occupation du sol** : Les landes « xérophiles », les landes « xéro et mésophiles », les landes « xéro et hygrophiles » (données du CEN Limousin) et les rochers (d'après la BD TOPO), - Les **milieux correspondant à des occurrences de présence d'espèces floristiques** représentatives de cette sous-trame (données du CBNMC, source Chloris©) : les chênaies pubescentes et la flore de milieux rocheux. Ces **derniers éléments complémentaires** ont été ajoutés *a posteriori*, après constat que les données d'occupation du sol ne faisaient que refléter le niveau d'avancement des inventaires réalisés et qu'ils ciblaient principalement le secteur du plateau de Millevaches et sous-estimait les secteurs du sud-ouest (Brive notamment). **Les milieux supports secs et/ou thermophiles et/ou rocheux couvrent 131 km², soit 0.8% de la région Limousin.** Les milieux humides et les cours d'eau constituent des espaces répulsifs pour cette sous-trame ; ils sont supprimés des espaces de corridors écologiques en cas de superposition. Toutefois, l'échelle de cartographie du SRCE, le 1/100.000ème, génère sur les cartes régionales des impressions de superpositions entre milieux secs et cours d'eau par exemple de par leur proximité physique (rivière et escarpement rocheux la surplombant). Les milieux boisés représentent également des obstacles potentiels au déplacement des espèces des milieux secs et/ou thermophiles et/ rocheux, qui sont de manière générale des espaces ouverts. Ainsi, les milieux boisés (milieux supports de la sous-trame des milieux boisés ainsi que les futaies de conifères indifférenciés et les taillis de châtaigniers) sont supprimés des espaces de corridors écologiques en cas de superposition. Les espaces urbanisés et les axes de communication (routes et voies ferrées) constituent potentiellement des obstacles aux déplacements à certaines espèces des milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux, dont l'importance de l'effet barrière pourra être analysée à l'échelle locale.
Espèces à enjeux de continuité / sensibles à la fragmentation Espèces issues de la liste des espèces sensibles proposées dans le document cadre des Orientations	**Insectes, Coléoptères** : *Arrhenocoela lineata** *Carabus monilis** *Lochmaea suturalis** *Micrelus ericae** **Insectes, Lépidoptères et Rhopalocères** : Argus bleu-nacré (*Polyommatus coridon*)* Mercure (*Arethusana arethusa*)* *Saturnia pavonia** Azuré du Serpolet (*Maculinea arion*)

nationales.

* Liste complétée par le CSRPN (réunion groupe de travail 9 janvier 2014)

¤ Liste complétée par la SEPOL (9 avril 2014)

$ Liste ou commentaire complémentaires à la liste proposée dans le diagnostic. Propositions émises par le CSRPN lors de la constitution de la liste nationale

Insectes, Mantidae :
Mante religieuse (*Mantis religiosa*)*
*Empusa pennata**
Insectes, Orthoptères :
Criquet des Ajoncs (*Chorthippus binotatus binotatus*)
Criquet des grouettes (*Omocestus petraeus*)
Criquet rouge-queue (*Omocestus haemorrhoidalis haemorrhoidalis*)
Sténobothre bourdonneur (*Stenobothrus nigromaculatus nigromaculatus*) : pierriers, pelouses et rocailles chaudes et sèches$

Oiseaux
Linotte mélodieuse (*Carduelis cannabina*)
Circaète-Jean-le-Blanc (*Circaetus gallicus*)¤

Reptiles
Lézard vert occidental (*Lacerta bilineata*) : colonise les milieux secs (et non thermophiles) et les écotones. sensible à la destruction du linéaire de haie et des friches au profit des cultures$
Lézard ocellé (*Timon lepidus*)* : pelouses rases$
Vipère aspic (*Vipera aspis*)*

Flore
Nombreuses espèces d'orchidées*
Espèces caractéristiques des substrats siliceux, gréseux et serpentiniques*

Réservoirs de biodiversité (RB)

Composante réglementaire de la TVB

Les milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux sont rares et menacés. C'est pourquoi **tous les milieux supports sont considérés comme « réservoirs de biodiversité ».**
D'autres zonages ont été analysés afin de compléter ces premiers éléments. Les réservoirs de biodiversité sélectionnés pour la sous-trame sont les suivants. L'origine des réservoirs traduit les étapes de sélection des espaces supports de réservoirs (cf. partie 2.2).

Origine des réservoirs de biodiversité	Types de zonage	Qu'est ce qui est considéré en RB ?
Incontournables régionaux	Inventaires landes du CEN et rochers (milieux supports issus de l'occupation des sols)	Pixels des milieux supports
	Habitats des sites Natura 2000	Habitats code Corine Biotope correspondants aux milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux
Complémentaires	Chênaies pubescentes et flore de milieux rocheux (milieux supports complémentaires identifiés à partir de données flore du CBNMC)	Pixels des milieux supports
	SIEM du PNRMV	Habitats code Corine correspondants aux milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux
	Habitats agropastoraux du PNRPL	Zonages entiers
	Sites rupestres (SEPOL)	Pixels de point de présence
SURFACE TOTALE : 193.7 km²		PART REGIONALE : 1.1 %

SOUS-TRAME DES MILIEUX SECS ET/OU THERMOPHILES ET/OU ROCHEUX

» **Pour connaître l'argumentaire ayant conduit à la sélection de ces zonages pour la sous-trame, se reporter à la partie 2.2 du rapport « Zonages à prendre en compte » ainsi qu'à l'annexe 6.6 « Présentation des réservoirs de biodiversité et secteurs à examiner à fort potentiel écologique et des traitements cartographiques réalisés ».**

Secteurs à examiner (SE), avec fort potentiel écologique

Les espaces considérés « Secteurs à examiner, à fort potentiel écologique » sont les suivants :

Types de zonage	Qu'est ce qui est considéré en SE ?
Autres ZNIEFF de type 1 (35 sites), extensions des sites Natura 2000 (5 sites)	Zonages entiers
Sites inscrits (165 sites)	Zonages entiers
SURFACE TOTALE : 645.4 km²	PART REGIONALE : 3.8 %

Corridors écologiques

Composante réglementaire de la TVB

Cartes de synthèse :

Cartes des atlas :

Au regard du contexte pédologique et écologique du Limousin, certains secteurs n'ont pas besoin d'être connectés entre eux. Par conséquent, il est pertinent de **délimiter deux sous-réseaux** qui définissent trois espaces dont les limites naturelles sont calées sur les isothermes et l'altitude :

- Le sous-réseau des milieux calcicoles et gréseux, dans le secteur de Brive : sa limite est calée sur l'isotherme moyen annuel 12°C, matérialisant la persistance des espèces méditerranéennes. Exemple d'espèce : l'empuse (insecte de la famille des mantes religieuses) ;
- Le sous-réseau des milieux d'altitude, secteur cryophile abritant les espèces de montagne (altitude supérieure à 600 m) ;
- Le reste de la région, globalement situé entre 300 et 600 m d'altitude.

L'entrée espèces est jugée intéressante pour caractériser les sous-réseaux. Pour cela, **au sein de chacun de ces sous-réseaux, la méthode de dilatation érosion, est choisie** pour identifier des espaces pouvant servir de connexion entre milieux assez proches (**calculs réalisés à partir des réservoirs de biodiversité).** Ces espaces de connexion servent aussi de zones tampon pour la préservation des milieux secs.

La distance utilisée pour l'identification des corridors écologiques est **de 1 km**, distance théorique choisie lors du groupe de travail du **GT CSRPN du 4 juin 2014.** En comparaison, les besoins de déplacement de quelques espèces de la sous-trame sont les suivants :

Espèce	Territoire de nourrissage	Dispersion des jeunes	Dispersion des adultes
Criquet des ajoncs	besoin de sites très proches		
Azuré du serpolet			50 - 150 m
Linotte mélodieuse	200-500 m parfois 1 km	4,4 km	3,5 km
Lézard vert occidental	50 m		200 m

Enfin, un travail d'affinage est réalisé au sein de ces corridors écologiques afin d'**éliminer les espaces d'occupation des sols pouvant être répulsifs à cette sous-trame** : suppression des pixels correspondants aux **zones humides avérées** (réservoirs de biodiversité de la sous-trame des milieux humides), ainsi que suppression des **milieux boisés** (milieux supports de la sous-trame des milieux boisés ainsi que les futaies de conifères indifférenciés et les taillis de châtaigniers).

À noter que même si les milieux rocheux sont azonaux et ponctuels ou limités en surface, leur rôle dans la dispersion des espèces est prouvé : par exemple les falaises de Dordogne ont permis au chamois de venir du Sancy.

Les corridors ainsi calculés, représentent une surface de 335.7 km², soit 2% de la surface

SOUS-TRAME DES MILIEUX SECS ET/OU THERMOPHILES ET/OU ROCHEUX	
	régionale.
Objectifs de préservation / remise en bon état des continuités	**Les réservoirs de biodiversité** comprennent en tout ou partie des zonages naturels (Natura 2000) ou inventaires terrain, espaces dans lesquels « la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée ». **Ils sont donc considérés comme « à préserver ».** Des **objectifs pour les corridors écologiques peuvent difficilement être identifiés** à cette échelle. En effet, au regard des données mobilisées et de la méthode de caractérisation des corridors utilisée (corridors identifiés à partir d'une occupation des sols basée sur des données à actualiser) **le dire d'expert est primordial**. Un travail local est donc nécessaire pour réellement évaluer l'état de conservation des corridors écologiques de cette sous-trame (besoin de connaissances locales sur la qualité et la fonctionnalité des milieux).

SOUS-TRAME DES MILIEUX SECS ET/OU THERMOPHILES ET/OU ROCHEUX		
Continuités interrégionales 	Aquitaine	Continuité à assurer vers le bassin de Brive : elle existe en forme d' « arc » (F).
	Poitou-Charentes	**Analyse faite avec ST « Pelouses sèches calcicoles » :** Pas de continuité visible, les sites sont trop éloignés les uns des autres.
	Centre	Deux continuités sont identifiées par le SRCE Centre (continuités de des landes sèches et humides) : au sud-ouest (A) de St Benoit-du-Sault et par la vallée de la Creuse (B). Ces continuités s'appuient également sur des réservoirs de biodiversité limousins.
	Auvergne	Un principe de pas japonais est présent vers Montluçon notamment (C). Une continuité est identifiée via la vallée de la Dordogne vers la plaine de la Limagne (D). Une autre est possible le long de l'A89 (E).
	Midi-Pyrénées	**Analyse faite avec ST « Milieux rocheux d'altitude » :** Pas de milieux rocheux d'altitude d'identifiés en Midi-Pyrénées en limite du Limousin. L'absence de continuités correspond à une absence de correspondance entre sous-trames car il y a continuités des Causses entre Midi-Pyrénées et Limousin. Continuité nationale ONO / ESE en limite sud du Limousin.

SOUS-TRAME DES MILIEUX SECS ET/OU THERMOPHILES ET/OU ROCHEUX	
Limites	Comme précisé pour l'identification des milieux supports, **cette sous-trame reflète avant tout le niveau de connaissance actuelle de ces milieux**. Un effort de connaissance reste à mener. Par exemple, les sites rocheux sont ceux mentionnés dans la BD TOPO, mais la multitude d'affleurements rocheux locaux ne ressort pas ou peu grâce aux données floristiques. **La déclinaison locale des corridors écologiques** des milieux secs nécessite un approfondissement de la connaissance des espaces concernés (leur fonctionnalité pour les espaces de ces milieux) et la précision de leurs limites (limites floutées sur la cartographie au 1/100.000^{e}). **Les ouvrages de franchissement des infrastructures** de transport affichés sur les cartes sont ceux dont la fonctionnalité est avérée, en raison de leur fonction spécifique (passage à faune), de leurs caractéristiques (tunnel, viaduc) ou de vérification de terrain validant leur fonctionnalité pour la faune (Etude CERA Environnement pour ASF sur l'A89 en 2013). Cette représentation des ouvrages de franchissement est donc incomplète (en particulier sur l'A20 et la RCEA/N145) et a vocation à être augmentée à l'avenir en fonction d'analyses conduites localement et/ou par les gestionnaires de réseaux.

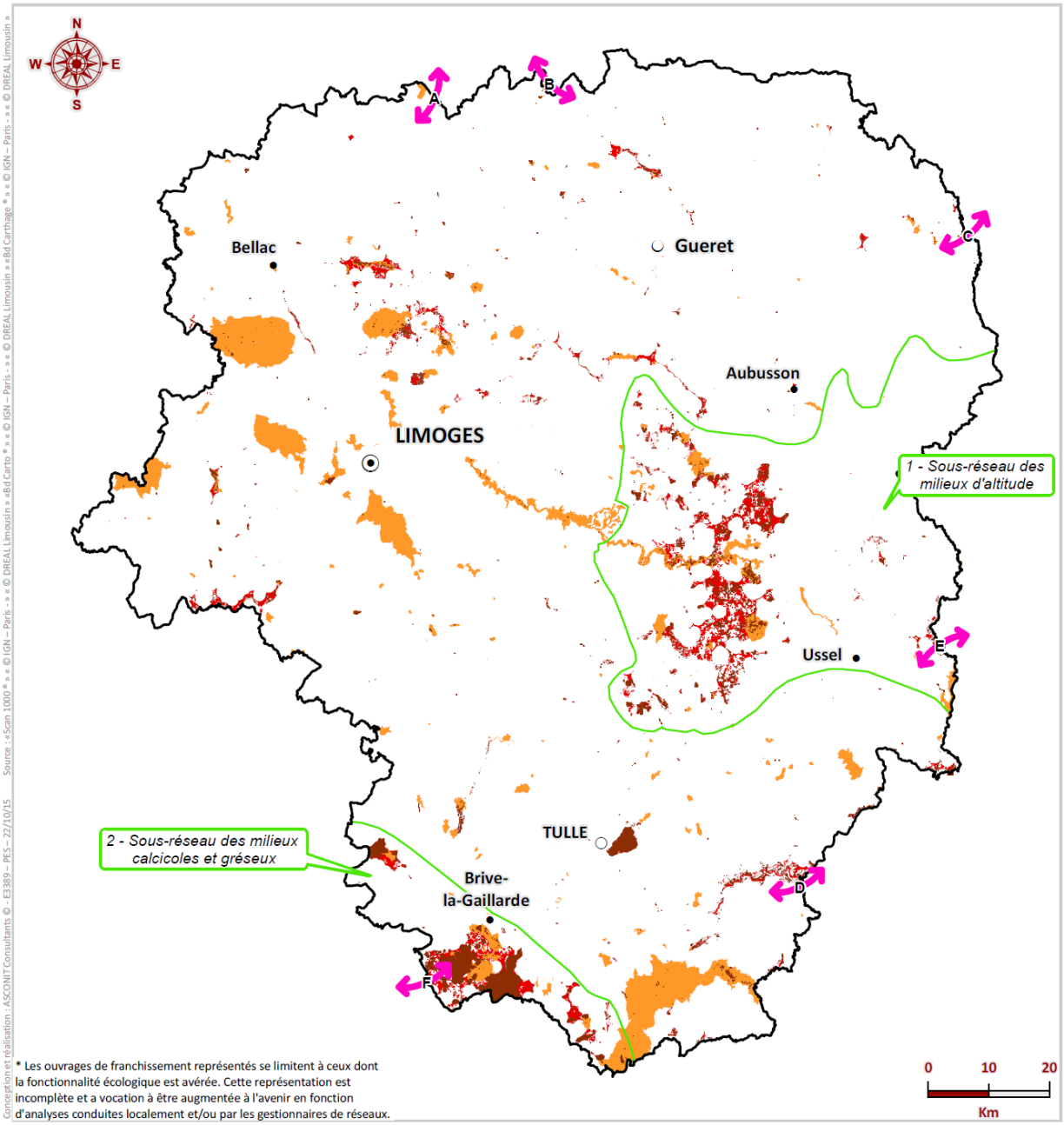
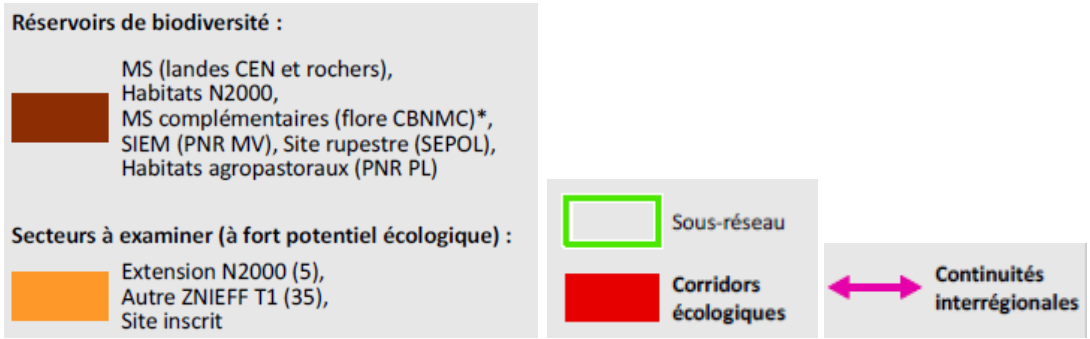


Figure 7 - Carte des continuités écologiques de la sous-trame des milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux

Légende :



5.5 Sous-trame des milieux humides

SOUS-TRAME DES MILIEUX HUMIDES	
Milieux supports	Les **milieux supports** qui composent cette sous-trame sont de nature très diverse. 1. Tout d'abord, ils sont composés **des milieux humides** qui regroupent : • Les landes humides (« hygrophiles », « xérophiles et hygrophiles » et « mésophiles et hygrophiles ») ; • Les tourbières ; • Les forêts humides ; • Les prairies humides ; • Les jonçaies, les mégaphorbiaies, les cariçaies, les roselières, les molinaies ; • D'autres zones humides non précisées. Ces milieux correspondent à des zones humides avérées, identifiées et délimitées grâce à des inventaires terrain : • L'inventaire des zones humides sur les territoires des deux Parcs naturels régionaux du Limousin ; • L'inventaire mené à l'échelle de Limoges métropole ; • L'inventaire réalisé sur le bassin de la Vienne moyenne ; • La cartographie des tourbières effectuée par le CEN Limousin en 2011 • L'inventaire des landes du CEN Limousin (2002). 2. **Les cours d'eau temporaires** sont également intégrés comme milieux supports à cette sous-trame. En effet, le réseau hydrographique de la région Limousin tient un rôle important en tant que tête de bassin versant et pour de nombreuses espèces. De plus, le petit chevelu qui le constitue est étroitement lié aux milieux humides (échanges, transferts d'eau, zone refuge d'espèces, …). **Les milieux supports humides couvrent 659 km², soit 3.9% de la région Limousin.** Les milieux secs et les espaces urbanisés et les axes de communication (routes et voies ferrées) constituent potentiellement des obstacles aux déplacements des espèces de cette sous-trame, dont l'importance de l'effet barrière pourra être analysée à l'échelle locale.
Espèces à enjeux de continuité / sensibles à la fragmentation Espèces issues de la liste des espèces sensibles proposées dans le document cadre des Orientations nationales. * Liste complétée par le CSRPN (réunion groupe de travail	**Insectes, Odonates** Agrion à fer de lance (hasté) (*Coenagrion hastulatum*) Epithèque bimaculée (*Epitheca bimaculata*) Leste des bois (*Lestes dryas*) Cordulie arctique (*Somatochlora arctica*) Leucorrhine douteuse (*Leucorrhinia dubia*) **Insectes, Orthoptères** Criquet palustre (*Chorthippus montanus*) Decticelle des bruyères (*Metrioptera brachyptera*) Criquet ensanglanté (*Stethophyma grossum*)* **Insectes, Coléoptères** : *Agonum ericeti** *Acylophorus wagenschieberi** *Longitarsus nigerrimus** *Bagous frit** **Insectes, Lépidoptères** : Azuré des Mouillères (*Maculinea alcon*)*

<table>
<tr><th colspan="2">SOUS-TRAME DES MILIEUX HUMIDES</th></tr>
<tr><td>9 janvier 2014)

¤ Liste complétée par la SEPOL (9 avril 2014)

$ Liste ou commentaires complémentaires à la liste proposée dans le diagnostic. Propositions émises par le CSRPN lors de la constitution de la liste nationale</td><td>Damier de la Succise (Euphydryas aurinia)*
Cuivré des marais (Lycaena dispar)*
Reptiles - Amphibiens
Grenouille rousse (Rana temporaria)
Sonneur à ventre jaune (Bombina variegata)
Triton marbré (Triturus marmoratus)
Lézard vivipare (Zootoca vivipara)* : tourbières$
Vipère péliade (Vipera berus) : sensible au réchauffement climatique (concurrence possible avec la vipère aspic). Bon indicateur des milieux tourbeux et de landes humides. Population du Limousin connectée avec celle du Massif central, isolée des autres populations de France$.

Mammifères
Campagnol amphibie (Arvicola sapidus) : espèce des milieux humides et des biotopes aquatiques, qui se maintien en Limousin grâce aux activités pastorales$
Loutre d’Europe (Lutra lutra) : indicateur de continuité des cours d'eau, et des milieux contigus (ripisylve entre autre). Bon indicateur des milieux lentiques et lotiques$

Oiseaux
Pipit farlouse (Anthus pratensis)
Tarier des prés (Saxicola rubetra)
Marouette ponctuée (Porzana porzana)¤</td></tr>
<tr><td>Réservoirs de biodiversité (RB)

Composante réglementaire de la TVB</td><td>Les réservoirs de biodiversité sélectionnés pour la sous-trame sont composés d’espaces pour lesquels des inventaires terrain attestent de la présence de milieux humides (milieux supports, habitats des sites Natura 2000, …). L’origine des réservoirs traduit les étapes de sélection des espaces supports de réservoirs (cf. partie 2.2).

<table>
<tr><th>Origine des réservoirs de biodiversité</th><th>Types de zonage</th><th>Qu’est ce qui est considéré en RB ?</th></tr>
<tr><td rowspan="2">Incontournables régionaux</td><td>Inventaires terrain de zones humides et cours d’eau temporaires (milieux supports de la sous-trame)</td><td>Pixels des milieux supports</td></tr>
<tr><td>Habitats des sites Natura 2000</td><td>Habitats code Corine correspondants aux zones humides</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Complémentaires</td><td>SIEM du PNRMV</td><td>Habitats code Corine Biotope correspondants aux zones humides</td></tr>
<tr><td>Zones humides patrimoniales du PNRPL</td><td>Zonages entiers</td></tr>
<tr><td colspan="2">SURFACE TOTALE : 672.5 km²</td><td>PART REGIONALE : 3.9 %</td></tr>
</table>

» Pour connaître l’argumentaire ayant conduit à la sélection de ces zonages pour la sous-trame, se reporter à la partie 2.2 du rapport « Zonages à prendre en compte » ainsi qu’à l’annexe 6.6 « Présentation des réservoirs de biodiversité et secteurs à examiner à fort potentiel écologique et des traitements cartographiques réalisés ».</td></tr>
<tr><td>Secteurs à examiner (SE), avec fort</td><td>Les réservoirs de biodiversité ne reflètent pas la réalité du territoire, mais traduisent plutôt l’état d’avancement des connaissances vis-à-vis de ces milieux. C’est pourquoi, des secteurs à examiner, avec fort potentiel écologique sont proposés. Ils correspondent à des données</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th colspan="2">SOUS-TRAME DES MILIEUX HUMIDES</th></tr>
<tr><td>potentiel écologique</td><td>obtenues par photo interprétation qui estiment le potentiel de la région et permettent de mettre en valeur le rôle stratégique du Limousin pour les milieux humides (comme cela été identifié dans le diagnostic du SRCE).

<table>
<tr><th>Types de zonage</th><th>Qu'est ce qui est considéré en SE ?</th></tr>
<tr><td>Extensions des sites Natura 2000 (5 sites)</td><td>Zonages entiers</td></tr>
<tr><td>Zones à dominante humide identifiées sur les bassins de la Vienne, de la Dordogne et de la Cère</td><td>Zonages entiers desquels ont été retirées les parties identifiées en « eaux courantes », « plans d'eau », « zones urbaines » et « autres territoires artificialisés »</td></tr>
<tr><td>Sites inscrits (165 sites)</td><td>Zonages entiers</td></tr>
<tr><td colspan="2">SURFACE TOTALE : 2 608.9 km² PART REGIONALE : 15.3 %</td></tr>
</table></td></tr>
<tr><td>Corridors écologiques

Composante réglementaire de la TVB</td><td>Aucun traitement cartographique spécifique n'a été appliqué. La cartographie des corridors écologiques se fait par affichage des espaces supports aux déplacements d'espèces, considérés comme en partie similaires aux secteurs à examiner, avec fort potentiel écologique, à savoir :
- les zones à dominante humide ;
- les cours d'eau temporaires.

Les corridors ainsi identifiés représentent 1 601,5 km², soit 9.4% de la surface régionale.</td></tr>
<tr><td>Objectifs de préservation / remise en bon état des continuités</td><td>Les réservoirs de biodiversité comprennent en tout ou partie des zonages naturels (Natura 2000) ou issus inventaires terrain, espaces dans lesquels « la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée ». Ils sont donc considérés comme « à préserver ».

Les objectifs pour les corridors écologiques peuvent difficilement être identifiés à cette échelle. En effet, au regard du type de données mobilisées (corridors identifiés à partir de la donnée « zones à dominante humide ») le dire d'expert est primordial. Un travail local est donc nécessaire pour réellement évaluer l'état de conservation des corridors écologiques de cette sous-trame (besoin de connaissances locales sur la qualité et la fonctionnalité des milieux).</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th colspan="3">SOUS-TRAME DES MILIEUX HUMIDES</th></tr>
<tr><td rowspan="5">Continuités interrégionales</td><td>Aquitaine</td><td>Choix aquitain : identification des réservoirs de biodiversité par des enveloppes de secteurs denses en zones humides (ex : PNR)
En Limousin, principe retenu d'une approche plus fine, les correspondances ne sont donc pas faciles à établir.</td></tr>
<tr><td>Poitou-Charentes</td><td>Analyse faite avec ST zones humides :
Une continuité est repérée via une vallée de la Tardoire (D).</td></tr>
<tr><td>Centre</td><td>Des continuités sont possibles : via un axe au sud de St-Benoit du Sault (A) ainsi qu'une continuité nord-sud par la vallée de la Creuse (B).</td></tr>
<tr><td>Auvergne</td><td>Porter attention à la frontière avec Plateau de Millevaches (tourbières)
L'approche choisie en Limousin (prise en compte de zones à dominante humide notamment) permet d'identifier un nombre important de réservoirs de biodiversité et de corridors potentiels formant autant de continuités possibles avec l'Auvergne.</td></tr>
<tr><td>Midi-Pyrénées</td><td>Analyse faite avec ST zones humides, sous-trame qui ne dispose pas de réservoirs de biodiversité ni de corridors écologiques, mais des zones humides avérées et à vérifier) : La vallée de la Dordogne permet d'assurer une continuité</td></tr>
</table>

SOUS-TRAME DES MILIEUX HUMIDES		
		de part et d'autre de la limite régionale (C).

SOUS-TRAME DES MILIEUX HUMIDES	
Limites	Comme précisé pour l'identification des milieux supports, **cette sous-trame reflète avant tout le niveau de connaissance actuelle de ces milieux**. Un effort en ce sens reste à mener **Les ouvrages de franchissement des infrastructures** de transport affichés sur les cartes sont ceux dont la fonctionnalité est avérée, en raison de leur fonction spécifique (passage à faune), de leurs caractéristiques (tunnel, viaduc) ou de vérification de terrain validant leur fonctionnalité pour la faune (Etude CERA Environnement pour ASF sur l'A89 en 2013). Cette représentation des ouvrages de franchissement est donc incomplète (en particulier sur l'A20 et la RCEA/N145) et a vocation à être augmentée à l'avenir en fonction d'analyses conduites localement et/ou par les gestionnaires de réseaux.

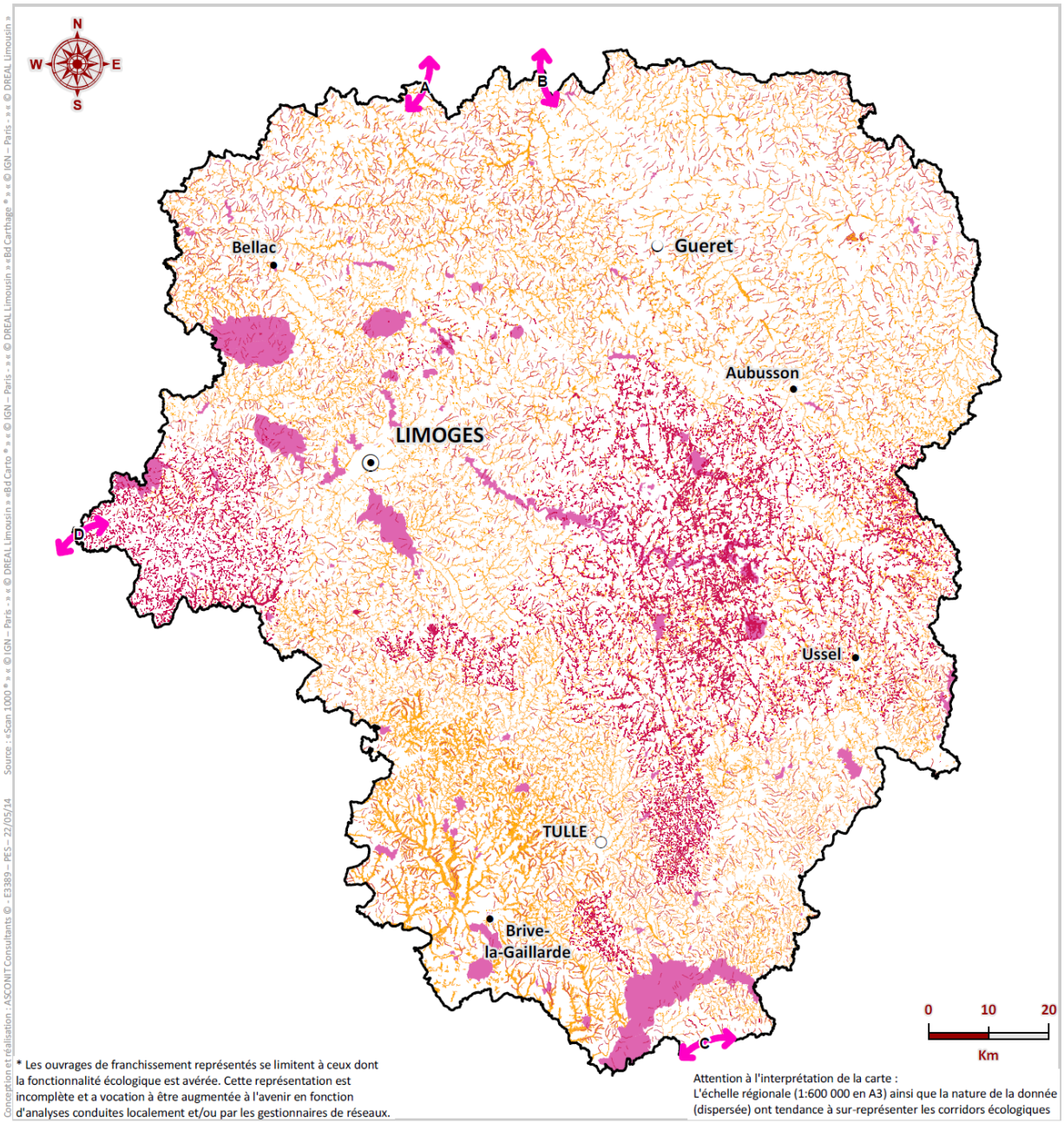


Figure 8 - Cartes des continuités écologiques de la sous-trame des milieux humides

Légende :

Réservoirs de biodiversité :

MS (Zone humide avérée et cours d'eau temporaire), Habitats N2000, SIEM, Zone humide patrimoniale (PNR PL)

Secteurs à examiner (à fort potentiel écologique) :

Zone à dominante humide (ZDH), Extension N2000 (5), Site inscrit

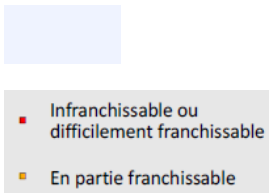
Corridors écologiques :

Zone à dominante humide (ZDH), Cours d'eau temporaire

Continuités interrégionales

<u>NB : Secteurs à examiner (à fort potentiel écologique)</u> : les zones à dominante humide, recouvrant complètement les corridors écologiques, ne sont pas représentées sur la carte ci-dessus.

5.6 Sous-trame des milieux aquatiques

SOUS-TRAME DES MILIEUX AQUATIQUES	
Milieux supports  Affichage sur Atlas uniquement : 	Les **milieux supports** de la sous-trame des milieux aquatiques sont : l'ensemble des cours d'eau sauf les cours d'eau temporaires (traités dans la sous-trame des milieux humides), les conduites forcées ou les tronçons souterrains. Les ouvrages hydrauliques, installations hydroélectriques, digues… sont autant de sources d'obstacles aux continuités écologiques des milieux aquatiques (sources multiples : ROE (ONEMA), bases de données Ouvrages (EPIDOR et EPTB Vienne), Ouvrages des tronçons des cours d'eau court-circuités, (EPIDOR),…). Sont affichés sur les cartes de synthèse uniquement les ouvrages infranchissables, difficilement franchissables ou en partie franchissables. Les ouvrages dont la franchissabilité est indéterminée sont représentés dans l'atlas de la sous-trame des milieux aquatiques. » **voir aussi le traitement des principaux obstacles aux continuités dans la ligne « Zones de conflit »** Certains étangs peuvent être fragmentants, comme les étangs récents présentant peu d'intérêt écologique et/ou générant une rupture de continuité. Le franchissement d'un cours d'eau par une route ou une voie ferrée engendre habituellement des aménagements pouvant faire obstacle (seuil..) ou artificialisant localement le cours d'eau. Ces obstacles potentiels ne sont pas cartographiés mais peuvent être évoqués dans le plan d'action et les déclinaisons locales du SRCE.
Espèces à enjeux de continuité / sensibles à la fragmentation Espèces issues de la liste des espèces sensibles proposées dans le document cadre des Orientations nationales. * Liste complétée par le CSRPN (réunion groupe de travail 9 janvier 2014) ¤ Liste complétée par la SEPOL (9 avril 2014) $ Liste ou commentaire complémentaires à la liste proposée dans le diagnostic. Propositions émises par le CSRPN lors de la constitution de la liste nationale	**Insectes, Odonates** Agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*) Cordulégastre bidenté (*Cordulegaster bidentata*) **Insectes, Coléoptères** : *Bagous rufimanus* (étangs)* *Donacia crassipes* (étangs)* *Donacia versicolorea* (cours d'eau et étangs)* *Galerucella nymphaea* (étangs)* **Mammifères** : Campagnol amphibie (*Arvicola sapidus*), espèce des milieux humides et des biotopes aquatiques, qui se maintient en Limousin grâce aux activités pastorales[$] **Oiseaux** : Cincle plongeur (*Cinclus cinclus*) Marouette ponctuée (*Porzana porzana*)[¤] **Reptiles** Couleuvre vipérine (*Natrix maura*) : espèce de milieux lentique ou lotique. Occupe différents points d'eau en suivant les linéaires hydrauliques. Espèce sensible aux pollutions[$] **Poissons** Anguille (*Anguilla anguilla*)* Barbeau fluviatile (Barbus barbus)* Brochet (*Esox lucius*)* Chabot (*Cottus sp.*)*, sensible à la fragmentation des continuités longitudinales et latérales, indicateur habitats, sensible au changement climatique[$]

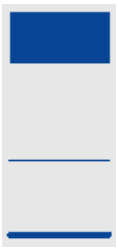
<table>
<tr><th colspan="2">SOUS-TRAME DES MILIEUX AQUATIQUES</th></tr>
<tr><td></td><td>Grande alose (Alosa alosa)*
Hotu (Chondrostoma nasus)*
Lamproie de planer (Lampetra planeri)*, sensible au changement climatique$
Lamproie marine (Petromyzon marinus)*
Ombre commun (Thymallus thymallus)*
Saumon atlantique (Salmo salar)*, en forte régression$
Spirlin (Alburnus bipunctatus)*
Truite commune (Salmo trutta fario)*, sensible à la fragmentation, lien avec la moule perlière. Espèce dite "ordinaire", caractéristique des cours d'eau tête de bassin, sensible au changement climatique$
Vandoise (Leuciscus burdigalensis)*

Branchiopodes : Chirocephalus diaphanus (mares temporaires)*

Malacostracés, Décapodes : Écrevisse à pattes blanches (Austropotamobius pallipes)*, sensible à la fragmentation et aux espèces exotiques$

Mollusques, Bivalves : Moule perlière (Margaritifera margaritifera)*, bassin de la Vienne$</td></tr>
<tr><td>Réservoirs de biodiversité (RB)

Composante réglementaire de la TVB

  </td><td>Les réservoirs de biodiversité sélectionnés pour la sous-trame des milieux aquatiques sont les suivants. L'origine des réservoirs traduit les étapes de sélection des espaces supports de réservoirs (cf. partie 2.2).
<table>
<tr><th>Origine des réservoirs de biodiversité</th><th>Types de zonage</th><th>Qu'est ce qui est considéré en RB ?</th></tr>
<tr><td rowspan="2">Obligatoires nationaux</td><td>Cours d'eau classés Listes 1 et 2</td><td>Ensemble du linéaire listes 1 et 2</td></tr>
<tr><td>RNR, RNN, APPB</td><td>Zonages entiers (sélection de sites)</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Incontournables régionaux</td><td>Habitats des sites Natura 2000</td><td>Habitats code Corine Biotope correspondants aux milieux aquatiques</td></tr>
<tr><td>ZNIEFF de type 1, espaces gérés par le CEN Limousin (cat.1), espaces du conservatoire du littoral</td><td>Pixels des milieux supports de la sous-trame compris dans les zonages</td></tr>
<tr><td>Étangs d'intérêt écologique validés par le CSRPN</td><td>Zonages entiers</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Complémentaires</td><td>Données frayères et espèces</td><td>Ensemble du linéaire concerné par ces zonages</td></tr>
<tr><td>Sites classés</td><td>Pixels des milieux supports de la sous-trame compris dans les zonages</td></tr>
<tr><td colspan="3">SURFACE TOTALE : 93.4 km² PART REGIONALE : 0.5 %
LINEAIRE (ne comprend que les cours d'eau en listes 1et 2 et les frayères) : 9 588.5 km
PART REGIONALE : 57.3% du réseau hydrographique complet (ou 88% des milieux supports)</td></tr>
</table>
» Pour connaître l'argumentaire ayant conduit à la sélection de ces zonages pour la sous-trame, se reporter à la partie 2.2 du rapport « Zonages à prendre en compte » ainsi qu'à l'annexe 6.6 « Présentation des réservoirs de biodiversité et secteurs à examiner à fort potentiel écologique et des traitements cartographiques réalisés ».</td></tr>
</table>

SOUS-TRAME DES MILIEUX AQUATIQUES

Secteurs à examiner (SE), avec fort potentiel écologique



Les espaces considérés « Secteurs à examiner, à fort potentiel écologique » sont les suivants :

Types de zonage	Qu'est ce qui est considéré en SE ?
ZNIEFF de type 2	Pixels des milieux supports de la sous-trame compris dans les zonages
Extensions des sites Natura 2000 (5 sites), réservoirs biologiques du SDAGE, autres ZNIEFF de type 1 (13 sites)	Zonages entiers (sélection pour les autres ZNIEFF de type 1)
Autres étangs d'intérêt écologique	Zonages entiers
Sites inscrits (165 sites)	Zonages entiers

SURFACE TOTALE : 1 027.0 km² PART REGIONALE : 6.0 %
+ **LINEAIRE** (cours d'eau classés en réservoir biologique) : 74.2 km (soit 0.4% du réseau hydrographique complet ou 0.7% des milieux supports)

Corridors écologiques

Composante réglementaire de la TVB

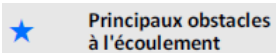


Les milieux aquatiques jouent à la fois le rôle de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques. **Les tronçons de cours d'eau qui ne sont pas classés en réservoirs de biodiversité sont donc considérés comme des corridors écologiques.** Aucun traitement spécifique n'a été effectué.

Les tronçons de cours d'eau classés en corridors écologiques représentent 173.8 km², soit 1% de surface régionale. Ils couvrent 2797 km de cours d'eau soit 16.7% de l'ensemble du réseau hydrographique ou 25.7% des milieux supports.

Zones de conflit au sein des continuités

Affichage sur cartes de synthèse et Atlas uniquement :



L'idée ici est de **faire ressortir les « ouvrages les plus importants »** faisant obstacles à l'écoulement parmi l'ensemble des obstacles identifiés à partir des données utilisées (Référentiel des obstacles à l'écoulement (ONEMA), les ouvrages identifiés à l'échelle des bassins versants de la Vienne et de la Dordogne (EPTB Vienne et EPIDOR)).

Pour cela la méthode suivie est la suivante :
Notre choix d'ouvrages les plus importants s'appuie sur la figure n°17 du diagnostic du SRCE « Ressource hydroélectrique et localisation des principaux barrages concédés », qui montre les principaux ouvrages de la région. Ces éléments ont donc été sélectionnés en effectuant un filtre sur les données « obstacles » :

- ⇨ Sélection des ouvrages supérieurs à 20 m de hauteur,
- ⇨ Sélection des ouvrages générant des retenues d'eau importantes (croisement avec la BD Carthage).

Objectifs de préservation / remise en bon état des continuités

L'attribution des objectifs de préservation ou remise en bon état des continuités de la sous-trame des milieux aquatique se base sur deux points :

- ⇨ La politique de classement des cours d'eau, au titre du code de l'environnement :
  - La liste 1 vise à préserver tout ou partie de certains cous d'eau ou parties de cours d'eau de toute nouvelle atteinte à la continuité écologique ;
  - La liste 2 vise à restaurer la continuité écologique avec rétablissement de la libre circulation des espèces et du transit sédimentaire dans les cinq années qui suivent l'arrêté du classement,
- ⇨ Les objectifs des futurs SDAGE.

Ainsi, **les réservoirs de biodiversité** issus :

- ⇨ du classement en **liste 1** sont à « **préserver » ;**

SOUS-TRAME DES MILIEUX AQUATIQUES	
	⇨ du classement en **liste 2** sont à « **remettre en bon état ».** **Pour le reste des réservoirs de biodiversité et l'ensemble des corridors écologiques, il semble pertinent de se référer aux Plans Départementaux pour la Protection du milieu aquatique et la Gestion des ressources piscicoles (PDPG) ainsi qu'aux objectifs assignés aux masses d'eau dans les futurs SDAGE Loire-Bretagne et Adour-Garonne.**

SOUS-TRAME DES MILIEUX AQUATIQUES		
Continuités interrégionales 	Aquitaine	Zonages retenus en Aquitaine en tant que RB : - cours d'eau listes 1 et 2, - cours d'eau en très bon état, - axes migrateurs, - réservoirs biologiques
	Poitou-Charentes	Zonages retenus en Poitou-Charentes en tant que RB : Classements listes 1 et 2 complétés par des informations du SDAGE : axes migrateurs et réservoirs biologiques
	Centre	Zonages retenus en région Centre en tant que RB : - cours d'eau listes 1 et 2, - secteurs à écrevisses à pied blanc (zones frayères de l'ONEMA)
	Auvergne	**Importance et responsabilité partagée des têtes de bassin** <u>Zonages retenus en Auvergne en tant que RB :</u> - cours d'eau listes 1 et 2, - cours d'eau de rang de Strahler 1et 2 (complétés des cours d'eau reliant le réseau) - cours d'eau en bon état, <u>Prise en compte dans la trame des :</u> - espaces de mobilité des cours d'eau (SAGE Allier), - lacs naturels (cratères de volcans).
	Midi-Pyrénées	Zonages retenus en Midi-Pyrénées en tant que RB : L'ensemble du réseau hydrographique est soit en RB soit en corridor.
	Cours classés en liste 1 et 2 : Sachant que les listes 1 et 2 sont définies à l'échelle de bassins versants et que les SRCE doivent les prendre en compte obligatoirement en RB, la continuité interrégionale est assurée pour ces cours d'eau. Ici la région Limousin est à cheval entre le bassin Loire Bretagne qui concerne les régions Poitou-Charentes, Centre et auvergne, et le bassin Adour-Garonne qui couvre l'Aquitaine et Midi-Pyrénées.	
	Pour les autres parties de cours d'eau, les continuités sont assurées de manière variable puisqu'elles dépendent de la nature des zonages pris en compte : réservoirs biologiques, zones de frayères, cours d'eau de rang 1 et 2 de Strahler, … L'importance de la Trame bleue en Limousin garantit les continuités avec les régions voisines.	

SOUS-TRAME DES MILIEUX AQUATIQUES	
Limites	La méthodologie d'identification des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques doit nécessairement se baser sur la prise en compte de politiques existantes (cf. document cadre des orientations nationales et chapitre 2.2 « Zonages à prendre en compte »), telles que le classement des cours d'eau en listes 1 et 2 en tant que réservoirs de biodiversité. Cette approche génère donc un effet de « tronçonnage » du linéaire aquatique, alors qu'en réalité c'est bien l'ensemble de ce linéaire qui joue le rôle de réservoir, mais aussi de corridor.

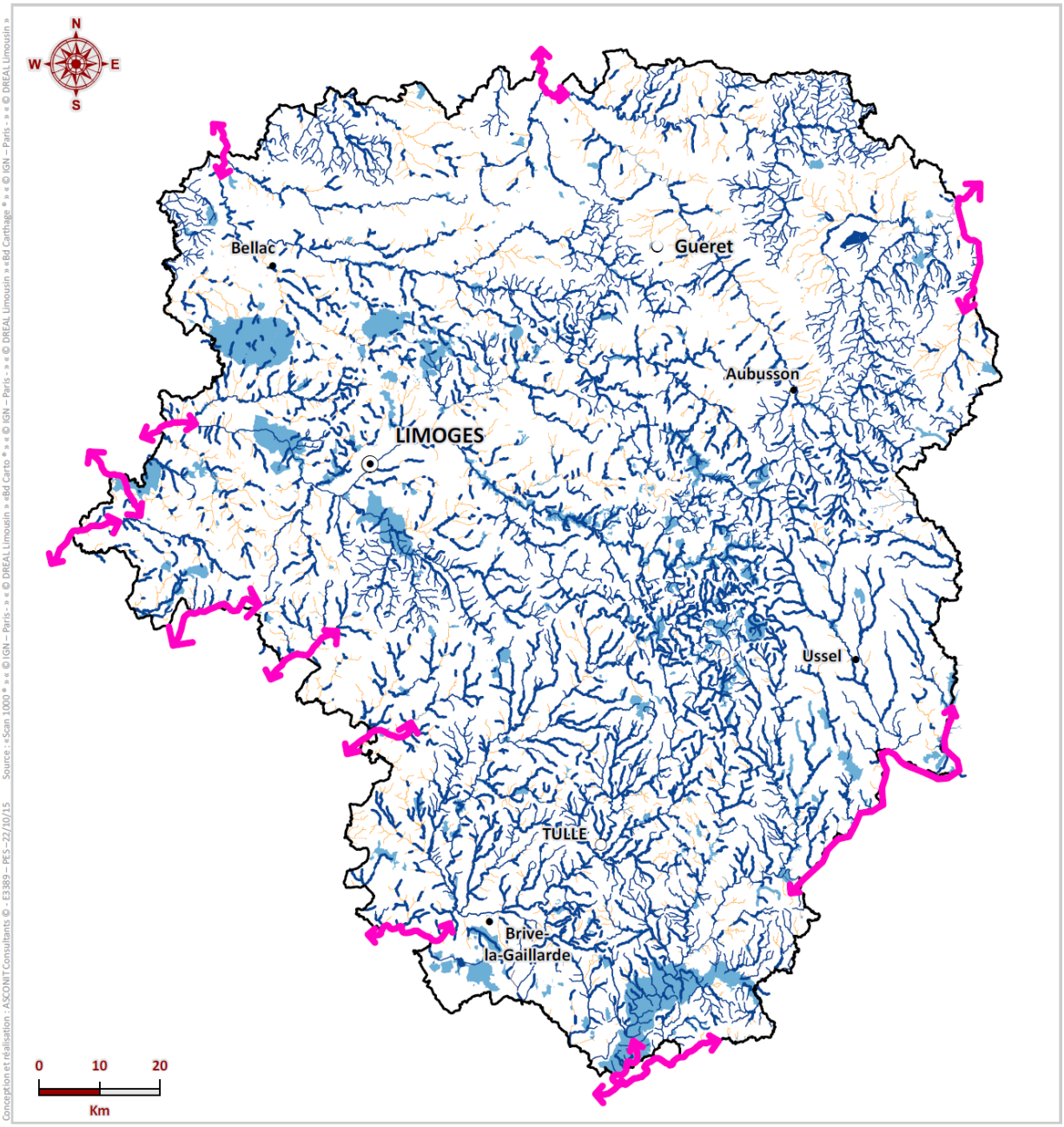
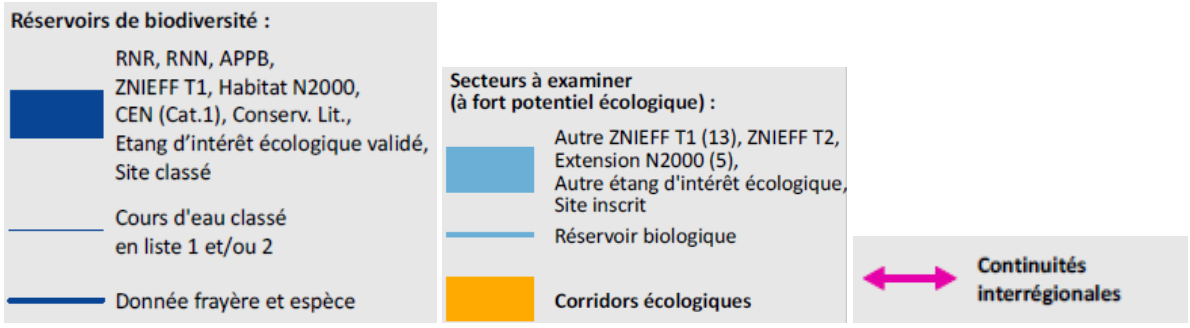


Figure 9 - Cartes des continuités écologiques de la sous-trame des milieux aquatiques

Légende :



5.7 La Trame verte et bleue du Limousin

Le cumul des continuités écologiques des différentes sous-trames du Limousin représentent un espace non négligeable du territoire régional. Les **réservoirs de biodiversité de la Trame verte** (milieux boisés, bocagers et secs et/ou thermophiles et/ou rocheux) couvrent 2 047 km², soit 12 % de la région.

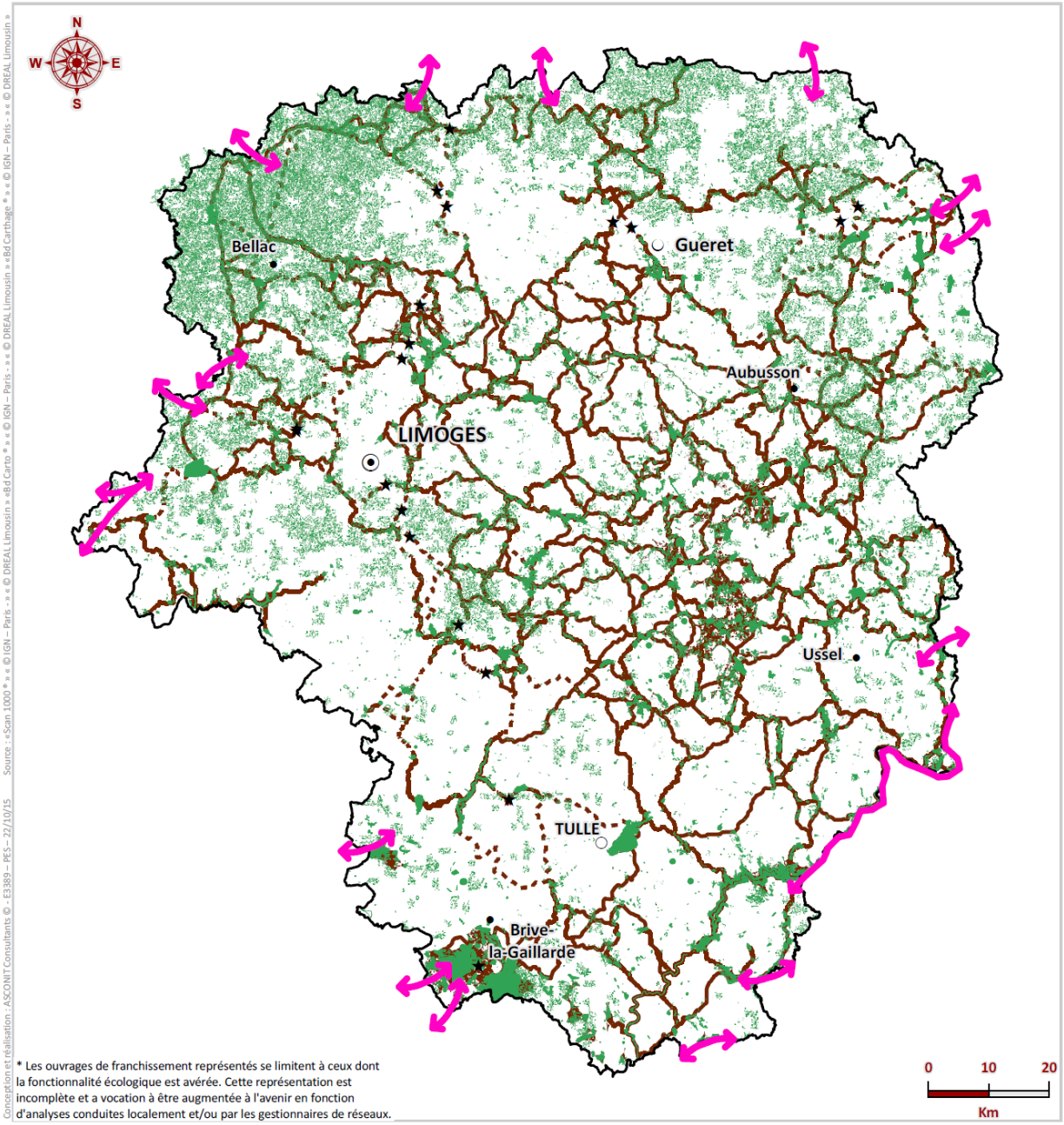
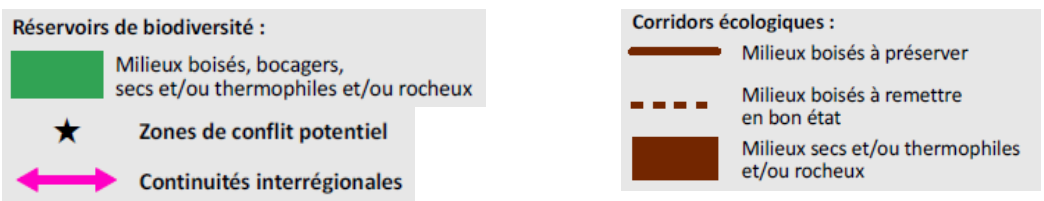


Figure 10 - Carte de synthèse des continuités écologiques de la Trame Verte

Légende :



Les réservoirs de biodiversité de la Trame bleue (milieux aquatiques et humides) couvrent 749 km², soit 4.4 % de la région (3.9% apportés par les milieux humides et 0.5% par les milieux aquatiques) et 9 589 km de cours d'eau (soit 57.3 % du réseau hydrographique complet)

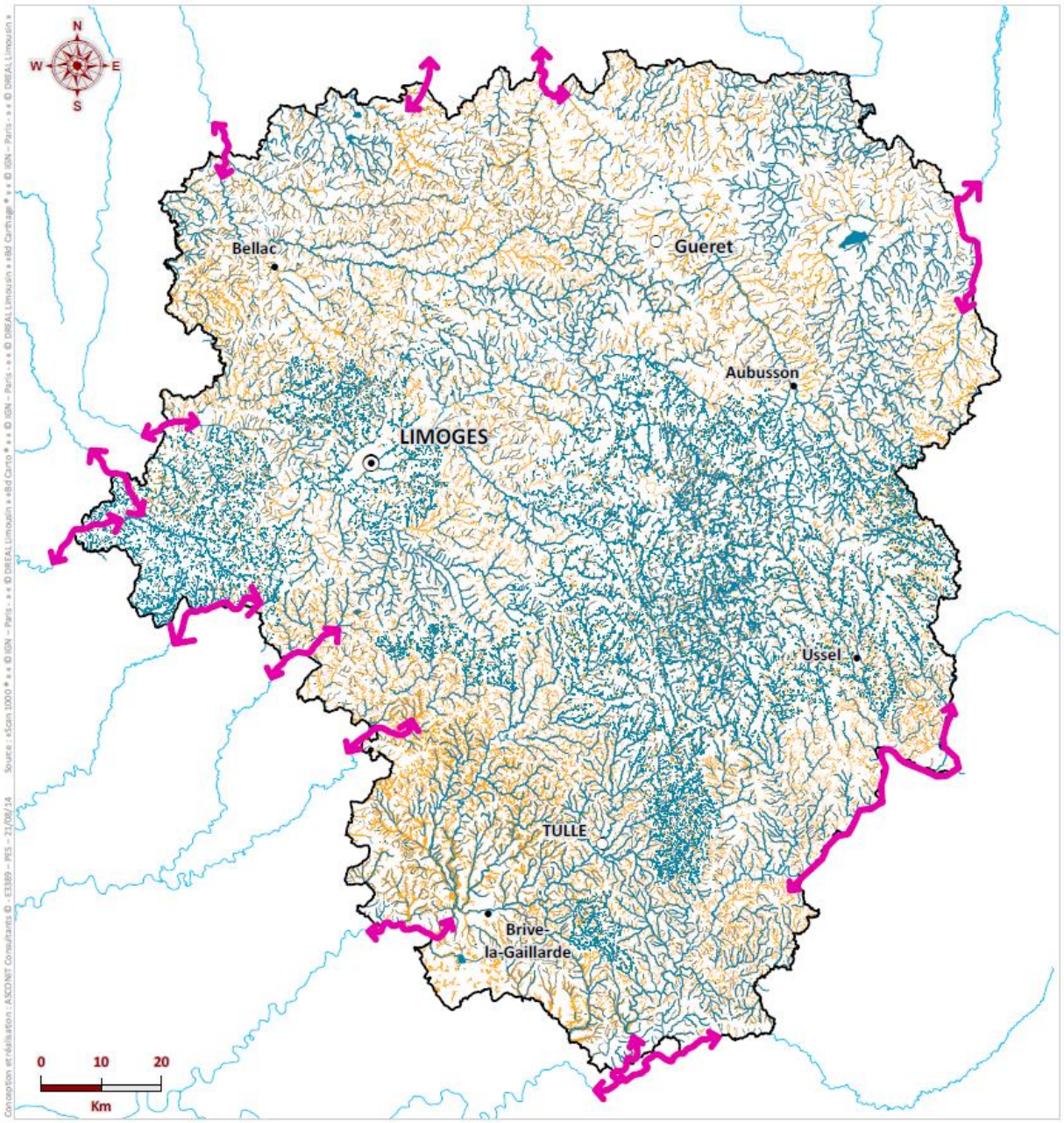
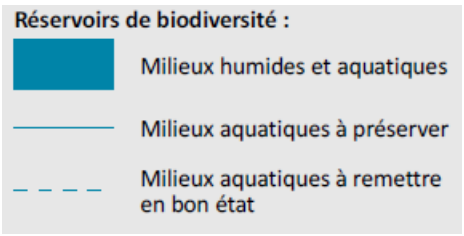
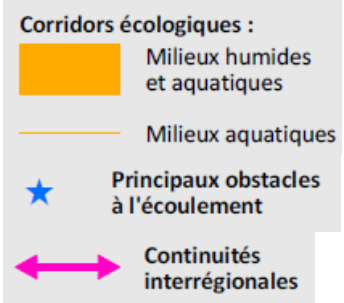


Figure 11 - Carte de synthèse des continuités écologiques de la Trame Bleue

Légende :





Synthèse chiffrée de la Trame verte et bleue limousine

Sous-trame	Réservoirs de biodiversité Composante réglementaire de la TVB	Part région	Corridors écologiques Composante réglementaire de la TVB	Secteurs à examiner
Milieux boisés	670 km²	3,9%	4 966 km dont 609 km (12%) à remettre en bon état	1040 km²
Milieux bocagers	1 283 km²	7,5%	-	631 km²
Milieux secs et/ou therm. Et/ou rocheux	194 km²	1,1%	336 km²	645 km²
Milieux humides	673 km²	3,9%	1 602 km²	2609 km²
Milieux aquatiques (surf)	93 km²	0,5%	174 km²	1027 km²
Milieux aquatiques (lin)	9 589 km dont 2 334 km (24%) à remettre en bon état	57,3%	2 797 km	-
Trame verte	**2047 km²**	12,1%	4 966 km dont 609 km (12%) à remettre en bon état 336 km²	-
Trame bleue (surf)	749 km²	4,4%	1602 km²	-
Trame bleue (lin)	9 589 km dont 2 334 km (24%) à remettre en bon état	57,3%	2 797 km	-
Trame verte et bleue (surf)	**2641 km²**	15,5%	1938 km²	-
Trame verte et bleue (lin)	9 589 km dont 2 334 km (24%) à remettre en bon état	57,3%	7763 km	-

6 ANNEXES

6.1 Enjeux relatifs à certains espaces protégés ou inventoriés

Extrait du document cadre « Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques » (p.12 à 15), annexe au Décret n° 2014-45 du 20 janvier 2014 portant adoption des orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques

Les espaces intégrés automatiquement à la Trame verte et bleue.

Certains espaces bénéficiant d'une protection législative et réglementaire sont, en application de l'article L.371-1 du code de l'environnement, intégrés automatiquement à la Trame verte et bleue, dans leur intégralité, en tant que réservoir de biodiversité ou corridor écologique.

Sont intégrés aux réservoirs de biodiversité de la Trame verte et bleue :

- les cœurs de parcs nationaux, créés au titre des dispositions des articles L. 331-1 et suivants du code de l'environnement ;
- les réserves naturelles nationales, régionales et de Corse, créées au titre des dispositions des articles L. 332-1 et suivants du code de l'environnement ;
- les espaces identifiés par les arrêtés préfectoraux de conservation des biotopes pris au titre des dispositions des articles L. 411-1, R. 411-15 et suivants du code de l'environnement.

Il est fortement recommandé d'y intégrer également les réserves biologiques créées au titre des dispositions des articles L. 212-1 à L. 212-4 du code forestier.

Sont intégrés aux corridors écologiques de la Trame verte et bleue :

- les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau mentionnées au I de l'article L. 211-14 du code de l'environnement, qui visent notamment à constituer des corridors rivulaires contribuant à la fois à garantir la qualité du milieu aquatique et à établir des corridors écologiques permettant le déplacement de certaines espèces par voie aquatique, terrestre ou aérienne.

Sont intégrés à la Trame verte et bleue, en qualité de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques :

- les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux classés au titre des dispositions de l'article L. 214-17 du code de l'environnement.

Il est fortement recommandé d'y intégrer également les espaces de mobilité des cours d'eau déjà identifiés sur la base d'études d'hydromorphologie fluviale, à l'échelle d'un bassin versant par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) et schémas départementaux.

Sont intégrés à la Trame verte et bleue, en qualité de réservoirs de biodiversité ou de corridors écologiques (ou les deux à la fois) :

- les zones humides d'intérêt environnemental particulier mentionnées à l'article L. 211-3 du code de l'environnement.

Il est fortement recommandé d'y intégrer également les zones humides dont la préservation ou la remise en bon état est nécessaire pour atteindre les objectifs de la directive cadre sur l'eau,

notamment les zones humides identifiées dans les SDAGE (notamment les registres des zones protégées), les programmes de mesures associés ou les SAGE.

Les espaces dont la contribution à la Trame verte et bleue doit être examinée.

Les autres zones bénéficiant d'une protection ou identifiées au titre d'un inventaire doivent être évaluées au regard de leur contribution possible, en tout ou partie, à la Trame verte et bleue en tant que réservoir de biodiversité ou corridor écologique. Il convient également de prendre en compte l'évolution de ces zones dans la mesure du possible.

Cet examen sera effectué pour :

- les sites Natura 2000 (articles L. 414-1 et suivants du code de l'environnement) ;
- les parcs naturels régionaux (articles L. 333-1 et suivants du code de l'environnement) ;
- les sites classés (articles L. 341-1 et suivants du code de l'environnement) ;
- les zones de reproduction (frayères), d'alimentation et de croissance des espèces (articles R. 432-1 et suivants du code de l'environnement) ;
- les zones agricoles protégées et les formations linéaires boisées (articles L. 112-2 et L. 126-3 du code rural et de la pêche maritime) ;
- les bois et forêts classés comme forêts de protection pour cause d'utilité publique (article L. 141-1 du code forestier) ;
- les forêts domaniales et communales (article L. 211-1 du code forestier) ;
- les zones identifiées comme particulièrement intéressantes pour leur biodiversité, notamment les ZNIEFF (article L. 411-5 du code de l'environnement), les espaces identifiés par les atlas de la biodiversité dans les communes et les espaces identifiés dans le cadre de la démarche REDOM dans les départements d'outre-mer ;
- les zones bénéficiant d'un label pour leur biodiversité, notamment les réserves de biosphère et les sites Ramsar ;
- les réserves de pêche (article L. 436-12 du code de l'environnement) si une gestion conservatoire est prévue ;
- les réserves de chasse et de faune sauvage organisées en réseau national ou en réseaux départementaux (article L. 422-27 du code de l'environnement) si une gestion conservatoire est prévue ;
- les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard (II de l'article L. 145-3 du code de l'urbanisme) ;
- la bande littorale des 100 mètres (III de l'article L146-4 du code de l'urbanisme) ;
- les aires optimales d'adhésion des parcs nationaux (article L. 331-1 du code de l'environnement) ;
- les immeubles relevant du domaine du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres au sens des articles L. 322-9 et R. 322-8 du code de l'environnement ainsi que les immeubles situés dans les zones de préemption du Conservatoire du littoral et des Départements au sens de l'article L. 142-3 du code de l'urbanisme ;
- les zones humides acquises par les agences de l'eau (article L. 213-8-2 du code de l'environnement) ou avec son concours ;
- les espaces acquis par les départements au titre de leur politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles (articles L. 142-1 et L.142-2 du code de l'urbanisme) ainsi que les terrains compris dans les zones de préemption créées au titre de cette politique (article L.142-3 du code de l'urbanisme) ;
- les espaces gérés par les conservatoires régionaux d'espaces naturels (I de l'article L. 414-11 du code de l'environnement).

Doivent également être examinés les espaces suivants, identifiés par les présentes orientations nationales comme constituant des éléments pertinents des SDAGE au sens du deuxième alinéa de l'article L.371-3 du code de l'environnement, en particulier :

- les masses d'eau superficielles et leurs objectifs de bon état ;
- les orientations et dispositions contribuant aux objectifs de la directive cadre sur l'eau et à des objectifs de biodiversité, notamment sous forme cartographique ;
- les axes identifiés comme prioritaires ou importants pour le maintien et la restauration des habitats naturels et habitats d'espèces aquatiques (secteurs pertinents du registre des zones protégées,…) ;
- les grandes orientations pour le classement des cours d'eau ;
- les réservoirs biologiques ;
- les masses d'eau prioritaires pour les opérations sur l'hydromorphologie listées dans les programmes de mesures associés ;
- les enjeux de migration locale entre zones de reproduction, croissance et alimentation d'espèces non prises en compte dans les classements de cours d'eau.

Doit également être analysée l'intégration à la Trame verte et bleue, des espaces revêtant au moins un caractère semi-naturel situés :

- dans des périmètres de protection de captage d'eau ;
- dans des carrières en activité ou réaménagées ;
- dans des centres d'enfouissement techniques en activité ou réaménagés ;
- dans des friches ou sites industriels ;
- dans certaines bordures d'ouvrages linéaires situés en zone urbaine ;
- au-dessus ou en-dessous de réseaux de transport (gaz ou électricité…).

6.2 Bilan des données mobilisées pour la cartographie de la Trame verte et bleue du Limousin

DONNÉES	UTILISATION SRCE	TYPE DE DONNÉE	GESTIONNAIRE /PRODUCTEUR DE LA DONNÉE	ÉCHELLE D'UTILISATION/ DE PRÉCISION	DATE DU JEU DE DONNÉE
Arrêtés de protection de biotope (APPB)	Réservoirs de biodiversité	surfacique	DREAL Limousin	jusqu'au 1/25 001	2011
BD Carthage (tronçon hydrographique)	Occupation du sol	linéaire	IGN	1/ 50 000 au 1/ 100 000	2013
BD Topo (réseau routier, voies ferrées, surface activités, haies, orographie, eau surfacique)	Occupation du sol	ponctuel, linéaire, surfacique	IGN	1/ 5 000 au 1/ 100 000	
Communes remembrées en Creuse	Occupation du sol	surfacique	Préfecture de la Creuse		
Donnée Frayères et espèces	Réservoirs de biodiversité	Ponctuel, surfacique	ONEMA		
Données oiseaux des étangs	Réservoirs de biodiversité	ponctuel	SEPOL		
Espaces gérés par le CEN Limousin (cat.1)	Réservoirs de biodiversité	surfacique	CEN Limousin		2014
Espaces renfermant des chênaies pubescentes	occupation du sol	surfacique	CBN MC (Chloris ©)		
Espaces renfermant des espèces de prairies maigres	Réservoirs de biodiversité	surfacique	CBN MC (Chloris ©)		
Espaces renfermant la flore de milieux rocheux	occupation du sol	surfacique	CBN MC (Chloris ©)		
Étangs anciens du PNR PL	Réservoirs de biodiversité	surfacique	PNR PL		2014??
Extensions de sites Natura 2000 (Abîme de la Fage, Ruisseaux de la région de Neuvic, Haute vallée de la Vienne, Tourbière de la source du ruisseau des Dauges et Pelouses et landes serpentinicoles du sud de la Haute Vienne)	Réservoirs de biodiversité	surfacique	DREAL Limousin	jusqu'au 1/25 001	variable selon la donnée
Forêts domaniales et communales	Réservoirs de biodiversité	surfacique	ONF		2012
Habitats agropastoraux du PNR PL	Réservoirs de biodiversité	surfacique	PNR PL		2014??
Inventaire des landes	Occupation du sol	surfacique	CEN Limousin		2001-2002
Inventaire des ouvrages, obstacles à l'écoulement, réalisé sur le bassin de la Vienne	Occupation du sol	ponctuel	EPTB Vienne		
Inventaire des ouvrages, obstacles à l'écoulement, réalisé sur le bassin de la Dordogne	Occupation du sol	ponctuel	EPTB EPIDOR		
Inventaire des tourbières	Occupation du sol	surfacique	CEN Limousin		2011
Inventaire des zones humides de la Vienne moyenne	Occupation du sol	surfacique	Syndicat d'Aménagement du Bassin de la Vienne (CEN L)		2014

DONNÉES	UTILISATION SRCE	TYPE DE DONNÉE	GESTIONNAIRE /PRODUCTEUR DE LA DONNÉE	ÉCHELLE D'UTILISATION/ DE PRÉCISION	DATE DU JEU DE DONNÉE
Inventaire des zones humides de Limoges métropole	Occupation du sol	surfacique	Limoges métropole ((Aqua Concept Environnement)		2007
Inventaire des zones humides des PNR MV et PNR PL	Occupation du sol	surfacique	DREAL Limousin (CBN MC)		2004-2005
Inventaire forestier national (IFN)	Occupation du sol	surfacique	IGN	1 / 25 000	2006 (version 1)
Listes 1 et 2 des cours d'eau d'Adour-Garonne	Réservoirs de biodiversité	linéaire	DREAL Midi-Pyrénées		2013
Listes 1 et 2 des cours d'eau de Loire-Bretagne	Réservoirs de biodiversité	linéaire	DREAL Centre		2010
Massifs forestiers du PNR PL	Réservoirs de biodiversité	surfacique	PNR PL		2014??
Ouvrages de franchissement de l'A20	Occupation du sol	ponctuel	DIR Centre Ouest		2012
Ouvrages de franchissement de l'A89	Occupation du sol	ponctuel	ASF (CERA environnement)		
Périmètres de protection de captage des eaux (périmètres rapprochés)	Réservoirs de biodiversité	surfacique	ARS Limousin	à la parcelle	2013 pour le 87, 2012 pour le 19 et le 23
Projet de Réserve naturelle régionale (RNN) des Étangs, landes et tourbières autour de Chabannes et des Oussines	Réservoirs de biodiversité	surfacique	Conseil régional du Limousin (CEN Limousin)		
Projet de Réserve naturelle régionale (RNN) du Domaine des Sauvages	Réservoirs de biodiversité	surfacique	Conseil régional du Limousin (CEN Limousin / propriété privée)		
Projet de Réserve naturelle régionale (RNN) du réseau de Landes	Réservoirs de biodiversité	surfacique	Conseil régional du Limousin (PNR PL)		
Référentiel des obstacles à l'écoulement (ROE)	Occupation du sol	ponctuel	ONEMA	1 / 25 000	2013 (version 5.0)
Registre parcellaire graphique (RPG)	Occupation du sol	surfacique	ASP	1 / 5 000	2010
Réserves naturelles nationales (RNR)	Réservoirs de biodiversité	surfacique	DREAL Limousin	jusqu'au 1/25 000	2011
Réservoirs biologiques du SDAGE d'Adour-Garonne	Réservoirs de biodiversité	linéaire	AEAG		2010
Réservoirs biologiques du SDAGE Loire-Bretagne	Réservoirs de biodiversité	linéaire	AELB	1 / 5000 au 1 / 100 000	2010
SCAN 1000	Fond de carte	raster	IGN		variable selon les départements
Sites classés	Réservoirs de biodiversité	surfacique	DREAL Limousin	1 / 5 000	2011
Sites inscrits	Secteurs à examiner	surfacique	DREAL Limousin	1 / 5 000	2015
Sites de nidification d'oiseaux du bocage	Réservoirs de biodiversité	ponctuel	SEPOL		

DONNÉES	UTILISATION SRCE	TYPE DE DONNÉE	GESTIONNAIRE /PRODUCTEUR DE LA DONNÉE	ÉCHELLE D'UTILISATION/ DE PRÉCISION	DATE DU JEU DE DONNÉE
Sites rupestres	Réservoirs de biodiversité	ponctuel	SEPOL		
Sites d'intérêt écologique majeur du PNR MV	Réservoirs de biodiversité	surfacique	PNR MV (CBN MC)		??
Sites du conservatoire du littoral	Réservoirs de biodiversité	surfacique	DDT 87		
Sites Natura 2000 (ZPS)	Réservoirs de biodiversité	surfacique	DREAL Limousin	jusqu'au 1/25 000	2011
Sites Natura 2000 (ZSC)	Réservoirs de biodiversité	surfacique	DREAL Limousin PNR MV pour les habitats		2012
Tache urbaine résidentielle en Limousin (1962 à 2010)	Occupation du sol	surfacique	DREAL Limousin		2011
Tronçons de cours d'eau court-circuités	Occupation du sol	linéaire	EPTB EPIDOR		
Vieilles forêts (carte de Cassini) (forêts de 1749-1790)	Réservoirs de biodiversité	surfacique	GREL Audrey / INRA / WWF	1 / 86 400	2011
ZNIEFF de types 1 et 2	Réservoirs de biodiversité	surfacique	DREAL Limousin	jusqu'au 1/25 000	2011
Zones à dominante humide bassin de la Dordogne	Réservoirs de biodiversité	surfacique	EPIDOR (I-MAGE Consult, laboratoire COSTEL)	1 / 50 000 et 1 / 25 000	2010
Zones à dominante humide bassin de la Vienne	Réservoirs de biodiversité	surfacique	EPBT Vienne (Région Limousin, I-MAGE Consult)	1 / 25 000	2008
Zones à dominante humide de la Cère	Réservoirs de biodiversité	surfacique	EPIDOR (I-MAGE Consult, laboratoire COSTEL)		2007
Zones humides patrimoniales du PNR PL	Réservoirs de biodiversité	surfacique	PNR PL		2014 ?

6.3 Première proposition de sous-trames (21/02/2014)

Une première liste de sous-trames a été soumise à l'équipe opérationnelle lors de la réunion du 21 février 2014. Celle-ci était la résultante des apports du diagnostic et de la consultation des différentes instances de concertation début 2014. Elle comportait 7 sous-trames, 4 pour les milieux terrestres (trame verte), 3 pour les milieux aquatiques et humides (trame bleue).

NB : les milieux humides, classés en trame bleue, participent également à la trame verte / terrestre.

- ***Sous-trame forestière,*** *avec distinction selon variété et ancienneté des boisements*
- ***Sous-trame bocagère*** *(voir méthodologie des régions voisines) (haies bosquets prairies permanentes…)…*
- ***Sous-trame milieux secs / thermophiles*** *(sous-réseaux selon géographie (domaines biogéographiques, géologie, altitude) ?)*
- ***Sous-trame milieux humides*** *(sous-réseaux selon altitude ?)*
- ***Sous-trame eaux stagnantes*** *(étangs).*
- ***Sous-trame cours d'eau*** *(eaux courantes, lacs de réservoirs). Cette sous-trame pourrait être renommée « milieux aquatiques ».*
- ***Sous-trame milieux anthropisés*** *(carrières, mines, dépendances des infrastructures de transports et des réseaux de transport d'énergie, bâti ancien, jardins et parcs…)*

Il était ainsi proposé de distinguer 3 sous-trames pour les milieux aquatiques et humides, selon une suggestion du groupe de travail du CSRPN (réunion du 9 janvier 2014).

Les milieux ouverts n'avaient pas fait l'objet de sous-trame, au regard de leur présence anecdotique et de la difficulté à les définir et localiser.

Les échanges avec l'équipe opérationnelle ont conduit aux choix suivants :

Sous-trames retenues pour la présentation au Cotech et au CSRPN :

- **La sous-trame forestière / des milieux boisés**, évidente, est confirmée.

- **La sous-trame bocagère**, évidente elle aussi en Limousin en termes de paysage, est gardée ; le bocage étant compris au sens système bocager, comprenant à la fois prairies, réseau de haies, bosquets, vieux vergers. Cette sous-trame pose cependant la question de sa définition, un indicateur quantitatif comme la densité de haies ne suffisant pas. La présence de prairies permanente au sein des mailles bocagères n'a pas été jugé un critère qualitatif pertinent. Il a enfin été proposé de renommer cette sous-trame « agropastorale » pour éviter les polémiques autour du terme bocage.

- Sous-trame des milieux secs / thermophiles, évidente au regard des enjeux de biodiversité portés par ces milieux, même s'ils sont de faible étendue.

- **Sous-trame des milieux humides,** évidente au regard des enjeux de biodiversité et de services rendus par ces milieux. Ils comprennent cependant des milieux assez différents : prairies humides de fond de vallon, ripisylve, tourbières… en liaison avec plusieurs autres sous-trames : milieux aquatiques, milieux forestiers, bocage.

- **Sous-trames des milieux aquatiques**, également évidente, qui comprend les cours d'eau, les grands plans d'eau et retenues en lien avec les cours d'eau, ainsi que quelques étangs d'intérêt écologique.

Sous-trames écartées :

- **Sous-trame des eaux stagnantes** : au regard de l'effet obstacle de la très grande majorité des étangs pour les continuités aquatiques, il est proposé de supprimer cette sous-trame. Les quelques étangs ayant un intérêt pour la biodiversité (nord de la Haute-Vienne et nord de la Creuse en particulier, étangs avec enjeux de continuités avec la Brenne) seront pris en compte dans la sous-trame des milieux aquatiques.

- **Sous-trame des milieux anthropisés** : certains des milieux supports de cette sous-trame sont importants pour la biodiversité (vieux bâtiments ou mines abritant des gîtes à chauves-souris par exemple). Cependant, la nature des milieux anthropisés (sites ponctuels, infrastructures linéaires…) questionne leur rôle dans les continuités régionales (effet local, interférence et support possible de diffusion des espèces exotiques envahissantes…). De plus, les données à mobiliser (de très petite surface ou largeur) rendent difficile leur représentation à l'échelle régionale. Il est proposé d'évoquer cette sous-trame dans le plan d'actions en vue de la traiter le cas échéant à l'échelle locale.

6.4 Construction d'une occupation du sol

Pour identifier et localiser les espaces constitutifs des cinq sous-trames de la région, des données SIG de différentes sources ont été mobilisées pour lesquelles des filtres ont été appliqués. Elles ont été classées sur la base de la nomenclature Corine Land Cover. Ainsi, cinq grands types de milieux ont été identifiés :

1. Les milieux artificiels,
2. Les milieux agricoles,
3. Les milieux forestiers et naturels,
4. Les milieux humides,
5. Les milieux aquatiques.

6.4.1 Les milieux artificiels

Sont compris ici tous les éléments pouvant être source de discontinuité aussi bien pour les milieux terrestres qu'aquatiques. Aussi, quatre sources de données ont été mobilisées :

- **Les taches urbaines résidentielles** selon un travail réalisé par la DREAL Limousin. Une distinction entre les constructions récentes (après 1962) et plus ancienne (avant 1962) a été opérée ;

Tableau 2 - Regroupement des données issues de la tache urbaine résidentielle en Limousin

Type de milieu	Regroupement des données (champ « date_tu »)
Constructions de 1962 à 2010	de 1963 à 1968 / de 1969 à 1975 / de 1976 à 1982 / de 1983 à 1990 / de 1991 à 1999 / de 2000 à 2010
Constructions d'avant 1962	avant 1962

- **La BD Topo de l'IGN** permet de préciser les principaux axes de communication et leur nature (voies ferrées et routes), ainsi que les espaces artificialisés autres que les surfaces urbanisées ;

Tableau 3 - Regroupement des données issues de la BD Topo

Type de milieu	Source	Regroupement des données
Autoroutes et assimilées	BD TOPO RESEAU_ROUTIER (sauf sentier, chemin, ...)	Filtre sur le champ « importance » Importance = 1
Principales routes régionales et départementale		Filtre sur le champ « importance » Importance = 2 et 3
Routes de moindre importance		Filtre sur le champ « importance » Importance = 4 et 5
Voies ferrées principales	BD TOPO VOIES_FERREES	Filtre sur le champ « Nature » Nature = Principale
Voies ferrées secondaires		Filtre sur le champ « Nature » Nature = Voie de service
Autres surfaces artificialisées	BD TOPO SURFACE_ACTIVITE	Pas de filtre appliqué

- **Les inventaires des obstacles à l'écoulement des eaux** de l'ONEMA (référentiel des obstacles à l'écoulement, ROE), et des deux établissements publics territoriaux de bassin de la Vienne et de la Dordogne. Les informations issues de ces éléments ont été classées en trois types, selon le niveau de difficulté de franchissement des ouvrages pour les populations piscicoles.

Tableau 4 - Regroupement des données issues des inventaires des obstacles à l'écoulement

Type de milieu	ROE de l'ONEMA	Inventaire de l'EPTB Vienne	Inventaire d'EPIDOR
	Filtre selon la note de franchissabilité à la montaison	Filtre sur le champ « Idfranchi_aqua » de la donnée « Franchissabilité »	Filtre sur le champ « Franch_Poiss » de la donnée « Barrage seuil »
Obstacles à l'écoulement infranchissables ou difficilement franchissables	3 : Difficilement franchissable (impact important en conditions moyennes) (dispositif de franchissement insuffisant) 4 : Très difficilement franchissable (passage possible seulement en conditions exceptionnelles) (dispositif de franchissement très insuffisant) 5 : Infranchissable (passage impossible y compris en conditions exceptionnelles)	2 : Non franchissable 6 : Difficilement franchissable	très difficile, difficile
Obstacles à l'écoulement en partie franchissables	0 Absence d'obstacle (ruiné, effacé ou sans impact) 1 Franchissable sans difficulté apparente (libre circulation assurée à tout niveau de débit) (dispositif de franchissement efficace) 2 Franchissable mais avec risque d'impact (retard ou blocage en conditions hydroclimatiques limitantes) (dispositif de franchissement relativement efficace, mais insuffisant pour éviter des risques d'impact)	1 : Franchissable, 3 : Franchissable temporairement, 4 : Doute,	facile
Obstacles à l'écoulement dont la franchissabilité est indéterminée	non renseigné	non renseigné = 0	non renseigné

Les ouvrages de franchissement permettant d'assurer une continuité de part et d'autre des axes de communication difficilement franchissables car clôturés (passages inférieurs ou supérieurs de différentes natures) ont également été pris en compte dans cette catégorie de milieux (données issues d'un bureau d'étude prestataire d'ASF pour l'A89 et de la DIR-CO pour le reste du réseau routier).

Cependant, les **ouvrages de franchissement affichés sur les cartes sont ceux dont la fonctionnalité est avérée**, en raison de leur fonction spécifique (passage à faune), de leurs caractéristiques (tunnel, viaduc) ou de vérification de terrain validant leur fonctionnalité pour la faune (Etude CERA Environnement pour ASF sur l'A89 en 2013). **Cette représentation des ouvrages de franchissement est donc incomplète** (en particulier sur l'A20 et la RCEA/N145) et a vocation à être augmentée à l'avenir en fonction d'analyses conduites localement et/ou par les gestionnaires de réseaux.

Tableau 5 - Regroupement des données concernant les ouvrages de franchissement

Type de milieu	Ouvrages de franchissement (DIR)	Ouvrages sur l'A89 (CERA Environnement (ASF))
Passages à faune	Passage à gibiers	1er filtre selon le champ « Type_OA" Passage Grande faune, Passage faune/Agri, Passage faune/Hydro
Autres ouvrages de franchissement	Passage agricole, PG, Brèche, CR	1er filtre selon le champ « Type_OA" Tous SAUF : Passage Grande faune, Passage faune/Agri, Passage faune/Hydro 2nd filtre : Interet_PF" >= 4 ou Interet_GF" >= 4
Tunnels et viaducs	Pas de sélection	

NB 1 : les données sur les ouvrages de franchissement ne sont pas de même niveau entre A20 et A89. Sur cette dernière, la fonctionnalité écologique de tous les ouvrages (y compris hydrauliques, routes passant dessus ou dessus l'autoroute) a été étudié et ont été sélectionnés les ouvrages qui avaient les meilleures notes de fonctionnalité. Les passages possibles ne se limitent donc pas aux passages à faune stricto sensu, ce qui explique leur nombre beaucoup plus important.

NB 2 : dans cette catégorie d'éléments, ont également été analysés les **tunnels et viaducs**. Du fait de leur récupération tardive, ils n'ont pas été intégrés tels quels dans l'occupation des sols ; mais ils ont été **pris en compte dans la matrice de friction pour la cartographie des corridors écologiques linéaires boisés** (cf. 6.7 « Hiérarchisation des classes d'occupation du sol de la sous-trame des milieux boisés selon leur perméabilité »).

Pour résumer, voici ci-dessous un récapitulatif des sources utilisées et des types de milieux artificiels.

Tableau 6 - Synthèse des types de milieux artificiels et source des données utilisées

Classe	Type de milieu	Source des données mobilisées
Espaces urbains	Constructions de 1962 à 2010	Tache urbaine résidentielle en Limousin (DREAL Limousin, Géolimousin)
	Constructions d'avant 1962	
Routes et autoroutes	Autoroutes et assimilées	BD TOPO (réseau routier)
	Principales routes régionales et départementale	
	Routes de moindre importance	
Voies ferrées	Voies ferrées principales	BD TOPO (voies ferrées)
	Voies ferrées secondaires	
Autres surfaces artificialisées	Autres surfaces artificialisées	BD TOPO (surface d'activité)
Ouvrages de franchissement le long du réseau routier national	Passages à faune	ASF / CERA Environnement pour A89 et DIR-CO pour A20 et N145
	Autres ouvrages de franchissement	
	Tunnels et viaducs	
Obstacles à l'écoulement des cours d'eau	Obstacles à l'écoulement infranchissables ou difficilement franchissables	Référentiel des Obstacles à l'Écoulement (ONEMA) Inventaires des ouvrages réalisés sur les bassins de la Vienne et de la Dordogne (EPTB Vienne et EPIDOR)
	Obstacles à l'écoulement en partie franchissables	
	Obstacles à l'écoulement dont la franchissabilité est indéterminée	
Tronçons de cours d'eau court-circuités	Tronçons de cours d'eau court-circuités	Inventaire réalisé sur le bassin de la Dordogne (EPIDOR)

6.4.2 Les milieux agricoles

Les principales sources de données utilisées pour caractériser les milieux agricoles et déterminer leur rôle en tant que supports aux continuités écologiques sont : le registre parcellaire graphique complété de la BD Topo haie de l'IGN.

Tableau 7 -Synthèse des types de milieux agricoles et source des données utilisées

Classe	Type de milieu	Source des données mobilisées
Catégories de cultures	Prairies permanentes	Registre parcellaire graphique
	Prairies temporaires	
	Gels	
	Estives landes	
	Cultures permanentes	
	Cultures annuelles	
	Autres espaces agricoles	

Densité de haie (m linéaire/km²)	Très forte densité de haies	BD TOPO (haie) *Calcul selon une maille de 1 km² puis mise en classe des résultats par quartile (cf. paragraphe BD Topo haie ci-dessous)*
	Forte densité de haies	
	Faible densité de haies	
	Très faible densité de haies	

Le **registre parcellaire graphique de l'ASP** permet d'identifier la permanence des cultures. Selon ce critère, les espaces vont plus ou moins être intéressants d'un point de vue écologique et vont donc être mobilisés de différentes manières pour les sous-trames du Limousin.

Tableau 8 - Regroupement des données issues du registre parcellaire graphique (RPG)

Type de milieu	Regroupement des données du RPG (champ « culture »)
Prairies permanentes	Prairies permanentes
Prairies temporaires	Prairies temporaires
Gels	Autres gels
Estives landes	Estives landes
Cultures permanentes	Vergers, Vignes, Fruits à coque, Arboriculture
Cultures annuelles	Blé tendre, Maïs grain et ensilage, Orge, Autres céréales, Colza, Tournesol, Autres oléagineux, Protéagineux, Fourrage, Plantes à fibres, Semences, Légumineuses à grains, Légumes-fleurs, Autres cultures industrielles
Autres espaces agricoles	Pas d'information, Divers

La **Bd Topo haie** a permis de générer une carte de densité de haie (m linéaire / km²). Cette dernière a été ensuite discrétisée selon la méthode des quantiles. C'est-à-dire que les données ont été réparties en classes homogènes d'effectifs égaux. Ici, elles ont été subdivisées en quatre classes de densité : en quartile, comprenant chacune 25% des effectifs, allant de très fortement dense à très faiblement dense.
Les haies dans les mailles classées « très fortement » et « fortement » denses, destinées à devenir les milieux supports de la sous-trame des milieux bocagers, ont été rerasterisées selon un pixel de 50 m de côté afin de conserver la précision de la localisation de cette donnée.
Enfin, les haies classées « très fortement » et « fortement » denses ont été analysées au regard des actions de remembrement. Lorsque ces dernières sont comprises dans des secteurs remembrés, les haies sont déclassées et deviennent « en faible densité bocagère ».

La densité calculée en Limousin par maille de 1 km² varie de 8 ml par km² à 13 440 ml par km² (pour les mailles non vides), pour un total de 33 900 km de haies en Limousin. Ces chiffres de densité varieraient si on choisissait une maille de taille différente (plus la maille est petite, plus la longueur de haie dans la maille peut être grande). La médiane de notre série est 1 580 ml par km² (la moyenne est 1290 ml par km²).

- Très forte densité de haies : 2.64 – 13. 44 km de haie par km²
- Forte densité de haies : 1.58 – 2.64 km de haie par km²
- Faible densité de haies : 0.90 – 1.58 km de haie par km²
- Très faible densité de haies : 0 – 0.90 km de haie par km²

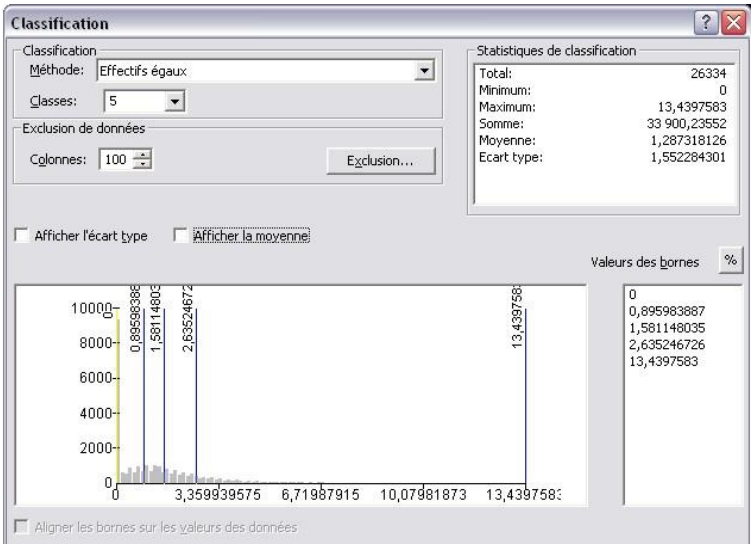


Figure 12 - Classification de la densité de haie, selon la méthode de quartiles (effectifs égaux)

6.4.3 Les milieux forestiers et naturels

Les milieux forestiers et naturels ont été identifiés grâce à trois sources de données :

- **L'inventaire forestier national** a permis de préciser les types de peuplements forestiers : un classement en grands types de milieux a été effectué. Ce regroupement a été réalisé par forme et modalités de gestion des milieux boisés plutôt que par essence. En effet, ce sont bien les modes de gestion qui peuvent entrainer une dégradation de la qualité et de la fonctionnalité des milieux boisés.

Tableau 9 - Regroupement des données de l'inventaire forestier national

Type de milieu	Regroupement des données IFN (champ « Libellé »)
Forêts ouvertes	Autre forêt ouverte, Forêt ouverte de conifères, Forêt ouverte de feuillus
Futaies	Autre forêt fermée, Futaie de conifères indifférenciés (pins non purs), Futaie de feuillus indifférenciés, Futaie de pins indifférenciés, Futaie mixte à conifères indifférenciés prépondérants, Futaie mixte à feuillus prépondérants, Futaie mixte à pins prépondérants
Futaies et taillis **(mélange = mélange d'essences)**	Mélange de futaie de conifères et taillis, Mélange de futaie de pins et taillis, Mélange enrichi de futaie feuillue et taillis, Mélange normal de futaie feuillue et taillis, Mélange pauvre de futaie feuillue et taillis
Taillis	Taillis de châtaignier, Taillis indifférenciés
Autres	Autres, Inculte ou friche.

- La **BD Topo de l'IGN** est la seule donnée permettant de localiser les milieux rocheux (points extraits de la couche « oronyme » et rasterisés à 50 m), et plus précisément les rochers et les escarpements rocheux (cf. liste des sites en annexe 6.6.4) ;
- Enfin, des milieux spécifiques comme les **landes** ont été intégrés grâce à l'inventaire réalisé par le CEN Limousin (2002). Ces données ont également permis de préciser le caractère humide ou sec des landes.

Tableau 10 - Regroupement des données issues de l'inventaire des landes du CEN Limousin (2002)

Type de milieu	Regroupement des données Landes du CEN (végétation associée)
Landes xérophiles	Landes à Genista pilosa et Erica cinerea Landes à Genista pilosa et Vaccinium myrtillus Landes à Ulex minor et Erica cinerea Landes à Ulex minor, Erica cinerea et Brachypodium pinnatum Landes à Cytisus oromediterraneus et Erica cinerea
Landes mésophiles	Landes à Ulex minor et Erica scoparia Landes à Ulex minor et Erica vagans Landes à Erica scoparia et Ulex europaeus
Landes hygrophiles	Landes à Ulex minor, Erica tetralix et Molinia caerulea Landes à Ulex minor et Erica ciliaris
Landes xérophiles et mésophiles	Landes à 50% Xérophiles et 50% Mésophiles
Landes xérophiles et hygrophiles	Landes à 50% Xérophiles et 50% Hygrophiles
Landes mésophiles et hygrophiles	Landes à 50% Hygrophiles et 50% Mésophiles
Landes indéterminées	Indéterminées

Le tableau ci-dessous résume les différents types de milieux qui constituent les milieux forestiers et naturels.

Tableau 11 - Synthèse des types de milieux forestiers et naturels et source des données utilisées

Classe	Type de milieu	Source des données mobilisées
Milieux rocheux	Rochers	BD TOPO (Orographie : oronymes)
Milieux boisés	Forêts ouvertes	Inventaire forestier national de l'IFN / IGN
	Futaies	
	Futaies et taillis	
	Taillis	
Autres milieux naturels	Espaces non boisés	
Landes	Landes xérophiles	Inventaire des landes réalisé à l'échelle régionale par le CEN Limousin (2002)
	Landes mésophiles	
	Landes hygrophiles	
	Landes xérophiles et mésophiles	
	Landes xérophiles et hygrophiles	
	Landes mésophile et hygrophiles	
	Landes indéterminées	

6.4.4 Les milieux humides

Les milieux humides correspondent à des zones humides avérées, identifiées et délimitées grâce à des inventaires terrain :

- L'inventaire des zones humides sur les territoires des deux Parcs naturels régionaux du Limousin ;
- L'inventaire mené à l'échelle de Limoges métropole ;
- L'inventaire réalisé sur le bassin de la Vienne moyenne ;
- La cartographie des tourbières effectuée par le CEN Limousin en 2011.

À partir de ces inventaires, les milieux ont été classés en cinq types.

Tableau 12 - Regroupements réalisés selon les différents inventaires des zones humides

Type de milieu	Zones humides des PNR	Zones humides de Limoges métropole	Zones humides de la Vienne moyenne	CEN Limousin
Tourbières	Tourbières	-	-	Pas de filtre
Forêts humides	Forêts humides	-	Fourrés et bois marécageux Fourrés et bois riverains Fourrés et bois riverains X Mégaphorbiaies et ourlets nitrophiles Fourrés et bois riverains X Roselières et cariçaies	-
Autres zones humides	Bas-marais et parvocariçaies Landes humides Magnocariçaies Molinaies Mosaïque entre deux habitats Mégaphorbiaies Roselières	-	Herbiers aquatiques enracinés Mégaphorbiaies et ourlets nitrophiles Mégaphorbiaies et ourlets nitrophiles X Prés tourbeux Mégaphorbiaies et ourlets nitrophiles X Roselières et cariçaies 'Mégaphorbiaies et ourlets nitrophiles X Roselières et cariçaies Mégaphorbiaies et ourlets nitrophiles X Fourrés et bois riverains Mégaphorbiaies et ourlets nitrophiles X Pâtures mésohygrophiles Prairies flottantes Prairies flottantes X Roselières et cariçaies Roselières et cariçaies Roselières et cariçaies X Prés tourbeux Roselières et cariçaies X Pâtures mésohygrophiles Roselières et cariçaies X Fourrés et bois riverains Roselières et cariçaies X Mégaphorbiaies et ourlets nitrophiles Roselières et cariçaies X Prairies humides temporairement inondables Roselières et cariçaies X Pâtures mésohygrophiles Végétations des sols inondables eutrophes Végétations fontinales ou de suintements	-
Jonçaies et prairies humides	Jonçaies Prairies humides	-	Prairies humides temporairement inondables Prairies humides temporairement inondables X Roselières et cariçaies Prairies temporairement inondables Pâtures mésohygrophiles X Roselières et cariçaies Prairies de fauche hygrophiles et mésohygrophiles Prés tourbeux Pâtures mésohygrophiles Pâtures mésohygrophiles X Prairies humides temporairement inondables Pâtures mésohygrophiles X Prés tourbeux Pâtures mésohygrophiles X Roselières et cariçaies Pâtures mésohygrophiles X Mégaphorbiaies et ourlets nitrophiles	-
Zones humides indif-férenciées	champ vide	Pas de filtre	-	-

6.4.5 Les milieux aquatiques

Le réseau hydrographique a été identifié à partir de deux sources de données :

- La **Bd Carthage de l'IGN (tronçon hydrographique)** qui constitue la référence de base du réseau hydrographique français. Par ailleurs, cette donnée a servi de référentiel au travail de

classement des cours d'eau (listes 1 et 2). Pour ces raisons, la BD Carthage a été utilisée pour la cartographie de la sous-trame des milieux aquatiques du Limousin. **Les cours d'eau temporaires, les conduites forcées et les tronçons souterrains ont été écartés de la donnée** ;

- La **BD Topo de l'IGN (surfacique),** quant à elle, a été mobilisée pour la localisation des étangs.

En résumé, voici ci-dessous les données mobilisées.

Tableau 13 - Synthèse des types de milieux aquatiques et source des données utilisées

Classe	Type de milieu	Source des données mobilisées
Cours d'eau	Cours d'eau sauf les cours d'eau temporaires, les tronçons souterrains et les conduites forcées	BD Carthage (tronçon hydrographique)
Étangs	Étangs d'intérêt écologique	BD Topo (surfacique)
	Autres étangs	

6.4.6 Traitement des données SIG et représentation de l'occupation du sol

Le résultat des données filtrées (suivant les critères explicités précédemment) par type de milieu, correspond à une couche SIG à laquelle nous avons attribué un code unique. Une fois cette opération effectuée, chaque donnée mobilisée a été rastérisée selon une maille carrée de 50 x 50 m et auquel nous avons attribué le même code unique.

Certaines couches ont fait l'objet de traitement particulier :

- C'est le cas des « Autoroutes et assimilées » et des « Voies ferrées principales » pour lesquelles une zone tampon de 40 m de part et d'autre (soit 80 m en tout) a été réalisée avant la rastérisation. Cette opération a pour but d'éviter la fragmentation des pixels lors du passage à la rastérisation de données qui sont considérées comme infranchissables ;
- Pour les « Passages à faune » et les « Autres ouvrages de franchissement » une zone tampon de 100 m a permis de conserver un rectangle de 100 m par 200 m afin de recouvrir intégralement les axes de communication.

Certains types de milieux ont été identifiés comme **milieux supports** d'une sous trame (*cf.* ci-dessous). Ces couches raster ont été vectorisées (sans simplifier la géométrie) puis combinées dans le but de conserver un maximum d'informations lors des croisements ultérieurs des milieux supports avec les réservoirs de biodiversité.

Certaines données n'ont pas été rastérisées, elles seront utilisées de manière vectorielle dans la cartographie (cas des « Obstacles à l'écoulement » et des « Routes de moindre importance »).

6.5 Sélection des milieux supports des sous-trames au sein de l'occupation du sol

Pour chacune des sous-trames ont été identifiés des milieux supports.
Le tableau suivant indique les types de milieux jouant le rôle de **milieux supports** pour chaque sous-trame (cases signalées par une couleur foncé). Cela correspond donc aux **milieux supports issus de l'occupation du sol** ; les données complémentaires ont pu être ajoutées pour compléter les milieux supports selon les sous-trames.

» **Les milieux supports exhaustifs sont évoqués dans les parties 5.2 à 5.6, dans le tableau de chaque des sous-trame.**

Tableau 14 - Milieux supports issus de l'occupation du sol (couleur foncé) de chaque sous-trame

Milieux	Type de milieu	Sous-trame des milieux boisés	Sous-trame des milieux bocagers	Sous-trame des milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux	Sous-trame des milieux humides	Sous-trames des milieux aquatiques
1-Milieux artificialisés	Constructions de 1962 à 2010					
	Constructions d'avant 1962					
	Autoroutes et assimilées					
	Principales routes régionales et départementale					
	Routes de moindre importance					
	Voies ferrées principales					
	Voies ferrées secondaires					
	Autres surfaces artificialisées					
	Passages à faune					
	Autres ouvrages de franchissement					
	Obstacles à l'écoulement infranchissables ou difficilement franchissables					
	Obstacles à l'écoulement en partie franchissables					
	Obstacles à l'écoulement dont la franchissabilité est indéterminée					
	Tronçons de cours d'eau court-circuités					
2-Milieux agricoles	Très forte densité de haies					
	Forte densité de haies					
	Faible densité de haies					
	Très faible densité de haies					
	Prairies permanentes					
	Prairies temporaires					
	Gels					
	Estives landes					
	Cultures permanentes					
	Cultures annuelles					
	Autres espaces agricoles					

Milieux	Type de milieu	Sous-trame des milieux boisés	Sous-trame des milieux bocagers	Sous-trame des milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux	Sous-trame des milieux humides	Sous-trames des milieux aquatiques
3-Milieux forestiers et naturels	Rochers					
	Forêts ouvertes					
	Futaies					
	Futaies et taillis					
	Taillis					
	Espaces non boisés					
	Landes xérophiles					
	Landes mésophiles					
	Landes hygrophiles					
	Landes xérophiles et mésophiles					
	Landes xérophiles et hygrophiles					
	Landes mésophiles et hygrophiles					
	Landes indéterminées					
4-Zones humides	Tourbières					
	Forêts humides					
	Autres zones humides					
	Jonçaies et prairies humides					
	Zones humides indifférenciées					
5-Milieux aquatiques	Cours d'eau permanents sauf les souterrains et les conduites forcées					
	Étangs d'intérêt écologique					
	Autres étangs					

6.6 Présentation des « réservoirs de biodiversité » et « secteurs à examiner à fort potentiel écologique » et des traitements cartographiques réalisés

6.6.1 Réservoirs de biodiversité

Origine des réservoirs de biodiversité	Type de zonage (abréviation utilisée dans la cartographie)	Appartenance aux sous-trames (ST)					Traitement cartographique effectué Et argumentaire de la sélection du zonage (pour les zonages qui dépassent le cadre réglementaire cité en parties 2.2.1 et 2.2.2 du rapport) Listes des sites concernés dans les tableaux par sous-trame ci-après
		STM BOIS	STM BOC	STM SEC	STM ZH	STM AQU	
Réservoirs obligatoires nationaux	Arrêté de protection de biotope (APPB)	X	X			X	1- **Pour STM BOIS et STM AQU**, répartition des zonages par sous-trames selon l'expertise scientifique des membres du CSRPN (voir tableaux par sous-trame ci-après) 2- Pour chaque sous-trame, affichage des espaces sélectionnés 3- Les sites ainsi sélectionnés (**zonages dans leur intégralité**) deviennent « Réservoirs de biodiversité » **NB : pour STM BOC** : travail de croisement entre les zonages et les milieux supports de la sous-trame. Les zonages comprenant ces milieux supports deviennent « réservoirs de biodiversité » (zonages dans leur intégralité)
	Réserve naturelle nationale (RNR)	X	X			X	
	Réserve naturelle régionale (RNR)	X	X			X	
	Cours d'eau classé en liste 1 et/ou 2					X	1- Simple affichage de l'ensemble des cours d'eau classés en listes 1 et 2 2- **L'ensemble du linéaire** ainsi classé devient « réservoir de biodiversité »
Réservoirs incontournables régionaux	Habitats des sites Natura 2000 (Habitats N2000)	X	X	X	X	X	1- Répartition des habitats (Corine biotope) des sites Natura 2000 par sous-trame 2- Pour chaque sous-trame, affichage des habitats correspondants 3- Les **habitats** ainsi sélectionnés deviennent « Réservoirs de biodiversité » NB : certains habitats n'appartiennent à aucune sous-trame de par la nature même de ces éléments. Ces derniers sont répertoriés dans le tableau suivant.
	ZNIEFF de type 1 (ZNIEFF T1)	X	X			X	1- Pour chaque sous-trame, travail de croisement entre les zonages et les milieux supports de la sous-trame 2- Les **milieux supports** compris dans ces zonages deviennent « réservoirs de biodiversité » **NB :** pour les sites du CEN Limousin, il est précisé « cat.1 », ce qui correspond aux sites pour lesquels le CEN détient l'usage et il intervient en tant que maître d'ouvrage pour des opérations de gestion et/ou de suivis scientifiques. En effet, il a été jugé pertinent de sélectionner ces sites puisqu'ils bénéficient de baux à longue durée garantissant une préservation de la biodiversité en place.
	Espace géré par le CEN Limousin (CEN (cat.1))	X	X			X	
	Espace du Conservatoire du littoral (Conser. Lit.)	X	X			X	
	Étang d'intérêt écologique validé					X	Les étangs ont un rôle ambigu vis-à-vis de continuités écologiques. Tous ne sont pas sources de fragmentation, au contraire, ils peuvent être d'excellents supports de biodiversité. C'est

Origine des réservoirs de biodiversité	Type de zonage (abréviation utilisée dans la cartographie)	Appartenance aux sous-trames (ST)					Traitement cartographique effectué Et argumentaire de la sélection du zonage (pour les zonages qui dépassent le cadre réglementaire cité en parties 2.2.1 et 2.2.2 du rapport) Listes des sites concernés dans les tableaux par sous-trame ci-après
		STM BOIS	STM BOC	STM SEC	STM ZH	STM AQU	
							pourquoi, il a été envisagé de faire ressortir des étangs dits « d'intérêt écologique » et de les **classer soit en « réservoirs de biodiversité »** (pour les étangs d'intérêt écologique validés par le CSRPN) **soit en « secteurs à examiner à fort potentiel écologique »** (pour les autres étangs d'intérêt écologique)**.** La liste des étangs d'intérêt écologique a été constituée selon plusieurs approches : - une expertise technique et scientifique avec l'aide des membres du CSRPN et des participants aux ateliers de concertation (juin et juillet 2014) ; - une sélection, d'après les données de la SEPOL, des étangs utilisés comme sites de reproduction par certains oiseaux (Bihoreau gris, Foulque macroule, Grèbe huppé, Héron pourpré, Sarcelle d'hiver) ou d'hivernage (Foulque macroule) ; - des étangs anciens identifiés sur le territoire du PNRPL ; - le site Natura 2000 de la « Tourbière de l'étang du Bourdeau ». **Pour connaitre la liste des étangs classés en « réservoirs de biodiversité » ou en « secteurs à examiner à fort potentiel écologique » se référer à l'annexe 6.6.4** « Sélection à dires d'expert (CSRPN, DREAL Limousin, Région Limousin) de sites et zonages spécifiques à chaque sous-trame ».
	Milieu support			X	X		Les milieux secs et/ou thermophiles et/rocheux et les milieux humides étant de manière générale de petite surface et de bonne richesse écologique, les **pixels de milieux supports issus de l'occupation du sol et les cours d'eau temporaires pour la sous-trame des milieux humides** ont été intégrés comme réservoirs de biodiversité. NB : voir § 6.4.3 pour la STM SEC et le § 6.4.4 pour la STM ZH.
Réservoirs complémentaires	Milieu support		X				Des **pixels de milieux supports** ont également été intégrés comme réservoirs de biodiversité complémentaires pour STM BOC (pixels de très forte densité bocagère, cf. § 6.4.2). Ces pixels ne comprennent pas les pixels isolés (surface inférieure à 2501 m²) et les pixels en milieu urbain (couche L_TACHE_URBAINE_R74).
	Site classé	X	X			X	1- Pour chaque sous-trame, travail de croisement entre les zonages et les milieux supports de la sous-trame 2- Les **milieux supports** compris dans ces zonages deviennent « réservoirs de biodiversité » **NB** : les **données des territoires à vocation forestière anciennes** sont issues du croisement entre les espaces forestiers anciens identifiés sur la carte de Cassini (18ème siècle) et la couverture forestière actuelle. Cette donnée permet d'identifier des espaces forestiers ayant
	Forêt domaniale et forêt communale	X					
	Territoire à vocation forestière	X					

Origine des réservoirs de biodiversité	Type de zonage (abréviation utilisée dans la cartographie)	Appartenance aux sous-trames (ST)					Traitement cartographique effectué Et argumentaire de la sélection du zonage (pour les zonages qui dépassent le cadre réglementaire cité en parties 2.2.1 et 2.2.2 du rapport) Listes des sites concernés dans les tableaux par sous-trame ci-après
		STM BOIS	STM BOC	STM SEC	STM ZH	STM AQU	
	ancienne						eu un couvert forestier depuis longtemps et/ou accueillant des vieux arbres, éléments favorables à la biodiversité grâce aux sols et aux cortèges d'espèces associées. **NB** : pour la STM BOC, suppression le cas échéant des pixels de moins de 2501 m² et des pixels isolés en milieu urbain (couche L_TACHE_URBAINE_R74).
	Site d'intérêt écologique majeur du PNRMV (SIEM)	**X**		**X**	**X**		Le PNR de Millevaches en Limousin a réalisé pour son plan Parc une cartographie des sites d'intérêt écologique majeur (travaux en cours dans le cadre de la définition de sa propre Trame verte et bleue), intéressante à valoriser dans le SRCE. 1- Répartition par sous-trame des habitats (Corine biotope) présents dans chacun des sites 2- Pour chaque sous-trame, affichage des habitats correspondants 3- Les **habitats** ainsi sélectionnés deviennent « Réservoirs de biodiversité »
	Massif forestier du PNRPL	**X**					Données issues d'un travail cartographique réalisé par le PNR du Périgord-Limousin 1- Pas de traitement spécifique, simple affichage des sites selon les sous-trames concernées 2- Les sites ainsi sélectionnés (**zonages dans leur intégralité**) deviennent « Réservoirs de biodiversité »
	Habitat agropastoral du PNRPL			**X**			
	Zone humide patrimoniale du PNRPL				**X**		
	Espace accueillant des espèces de flore de prairies maigres (Flore de prairie maigre (CBNMC))		**X**				Pour les milieux prairiaux, on a cherché à faire ressortir les prairies permanentes, les prairies à caractère naturel et les prairies sur sols maigres (en correspondance à **l'enjeu A.4 « *Le maintien des prairies naturelles* »** identifié dans le diagnostic du SRCE). À cette fin, les données du CBNMC ont été mobilisées (Chloris ©). Il s'agit d'occurrences pour lesquelles a été comptabilisée la présence simultanée d'au moins deux espèces de la liste suivante : *Gaudinia fragilis ; Oenanthe pimpinelloides ; Linum bienne ; Trisetum flavescens ; Rhinanthus minor ; Crepis biennis ; Knautia arvensis ; Succisa pratensis ; Myrrhis odorata ; arcissus poeticus ; Arnica montana ; Polygonum bistorta ; Trifolium patens ; Anacamptis laxiflora ; Anacamptis morio ; Ophioglossum vulgatum ; Scabiosa columbaria ; Genista tinctoria ; Silaum silaus ; Saxifraga granulata ; Serapias lingua et Tragopogon pratensis*. 1- Pas de traitement spécifique, simple affichage de la donnée 2- Toutefois, après expertise en ateliers, certains secteurs ont été supprimés (emprise

Origine des réservoirs de biodiversité	Type de zonage (abréviation utilisée dans la cartographie)	Appartenance aux sous-trames (ST)					Traitement cartographique effectué Et argumentaire de la sélection du zonage (pour les zonages qui dépassent le cadre réglementaire cité en parties 2.2.1 et 2.2.2 du rapport) Listes des sites concernés dans les tableaux par sous-trame ci-après
		STM BOIS	STM BOC	STM SEC	STM ZH	STM AQU	
							trop vaste car maille communale ou de 5x5 km), seuls les sites les plus ponctuels ont été conservés 3- Les sites sélectionnés (**zonages dans leur intégralité**) deviennent « Réservoirs de biodiversité »
	Milieu support complémentaire : Espace accueillant des Chênaies pubescentes			**X**			Les données d'occupation du sol « classiques » étant insuffisantes pour faire ressortir les enjeux de ces milieux secs et/ou thermophiles, des données du CBNMC ont été mobilisées (Chloris ©, consulté le 06/06/14). Les secteurs de chênaies pubescentes ont donc été intégrées en tant que milieux supports et réservoirs de biodiversité (présence des taxons *Quercus humilis Mill*. et *Quercus pubescens Willd*.).
	Milieu support complémentaire : Espace accueillant de la flore de milieux rocheux			**X**			Les données d'occupation du sol « classiques » étant insuffisantes pour faire ressortir les enjeux de ces milieux rocheux, des données du CBNMC ont été mobilisées (Chloris ©, consulté le 06/06/14). Ainsi sont affichés les secteurs ayant au moins deux occurrences des espèces suivantes : *Hypericum linariifolium Vahl, Micropyrum tenellum (L.) Link, Micropyrum tenellum (L.) Link fa. aristatum (Tausch) Lambinon, Micropyrum tenellum (L.) Link fa. Tenellum, Nardurus lachenalii (C.C.Gmel.) Godr., Scleranthus perennis L.*.
	Site de nidification d'oiseaux du bocage (site oiseaux (SEPOL))		**X**				Afin de faire ressortir des secteurs à enjeu pour les sous-trames des milieux bocagers et des milieux secs et/ou thermophiles et/ou rocheux, l'approche par espèces d'oiseaux (données de la SEPOL) a été privilégiée. Les espèces référentes utilisées pour les secteurs de bocage sont : Alouette lulu, Chevêche d'Athéna, Fauvette grisette, Huppe fasciée, Hypolaïs polyglotte, Pie-grièche à tête rousse, Pie-grièche écorcheur, Pipit des arbres, Tarier pâtre et Torcol fourmilier. Les inventaires de sites fréquentés par des espèces rupestres sont également utilisés. 1- Transformation des sites (coordonnées XY) de présence d'oiseaux en pixels de 50*50m 2- Les **pixels** ainsi identifiés deviennent « Réservoirs de biodiversité »
	Site rupestre (SEPOL)			**X**			
	Donnée frayères et espèces					**X**	1- Sélection des tronçons de cours d'eau intersectés par les données « point » 2- **L'ensemble du linéaire** ainsi choisi devient « réservoir de biodiversité »

6.6.2 Habitats Corine Biotope des sites Natura 2000 non sélectionnés en tant que réservoirs de biodiversité

Code Corine Biotope	Description de l'habitat concerné
8	Terres agricoles et paysages artificiels
81	Prairies améliorées
81.1	Prairies sèches améliorées
82	Cultures
82.1	Champs d'un seul tenant intensément cultivés
82.11	Grandes cultures
82.12	Cultures et maraichage
82.2	Cultures avec marges de végétation spontanée
82.3	Culture extensive
83.15	Vergers
83.21	Vignobles
83.3	Plantations
83.31	Plantations de conifères
83.311	Plantations de conifères indigènes
83.312	Plantations de conifères exotiques
83.3121	Plantations d'Epicéas, de Sapins exotiques, de Sapin de Douglas et de Cèdres.
83.32	Plantations d'arbres feuillus
83.321	Plantations de Peupliers
83.323	Plantations de Chênes exotiques
83.324	Plantations de Robiniers
83.325	Autres plantations d'arbres feuillus
85.1	Grands parcs
85.2	Petits parcs et squares citadins
85.3	Jardins
85.31	Jardins ornementaux
85.32	Jardins potagers de subsistance
86	Villes, villages et sites industriels
86.2	Villages
86.3	Sites industriels en activités
86.4	Sites industriels anciens
86.41	Carrières
87	Terrains en friche et terrains vagues
87.1	Terrains en friche
87.2	Zones rudérales
88	Mines et passages souterrains
89.2	Lagunes industrielles et canaux d'eau douce
Pas de code	

6.6.3 Secteurs à examiner, à fort potentiel écologique

Origine des zonages (abréviation utilisée dans la cartographie)	Appartenance aux sous-trames (ST)					Traitement cartographique effectué Et argumentaire de la sélection du zonage (pour les zonages qui dépassent le cadre réglementaire cité en parties 2.2.1 et 2.2.2 du rapport) Listes des sites concernés dans les tableaux par sous-trame ci-après
	STM BOIS	STM BOC	STM SEC	STM ZH	STM AQU	
Extension des sites Natura 2000 (Extension N2000)	X	X	X	X	X	Certains sites Natura 2000 subissent une modification de leur périmètre, au regard de contextes locaux (enjeux espèces et habitats notamment, voir tableaux par sous-trame ci-après). Dans une vision prospective, il semble intéressant de prendre ces informations, au sein desquels de futurs inventaires seront menés. - Pas traitement spécifique, simple affichage de la donnée - **Les sites dans leur intégralité** sont considérés « secteurs à examiner, à fort potentiel écologique »
ZNIEFF de type 2 (ZNIEFF T2)	X	X			X	- Répartition des zonages par sous-trames selon l'expertise scientifique des membres du CSRPN (voir tableaux par sous-trame ci-après) - Pour chaque sous-trame, travail de croisement entre les zonages et les milieux supports de la sous-trame - **Les milieux supports compris dans ces zonages** deviennent « secteurs à examiner, à fort potentiel écologique »
Autre ZNIEFF de type 1 (autre ZNIEFF T1)			X		X	Certaines ZNIEFF de type 1 qui ne se superposent pas avec des milieux supports ont tout de même été ajoutées aux sous-trames (voir tableaux par sous-trame ci-après). En effet, d'après une analyse basée sur le nom du site, les habitats et les espèces présents, elles peuvent être associées à certaines sous-trames. Pour cela, les fiches descriptives des ZNIEFF disponibles sur le site du MNHN ont été utilisées. - Pas traitement spécifique, simple affichage de la donnée - **Les sites dans leur intégralité** sont considérés « secteurs à examiner, à fort potentiel écologique »
Zone à dominante humide (ZDH)				X		Afin de mettre en avant la position stratégique de la région pour les milieux humides (comme identifié dans le diagnostic du SRCE), les inventaires des zones à dominante humide identifiées par photo-interprétation sur les territoires des bassins de la Vienne (EPTB Vienne), de la Dordogne (EPIDOR) et de la Cère sont mobilisés : - Les parties « eaux courantes », « plans d'eau » et « zones urbaines » et « autres territoires artificialisés » sont supprimées - **L'ensemble des secteurs** restants est classé « secteurs à examiner, à fort potentiel écologique »
Autre étang d'intérêt écologique					X	Les étangs ont un rôle ambigu vis-à-vis de continuités écologiques. Tous ne sont pas sources de fragmentation, au contraire, ils peuvent être d'excellents supports de biodiversité. C'est pourquoi, il a

Origine des zonages (abréviation utilisée dans la cartographie)	Appartenance aux sous-trames (ST)					Traitement cartographique effectué Et argumentaire de la sélection du zonage (pour les zonages qui dépassent le cadre réglementaire cité en parties 2.2.1 et 2.2.2 du rapport) Listes des sites concernés dans les tableaux par sous-trame ci-après
	STM BOIS	STM BOC	STM SEC	STM ZH	STM AQU	
						été envisagé de faire ressortir des étangs dits « d'intérêt écologique » et de les **classer soit en « réservoirs de biodiversité »** (pour les étangs d'intérêt écologique validés par le CSRPN) **soit en « secteurs à examiner à fort potentiel écologique »** (pour les autres étangs d'intérêt écologique) La liste des étangs d'intérêt écologique a été constituée selon plusieurs approches : - une expertise technique et scientifique avec l'aide des membres du CSRPN et des participants aux ateliers de concertation (juin et juillet 2014) ; - une sélection, d'après les données de la SEPOL, des étangs utilisés comme sites de reproduction par certains oiseaux (Bihoreau gris, Foulque macroule, Grèbe huppé, Héron pourpré, Sarcelle d'hiver) ou d'hivernage (Foulque macroule) ; - des étangs anciens identifiés sur le territoire du PNRPL ; - le site Natura 2000 de la « Tourbière de l'étang du Bourdeau ». **Pour connaitre la liste des étangs classés en « réservoirs de biodiversité » ou en « secteurs à examiner à fort potentiel écologique » se référer à l'annexe 6.6.4** « Sélection à dires d'expert (CSRPN, DREAL Limousin, Région Limousin) de sites et zonages spécifiques à chaque sous-trame ».
Réservoir biologique du SDAGE					**X**	- Pas traitement spécifique, simple affichage de la donnée - **L'ensemble du linéaire** ainsi classé devient « secteurs à examiner, à fort potentiel écologique »
Périmètre de protection de captage d'eau (Captage)		**X**				- Pour chaque sous-trame, travail de croisement entre les zonages et les milieux supports de la sous-trame - Les **milieux supports compris dans ces zonage**s deviennent « réservoirs de biodiversité » **Pour les périmètres de protection de captage,** seuls les périmètres immédiats et rapprochés sont pris en compte (et pas les périmètres éloignés).
Site inscrit	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	Les sites inscrits du Limousin recouvrent différentes situations, dont des sites naturels tels que des vallées, des étangs, des cascades, certains reliefs, des lacs, des rochers, des alignements d'arbres. Ces sites préservés peuvent participer à la Trame verte et bleue ; leur intérêt et leur fonctionnalité écologique doivent cependant être précisés à l'échelle locale, c'est pourquoi l'ensemble des sites, y compris les sites bâtis, apparait dans toutes les sous-trames de manière indifférenciée. - Pas traitement spécifique, simple affichage de la donnée - **Les sites dans leur intégralité** sont considérés « secteurs à examiner, à fort potentiel écologique »

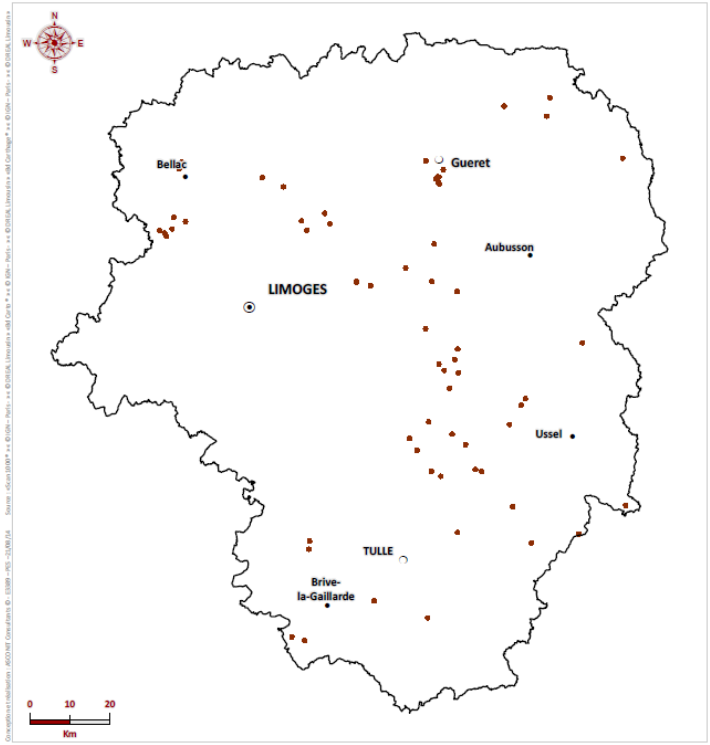
6.6.4 Sélection à dires d'expert (CSRPN, DREAL Limousin, Région Limousin) de sites et zonages spécifiques à chaque sous-trame

ZONAGES COMMUNS A TOUTES LES SOUS-TRAMES		
Origine des zonages		**Sites sélectionnés pour faire de la sous-trame**
Secteurs à examiner, à fort potentiel écologique		
	Extensions des sites Natura 2000	Abîme de la Fage, Ruisseaux de la région de Neuvic, Haute vallée de la Vienne, Tourbière de la source du ruisseau des Dauges Pelouses et landes serpentinicoles du sud de la Haute Vienne (5 sites)
	Sites inscrits	Affieux, village, église,, Allée d'arbres et château de Puymori, Allée de chênes conduisant à Puycheny, Allée de chênes conduisant au domaine de la Bouchie, Ancien château des Cars et ses abords, Ancienne chapelle et ermitage de Saint-Amand, Ancienne demeure fortifiée de Rochelidou à Nouic, Bords de Vienne et site de la Font-Macaire à Eymoutiers, Boulevards, places et squares à Brive, Bourg d'Ahun, Bourg de Boussac, Bourg de Chénérailles, Bourg de Corrèze et la vallée, Bourg de Gimel et ses abords, hameaux de l'Estuflet et de la Bachellerie, Bourg de Mortemart (partie et extension), Bourg de Saint-Auvent et vallées de la Gorre et du Gorret, Bourg de St Robert, Bourg de Tarnac, Bourg de Voutezac, Bourg du Chambon-sur-Voueize, Butte d'Ayen, Butte et ruines du château, Butte et village de Chasteaux, Cascade de Montjanel, Cascade des Jarrauds, Cascade des Moulines, Cascade du moulin de l'Age, Cascade et gorges du Daro, Cascades d'Augerolles, Cascades de Bialet, Cascades de la Vierge, Cascades de Murel et Saut de la Prade, Centre ancien de Bellac, Centre ancien de St Léonard, Centre ancien de Tulle, Centre ville Limoges, Chaos du Chastagner, Château de Blanchefort à Lagraulière, Chateau de Castel-Novel, Château de Comborn, Château de Fraisse à Nouic, Château de Gibanel, Château de Lavergne, Château de Lieuteret, Château de l'Osmonerie, Château de Lubersac et son parc, Château de Maubec, Château de Maumont et ses abords, Château de Muraud et ses abords, Château de Nedde et ses abords, Château de Nexon et son parc, Château de Noailles, Château de Pierretaillade et ses dépendances à Meyssac, Château de Rieux et abords, Château de Rilhac-Xaintrie, Château de Saint-Auvent et son parc, Château de Sédières et ses abords, Château de Soulages, Château de Tourniol, Chateau et église de Lissac sur Couze et ses abords, Château et étang de Beaune, Chêne centenaire devant le Préventorium, Chêne de Sully Tarnac, Chute du Poirier, Colline de Château-Chervix et son donjon, Collonges, la ville et ses abords, Combes de la Cazine, Cratère météoritique de Rochechouart, Eglise Sainte-Anne, Eglise de Gourdon-Murat, ses abords et la croix, Eglise de Lestards, Ensemble urbain d'Uzerche, Etang de Chabrières, Etang de Meyrignac, Etang de Montsour et abords, Etang de Peyrat-le-Château, abords et château, Etang de Ruffaut, Etang du Prévot, Forêt de Blanchefort, Gorges d'Anzème, Gorges de la Rozeille, Gorges de la Vienne, Gorges de la Voueize, Gorges du Chat Cros, Gorges du Taurion, Gorges et cascades du Clan, Grange de Puy Rouge et ses alentours (jardins et friches), Jardins de l'Evêché, Jardins, promenades, avenues entourant le château de Rochechouart, La Bastide, La Roche-Canillac et Château de Chazal, La Vézère au Saillant, Lac de la Triouzoune, Lac de Lavaud-Gelade, Lac de Saint-Pardoux et ses abords, Lac de Vassivière, Lac de Vassivière, Lac de Viam, Lac du Pont-à-l'Age, Lac du Pont-à-l'Age, Le grand Puyconnieux, Le Mont de Jouër, Maison Jouxtens, Manoir de Cursac et son site au bord de la Briance, Mont Gerbassou, Monts de Blond, Monts de Blond (Extension), Motte castrale d'Aix-la-Marsalouze, Parc Monjauze (Brive), Place de l'église, Place du Foirail de Masseret, Promontoire du château Chabrol, Rocher de Maumont et vieux quartier aux abords de la Tour du Fort à Chalus, Puy de Jabreilles, Puy de Pauliat à Aubazine, Quartier de l'Eglise et Halle à Meyssac, Rigole du Diable, Rives de la Dordogne à Argentat (extension), Rives et

ZONAGES COMMUNS A TOUTES LES SOUS-TRAMES		
Origine des zonages		Sites sélectionnés pour faire de la sous-trame
		Iles de la vallée de la Dordogne, Rochers abbaye de Coyroux, Rochers de l'Isop, Rochers de Nègremont, Rochers de Nègremont, Ruines du château de Couzage, Ruines du château de Lavauguyon, Ruines du château de Ventadour et ses abords, Saut de la Brame, Site Corot et vallée de la Glane, Site de Boussac (extension), Site de Courbefy (partie et extension), Site de Franchesse, Site de la Pierre Millier, Site de la Rochette, Site de la Vie, Site de Port-Dieu, Site de Tourondel, Site de Villefavard et vallée de la Semme, Site du Mont et vallée du Lys, Site du Puy de Barmont, Site inscrit Le Marchedieu, Tilleul situé en face de la chapelle Ste Eulalie à Uzerche, Tourbière du Longéroux, Vallée de la Briance, Vallée de la Couze en aval de Balledent, Vallée de la Dordogne d'Argentat à Beaulieu sur Dordogne, Vallée de la Dordogne de Beaulieu à la la limite du département du Lot, Vallée de la Gartempe (Saint-Victor-en-Marche), Vallée de la Gartempe à Fursac, Vallée de la Gartempe aux abords du viaduc de Rocherolles, Vallée de la Gartempe du pont de Gartempe aux piliers de Lascoux, Vallée de la Gartempe en aval du pont Saint-Martin, Vallée de la Maronne, Vallée de la Mazelle, Vallée de la Sédelle du Pont Charraud jusqu'à sa confluence avec la Creuse, Vallée de la Vienne à Saint Léonard de Noblat, Vallée de la Vienne entre Saint-Victurnien et le Moulin de la Mie, Vallée de l'Aurence, Vallée de l'Isle de l'Abbaye à la tour d'Estivaux, Vallée de Planchetorte, Vallée des Deux Creuses, Vézère (lit et débit) dans toute la traversée de la commune d'Uzerche, Viaduc et bourg de Vignols, Village de Curemonte, Village de Grandmont, Village de Salesse, Village de Ségur le Château et abords.

SOUS-TRAME DES MILIEUX BOISÉS		
Origine des zonages		**Sites sélectionnés pour faire partie de la sous-trame**
Réservoirs de biodiversité		
Obligatoires nationaux	Arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB)	FORET D'EPAGNE RIVIERE LA DORDOGNE TOURBIERE ET LANDES DU LONGEROUX
	Réserves naturelles nationales (RNN)	ETANG DES LANDES
	Réserves naturelles régionales (RNR)	Domaine des Sauvages (projet)
Secteurs à examiner, à fort potentiel écologique		
	ZNIEFF de type 2	Bois de Champagnat, Bois des Landilles et du Mas Boucher, Camp de La Courtine et zone périphérique, Forêt de Brigueil (secteur Haute-Vienne), Forêt de Chabrière, Forêt de Chateauvert, Forêt de Meilhards, Forêt de Mirambel, Forêt de Montcheyrol, Forêt d'Epagne, Forêt et landes des Agriers, Gorges de la Loyre et du Vaysse, Monts d'Ambazac et vallée de la Couze, Vallée de la Cère (secteur Corrèze), Vallée de la Corrèze et de la Vimbelle, Vallée de la Creuse de Fresselines à Crozant, Vallée de la Diège à l'aval du pont Tabourg, Vallée de la Dordogne (secteur Corrèze), Vallée de la Gartempe, Vallée de la Grande Creuse, Vallée de la Loire, Vallée de la Luzège, Vallée de la Maronne, Vallée de la Montane vers Gimel, Vallée de la Petite Creuse à Boussac, Vallée de la Petite Creuse de Chénier à Malval, Vallée de la Soudeillette, Vallée de la Tardes, Vallée de la Tardoire, Vallée de la Triouzoune à l'amont du lac de Neuvic, Vallée de la Triouzoune à l'aval du barrage de Neuvic, Vallée de la Vézère du barrage de Montceau au Rocher des Folles, Vallée de la Vézère d'Uzerche à la limite départementale, Vallée de la Vianne à la Chaise du Diable, Vallée de la Vienne de Servière à St Léonard-de-Noblat, Vallée de la Vige à Soudannes, Vallée de la Voueize à l'amont de Chambon, Vallée de l'Auvézère, Vallée du Chavanon (secteur Corrèze), Vallée du Cher (secteur Creuse), Vallée du Dognon, Vallée du Doustre, Vallée du Taurion, Vallée du Verraux et ruisseaux affluents

SOUS-TRAME DES MILIEUX BOCAGERS		
Origine des zonages		**Sites sélectionnés pour faire partie de la sous-trame**
Secteurs à examiner, à fort potentiel écologique		
	ZNIEFF de type 2	Bassin versant de l'étang des Landes

<table>
<tr><th colspan="3">SOUS-TRAME DES MILIEUX SECS ET/OU THERMOPHILES ET/OU ROCHEUX</th></tr>
<tr><th>Origine des zonages</th><th colspan="2">Sites sélectionnés pour faire partie de la sous-trame</th></tr>
<tr><td colspan="3">Réservoirs de biodiversité</td></tr>
<tr><td>Incontournables régionaux</td><td>Milieux rocheux de la BD Topo (points en rouge sur la carte ci-contre)</td><td><u>Liste des sites concernés :</u>
Rocher louis XVI, le gour noir, grosse roche, rocher de la rissière, roc de la chèvre, saut du saumon, rocher des folles, rocher cervière, roche de la brette, roc de croquant, rocher sainte-marguerite, les pierres gouttières, les orgues, roc de la fosse, rocher le saut de la bergère, roc de martial, rocher de la sainte, le gourdoux, rocher de pille brive, roc malmonté, rochers du Chalard, roc de la Juilerie, rocher des fées, roc des jacques, pierre de la bergère, la pierre aux neuf gradins, pierre la grosle, les pierres civières, rocher de Clamouzat, pierre des fades, les pierres en crochet, roche du diable, les champs de pierres, les pierres jaumâtres, roches de Mazuras, lo peyro d'ente sert l'aïgo, la cabane au parrain, pierre de la tribune, pierre d'ep-nell, les trois amis, pierre fade, rocher des fayes, pierre chabranle, rochers de bord, pierre du trésor, pierre du loup, pierre du trésor, pierre casse-noisette, pierre du berceau, la pierre tremblante, rochers de puychaud, les piliers de lascoux, la pierre du loup, pierre du roi, la pierre belle, pierre branlante, rochers de Négremont, roche vigeanne, rocher du sauvage, roches brunagère, pierre branlante, la pierre aux sacrifices, pierre garde, rocher de l'amour, chaos du cep, rocher des fées.
 
</td></tr>
<tr><td colspan="3">Secteurs à examiner, à fort potentiel écologique</td></tr>
<tr><td></td><td>Autres ZNIEFF de type 1 (35 sites)</td><td>Bois et landes de Montpion, Lande de Forgeas (Vallée de la Tardoire), Lande de la Haute-Renaudie, Lande de la Martinie (Vallée de la Tardoire), Lande des Jarosses, Lande du Pié des Fleurs, Lande et ancienne carrière de Bougoueix, Landes de Roc de Maille, Landes du Coury (secteur Haute-Vienne), Landes du Puy de Razel (Bassin de la Haute Vézère), Landes du Ravanier (Vallée supérieure de la Corrèze et de la Dadalouze), Mégaphorbiaie et lande sèche du ruisseau de la Jaloustre, Rochers de</td></tr>
</table>

SOUS-TRAME DES MILIEUX SECS ET/OU THERMOPHILES ET/OU ROCHEUX		
Origine des zonages		Sites sélectionnés pour faire partie de la sous-trame
		Glénic, Rochers du Puy du Roc Bas, Serpentine de la Flotte et du Cluzeau, Serpentine de la Ribière, Serpentine de la Villedieu, Serpentine des Pierres du Mas (= de la Porcherie), Site à chauves-souris : Ruines de Crozant (vallée de la Creuse), Site à chauves-souris : caves de Villepigue (vallée du Taurion), Vallon de la Vialle, Vallée de la Briance au pont de Neuvillard, Vallée de la Diège, Vallée de la Gartempe : Saut de la Brame, Vallée de la Glane - site Corot - Moulin du Dérot, Vallée de la Ligoure et de la Briance au Château de Châlusset, Vallée de la Maulde vers Chataignoux Fafreix (Vassivière), Vallée de la Semme au moulin d'Hervaud, Vallée de la Vienne au Mas Marvent, Vallée de la Vienne à Bouchefarol (vallée de la Vienne), Vallée de la Vienne à la confluence de la Briance, Vallée de la Vienne à la confluence de la Combade, Vallée de l'Auvézère à Ségur-le-Château, Vallée de l'Isle au Chalard, Vallée du Taurion à la confluence du ruisseau du Parleur

SOUS-TRAME DES MILIEUX AQUATIQUES		
Origine des zonages		Sites sélectionnés pour faire partie de la sous-trame
Réservoirs de biodiversité		
Obligatoires nationaux	Arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB)	ETANG DE LA CROUZILLE ETANG DES OUSSINES RIVIERE LA DORDOGNE RIVIERE LA GARTEMPE VALLEE DE LA COUZE ET DE LA COTE PELEE
	Réserves naturelles nationales (RNN)	ETANG DES LANDES
	Réserves naturelles régionales (RNR)	Étangs, landes et tourbières autour de Chabannes et des Oussines (projet)
Incontournables régionaux	Étangs d'intérêt écologique validés par le CSRPN	**Liste des étangs considérés comme des réservoirs de biodiversité validée par le CSRPN en octobre 2014 :** Etang des Landes – Lussat – 23 Etang de la Tête de Bœuf – Lussat 23 Etangs la Mazère la Chaume - St Martin Le M. 87 Etang de Boutilly – Azat le Ris – 87 Etang des Planchettes – Azat le Ris- 87 Etang de Murat - St Léger Magnazeix – 87 Etang de Belleperche – Oradour-Saint-Genest – 87 Etang de la Chaussade - St Léger Magnazeix – 87 L'étang de Grattadour – La Courtine – 23 Etang du Bourdeau - Saint-Pardoux-Morterolles – 23

SOUS-TRAME DES MILIEUX AQUATIQUES		
Origine des zonages		**Sites sélectionnés pour faire partie de la sous-trame**
		Etang d'Auzoux auchaize – Royère de Vassivière – 23 Etang des Goursolles – Lacelle – 19 Ensemble d'étangs à Clergoux – 19 (Pilard, Bonde, Leix) Etang du Chancellier – St Fiel – 23 Les Chabannes – Tarnac -19 L'étang de Moustiers - Verneuil-Moustiers – 87
Secteurs à examiner, à fort potentiel écologique		
	ZNIEFF type 2	Bassin de la Haute Vézère, Bassin versant de l'étang des Landes, Etangs de la région de Thouron, Etangs et zones tourbeuses de la région de Flayat, Gorges de la Loyre et du Vaysse, Monts d'Ambazac et vallée de la Couze, Ruisseau de l'Echameil et plaine d'Arvis, Vallée de la Cère (secteur Corrèze), Vallée de la Chandouille, Vallée de la Corrèze de Pradines et Tourbières associées, Vallée de la Corrèze et de la Vimbelle, Vallée de la Creuse de Fresselines à Crozant, Vallée de la Diège à l'aval du pont Tabourg, Vallée de la Dordogne (secteur Corrèze), Vallée de la Gartempe, Vallée de la Gioune et Ruisseau de Cubayne, Vallée de la Glayeule, Vallée de la Grande Creuse, Vallée de la Loire, Vallée de la Luzège, Vallée de la Maronne, Vallée de la Montane vers Gimel, Vallée de la Petite Creuse à Boussac, Vallée de la Petite Creuse de Chénier à Malval, Vallée de la Soudeillette, Vallée de la Tardes, Vallée de la Tardoire, Vallée de la Triouzoune à l'amont du lac de Neuvic, Vallée de la Triouzoune à l'aval du barrage de Neuvic, Vallée de la Vézère du barrage de Montceau au Rocher des Folles, Vallée de la Vézère d'Uzerche à la limite départementale, Vallée de la Vianne à la Chaise du Diable, Vallée de la Vienne de Servière à St Léonard-de-Noblat, Vallée de la Vige à Soudannes, Vallée de la Voueize à l'amont de Chambon, Vallée de l'Auvézère, Vallée du Chavanon (secteur Corrèze), Vallée du Cher (secteur Creuse), Vallée du Dognon, Vallée du Doustre, Vallée du Taurion, Vallée du Verraux et ruisseaux affluents, Vallée supérieure de la Corrèze et de la Dadalouze
	Autres ZNIEFF de type 1	Etang de Belleperche, Etang de Crorieux, Etang de Linâtre, Etang de Try (La Courtine), Etang des Aguzons, Etang des Graules, Etang et prairies humides du Deveix, Etang-tourbière de Vallégeas, Lande et étang de la Saumagne, Ruisseau des Fontenelles, Site à chauves-souris : Ruines de Crozant (vallée de la Creuse), Tourbière du Bois des Vergnes (Vallée de l'Auvézère), Tourbière du Col des Géants
	Autres étangs d'intérêt écologique	**Liste des étangs considérés comme des secteurs à examiner validée par le CSRPN en octobre 2014 :** Etang de la Crouzille 87 – St- Sylvestre Etang du Brudou – Cieux (87) Grand étang – Azat le Ris– 87 Marais du Brézou – 19 L'étang de Vieulac – Marval – 87 Etang de Linatre – Affieux – 19 Etang des Maisons – Oradour-Saint-Genest – 87 Etang de Lage – Le Dorat – 87

SOUS-TRAME DES MILIEUX AQUATIQUES		
Origine des zonages		Sites sélectionnés pour faire partie de la sous-trame
		Etang Rénier - St-Pardoux – 87 Etang de la Lande de l'Hosne St-Léger Magnazeix - 87 ***+ Ajout des étangs anciens (données du PNR MV)*** ***+ Ajout des étangs utilisés comme sites de reproduction par certains oiseaux (Bihoreau gris, Foulque macroule, Grèbe huppé, Héron pourpré, Sarcelle d'hiver) ou sites d'hivernage (Foulque macroule) (données SEPOL)***

6.7 Hiérarchisation des classes d'occupation du sol de la sous-trame des milieux boisés selon leur perméabilité

Pour la sous-trame des milieux boisés, une analyse de perméabilité des milieux est nécessaire. Elle consiste à réaliser une **hiérarchisation des types d'occupation du sol en 5 classes** selon leur capacité à accueillir et à laisser passer / se faire traverser par les espèces (perméabilité des milieux) qui vivent dans la sous-trame.

Des généralisations sont forcément nécessaires à partir du moment où le travail s'effectue par sous-trame, et non espèce par espèce. Ces regroupements et classement selon une perméabilité décroissante couvrent toute l'occupation du sol et comprennent donc aussi les éléments qui font obstacles aux déplacements.

Des coefficients de friction (traduisant la difficulté à se déplacer selon la nature de l'occupation du sol) sont ensuite associés à chacune de ses classes pour le traitement sous SIG nécessaire à la construction des réseaux écologiques.

Les cinq classes sont les suivantes :

- **Milieu support** : ces zones décrivent des milieux naturels ou semi-naturels peu perturbés par les activités humaines au sein desquels les espèces peuvent se déplacer sans contrainte. Ce sont les milieux supports de la sous-trame, et les points de départ des déplacements des individus au sein d'un réseau écologique dans la mesure où ils se trouvent au sein d'un réservoir de biodiversité ;
- **Milieu attractif** : milieu favorable aux espèces et à leur déplacement (milieu de bonne perméabilité), couvrant entre autres des milieux complémentaires des milieux supports. Ce sont des milieux utilisés quotidiennement par les espèces ;
- **Milieu peu attractif** : milieu peu favorable à la fréquentation des espèces mais potentiellement utilisée de manière ponctuelle ou sous contrainte (faible perméabilité) ;
- **Milieu répulsif** : milieu défavorable aux espèces et à leur déplacement ;
- **Milieu difficilement franchissable** : milieu empêchant le déplacement des espèces (milieu « imperméable »).

Chaque classe couvre différents types de milieux et d'occupation du sol (tableau suivant).

Tableau 15 - Perméabilité associée aux types de milieux pour la sous-trame des milieux boisés

Perméabilité	Types de milieux
Très forte : milieux supports	Forêts ouvertes, Futaies (sauf futaies de conifères indifférenciés), Futaies et taillis, Taillis indifférenciés
Forte : milieux attractifs	Futaies de conifères indifférenciés, Taillis de châtaigniers, Secteurs à très forte densité de haies, Forêt humides, Passages à faune, Passages permettant potentiellement le passage à la faune

Perméabilité	Types de milieux
Faible : milieux peu attractifs	Rochers, Landes, Prairies, Gels, Estives, Cultures permanentes, Zones humides (autres que les forêts humides), Cours d'eau, Étangs d'intérêt écologique, Ouvrages de franchissement des axes de communication, Espaces non boisés, Secteurs de forte à très faible densité de haies, Étangs n'ayant pas d'intérêt écologique, Obstacles à l'écoulement, Tronçons de cours d'eau court-circuités
Très faible : milieux répulsifs	Cultures annuelles et autres espaces agricoles que ceux cités en "milieux peu attractifs", Surfaces artificialisées, Routes (autres qu'autoroutes), Voies ferrées
Quasi nulle : milieux difficilement franchissables	Autoroutes et assimilées

Tableau 16 – Coefficients de friction utilisés pour les zones de perméabilité

Milieux	Type de milieu	Coef. de friction / Perméabilité	
3-Milieux forestiers et naturels	Rochers	30	milieux peu attractifs
	Forêts ouvertes	1	milieux supports
	Futaies (sans futaies de résineux)	1	milieux supports
	Futaies (futaies de résineux) = Futaie de conifères indifférenciés (pins non purs)	5	milieux attractifs
	Futaies et taillis	1	milieux supports
	Taillis (sans châtaigner) = Taillis indifférenciés	1	milieux supports
	Taillis (châtaigner)	5	milieux attractifs
	Espaces non boisés		
	Landes xérophiles	30	milieux peu attractifs
	Landes mésophiles	30	milieux peu attractifs
	Landes hygrophiles	30	milieux peu attractifs
	Landes xérophiles et mésophiles	30	milieux peu attractifs
	Landes xérophiles et hygrophiles	30	milieux peu attractifs
	Landes mésophile et hygrophiles	30	milieux peu attractifs
	Landes indéterminées	30	milieux peu attractifs
2-Milieux agricoles	Très forte densité de haies (moins secteurs remembrés)	5	milieux attractifs
	Forte densité de haies		
	Faible densité de haies		
	Très faible densité de haies		
	Prairies permanentes	30	milieux peu attractifs
	Prairies temporaires	30	milieux peu attractifs
	Gels	30	milieux peu attractifs
	Estives landes	30	milieux peu attractifs
	Cultures permanentes	30	milieux peu attractifs
	Cultures annuelles	180	milieux répulsifs
	Autres espaces agricoles	180	milieux répulsifs
4-Zones humides	Tourbières	30	milieux peu attractifs
	Forêts humides	5	milieux attractifs
	Autres zones humides	30	milieux peu attractifs
	Jonçaies et prairies humides	30	milieux peu attractifs

Milieux	Type de milieu	Coef. de friction / Perméabilité	
	ZH indifférenciées	30	milieux peu attractifs
5-Milieux aquatiques	Cours d'eau permanents	30	milieux peu attractifs
	Autres cours d'eau	30	milieux peu attractifs
	Étangs d'intérêt écologique	30	milieux peu attractifs
	Autres étangs		
1-Milieux artificialisés	Constructions de 1962 à 2010	180	répulsif
	Constructions d'avant 1962	180	répulsif
	Autres surfaces artificialisées	180	répulsif
	Autoroutes et assimilées	9999	difficilement franchissable
	Principales routes régionales et départementale	180	répulsif
	Routes de moindre importance	180	répulsif
	Voies ferrées principales	180	répulsif
	Voies ferrées secondaires	180	répulsif
	Passages à faune	5	milieux attractifs
	Passages permettant potentiellement le passage à la faune	5	milieux attractifs
	Autres ouvrages de franchissement	30	milieux peu attractifs
	Obstacles à l'écoulement infranchissables ou difficilement franchissables		
	Obstacles à l'écoulement en partie franchissables		
	Obstacles à l'écoulement dont la franchissabilité est indéterminée		
	Tronçons de cours d'eau court-circuités		

NB : en raison de leur récupération et intégration tardive à la cartographie, les **tunnels et viaducs** sur les autoroutes et routes assimilées n'ont **pas pu être intégrés aux données d'occupation du sol**. Ils n'apparaissent donc pas, dans les cartes des sous-trames, sous forme d'interruption des autoroutes - mais comme symbole sur le tracé - contrairement aux passages à faune et autres ouvrages de franchissement qui ont créé un « trou » dans le tracé des autoroutes. En revanche, les zones de forte perméabilité créées par les tunnels et les viaducs sur une infrastructure de transport « difficilement franchissable » ont été **intégrées à la matrice de friction pour la cartographie des corridors écologiques linéaires boisés,** avec un coefficient de « milieux attractifs ».

6.8 Méthodologie détaillée de la cartographie des corridors écologiques boisés

6.8.1 Zones de perméabilité

On assemble les réservoirs (du dossier AVERE) dans une seule couche (nom des couches au 30 juillet 2014) :

Import de 8 couches sous Postgis :

- RBC_SIEM_MBOIS
- RBC_FA_MBOIS
- RBC_SITEC_MBOIS
- RBC_FD_MBOIS
- RBC_PNRPL_MBOIS
- RBIR_NATURA_MBOIS
- RBIR_ZT1CACL_MBOIS
- RBON_MBOIS_I_MS

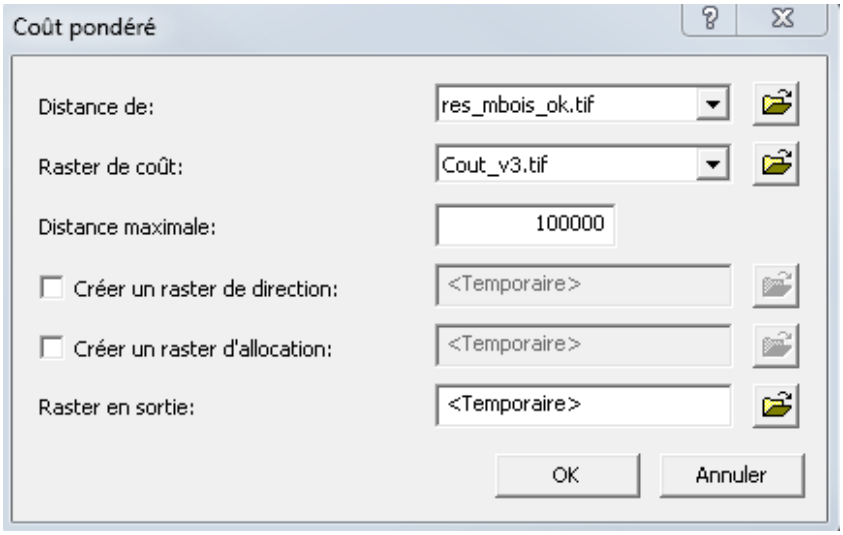
Puis export en shape sous RBA_MBOIS_v0714\UNION_DE_TOUS_LES_RB\res_mbois.shp
Cf RBA_MBOIS_v0714\UNION_DE_TOUS_LES_RB
Puis conversion en raster en se calant sur l'étendue du raster de cout (grille de friction, cf. tableau 16).
Options de Spatial Analyst : Masque d'analyse (mettre que raster de COUT) et étendue (mettre le raster de COUT).
Puis entité vers raster : résolution 50m.
Couche résultante : res_mbois.tif

On sélectionne les pixels réservoirs qui sont dans le milieu support (COUT =1)

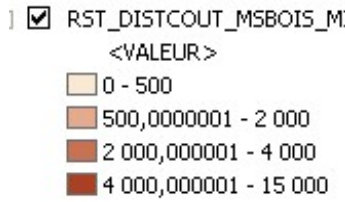
res_mbois_ok.tif = setnull([Cout_v3.tif] + [res_mbois.tif] > 2, 1)
RBA_MBOIS_v0714\UNION_DE_TOUS_LES_RB\RASTER

Distance cout

RST_DISTCOUT_MSBOIS_MILSUPPORT.tif : le distance cout a été fait à partir du raster de réservoirs avérés duquel on a retiré les pixels qui n'étaient pas dans le milieu support.



La couche résultante est mise en classe selon les seuils suivants :



La valeur maximale est 990527, mais il n'est pas souhaité que les zones de perméabilité couvrent l'ensemble de la région.

6.8.2 Corridors linéaires

- Sélection des zones de perméabilité forte et très forte (catégories 1 et 2, valeur entre 2000 et 15000) de taille supérieure à 50 hectares
- Au sein de ces espaces, sélection du plus grand réservoir de biodiversité parmi ceux de plus de 30 ha
- Sélection également au sein de ces zones des réservoirs de biodiversité de plus de 100 ha n'ayant pas été sélectionnés par l'opération précédente
- Création des centroïdes de ces principaux réservoirs de biodiversité boisés (219 à l'échelle régionale) et rastérisation de ces points
- Modification de la grille de friction utilisée pour les zones de perméabilité (cf. tableau 16 ci-dessus) pour inciter les chemins de moindre cout à passer en priorité par les autres réservoirs de biodiversité :
    - Centroïdes des principaux réservoirs de biodiversité boisés : coefficient de friction =1
    - Autres réservoirs de biodiversité boisés : coefficient = 2
    - Tous les autres coefficients sont multipliés par 5. Exemple : milieux supports : 5x1=5, milieux peu attractifs : 5x30=150
    - Nb : les tunnels et viaducs ont été intégrés à cette grille de friction de la même manière que les passages à faune.
- Utilisation du logiciel Graphab. Chemins de moindre cout demandés entre les 219 réservoirs.
- Suppression, parmi les corridors obtenus, de ceux qui sont les plus couteux (cout supérieur à 15.000).
- Simplification des corridors, en particulier pour supprimer les corridors en doublon sur un trajet entre deux réservoirs.

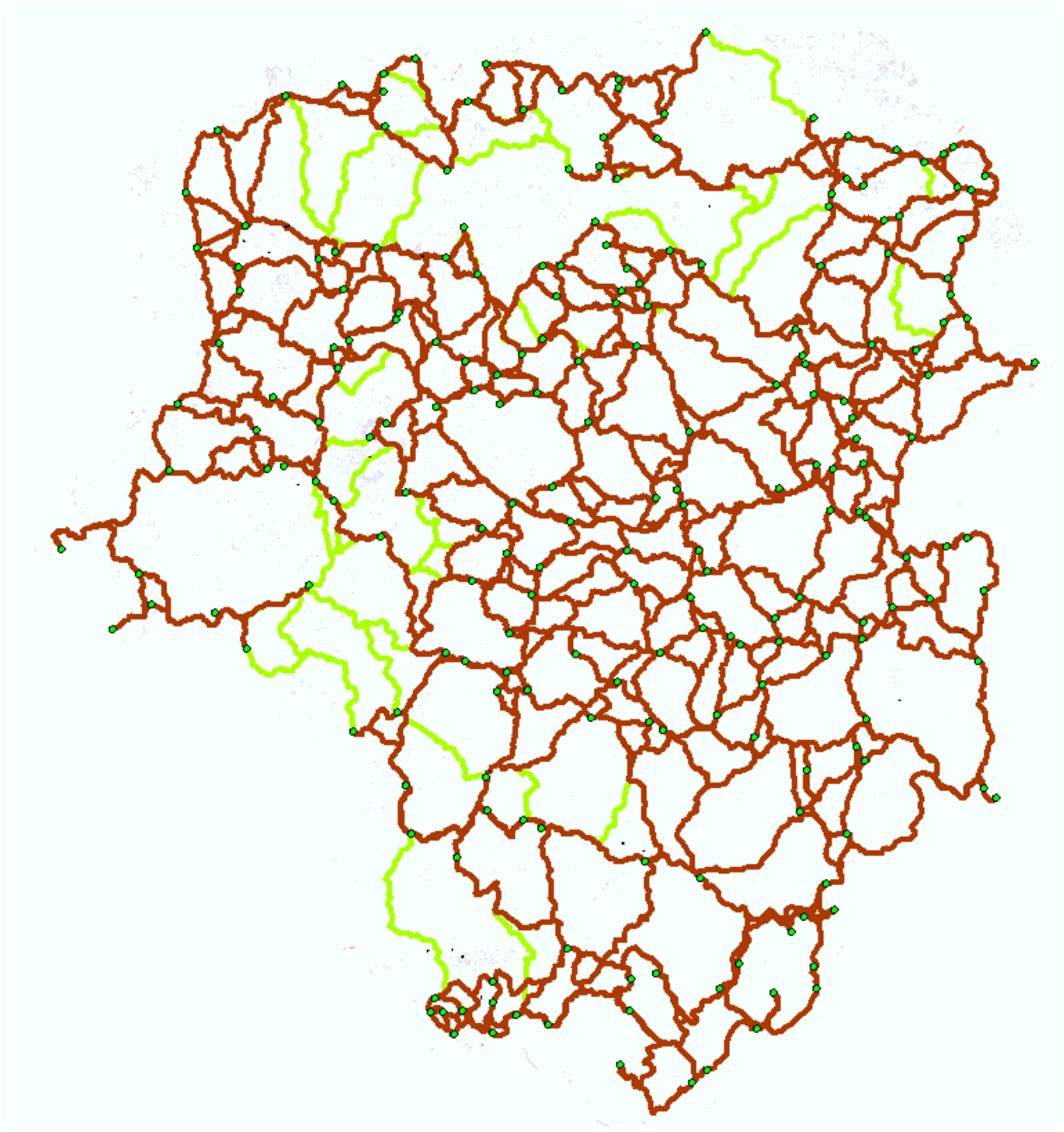


Figure 13 - Carte des corridors linéaires boisés supprimés car trop couteux

Légende : corridors gardés corridors supprimés car trop couteux.

6.8.3 Corridors potentiellement à restaurer et zones de conflit potentiel

Des études[5] ont montré la permanence dans le temps des lieux de passage de certaines espèces, génération après génération. La construction d'infrastructures de transport de plus en plus difficilement franchissables, en raison de l'augmentation du trafic ou des aménagements en bordure de voirie, n'a pas forcément modifié ces trajets.

[5] Par exemple : O.G.E. 2013. Les continuités écologiques à l'échelle de la grande faune en forêt de Fontainebleau. Analyse à partir des pratiques cynégétiques, notamment les trajets de chasse à courre du cerf.

En l'absence de données d'écrasement sur les autoroutes et voiries de même type, nous avons cherché à identifier les corridors écologiques que pourraient suivre les espèces des milieux boisés en l'absence de ces obstacles.

Le but étant d'identifier des corridors potentiellement à restaurer et d'éventuelles zones de conflit potentiel à l'intersection de ces passages potentiels avec les autoroutes, le tout restant à valider localement.

Nous avons pour cela modélisé les corridors écologiques des milieux boisés en considérant les autoroutes et assimilées, non plus comme des obstacles « difficilement franchissables », mais comme des milieux répulsifs, au même niveau que les autres routes.

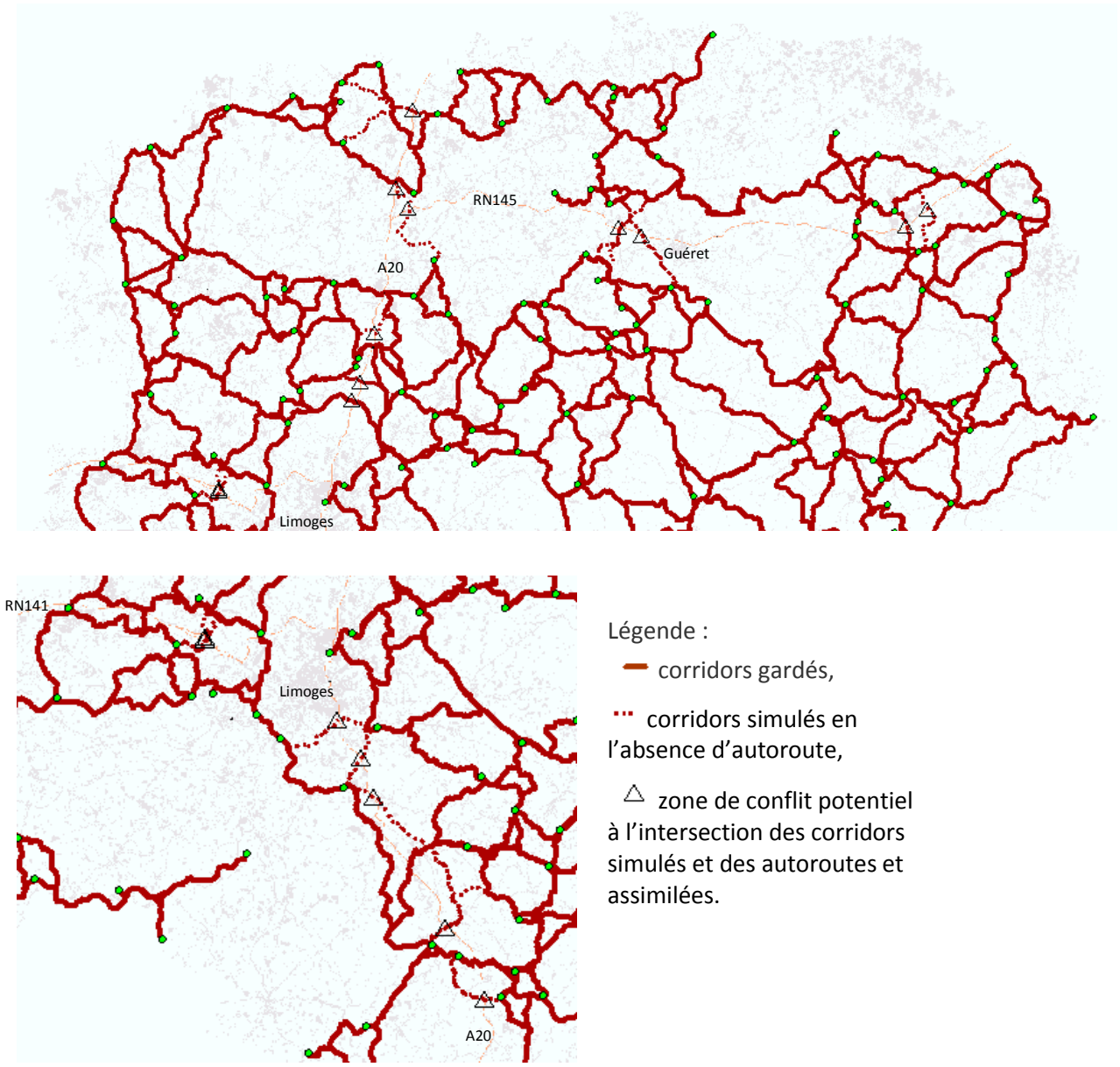


Figure 14 - Carte des corridors linéaires boisés potentiels (simulation sans autoroute)

Enfin, certains corridors écologiques des milieux boisés ont été considérés comme à remettre en bon état car traversant des espaces peu perméables comme au nord de Bellac ou à l'est de Saint-Yrieix-la-Perche.

6.8.4 Corridors supprimés à dire d'expert

L'examen de la cartographie lors de la phase de consultation a conduit à la suppression d'un tronçon de corridor écologique boisé qui traversait les zones en eaux du Lac de Vassivière, les eaux de surface n'étant pas considéré comme des obstacles infranchissables. Un tronçon de 7 km a ainsi été supprimé.

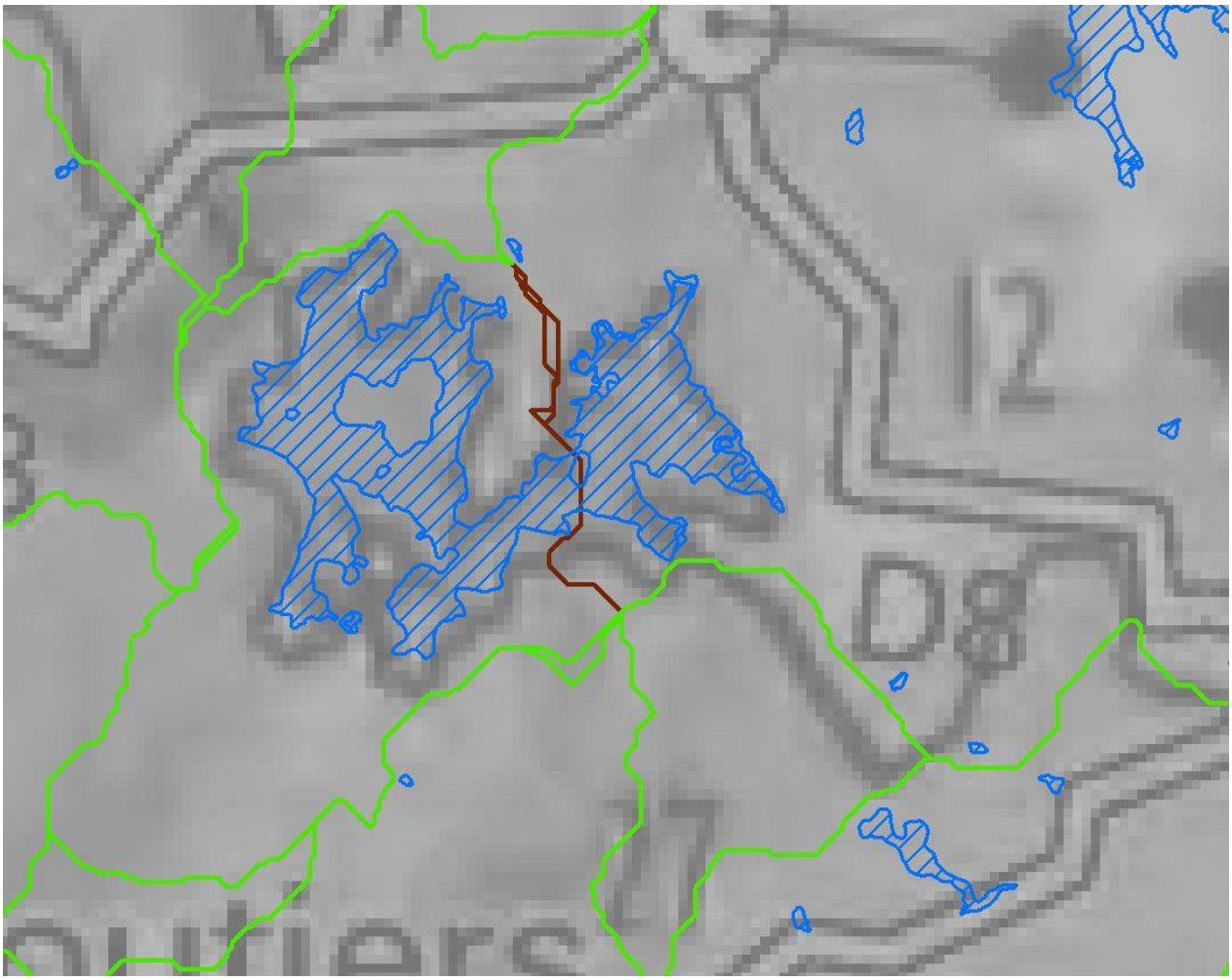


Figure 15 – Localisation du corridor boisé supprimé traversant le lac de Vassivière

6.9 Bibliographie

Décret n° 2012-1492 du 27 décembre 2012 relatif à la trame verte et bleue.

Décret n°2014-45 du 22 janvier 2014 portant adoption des orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques (JO du 22 janvier 2014), et son annexe : Document-cadre : Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, 71p.

Bibliographie liée aux données du CBN MC issues de la base de données Chloris © :

Anonyme, 1999 - Contribution à l'inventaire de la flore : Allier, Corrèze et Lozère, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

Anonyme, 2003 - Document d'objectifs - Site Natura 2000 FR 7401138 "Etang de la Pouge" - Note de synthèse du diagnostic écologique,

ARNOULD A., 2001 - Inventaire botanique sur la forêt d'Epagne, Centre Régionale de la Propriété Forestière Limousin

ATEL, 1995 - Etude d'impact de l'aménagement du barrage de Chambonchard,

AUDOIN M., 1997 - La végétation du complexe forestier de Châtenet-en-Dognon (87) : approche phytosociologique, Université de Limoges

AUXEMERY A., 2005 - Etude préalable au plan de gestion de la Gane des Nouhauts (Saint-Martin-Château, Creuse),

BARBAUD P., VILKS A., 2005 - Samedi 21 mai, excursion en Creuse dans la région de Crozant (en commun avec la SBCO), L'Ancolie

BARIETY M.-A., 2001 - Inventaire des prairies humides du Centre-Est du Parc Naturel Régional du Périgord-Limousin,

BARRIERES J.-P., VILKS A., DESCUBES Ch., 2013 - Sorties de botanique générale d'une journée - Jeudi 11 avril et lundi 29 avril : Vallée du Parleur - sud-est des Monts d'Ambazac (Haute-Vienne), L'Ancolie

BERTON M.E., MENARD C., 1996 - Inventaire des landes du Nord-Est du futur P.N.R. Périgord-Limousin - Etude phytosociologique et propositions de gestion,

BIOTOPE, 2006 - Document d'objectifs du site Natura 2000 FR7401111 "Vallée de la Vézère d'Uzerche à la limite départementale Corrèze / Dordogne" - Document provisoire,

BIOTOPE, 2007 - Document d'objectifs du site Natura 2000 FR7401111 "Vallée de la Vézère d'Uzerche à la limite départementale Corrèze / Dordogne",

BIOTOPE, 2007 - Document d'objectifs du site Natura 2000 FR7401146 "Vallée du Thaurion et ses affluents" : objectifs actions de gestion,

BOEUFGRAS J., 2004 - Plan de gestion 2005-2009 de la tourbière de Rebière-Nègre et lande du Gué Peyrelevade (Corrèze),

BONHOMME M., 1998 - Inventaire des pelouses calcaro-marneuses du bassin de Brive, Université Denis Diderot, Paris VII

BONHOMME M., 2000 - Etude des Landes thermo-atlantiques - Les formations à Brandes en Limousin,

BONHOMME M., 2001 - Note de gestion 2001-2005 de la tourbière de Négarioux-Malsagne (Peyrelevade, Corrèze),

BONHOMME M., 2001 - Tourbière de Négarioux-Malsagne (Peyrelevade, Corrèze) - Etude écologique 2001,

BONHOMME M., 2002 - Plan de gestion 2002-2006 des hêtraies et friche de Lissac (Saint-Merd-les-Oussines),

BONHOMME M., 2003 - Plan de gestion du marais du Chézeau (Leyrat, Creuse),

BONHOMME M., HENNEQUIN E., 2000 - Inventaires et propositions de gestion des milieux naturels remarquables sur le site du futur centre de stockage des déchets ménagers et assimilés des Bois du Roy (Bellac, Peyrat de Bellat, 87),

BOTINEAU M., GHESTEM A., 1995 - Les landes sèches et mésophiles du Centre-Ouest de la France, caractérisation phytosociologique et chorologique, intérêt écologique et patrimonial, Colloques Phytosociologiques

BOTINEAU M., GHESTEM A., VILKS A., 1990 - Les plantes protégées de la Région Limousin, Annales Scientifiques du Limousin

BOTINEAU M., GHESTEM A., VILKS A., 1993 - La tourbière de Pioffray (Haute-Vienne) : un site botanique remarquable, Acta Botanica Gallica

BOTINEAU M., GHESTEM A., VILKS A., 1994 - Le site marécageux de l'étang des Oussines (Corrèze) : une toposéquence phytosociologique remarquable, Bulletin de l'Association des Géographes français, Paris

BOTINEAU M., GHESTEM A., VILKS A., 1998 - La végétation vasculaire de la tourbière des Dauges, Annales Scientifiques du Limousin

BOUDRIE G., 2009 - Sortie botanique d'un jour : samedi 26 avril : Chamboulive (Corrèze), L'Ancolie

BOUDRIE M., 1990 - Apports et précisions des Ptéridophytes de la région Limousin, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BOUDRIE M., BRUGEL E., DOM O., VILKS A., 1997 - Plantes intéressantes et rares pour le Limousin : nouvelles espèces, nouvelles stations, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BOUDRIE M., DESCUBES Ch., VILKS A., 1992 - Compte rendu de la sortie botanique du 26 mai 1991: Fresselines et vallée de la Creuse (Creuse, Indre), Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BOUDRIE M., JACOB I., VILKS A., 1993 - Compte rendu de la sortie botanique du 14 juin 1992 : vallée de Planchetorte et région d'Estivals au Sud de Brive, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BOUDRIE M., VILKS A., 1994 - Compte rendu de la sortie botanique du 6 juin 1993 dans l'est de la Creuse : vallée de la Pampeluze, forêt de Drouille et étang Neuf (de Dontreix), Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BOUVIER M.L., DUMOULIN A., 2012 - Sorties 2012 (mars à mai) - Mardi 8 mai : Balade des moulins de la vallée de la Gartempe - Blanzac - (Haute-Vienne), L'Ancolie

BRUGEL E., BRUNERYE L., VILKS A., 2001 - Plantes et végétation en Limousin : atlas de la flore vasculaire, Conservatoire régional des Espaces naturels du Limousin

BRUNERYE L., 1998 - Espèces intéressantes observées dans le département de la Corrèze, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., 2000 - Contributions à l'inventaire de la flore - département de la Corrèze, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., 2001 - Compte rendu de la sortie botanique du 18 juin 2000 à Saint-Viance et dans le cirque du Saillant (Corrèze), Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., 2002 - Végétation de la forêt de Meilhards (Corrèze) - Compte rendu de la sorite du 6 mai 2001, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., 2004 - Compte rendu de la sortie botanique du 18 mai 2003 sur le Causse corrézien, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., 2004 - Sortie du 30 mai 2004 à Marcillac-la-Croisille (Corrèze), L'Ancolie

BRUNERYE L., 2005 - Dimanche 24 avril, excursion en Corrèze (en commun avec la SBCO) au sud de Brive, sur le grès, L'Ancolie

BRUNERYE L., 2005 - Dimanche 4 septembre sortie botanique sur le plateau de Millevaches, L'Ancolie

BRUNERYE L., 2005 - Dimanche 8 mai, excursion en Corrèze (en commun avec la SBCO) à Bonnefond, L'Ancolie

BRUNERYE L., 2005 - Espèces intéressantes observées dans le département de la Corrèze au cours de l'année 2004, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., 2005 - Les Causses de Saint-Cernin-de-Larche (Corrèze), Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., 2006 - Deuxième mini-session régionale de découverte des plantes en Xaintrie noire (Corrèze), L'Ancolie

BRUNERYE L., 2006 - Dimanche 1er octobre 2006 excursion botanique dans la vallée de la Vézère à Treignac et Lestards (Corrèze), L'Ancolie

BRUNERYE L., 2006 - Espèces intéressantes observées dans le département de la Corrèze au cours de l'année 2005, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., 2007 - Dimanche 20 mai : Barrage de l'Aigle (commune de Soursac, Corrèze), L'Ancolie

BRUNERYE L., 2007 - Dimanche 23 septembre 2007 : région de Beaulieu (Corrèze), L'Ancolie

BRUNERYE L., 2007 - Espèces intéressantes observées dans le département de la Corrèze au cours de l'année 2006, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., 2007 - Mardi 8 mai : La Vézère en amont d'Uzerche (Corrèze), L'Ancolie

BRUNERYE L., 2008 - Dimanche 8 juin : Massif des Agriers (communes de Lamazière-haute et Eygurande, Corrèze), L'Ancolie

BRUNERYE L., 2009 - Espèces intéressantes observées dans le département de la Corrèze au cours de l'année 2007, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., 2009 - Espèces intéressantes observées dans le département de la Corrèze au cours de l'année 2008, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., 2009 - Sortie botanique d'un jour : dimanche 28 juin : Région de Sornac et Saint-Rémy (Corrèze), L'Ancolie

BRUNERYE L., 2009 - Sortie botanique d'un jour : samedi 19 septembre : découverte des plantes de la région d'Aubazines - Cornil (Corrèze), L'Ancolie

BRUNERYE L., 2010 - Espèces intéressantes observées dans le département de la Corrèze au cours de l'année 2009, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., 2012 - Sorties botaniques d'un jour - Juin à octobre 2012 - Samedi 22 septembre : Chasteaux (Corrèze), L'Ancolie

BRUNERYE L., 2012 - Sorties botaniques d'un jour - Juin à octobre 2012 - Samedi 8 septembre : Pérois-sur-Verzère et Viam (Corrèze), L'Ancolie

BRUNERYE L., 2012 - Sorties botaniques d'un jour - Juin à octobre 2012 - Samedi 9 juin : Saint-Mathurin-Léobazel (Corrèze), L'Ancolie

BRUNERYE L., 2012 - Sorties botaniques d'un jour - Juin à octobre 2012 - Samedi 22 septembre : Chasteaux (Corrèze), L'Ancolie

BRUNERYE L., BOUDRIE M., 2002 - Contribution a l'inventaire de la flore - Département de la Corrèze, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., CHABROL L., GAUDEFROY, 2009 - Mercredi 10 juin : Environs de Brive-la-Gaillarde, L'Ancolie

BRUNERYE L., CHABROL L., GOUDOUR A., KESSLER F., MADY M., 2010 - Espèces nouvelles et remarquables observées en Limousin au cours de l'année 2010, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., DESCUBES Ch., 2011 - Mini-session en Xaintrie Blanche (Corrèze), L'Ancolie

BRUNERYE L., FELZINES J.-C., 2001 - Contribution à l'inventaire de la flore - Département de la Corrèze, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., FELZINES J.-C., 2003 - Espèces intéressantes observées dans le département de la Corrèze au cours de l'année 2002, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

BRUNERYE L., VILKS A., 2000 - Compte rendu de la sortie de la S.B.C.O. en Corrèze le 2 mai 1999, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

CARRE A., 2004 - Pré-étude du document d'objectifs du site Natura 2000 "Landes et pelouses serpentinicoles du sud Corrézien",

CHABROL L., MADY M., REIMRINGER K., GOUDOUR A., 2009 - Espèces nouvelles et remarquables observées en Limousin depuis 2006, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

CHARISSOU I., CHAUVIGNAT A.-M., 2012 - Sorties botaniques d'un jour - Juin à octobre 2012 - Samedi 18 juillet : Visite chez deux agriculteurs « bio », à Saint-Julien-Maumont et Queyssac-les-Vignes (Corrèze), L'Ancolie

CHARISSOU I., CHAUVIGNAT A.-M., 2012 - Sorties botaniques d'un jour - Juin à octobre 2012 - Samedi 7 juillet : Sur les traces d'Ernest Rupin (Episode 1 : l'été), L'Ancolie

CHAUVIGNAT A.-M., 2009 - Sortie botanique d'un jour : samedi 18 avril : découverte printanière des plantes sur les zones de contact entre grès du bassin briviste et calcaires du début des Causses (communes de Noailles et de Chasteaux, Corrèze), L'Ancolie

CHAUVIGNAT A.-M., 2011 - Sorties botaniques d'un jour : Samedi 18 juin : "Quand la montagne limousine se baigne en Méditerranée" ou "De la Digitale au Ciste" La Chauzanel (commune de Chasteaux) - Mariolles (commune de Lissac) Corrèze, L'Ancolie

CHAUVIGNAT A.-M., CHARISSOU I., 2013 - Sorties de botanique générale d'une journée - Dimanche 7 avril et samedi 20 avril : « Sur les traces d'Ernest Rupin »; (Episode 3 : Le Printemps), L'Ancolie

COMPERE B., 2007 - Dimanche 6 mai 2007 : sortie en Corrèze, sur le calcaire pour l'observation plus particulière des Orchidées (Le Puy d'Arnac et le Puy Turlau, commune de Végennes, région de Curemonte), L'Ancolie

COMPERE B., 2008 - Sortie botanique d'un jour : le jeudi 1 mai : les gorges du Chavanon, L'Ancolie

COMPERE B., 2012 - Sorties botaniques d'un jour - Juin à octobre 2012 - Samedi 16 juin : Les Landes sur serpentinite de la Haute-Vienne, L'Ancolie

CREMOUX D., 2004 - Dimanche 18 avril 2004, sortie ALBL à Perpezac-le-Blanc et Saint-Robert (Corrèze), L'Ancolie

CREMOUX D., 2008 - Sortie botanique d'un jour : samedi 20 septembre : Saint-Robert (Corrèze), L'Ancolie

CROS A., 2003 - Etude écologique des prairies humides du Theillaud, Université Auvergne, Clermont-Ferrand I

DESCUBES Ch., 2008 - Sortie botanique d'un jour : dimanche 6 juillet : autour du Lac de Vassivière, L'Ancolie

DESCUBES Ch., 2011 - Sorties botaniques d'un jour : Samedi 4 juin : excursion dans les Monts d'Ambazac, région de Saint-Léger-la-Montagne (Haute-Vienne), L'Ancolie

DESCUBES Ch., 2012 - Sorties 2012 (mars à mai) - Monts d'Ambazac (Haute-Vienne), L'Ancolie

DESCUBES Ch., JACOB I., 2012 - Sorties botaniques d'un jour - Juin à octobre 2012 - Dimanche 10 juin : Excursion au Nord-Nord-Ouest de la Creuse : vallée de la Petite Creuse, L'Ancolie

DESCUBES Ch., JACOB I., VILKS A., 2005 - Première mini-session régionale de découverte des plantes : secteur de Crocq, région des Combrailles (Creuse), L'Ancolie

DOM O., 1997 - Contributions à l'inventaire de la flore, Haute-Vienne, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

DUBOIS J., CHATAUR J.Cl., 2006 - Les minières du Branchadel, Revue Lemouzi

DURANEL A., RICHARD C., 2002 - Vallée de la Creuse (Communes de Fresselines et de Crozant (23)) : définition et cartographie des habitats, inventaires floristiques,

DUREPAIRE Ph., 2004 - Plan de gestion de la Tourbière des Dauges (2002-2006),

ENL, 2000 - Données écologiques sur les sites Natura 2000 : Forêt de la Cubesse (19), Forêt d'Epagne (23, 87), Gorges de la Vézère (19),

ENL, 2001 - Plan de gestion 2001-2005 des prairies de la Font du Loup (Champagnac la Rivière, Haute-Vienne),

FARGE L., 1995 - Contribution à l'étude des peuplements en mollusques et en coléoptères carabiques dans deux tourbières sur sol acide. Leur relation avec la végétation, Université de Limoges

FAUCHER G., 2003 - Contribution à l'étude botanique du pays de Saint-Yrieix-la-Perche (Haute-Vienne) : végétations forestières et pré-forestière, Université de Limoges

FAURIE C., 2009 - Sortie botanique d'un jour : dimanche 10 mai : balade botanique autour de Perpezac-le-Blanc (Corrèze), L'Ancolie

FAURIE C., 2009 - Sortie botanique d'un jour : samedi 26 septembre : sortie à l'Arboretum de la Tuillière d'Ayen (Corrèze), L'Ancolie

FAURIE C., CHAUVIGNAT A.-M., 2012 - Sorties 2012 (mars à mai) - Samedi 18 Avril : AYEN, le Puy Guimont (Corrèze) : recherche de l'Ophrys lutea et inventaire Agenda 21, L'Ancolie

FAURIOT J., 2000 - Etude naturaliste - Hameau de la Maridèle,

FAURIOT J., 2000 - Etude naturaliste - La Monnerie,

FOUCOUT A., 2005 - Plan de gestion des prairies du Moulin de Goursolles (Lacelle-Viam, Corrèze),

FRAIN M., 1995 - Autoroute A89 section Ussel Est - St-Julien-Puy-Lavèze : inventaires floristiques dans la bande de 300 m : espèces et végétations remarquables, sensibilité des milieux - Vallée de la Barricade, du Chavanon, de la clidane et de l'Eau du Bourg,

GAUDEFROY D., CHAUVIGNAT A.-M., NAWROT O., 2012 - Sorties botaniques d'un jour - Juin à octobre 2012 - Samedi 2 juin : La flore des coteaux siliceux sableux plus ou moins humides de la commune de Brive, L'Ancolie

GAULTIER E., 1993 - Contribution à l'étude des jonchaies prairiales dans le sud de l'Indre et le Nord de la Creuse. La végétation et les mollusques, Université de Limoges

GEOKOS, 0 - Etudes botaniques sur les stations de La Vacherie et du Puy Cheyroux,

GHESTEM A., 1995 - Lande du Puy de la Croix (Creuse),

GHESTEM A., BOTINEAU M., DESCUBES Ch., 1994 - La flore originale de la villa gallo-romaine du Boin (commune de Saint-Eloy-les-Tuileries, Corrèze), Travaux d'Archéologie Limousine

GHESTEM A., BOTINEAU M., DESCUBES Ch., 1995 - Sites archéologiques et végétation : la relation avec les caractères physicochimiques des substrats, Travaux d'Archéologie Limousine

GHESTEM A., BOTINEAU M., DESCUBES Ch., HOURDIN Ph., 1993 - Inventaire botanique sur le ite de l'Ermitage Rochas Couchau, 19310 Saint-Robert,

GHESTEM A., BOTINEAU M., DESMAISON V., BALABANIAN O., BOUET G., 1993 - Friches et phytodynamique forestière en Limousin (Centre-Ouest de la France) : exemples de la montagne limousine et des plateaux corréziens, Colloques Phytosociologiques

GHESTEM A., BOTINEAU M., PIQUAND H., DESCUBES Ch., 1993 - La forêt d'Epagne (Creuse et Haute-Vienne), une zone naturelle d'intérêt floristique, Mémoires de la Société des Sciences Naturelles et archéologiques de la Creuse

GHESTEM A., DESBORDES B., DESCUBES Ch., FROISSARD D., 1997 - La végétation d'un site fortifié du bas moyen âge : l'exemple du Château de Ventadour (Commune de Moustier-Ventadour, Corrèze), Travaux d'Archéologie Limousine

GHESTEM A., DESBORDES B., FROISSARD D., HOURDIN Ph., 1998 - La végétation des ruines médiévales en Limousin : exemples sur mottes et château de pierre, Travaux d'Archéologie Limousine

GUERBAA K., 1998 - Sites Naturels d'intérêt du Parc Naturel Régional du Périgord-Limousin,

GUERBAA K., 1999 - Plan de gestion 2000-2004 du site de la lande des Tuileries (Saint-Bazile, Haute-Vienne),

GUERBAA K., 2000 - Typologie des stations à Gentiane pneumonanthe (Gentiana pneumonanthe) en Limousin,

GUERBAA K., 2001 - Notice technique du Pont Tord (Pérols sur Vézère, Corrèze),

GUERBAA K., 2001 - Notices techniques 2001 sur les landes d'Ars, Pont Tord, Pont de la Pierre, Ruisseau de la Gane,

GUERBAA K., 2005 - Dimanche 19 juin, visite de la tourbière des Dauges (environs de Sauvagnac, 87 Saint-Léger-la-Montagne), L'Ancolie

GUILLABOT M., 1999 - Potentialités forestières sur le plateau de Millevaches : proposition d'un guide simplifié pour le choix des essences, Université de Limoges

GUY F., 1996 - Etude des relations entre la végétation et le mollusque Lymnaea truncatula Müller dans les jonchaies prairiales de la Haute-Vienne, Université de Limoges

HENNEQUIN E., 1996 - Inventaire et cartographie : propositions de gestion sur la vallée de la Vienne - sources amont de Limoges,

HUBERT S., 1995 - Le Patrimoine floristique du périmètre d'étude du P.N.R. Bandiat - Tardoire Haut-Périgord - Limousin - Liste des principaux relevés et leurs espèces, Université de Paris-Sud XI, Faculté des Sciences d'Orsay

HUGONNOT V., 2005 - Recherche de localités de Bruchia vogesiaca, inventaire des bryophytes et valeur patrimoniale de l'étang des Oussines (Corrèze),

HUGONNOT V., CHABROL L., 2010 - Compte rendu de la sortie botanique (bryophytes et trachéophytes) du 25 avril 2009 dans le sud de la Corrèze (Limousin), Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

Inter Etudes Aménagement, 2000 - Zone d'aménagement concertée - Le Parc de la Montane - Dossier de création H.- Etude d'impact,

JACOB I., VILKS A., 2007 - Dimanche 3 juin : sortie botanique en Creuse, vers le Mas d'Artige (source de la Grande Creuse) et au Mas Crépaud vers Gioux, L'Ancolie

JALADI M.C., 1998 - Contribution à l'étude des groupements végétaux des pelouses calcaires et de leurs stades d'évolution dans le pays de Brive (Corrèze), Université de Limoges

KUNICKI D., 1992 - Contribution à l'étude botanique de la tourbière de Pioffray (Haute-Vienne) : phytosociologie et phytogéographie, Université de Limoges

LAGARDE F., 1996 - Contribution à l'étude botanique de la vallée de la Tardoire : phytosociologie et phytogéographie, Université de Limoges

LAGARRIGUE G., 1994 - Contribution à l'analyse de la végétation de la vallée de la Combade et à l'étude du bocage de Masléon (Haute-Vienne), Université de Limoges

LAGARRIGUE Y., 1993 - Contribution à l'étude phytosociologique des prairies permanentes d'un secteur du bassin de Brive (basses vallées de la Loyre et de la Vézère, Corrèze), Université de Limoges

LEBLANC F., 2007 - Document d'objectifs du site Natura 2000 FR 7401108 "Landes et pelouses du sud corrézien (Mercoeur - Reygades - Chenailler Mascheix), Les Snats - Bureau d'études, 2013 - Pré-diagnostic faune-flore - ZA Gâte Bourdelas (Communauté de communes du Pays de Saint-Yrieix), Limousin Nature Environnement, 0 - Gîte de Puy Doumeau, Limousin Nature Environnement, 0 - Gîte Panda du Mazelier,

LEBLANC F., 2007 - Document d'objectifs du site Natura 2000 FR 7401108 "Landes et pelouses du sud corrézien (Mercoeur - Reygades - Chenailler Mascheix),

LINET C., 2002 - Projet de document d'objectifs "Site du Longeyroux",

LINET C., 2004 - Suivi du pâturage sur le site Natura 2000 de la Tourbière de Négarioux-Malsagne - Saison 2004,

MADY M., 2012 - Sorties botaniques d'un jour - Juin à octobre 2012 - Mardi 12 juin : sur la commune de Noailles (Corrèze), L'Ancolie

MADY M., 2012 - Sorties botaniques d'un jour - Sortie 2011 (Complément Ancolie n°16) - Dimanche 28 août 2011 : Etang Tête-de-Boeuf et Etang de Landes (commune de Lussat, Creuse), L'Ancolie

MADY M., CHABROL L., GATIGNOL P., 2011 - Compte rendu de la sortie SBCO du dimanche 30 mai 2010 sur la commune de Thiat (Haute-Vienne), Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

MARTIN M.P., 1992 - Contribution à l'étude de la végétation anthropique spontanée de Limoges (Inventaire et approche phytosociologique), Université de Limoges

MIRAUX A.M., 1994 - Contribution à l'étude botanique de la vallée des deux Creuse : phytosociologie et phytogéographie, Université de Limoges

OLIVIERO I., 1996 - Contribution à l'étude floristique des Gorges de la Vézère (19) : éléments faunistiques, orientations de gestion,

PAULIAT M.C., 1993 - Contribution à l'étude des macromycètes de la Forêt de Fayat, communes de Chateau-Chervix et Meuzac (Haute-Vienne), Université de Limoges

PEYRONNET R., BOTINEAU M., VILKS A., 2003 - Contribution à l'étude phytosociologique des milieux rocailleux en Limousin,

PIQUAND H., 1994 - Un site botanique remarquable "La forêt d'Epagne" (Haute-Vienne et Creuse) : étude phytosociologique et phytogéographique, Université de Limoges

PNR Périgord-Limousin, 2001 - Dossier sommaire à la mise en oeuvre d'un Arrêté de Protection de Biotope sur la lande serpentinique de la Martinie,

POMMIER F., 1996 - Contribution à l'étude des groupements végétaux forestiers et préforestiers du Causse corrézien, Université de Limoges

RENARD F., 2001 - Dossier sommaire préalable à la mise en oeuvre d'un arrêté de protection biotope sur la lande serpentinique de la Martinie,

RICARD Ch., VILKS A., 2008 - Sortie botanique d'un jour : dimanche 1er juin : Boussac (Creuse) et sa région, L'Ancolie

ROUAUD R., 2004 - Origines et facteurs limitants de la biodiversité en forêt - L'exemple d'un site remarquable : la montagne de Bay, Université de Limoges

ROUCHON R., 1997 - Inventaire de la faune et de la flore et travaux de restauration sur l'étang des landes, Université de Strasbourg

SAMY M., 1994 - Contribution à l'étude des groupements forestiers et préforestiers de la région de Rochechouart (87) : phytosociologie et phytogéographie, Université de Limoges

SARLANDIE Ch., 2003 - Caractérisation phytosociologique des stations à Maculinea alcon D. & S. (Lep. Lycaenidae) du Sud de la Haute-Vienne et étude comportementale, Université de Limoges

SERVANT M., 1994 - Contribution à l'étude des groupements forestiers de la région d'Aixe-sur-Vienne et de Cognac-la-Forêt (Haute-Vienne) : phytosociologie et phytogéographie, Université de Limoges

SICARD C., 1999 - Etude phytosociologique des milieux forestiers et pré-forestiers des Monts de Blond (Haute-Vienne), Université de Limoges

SIX A., 2001 - Document d'objectifs - Site Natura 2000 FR 7401121 "Ruisseau du Moulin de Vignols - Lascaux et Vignols (19)",

SIX A., 2001 - Document d'objectifs - Site Natura 2000 FR 7401125 "Tourbière de l'étang du Bourdeau" (Creuse),

SIX A., 2001 - Document d'objectifs - Site Natura 2000 FR 7401137 "Pelouses et landes serpentinicoles du sud de la Haute-Vienne (Château - Chervix, la Porcherie, La Roche-l'Abeille, Magnac-Bourg, Meuzac)",

SIX A., 2002 - Document d'objectifs - Site Natura 2000 FR 7401119 "Pelouses et forêts du Causse corrézien, Chasteaux (19)",

SOBERCO Environnement, 1995 - AUTOROUTE A89 Section Saint-Angel (viaduc de la Triouzoune) - Laqueuille (échangeur du Sancy) : Inventaire floristique des espèces protégées, rares et remarquables dans la bande des 300 mètres,

SOBERCO Environnement, 2002 - RN 89 ; Déviation de Larche du site Natura 2000 "Vallée de la Vézère, d'Uzerche à la limite départementale Corrèze Dordogne" : dossier d'évaluation des incidences au titre de l'article 6 de la Directive Habitat Directive 92/43/CEE,

TERRISSE A., 1998 - Contributions à l'inventaire de la flore, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

THEPAULT D., 1990 - Contribution à l'étude phytosociologique des prairies permanentes de la Xaintrie et d'un secteur des hauts plateaux corréziens, Université de Limoges

TOLLEMER S., 1998 - Inventaire des milieux tourbeux du nord de la Montagne limousine, Université d'Angers

URROZ M., 2000 - Elaboration d'un guide simplifié des stations forestières en montagne limousine, Ecole Forestière de Meymac

VILKS A., 1993 - Un nouveau site botanique remarquable pour la Haute-Vienne - La tourbière du petit moulin de Veyrac, EPOPS Revue des Naturalistes du Limousin

VILKS A., 1994 - Compte rendu des sorties du printemps 1993 du groupe limousin des botanistes de la S.B.C.O., EPOPS Revue des Naturalistes du Limousin

VILKS A., 1994 - Compte rendu des sorties du printemps 1993 du groupe limousin des botanistes de la SBCO, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., 1995 - Compte-rendu des sorties botaniques du printemps 1994 : 1er mai, 22 mai et 8 juin, EPOPS Revue des Naturalistes du Limousin

VILKS A., 1998 - Compte rendu des sorties organisées en Limousin 11 mai et 1er juin 1997, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., 1999 - Compte rendu des deux sorties limousines de la Société Botanique du Centre-Ouest : 24 mai et le 28 juin 1998, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., 2003 - Compte rendu de quelques sorties SBCO en Limousin faites en 2000 et 2002, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., 2004 - Compte rendu des sorties de la SBCO effectuées en Haute-Vienne et en Creuse en 2003, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., 2005 - Excursion du 16 mai 2004 à Maillaufargueix, et au viaducde Rocherolles, commune de Bersac-sur-Rivallier (Haute-Vienne), Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., 2005 - Excursion du 5 juin 2004, en Creuse, dans la région de La Souterraine, puis de Saint-Etienne et Saint-Pierre-de-Fursac, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., 2005 - Samedi 16 avril, excursion en Haute-Vienne (en commun avec la SBCO), au sud du département notamment dans la vallée de l'Isle vers Le Chalard, L'Ancolie

VILKS A., 2006 - Dimanche 9 juillet 2006 : à la découverte des plantes et de la végétation des environs du Compeix (Creuse), L'Ancolie

VILKS A., 2007 - Samedi 12 mai : Excursion eu site Corot, Vallée de la Glane, à Saint-Junien (Haute-Vienne), L'Ancolie

VILKS A., 2010 - La forêt d'Épagne (Haute-Vienne) et la vallée de la Vige plus en aval vers les Charbonnières et Chez Touny (Creuse) - Sortie du dimanche 24 mai 2009, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., 2010 - Le "Saut-ruban" à Saint-Mesmin (Dordogne) et les gorges de Montcheyrol (Juillac, Corrèze) - sortie du 1er mai 2009, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., 2010 - Les plantes et la végétation des environs de Faux-la-Montagne (Creuse) - Sortie du samedi 29 août 2009, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., 2012 - Sorties 2012 (mars à mai) - Dimanche 15 avril : La forêt Chabrouty, vallée de la Vienne, Commune d'Eymoutiers, (Haute-Vienne), L'Ancolie

VILKS A., 2013 - Sorties de botanique générale d'une journée - Jeudi 23 mai : région de Ladapeyre (Creuse), L'Ancolie

VILKS A., BOUDRIE G., DESCUBES Ch., 2009 - Sortie botanique d'un jour : vendredi 1er mai : sortie ALBL-SBCO : le "Saut Ruban" à Saint-Mesmin (Dordogne) et les gorges de Montcheyrol (Juillac, Corrèze), L'Ancolie

VILKS A., BOUDRIE M., CHASTAGNOL R., JACOB I., JOLY Y., 1995 - Compte rendu des sorties organisées en Limousin : 1er mai, 22 mai, 5 juin 1994, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., CHAUSSADE D., CLEMENT B., 1993 - Végétation de la tourbière de Chabannes (Tarnac, Corrèze) : approche phytosociologique, Annales Scientifiques du Limousin

VILKS A., COMPERE B., 2009 - Sortie botanique d'un jour : samedi 29 août : les plantes et la végétation des environs de Faux-la-Montagne (Creuse), L'Ancolie

VILKS A., DESCUBES Ch., BOUDRIE M., FUCHS F., 1997 - Compte rendu des sorties organisées en Limousin : 19 mai, 16 juin et 8 septembre 1996, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., DESCUBES Ch., JACOB I., BOUDRIE M., 1996 - Compte rendu des sorties organisées en Limousin : 8 mai, 21 mai, 10 septembre 1995, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., DOUILLET M., 2009 - Sortie botanique d'un jour : vendredi 15 mai : promenades botaniques dans la région de Vassivière, L'Ancolie

VILKS A., DOUILLET R., 2010 - Promenade botaniques dans la région de Vassivière (Haute-Vienne) - Sortie du vendredi 15 mai 2009, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., JACOB I., BOUVIER M.L., RICARD Ch., DUMOULIN A., 2007 - Mini-session régionale de la Pentecôte en Basse-Marche (nord de la Haute-Vienne), L'Ancolie

VILKS A., JACOB I., DESCUBES Ch., BRUNERYE L., 2003 - Sortie dans le bassin de Gouzon (Creuse) - 4 juin 2000, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., JACOB I., DESCUBES Ch., BRUNERYE L., 2003 - Sorties dans la région de Bellac et de Peyrat-de-Bellac (Haute-Vienne) en 2000 et 2002, Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

VILKS A., JACOB I., DESCUBES Ch., DUMOULIN A., 2009 - Sortie botanique d'un jour : dimanche 24 mai : la forêt d'Epagne, non loin d'Epagne (Haute-Vienne) et la vallée de la Vige plus en aval vers les Charbonnières et Chez Touny (Creuse), L'Ancolie

VILKS A., JACOB I., DESCUBES Ch., DUMOULIN A., 2009 - Week-end ALBL SEPOL à l'Étang des Landes, L'Ancolie

VILKS A., RICARD Ch., 2009 - Compte rendu de la sortie botanique à Boussac (Creuse) et sa région (Dimanche 1er juin 2008), Bulletin de la Société Botanique du Centre-Ouest, N.S.

WILLIG Ch., 1998 - Inventaire des milieux tourbeux sur le secteur est de la montagne limousine, Université de Rouen

WILLIG Ch., 1998 - Plan de gestion de la tourbière de Pras Blanc (Creuse), Université de Rouen

Étude réalisée pour le compte du :

Maitre d'ouvrage :

Conseil Régional du Limousin

27 boulevard de la Corderie

CS 3116

87 031 LIMOGES Cedex 1

Tél : +33 (0)5 55 45 19 00

Dossier suivi par : Isabelle CHAMBODUT

En co-pilotage avec :

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Limousin

Immeuble Pastel - CS 53218

22, rue des Pénitents Blancs

87 032 Limoges cedex 1

Tél : +33 (0)5 55 12 90 00

Dossier suivi par : Emmanuel EMERY

Ce projet est cofinancé par l'union européenne.
L'Europe s'engage en Limousin avec le fonds Européen de Développement Régional

Étude réalisée par :

Rouge Vif Territoires

1 rue Lénine

94200 Ivry-sur-Seine

Tél. : +33(0)1 45 15 89 26 – Web : grouperougevif.fr

Coordination : Caroline BATAILLON

Asconit Consultants

Siège social

6-8 Espace Henry vallée

Parc scientifique Tony Garnier

69 366 Lyon cedex 07

Tel : +33 (0)4 78 93 68 90 – Email: lyon@asconit.com

Rédaction : Laure BELMONT (dont coordination) et Anaïs ZIMMERLIN

Cartographie **:** Philippe ESPY

COMMUNE DE NOAILHAC (19500)
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers :	
En exercice :	11
Présents :	07
Représentés :	02
Votants :	09
Exprimés :	09
Pour :	09

Présents : Christian Lassalle, Jacques Bouygue, Patrick Serrager, Bernadette Laffaire, Christophe Terrieux, Arnaud Molas-Coste et Dominique Antoni

Absents excusés : Chantal Piednoël-Parouteau, Emmanuel Marsallon

Absentes représentées : Cathy Ruebenthaler par Arnaud Molas-Coste et Pascale Valette par Christian Lassalle

Date de convocation : 26/02/2016
Date d'affichage : 26/02/2016
Date de la réunion : 08/03/2016

L'an deux mil seize, le huit mars à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de Noailhac, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur Christian LASSALLE, Maire.

Conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Arnaud MOLAS-COSTE a été désigné secrétaire de séance.

Délibération n°2016/17 ***2.1 Document d'urbanisme :*** **Projet de modification du PPRmt de Noailhac au lieudit CastelDigo, pour prise en compte d'un changement de circonstances de fait.**

Le Maire expose aux membres du Conseil, qu'en l'état actuel des documents de zonage du Plan de Prévention des Risques de mouvements de terrains (PPRmt), arrêté en août 2005 sur la commune de Noailhac, les bâtiments de CastelDigo, bien qu'à proximité immédiate d'une zone bleue (ZB) et dans un secteur dominé par une colline de faible altitude, se trouvent classés en zone orange (ZO). En application du règlement du PPRmt, ce classement interdit les changements de destination des locaux existants ; en particulier, le bâtiment de la grange ne peut pas être utilisé en dehors d'une destination agricole.

Les propriétaires actuels de CastelDigo, M. et Mme Magne (SCI MAXCEL), souhaitent créer un site d'hébergement et de séjour « éco-touristique » qui nécessite des aménagements de leur grange, avec un changement de destination pour pouvoir l'habiter eux-mêmes, et utiliser leur maison d'habitation pour créer des gites.

Ce projet de développement des capacités d'accueil et de l'offre touristique, répond à la fois aux objectifs retenus à l'occasion de l'adoption du Plan Local d'Urbanisme de la commune en août 2011 et aux orientations exposées pour le projet de Grand Site de Collonges-Turenne, en cours de formation, étant rappelé que la commune de Noailhac, par délibération du 2 décembre 2015, a confirmé son adhésion au Grand Site.

Pour ces raisons, il est proposé au Conseil d'examiner la possibilité d'une évolution du zonage de CastelDigo au PPRmt.

Ceci étant exposé, et après délibération, le Conseil :

- vu le projet de création d'un site d'hébergement et de séjour éco-touristique conduit par M. et Mme Magne, propriétaires des bâtiments situés à CastelDigo (SCI MAXCEL) ;

- vu que ce projet s'inscrit dans la ligne des objectifs définis par la commune de Noailhac lors de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme pour « Favoriser un développement touristique mesuré et respectueux du territoire communal » et qu'il répond aussi aux objectifs inscrits au projet de statuts du Syndicat mixte « Grand-Site de Collonges-Turenne », en cours de création, soutenant le « développement de ses capacités d'accueil,..., les actions touristiques et le développement économique. » ;

- vu l'impossibilité actuelle de demander un changement de destination des bâtiments de CastelDigo classés en zone orange du PPRmt, en raison du règlement applicable à cette zone ;

- vu l'article R562-10-1 c) du code de l'environnement, prévoyant la possibilité de modifier les documents graphiques du PPRmt pour prendre en compte un changement dans les circonstances de fait ;

- vu que la modification envisagée, limitée à moins d'un hectare du seul secteur de CastelDigo, ne porte pas atteinte à l'économie générale du PPRmt ;

- vu que le PLU communal de 2011, inscrit expressément les bâtiments de CastelDigo au tableau des bâtiments de la commune situés en zone agricole, « présentant un intérêt architectural et/ou patrimonial et pouvant éventuellement faire l'objet d'un changement de destination au titre de l'article L123-3-1 du code de l'urbanisme » ;

- vu que le paragraphe 2.4 ZONE A du règlement local d'urbanisme attaché au PLU de Noailhac reprend intégralement pour le PLU la disposition précitée du code de l'urbanisme, précisant en son article A.2- troisième alinea les conditions d'un changement de destination des bâtiments notamment pour de l'habitat ou des activités touristiques ;

- vu aussi que ces dispositions sont en ligne avec l'article L151-11 - 2° du code de l'urbanisme qui maintient la possibilité de prévoir au règlement du PLU un changement de destination de bâtiments dans les zones agricoles, particulièrement en zone classée A (article R151-23 du même code) ;

- Considérant ainsi que les nouveaux développements intervenus en 2011 (approbation du PLU de Noailhac), et depuis 2013 (projet d'hébergement éco-touristique des époux Magne), ainsi qu'en 2015 (adhésion de Noailhac au projet de Grand Site Collonges/Turenne), constituent un changement particulièrement important des circonstances de fait qui ont pu présider à l'élaboration en 2005 du PPRmt dans ce secteur ;

- Considérant enfin que, sans remettre en cause la pertinence d'un classement du secteur en zone orange (ZO), un classement partiel en « zone orange urbanisable » (ZOU) permettrait d'accéder aux possibilités d'évolution offertes par l'article 2.3.3 du règlement du PPRmt, tout en mettant en œuvre des prescriptions particulières adaptées aux risques potentiels ;

Décide à l'unanimité des voix des membres présents et représentés :

- de demander la modification d'une partie du zonage du PPRmt, située dans le secteur de CastelDigo, en application de l'article R562-10-1 c) du code de l'environnement, pour adopter un classement en « zone orange urbanisable » (ZOU) au lieu et place du classement « zone orange » (ZO) ;

- de proposer de délimiter le secteur concerné selon le tracé figurant sur le plan ci-annexé, sous réserve de l'avis des services intéressés ;

- d'autoriser le Maire à mettre en œuvre les procédures nécessaires à cette modification, et, plus généralement, faire le nécessaire pour faciliter la réalisation du projet.

Ainsi fait et délibéré,
A Noailhac, le 8 mars 2016

Christian LASSALLE,
Maire de Noailhac.

(1)b

NOAILHAC – Section cadastrale AM
secteur de CastelDigo

Projet de modification PPRmt
proposition de zonage en Zone Orange Urbanisable (Z.O.U.) – 8.500 m2 environ

